ACADÉMIE ROYALE

DES SCIENCES, DES LETTRES ET DES BEAUX-ARTS DE BELGIQUE.

COMMISSION ROYALE D'HISTOIRE.

MM. Le baron KERVYN DE LETTENHOVE, Président.
GACHARD, Secrétaire et Trésorier.
Le chanoine DE SMET.
DU MORTIER.
J.-H. BORMANS.
ALPHONSE WAUTERS.
STANISLAS BORMANS.
EDMOND POULLET, Membre suppléant.
CHARLES PIOT, id.
LÉOPOLD DEVILLERS, id.

CODEX DUNENSIS

SIVE

DIPLOMATUM ET CHARTARUM MEDII AEVI

AMPLISSIMA COLLECTIO.

CODEX DUNENSIS

SIVE

DIPLOMATUM ET CHARTARUM MEDII AEVI

AMPLISSIMA COLLECTIO.

EDIDIT

J.-B.-M.-C. BARO KERVYN DE LETTENHOVE,

ACADEMIAE REGIAE BELGICAE SOCIUS.

BRUXELLIS,

EX OFFICINA TYPOGRAPHICA F. HAYEZ.

M. DCCC. LXXV.

INTRODUCTION.

Vers l'an 1107, un ermite fonda le monastère des Dunes sur une plage sans cesse battue par les flots de la mer et au milieu même de ces populations barbares et cruelles que le poëte romain appelait les plus reculées du monde. Un siècle s'était à peine écoulé quand l'abbé des Dunes, Nicolas de Bailleul, s'écriait : *Ecclesia de Dunis est quasi mons argenteus indeficiens si tamen a sapientibus gubernetur*. En effet, grâce à la féconde activité qu'on admirait dans toutes les grandes abbayes cisterciennes, un centre puissant de lumières et de civilisation avait été créé au milieu de ces sables arides.

Saint Bernard visita les cloîtres bâtis par l'ermite Liger; il y laissa les souvenirs et les traditions de sa charité et de son zèle, et ce fut au sein du monastère des Dunes qu'il choisit le religieux qui, sa mission étant accomplie, devait le remplacer. Princes et peuple, nobles et laboureurs avaient montré le même empressement à l'entendre, et tous les cœurs s'étaient émus à sa voix. Dès ce moment l'ordre de Cîteaux fut entouré en Flandre de l'influence et du respect qui lui appartenaient dans toutes les parties de l'Europe.

Thierri d'Alsace fut l'un des premiers à prendre la croix pour combattre les infidèles, et lorsque le comte Philippe, son fils, mourut sur les rivages

de la Palestine, ce fut sous les voûtes du monastère de Clairvaux que ses compagnons d'armes déposèrent ses restes. Plus tard, Baudouin offrit à l'ordre de Cîteaux le gonfanon impérial conquis sous les murs de Constantinople. Sa fille, la comtesse Jeanne, éleva un monastère du même ordre pour obtenir du Ciel la fin de son veuvage, et ce fut sous l'humble habit des vierges de Cîteaux qu'elle rendit le dernier soupir. Ses aumônes avaient été si abondantes que, pendant sa vie, on commençait les travaux de la moisson à l'abbaye de Clairvaux, par de solennelles prières pour elle : son exemple fut imité par sa sœur Marguerite et par Gui de Dampierre, qui, prêt à partir pour Tunis, croyait ne pouvoir mieux appeler sur lui la protection de Dieu.

Un autre sillon avait été tracé : c'était celui de la science. Au milieu de ces rudes travaux qui ne pouvaient lasser les bras, l'esprit s'élevait par la méditation et l'étude. Les uns se préparaient à aller dans d'autres abbayes et jusque dans le collége de Saint-Bernard fondé à Paris par un abbé de Clairvaux, se mêler aux plus célèbres docteurs. D'autres copiaient des manuscrits, multipliant les livres sacrés, conservant aussi à la postérité les textes si rares des monuments de l'antiquité classique. Grâce à ces efforts persévérants, l'abbaye des Dunes compta l'une des plus célèbres bibliothèques du moyen âge, et, selon une ancienne tradition, on y conservait des volumes précieux rapportés d'Orient par les croisés, qui sans doute exciteraient le plus vif intérêt des érudits modernes, si un jour néfaste n'était venu où sous le prétexte de proclamer les droits de l'intelligence humaine, on avait cru ne pouvoir mieux faire que d'en livrer aux flammes les plus respectables monuments.

Cependant quelques manuscrits échappèrent à la fureur des Gueux, et parmi ceux qui nous ont été conservés, il en est un qui nous a paru mériter une publication à peu près complète.

Ce manuscrit, qui appartient aujourd'hui à la bibliothèque de la ville de Bruges, porte au dos ces mots d'une écriture assez moderne : *Liber con-*

tinens copias processuum et varias litteras missivas concernentes fere omnes abbates de Thosan et de Dunis. C'est, comme le titre l'indique, un recueil épistolaire auquel on a joint des pièces de procédure, des testaments, des actes de vente, un traité de la forme de l'élection des prélats écrit en 1254 par Laurent de Sumecort, chanoine de Chichester, et de plus quelques vers. La plupart des documents qu'il renferme, appartiennent au XIIIe siècle, et les plus récents sont antérieurs à 1325 : leur nombre est du reste fort considérable, puisqu'il s'élève à neuf cent trente-neuf actes ou lettres, non compris les traités particuliers placés au commencement de ce volume.

Les feuillets 369 à 373 sont d'une main plus ancienne. On y voit des titres écrits à l'encre rouge. On ne peut guère douter que ce ne soit un cahier de transcriptions tenu par un clerc de la comtesse Marguerite de Constantinople, qui a été plus tard relié dans le même Codex.

Quel est l'auteur de ce recueil? Aucune donnée ne nous est parvenue à cet égard; mais il est probable que c'est quelque religieux des Dunes ou de Thosan investi de fonctions importantes dans l'ordre de Cîteaux : ce qui lui aura permis, sans négliger les documents qui concernaient spécialement les monastères de Flandre, de recueillir avec soin ceux qui intéressaient le plus l'ordre de Cîteaux tout entier.

L'époque où s'accomplissait ce travail, était la plus mémorable peut-être des annales cisterciennes.

Le différend du pape Boniface VIII et du roi Philippe le Bel, marquant l'affaiblissement des grands principes du moyen âge et la naissance des orageuses théories des temps modernes, séparait l'Europe chrétienne en deux camps : celui de la puissance spirituelle assaillie à Anagni par les Nogaret et les Sciarra, celui de la puissance temporelle s'appuyant sur les États généraux, sur le parlement, sur les ruses des légistes et en m me temps sur la force.

L'ordre de Cîteaux ne pouvait rester étranger à cette grande lutte.

Philippe le Bel était monté au mois d'octobre 1285 sur le trône encore sanctifié en quelque sorte par les récents souvenirs de la royauté de Louis IX, et son premier soin avait été de notifier son avénement à l'ordre de Cîteaux en l'invitant à demander au ciel *ut regnum nostrum jucunda tranquillitate conservet* (nº 307).

Cependant, dès le mois de janvier suivant, on remarque qu'un sentiment de crainte qui s'inspire de l'avenir, domine dans la lettre que l'abbé de Clairvaux adresse aux principaux monastères de l'ordre. Il y annonce que l'abbé de Cîteaux et l'abbé de Pontigny se sont rendus près du roi et qu'ils ont composé (*composuerunt*) relativement au chiffre de la dîme. Cette composition a été faite *ad vitandum futura pericula, animarum dispendia, conscientiarum naufragia*; mais, bien que fort onéreuse, elle n'a été obtenue qu'avec beaucoup de peine, *non sine magnis laboribus et difficultate non modica;* et l'abbé de Clairvaux craint lui-même *ne forte hujus impositionis aliquatenus vos terreat tanta summa.* La part d'un seul monastère (celui des Dunes) dans cette dîme, atteignait huit cents livres tournois, c'est-à-dire une somme quatre-vingts fois plus considérable que celle qui avait été demandée aux plus riches monastères de Flandre pour la croisade de Tunis [1].

La dernière année de cette dîme se leva en 1289. De 1289 à 1291, la confiscation des biens des marchands lombards, et d'autres mesures conçues dans le même but, occupèrent Philippe le Bel. En 1292, il se souvint qu'une bulle de Grégoire X avait accordé, dix-sept ans auparavant, une dîme à son père, et il en prit prétexte pour adresser à l'ordre de Cîteaux des réclamations aussi vives que menaçantes. Les abbés de Cîteaux et de Clairvaux se rendirent à Paris et y firent lire au collége de Saint-Bernard, en présence de deux docteurs flamands, Jean de Weerden et Siger de Gulleghem, une protestation qui se terminait par un appel au pape : *Supponentes ipsos et ordinem suum et subjectos suos et bona sua beatorum Petri*

[1] Nº 79.

et Pauli et Sanctae Romanae Ecclesiae protectioni [1]. Cet appel contre les usurpations de Philippe le Bel mérite quelque attention, parce qu'il fut interjeté dans la capitale du royaume : nous ne tarderons pas à en trouver un plus mémorable exemple.

En 1294, la guerre éclata entre le roi de France et le roi d'Angleterre, et une flotte ennemie vint semer la terreur depuis La Rochelle jusqu'à Bayonne. Cette fois, Philippe le Bel s'adressa humblement à l'ordre de Cîteaux (*humiliter fecit supplicari*) pour obtenir de sa libéralité une dîme de deux années, destinée à préserver ses monastères et ses biens des horreurs de la guerre [2]. L'ordre de Cîteaux l'accorda, et le lecteur trouvera dans ce volume deux chartes de Philippe le Bel qui s'y rapportent, l'une (le nº 118) renfermant un préambule où l'on reconnaît aisément la rédaction des conseillers de Philippe le Bel; l'autre (nº 122) offrant le texte qui fut adressé aux abbés de l'ordre de Cîteaux, où les lignes qui remplacent le préambule, font mieux comprendre que cette concession fut volontaire et que l'ordre de Cîteaux s'empressa de l'accorder.

Lorsque les Anglais eurent été repoussés, lorsque Gui de Dampierre, conduit prisonnier au Louvre, y eut laissé, comme otage, sa fille dejà fiancée au fils d'Édouard Ier, Philippe le Bel changea de langage. Ce n'était point assez qu'il eût promulgué comme loi somptuaire une ordonnance qui portait que quiconque possédait moins de six mille livrées de terre, serait tenu de remettre le tiers de sa vaisselle d'or et d'argent au roi qui en déterminerait le prix. Ce n'était point assez qu'il eût proclamé lui-même

[1] Nº 117. Le chapitre général de 1290 mentionne les dépenses faites par des abbés *pro privilegiis et libertatibus ordinis defendendis*. Celui de 1292 s'exprime en ces termes, qui indiquent des craintes plus graves : *Ut caritas ordinis uniformis adversariis nostris apareat terribilis ut castrorum acies ordinata, quotiescunque necesse fuerit inter abbates alicujus provinciae convocationem seu contributionem fieri ad defendendas ordinis libertates, etc.*

[2] *Pro tuitione regni Franciae contra Anglicos et alios inimicos.* Lettre adressée à l'archevêque de Reims, nº 119.

l'altération des monnaies, en chargeant ses successeurs d'indemniser ceux qui auraient à en souffrir. Tel était le besoin d'argent qui le pressait, comme il le dit lui-même, qu'il prescrivit la levée du centième, puis du cinquantième de tous les biens meubles et immeubles sans aucune distinction entre les biens des clercs et ceux des laïcs. Toute la France s'en émut, et le nom de maltôte, donné à cet impôt universel, est resté comme une énergique protestation de ceux qui le subirent.

Tandis que les évêques hésitaient, les uns parce qu'ils devaient tout à la faveur du roi, les autres parce qu'ils craignaient sa colère ou parce qu'ils se voyaient réduits à des réclamations isolées, l'ordre de Cîteaux prit le premier la défense des immunités ecclésiastiques. Dans toutes les provinces, les abbés répondirent par un refus formel aux ordres des officiers royaux, et lorsque quelques évêques, requis par le roi, les menacèrent de les contraindre en vertu de leur autorité ecclésiastique, ils répondirent par une déclaration dont le texte nous a été conservé dans le diocèse de Tournay. On le trouvera n° 268 de ce volume.

Que l'ordre de Cîteaux ait compris la gravité de la situation en s'opposant ouvertement aux volontés de Philippe le Bel, qu'appelé à choisir entre le devoir qui parlait à sa conscience et le péril qui menaçait ses personnes et ses biens, il ait courageusement préféré le péril, on ne peut en douter : il trouvait dans sa propre histoire de mémorables exemples auxquels il ne pouvait qu'être fidèle.

Lorsque en 1128 le roi Louis VI persécuta injustement l'archevêque de Sens, l'abbé de Cîteaux convoqua une de ces saintes assemblées de l'ordre d'où s'élevait, disait-on, une colonne de lumière jusqu'à Dieu, et tous les abbés, apposant leurs sceaux à une lettre qui avait été rédigée par saint Bernard, supplièrent le pape Honorius III de faire entendre sa voix pour la liberté de l'Église.

En 1296, la même marche fut suivie. Un chapitre général fut convoqué. Saint Bernard eût pu y répéter : *Alter Herodes Christum jam non in cuna-*

bulis, sed in ecclesiis invidet exaltatum. On répondit d'abord à la monition qui avait été adressée par un prélat ami du roi, que nous croyons avoir été Pierre Barbet, archevêque de Reims : dans ce mémoire, qui mérite de fixer l'attention (nº 78), l'ordre de Cîteaux, après avoir déclaré qu'il est prêt à se soumettre à toutes les taxes qui seraient établies à raison de ses biens pour la défense de la patrie, repousse énergiquement les impôts extraordinaires que le siége pontifical n'a pas approuvés.

On peut résumer en ces termes les principales considérations qui se trouvent développées :

La puissance spirituelle et la puissance temporelle sont distinctes; la seconde n'a pas le droit de régir la première qui lui est supérieure.

Le roi ne peut forcer le clergé à des subventions extraordinaires, sans l'assentiment du pape.

Pharaon lui-même exceptait les prêtres et leurs biens de la servitude commune.

Les biens du clergé sont nécessaires à l'entretien des pauvres.

Les légistes disent que le clergé est uniquement tenu des charges établies *ad instructionem bonorum et redemptionem captivorum.* La subvention que réclame le roi, est bien différente, et l'ordre de Cîteaux croirait, en s'y soumettant, se rendre coupable de négligence, de parjure et de désobéissance.

Le chapitre de Cîteaux osait dire à l'archevêque de Reims que Philippe le Bel se montrait plus dur que Pharaon : il le répéta dans la mémorable protestation qu'il adressa à Rome.

Le pape Alexandre IV avait autrefois rendu un pompeux témoignage du zèle religieux des abbés de l'ordre de Cîteaux et de leur dévouement au siége pontifical : *Inter innumeras mundani turbinis tempestates, quas contra ecclesiam Dei et nos ipsos ferventis prosecutionis procella commovit,* disait-il dans une bulle qu'il leur adressa, *magnum nobis est praestitum, Deo providente, remedium, cum universitatis vestrae ferventissima charitas*

nec pericula timuit, nec adminicula denegavit. Meminimus plane et cum omnium gratiarum actione recolimus quam inviolabili firmitate fluctuantem Petri naviculam fidei vestrae anchora servavit in turbine.

Les premières lignes du manifeste de l'ordre de Cîteaux, en reproduisant la fin de cette bulle, rappelaient les services qu'il avait rendus à Alexandre IV et la reconnaissance que le Saint-Siége en avait exprimée. Plus loin on insistait sur les violences du pouvoir royal, et voici quelques points qui se trouvaient successivement exposés avec une remarquable énergie :

Il y a des princes aveuglés par les intérêts temporels, qui, au lieu de protéger les personnes ecclésiastiques, veulent les accabler d'impôts. Loin d'imiter Pharaon qui respectait, quoique idolâtre, la liberté des prêtres, ils font peser sur le clergé presque toutes leurs exactions, et on les voit s'attribuer un pouvoir qu'ils n'ont pas, au lieu de réclamer respectueusement de l'autorité pontificale les subsides nécessaires à l'utilité publique.

Les conseillers des princes, clercs et autres, n'osant pas leur dire la vérité, répètent *quod dantur omnia servitio principis.*

Ils oublient la distance qui sépare le pouvoir temporel du pouvoir spirituel, usurpent témérairement ce que Dieu a réservé aux ouvriers de sa vigne et à ses pauvres, et dénaturent le sens des Saintes Écritures.

Devenus aveugles, ils tomberont dans le gouffre et y entraîneront les princes avec eux.

Cependant personne n'ose s'exposer au martyre, et aucune voix ne s'élève pour la défense du pouvoir religieux ébranlé dans le monde.

Dans ce péril l'ordre de Cîteaux réclame instamment la protection du pape.

Nous croyons pouvoir placer ce document (n° 164) parmi les plus importants que l'on connaisse pour l'histoire du règne de Philippe le Bel.

Un ancien religieux de l'ordre de Cîteaux, le cardinal Simon de Beaulieu, remplissait alors en France les fonctions de légat du pape. En vertu des pouvoirs dont il était investi, il ordonna qu'un concile fût convoqué à Paris, le 22 juin 1296.

Les archevêques de Reims, de Sens et de Rouen n'osèrent pas, quel que fût leur zèle pour la cause du roi, désobéir à un ordre aussi solennel que s'il fût émané du pape lui-même, et ils reproduisirent dans les lettres de convocation du concile les paroles non moins tristes qu'amères que Simon de Beaulieu avait insérées dans ses propres lettres. Cependant, l'influence des trois primats de la France septentrionale s'exerça sur les évêques dont la plupart étaient leurs suffragants. Les députés qui furent choisis dans l'assemblée qu'ils présidaient, pour porter à Rome les plaintes du clergé, étaient les évêques de Nevers et de Béziers, qui soutenaient avec le même zèle les intérêts du roi, et une lettre écrite dans le diocèse de Bourges, qui avait alors pour archevêque le célèbre Gilles Colonna, l'auteur du traité *De Regimine principis,* nous apprend que le 28 août les deux prélats n'avaient pas quitté la France.

Avant que les évêques de Nevers et de Béziers fussent arrivés à Rome, Boniface VIII, qui occupait depuis un an le siége pontifical, fit droit aux plaintes de l'ordre de Cîteaux, en frappant d'interdit l'archevêque de Reims, et en publiant, le 18 août 1296, la célèbre bulle : *Clericis laicos,* que nous trouvons reproduite dans le livre des priviléges de l'ordre de Cîteaux. On sait que Boniface VIII y prononçait l'excommunication des clercs qui payeraient les dîmes sans l'assentiment préalable du pape, et la bulle *Clericis laicos* fut confirmée par la bulle : *Ineffabilis amoris,* où Boniface VIII reprochait au roi de France d'avoir perdu un bien précieux, c'est-à-dire l'amour de ses sujets, et annonçait qu'il était prêt à souffrir l'exil et même la mort pour la liberté de l'Église.

La réponse de Philippe le Bel commençait par ces mots : *Antequam essent clerici, rex Franciae habebat custodiam regni sui,* et ce qui suivait, était digne de la violence de cet exorde : *Dare histrionibus, et, neglectis pauperibus, expensas facere superfluas in robis, equitativis, comitativis, commessationibus et aliis pompis secularibus permittitur eisdem, imo conceditur ad perniciosae imitationis exemplum. Quis judicaret licitum sub*

anathemate cohibere ne clerici, ex devotione principum incrassati, impinguati et dilatati, eisdem principibus assistant? L'ordre de Cîteaux, à qui semble se rapporter cette véhémente attaque, aurait pu rappeler que lorsque des famines cruelles désolèrent la France, les pauvres, loin d'être abandonnés, avaient dû la vie aux généreuses aumônes des abbayes cisterciennes.

Du reste, Philippe le Bel ne se reposait pas uniquement sur ces diatribes. Ses intrigues étaient allées réveiller les discordes assoupies de l'Italie, et à quelques jours de distance l'on vit Frédéric d'Arragon chasser les légats du pape de la Sicile, et les Colonna avouer hautement le projet de chasser le pape lui-même de Rome.

Si Boniface VIII avait jadis appelé de ses vœux ambitieux le jour où la tiare passa du front de Célestin V sur le sien, il expia sévèrement des fautes antérieures à son pontificat par toutes les épreuves qu'il dut subir pour le conserver. L'inquiétude et la crainte s'étaient emparées de cette âme naguère si fière : un langage faible et incertain, dicté par la politique, avait succédé à des protestations qu'une foi intrépide rendait si éloquentes.

Il faut le dire tristement : Boniface VIII était réduit, pour ne pas voir son autorité renversée en Italie, à l'abaisser et à l'humilier en France, et dans cette réconciliation avec Philippe le Bel, conclue comme une nécessité, les médiateurs qu'il acceptait, étaient précisément ces évêques que l'acte d'appel de l'ordre de Cîteaux appelait : *Clerici, consules principum, humanam amittere gratiam formidantes,* et qu'il avait flétris à son tour en les nommant dans la bulle *Clericis, laicos : Nonnulli praelati plus timentes majestatem temporalem offendere quam aeternam.*

Vingt-trois prélats dévoués à Philippe le Bel (le premier était l'archevêque de Reims, qui venait reprendre possession de son siége; les autres étaient les archevêques de Sens, de Narbonne, de Rouen, les évêques de Beauvais, de Laon, de Châlons-sur-Marne, de Langres, d'Amiens, de Tournay, de Térouane, de Senlis, d'Auxerre, de Troyes, de Chartres, de

Nevers, d'Avranches, d'Évreux, de Lisieux, de Coutances, de Dol et du Mans) avaient écrit au pape pour lui exposer qu'ils étaient tenus la plupart par l'hommage, et presque tous par serment de défendre l'honneur du roi. Ils avaient choisi entre eux des députés chargés d'exposer au pape qu'ils voyaient le roi obligé par le soin de son honneur et la conservation de son royaume à de grandes dépenses, et qu'ils désiraient lui venir en aide en lui accordant une subvention. Boniface VIII s'empressa d'y consentir par la bulle : *Coram illo fatemur,* où il se plaignait vivement de la défection du comte de Flandre, et offrait pour la défense des droits du roi de France les biens de l'Église et sa propre personne [1]. Une autre bulle, la bulle : *Romana mater,* adressée à Philippe le Bel, lui annonçait que rien ne s'opposait à ce que le clergé lui accordât librement un subside. Le subside étant permis, on comprend aisément qu'il fut offert et accepté, et Philippe, de son côté, permit que l'on envoyât à Rome l'argent recueilli en France pour l'entretien de la Chambre apostolique, argent dont Boniface VIII avait grand besoin.

Dès ce moment, la réconciliation du pape et du roi de France est complète.

Le 15 mai 1297, Boniface VIII permet aux évêques dont nous avons déjà cité les noms, de lever, au profit du roi, aux fêtes de la Pentecôte et à la Saint-Remy, une double dîme de tous les revenus ecclésiastiques, *auctoritate Ecclesiae, non invocata potentia bracchii secularis.*

Le pape permettait même l'emploi des censures ecclésiastiques pour contraindre au payement de cette dîme, et elle fut, en effet, exigée dans le diocèse de Tournay *sub poena suspensionis et excommunicationis* [2].

Boniface VIII va plus loin encore, le 31 juillet 1297, dans la bulle : *Etsi de statu regni,* où il autorise le roi de France à réclamer des sub-

[1] *Imo Ecclesiae Romanae res, posse ac bona ac personam nostram exponeremus pro suorum conservatione jurium* (28 février 1296, v. s.). N° 353.

[2] N° 352.

sides ecclésiastiques sans l'assentiment préalable du pape, s'il s'agit de la défense du royaume : *quin rex possit a praelatis et personis ecclesiasticis petere subsidium vel contributionem, inconsulto romano pontifice, non obstantibus constitutione praedicta seu quolibet privilegio;* et une bulle spéciale désignait l'archevêque de Rouen, l'évêque d'Auxerre et l'abbé de Saint-Denis comme exécuteurs de la dîme, en permettant cette fois l'intervention de l'autorité séculière contre les prélats et les personnes ecclésiastiques qui ne se soumettraient point : *quatenus praelatos et ecclesiasticas personas ad hujusmodi subsidium exhibendum auctoritate nostra, spiritualiter et temporaliter, prout utilius expedire videritis, appellatione postposita compellatis, invocato ad hoc, si opus fuerit, auxilio bracchii secularis.*

Enfin, le 9 août 1297, une bulle qui commençait par ces mots : *Meruit sincera devotio quam karissimus filius noster Philippus rex Francorum illustris erga Romanam Ecclesiam gerit,* accorda au roi de France une année du revenu de tous les bénéfices vacants [1].

Philippe le Bel reconnut ces importantes concessions de Boniface VIII, non-seulement en abandonnant à ses propres forces la faction des Colonna, mais aussi en permettant qu'on ajoutât aux dîmes prélevées pour lui, une dîme réservée au pape, afin de l'aider dans sa guerre contre les Colonna et Frédéric d'Arragon.

Un document important de cette époque a été conservé dans le manuscrit des Dunes : c'est un appel adressé par le doyen et le chapitre de Tournay à la générosité des fidèles afin qu'elle se manifeste avec empressement et permette au pape de pacifier l'Italie. Un Colonna, Mathieu, prévôt de Saint-Omer, était l'un des chefs de cette croisade dirigée contre sa famille [2].

Nous savons qu'aux fêtes de l'Assomption 1298, l'ordre de Cîteaux paya

[1] N° 175.

[2] N° 66.

une nouvelle dîme [1], et une lettre écrite à Compiègne, le 25 février 1299 (v. st.), par Jean de Sancy, abbé de Clairvaux, annonce la levée de deux autres dîmes, en joignant au récit des menaces du roi les plaintes les plus vives sur la triste situation de l'ordre de Cîteaux [2].

Tel était le degré d'affliction dans lequel se trouvait cet ordre naguère si puissant et si illustre, mais déjà réduit à ne plus espérer d'autre protection que celle de Dieu.

Le comte de Flandre voit également la main de Philippe le Bel s'appesantir sur lui. En vain s'est-il prêté complaisamment aux exactions royales : la saisie du comté de Flandre est prononcée à deux reprises, et Gui lui-même, invoquant le texte formel des Établissements de saint Louis, se déclare délié du serment d'hommage, parce que le roi lui refuse le jugement de ses pairs, en l'accablant « d'injures, de duretés et d'oppressions. »

Enfin le 25 janvier 1296 (v. st.), le comte de Flandre fit lire dans l'église de Saint-Donat de Bruges un acte solennel d'appel au pape, où se trouvaient reproduits tous ses griefs contre le roi de France.

Cet acte d'appel, renouvelé à plusieurs reprises, au mois de mars et au mois de mai, reçut l'adhésion des abbés de Saint-Pierre, de Saint-Bavon, de Marchiennes, d'Eenaeme, de Saint-André, d'Oudenbourg, de Grammont, des Dunes, d'Eeckhout, de Saint-Nicolas des Prés, de Saint-Nicolas de Furnes, de Tronchiennes et de Ninove; des doyens de Bruges, de Furnes, de Cassel, de Seclin, de Douay, de Courtray et d'Harlebeke; des prévôts de Gand, de Thourout, de Watten, de Loo et d'Éversam. Une lettre du 22 juin 1297 annonça au pape que le comte de Flandre avait choisi Michel As Clokettes, Jean Beck et Jean de Tronchiennes, pour soutenir cet appel.

Boniface VIII, avant de monter sur le siége pontifical, avait été, dans

[1] N° 189.
[2] N° 365.

un célèbre procès contre les usuriers d'Arras, l'avocat de la commune de Bruges, qui, à l'occasion de son avénement, lui avait offert deux riches pièces d'écarlate, *pro honore suo quod fuerat advocatus causae praedictae;* et c'était également à Boniface VIII, qui n'était alors que le cardinal Benoît Gaëtani, que Gui de Dampierre s'était adressé pour écarter Gui d'Avesnes de l'évêché de Liége, en invoquant des sentiments de bienveillance et de protection qui ne lui avaient jamais manqué [1]. Mais la situation n'était plus la même au commencement de 1298, et c'était au pape, devenu l'allié de Philippe le Bel, qu'il fallait faire accepter un acte d'appel, qui émanait d'un vassal armé contre son seigneur suzerain.

Deux ans s'étaient écoulés au milieu de pénibles négociations et d'épreuves de tout genre qui avaient réduit Gui de Dampierre à se livrer à Philippe le Bel, lorsque au milieu des solennités du grand jubilé de l'an 1300 le pape parut avec les doubles insignes de l'autorité spirituelle et temporelle et répétant à haute voix : *Ecce duo gladii; hic vides, o Petre, successorem tuum; tu, salutifer Christe, cerne tuum vicarium.* Toute l'Europe était accourue à Rome, et le nombre des pèlerins qui se pressaient aux portes des saintes basiliques, avait effacé les plus pompeux souvenirs de la cité, deux fois reine du monde. C'était à la fois la manifestation d'un immense enthousiasme religieux et la manifestation de la puissance dont l'autorité pontificale restait armée aux yeux des peuples.

Boniface VIII a envoyé l'évêque de Pamiers ordonner au roi de France de rendre la liberté à Gui de Dampierre : mais Philippe le Bel ne répond qu'en faisant jeter dans une prison le légat du pape et en appelant les Colonna à sa cour. Boniface VIII, en même temps qu'il accueille les plaintes du comte de Flandre, se souvient des plaintes non moins vives et non moins fréquentes de l'ordre de Cîteaux. Le 4 décembre 1301, il suspend tous les priviléges accordés au roi pour la levée des dîmes; le lendemain

[1] N° 423.

deux autres bulles sont publiées. Par la bulle *Ausculta fili* il expose la puissance dont il est dépositaire, comme vicaire de Jésus-Christ et comme successeur de saint Pierre : *Constituit nos Deus super reges et regna ad evellendum, destruendum, dissipandum atque œdificandum sub ejus nomine et doctrina. Fili carissime, nemo tibi suadeat quod superiorem non habes.* Mais il ne faut pas croire, comme l'ont trop souvent répété les historiens modernes, que la papauté dût être, aux yeux de Boniface VIII, la réunion, ou, pour mieux dire, la confusion des deux pouvoirs exercés simultanément. Boniface VIII disait lui-même qu'on ne pouvait lui attribuer une si grande ignorance ou un si grand aveuglement que de ne pas connaître la séparation des deux pouvoirs. L'empereur et les rois exerçaient seuls la puissance temporelle: à eux l'usage, l'action, le domaine des faits. Le droit, toutefois, restait subordonné à l'autorité spirituelle, appelée à distinguer ce qui était juste de ce qui était injuste, et investie d'une juridiction incontestable, *ratione peccati,* soit qu'il convînt de rappeler un chrétien obscur à la pénitence, soit qu'il fallût briser la couronne des princes les plus puissants. Cette théorie s'appuyait sur ce principe, alors universellement admis, que la société reposait sur la religion : elle était à la fois modératrice pour les princes, protectrice pour les peuples, à qui elle offrait l'égalité vis-à-vis du tribunal suprême qui représentait sur la terre celui de Dieu.

La bulle : *Ausculta fili* offre d'ailleurs un intérêt tout spécial dans la question qui nous occupe; car elle aborde successivement les deux griefs qui s'élevaient contre le gouvernement de Philippe le Bel : d'une part la violence dirigée contre Gui de Dampierre, c'est-à-dire, contre les grands vassaux; d'autre part l'oppression du clergé et des ordres religieux. Lorsque Boniface VIII disait à Philippe le Bel : *Gravas pares, comites et barones..... cum in judicio esse debeat distinctio personarum, tu tamen in propriis causis jus tibi dicis, et in proprio judicio partes actoris et judicis sortiris,* il répétait ce qu'avait dit Gui de Dampierre dans l'acte d'appel du 29 décembre

1299. Lorsqu'il adressait au roi de France d'autres reproches, ainsi conçus: *Ecclesias et ecclesiasticas personas opprimis. ., decimas fieri facis, licet in clericos nulla sit laicis attributa potestas..., ecclesiasticae personae quasi sub jugo servitutis premuntur..., ecclesiae nunc factae sunt sub tributo,* il reproduisait assez exactement les termes mêmes de cet autre acte d'appel qui avait été soumis au siége pontifical par l'ordre de Cîteaux.

La seconde bulle, du 5 décembre 1301, semble rappeler la mission plus modeste que Boniface VIII remplissait au nom des communes flamandes avant son exaltation au trône pontifical : *Ante promotionem nostram ad summi apostolatus officium, dum adhuc nos minor status haberet, multa sunt reserata fide digna, assertione multorum, super injuriis atque damnis quae per Philippum regem Francorum multipliciter inferuntur.*

Jacques de Normanno, archidiacre de Narbonne, à qui ces bulles avaient été remises, reçut l'ordre de quitter la France, et la bulle : *Ausculta fili* fut publiquement brûlée par l'ordre du roi, le dimanche 11 février 1301 (v. st.) [1].

Boniface VIII avait convoqué un concile à Rome aux fêtes de la Toussaint 1302. Malgré les menaces de Philippe le Bel, on y vit les archevêques de Tours, de Bordeaux, de Bourges et d'Auch; les évêques d'Angers, de Nantes, de Vannes, de Rennes, de Quimper, de Léon, de Tréguier, de Saint-Brieuc, de Toulouse, de Pamiers, de Périgueux, de Saintes, de Comminges, de Rhodez, d'Agde, de Lescar, de Lectoure, d'Oloron, d'Aire, de Mende, de Nîmes, de Carcassone, de Bazas, du Puy, d'Autun, de Châlons-sur-Saône, de Mâcon, d'Alby, d'Aix, de Clermont, les abbés de Cîteaux, de Cluny, de Prémontré, de Marmoutiers, de Beaulieu et de la Chaise-Dieu.

Le 21 octobre, le roi de France donna à ses baillis l'ordre de prendre possession des biens des prélats et des abbés qui s'étaient rendus à Rome,

[1] Voyez dans ce volume un document relatif à Jacques de Normanno. Il porte le n° 193.

attendu, disait-il, qu'il craignait que ces biens ne souffrissent de leur absence, et que, dans sa prévoyance, il jugeait de beaucoup préférable de s'en réserver lui-même la garde.

Cette mesure paraît avoir été principalement dirigée contre l'ordre de Cîteaux. Philippe le Bel n'avait pu oublier que l'acte d'appel des religieux de l'ordre de Cîteaux avait provoqué la bulle *Clericis laicos,* et il n'ignorait pas que depuis cette époque leurs plaintes n'avaient cessé de retentir à Rome. C'était un ancien moine de Cîteaux, Simon de Beaulieu, évêque de Palestrine, qui était venu, à la fin de l'année 1296, menacer le roi de France d'excommunication. Enfin, parmi les cardinaux, il en était un, ancien abbé de Cîteaux, qui se faisait remarquer par son dévouement au pape. Si nous recherchons jusque dans la Flandre les traces de la résistance de l'ordre de Cîteaux, nous ferons remarquer que l'abbé des Dunes, Jacques de Biervliet, opposa les protestations les plus énergiques à la levée des dîmes royales [1], et la chronique de ce monastère ajoute qu'il avait pendant longtemps été attaché comme pénitencier au pape Boniface VIII. L'inébranlable fermeté de l'abbé de Cîteaux, Jean de Pontoise, qui avait succédé, en 1299, à l'abbé Ruffin, n'excitait pas moins la colère du roi de France : il voulait punir l'ordre de Cîteaux tout entier de la fidélité qu'il conservait au siége pontifical, et on comprend aisément qu'il ait voulu le frapper en lui enlevant les vastes propriétés territoriales qui couvraient le sol de la France. Peut-être même Philippe le Bel avait-il formé le projet de s'attacher les nobles en leur restituant, dans une confiscation générale des biens de l'ordre de Cîteaux, tous ceux que ces abbayes devaient à la pieuse générosité de leurs ancêtres.

[1] Nos 226 et 356. Un ancien cartulaire de l'abbaye des Dunes résume en ces termes une bulle de protection spéciale accordée à cette abbaye par Boniface VIII : *Omnes libertates et immunitates a Romanis pontificibus, praedecessoribus suis, nobis et monasterio nostro concessas, necnon libertates et exemptiones secularium exactionum a regibus et principibus, aliisque Christi fidelibus indultas, apostolica confirmat auctoritate.*

Rien ne révèle davantage la gravité du péril que l'énergie que mit Boniface VIII à le conjurer. Le 8 janvier 1302 (v. st.), il écrivit aux abbés de Saint-Étienne, de Dijon, de Saint-Victor, de Marseille, de Saint-Paul, de Besançon, et à d'autres abbés, pour qu'ils prissent sous leur protection les biens de l'ordre de Cîteaux, qui se trouvait en butte aux persécutions les plus coupables et les plus impies. Que les temps étaient changés depuis que saint Louis avait pris plaisir à élever cette magnifique abbaye de Royaumont (*regalis mons*), où il jeûnait et priait avec les moines de l'ordre de Cîteaux, de même que, plus tard, il voulut mourir selon leur règle, étendu sur la cendre, comme sa mère, Blanche de Castille, était morte elle-même entre les bras des religieuses cisterciennes de Maubuisson!

Au même moment, l'évêque de Tournay, obéissant aux instructions secrètes de Philippe le Bel, ordonnait à toutes les autorités ecclésiastiques de la Flandre de cesser les fonctions de leur ministère. Le 7 décembre 1302, on lut solennellement à Bruges, dans le chœur de l'église de Saint-Donat, une protestation que notre manuscrit nous a conservée [1].

Cependant les événements se précipitent vers un dénoûment trop prévu. Philippe le Bel, qui a longtemps dissimulé, Philippe le Bel, que Guillaume de Nogaret dépeignait comme une personne humble et bénigne, miséricordieuse et douce, pleine de religion, animée du zèle de la foi, tout entière aux prières, à la patience et à la modestie, ne se vante plus de ne pas savoir se venger. Le 14 juin 1303, dans une assemblée convoquée dans l'église de Notre-Dame, il reçoit, non plus comme roi, mais comme champion de la foi et comme défenseur de l'Église (Henri VIII invoqua aussi ce titre au XVIe siècle), l'acte d'accusation où Guillaume de Plasian reprochait au pape d'avoir voulu réunir la puissance temporelle et la puissance spirituelle. Les députés des trois ordres de l'État entendirent l'énumération de tous les chefs d'accusation, la plupart si infâmes qu'on ne

[1] N° 194.

peut les reproduire; puis le petit-fils de Louis IX, dont ce même pape Boniface VIII avait proclamé la béatification, déclara que, bien qu'il eût voulu, fils respectueux, cacher au peuple la nudité de Noé, il se trouvait obligé, par sa conscience, de déférer au vœu formé par Guillaume de Plasian, pour la convocation d'un concile qui jugerait le pape. Les évêques présents adhérèrent après un peu d'hésitation. Une seule voix s'était élevée avec courage pour défendre l'honneur de la papauté et pour protester contre l'usurpation sacrilége des droits et des libertés de l'Église : ce fut celle de l'abbé de Cîteaux. Philippe le Bel, qui était décidé à ne s'arrêter devant aucun obstacle, ne respecta ni sa pieuse conviction, ni sa courageuse persévérance. Tandis que le roi faisait publier une sentence de mort contre tous les ecclésiastiques qui sortiraient de France, parce qu'il avait besoin de leurs services dans sa guerre de Flandre, tandis que la même peine était commuée contre les officiers royaux qui ne s'y opposeraient point, le chef illustre de l'ordre le plus puissant de l'Europe était traîné aux tours du Châtelet, que gardaient quatre-vingts sergents à cheval et quatre-vingts sergents à pied. C'était, sans doute, ce que le roi appelait, de même que lorsqu'il avait fait arrêter l'évêque de Pamiers : offrir à Dieu le meilleur de tous les sacrifices par la voie de justice.

Boniface VIII voulut honorer le dévouement de Jean de Pontoise, en lui accordant deux priviléges qui passèrent à ses successeurs : le premier était de sceller en cire blanche; le second était de placer sur son sceau l'image du pape, assis dans la chaire de saint Pierre, et revêtu des ornements pontificaux, et Boniface VIII expliquait ce privilége par ces paroles mémorables adressées à Jean de Pontoise : *Mecum sedisti, mecum sedebis!* Enfin, lorsque Sciarra Colonna, caché quelque temps chez l'usurier florentin Musciato Francesi, autre complice de l'avidité et de la violence de Philippe le Bel, pénétra dans Anagni en criant : Mort au pape! on y trouva la bulle *Super Petri solio,* où la captivité de l'abbé de Cîteaux était mentionnée parmi les attentats qui appelaient sur le roi de France les foudres de l'Église.

Boniface VIII ne survécut que quelques jours à l'attentat d'Anagni. Ses contemporains l'avaient accusé d'ambition et d'avarice : il s'était réhabilité aux yeux de la postérité, en offrant au martyre un front chargé de quatre-vingt-six années. A peine la tombe était-elle ouverte pour lui, que le comte de Flandre et l'abbé de Cîteaux l'y suivirent. Il semble que le dernier représentant de la puissance pontificale, telle que l'avait vénérée une longue suite de générations, ait entraîné avec lui les derniers représentants de la puissance des grands vassaux et des ordres religieux.

Gui de Dampierre acheva ses jours dans la tour de Compiègne, et ce fut dans une abbaye de l'ordre de Cîteaux qu'il reçut la sépulture.

Jean de Pontoise avait déjà cessé de vivre. Plus heureux que Gui de Dampierre, il avait vu s'ouvrir les portes de sa prison, et le continuateur de Guillaume de Nangis raconte qu'il avait abdiqué la dignité abbatiale pour préserver son ordre des funestes conséquences du ressentiment du roi. Cependant le souvenir de sa sainteté et celui de son courage se conservèrent entourés de respect, et il fut inscrit dans le martyrologe des bienheureux de l'ordre de Cîteaux, où l'on a résumé, en quelques mots, l'histoire de sa vie : *Per multos labores et varia rerum discrimina, ad pietatis monasticae fastigium, indefesso studio, ascensus.*

Philippe le Bel, arrivé au terme de son règne et de sa vie, éprouva-t-il quelques remords? On serait disposé à le penser en lisant dans notre manuscrit (n° 319) une charte du 20 mars 1313 (v. st.) où il déclare qu'il veut venir en aide à l'abbaye de Clairvaux jadis si célèbre et menacée d'une ruine complète.

Si notre manuscrit n'offrait que les documents que nous venons d'analyser sur ces graves événements du XIIIe siècle, il mériterait déjà d'être placé au premier rang des sources historiques de cette ère malheureuse et troublée. Mais on y rencontre d'autres pièces qui ne sont pas moins dignes d'être mises en lumière.

Les bulles, les brefs, les mandements sont en grand nombre. On y remar-

quera l'excommunication des chevaliers de l'ordre Teutonique et celle de l'empereur Michel Paléologue.

Parmi les documents pontificaux il faut citer les lettres où Alexandre IV, Innocent V et Clément V annoncent leur avénement, et celle où Innocent IV offre le sceptre impérial à Guillaume de Hollande (nos 61, 70, 127 et 161). Conrad vient de mourir, et Innocent IV témoigne hautement son impatience de voir Guillaume de Hollande ceindre le diadème impérial. Il le lui offre *cum taedio morae prolixioris,* et fixe son couronnement aux fêtes de la Noël 1254. A cette époque Innocent IV était lui-même descendu au tombeau.

Il faut aussi signaler un appel du légat du pape en faveur de Charles d'Anjou (no 80).

Un autre document rappelle la dramatique période de l'histoire italienne, où le fils de Conrad, l'infortuné Conradin, luttait en vain contre la fortune victorieuse de ses ennemis (no 253). Écrit sans doute par l'un des scribes attachés à Robert de Béthune, au nom de ce jeune prince, il contient sur la prise de la cité sarrasine de Nocera quelques détails pleins d'intérêt, et il est à observer que l'on y annonce d'avance les rigueurs qui doivent ternir la gloire de Charles d'Anjou : *Omnes proditores et falsos christianos ultimo creditur supplicio pro dicti domini regis arbitrio feriendos.*

Le *Codex Dunensis* a conservé plusieurs lettres de Marguerite de Constantinople : il en est une (no 3) qui concerne la mort de Blanche d'Anjou, première femme de Robert de Béthune; une autre (no 254) se rapporte à l'heureux retour de Gui de Dampierre en Flandre avec ses fils après une absence pleine d'aventures et de périls, *periculis et discriminibus variis et diversis.* Faut-il reconnaître ici une allusion à la malheureuse croisade de Tunis? Il est certain que Gui de Dampierre y prit part; mais les chroniqueurs ne disent point que ses fils l'y aient accompagné.

Gui de Dampierre avait aussi formé le projet d'une croisade en Orient :

une lettre du grand maître de l'ordre de l'Hôpital, du 17 mai 1273, avait réclamé son appui dans les termes les plus pressants. Déjà son frère, le comte Guillaume de Flandre, comme l'appelle Joinville, avait combattu les infidèles en Égypte à la fatale journée de la Mansourah. Les revers des chrétiens de la Palestine étaient pour l'Europe un sujet constant de sollicitude et d'effroi. Les lettres venues de la Terre-Sainte, les exhortations des légats du pape appelaient avec la même énergie les nations d'Occident à aller reconquérir Jérusalem ou à défendre du moins les dernières cités où flottait la bannière de la croix.

Notre manuscrit renferme un assez grand nombre de documents relatifs aux croisades. Il en est deux qui offrent surtout un vif intérêt : le premier est un récit des victoires et des fureurs du soudan du Caire, Bonducdar; le second est une lettre de Simon de Brion, légat du Saint Siége, adressée à l'évêque de Tournay.

« Lorsque de toutes les extrémités de l'Europe, dit Marino Sanuto, l'on » vit les fidèles, sans distinction de peuple ou de langue, accourir vers les » lieux qu'avaient touchés les pieds du Seigneur, de nombreux monastères » s'élevèrent : chacun cherchait un asile conforme aux desseins de sa » piété. Les uns, à l'exemple du Christ, choisissaient le désert; les autres » se fixaient près de Jéricho, au bord des eaux purifiées par Élisée ou » bien sur les cimes du Carmel habitées par Élie, *tanquam apes in alvearibus cellularum, in servitio Domini mellificantes dulcedinem spiritus;* » ceux-ci dans la solitude du Jourdain, ceux-là dans le désert de Galilée » ou sur le Thabor. Des chanoines de l'ordre de Saint-Augustin occupaient la montagne de Sion et la montagne des Oliviers. Des moines » de la règle de Saint-Benoît s'étaient établis dans la vallée de Josaphat. » A Béthanie l'on remarquait l'abbaye de Saint-Lazare. L'ordre de Cîteaux » avait aussi ses monastères. »

C'est probablement à l'un de ces monastères de l'ordre de Cîteaux qu'appartenait l'auteur de la lettre suivante (nº 11), écrite comme le prouvent

Marino Sanuto, Guillaume de Tripoli et la continuation française de Guillaume de Tyr, vers la fin de l'année 1266 :

« La triste destinée qui semble réservée aux populations chrétiennes » d'outre-mer, nous fait prendre la plume pour vous écrire. D'une part, » nous sentons nos forces s'évanouir à l'image des effroyables dévastations » du soudan de Babylone; d'autre part, notre douleur ne saurait cacher » ses larmes. L'orgueilleuse fureur du soudan ne connait plus de frein; elle » a ravagé toutes les campagnes depuis Joppé jusqu'à Antioche. Les infi- » dèles ont assiégé à la fois Saphet, Ptolémaïde, les châteaux de Montfort » et de Bellefont, et l'on craint que si nous ne recevons de prompts secours, » ils ne réussissent dans leurs desseins. Le soudan a saccagé tout le pays » qui s'étend vers Tyr, et son armée est si nombreuse qu'en conservant » avec lui quinze mille cavaliers, il a pu en envoyer sept mille dans la » province de Tripoli, où ils sont entrés le 2 juin; là aussi ils ont multiplié » le carnage et l'incendie. Les châteaux d'Archas, d'Albe et de Goliad ont » été détruits; trois mille chrétiens ont été emmenés captifs; des hommes, » des femmes et des enfants ont été égorgés, et le pays a été dévasté à tel » point que personne ne pourrait y trouver de quoi vivre. Nous-mêmes, » nous avons souffert des pertes irréparables; nous avons dû fuir de notre » abbaye, et le soudan y a même établi son camp pendant quelques jours. » Nos arbres, nos blés, nos maisons, nos fermes ont disparu; ce n'est qu'un » sol vide, ce ne sont plus que des pierres brisées ou calcinées par la » flamme... Réfugiés à Tripoli, nous n'osons point retourner dans notre » abbaye, car l'on prévoit que le soudan reviendra pour détruire tout ce » qui tombera en son pouvoir. Sachez de plus que le château de Saphet » appartenant aux Templiers, fortifié avec soin et défendu par des hommes » pleins de courage, que Saladin avait jadis vainement assiégé pendant » plus de trois années, n'a résisté que six semaines au soudan de Babylone, » et tous les chrétiens qui s'y trouvaient, ont péri par le glaive. Il n'est plus » de ville, il n'est plus de château qui puisse résister au soudan de Ba-

» bylone. Nous nous adressons donc à vous qui vous réjouissez de nos
» joies et vous attristez de nos douleurs, afin que vous priiez le Seigneur
» qu'il daigne suppléer aux forces qui nous manquent pour résister à de
» si redoutables ennemis, en nous accordant le secours de sa divine clé-
» mence. »

La lettre de Simon de Brion (nº 384) reproduit le même tableau des calamités de la Terre Sainte et y ajoute des plaintes assez vives sur la pusillanimité des Génois qui avaient abandonné la défense de Ptolémaïde. Simon de Brion convoque comme légat du pape, les évêques et les abbés, pour qu'ils se réunissent à Compiègne, le 3 novembre 1267, *cum res accelerationem multam exigat et delatio intollerabiliter sit dampnosa.* Quatre mois après, Louis IX et ses trois fils prirent la croix des mains de Simon de Brion.

Louis IX n'était point descendu depuis un demi-siècle au tombeau lorsque son petit-fils conduisit au supplice les chefs de l'ordre le plus illustre qui eût versé son sang pour la défense de la Terre-Sainte. Notre manuscrit pourra être utilement consulté au sujet du procès des Templiers. On y remarquera en premier lieu la lettre de Philippe le Bel, du 26 mars 1307 (v. st.). Jamais le roi de France ne dévoila avec plus d'audace l'esprit d'usurpation qu'il portait en toutes choses et qui l'excitait à se considérer comme légitimement investi du pontificat suprême dont il laissait à peine le titre et les ornements à Clément V : *Attendimus ad petram ex qua sumus excisi... Ex fide catholica sic nobiles facti sumus in domino Jhesu Christo ut Dei vivi, patris aeterni, filii veri simus cum Christo, necnon regni coelestis haeredes. Quis ergo potest ipsum negare per quem et in quo subsistimus, quin nos destruere satagat?*

La Flandre, plus profondément haïe de Philippe le Bel que l'ordre même du Temple, se trouve par ce seul motif appelée à remplir un grand nombre de feuillets de ce manuscrit ; et l'on comprend que l'auteur de ce recueil se soit appliqué avec un zèle patriotique à réunir avec plus de soin tout ce qui concernait les annales de sa patrie.

Pour comprendre l'inflexibilité et l'orgueil de Philippe le Bel envers les communes flamandes, il suffit de lire la pièce publiée sous le n° 389.

Nous avons déjà signalé une lettre écrite par le comte de Flandre au cardinal Benoît Gaëtani, afin que l'on refuse à son neveu, Gui d'Avesnes, l'évêché de Liége vacant par la mort de Jean de Dampierre (n° 323).

Ailleurs nous trouvons une déclaration de Gui de Namur, qui s'engage à respecter les biens du clergé et à restituer tous ceux qui se trouvent entre ses mains depuis le commencement de la guerre contre les Français : *a tempore initii guerrae nunc existentis inter Francigenas et Flandrenses* (n° 196). Bien que les scribes du monastère des Dunes aient le plus souvent omis les dates dans la transcription des pièces, il est incontestable que cette déclaration est du mois de juin 1302 : ce qui la place entre les matines de Bruges et la bataille de Groeninghe.

Gui de Namur, reçu avec enthousiasme à Bruges, n'y avait fait qu'un court séjour : il s'était hâté d'aller camper sous les murs de Courtray, et ce fut sans doute de là, à la vue de ces campagnes que son courage devait peu de jours après illustrer à jamais, qu'il adressa au clergé de Flandre une lettre mémorable, que nous sommes heureux de pouvoir exhumer de la poussière et de l'oubli où elle reposait depuis plus de cinq siècles (n° 197):

« Aux très-vénérables et très-chers en Jésus-Christ, etc. Gui. fils du » noble prince Gui, comte de Flandre, les échevins, les bourgmestres, les » consaulx et toute la communauté de la ville de Bruges, salut et sincère » affection.

» Veuillez, tant que continuera la guerre que nous soutenons, avec la » volonté de Dieu, contre nos ennemis, ordonner en tout lieu des proces- » sions solennelles. Que tout le peuple y assiste et qu'il prie Dieu avec » une dévotion convenable et du fond du cœur, *devotione qua decet, totis* » *effusis praecordiis,* non-seulement pour nous, mais aussi pour vous, *pro* » *nobis, immo potius et pro vobis,* afin que le Seigneur tout-puissant nous

» protége contre nos ennemis en nous accordant la palme du triomphe, » *nobis palmam concedendo triumphi.* »

Ces prières que toute une nation répétait avec ardeur pour son indépendance et sa liberté, furent exaucées le 11 juillet 1302. « Les desseins de » Dieu, dit Villani, accomplirent alors ce qui paraissait impossible aux » hommes. »

Le *Codex Dunensis* étant commun aux monastères des Dunes et de Thosan, il était permis de supposer que l'on y pourrait trouver quelques renseignements plus ou moins complets sur l'un des héros de la journée de Groeninghe, sur ce fameux Guillaume de Saeftingen, que l'histoire et les légendes nous montrent tuant quatorze cents ennemis dans la bataille, puis portant la main sur son propre abbé que l'on accusait d'être favorable aux Français, et allant ensuite expier ses fautes dans d'autres luttes contre les infidèles. Cet espoir n'a point été trompé. Le *Codex Dunensis* renferme plusieurs chartes relatives au sanglant démêlé de l'abbé de Ter Doest et du frère convers Guillaume de Saeftingen; et ces documents officiels et irrécusables permettront d'esquisser désormais avec quelque certitude une vie si agitée et si aventureuse.

Il est nécessaire de rappeler d'abord ce texte du frère mineur de Gand : *Orta est discordia inter monachos clericos Cisterciensis ordinis et conversos ipsorum quia abbates ordinaverant quod agri quos conversi solebant colere, secularibus ad colendum traderentur, intendentes ulterius laicos in conversos non recipere et sic eos in suo ordine annullare. De qua intentione dicti conversi adversum abbates et monachos clericos grave odium conceperunt, unde quidam frater Wilhelmus de Saeftingen, conversus monasterii de Thosan, vir fortissimus robore, propter hanc causam et propter aliqua gravamina quae dicebat sibi injuste illata, ipsum abbatem atrociter vulneravit et quemdam antiquum monachum clericum qui majus officium cellarii post abbatem habebat, crudelissime occidit.*

Trois chartes forment les pièces justificatives de ce récit :

Les visiteurs apostoliques de l'ordre de Citeaux exposent au comte Robert de Béthune, aux évêques et aux abbés quelles affreuses discordes ont été excitées dans le monastère de Thosan par les manœuvres coupables des frères convers qu'il importe de châtier sans délai par la loi ecclésiastique et par le bras séculier : *Conversos tanquam pestiferos et nocivos invenimus scismata et discordias plurimas commovisse... Exigit dictorum rebellium protervia ut ei celeri remedio obvietur ut punitae transgressionis exemplar alios retrahat ab offensa* (nº 145).

L'intervention de Robert de Béthune, servilement soumis à cette époque à toutes les volontés de Philippe le Bel, n'exerça aucune influence sur le belliqueux frère lai de Thosan.

Au mois de novembre 1308, Guillaume de Saeftingen blessa l'abbé de son monastère et se réfugia dans la tour de Lisseweghe, où il se défendit jusqu'à ce que son ancien ami Jean Breydel eût eu le temps d'accourir de Bruges à son secours.

Le manuscrit des Dunes a conservé la sentence d'excommunication prononcée contre Guillaume de Saeftingen (nº 151). L'attentat dont il s'est rendu coupable, y est raconté, et l'official de Tournay l'appelle, dans un langage qu'il faut renoncer à traduire : *Quidam frater conversus qui revera suis factis enormibus inveteratis et recentibus exposcentibus potius debet dici perversus, malis operibus assuetus, religionis et obedientiae omnino oblitus, immo potius humanam naturam exutus et belluam ferinam indutus.* Partout où se présentera Guillaume de Saeftingen, le service divin cessera aussitôt. Quiconque le recevra comme convive, comme hôte ou comme ami, sera frappé de la même sentence d'excommunication, *ne quis in cibo, potu, colloquio, commercio, alioque humanitatis solatio scienter communicare praesumat.* Si on parvient à le saisir, qu'il soit envoyé à Tournay *sub tuta custodia secundum sua demerita puniendum.* Les rigueurs d'une expiation perpétuelle lui sont réservées; il ne mérite que l'eau de l'angoisse et le pain de la douleur, *cum tam flagitiosis malefacto-*

ribus nil nisi panis doloris et aqua angustiae cum carcere irremediabili perpetuo debeatur.

Guillaume de Saeftingen se hâta de quitter la Flandre. Troublé par les remords de sa conscience, il se dirigea vers la cité pontificale d'Avignon, où il s'accusa, non-seulement de son crime de Thosan, mais aussi de ses exploits de Courtray. Enfin, le 16 septembre 1309, il obtint du cardinal Bérenger Fredoli, muni de l'autorisation verbale et expresse du pape Clément V (*domini papae speciali mandato vivae vocis oraculo*), d'être relevé de l'excommunication qui pesait sur lui : *Noverint universi quod constitutus in nostra praesentia frater Willelmus, conversus quondam monasterii de Does, nobis exposuit quod ipse olim, guerrarum Flandriae tempore, hostiliter armis se muniens, in conflictibus crudelis bellator interfuit ubi plurima laycalia seu alia homicidia perpetravit, denique ad monasterium rediens, dyabolicis adhuc instigationibus derelictus, abbatem proprium atrociter vulneravit* (nº 154).

A quelle condition cette absolution était-elle accordée? Elle se trouve exprimée en ces termes : *Injungimus ut instanti Hospitalariorum passagio transeat in subsidium Terrae Sanctae et in praedictorum Hospitalariorum ordinem ingrediatur si poterit.*

Il n'est point inutile de rappeler que cette époque est celle de l'apogée de la gloire militaire et religieuse des chevaliers de l'Hôpital, et nous aimons à présumer que Guillaume de Saeftingen prit part avec les Hospitaliers à la conquête de Rhodes. Quel qu'eût été son attentat dans le cloître de Thosan, la gloire était la seule expiation qui convînt à son courage.

Après m'être arrêté si longtemps aux documents qui sans doute répandront quelques lumières nouvelles sur des événements importants et sur des noms fameux, je crois pouvoir me borner à citer parmi les autres pièces du *Codex Dunensis* : un bref de Boniface VIII, relatif au sac de Térouane, qui eut lieu au mois de juillet 1303 (nº 388); un autre bref par lequel Jean XXII engage les communes flamandes à prendre part aux

négociations de la paix de Gisors (nº 330); une lettre de l'abbé des Dunes sur les calamités qui accablèrent la Flandre au XIVe siècle (nº 336), et un privilége de l'ordre de Cîteaux, accordé à Jean de Weerden ou de Warde, moine des Dunes, qui occupait avec un grand éclat une chaire à l'université de Paris, à la fin du XIIIe siècle (nº 185).

Ce qu'il importe de faire remarquer avant de terminer cette notice sur le *Codex Dunensis*, c'est que, quel que soit le nombre des pièces qui se rattachent aux plus grands événements politiques de la première moitié du XIVe siècle, il offre à un autre point de vue une réunion de sources et de documents non moins précieuse pour l'étude des lois, des usages et des mœurs. L'agriculture y trouvera les traces de ses utiles labeurs et de ses progrès; et comme témoignage d'une heureuse association d'efforts qui à côté des développements matériels plaçaient les progrès intellectuels, nous y rencontrerons sur les clercs, sur les écoles, sur la copie des manuscrits, des renseignements pleins d'intérêt. Toute une civilisation déjà bien éloignée de nous revit dans ces feuillets trop long temps restés dans l'oubli.

La transcription du *Codex Dunensis* offrait des difficultés paléographiques; elles ont été heureusement surmontées par M. Van Rossum, l'un des fonctionnaires les plus intruits et les plus habiles des *Archives générales du royaume*, qui a bien voulu se charger de ce travail.

CODEX DUNENSIS

SIVE

DIPLOMATUM ET CHARTARUM MEDII AEVI

AMPLISSIMA COLLECTIO.

I.

L'abbé de Saint-Bertin promet un bénéfice ecclésiastique à Jean de Palude[1].

—

Universis praesentes litteras inspecturis abbas monasterii Sancti Bertini in Sancto Audomaro, Morinensis dyoecesis, salutem in Domino.

Cum Johannes de Palude, clericus Morinensis dyoecesis, a Sede Apostolica impetraverit ut sibi provideretur de beneficio ecclesiastico secundum suae probitatis merita competenti, cum cura vel sine cura, consueto ab olim

[1] Ce Jean de Palude était peut-être parent de Pierre de la Palu, l'une des lumières de l'université de Paris (*in universitate Parisiensi stella lucidissima*).

clericis secularibus assignari, spectante ad collationem seu praesentationem nostram, communiter vel divisim, si quod vacabat tunc in civitate vel dyoecesi Morinensi, vel quam primum ad id offerret se facultas, dum tamen inveniretur dictus clericus esse vitae laudabilis et conversationis honestae, et super praemissis in tantum sit processum quod vir venerabilis et discretus ..... officialis Morinensis, subdelegatus a reverendo patre domino J., Dei gratia Morinensi episcopo, judice seu executore a Sede Apostolica eidem clerico super praemissis concesso, inquisitione super vita et conversatione dicti clerici diligenter facta, decreverit et pronuntiaverit jus dicendo dictum clericum inventum esse vitae laudabilis et conversationis honestae, ac eidem clerico de beneficio ecclesiastico secundum suae probitatis merita competenti, cum cura vel sine cura, consueto ab olim clericis secularibus assignari, spectante ad collationem seu praesentationem nostram communiter vel divisim, esse providendum secundum formam et tenorem mandati apostolici dicto reverendo patri super praemissis pro dicto clerico directi: notum facimus universis quod nos volentes mandato apostolico eidem clerico super praemissis concesso obedire et praedicto decreto parere, ita quod gratia eidem clerico facta debitum sortiatur effectum, eidem clerico de beneficio ecclesiastico secundum suae probitatis merita competenti, cum cura vel sine cura, ad nostram collationem seu praesentationem communiter vel divisim spectante, consueto ab olim clericis secularibus assignari, promittimus bona fide providere, et nos eidem clerico ad hoc teneri recognoscimus et confitemur, cum ad id obtulerit se facultas, et ad hoc nos, ecclesiam nostram et successores nostros erga dictum clericum tenore praesentium obligamus, volentes et consentientes quod ad observationem et impletionem praemissorum nos et successores nostri compelli valeamus virtute dictarum litterarum Sedis Apostolicae eidem clerico super praemissis concessarum, ac etiam auctoritate ordinis domini officialis Morinensis, si contingeret nos vel successores nostros esse in mora vel defectu praemissa vel aliqua praemissorum faciendi seu etiam adimplendi, renuntiantes quantum ad haec exceptioni doli mali, fori, beneficio restitutionis, et in integrum omnibus litteris, gratiis, indulgentiis, constitutionibus a Sede Apostolica impetratis seu impetrandis, concessis seu concedendis, et ne possimus aliquo tempore dicere aut proponere aliud esse actum quam scriptum sit in praesenti instrumento, et omnibus aliis exceptionibus

quae nobis, monasterio nostro seu successoribus nostris in aliquo possent prodesse et dicto clerico obesse in praemissis. In cujus rei testimonium, etc.

II.

L'official d'Orléans fait connaître l'avis de plusieurs docteurs de cette ville sur diverses questions relatives aux dîmes [1].

Reverendis patribus domino Cisterciensi, ejusque coabbatibus in generali capitulo congregatis officialis curiae Aurelianensis, salutem, etc.

Ad supplicationem Walteri Liebards, scolastici Aurelianensis, consultationem facientis super quaestionibus infrascriptis, reverentiae vestrae significamus quod nos de consilio doctorum Aurelianensium juris civilis et canonici, videlicet dominorum Nicholai de Bapalmis, domini Petri de Bella Pertica ac domini Nicholai dicti Bullo, legum doctorum legentium in praesenti, insuper et magistri Willelmi, doctoris in decretis, ad quaestionem propositam super intellectu privilegii super novalibus ordini Cisterciensi concessi, videlicet ut in parrochiis illis in quibus vobis veteres decimae sunt concessae, novalium quoque decimas de quibus aliquis hactenus non percepit pro portione qua veteres vos contigunt percipere valeatis, respondemus quod terminos parrochiae complectitur et quod in terminis parrochiae secundum formam privilegii, etiam non obstante constitutione Alexandrina, vendicat sibi locum. Item quod decimae veteres, quas vasalli monasterii percipiunt, contingant ipsum monasterium, ita quod secundum formam privilegii debeat monasterium habere jus in novalibus pro illa parte seu portione.

De tertia quaestione an secundum consuetudinem loci, in qua habetur mixtus consensus praelatorum et laycorum, terra vetus a nova et decimae

[1] Il est à remarquer que l'un de ces docteurs est Pierre de Belleperche, conseiller de Philippe le Bel et auteur de plusieurs traités de droit qui sont parvenus jusqu'à nous.

veteres a novalibus valeant discerni, respondemus quod praedicta consuetudo valeret inter partes quae tali consuetudine usae essent.

III.

Marguerite, comtesse de Flandre et de Hainaut, réclame des prières pour le repos de l'âme de sa nièce Blanche d'Anjou, femme de Robert de Béthune.

Margareta, Flandriae et Haynoiae comitissa, venerabilibus et religiosis viris in Christo sibi karissimis, universis abbatibus, abbatissis, praepositis, decanis, capellanis, prioribus ordinis Fratrum Praedicatorum et gardianis Fratrum Minorum, eorumque conventibus per Flandriam et Haynoiam constitutis, salutem et sincerae discretionis affectum.

Princeps regum terrae qui aufert spiritum principum et secundum suum beneplacitum universa disponit, nuper de medio sustulit bonae memoriae karissimam neptem nostram Blancham, filiam domini Karoli regis Siciliae illustrissimi et principis magnifici, sociam et uxorem dilectissimi nepotis nostri Roberti de Flandria, et, ut speramus, ad coelestem patriam evocavit. sicut procul dubio credi debet per ipsius finem laudabilem, ejusque devotissimam contritionem et humilem quam cunctis intuentibus habuit in extremis. De cujus obitu tanto nobis major subest causa doloris, quanto in ea neptem magnae prudentiae, moribus circumspectam ac omni bonitate conspicuam dinoscimur amisisse. Et licet ex hujusmodi sinistris rumoribus grandis, nec mirum, turbationis et moeroris materia nos invasit, nichil nobis aliud superest nisi quod recurramus ad Illius solatium qui consolator est moerentium, ac orationes fidelium pro ipsius anima requiramus. Igitur caritatem vestram attentis in Domino precibus requirimus et rogamus quatenus amore Dei et nostri ad ipsius neptis defunctae animam relevandam Dominum sollicite in vestris ordinibus deprecantes, pro ipsa in vestris ecclesiis sollempne servitium, cum ea devotione et ve-

neratione quibus decet, fieri faciatis, ut praeter retributionem vobis et vestris ecclesiis teneamur ad grates et gratias speciales.

IV.

Le monastère des Dunes s'engage, conformément à un bref du pape Clément V, à fournir à un recteur nommé Nicolas les moyens d'étudier la théologie.

Noveritis nos litteras domini papae non cancellatas, non abolitas, nec in aliqua sui parte vitiatas, recepisse in haec verba :

« Clemens, etc., decano Morinensi, etc. Cum dilectus filius Nicholaus. rector . . Morinensis dyoecesis, cupiat, sicut asserit, ad theologicae facultatis studium se transferre, discretioni tuae, cum eclesia Morinensis vacet ad praesens, per apostolica scripta mandamus quatenus, si est docilis et habet animum ad studendum, eidem hujusmodi studio insistenti proventus suos ecclesiasticos juxta constitutionem a bonae memoriae Honorio papa praedecessore nostro editam facias integre ministrari . . . . proviso ne in fraudem constitutionis ejusdem aliquid attemptetur et quod idem rector interim faciat eidem ecclesiae per ydoneum vicarium deserviri. Datum, etc. »

Cum igitur nobis constiterit quod idem magister docilis sit et habeat animum ad studendum, et paratus sit et offerat coram nobis quod praedictae ecclesiae faciet per ydoneum vicarium deserviri, super aliis in rescripto domini papae contentis nobis directo,.vobis et utrique vestrum committimus vices nostras, ita tamen quod si ad praemissa ambo non possitis interesse, vel non fueritis requisiti, alter solus negotium exequatur.

V.

Plaintes dirigées contre l'abbé de Saint-Pierre [1].

—

Coram vobis, domine, proponunt et dicunt L. et W., monachi professi in monasterio Sancti Petri, etc., contra dominum J., abbatem ejusdem monasterii, quod cum praefatus abbas non solum rerum et bonorum ipsius monasterii, verum etiam suae famae et propriae salutis prodigus vitam duxisset et adhuc ducit enormiter dissolutam, et bona ipsius monasterii adeo graviter dilapidasset et devorasset, et adhuc dilapidat et devorat, quod monachi ejusdem monasterii victum et vestitum de bonis ipsius habere non possunt, et nisi celeriter adhibeatur remedium, idem monasterium per eum ad irreparabilis desolationis obprobrium deducetur. Idem abbas contractum mutui septies centum et quinquaginta librarum Flandrensium, in enormem laesionem et grave praejudicium ipsius redundantem, nomine dicti monasterii inivit, in quibus septies centum et quinquaginta libris idem abbas praefatum monasterium per patentes litteras sigillis ipsius abbatis et conventus sigillatas et super dicto contractu confectas obligavit. Verum cum praefati L. et W., considerantes ex dicto contractu grave praejudicium praedicto monasterio posse generari in futurum, suum consensum dicto contractui adhibere expresse recusassent, et ob id verisimiliter sibi timerent ne praefatus eorum abbas, qui occasione dictae recusationis ipsis graves minas inferebat, per suspensionis et excommunicationis sententias aut alias quoquomodo, contra eosdem L. et W. indebite et contra jus et justitiam procederet, se protectioni quondam reverendi patris et domini J., Dei gratia Tornacensis episcopi, supposuerunt, et cum hoc etiam ad cautelam ad curiam Tornacensem contra dictum abbatem competenter et legitime provocarunt et appellarunt. Quibus subjectione, provocatione et appellatione interpositis, ut praedictum est, et post eas et contra eas dictus abbas in eosdem L. et W. de facto, cum de jure non posset, sententiam

[1] Il s'agit ici vraisemblablement de Jean Vromout, abbé de Saint-Pierre. Jean de Vassoigne occupait alors le siége épiscopal de Tournay. Jean Vromout se démit de sa dignité abbatiale en 1296.

suspensionis et excommunicationis promulgavit, eosque vitari fecit et mandavit, necnon inhibuit seu inhiberi fecit priori suo et conventui dicti monasterii ne alimenta ministrarent eisdem aut in aliquo communicarent, ita quod propter alimentorum defectum et ob dictas provocationem et appellationem prosequendas ipsi actores monasterium antedictum exire cogebantur, cum bona non haberent, nec adhuc habeant ex quibus possint aut potuerint sustentari. Et haec praemissa fecit idem abbas seu fieri mandavit in elusione dictarum protectionum et provocationum, et contra eos temere attemptando in praejudicium dictorum monachorum non modicum et gravamen ac patris reverendi praedicti, necnon et curiae Tornacensis contemptum. Et praemissa in monasterio praedicto et locis vicinis notoria sunt, sive manifesta, et super eis fama fuit et est, et ea vel ex eis aliqua idem abbas vera esse recognovit competenter.

Quare petunt et supplicant per vos, domine judex, praedicti L. et W. super praemissis, prout justum et canonicum fuerit, statui, et praedictas eorum provocationem sive appellationem et protectionem canonicas pronuntiari, necnon sententias suspensionis et excommunicationis praedictas et quicquid ex eis vel ob eas contra dictos monachos secutum est, non tenere et ab initio non tenuisse, et dictis actoribus a praefato monasterio per vos, domine judex, in praemissis, prout decet, provideri in praemissis, et in expensis litis factis et faciendis petunt actores reum sibi condempnari, salvo sibi in omnibus juris beneficio, protestantes sibi valere quae probaverint de praemissis.

VI.

Suite de la même plainte. On demande la déposition de l'abbé de Saint-Pierre.

Coram vobis, domine judex, dicunt et proponunt pro utilitate monasterii Sancti Petri tales monachi, pro ejusdem monasterio contra J. abbatem, quod idem abbas non solum rerum et bonorum ipsius monasterii fuit et

est dissipator, verum etiam famae suae et propriae salutis prodigus vitam duxisset et ducit enormiter dissolutam ac bona ipsius monasterii adeo graviter dilapidasset et dilapidat quod monachi et conversi professi ejusdem monasterii victum et vestitum de bonis ejusdem monasterii habere non potuerint, neque possunt, ipsumque monasterium ac etiam bona per illicitos contractus et inutiles ab eodem abbate interpositos fuit et est pluribus debitis oneratum in magnis pecuniarum summis, et hiis non contentus, praefatus abbas, contra voluntatem sui conventus seu majoris partis ejusdem conventus, pueros illitteratos, insufficientes et omnino inutiles ipsi monasterio in monachos et conversos recipere nititur in praejudicium monasterii praedicti, quamquam facultates ipsius monasterii ad sustentationem monachorum et conversorum in dicto monasterio professorum et ad solutionem debitorum per eumdem abbatem in enorme praejudicium et detrimentum dicti monasterii illicite contractorum non sufficiant, nec sufficere valeant. Unde cum dictus abbas fuerit et sit inutilis et dampnosus quamplurimum ipsi monasterio, et monachorum praedictorum intersit et interfuerit bonum et utilem habere praelatum monasterio fructuosum, super quibus dictus abbas fuit et est apud bonos et graves quamplurimum diffamatus, praemissaque notoria sint et manifesta, monachi praedicti sentientes in praemissis et quolibet praemissorum se ac dictum monasterium gravari ac fuisse gravatum, propter quae et eorum singula apud curiam Tornacensem competenter et legitime pro se et sibi adhaerentibus ac monasterio praedicto contra dictum abbatem provocarunt et appellarunt in scriptis. Quibus provocatione et appellatione ab ipsis monachis contra dictum abbatem factis et interpositis, ex causis superius expressis, idem abbas dictos monachos cepit in monasterio praelibato et detineri fecit eosdem seu detentionem praedictam nomine suo factam ratam habuit, et hiis non contentus alimenta denegavit eis exhibere seu facere exhiberi, quae aliis monachis fuerunt amministrata, ita quod dicti monachi alimenta per diem et dimidium non habuerunt, nec habere potuerunt per factum ejusdem abbatis, hiis et aliis modis in grave praejudicium dictorum monachorum et curiae Tornacensis contemptum, contra provocationem et appellationem praedictas temere attemptando. Quare petunt et supplicant dicti monachi adversus abbatem appellationem praedictam canonicam per vos pronuntiari et dicta attemptata in statum pristinum reduci et reponi, et ipsum abbatem

a regimine monasterii amoveri, ac dictis monachis ac eorum monasterio super praemissis, prout justum fuerit, provideri, causis et rationibus praemissis, offerentes se probaturos ea quae facti sunt de praemissis.

VII.

Suite de la plainte dirigée contre l'abbé de Saint-Pierre.

Cum tales monachi procedere intendant pro utilitate sui monasterii contra abbatem super contentis in petitione ipsorum edita adversus ipsum abbatem, dictique monachi proprium non habeant, nec habere valeant, nec aliunde bona ad prosecutionem dictae causae et etiam vitae necessaria, supplicant vobis, domine judex, praefati monachi expensas ad prosecutionem causae praedictae et vitae ipsorum necessaria per vos sibi decerni de bonis dicti monasterii decretas per vos sibi taxari, et decretas et taxatas sibi amministrari, et ad hoc eumdem abbatem condempnari et compelli.

VIII.

Réplique du procureur de l'abbé de Saint-Pierre.

Ad hanc finem ut dictis monachis silentium imponatur super amministratione expensarum de qua fit mentio in supplicatione eorumdem, non recedendo ab hiis quae ex parte procuratoris religiosi viri abbatis dicti loci proposita sunt contra primam supplicationem eorum, immo fortiter eisdem inhibendo, proponit et dicit dictus procurator, nomine procurationis, pro dicto abbate contra dictos monachos et eorum supplicationem quod vos ad instantiam, requestam seu querimoniam dictorum monacho-

rum fieri fecistis et mandastis quamdam inquisitionem, super qua probationes inductae sunt et super qua lis pendet ad praesens coram vobis, nec pronuntiatum est per vos super eadem, quae quidem inquisitio facta est super illis eisdem articulis de quibus in petitione dictorum monachorum mentio fit expressa; et quia jure cautum est quod pendente articulo inquisitionis coram vobis vos de propositis a dictis monachis in eorum petitione cognoscere non potestis, nec debetis, ex quo planum est quod si cognoscere de contentis in dicta petitione ex causis praedictis non potestis per, consequens de contentis in supplicatione in qua cognoscere non potestis nec eos exaudire, cum sic duplici via videretur esse gravatus dictus abbas. Quibus rationibus etiam petit dictus procurator, nomine quo supra, pronuntiari per vos, domine judex, super praemissis quod justum fuerit et consonum rationi. Et si quae de praemissis quae in facto consistunt, probatione indigeant, ea offert se dictus procurator nomine quo supra probaturum ut decet.

IX.

Décision provisionnelle de l'official de Tournay.

Universis, etc., officialis Tornacensis, etc. Cum nos exigente justitia supplicationem talium monachorum professorum in monasterio tali editam sive factam coram nobis in jure contra procuratorem Johannis abbatis, nomine procurationis, pro ipso abbate, quae quidem supplicatio continetur in cedula praesenti annexa, per nostram interlocutionem in causa alimentorum dictorum monachorum admiserimus, prout in nostra interlocutione plenius continetur, universitati vestrae significamus quod nos expensas et alimenta per nostram interlocutionem dictis monachis decreta taxamus in hunc modum: videlicet cuilibet dictorum monachorum, qualibet die, pendente quaestione super propositis contra eos a dicto procuratore nomine procurationis in curia Tornacensi, tres solidos Parisienses, si in dictum monasterium suum non fuerint reversi, sed ipsis existentibus foraneis ob

causam praedictam, quaestione praedicta coram nobis pendente, cuilibet etiam praedictorum monachorum, cum dies fuerit assignata ad procedendum in negotio quaestionis praedictae personalem eorum praesentiam requirente, a tempore itineris arrepti veniendi Tornacum donec ad locum ipsorum fuerint reversi, sine fraudulenta mora, decem solidos Turonenses pro salario venerabilis viri talis, die cujuslibet assignationis decem solidos et alterius advocati quinque solidos, et procuratoris duos solidos pro suo salario cujuslibet assignationis diei, et forma consimili pro termino a tempore datae a dicto procuratore nomine quo supra contra dictos monachos, propositorum custibus et expensis scripturarum et significationum in dicto negotio necessariis, pro parte dictorum monachorum et aliorum, si forsan ex causa sufficienti emerserint, pendente quaestione praedicta penes nos, reservatis. Datum, etc.

X.

Le monastère des Dunes reconnait avoir reçu quarante livres de gros tournois de Nicolas, chanoine de Furnes, chapelain du comte de Flandre.

—

Noverit universitas vestra quod nos confitemur et recognoscimus in veritate, non spe numerationis vel receptionis futurae, ex causa depositi seu depositum et depositi nomine recepisse et habuisse in Ypris, Morinensis dyocesis, a venerabili et discreto viro domino Nicholao, canonico Furnensi, viri magnifici domini comitis Flandriae capellano, XL libras bonorum et legalium Turonensium grossorum, argenti recti et justi ponderis, in usus et utilitatem nostram et ecclesiae nostrae de ipsius domini Nicholai licentia convertendas, de quibus nos bene et integre contentos et pagatos vocamus et tenemus, exceptioni non numeratae et non solutae pecuniae expresse renuntiantes, et promittimus sollempniter, sine aliqua exceptione juris vel facti, nos et ecclesiam nostram et ejus bona obligando, dicto domino N. pro se et suis heredibus stipulanti solvere et restituere eidem aut ejus heredibus vel ipsius certo procuratori vel nuntio nobis hoc instrumen-

tum deferenti, in villa Yprensi seu alibi in civitate vel dyocesi Morinensi, dictas XL libras Turonensium grossorum argenti, quandocumque idem dominus Nicholaus, procurator, vel ejus heres aut ejus certus nuntius a nobis petierit, absque alicujus morae seu difficultatis obstaculo, necnon suscipimus in nobis et ecclesia nostra et supra nos et ecclesiam nostram omnem casum fortuitum et eventum, et specialiter incendii, naufragii, ruinae, rapinae, furti, violentiae et quemcumque alium tam divino vel humano judicio quam ex quolibet genere culpae vel alias provenientem; et promittimus nullam contrariam exceptionem vel defensionem praetextu dictorum casuum aut eventuum aut alicujus eorum sive quorumcumque aliorum aut alia quacumque causa in aliquo facere vel apponere, quominus ad ipsum depositum restituendum, ut dictum est, efficaciter nos et ecclesia nostra teneamur, sed omnia et singula in hoc contractu contenta firma et rata habere, tenere et non contrafacere vel venire, aliqua ratione vel causa, de jure vel de facto. Quod si dictis locis, ut dictum est, dictae pecuniae summa eidem domino Nicholao, procuratori ejus, heredi vel ipsius certo nuntio hoc instrumentum deferenti, data et restituta infra quindecim dies non fuerit post requisitionem dicti domini Nicholai, procuratoris, heredis seu hoc instrumentum deferentis, quod absit, in locis praedictis, in toto vel in parte, promittimus dicto domino Nicholao, legitime stipulanti pro se et praedictis, solvere, reficere, restituere et resarcire ei, procuratori ejus, heredi seu hoc instrumentum deferenti, omnia et singula dampna, expensas et interesse quae et quas idem dominus Nicholaus, procurator ejus seu hoc instrumentum deferens se fecisse aut incurrisse dixerint ob defectum dictae solutionis seu restitutionis aut pro ipsa pecunia exigenda, et de hiis credere simplici verbo ipsius, procuratoris, heredis sui et hoc instrumentum deferentis, sine sacramento, judicis taxatione, causae cognitione vel alia probatione, dicta tamen solutione, refectione et resarcione soluta et facta vel non rata, maneant omnia et singula supra et infra scripta.

Item concedimus et volumus, et ad hoc nos et nostros successores obligamus, quod dictus dominus Nicholaus, procurator ejus, heres seu instrumentum hoc deferens dare possit de bonis nostris cuicumque domino ecclesiastico vel temporali viginti libras Parisienses pro praemissorum omnium et singulorum satisfactione a nobis et ecclesia nostra integraliter

assequenda, quas viginti libras si ob defectum restitutionis seu partis ejusdem dari contigerit, unacum praedicta quantitate, cum custibus, expensis atque dampnis, ipsi domino Nicholao, procuratori, heredi ejus seu hoc instrumentum deferenti, nos et successores nostros promittimus plenissime reddituros.

Recognoscimus etiam et affirmamus quod dicta pecunia in nostram et ecclesiae nostrae utilitatem maximam est conversa, quia per hujusmodi depositum in usus et utilitatem nostram et ecclesiae nostrae de ipsius domini Nicholai licentia convertendum nos et nostra ecclesia sumus ab onere debitorum nostrorum et obligatione gravi, necnon usurarum violenta voragine liberati.

Concedimus etiam et volumus, et ad hoc nos et successores nostros obligamus, ut si aliqua quaestio referretur in posterum de dicta quantitate solvenda seu restituenda, ut dictum est, quia diceretur dictum depositum non esse conversum in utilitatem nostram et ecclesiae nostrae, quod dictus dominus Nicholaus, procurator ejus, heres seu hoc instrumentum deferens compelli non possit, nec debeat probare modo aliquo dictum depositum fuisse conversum in utilitatem nostram et ecclesiae nostrae, sed staretur omnino confessioni nostrae suprascriptae, sine alia a praedictis probatione facienda.

Pro quibus omnibus et singulis sic restituendis, solvendis et firmiter observandis, nos abbas et conventus obligamus dicto domino Nicholao omnia bona nostra et ecclesiae nostrae mobilia et immobilia, praesentia et futura. Renuntiamus etiam in hiis omnibus et singulis supradictis exceptioni doli et in factum actioni, conditioni sine causa et ex injusta causa, fori privilegio, cujuslibet appellationis remedio, novarum constitutionum et epistolae divi Adriani beneficio, omni juris canonici et civilis auxilio, omni tempori feriato et quadrimestri quod condempnatis indulgetur, omni consuetudini et statuto, petitioni libelli et copiae praesentis instrumenti, omnique aliae exceptioni et juri canonico vel civili generali et speciali contra praedicta vel eorum aliquod facienti, et specialiter juri dicenti generalem renuntiationem non valere.

In quorum omnium evidens testimonium, etc.

XI.

Lettre relative aux malheurs et aux désastres de la Terre Sainte [1].

—

Materia lugubris et dampnosa, quae nobis et universo populo christiano imminet morantibus in partibus transmarinis, trahit calamum ad scribendum, et dum scribendo describere cupimus dampna irreparabilia et inestimabiles miserias quae soldanus Babiloniae, cum infinito exercitu sectae mahumeticae, intulit Terrae Sanctae et aliis christianorum provinciis, deficimus et noster animus contabescit, quia ad dolendum et producendum nostras lacrimas excitat vis doloris. Nuper siquidem rabiosa et effrenis superbia soldani praedicti, depopulatis casalibus et supposita tota terra christianorum a Joppen usque ad partes Antiochiae incendiis, depraedationibus, incursibus et rapinis, castrum Saphet, civitatem Acconensem, castrum Montis-Fortis et Belli-Fontis simul et semel obsidione vallavit, et timetur, nisi acceleratus succursus veniat de partibus ultramarinis, quod in brevi intentionem suam (quod Deus avertat) finaliter consequatur. Dicitur etiam, et est certum, quod stragem rusticorum habitantium regionem Tyri exercuit infinitam, et tanta est sui exercitus multitudo quod, ipso fere cum quindecim milibus equitum in praedictis partibus existente, ad regionem Tripolitanam VII milia equitum electorum transmisit, qui regionem ipsam intrantes, secundo die mensis junii, ipsam supposuerunt incendiis et depopulationibus infinitis; nam tria castra, videlicet Archarum, Albae et Goliad, subvertentes, tria milia christianorum et amplius in ipsis ceperunt, et armenta bovum, pecudum et jumentorum et quicquid in suppellectili praetiosum fuerat, abstulerunt, ultra etiam quam credi potest; masculos, feminas et pueros gladio submiserunt et sic per quindenam in regione eadem hostiliter debaccantes et usque ad portam Tripolis discurrentes, totaliter omnia destruxerunt, ita quod unde possit homo vivere vel jumentum nisi valde modicum, minime reliquerunt: in quibus revera pressuris et angustiis, nos qui laboribus propriis vivimus, dampna irreparabilia passi sumus, nam oportuit nos ipsam abba-

[1] Cette lettre paraît avoir été écrite vers la fin de l'année 1266.

tiam deserere et in fugae praesidium convertere gressus nostros. Amisimus enim grangiam nostram Bossombre et quicquid in bonis ibidem habuimus, nam ibidem exercitus praedictorum fixerunt tentoria per dies plures, et sic radicitus arbores, bladum, domos et casale destruxerunt, quod non apparet ibi fuisse manu hominis operatum, nisi solummodo terra vacua et lapides diruti et combusti. Bona etiam quae erant in turri super rivum Fontis Ortorum, sarraceni pedites abstulerunt, molendinum quoque et domos, confractis molis, ignis voragini submiserunt. Roseia etiam grangia nostra combusta est et destructa, et sic praesentis anni labores agrorum nostrorum amisimus, quod ad sustentationem nostram nisi valde modicum, et nisi aliunde nobis Deus subveniat, non habemus. Moramur siquidem in civitate Tripolitana, nec audemus ad abbatiam reverti, quia pro firmo habetur quod iterato reversuri sunt ut non effugiat ab eis quicquid eorum attingere manus poterit. Praeterea noveritis quod fortissimum castrum quod dicitur Saphet, quod erat Templariorum, mirabiliter armis bellicis praeparatum et bellicosissimis viris religiosis et aliis secularibus munitum, quod castrum ille fortissimus soldanus Saladinus, quondam, per tres annos et quatuor menses, obsederat, nec vi capere potuit, iste Bendocdac soldanus Babiloniae per sex hebdomadas continue, die noctuque, ferociter, crudeliter, incessanter obpugnans, peccatis christianorum exigentibus, cepit, et omnes christianos quos intus invenit, gladio trucidavit. Unde timetur quod non sit civitas, nec castrum quod si voluit obsidere, quin possit capi ab eo. Vobis igitur, qui non solum in nostris, sed etiam in totius populi christiani prosperitatibus congaudetis et tristamini in adversis, praedicta dolendo referimus, supplicantes ut nos et christianum populum citramarinum qui vires ad resistendum tantae potentiae non habemus, precibus vestris apud Dominum recommendatos habere velitis, ut quibus vires propriae non sufficiunt, suum dignetur clementer auxilium impartiri.

XII.

Élection de Guillaume de Hulst comme abbé des Dunes [1].

—

In nomine sanctae et individuae Trinitatis, Patris et Filii et Spiritus Sancti, amen, universis Christi fidelibus praesens scriptum visuris et audituris fratres tales dicti abbates salutem in Domino sempiternam.

Attendens reverendus in Christo pater dominus venerabilis Claraevallensis abbas sacris canonibus esse cautum ut praelato proprio non diu vacet ecclesia, ne pro defectu pastoris dominicum gregem lupus rapax invadat, aut viduata ecclesia in suis facultatibus grave dispendium patiatur, vacante monasterio de Dunis per mortem bonae memoriae domini Thomae quondam abbatis ibidem, idem dominus Claraevallensis, visitator et pater Dunensis monasterii supradicti, nobis circa creationem et alterius abbatis subrogationem vices suas duxit plenarie committendas. Cujus rei gratia ad dictum monasterium personaliter accedentes, vice dicti domini Claraevallensis et auctoritate ipsius nobis specialiter in hac parte commissa, diem ad eligendum ibidem praefiximus, videlicet talem. Quo die adveniente, monachis etiam quibusdam qui extra morabantur in grangiis et locis aliis evocatis, praesentibus omnibus in capitulo qui tunc poterant interesse, priori injunximus ut juxta formam et ordinis consuetudinem surgens nominaret et assumeret electores. Quibus nominatis et secum assumptis, videlicet tali et tali, et ipsis coram nobis in pleno capitulo constitutis, diligenter in omnium praesentia quaesivimus si de consilio et assensu supprioris et cellerarii, quorum juxta statuta nostri ordinis intererat, nominati et assumpti fuerant hujusmodi electores. Quo comperto plenius, ulterius legitime amonuimus omnes et singulos tunc praesentes ut si quid scirent probabiliter vel dicere vellent contra electores praedictos vel eorum aliquem quominus ad hujusmodi eligendi quod incombebat officium forent ydonei, seu quod ab eodem repellendi essent legitime, proponerent id constanter. Quibus nil penitus opponentibus, sed immo omnibus qui tunc aderant in capitulo sub-

[1] Guillaume de Hulst fut élu en 1305 après la mort de Thomas d'Ardembourg.

ticentibus, ipsos electores reputantes, ut debuimus, approbatos, lectis et recitatis deffinitionibus quae secundum morem ordinis ad hujusmodi negotium pertinebant, vice et auctoritate quibus supra, oneravimus et adjuravimus quatenus in suis conscientiis et sub suarum periculo animarum, solum Deum habentes prae oculis, considerarent meliorem, utiliorem, sanctiorem et per quem, ut sibi videri poterat, competentius valeret monasterium in spiritualibus et temporalibus gubernari, et de tali ex voto vacanti monasterio providerent.

Qui exeuntes et oratione facta ad partem in ecclesia secedentes, ut viri boni, sancti et Deum timentes, de injuncto sibi coeperunt tractare negotio, et sua invicem vota diligentius perquirentes in dominum Willelmum de Hulst, tunc dicti monasterii suppriorem, virum utique plenae et maturae aetatis, utpote qui jam tricesimum aetatis suae annum transegit, virumque morum vita et litterarum scientia merito commendandum, a suae conversationis primordio famae integrae et honestae in spiritualibus et temporalibus circonspectum, valentem et scientem sui monasterii jura tueri, sua direxerunt vota unanimiter et ipsum nominaverunt et elegerunt concorditer in abbatem.

Qua electione, ut praedicitur, facta et nobis vices tunc domini Claraevallensis praedicti gerentibus, ut moris existit, in ordine praesentata, diligenti tractatu praehibito, etiam praesente et assistente nobis venerabili patre domino Willelmo, tunc abbate de Capella, ipsam tam super forma quam electi persona examinavimus et repperuimus, unde regratiabamur Altissimo de persona multum sufficiente et ydonea ac nostri statutis ordinis congruente, prout nosci potest homo exterior, bene et legitime celebratam. Ex habundanti, singulorum consensu plenius indagato et invento, omnibus concurrentibus et rite peractis quae ad veram liberam electionem et legitimam requirebantur juxta nostri statuta ordinis seu requiri quomodolibet videbantur, ipsam de dicto domino Willelmo factam vice et auctoritate quibus supra approbavimus et confirmavimus, et ad capitulum redeuntes cum gaudio publicavimus in communi, ac ipsum dominum Willelmum, invocato nomine Christi, nominavimus et pronuntiavimus abbatem monasterii praelibati, et hymno *Te Deum laudamus* incoepto, ipsoque domino abbate, ut moris est, cantando, in ecclesiam ducto et installato in choro, dicto quoque hymno sollempniter percantato, mox regressi ad capi-

tulum spiritualium per singulorum professiones et temporalium per sigilli traditionem, quam eidem vice et auctoritate quibus supra fecimus ad animarum salutem, profectum et utilitatem dicti monasterii, ut ex transacta in ipso vita confidimus firmiter et tenemus, curam recepit. In cujus rei testimonium, etc.

XIII.

Mandement de l'évêque Jean de Châlons contre l'abbesse de Vitry et l'abbé de Saint-Nicolas à Furnes[1].

Johannes, Dei gratia, Chatalanensis episcopus, omnibus et singulis abbatibus, prioribus, decanis, archidiaconis, canonicis quarumcumque ecclesiarum tam cathedralium quam non cathedralium, archipresbyteris, presbyteris, capellanis et aliis ecclesiarum praelatis et specialiter magistro Jacobo de Lucenburgh, clerico nostro, salutem in Domino.

Cum religiosa mulier abbatissa de Vitriaco castro, Cisterciensis ordinis, Chatalanensis dyocesis, beneficia sibi collata et concessa a dicta matre ecclesia minime recognoscens ut ingrata, immo quod gravius est, nititur ecclesiasticam subvertere libertatem, spernens ipsam, sequens vestigia foventium quorumdam laycorum, irreverenter ausu sacrilego maligno ducta spiritu in legem seu constitutionem summi pontificis bonae memoriae Alexandri editam super hoc committendo, dominum Richerum presbyterum, magistrum seu amministratorem, fratres et sorores religiosae domus de Monte Morelli, Chatalanensis dyocesis, ad forensia seu secularia judicia coram laycalem justitiam exercentibus seu coram justitia seculari renitentes et invitos in causam trahit in periculum fidei et contra illam constitutionem supradictam, quamvis grave sit, publicatam legitime, spretis judicio et jurisdictione ordinaria ecclesiastica nostra, cui subsunt jure ordinario

[1] Jean de Château-Vilain fut évêque de Châlons-sur-Marne, de 1284 à 1313. Il s'agit ici de Gilles, abbé de Saint-Nicolas, à Furnes.

magister seu amministrator, fratres et sorores, necnon religiosa domus de Monte Morelli supradicti, licet parati eramus et semper fuerimus et adhuc sumus omnibus conquerentibus de ipsis magistro seu amministratore et aliis supradictis exhibere justitiae complementum; et quod dampnabilius est, ipsa abbatissa nolens desistere a praedictis, super hoc legitime requisita, dato libello repudii libertati Sanctae Matris Ecclesiae, se mitti de facto contra canonicas sanctiones in possessionem dictae religiosae domus per laycalem justitiam, non obstante fori ecclesiastici privilegio allegato ex parte magistri seu amministratoris dictae domus renitentis coram justitia seculari respondere et offerentis se paratum dictae abbatissae et aliis de se conquerentibus coram nobis dicti magistri et aliorum praedictorum ordinario respondere procuraverit, praesignaverit, procurasset seu praesignasset ultra voluntatem dictorum magistri seu amministratoris, fratrum et sororum dictae domus, et in praejudicium Sanctae Matris Ecclesiae nostrae et jurisdictionis nostrae, magistrique seu amministratoris et aliorum dictae domus non modicum praejudicium et gravamen, et etiam in scandalum plurimorum; praemissaque sint adeo et essent notoria ac etiam manifesta ut non possent, nec possit tergiversatione aliqua, nec conniventibus oculis absque maximo scandalo pertransiri, certo certius est ipsam abbatissam de Vitriaco incidisse in poenam canonis et excommunicationis ex constitutione latae sententiae ipsius felicis recordationis Alexandri papae IIII^{ti} edita super hoc, et ipsam abbatissam excommunicationem incurrisse ipso facto.

Cumque dictus romanus pontifex juxta sacrorum instituta canonum volens salubria contra morbum hujusmodi remedia invenire, praeceperit in virtute sanctae obligationis in dicta constitutione et mandaverit venerabilibus archiepiscopis et episcopis per regnum Franciae constitutis, ut quos lege dyocesana eisdem subjectos seu etiam exemptos, contra quos quantum ad hunc articulum pertinet, dictus romanus pontifex Alexander eisdem archiepiscopis et episcopis tanquam delegatis ab ipso, auctoritate suae constitutionis editae super hoc, commiserit vices suas, ut quos circa praemissa manifeste culpabiles invenirent, ipsos excommunicatos a canone publice nuntiarent et facerent usque ad satisfactionem condignam nuntiari minime absolvendos absque mandato sedis apostolicae speciali, irritum nuntians si secus fuerit actum, tales nihilominus alias animadversione

canonica castigando puniendos, sicut fuerit oportunum, contradictores per censuram ecclesiasticam compescendo, non obstante si aliquibus ab eadem sede sit indultum quod excommunicari aut interdici per apostolicas litteras nequeant vel suspendi, quae de indulto hujusmodi seu constitutione ejusque tenore de verbo ad verbum plenam et expressam non fecerint mentionem, constitutione etiam de duabus dietis non obstante: nos compatientes Sanctae Matris Ecclesiae in praemissis, scientes praemissa esse notoria ac etiam manifesta, dictam abbatissam sic excommunicatam a canone seu constitutione praedicta latae sententiae, auctoritate apostolica nobis data et concessa, perseverantem in delicto excommunicatam denuntiamus, ut juris executor, et fecimus publice nuntiari, nullam sententiam excommunicationis in dictam abbatissam seu interdicti proferentes, sed solum mandatum et constitutionem sedis apostolicae exequentes, dictam abbatissam excommunicatam a canone nuntiando.

Verum cum E., permissione divina abbas Sancti Nicholai Furnensis, Praemonstratensis ordinis, Morinensis dyocesis, gerens se pro conservatore privilegiorum viris religiosis abbati Cisterciensi, ejusque coabbatibus universis a Sede Apostolica indultorum, ut dicitur, limites suae conservationis et juris excedens, si quam habeat, ponendo falcem suam in messem alienam, quasi consentiens eidem abbatissae in facto reprobato a jure et dampnato, et defendens eamdem abbatissam in errore, sententiam excommunicationis latam a canone seu constitutione Alexandri papae IIII[ti] ratione praemissorum in dictam abbatissam impugnans, in ipso est et reprobans factum Sedis Apostolicae, quod sapit speciem heresis, necnon denuntiationem quam feceramus et fieri mandaveramus auctoritate dictae constitutionis et potestate nobis commissa et concessa de dicta abbatissa nuntianda excommunicata a canone seu constitutione praedicta, spernens dictam constitutionem et alias canonicas sanctiones, ex abrupto contra juris ordinem ad instantiam Cisterciensis et aliorum coabbatum Cisterciensium, dictaeque abbatissae de Vitriaco. mandaverit omnibus abbatibus, prioribus, archidiaconis, canonicis, archipresbyteris et aliis ecclesiarum praelatis ad quos suae litterae pervenerint, sub poena suspensionis et excommunicationis districte praecipiendo ut personaliter accedentes ad nos monerent nos ut infra spatium octo dierum palam et publice praedictam abbatissam per constitutionem praedicti Alexandri papae quarti non fuisse ligatam

vinculo alicujus interdicti, suspensionis seu excommunicationis denuntiaremus, ubicumque dicta abbatissa vellet et requireret publice nuntiari, et praedictam constitutionem dictam abbatissam, personas dicti ordinis nullatenus constringere, nec artare, denuntiaremus quoque personas participantes cum praedicta abbatissa excommunicatas . . . . competenti praemissa participatione aliquo vinculo excommunicationis seu interdicti non ligatas, dictasque sententias nuntiaremus nullas esse, nec teneri, et ad nos super praedictis denuntiatione et annullatione nostras patentes litteras concederemus et traderemus abbatissae supradictae, licet dicta abbatissa culpis suis exigentibus manifestis et notoriis ipsam sententiam suspensionis et excommunicationis latam ab ipso canone seu constitutione praedicta incurrerit ipso facto, multaque alia dictus abbas et fieri mandaverit, de mandatoque ipsius fuerint quam plurima contra nos non citatos, non vocatos, non confessos, nec convictos, nec absentes per contumaciam attemptata contra juris ordinem et canonicas sanctiones in derogationem dictae constitutionis et contemptum Sedis Apostolicae, in praejudiciumque nostrae auctoritatis nobis datae et concessae a canone seu constitutione praedicta : inde est quod auctoritate apostolica qua fungimur in hac parte, in virtute sanctae obligationis et sub poena suspensionis et excommunicationis, vobis omnibus et singulis districte praecipiendo mandamus quatenus ad dictum abbatem Sancti Nicholai Furnensis, si ipsum praesentem inveneritis, vel saltem ad dictum monasterium Sancti Nicholai personaliter accedentes, ipsum canonice moneatis ut praedicta omnia et singula quae praesumpsit facere et mandare fieri attemptavit per abbatem de . . . . . Cisterciensis ordinis, seu quoscumque vel quemcumque alios vel alium gerentes se pro executoribus ipsius abbatis Sancti Nicholai, infra spatium octo dierum a tempore monitionis factae, ut dictum est, computandorum, dicto termino eidem abbati pro peremptorio assignato, revocet per suas patentes litteras, mandet et faciat nuntiari publice in ecclesia Chatalanensi, et alibi ubi requisitus fuerit ex parte nostra supradicta, quae fecit vel quae etiam mandaverit, fieri non debere, fieri non valere.

Cum, inspectis privilegiis et tenore eorumdem abbati Cisterciensi et aliis coabbatibus Cisterciensis ordinis indultis, quorum dictus abbas Sancti Nicholai conservatorem se asserit, necnon constitutione domini Alexandri supradicta, consideratis etiam culpis ipsius abbatissae manifestis ac etiam

notoriis, evidenter appareat cuilibet intuenti supradicta dictum abbatem quamplurimum errasse in praemissis, et eumdem defendentem et foventem dictam abbatissam excommunicatam a canone seu constitutione supradicta eamdem excommunicationis sententiam incurrere ac etiam incurrisse, denuntiet etiam et denuntiari faciat, ut supradictum est, dictam constitutionem, necnon denuntiationem quam fecimus et mandavimus fieri de dicta abbatissa nuntianda excommunicata a canone seu constitutione supradicta, culpis ejusdem abbatissae exigentibus notoriis ac etiam manifestis, fieri debere fieri et valere. Alioquin dictum abbatem Sancti Nicholai, si mandatis nostris obtemperare contradixerit, quod notorium sit ac etiam manifestum per ea quae fecit et mandavit fieri nostram jurisdictionem et potestatem nobis datam et concessam auctoritate dictae constitutionis impediri, contempnique constitutionem supradictam, quem in hiis scriptis suspendimus, monitione praemissa, ab ingressu ecclesiae et ab officio suspensum a nobis publice nuntietis; et si dictam suspensionem spatio decem dierum obstinata elatione et elata obstinatione sustinere non formidaverit, ipsum quem tunc dicto termino pro ammonitione sibi assignato in hiis scriptis excommunicavimus, excommunicatum a nobis publice nuntietis: citantes nichilominus dictum abbatem Sancti Nicholai peremptorie coram nobis vel mandato nostro personaliter, super interrogatoriis eidem faciendis a nobis et super tanto excessu, ad primam diem juridicam post octavam Epiphaniae Domini, necnon contradictores et rebelles impedientes nostram jurisdictionem auctoritate dictae constitutionis nobis datam et concessam, si quos inveneritis vel sciveritis, nobis Chatalani responsuros et quod justum fuerit, recepturos.

In hiis autem exequendis unus vestrum alios non exspectet, et quid inde feceritis nobis per litteras vestras patentes fideliter rescribatis.

In cujus rei testimonium vel mandati munimen sigillo curiae nostrae Chatalanensis, quo usi sumus in hac parte, praesentibus litteris fecimus sigillari. Datum, etc.

XIV.

Lettre de Guillaume, évêque d'Amiens, à Gillon, archevêque de Sens, relative aux conflits des prélats et des Frères Mineurs [1].

Reverendis in Christo patribus et dominis suis karissimis domino Giloni, Dei gratia Senonensi archiepiscopo, ejusque suffraganeis Senonensis provinciae per eamdem terram episcopis universis ad quos praesentes litterae pervenerint, Willelmus, ejusdem miseratione Ambianensis episcopus, salutem et cum omni reverentia et honore promptitudinem eisdem in omnibus complacendi.

Quiescere videmus interdum commotiones fluctuum circa marium tempestates, et dissentionum materias nonnunquam silere conspicimus in negotiis terrenorum, illis aeris data temperie, istis vero animorum concordia restituta. Sed, proch dolor! dum ad sedandam rebellionem Fratrum Minorum contra praelatos ipsos initam et conceptam, nonnullae supplicationes ab eisdem praelatis, prout vestram paternitatem non latuit, Summo Pontifici traditae fuissent pluries et porrectae, ac grata nostris procuratoribus ab eodem responsio subsecuta fuisset, quod idem videlicet cum eisdem praelatis in casibus et confessione iteranda propriis sacerdotibus procul dubio sentiebat, eorumdem fratrum rebellio et sinistra interpretatio non absque grandi Christi fidelium dispendio percrebrescit, et sic non advenit temporis exspectati serenitas, impulsionibus et jacturis gravissimis ingruentibus. Ex adverso nuper pejora prioribus accumulare studentes non suffulti ac muniti proverbio sicut prius palam et pluries in suis sermonibus populo praedixerant, coram etiam reverendo in Christo patre domino . . . . , legato, tunc apud Corbyam visitationis officium exercente, nobisque et nonnullis clericis et laycis praesentibus, publice dicere praesumpserunt quod licebat eis virtute suae litterae in omnibus casibus qualitercumque quae reservantur praelatis, sibi confitentes absolvere, punctum suum ad illa

[1] Guillaume de Mâcon fut évêque d'Amiens de 1278 à 1308. Gilles Le Cornut occupa le siége archiépiscopal de Sens de 1274 à 1292.

verba « Vobis plenam concedimus facultatem », et non ad praecedentia vel subsequentia deferentes, quamvis subsequentia intentioni plane pleneque obvient, prout apparet cuilibet intuenti.

Sane praemissis ab eodem legato plenius intellectis, quae forte cum mansuetudine, prout per verba ibidem a multis percipi potuit, non amplectens, intentionem summi pontificis in concessione praedictae litterae asseruit se novisse, et antequam fieret eumdem romanum pontificem super haec monita palpavisse prae caeteris, subinferens quod jura hujusmodi mandato generali nullatenus transferuntur.

Erat praeterea facta contra nos eidem legato Fratrum sinistra suggestio eorumdem quod ipsos in nostris sermonibus et habitis processibus in hoc casu deceptores animarum et fures clavium vocabamus. Nos autem in eisdem nostris actibus volentes cum urgenti laetitia detegere veritatem, volentes etiam relinquere vela ventis, id nos praedicasse affirmavimus verum esse et adhuc praedicabimus in futurum, si se de dictis casibus intromittant, et illos qui de cetero talia facere praesumpserint in nostra dyocesi fures clavium et deceptores reputabimus animarum, et licet confessi eisdem Fratribus eadem peccata numero teneantur propriis presbyteris parrochialibus saltem semel in anno, sacro approbante generali consilio, confiteri. Ipsi tamen suis finibus non contenti contrarium publice dogmatizant, prout ista inter alia eidem legato aperuimus viva voce, quam profecto nostram assertionem in litteris duorum cardinalium ab eodem legato diligentius intellectis claro clarius videbitis contineri, a quorum testimonio priori edoctus experientia non dissentit, verum cum a tempore beati Augustini in ecclesia Dei graviorem casum et intollerabiliorem rabiem emersisse non didicerimus quam potestatem clavium per doctrinas varias et detestanda sophismata ad alienos transferre quam unigenitus Dei filius dominus Jhesus Christus primo sanctis apostolis et postea eorum successoribus contulit, prout ewangelica veritas profitetur, sic ipsam usque ad carnem et sanguinem defendere. Et quia ingruit necessitas, tenemini praedicare resistendo juxta datam vobis a Domino gratiam falsitati, ne magis ac magis per tollerantiam ipsorum cervicositas invalescat, sicque pro defensione ecclesiasticae libertatis et pro domo Israel vos muros invincibiles opponatis. Processus vero hujusmodi de consilio magistrorum theologicae facultatis et totius nostri capituli habitos in hac parte paternitati vestrae per devotum

capellanum nostrum dominum Rosinum, monachum Claraevallis, latorem praesentium transmittimus, non ut illos sequamini, cum limpidius et clarius sciatis circa tantum periculum oportunum remedium adhibere, sed exinde assumatis, si placet, materiam qualiter debeatis obviare in convocandis vestris sinodis tantae pesti.

XV.

Jean de Hollaing s'engage à restituer ce qu'il a emprunté à Arnould de Maldeghem, chanoine de Tournay.

—

Universis praesentes litteras inspecturis officialis Tornacensis salutem in Domino.

Noveritis quod in nostra propter hoc praesentia personaliter constitutus et in jure dominus Johannes de Hollaing, miles, recognovit se teneri domino Arnoldo de Maldeghem, canonico Tornacensi, in quatuor viginti et undecim libris Turonensibus, tam ex causa mutui ipsi militi sive ejus mandato facti, quam de quodam equo et rebus aliis eidem militi seu ejus certo mandato ab eodem canonico venditis, traditis et deliberatis, de quibus denariis idem miles et Jacobus dictus Moutons, civis Tornacensis, promiserunt se satisfacturos ipsi canonico sive ejus certo mandato, in hunc modum : videlicet dictus Jacobus de LX et duabus libris Turonensibus infra festum Beati Remigii in capite octobris proximo venturi, tamquam bonus plegius pro eodem milite et etiam debitor principalis, quem Jacobus idem miles promisit coram nobis fide media conservare indempnem super praemissis, et idem miles residuum totius dicti debiti infra tres hebdomadas post datam praesentis litterae. Alioquin concesserunt quod nos de ipsis justitiam faceremus ubicunque ipsos contingeret commorari, se quantum ad haec jurisdictioni curiae Tornacensis supponentes, renuntians expresse idem miles omni exceptioni doli mali, rei non traditae seu deliberatae, exceptioni non numeratae pecuniae, vis, metus in factum, omnique privilegio cruciatis

indulto vel in posterum indulgendo, et omnibus aliis exceptionibus per quas posset solutio dictae pecuniae impediri aut etiam retardari. Promisit etiam idem miles spontanee coram nobis quod si contingat eumdem militem medio tempore dicti termini habere seu recipere pecuniam continentem summam dictarum LXII librarum Turonensium, de quibus idem Jacobus Moutons pro eodem milite erga dictum canonicum, ut superius est dictum, se constituit debitorem, modo quocunque sive ratione quacunque, quod eamdem pecuniam bona fide convertet in solutionem dictarum LXII librarum Turonensium, de quibus superius est notatum, omnia bona sua mobilia et immobilia praesentia et futura, ubicunque inveniri poterint, specialiter obligando. In cujus, etc.

XVI.

L'abbé de Saint-Aubert de Cambray ordonne de payer à un chanoine de Bruges ce qui lui est dû.

Abbas monasterii Sancti Auberti Cameracensis, judex unicus a domino papa delegatus, omnibus decanis, presbyteris et capellanis, aliisque ecclesiarum rectoribus ad quos praesentes litterae pervenerint, salutem in Domino. Cum nonnulli tam presbyteri et clerici quam layci teneantur venerabili viro domino N. de Insulis, canonico de Brugis, diversis pecuniae summis, de quibus solutionis termini dictae pecuniae, ut dicitur, jamdiu sunt elapsi, ex parte quoque ejusdem N. nobis sit graviter conquerendo monstratum quod pluries requisiti satisfacere eidem de dictae pecuniae summis recusaverint et recusent in dicti canonici dampnum non modicum et gravamen : inde est quod vobis omnibus et singulis, auctoritate nobis commissa in virtute sanctae obligationis et sub poena suspensionis et excommunicationis firmiter injungentes, unus vestrum alium seu alios non exspectans, praecipiendo mandamus quatenus omnes illos qui recognoverint se teneri dicto canonico in aliquibus pecuniae summis, quos lator praesentium vobis nominabit, moneatis ut infra VII dies post diem monitionis

dicto canonico de recognitis satisfaciant competenter, alioquin ipsos, si sint presbyteri, suspendatis et alios excommunicetis sine alterius exspectatione, mandati, illos vero qui negaverint, citetis peremptorie coram nobis Cameraci ad diem seu dies competentes ad voluntatem latoris praesentium a vobis praefigendum seu praefigendos, dicto canonico responsuros et juri quantum debuerint parituros. Quid inde feceritis de nominibus citatorum, de diei seu dierum assignationibus, et si qui ob hoc se excommunicari promiserint et nomina excommunicatorum nobis fideliter rescribatis.

XVII.

Réponse au mandement précédent.

Discretioni vestrae significo quod mandatum vestrum juxta tenorem litterarum quibus haec meae litterae sunt infixae, sum diligentius executus, requirendo scilicet a tali et confitente se dicto canonico in tanta summa teneri, quare eumdem monui, etc., talem vero requisitum et non confessum citavi peremptorie coram vobis ad diem talem, etc., inhibito dicto citato ne in dicta causa coram dicto decano ulterius procedat.

XVIII.

Mandement de l'évêque de Tournay relatif à la délimitation des paroisses.

. . . . . . , Dei gratia Tornacensis episcopus, universis presbyteris dyocesis Tornacensis ad quos praesentes litterae pervenerint salutem in Domino. Sollicitudo nos ammonet officii pastoralis ut pro qualitate locorum et distantia ac numerositate populi limitemus parrochias quae non sunt certis

limitibus comprehensae, ut excrescenti populo, cum oportuerit, sine difficultate possimus certas parrochias assignare. Cum igitur plerasque parrochias nostrae dyocesis intellexerimus limitis positione non esse distinctas, vobis districte praecipiendo mandamus quatenus diebus et horis vobis assignandis a dilecto nostro . . . . . ., latore praesentium, canonico Tornacensi, vel eo cui hoc negotium per suas patentes litteras commiserit, cum antiquioribus et fide dignioribus parrochiarum vestrarum compareatis in locis quae vobis dictus Arnoldus vel is quem modo praedicto loco sui miserit, nominabit, illos de vestris parrochianis quos ad hoc utiliores credideritis peremptorie auctoritate nostra citantes ad loca, dies et horas vobis a dicto Arnoldo vel ejus nuntio nominandos, Tornaci, quos ad hoc citaveritis dicto Arnoldo vel ejus nuntio in scriptis tradentes nomina, cum locis, diebus et horis ad quos ipsos citaveritis sigillorum vestrorum appensionibus consignatis. Insuper dictarum parrochiarum patronis specialiter ac aliis qui sua interesse credunt, generaliter in ecclesiis vestris publice denuntietis, ut memoratis diebus, horis et locis, si sibi placuerit et sua interesse crediderint, compareant coram nobis, visuri qualiter procedemus in limitatione praemissa. Ita enim in hac parte utilitati publicae intendimus providere ut nemini injuriam irrogemus. Qualiter mandatum nostrum executi fueritis, nobis per vestras patentes litteras rescribatis. Datum, etc.

XIX.

L'official d'Arras mande au doyen de la chrétienté de Lens de veiller aux intérêts d'une pauvre femme nommée Burge Leslet et de sa fille.

Officialis Attrebatensis decano christianitatis Lensensi salutem.

Cum nos justitia exigente Johannem dictum Vallet Burgae Leslet per diffinitivam sententiam adjudicaverimus in maritum, dictaque sententia per officiales Remenses competenter fuerit confirmata, eademque Burga pauper sit et inops, nec in bonis habeat unde possit se et Immelotam ejus filiam ex

dicto Johanne procreatam commode sustentare, dictusque Johannes vel ejus mandatarius in bonis habeat et habundet, ex quibus vitae suae necessaria eisdem conjugi et filiae amministrari valeant competenter, prout ex parte ipsius Burgae nobis extitit graviter conquerendo monstratum, eademque Burga nobis lacrimabiliter supplicavit ut super hiis remedium apponere dignaremur quod videremus opportunum : nos vero periculo ipsarum matris et filiae ne fame pereant, praecavere volentes, ipsius matris justis precibus inclinati, vobis mandamus quatenus moneatis publice in ecclesiis vestris et alibi, ubicumque et totiens quotiens a latore praesentium super hoc fueritis requisiti, in generali sub poena excommunicationis, ut omnes illi, quicumque fuerint, qui aliquid de bonis ipsius Johannis mobilibus, immobilibus seu catallis habent vel detinent, partem saltem dimidiam eorumdem dictae Burgae ad sustentationem ipsius et ejus filiae tradant et deliberent indilate, alioquin ipsos extunc excommunicetis sine alterius exspectatione mandati. Et si, decane, constiterit per facti evidentiam seu per confessionem seu alio modo legitimo, aliquam seu aliquas personam seu personas singulares per se vel per alium aliquid de praedictis bonis detinere, moneatis eosdem nominatim de quibus vobis constiterit ut partem bonorum praedictorum quae detinent, sive detineri faciunt, saltem dimidiam eidem Burgae et ejus filiae tradant et deliberent, alioquin ipsos nominatim excommunicetis sine alterius exspectatione mandati, receptis litteris, et quid inde feceritis, nobis rescribatis ad haec exequenda, etc. Datum, etc.

XX.

L'évêque de Tournay fait connaître qu'il a reçu de l'abbé de Saint-Bavon des lettres relatives à la construction hors de Gand d'un monastère de filles de l'ordre de Cîteaux, etc.

. . . . ., permissione divina, Tornacensis episcopus, omnibus praesentes litteras inspecturis salutem in Domino.

Universitati vestrae notum facimus quod nos litteras dilecti in Christo

abbatis Sancti Bavonis in Gandavo suscepimus, continentes quod ipse de assensu capituli sui et presbyterorum Sancti Michaelis, salvo jure suo et ecclesiae suae et salvo jure parrochiae sacerdotum, benigne concedit ut extra Gandavum monasterium monialium Cisterciensis ordinis construatur, ita quod de terris quae decimas solvere consueverunt, dictum monasterium de cetero decimas sine contradictione persolvat et terras in fundo Sancti Bavonis nullo penitus modo sine consensu abbatis Sancti Bavonis acquirat. Si quas autem terras in fundo Sancti Bavonis comparaverit, recognitionem emptionis juxta consuetudinem ecclesiae Sancti Bavonis persolvat, sicut easdem terras laycus comparasset. Quia vero dictas terras ab ipso possessas non continget vendi forsitan ita frequenter ac si eas layca persona teneret, saepedictum monasterium monialium dabit memorato abbati aliquem censum annuum ab ipso abbate imponendum et taxandum. Laycum quoque coram abbate tenebitur substituere, qui de dictis terris relevium abbati solvat et de omnibus ad jus fundi pertinentibus respondeat, ac si easdem terras laycus possideret. De terris quoque in prato de Herk . . . . . . jacentibus habitis vel acquirendis, pro quolibet bonario censum sex denariorum dabit abbati annis singulis in festo Sancti Bavonis. Et si quas terras quae abbati solvere decimas consueverunt, in ortos vel pomeria converterit vel aedificiis occupaverit, dampnum inde proveniens abbati tenebitur restaurare, si tantam terram in praedictos usus assumpserit quod evidens dampnum inde proveniens abbas noluerit sustinere. Pro recompensatione vero illius dampni saepefatum monasterium competentes redditus in fundo Sancti Bavonis abbati tenebitur assignare; et, si quando idem monasterium habuerit abbatissam, litteras ipsius de ratihabitione memorata abbati exhibere debebit tenorem praecedentium continentes.

Nos igitur paci et concordiae praedictarum ecclesiarum volentes in posterum providere, praefatam concessionem et praedictam ordinationem ratas et gratas habemus et praesentis scripti patrocinio communimus. Si vero super aliis articulis qui superius non sunt expressi, inter easdem ecclesias quaestio oriatur, nos conquerentibus super hiis plenam justitiam exhibebimus, et inter ipsas ecclesias pacem et concordiam curabimus conservare, jure ecclesiae Sancti Bavonis et jure Cisterciensis ordinis semper salvo. Ut haec autem firma permaneant, praesentes litteras scribi fecimus et sigilli nostri munimine roborari. Actum, etc.

XXI.

Guillaume Haderic, clerc, procureur des couvents des Dunes, de Thosan, de Baudeloo, etc., proteste que les moines convers des fermes des Quatre-Métiers sont exempts de tout payement de dimes.

—

Coram vobis domino Philippo de Castegnolis, canonico Treverensi, domino Stephano, decano Sancti Martini, et venerabili patre domino Henrico, abbate Sancti Pauli, ecclesiarum Trajectensium collectoribus, ut dicitur, procurationis venerandi patris et domini Johannis episcopi Tusculani, Apostolicae Sedis legati in Alemannia in dyocesi Trajectensi, propono et dico ego Willelmus Haderic, clericus, procurator religiosorum virorum abbatum et conventuum de Dunis, Morinensis dyocesis, de Thosan et de Bodelo, Tornacensis dyocesis, necnon religiosarum dominarum de Boscho et de Biloke abbatissarum et conventuum, ordinis Cisterciensis Tornacensis dyocesis, nomine procuratorio et pro ipsis et singulis eorum et earum, et specialiter pro magistris et fratribus et aliis qui in grangiis et bonis dictorum abbatum et abbatissarum et conventuum in Quatuor Officiis et in Sud-Bevern, dyocesis Trajectensis, sitis commorantur, quod dicti abbates, abbatissae et conventus grangias et bona habent infra dicta Quatuor Officia et Sud-Bevern. in quibus nec est, nec esse consuevit abbas vel prior vel conventus vel abbatissa vel priorissa seu conventus, sed aliqui conversi vel alii ad dictas grangias ab ipsis abbatibus vel abbatissis mittuntur, et quasi custodes dictarum grangiarum seu bonorum constituuntur, qui pro voluntate dictorum abbatum seu abbatissarum ab ipsis grangiis seu bonis amoventur. Quare de jure dictae grangiae seu bona praedicta aut in eis commorantes, ad onus solutionis procuratori praedicti domini legati obligatae seu obligata non sunt, et praedicti abbates et abbatissae seu conventus seu in dictis grangiis et bonis commorantes vel aliqui ex ipsis ad solvendum procuratori dicti domini legati pro dictis grangiis et bonis non tenentur de jure.

Item nec de consuetudine tenentur dicti abbates, abbatissae et conventus seu in praedictis grangiis aut bonis commorantes vel aliqui ex eis ad

solvendum dictam procurationem, quoniam pro dictis grangiis et bonis nunquam praestita fuit, nec praestari consuevit legati cujuscunque auctoritas archiepiscopis, episcopis aut aliis praelatis. Et licet sic dicti abbates, abbatissae et conventus seu in dictis grangiis et bonis commorantes vel aliqui ex eis ad solutionem dictae procurationis pro dictis grangiis et bonis minime teneantur, vos tamen, Philippe, Stephane et abbas praedicti, asserentes vos esse collectores praedictae procurationis praedicti domini legati, nullum tamen super hoc mandatum vel litteras commissionis ex parte dicti domini legati, nec litteras apostolicas ipsi domino legato directas ostendentes, neque copiam dicti mandati ac commissionis seu litterarum praedictis abbatibus, abbatissis et conventibus aut in dictis grangiis aut bonis commorantibus vel aliquibus eorum facientes de facto, cum de jure non possetis, nec deberetis, imposuistis seu imponi fecistis aut imponere intenditis graves, immoderatas et indebitas quasdam summas pecuniarum, nomine praedictae procurationis, per vos vel per religiosum virum fratrem Johannem de Gandavo, ordinis . . . . Jhesu Christi, et discretum virum dominum Hulricum, presbyterum et vicarium Sancti Petri Trajectensis, aut alios singulis grangiis et bonis praedictis aut magistris et fratribus seu aliis in dictis grangiis seu bonis commorantibus aut dicta bona tenentibus seu custodientibus, et eosdem magistros et fratres qui per se personam standi non habent in judicio aut alios in dictis grangiis et bonis commorantes seu dicta bona custodientes moneri seu eis mandari et injungi fecistis, sub poena sententiae latae, ut infra certos terminos dictas summas singulis grangiis et bonis impositas vobis solvent in Trajecto, sub ipsorum monasteriorum expensis, alioquin ipsi in dictis grangiis et bonis commorantes aut singuli eorum infra dictos terminos non solventes, quos extunc in scriptis excommunicastis seu excommunicari mandastis, sententiam excommunicationis in personas et interdicti in grangias et loca se scirent incursuros.

Praedicta quidem fecistis seu fieri mandastis minus juste in praejudicium et gravamen dictorum abbatum, abbatissarum et conventuum, magistrorum et fratrum ac aliorum in dictis grangiis et bonis commorantium.

Quare ego procurator praedictus, nomine procuratorio, pro dictis abbatibus, abbatissis et conventibus, magistris ac fratribus et aliis in dictis grangiis et bonis commorantibus, quorum interest, et pro singulis eorum,

peto a vobis humiliter et instanter quod dictas impositiones, monitiones, mandata seu injunctiones et quicquid ex eis vel ob eas secutum est, de facto revocetis seu annulletis et revocari seu annullari faciatis, et supersedeatis et supersederi faciatis de procedendo in posterum contra ipsos seu singulos eorum, occasione dictae procurationis, pro grangiis et bonis antedictis. Peto etiam copiam commissionis praedictae seu mandati ac litterarum apostolicarum praedictarum michi fieri ad opus praedictorum et singulorum praedictorum, offerens me, nomine procuratorio pro ipsis et singulis eorum, super praemissis paratum stare juri et de praemissis in facto constantibus tempore et loco fidem facturum, sicut decebit, non tamen astringens me ad probandum ea ad quae juris necessitas me non astringit; et protestor mihi et parti meae valere quae probavero de praemissis.

Et quia vos, domini Philippe et Stephane et abbas memorati, me procuratorem praedictum in praemissis exaudire denegatis, seu non curatis, ego sentiens dictos abbates, abbatissas et conventus, magistros et fratres ac alios in dictis grangiis et bonis commorantes et singulos eorum a vobis indebite praegravari, et timens in posterum aggravari posse, propter praemissa gravamina et quodlibet praemissorum et alia, et ne quid aliud in praejudicium dictorum abbatum, abbatissarum et conventuum, magistrorum et fratrum ac aliorum in dictis grangiis et bonis commorantium vel aliquorum ex eis, auctoritate vestra, occasione praemissorum fiat, ad praedictum dominum legatum seu ad Sedem Apostolicam, si ad eam sit appellandum, nomine praedictorum abbatum, abbatissarum, conventuum, magistrorum, fratrum ac aliorum in dictis grangiis et bonis commorantium et eis adhaerentium, et pro ipsis et eorum singulis appello seu provoco in hiis scriptis petens appellationi seu provocationi meae deferri et apostolos mihi concedi. Quod quia facere denegatis seu non curatis, iterato ad eumdem legatum seu Sedem Apostolicam, si ad eam sit appellandum, appello seu provoco in hiis scriptis, me procuratorio nomine, dictos abbates, abbatissas et conventus, magistros et fratres, ac alios in dictis grangiis et bonis commorantes, et singulos eorum et eis adhaerentes, dicta monasteria, eorum grangias ac loca et omnia eorum bona protectioni dicti domini legati seu Sedis Apostolicae supponens, et protestor de dicta appellatione seu provocatione ubi et quando decebit.

XXII.

Choix des collecteurs dans le diocèse de Reims.

Ut commissum vobis in Remensi et aliis civitatibus et dyocesis Remensis provinciis, in ea parte quae est de regno Franciae, procurationum nostrarum negotium promoveatur utiliter et in mansuetudine dirigatur, vobis deputandi officiatos ipsarum civitatum seu aliquos fidedignos de canonicis ecclesiarum cathedralium procurationum hujusmodi collectores plenam vobis concedimus facultatem. Volumus enim et praesentium tenore concedimus ut hii quos ad hoc duxeritis deputandos, procurationes ipsas exigant et conservent, vel per vos vel, sicut ordinaveritis, per alium apportandas, contradictores per censuram ecclesiasticam compescendo. Volumus etiam quod illi quos taliter deputabitis, eos qui latam propter hoc a vobis vel ab eis excommunicationis sententiam incurrerint usque ad satisfactionem condignam excommunicatos publice nuntietis et faciatis ab omnibus artius evitari, et si tales ad cor reversi de procurationibus hujusmodi satisfecerint, vos post integram satisfactionem ab hujusmodi sententia juxta formam ecclesiae absolvant et dispensent cum eisdem si non abstinuerint a divinis officiis sic ligati, injuncto eis quod de jure fuerit injungendum, vobis quoque similem absolvendi et dispensandi cum talibus plenam concedimus potestatem.

XXIII.

Mandement relatif aux collectes dans le diocèse de Tournay.

Viris providis et discretis cantori et domino G., canonico Tornacensi talis in Domino salutem.

Auctoritate litterarum reverendi patris, etc., praesentibus annexarum, quarum nostrae sollicitudini executionem commisit, vobis praecipiendo

mandamus quatenus omnibus decanis christianitatis civitatis et dyocesis Tornacensis per vestras litteras injungatis ut ipsi, ad loca ecclesiasticarum personarum exemptarum et non exemptarum, cujuscunque conditionis vel dignitatis existant, quae ad solutionem procurationum domini legati tenentur personaliter, accedentes, quilibet in suo decanatu, summas procurationum ipsarum eisdem bona fide impositas vice nostra denuntient et quamlibet ipsarum moneant ut dictas procurationes pecuniarias, prout per nos sunt diligenter taxatae, apud Tornacum vobis quos ad hoc instituimus collectores, apportent et solvant infra unius mensis spatium, quod ipsis pro peremptorio assignamus, alioquin ipsos qui infra praescriptum terminum, postquam ad ipsorum notitiam pervenerit, ipsas non solverint, quos in scriptis exnunc suspendimus, suspensos faciatis publice nuntiari prout videritis expedire, ac procedatis in praedicto negotio quoad hoc et alia videlicet in citationibus, excommunicationibus, terminorum coram praedicto legato assignationibus, aliisque processibus faciendum vice nostra juxta formam in dictis litteris nobis ac vobis commissam. Volumus insuper auctoritate eadem ac vobis praecipiendo mandamus quatenus dictas procurationes pecuniarias juxta taxationem factam per nos de bonorum consilio exigatis diligenter et fideliter conservetis, praedicto domino legato, per nos vel, sicut ordinaverimus, per alium, reportandas etc.

XXIV.

Pouvoir donné aux prieurs d'absoudre des sentences d'excommunication portées contre les moines et les frères convers coupables de voies de fait.

Cum monachos et conversos monasteriorum vestrorum ab excommunicatione quam injiciendo manus violentas invicem in seipsos frequenter incurrunt, ex officio vestro absolvere valeatis, auctoritate vobis praesentium indulgemus ut absolvendi eos ab excommunicatione hujusmodi prioribus vestris, cum vos abesse contigerit, possitis committere vices vestras. Nulli ergo, etc.

XXV.

Lettre relative à la détresse de la Flandre [1].

Quoniam vestrarum serie litterarum cognovimus quod ex consueta qua erga nos affluitis pietate, pro nobis estis et ecclesiae nostrae statu solliciti nostri gratia et specialiter hiis diebus attenti quibus nobis amariora propinata sunt pocula, Domino permittente, reverendam paternitatem vestram cupimus non latere quod propitiante Altissimo sani sumus corpore, sed mente concussi et animo consternati pro eventibus infelicibus qui terrae Flandriae contigerunt et bonis nostris per Zelandiam constitutis, unde nullum sperare succursum permittit terrarum discordia, nec securum habere ad eadem commeatum. Et licet mentem nostram et cor nostrum graviter occupent supradicta graviora, tamen doloris conturbamur aculeo quod vos et ecclesiam, reverendam et karissimam matrem nostram, ad quam nostra deficiente nobis fuerat singulariter recurrendum, affligi ultra vires intelleximus, et ob hostiles qui timentur incursus majoribus periculis subjacere, de quo nil restare videmus nisi quod, sic ordinante Domino, suae voluntati benedictae conformemus et nostram, in eo consolationis remedium resumentes qui post tempestatem tranquillum facit et post nubilum dat serenum.

XXVI.

Testament d'Égide de Beerst.

Ego magister Egidius de Berst, cupiens de bonis meis michi a Deo collatis facere et ordinare quod ad ipsius praecipue cedat honorem et glo-

[1] La date de ce document n'est pas indiquée. On peut y trouver la trace des événements dont la Zélande fut le théâtre, soit lors de la bataille de West-Capelle, soit lors de la bataille de Zierickzee.

riam Beatissimae Virginis Mariae, omniumque sanctorum, nomine testamenti seu voluntatis ultimae, quocumque censeatur nomine, a me per praesentes ob animae meae salutem conditi, ordinati et facti, do, lego et relinquo specialiter personis pauperibus et piis locis infra comitatum Flandriae, et non extra, illis videlicet quibus infrascripti executores mei expedire viderint, et quas personas seu quae loca magis noverint indigere ..... capiendas in certo loco et a certis personis, prout in litteris hiis annectendis, meo et domini abbatis de Thosan sigillis signandis, sub testimonio prioris, supprioris et cellerarii de Thosan, duxero exprimendum, dividendas, distribuendas et etiam conferendas dictis personis et piis locis, per venerabiles de Dunis et de Thosan abbates, qui nunc sunt vel qui pro tempore erunt, fratres talem et talem monachos de .... et de ...., quos meos ad hoc executores nomino, eligo et constituo, concedens eis plenam et liberam potestatem dictam summam pecuniae totam dividendi, distribuendi et etiam conferendi, quibus videlicet ex dictis personis et locis, quantum et ad quem usum, magis viderint oportere, ita quod si aliquis ex dictis monachis praesenti negotio non completo decesserit, abbas cujus monachus fuerat, alium de monachis suis, discretiorem quem poterit, subrogabit. Et volo quod si haec praesens ordinatio mea jure non valeât, testimonium valeat jure codicis seu jure cujuslibet alterius ultimae voluntatis, aequitate canonica concedente, salva mihi in omnibus potestate mutandi, addendi, minuendi et haec penitus revocandi, in praesentia tamen et sub testimonio discretorum et litteratorum virorum et non aliter.

XXVII.

La comtesse Marguerite et le comte Gui, son fils, confirment les biens de l'abbaye de Thosan et la prennent sous leur protection.

—

Nos Margareta, Flandriae et Haynoiae comitissa, et ego Guido, filius ejus, comes Flandriae et marchio Namurcensis, notum facimus universis quod, cum religiosi viri, nobis in Christo karissimi, abbas et conventus

de Thosan devotis orationum suffragiis et aliis piis obsequiis variis et diversis nostris multotiens complacuissent desideriis, nos propter Deum et eorum merita gratiosa et ob nostrae, successorum et praedecessorum nostrorum remedium animarum, ut contra possessiones et bona sua et ecclesiae suae omnis calumpniosa prorsus cesset materia et occasio temporibus successivis, dictisque bonis et possessionibus omni tranquillitate gaudeant, etiam omni pace, pro auctoritate, consensu, corroboratione, approbatione et nostrae confirmationis munimine firmius obtinendis, ea fecimus in hiis scriptis redigi specialiter et expresse, videlicet, etc. Igitur abbati, conventui et ecclesiae memoratis super optinendis et possidendis omnibus et singulis praemissis, prout superius sunt conscripta, auctoritatem, consensum, robur et firmitatem sollempniter inpartimur, et ea ipsis abbati, conventui et ipsorum ecclesiae, ex certa scientia, habitoque super hoc diligenti consilio, taliter confirmamus ne per nos vel successores nostros contra dictos abbatem et conventum, ipsorumque ecclesiam, super dictis possessionibus, juribus sive bonis reindefuratio, nec inquisitio in posterum ulla fiat, aliudve per quod praemissa vel aliquod praemissorum possint vel debeant retractari, vel per quod in praedictis ipsa ecclesia in personis sive bonis molestari valeat seu turbari.

Ad haec ipsam ecclesiam, personas et bona ejusdem sub protectione nostra suscepimus, et contra quoscunque in jure suo tanquam terrae Domini ratione prima defendemus. Et ut fides plenaria praesentibus adhibeatur litteris, volumus et expresse concedimus quod huic instrumento per se stetur, absque exhibitione aliarum litterarum seu alia probatione quacunque. Et ad haec praemissa omnia et singula firmiter observanda nos et successores nostros specialiter obligamus. In robur igitur et memoriam perpetuam futurorum vel sic omnium et singulorum praedictorum praesentem cartam concessimus praefatis abbati, conventui et ecclesiae de Thosan sigillorum nostrorum appensione munitam.

XXVIII.

L'abbé des Dunes reconnaît avoir reçu de Gilles de Gand la somme de deux cents livres.

—

Universitati vestrae volumus esse notum quod dilectus noster vir venerabilis dominus Egidius de Gandavo tradidit nobis ducentas libras Parisienses in pecunia numerata, quas ducentas libras nos recepisse et habuisse ac conditionem nostri monasterii ad valorem viginti librarum annuarum, mediante praedicta pecunia, meliorem fecisse, recognoscimus et fatemur. Quas quidem viginti libras annuas dicto domino Egidio nos et successores nostri solvere tenemur et tenebimur, et bona fide nos promittimus soluturos, annis singulis, quoad vixerit, duobus anni terminis, videlicet in festo beati Remigii et in festo Purificationis, pro aequalibus portionibus dividendas, et postquam decesserit dominus Egidius antedictus, dare et solvere promittimus de viginti libris praedictis Henrico filio . . . . . clerico, qui dudum mansit cum eodem, quamdiu in clericatu perstiterit, nullique se matrimonialiter copulaverit, nec contractus usurarios seu feneraticios exercuerit, decem libras Parisienses, quoad vixerit, annuatim, aequa portione ad terminos supradictos. Etiam, si dictus Henricus vitam religiosam, quacumque divina inspirante gratia, duxerit eligendam, et tunc ipsi monasterio quod intrabit, vel illi cui dictum redditum quoad vivet assignabit, solvere promittimus et tenemur. De residuis vero decem libris solvere promittimus filiabus praedicti . . . videlicet tali de . . . et tali de . . . , nunc scolaribus, Deo dante, monialibus futuris, cuilibet earum LX solidos annuatim, ad vitam suam, in festo tali. Postquam autem praedictus dominus Egidius et personae antedictae debitum universae carnis exsolverint, a solutione seu praestatione liberabimur totius redditus praenotati, et taliter quod post decessum praedicti domini Egidii, in morte cujuslibet praedictarum personarum portio seu pars, quam de totali redditu praedictarum viginti librarum recipere consueverant, nobis cedet et penes nostrum monasterium ob remedium praedicti domini Egidii perpetuo remanebit. Et hoc servabitur etiam de portione Henrici praedicti, si, quod absit, se non tenuerit

juxta quod superius est expressum. Ad praemissa autem universa et singula, prout conscripta sunt superius, firmiter observanda, nos et successores nostros, nostrumque monasterium firmiter obligamus, renuntiantes expresse quoad praemissa omnibus exceptionibus juris et facti, exceptioni non numeratae pecuniae, non traditae et non receptae, exceptioni fori, doli mali, omni deceptioni et laesioni, omnique juris auxilio canonici vel civilis, omnibus indulgentiis, gratiis, litteris, privilegiis et instrumentis a Sede Apostolica vel quocumque alio impetratis vel impetrandis, beneficio restitutionis in integrum et omnibus aliis quae praedicto domino Egidio et personis nominatis superius in praemissis obesse possent et nobis prodesse.

XXIX.

Déclaration de Jacques, dit Alverdoe, de sa femme Virginie, et de Sohier de Boneem qu'ils n'ont rien à réclamer des abbés des Dunes et de Thosan.

Noveritis quod propter hoc coram nobis personaliter constituti sua spontanea voluntate et non coacti, Jacobus dictus Alverdoe, Virghina, uxor ejus, et Sygerus, filius dictae Virghinae, quem genuit ex Sigero de Boneem, priore marito suo, recognoscentes pro se et eorum singulis ac Willelmo, Johanne, W. . . . . et Wirgina, liberis etiam dictae Virghinae habitis ex dicto Sygero, quondam, ut dictum est, suo marito, aetate minoribus, se nil juris habuisse vel habere in bonis quondam magistri E. Bonins, et quitaverunt et liberaverunt seu quitos et liberos clamaverunt venerabiles patres de Dunis et de Thosan abbates et quoscunque alios de omni eo, si quod forsitan et formortura dicti magistri de bonis suis quondam pervenire poterat ad eosdem, aut modo quolibet pertinere, ea parte hereditatis dumtaxat excepta quae post dictum magistrum E. supra testimonium ipsius remansit inter suos heredes dividenda. Et praestiterunt praedicti Jacobus, Virghina et Sygerus atque fecerunt plenam securitatem de praedictis Willelmo, Virghina, Johanne et W. . . . . , minoribus aetate, atque

promiserunt pro se et eisdem minoribus, et quilibet eorum in solidum, quod procurabuntur quod praemissa rata et grata habebunt, etiam postquam ipsi minores ad aetatem legitimam pervenerint, renuntiantes in praemissis omnibus exceptionibus vis, metus, doli mali, omni juris et legum auxilio, scripti et non scripti, canonici et civilis, omni privilegio crucis assumptae vel in posterum assumendae, omnibus indulgentiis, litteris et gratiis crucesignatis vel crucesignandis a domino papa vel ejus legato vel alio quocunque praelato seu principe concessis vel in posterum concedendis, omnibus et singulis statutis, consuetudinibus, usibus et legibus quibuscunque, et omnibus aliis et singulis rationibus et cavillationibus, avantagiis, cautelis aut subterfugiis per quas vel per quae praesentes litterae et contenta in eisdem possent vel deberent robur amittere perpetuae firmitatis, et quae ipsis Jacobo, Virginae et Sygero, filio dictae Virginae, aut dictis minoribus seu eorum cuilibet, aut eorum heredibus seu successoribus prodesse, et dictis abbatibus vel qui pro tempore fuerint, obesse possent vel deberent, ad veniendum, dicendum vel faciendum contra praemissa vel aliquod praemissorum. Et promiserunt dicti Jacobus, Virgina et Sygerus pro se et minoribus praedictis, sub fide et juramento ab ipsis coram nobis super hiis praestitis corporaliter, prout decet, quod contra praemissa vel aliquod praemissorum non contravenient seu facient per se vel per alium seu alios in futurum, aliqua ratione, ingenio sive causa, se, suaque bona mobilia et immobilia praesentia et futura coram nobis obligantes et jurisdictioni curiae nostrae et curiae vestrae, domine officialis Tornacensis, supponentes, concedentes etiam pro se et minoribus praedictis se posse compelli per sententiam excommunicationis ad observantiam omnium et singulorum praemissorum, ubicunque eos in futurum contigerit commorari. Et per hoc frater F., portarius de Thosan, quitavit, absolvit et totaliter liberavit quicquid de parte hereditatis praedictae pandaverat seu appropriaverat ad legem villae Brugensis et de Dam, quantum ad praenominatos Jacobum, Virginam et Sygerum aut ad minores praedictos spectare possit, seu pro rata contingente eosdem. Et ut praemissa omnia et singula rata et firma permaneant, praefati Jacobus, Virgina ejus uxor et Sygerus, filius dictae Virginae, pro se et minoribus supradictis W. . . . . . dictum . . . . . . clericum, latorem praesentium, suum coram nobis fecerunt ac constituerunt procuratorem et nuntium specialem ad confitendum et

recognoscendum coram vobis, domine officialis praedicte, praemissa prout superius sunt expressa, et ad impetrandum litteras confirmationis super omnibus et singulis praemissis per quas possent compelli per sententiam excommunicationis ad observantiam omnium et singulorum praemissorum, ubicunque eos contigerit in futurum commorari, ut est dictum, dantes dicto procuratori suo plenam potestatem et mandatum speciale juris in animas ipsorum et eorum singulorum et omnia alia et singula faciendi quae circa praemissa et ea tangentia fuerint oportuna, quicquid dictus procurator nomine ipsorum et eorum cujuslibet super praemissis et praemissa tangentibus dixerit vel fecerit, ratum, gratum et firmum habituri. Quod vobis et omnibus tenore praesentium intimamus. Datum, etc.

XXX.

Lettre de l'abbé de Cîteaux relative à la construction d'une infirmerie dans ce monastère.

Venerabilibus et in Christi visceribus caritate amplectendis universis et singulis coabbatibus suis, necnon caeteris personis Cisterciensis ordinis, frater . . . . , abbas Cisterciensis salutem et illam sollicitudinem dilectionis intimae quam lingua nescit vel calamus enarrare.

Argui posset si genitrix incuriae novercalis suae sustentationis ubera esurienti filio denegaret, et filius affectum abiceret filialem, si matri, cum potest, non subvenit indigenti, quoniam id suadet obligatio foederis naturalis ut sinceriori unione subsistat innata dilecta quam quaesita. Paucis enim apud nos utimur, cum rogamus, tenentes infallibili argumento quod sic in cordibus vestris fervet dilectio erga matrem, ut reservato verborum ambitu interpellet pro nobis habundantius caritas, quae voluntates hinc inde promptas efficit invicem complacendi. Cum igitur, dilectissimi, sicut a nobis fuit nuper in nostro generali capitulo propalatum, in domo Cisterciensi, quae mater est ordinis et origo, ad honorem Dei et communem

utilitatem infirmitorium cum testudinibus construere incipiamus, ut venientes abbates ad capitulum ibidem honorifice recipiantur, opus sumptuosum et pergrande, ad vos summa cum fiducia oculos dirigentes de quorum auxilio pendet operis perfectio memorati, ipsum promovendum relinquimus munificentiae liberali, ut, consideratis utilitate communi et sinceritate qua id non ex debito sed ex mera gratia fieri postulamus, ad opus praedictum tam gratiose, tamque liberaliter manum velitis extendere largitatis, ut in conspectu sedentis in throno merito sit acceptum, et mater liberalitatis et devotionis filios se invenisse gaudeat et laetetur. Caeterum nolentes esse immemores vel ingrati illorum qui nobis in hac parte manum porrexerint adjutricem, fratri D., praesentium portitori, districte injungimus ut quicquid eidem ad dictum opus a caritate vestra gratiae et subsidii fuerit impartitum, nomina conferentium et quantitatem nobis diligenter studeat intimare, ut suo loco et tempore gratiarum vobis referamus gratissimas actio nes. Datum, etc.

XXXI.

Lettre de l'évêque de Tournay par laquelle il engage le clergé du diocèse de Tournay à réclamer des aumônes pour l'achèvement de l'église d'un monastère de l'ordre de Cîteaux [1].

—

...., Dei gratia Tornacensis episcopus, dilectis in Christo filiis decanis, presbyteris, caeterisque ecclesiarum rectoribus in Tornacensi dyocesi constitutis salutem in Domino.

Quoniam, ut ait apostolus, omnes stabimus ante tribunal Christi, recepturi, prout in corpore gessimus, sive bonum sive malum, oportet nos diem messionis extremae misericordiae operibus praevenire ac aeternorum intuitu seminare in terris quod reddente Domino cum multiplicato fructu recolligere debeamus in coelis, firmam spem, fiduciamque tenentes, quo-

[1] Il s'agit ici, croyons-nous, de l'église de Notre-Dame des Dunes.

niam qui parce seminat, parce et metet, et qui seminat in benedictionibus, de benedictionibus et metet vitam aeternam.

Cum igitur dilecti nostri abbas et conventus de . . . . . , Cisterciensis ordinis, Tornacensis dyocesis, advocatae suae Beatae Mariae opere sumptuoso ecclesiam aedificare coeperint, et ad tanti operis consummationem propriae non suppetant facultates, universitatem vestram in Domino exhortamur quatenus, cum nuntius dictorum abbatis et conventus ad vos et loca vobis subdita venerit fidelium elemosinas petiturus, ipsum sine difficultate et exactione qualibet in ecclesiis vestris recipiatis et recipi faciatis, omni alio praedicatore excluso, plebes vobis commissas tam sollicitis quam salutaribus monitis inducentes ut de bonis sibi a Deo collatis pias elemosinas et grata caritatis subsidia dictae ecclesiae conferant et transmittant, ut per haec et alia bona quae, Domino inspirante, fecerint, ad aeternae felicitatis gaudia valeant pervenire. Nos vero de Omnipotentis Dei misericordia et Beatae Mariae semper virginis, omniumque sanctorum meritis et intercessionibus confisi, omnibus vere poenitentibus et confessis qui ad fabricam dictae ecclesiae manum porrexerint largitatis, quadraginta dies et unam . . . . . . de injunctis sibi poenitentiis misericorditer relaxamus.

XXXII.

Permission d'acquérir une rente annuelle de quarante livres pour les pauvres.

Nos talis notum facimus universis ex parte religiosi viri talis nobis esse humiliter supplicatum ut cum fideles aliqui erga portam . . . . . . se velint exhibere beneficos pro pauperum inopia undique ad dictam portam confluentium perpetuo relevanda, dummodo eorum elemosinae in acquisitionem terrarum vel reddituum converterentur ad opus praedictum, et ipsi fructus inde ad vitam suam possent percipere annuatim, tam laudabile dictorum fidelium promovere propositum, ac tantae pauperum utilitati et verecun-

dorum vicinorum egestati qui frequenter, nisi per dictam relevarentur portam, cogerentur, ut accepimus, exulare, consulere favorabiliter dignaremur. Nos igitur qui libenter pauperum Christi negotia purae caritatis et dilectionis brachiis amplexamur, cupientes in petitione Christo, in suis menbris pauperibus videlicet, totis viribus, citoque posse modis omnibus famulari, de plena voluntate et expresso consensu karissimi patris nostri domini . . . . , fieri hoc jubentis, annuimus, concessimus et concedimus portario antedicto quod de dictorum fidelium elemosinis. ad opus praedictae portae pro pauperibus, ut tactum est supra, perpetuo sustentandis, emere seu acquirere valeat erga talem tantum valoris circiter XL librarum annuatim. vel si bona hujusmodi adeptus non fuerit portarius antedictus, quod tantum alibi infra Brugensem castellaniam ad opus praedictum acquirere valeat, dum tamen acquirenda bona feodalia non existant. Nos enim de voluntate, jussu et consensu praemissis, bona hujusmodi, cum acquisita fuerint, extunc dictae portae ad opus et ad usum praedictum pro dicti patris nostri, nostra ac praedecessorum ac successorum nostrorum animabus concedimus et confirmamus perpetuis temporibus obtinenda et possidenda pacifice et quiete.

XXXIII.

Gheila Porede fonde une chapellenie dans l'église de Saint-Baron à Ardenbourg.

Noverint universi quod in nostra praesentià propter hoc personaliter constituta, Gheila, dicta Porede, promisit, fide super hoc praestita corporali, domino Henrico presbytero, curato parrochiali Sancti Bavonis in Ardenburg, promissionem recipienti nomine dictae parrochiae suae seu ecclesiae. quod infra festum Beati Johannis quod erit in anno Domini M° CC° LXXXVIII°, emet et deliberabit redditus annuos valentes singulis annis XV libras ad opus cujusdam capellaniae de dictis redditibus fundandae et deserviendae

in parrochiali ecclesia Sancti Bavonis in Ardenburg praedicta, et eosdem redditus in dotem dictae capellaniae infra dictum terminum assignabit. Quos quidem redditus emptos et deliberatos ad opus praedictum promisit dicta Gheila dicto domino Henrico, praedictis fide et juramento ab eadem praestitis, amortuari procurare, et omnia et singula praemissa promisit eadem Gheila coram nobis, et se promisisse recognovit inviolabiliter observare, nec contra aliquod praemissorum venire in futurum, sub praedictis fide et juramento praestitis ab eadem. Et ad haec omnia et singula praemissa adimplenda obligavit erga dictum dominum Henricum, pro se et ecclesia sua stipulationem seu promissionem recipienti, omnia bona sua mobilia et immobilia praesentia et futura, renuntians omni exceptioni doli mali, deceptionis et omni juris auxilio canonici et civilis quod dictae promissioni possit obesse, quominus in suo robore remaneret.

XXXIV.

Autorisation de se retirer dans un monastère.

Cum talis sollicitudinibus variis et secularibus negotiis tam pro se quam pro aliis retroactis temporibus fuerit occupatus, idem meliora sibi prospiciens et ad cor suum rediens, placuit ei se ab hujusmodi occupationibus et sollicitudinibus parumper subtrahere et animae suae salubrius in posterum providere, et ut haec ejus voluntas securius et commodius valeat adimplere, petiit a nobis locum sibi dari ad habitandum in nostro monasterio.

XXXV.

Recommandation en faveur de deux courriers du pape.

Dilectos nostros Symonem et Paulum, latores praesentium, domini papae cursores ad vos accedentes, caritati vestrae de qua plene confidimus, tenore praesentium duximus propensius commendandos, vos affectuose rogantes quatenus ipsos nostri amoris intuitu taliter commendatos habere velitis quod nostras apud vos preces sibi sentiant fructuosas, nosque vobis exinde teneamur gratiarum referre uberes actiones.

XXXVI.

Il est permis aux religieux de Thosan d'accorder quarante jours d'indulgences.

Talis episcopus omnibus Christi fidelibus praesentes litteras inspecturis salutem in Domino sempiternam.

Noveritis quod nos animarum salutem ferventi desiderio cupientes ac considerantes bonorum operum fructum quem Dominus producit et dignatur per religiosos viros abbatem et conventum de Thosan clementer et continue operari, concedimus eis de Dei omnipotentis misericordia ac beatorum Petri et Pauli apostolorum ejus confisi suffragiis, quod in praedicationibus suis diebus dominicis et festivis infra vel extra suum monasterium faciendis XL dierum indulgentias largiri valeant, cum domini Tornacensis episcopi ad hoc accesserit voluntas et consensus.

XXXVII.

Bref de Boniface VIII en faveur du croisé Jean Huard.

—

Bonifacius episcopus, etc. Dilecto filio praeposito de Corbia, Ambianensis dyocesis, etc.

Conquestus est nobis Johannes dictus Huard, laycus cruce signatus, Morinensis dyocesis, quod Johannes talis et Johannes talis, Robertus Roberti, layci, Mahaud et Maria de . . . . , mulieres ejusdem dyocesis, super terris, debitis, possessionibus et rebus aliis injuriantur eidem, propter quod voti sui executio impeditur. Cum autem dictus Johannes, sicut asserit, dictorum laycorum et mulierum potentiam merito perhorrescens, eos infra Morinensem civitatem seu dyocesim nequeat convenire, discretioni tuae per apostolica scripta mandamus quatenus . . . . audias causam et apostolica auctoritate usuris cessantibus debito fine decidas factum quod decreveris, per censuram ecclesiasticam firmiter observandum. Teste etc., ut supra.

XXXVIII.

Procuration pour l'exécution d'un testament.

—

In nomine Domini amen. Notum sit universis praesens scriptum instrumentum publicum inspecturis quod anno a nativitate Domini M° CCC° IIIIto, indictione secunda, mensis januarii die octava, post vesperas decantatas in sero, domini Bonefacii papae VIII, si vivat, anno nono pontificatus ejusdem, in mei notarii publici infrascripti et testium subscriptorum ad haec subsequentia in testimonium vocatorum et specialiter rogatorum praesentia, propter hoc personaliter constitutus religiosus, honestus et

discretus vir frater W., abbas monasterii de Thosan, ordinis Cisterciensis, Tornacensis dyocesis, asserens veraciter coram nobis ibidem quod in testamento et ultima voluntate, quocunque nomine censeantur, quod et quam anno Incarnationis Dominicae M° CCC°, feria quinta ante festum Beati Nicholai hyemalis, vir providus et discretus quondam G. dictus Wert, eo tempore commorans in villa seu oppido Tenremondensi . . . . et oppidanus ibidem, compos suae mentis, ad Dei omnipotentis, omniumque sanctorum honorem et ob animae suae remedium et salutem, pie tunc condidit de bonis suis ac etiam ordinavit abbatem monasterii de Thosan qui pro tempore illo erat, vel abbatem alium inibi quemcumque futurum, seu etiam aliquem virum ex suis loco sui ponendum seu substituendum, ab eo electum et constitutum a praefato G. fuisse unacum domina K., uxore sua, et Jacobo dicto Wert, fratre G. testatoris praedicti, in suos veros et legitimos testamentarios executores ad exequendum libere et implendum per abbatem de Thosan vel per aliquem virum loco sui et ex parte deputandum, ut est dictum, pariter cum Katerina et Jacobo duobus praedictis, si possint et velint hujusmodi executioni intendere et vacare, sive cum altero ex duobus, sin autem vacare non possint, nec velint, per se solum exequatur omnia et singula in ordinatione testamenti et voluntatis ultimae dicti G. contenta, cum bonis dicti G. testatoris omnibus et singulis, tam mobilibus quam immobilibus, quaecunque sint illa et sub quacunque inveniantur persona, dans, conferens et concedens idem G. testator suis executoribus antedictis plenam et liberam ac omnimodam potestatem exequendi et adimplendi praemissa, sicut sunt in suo testamento et ejus ultima voluntate contenta, in quorum executorum manibus omnia et singula bona sua mobilia et immobilia, ut est dictum, posuit et eadem obligavit in executionem sui testamenti et suae voluntatis ultimae, per eos vel per eum, ut praemittitur, convertenda. Voluit et ordinavit etiam cum praedictis quod nullus heredum suorum bona sua partificet vel aggrediatur, sub aliquo modo vel forma, aut etiam executionem hujusmodi testamenti et ordinationis suae ultimae voluntatis impediat quomodolibet vel perturbet.

Quae praemissa per dominum abbatem allegata et asserta coram me vidi ego J. notarius infrascriptus in ordinatione dicti testamenti in scriptis per flamingum ydyoma redacti, una cum aliis plenius et evidentius contineri, et ea sub consimili sensu, intellectu et conceptione verborum, prout magis

proprie potui, exerpsi et transtuli in latinum, eadem sententia reservata et eodem intellectu retento quod testamentum tenui et legi non cancellatum, nec in aliqua sui parte corruptum, sed plurium personarum sigillis, videlicet dicti G. testatoris, etc., ab ipso G. testatore vocatorum in testes ad pleniorem certitudinem sigillatum, prout haec omnia et singula, tam per dictum testamentum sigillatum et per me lectum quam etiam per praefati abbatis relationem mihi notario infrascripto et testibus prima facie apparebant.

Hujus igitur testamenti virtute et ex auctoritate et potestate super contentis in eo, ipsi domino abbati praedicti monasterii de Thosan, qui nunc est, a praefato G. testatore in hac parte concessis, cujus testamenti in se onere executionis sub praemissis modo et forma faciendae suscepit, cui idem abbas quia negotiis arduis praepeditus ad praesens interesse non potest commode, nec vacare, viros religiosos et discretos talem et talem, ejusdem monasterii fratres monachos suos fecit, constituit et ordinavit suos veros legitimos procuratores, suorum negotiorum gestores et nuntios speciales, et quemlibet eorum in solidum, ita quod non sit melior conditio occupantis et quod per alterum eorum incoeptum fuerit, possit per alium ex eis prosequi et finiri in causis, litibus, quaestionibus, controversiis, executionibus et negotiis suis omnibus et singulis habitis et habendis, cum et coram quibuscunque personis ecclesiasticis, secularibus et mundanis, archidiaconis et episcopis, officialibus, auditoribus, judicibus datis vel dandis, praepositis, decanis, capitulis et quibuscunque praelatis, principibus, universitatibus, communitatibus et communiis, ballivis, subballivis, scultetis, scabinis, consiliis, justitiis, rectoribus et hominibus quibuscunque, cujuscunque praeminentiae, dignitatis, ordinis et status, insuper cujuscunque excellentiae et quorumcunque officiorum existant, sub quibuscunque modo et forma aut conceptione verborum et officiorum statibus ac nominibus censeantur, et specialiter in causa testamentariae executionis praedictae per dictos procuratores seu per alterum eorumdem nomine procuratorio pro ipso abbate faciendae et implendae.

Super quo et quibus omnibus et singulis dictam executionem tangentibus quoquomodo praefatus abbas, executor, ut praemittitur, testamenti praedicti, eisdem procuratoribus suis et cuilibet eorum in solidum commisit plenarie vices suas, donec eas ad se duxerit revocandas, dans, con-

ferens et concedens ipsis procuratoribus et eorum cuilibet plenam et liberam potestatem et speciale mandatum suo nomine in praemissis agendi, petendi, exigendi, recipiendi, distrahendi quondam dicti G. bona, secundum formam et tenorem testamenti praedicti, et faciendi finem, quitationem, refutationem, remissionem et pactum omnibus et singulis personis a quibus receperint vel receperit dicta bona, in quibuscunque rebus consistant, et ex illis solvendi, restituendi et exequendi in quantum se hujusmodi bona extendere potuerint, illa quae in ordinatione dicti testamenti plenius continentur, ut executioni debitae per eos vel per eum juxta dicti testamenti tenorem et formam demandari valeant cum effectu. Ad quae idem dominus abbas per sui sigilli appensionem ad dicti testatoris instantiam et requisitionem se asseruit obligasse et generaliter omnia et singula alia in praemissis et in praemissorum quolibet faciendi et exercendi quae in illis et eorum quolibet et circa illa necessaria fuerint seu opportuna, etiam si mandatum exigant vel exigat speciale, et quae ipse abbas faceret et exerceret seu facere et exercere posset et deberet in praemissis et quolibet praemissorum, si personaliter interesset, ratum, gratum et firmum perpetuo habiturus quicquid per dictos procuratores suos aut per alterum eorum in praedictis et quolibet praedictorum actum, procuratum, executum fuerit sive gestum sub ypotheca rerum dicti monasterii et bonorum.

Actum Brugis in domo quam eo tempore dicta Katerina, vidua praefati testatoris, inhabitabat, anno, indictione, mense, die, hora et pontificatu praedictis, praesentibus honestis et providis talibus et talibus testibus ad praemissa vocatis in testimonium et rogatis.

Et ego J., Tornacensis dyocesis publicus almae urbis Romanae praefecti et sacri imperii romani auctoritate notarius, omnibus et singulis prout superius meo nomine sunt expressa, praesens interfui, una cum testibus praenominatis, et a praefato domino W. rogatus hoc instrumentum publicum ex praemissis confeci, publicavi et in hanc publicam formam redegi, propria manu scripsi atque meo nomine, cognomine et signo solito consignavi.

XXXIX.

L'abbé des Dunes se plaint du receveur du roi de France qui lui a enlevé la possession d'une pêcherie.

—

Coram vobis venerabilibus viris dominis . . . . . illustris regis Franciae consiliariis et magistris proponit procurator abbas et conventus de Dunis, Cisterciensis ordinis, quod magister Gaufridus de Boscho, receptor domini regis in comitatu Flandriae, ipsos a possessione piscariae suae jacentis in loco qui dicitur . . , dejecit seu mandavit dejici, seu dejectionem nomine suo factam ratam habuit, et instrumenta dictae piscariae quae dicti abbas et conventus in dicta piscaria habuerant et posuerant, frangi et rumpi mandavit, seu ea facta nomine suo rata habuit.

Quare supplicat idem procurator dictos abbatem et conventum ad possessionem praedictam restitui et ut eadem possessione gaudere pacifice permittantur, in cujus piscariae possessione et mori praeexistentis de quo moro effosso facta est piscaria tempore dejectionis fuerunt, et eos comites Flandriae qui pro tempore fuerunt, defenderunt ob donationes eisdem inremitabiliter jure hereditario factas de moro praedicto de quo facta est piscaria praedicta, offerens idem procurator vos informare de praemissis tam per cartas bonae memoriae quam per testes.

XL.

Sentence d'excommunication fulminée par Martin IV contre l'empereur Michel Paléologue.

—

Martinus episcopus, servus servorum Dei, ad certitudinem praesentium et memoriam futurorum.

Michaelem Pallealogum qui Graecorum imperator nominatur, tanquam

Graecorum antiquatorum scismaticorum seu in aliquo scismate constitutorum ac per hoc hereticorum, necnon heresis ipsorum ac scismatis antiquati fautorum, de consilio fratrum nostrorum denuntiamus excommunicationis sententiam latam a canone incurrisse ac esse ipsius sententiae vinculo innodatum. Caeterum universis et singulis regibus, principibus, ducibus, marchionibus, comitibus, baronibus et ecclesiis omnibus, cujuscunque sint praeeminentiae, conditionis aut status, necnon universitatibus castrorum et aliorum locorum districtius inhibemus ne cum eodem Michaele Pallealogo, in hujusmodi excommunicatione manente, societatem vel confoederationem aliquam contrahere, sub quovis ingenio vel machinatione, praesumant, vel ei alias in hiis pro quibus excommunicatus est denuntiatus a nobis, praestare consilium, auxilium et favorem publicum vel occultum; et si secus praesumptum fuerit, omnes singulares personas contrarium praesumentes, non obstante quacunque indulgentia sub quavis verborum forma vel expressione ipsis ab Apostolica Sede concessa vel in posterum concedenda, quam quoad hoc viribus volumus omnino carere, sententiam excommunicationis quam exnunc in ipsos ferimus, incurrere volumus ipso facto, et terras ipsorum, necnon universitates praedictas quae secus attemptare praesumpserint, prout expedire videbimus, ecclesiastico subicere curabimus interdicto ad privationem omnium bonorum quae a quibuslibet tenent ecclesiae et ad poenas alias spirituales et temporales, prout utile putabimus, processuri, et nichilominus societatem et confoederationem ipsas, et si poenarum juramenti adjectione vel quacunque fuerint alia firmitate vallatae, omnibus viribus vacuamus et esse decernimus irritas et inanes.

XLI.

Investiture d'un fief.

Salutem et affectuosae dilectionis plenitudinem cum honore.

Ego talis, miles, notum facio universis praesentes litteras inspecturis quod talis quondam feodotarius meus bonae memoriae vendidit, dum ad-

vixit, justo praetio, interveniente W. dicto . . . . . . , decem mensuras terrae, etc., quam quondam dictus talis tenebat a me in feodum, ex quibus terris jacent tres mensurae, etc.; et totam terram praedictam reportavit idem Johannes ad plenam legem et per judicium hominum seu feodotariorum meorum in manus meas, et exivit, werpivit et effestucavit eamdem ad opus W. memorati. Et ego, adhibita in praemissis sollempnitate debita et consueta, factoque mihi homagio ab eodem W. de praedicta terra, coram hominibus meis investivi ipsum de eadem terra, ipsamque ei tradidi in feodum a me et haeredibus meis de se, suisque haeredibus in perpetuum tenendam et possidendam, liberam et absolutam ab omni jugo et servitio feodali, eo solum excepto quod idem W. et haeredes sui successive post ipsum mihi, meisque haeredibus successive post me tradere tenebuntur unum par chirothecarum de cervo, vel, si maluerint, tres solidos Flandrenses pro eisdem singulis annis in perpetuum, postquam ipse vel haeredes sui a me vel haeredibus meis, seu meo vel ipsorum certo nuntio, post lapsum diei Sancti Bavonis fuerint requisiti. Quam quidem terram feodalem ego pro me et haeredibus meis promitto et teneor bona fide eidem W. et suis haeredibus grandizare contra quoscunque eodem modo quo dominus feodi suo feodotario feodum suum garandizare tenetur. In cujus, etc.

XLII.

Lettre du sire de Vorne, châtelain de Zélande, à la comtesse de Flandre relativement à l'achat de certaines rentes en Flandre.

—

Illustrissimae dominae suae in Christo karissimae dominae E. comitissae et marchionissae Namurcensi fidelis suus dominus de Vorne, Zelandiae castellanus, salutem et quicquid potest servitii et honoris.

Cum dilecti mei tales voluntatem habeant disponendi de bonis suis, quae honestis negociationibus et laboribus acquisierunt, ad suarum profectum et commodum animarum, nobilitatem vestram requiro quatenus propter

Dominum et preces meas praedictis licentiam concedatis emendi in Flandria redditus usque ad summam triginta librarum annuatim, vel terras, unde annis singulis levare poterunt summam reddituum praedictorum, ita quod licentia vestra ad hoc extendatur quod praedictos redditus sive terras in morte sua nomine testamenti possint libere alicui religioso collegio assignare, et super hac licentia vestra ad opus praedictorum litteras vestras patentes dare dignemini nuntio meo praesentium portitori.

XLIII.

Autorisation donnée à un prêtre qui a pris la croix pour se rendre à Jérusalem, de se faire remplacer pendant trois ans par un vicaire.

Noveritis quod constitutus coram nobis dominus curatus . . . . , crucesignatus et terram Jherosolimitanam visitare paratus, cum a venerabili viro domino Trajectensi electo liberam haberet facultatem a festo beati Remigii anni Domini MLXXXII per sequens triennium ydoneum vicarium in ecclesia sua constituendi et de proventibus ecclesiae suae libere disponendi, idem J. dominum . . . . . . curatum loco suo constituit, ut XVI libras Lovanienses, quas annuatim de proventibus ecclesiae suae levare debebat pro debitis suis solvendis ac suis elemosinis faciendis seu aliis usibus suis necessariis, reciperet et in loco tali sub custodia talis deponeret, et secundum ordinationem seu dispositionem memorati J. disponeret, quamquidem dispositionem ipse dominus J. ante aggressum sui itineris declarabit. In cujus, etc.

XLIV.

Examen de la demande d'une abbesse qui, à cause des périls de la mer, désire établir ailleurs son monastère.

Cum abbatissa et conventus de .... velint ad vitanda maris pericula se transferre, vobis mandamus benigne rogantes quatenus ad utrumque locum personaliter accedentes, hiis diligenter inspectis, quod vobis visum fuerit expedire auctoritate nostra, quam vobis quantum ad hoc totalem committimus, fieri jubeatis.

XLV.

Délimitation des paroisses de Saint-Nicolas et de Belcele.

Noveritis quod nos ...... freti vice domini episcopi Tornacensis in limitatione parrochiarum Sancti Nicholai et de Bersele, propter hoc personaliter accedentes ad confinia dictarum parrochiarum, de consilio bonorum et prudentum virorum vicinorum parrochianorum, terminos saepedictarum parrochiarum distinximus in hunc modum quod parrochia Sancti Nicholai distinguitur a parrochia de Bersele in termino qui Dalstrata dicitur, secundum quod idem terminus extenditur usque ad rivulum qui dicitur Puenbeke, et ab eodem Puenbeke secundum quod procedit rivulus, terminus extenditur usque ad pontem, etc. Haec autem acta sunt in praesentia talium et talium.

XLVI.

Approbation de cette délimitation.

—

. . . . . . , Dei gratia Tornacensis episcopus universis praesentes litteras inspecturis, salutem in Domino.

Noverit universitas vestra quod limitationem factam per dilectos tales super parrochiis quibusdam in Wasia constitutis, videlicet de Bersele, Sancti Nicholai et Sancti Pauli quae de novo constructa est, ratam et gratam habemus et pontificali auctoritate confirmamus : hoc tamen extante quod si recompensatio facta praedictae parrochiae de Bersele pro domo talis et quibusdam terris adjacentibus de novo ad parrochiam Sancti Nicholai assignatis minus sufficiens reperta fuerit, per praefatum archidiaconum ad recompensationem condignam reducatur. Datum, etc.

XLVII.

Mesures à prendre pour forcer un chanoine de Cambray à payer les frais d'un procès.

—

Officialis sedis metropolitanae Remensis vacantis decano christianitatis Cameracensi, salutem in Domino.

Cum nos, justitia exigente, dominum Michaelem canonicum capellae Sanctae Trinitatis Cameracensis Stephano dicto Poterio in septem libris et tribus solidis Parisiensibus condempnaverimus, a nobis taxatis et a procuratore ipsius Stephani super hoc potestatem habente juratis, pro expensis factis in lite habita coram nobis inter partes praedictas, vobis auctoritate sedis praedictae praecipiendo mandamus quatenus dictum Michaelem ad ejus domicilium aut in ecclesia Cameracensi in qua beneficium dicitur

8

habere, competenter moneatis ut infra xv dies post monitionem vestram dicto Stephano super dictis vii libris et xiii solidis satisfaciat competenter, alioquin ipsum extunc ab officio suspendatis, et si suspensionis sententiam per octo dies alios sustinuerit, ipsum extunc excommunicetis, sine alterius exspectatione mandati, etc.

Officiali vero Cameracensi tenore praesentium damus in mandatis quatenus dictum executorem ac exequendum praemissa compellat.

XLVIII.

Différend judiciaire entre les échevins de Damme et Marthe, veuve, béguine et croisée.

Dicunt scabini et laycalis justitia de Dam contra Martham, relictam Johannis, beghinam, quod cum dicta Martha eosdem scabinos et justitiam coram officiali Tornacensi super quibusdam talliis, extorsionibus et rebus aliis, prout in petitione inde formata plenius continetur, traxisset in causam, ex parte dictae Marthae fuit propositum coram eodem officiali, in modum attemptatorum contra dictos scabinos et justitiam, quod dicti scabini et justitia laycalis lite praedicta et citatione pendentibus coram eo inter partes praedictas et occasione litis et causae judicaverunt de facto, cum de jure non possent, domum dictae actricis et bona in illa existentia pandaverunt et adhuc pandata detinent, et dictam actricem coram ipsis scabinis et justitia, lite pendente et occasione litis ejusdem, spreta inhibitione sibi facta per officialem praedictum adjornari debere, et ibidem eam coram se procedere et respondere debere; et alia judicia protulerunt contra eamdem, prout in petitionibus et actis inter dictas partes confectis plenius continetur.

Idem .... officialis non ex deliberatione praehabita in praemissis procedens pro dicta Martha contra scabinos et laycalem justitiam antedictos, diffinitivam seu diffinitivas sententiam seu sententias promulgavit; a

quibus tanquam iniquis pars dictorum scabinorum et justitiae laycalis competenter et legitime ad curiam Remensem appellavit.

Unde petunt dicti scabini et justitia laycalis dictas sententias tanquam iniquas, et quicquid secutum est ex eis vel ob eas contra dictos scabinos et justitiam laycalem, denuntiari penitus non tenere, et haec dicunt et petunt in omnibus juris beneficio sibi salvo.

Ad quae respondet Gerardus de Bruaco, clericus, procurator dictae Marthae, per litteras decani christianitatis Brugensis, appellator esse de facto et non de jure, et feria quarta post Cantate est dies assignata dictis partibus ad reportandum universa acta dictarum causarum sub sigillo curiae Tornacensis interclusa, et P. dictus . . . . . fuit procurator pro dictis scabinis et justitia laycali per litteras presbyterorum de Dam et decani christianitatis Brugensis, et ex habundanti cavit dictus procurator cum illo mandato sub poena XL solidorum Parisiensium de rehabitione ad diem habenda voce vel litteris. Datum, etc.

Item feria quarta post Trinitatem est dies assignata Marthae, relictae Johannis viduae, beghinae crucesignatae, contra laycalem justitiam et scabinos de Dam, et e contrario ad disputandum super actis remissis; et tenentur dicti laycalis justitia et scabini reddere beghinae vel ejus procuratori ad diem ante litis ingressum sex solidos Parisienses pro medietate reportationis actorum. Talis et talis fuerunt procuratores. Datum, etc.

Die assignata ad disputandum super actis remissis in causa appellationis quae vertitur in curia Remensi inter scabinos et laycalem justitiam de Dam, ex una parte, et Martham relictam . . . . . . ex altera, in ea causa in qua condempnati sunt dicti scabini et laycalis justitia dictae Marthae, in hunc modum judicia et decreta lite pendente facta, de quibus in petitione dictae actricis fuit mentio, et quicquid ex eis secutum est, sententialiter irritamus, irritaque esse debere denuntiamus, ad elidendam et perimendam intentionem dictae Marthae et ad sui defensionem, et ad hunc finem ut dicta sententia infirmetur, peremptorie proponit pars dictorum scabinorum et laycalis justitiae contra dictam Martham quod dicta Martha, multo tempore ante editionem petitionis dicti attemptati in quo lata est dicta sententia, supplicavit et petiit a dictis scabinis et laycali justitia quod pandarent et pandari facerent et secum irent ad pandandum debitores dictae Marthae et specialiter domum Nicholai filii Johannis pro quodam debito

in quo dicebat domum dicti Nicholai sibi esse obligatam, et quod dicta Martha promisit et fidejussores dedit stare juri coram eis super pandatione quam fieri per eos petebat, et ad ejusdem Marthae instantiam praedicti scabini et laycalis justitia de Dam pandationem de qua fit mentio in petitione prioris judicii contra dictum Nicholaum fecerunt.

Qua pandatione facta, dictus Nicholaus conquestus fuit apud dictos laycalem justitiam et scabinos quod dicta pandatio erat injusta, et super hoc petiit et supplicavit ad sui defensionem contra dictam pandationem citari seu adjornari dictam Martham ad procedendum coram eis super dicta pandatione quam dicebat et dicere intendebat contra dictam Martham esse injustam.

Qua petitione audita, dicti scabini et justitia dixerunt ex causa praedicta dictam Martham posse et debere adjornari coram eis contra dictum Nicholaum super pandatione praedicta, et ipsam debere coram ipsis procedere super dicta pandatione, secundum legem villae de Dam, et hoc facere, decernere et judicare potuerunt secundum quod decretum extitit per eos per legem villae de Dam praedictae ad instantiam dicti Nicholai se defendentis in pandatione praedicta, cum partibus evocatis negotium hujusmodi tractari deberet et etiam agitari, et praemissa fecerunt secundum jus, legem et consuetudinem villae de Dam, et non occasione litis et causae quae inter partes praedictas in curia Tornacensi vertebatur: quare petunt dicti scabini et laycalis justitia de Dam dictam sententiam contra illos latam infirmari, et quae in facto consistunt vel quod sufficiat de eisdem, offerunt se dicti scabini et laycalis justitia villae de Dam legitime probaturi, et petunt se per beneficium appellationis ad probandum admitti.

Datum anno Domini M°, etc. Actum per dominos Guidonem de Boy, Rufinum et magistrum W. de Valencenis advocatos pro dictis scabinis et laycali justitia.

Ad quae respondet Gerardus de Bruaco clericus procurator dictae Marthae, ut prius, quod dictum factum, prout est propositum et narratum et ad finem ad quem est propositum, non valet, nec est admittendum. Et feria quarta post festum Beati Barnabae apostoli est dies assignata dictis partibus ad interloquendum utrum dictum factum sit admittendum, necnè, salvis rationibus dictae Marthae. Et talis fuit procurator partis adversae.

XLIX.

Le pape Martin IV confère un canonicat à Bruges et la prévôté de la même ville à un archidiacre d'Amiens.

—

Martinus episcopus etc., dilecto filio etc. Laudanda tuae probitatis merita quorum notitiam nobis a longis retro temporibus experientia familiaris exhibuit, benigna meditatione pensantes, considerantes attentius non levia laborum onera et indefessae sollicitudinis studia quae in nostris et Apostolicae Sedis obsequiis obsequendis, commissi tibi officii ratione, supportas, dignum duximus, quinpotius debitum arbitramur ut personam tuam specialibus praeveniamus gratiis et honoribus congruis attollamus. Intendentes igitur te hujusmodi meritorum suffragiis circumfultum praerogativa favoris et gratiae prosequi specialis, canonicatum .... Tornacensis dyocesis, cum plenitudine juris canonici, ac praepositaram ipsius ecclesiae vacantem ad praesens per mortem quondam W. de Alvernia, olim ecclesiae praedictae praepositi, nuper apud Sedem Apostolicam decedentis, cum nullus praeter nos praepositaram illam conferre valeat, constitutione felicis recordationis Clementis papae praedecessoris nostri super personatibus, dignitatibus, praebendis aut beneficiis ecclesiasticis apud sedem ipsam vacantibus per romanum duntaxat pontificem conferendis edita obsistente, ac nondum tempus effluxerit statutum per moderationem piae memoriae Gregorii papae decimi, praedecessoris nostri, super hoc adhibitam in concilio Lugdunensi; necnon et praebendam integram non sacerdotalem nulli alio de jure debitam, si qua in praedicta ecclesia vacat, ad praesens cum omnibus juribus et pertinentiis suis tibi archidyaconatum de Pontivo quem in ecclesia Ambianensi obtinebas libere in nostris manibus resignanti, apostolica auctoritate conferimus et providemus de illis, teque per nostrum annulum investimus praesentialiter de eisdem. Si vero nulla talis praebenda vacat ad praesens in Brugensi ecclesia supradicta, nos praebendam hujusmodi proximo inibi vacaturam quae similiter de jure nulli debeatur alii conferendam, tibi donatione apostolica reservamus, decernentes exnunc irritum et inane si secus super hiis a quoquam contingerit attemptari, tibi dispen-

sative nichilominus concedendo ut praeposituram eamdem una cum praepositura de Massengoyo quam in ecclesia Carnotensi et praebendis quas in eadem Carnotensi, Novionensi, Ambianensi ecclesiis, et canonicatibus quas in praedictis ecclesiis obtines, possis licite retinere, non obstantibus constitutionibus concilii generalis, aut si aliqui super provisione facienda sibi de personatu vel dignitate seu praebenda vel aliis beneficiis in eadem ecclesia Brugensi specialiter, aut in illis partibus generaliter nostras vel praedecessorum nostrorum Romanorum pontificum, vel Sedis Apostolicae legatorum, sub quavis forma, litteras impetrarunt, quibus te in ipsorum canonicatus et praepositurae Brugensis assecutione praeferri volumus de gratia speciali; sed quoad assecutionem aliorum personatuum vel dignitatem praebendarum aut beneficiorum ecclesiasticorum nullum per hoc praejudicium generari volumus, aut earumdem ecclesiarum consuetudinibus et illa potissime quae in Brugensi ecclesia dicitur observari quod habenti beneficium alibi non potest ipsius ecclesiae praepositura vel praebenda conferri, vel statutis contrariis juramento, confirmationeve Sedis Apostolicae vel quacunque firmitate alia roboratis, seu si dilectis filiis decano et capitulo ejusdem ecclesiae Brugensis communiter vel divisim aut aliquibus aliis a Sede sit indultum, eademque ad receptionem vel provisionem alicujus minime teneantur, et ad id compelli non possint, aut quod de personatibus, dignitatibus, praebendis vel beneficiis ad eorum collationem, electionem, praesentationem vel aliam dispositionem spectantibus nulli valeat provideri per litteras apostolicas quae de indulto hujusmodi plenam, certam, determinatam et expressam non fecerint mentionem, et qualibet alia praefatae sedis indulgentia generali vel speciali cujuscunque continentiae vel tenoris existat per quem praesenter non expressam vel totaliter non insertam effectus hujusmodi nostrae gratiae impediri valeat quomodolibet vel differri et de quo cujusque toto tenore de verbo ad verbum in nostris litteris habenda sit mentio specialis, seu quod in praedicta Carnotensi praepositura de Massengoyo et in eadem ac Senonensi et Ambianensi ecclesiis canonicatus et praebendas, sicut praemittitur, nosceris obtinere, sive quod non es praesens ad praestandum de observandis statutis et consuetudinibus ejusdem ecclesiae Brugensis solitum juramentum, dummodo in absentia tua per procuratorem ydoneum, et cum ad ecclesiam ipsam perveneris juxta ipsius ecclesiae corporaliter illud praestes, proviso

quod memorata praepositura de Massongoyo debitis obsequiis non fraudetur et animarum cura in ipsa, si ei immineat, nullatenus negligatur. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostrae collationis, provisionis, investiturae, reservationis et constitutionis infringere vel ei ausu temerario contraire : si quis autem hoc attemptare, etc.

L.

Les religieux de l'ordre de Citeaux réclament l'exemption des tailles levées en Flandre.

—

Vestrae magnificentiae quae pie supplicantibus benignum consuevit praebere auditum, monstrant religiosi Cisterciensis ordinis per Flandriam constituti quod licet a Sede Apostolica ipsis et toti Cisterciensi ordini sit indultum ut nil penitus principibus, nobilibus seu aliis, ratione advocatiae, custodiae aut defensionis, seu pro aedificatione villarum aut munitione castrorum vel locorum, aut aliis usibus quibuscunque, ministrare teneantur, sed prohibeantur districte, quodque ab eisdem principibus, nobilibus et aliis eorum bona talliari non debeant aut aliquibus exactionibus aggravari, a diversis etiam romanis pontificibus postmodum sit adjectum quod quicunque praelati ecclesiasticaeve personae collectas tallias et caetera hujusmodique exactionem vel coactionem aliquam sapiunt vel ingerunt. sub quovis titulo, modo vel quaesito colore praestiterint, et principes, barones, potestates, officiales vel rectores civitatum vel castrorum, quocunque censeantur nomine, seu quicunque alii talia imposuerint et exegerint, aut qui scienter in praemissis dederint auxilium, consilium vel favorem, publice vel occulte, eo ipso sententiam excommunicationis incurrant, universitates quoque seu communitates ecclesiasticae sint suppositae interdicto, a quibus sententiis praeterquam in mortis articulo absolvi nequeant sine Sedis Apostolicae auctoritate et licentia speciali, tam imponentes quam dantes et caeteri supradicti. Nichilominus tamen quidam muniti litteris domini et

communitatum villarum Flandriae in quibus continetur ut omnes terram habentes in Flandria de singulis bonis solvant tres solidos, sub poena dupli exigendi ab ipsis, absque diminutione cum principali quod petitur, nisi infra praefixum terminum inde fuerit satisfactum, ad ipsorum Cisterciensium loca accedentes, nullam in hac parte licentiam vel auctoritatem Sedis Apostolicae, ut ipsum requirent negotium juxta constitutiones super hoc editas, ostendentes aut praetendentes, immo potius auctoritate propria, quasi dicti Cistercienses privilegiati non essent aut nichil super hiis ab ipsa Sede provisum, inhibitum aut etiam diffinitum fuisset, ipsos Cistercienses cum aliis nituntur involvere, praemissa in ipsorum grave periculum et animarum dispendium contra dicta privilegia et statuta ecclesiastica exigendo.

Praeterea dicunt ipsi Cistercienses praedicti quod pro tuitione patriae ab initio guerrae tantum de suis contulerint paratioribus bonis in blado, animalibus, pecunia et aliis, quod extenuati et exhausti, pauperesque effecti, non habent in bonis quae ulterius conferant aut unde commode se sustentent seu valeant gubernare. Quare humiliter supplicant et devote requirunt religiosi Cistercienses praedicti quatenus praemissis pie consideratis a praemissorum ab eis petitione et coactione penitus desistatur, nec ad hujusmodi impossibilia compellantur, aut vetita talia quae in suarum conscientiarum vergant laesionem et exigentium grave periculum et non modicum detrimentum; nam revera faciendi impossibilitas undique ipsos excusat potius quam voluntas.

LI.

Obligation de payer une rente de vingt livres.

Universitati vestrae volumus esse notum quod dilectus noster dominus . . . . . . tradidit nobis ducentas libras in pecunia numerata, quas cc libras nos recepisse et habuisse, ac conditionem nostri monasterii ad valorem xx

librarum annuarum mediante pecunia praedicta meliorem fecisse recognoscimus et fatemur, quas quidem xx libras annuas dicto domino . . . . . nos et successores nostri solvere tenemur et tenebimur, et bona fide nos promittimus soluturos annis singulis quoad vixerit, duobus terminis anni videlicet in festo . . . . et in festo Purificationis pro aequalibus portionibus dividendas; et postquam decesserit dominus . . . . . . antedictus, dare et solvere promittimus de xx libris praedictis tali clerico qui dudum mansit cum eodem quamdiu in clericatu praestiterit, nullique se matrimonialiter copulaverit, nec contractus usurarios seu feneraticios exercuerit, decem libras quoad vixerit, annuatim aequa portione ad terminos supradictos, etiamsi dictus Henricus vitam religiosam quamcunque divina inspirante gratia duxerit eligendam, et tunc ipsi monasterio quod intrabit, vel illi cui dictum redditum quoad vivet assignabit, nos solvere promittimus et tenemur. De residuis vero x libris solvere promittimus filiabus domini H. de Spec. . . . . , videlicet Elizabethae de Nova Jherusalem et Margaretae de Markette, nunc scolaribus, Deo dante, monialibus futuris, cuilibet earum LX solidos annuatim ad vitam suam in festo Beati Martini hyemalis, et Elizabethae de Brugis moniali de Sancta Columba XL solidos, et Margaretae de Curtraco, famulae ad praesens dictae dominae E., in quocunque statu vel habitu fuerit, XL solidos quoad vivent ad terminum supradictum.

Postquam autem praedictus dominus .... et personae antedictae debitum universae carnis exsolverint, a solutione seu praestatione liberabimur totius redditus antedicti, et taliter quod post decessum dicti domini . . . . . . in morte cujuslibet praedictarum personarum portio seu pars quam de totali redditu praedictarum xx librarum recipere consueverat, nobis cedet et penes nostrum monasterium ob remedium animae praedicti domini...... perpetuo remanebit, et hoc servabitur etiam de portione Henrici praedicti, si, quod absit, se non tenuerit juxta quod superius est expressum.

Ad praemissa autem universa et singula, prout conscripta sunt superius, firmiter observanda nos et successores nostros, nostrumque monasterium firmiter obligamus, renuntiantes expresse quoad praemissa omnibus exceptionibus juris et facti, exceptioni non numeratae pecuniae, non traditae et non receptae, exceptioni fori, doli mali, omni deceptioni et laesioni, omnique juris canonici auxilio vel civilis, omnibus indulgentiis, gratiis, litteris, privilegiis et instrumentis a Sede Apostolica vel quocunque alio

impetratis vel impetrandis, beneficio restitutionis in integrum et omnibus aliis quae praedicto domino .... et personis nominatis superius in praemissis obesse possent et nobis prodesse. In cujus rei, etc.

LII.

Autorisation accordée aux religieux des Dunes de se servir des écluses de Grode.

Noveritis quod nos concessimus et permisimus venerabilibus viris domino abbati et conventui de Dunis ut per terras et slusas nostras de Groda wastinas seu terras suas de moro jacentes super Lievam ab austro exaquare possint, usque ad nostram revocationem, si forsan nos in posterum ex aquis dictarum terrarum seu aliarum quarumcunque contigerit praegravari, ita tamen quod per dictam revocationem nostram in petenda exaquatione terrarum hujusmodi, ubi petenda fuerit, nullum ipsis praejudicium generetur. Pro quarum terrarum exaquatione ac slusarum et aquaeductuum reparatione custus necessarios pro rata praedictarum terrarum suarum seu wastinarum apponere tenebuntur quotiens super hoc ex parte magistri de Groda pro tempore fuerint requisiti. In cujus rei, etc.

LIII.

Plaintes relatives à la levée des tailles sur les biens ecclésiastiques dans la châtellenie de Bruges à l'époque du siége de Zierickzee.

Gravis et dolore non vacua ecclesiasticarum personarum tam secularium quam religiosarum Brugensis castellaniae nobis insinuatio patefecit quod

quidam temporale dominium obtinentes ibidem et eorum subditi, ac etiam villarum et locorum universitates seu communitates castellaniae praedictae, matrem ecclesiam ac ejus beneficia recognoscentes minime, ut ingrati, immo quod gravius est, ipsius non solum jura minuere aut laedere, verum etiam ipsius nitantur totaliter subvertere libertates irreverenter, ausu sacrilego, Dei timore postposito, in legem et constitutionem summi pontificis bonae memoriae domini Bonifacii papae octavi super hoc editam committentes, dictas personas ecclesiasticas seculares et religiosas talliando, et eisdem invitis et renitentibus seu terris ipsorum sive bonis tallias graves et collectas imponendo, contra constitutionem praedictam super hoc editam in favorem ecclesiasticae libertatis a summo pontifice supradicto, hujusmodi tallias et collectas, et specialiter nunc duodecim denarios, quos in obsidione villae de Zirichee de facto [1], cum de jure nequierint, imposuerunt dictis personis irrequisitis, et dum sciverunt invitis et renitentibus, de mensura qualibet terrarum quas infra dictam castellaniam possident, exigendo, et ipsas vexando et multipliciter molestando, contra quasdam ex eis per bonorum captiones jam processerunt et contra alias minantur se similiter processuros in dictae constitutionis elusionem, ita ut deterioris conditionis factum sub eis sacerdotium videatur quam sub Pharaone fuerit, qui divinae legis notitiam non habebat; nam ille omnibus aliis servituti subactis ministros templorum et possessiones eorum in pristina libertate dimisit et eis de publico alimoniam ministravit. Isti vero onera sua ecclesiis et personis ecclesiasticis imponere student, et quae agenda fuerint de bonis dictarum personarum usibus deputatis volunt fere cuncta compleri, non attendentes quod super personis ecclesiasticis et earum bonis nulla sit ipsis attributa facultas, quos obsequendi manet necessitas, non auctoritas imponendi. Cumque idem Romanus pontifex, juxta sacrorum canonum instituta, volens salubria contra morbum hujusmodi remedia invenire, in omnes personas cujuscunque praeeminentiae, conditionis aut status fuerint, quae circa praemissa culpabiles inventae fuerint, excommunicationis, in universitates vero seu communitates locorum vel villarum interdicti sententias ipso facto tulerit, minime absolvendas absque mandato Sedis Apostolicae nisi laboraverint in extremis in mortis articulo constitutae, nos compa-

[1] Ce fut au printemps de l'année 1304 qu'une armée flamande mit le siége devant Zierickzee.

tientes Sanctae Matri Ecclesiae, in praemissis volentes ex officio nostro constitutionem dictae Sedis ut executor juris solum exequi, et delinquentes seu committentes in ipsam juxta tenorem ipsius publice nuntiari, ne una persona aliam seu unus populus totum patriae populum contaminet aut qualemcunque materiam tribuat gravius delinquendi, vobis omnibus et singulis, sub poena suspensionis et excommunicationis quas in vos ferimus in hiis scriptis, si in executione praesentis mandati negligentes fueritis aut remissi, districte praecipiendo mandamus quatenus omnes illos et singulos quos in praemissorum exactione et specialiter duodecim denariorum ante viltam de Zirichee contra tenorem dictae constitutionis dictis personis et locis ecclesiasticis impositorum, quos nunc et in posterum quicquam contra praemissa inveneritis attemptasse per bonorum captionem, seu aliter quoquo modo excommunicatos, si singulares personae, vel interdictos, si universitates seu villarum vel quorumcunque locorum communitates extiterint, publice ubicunque et quotienscunque requisiti fueritis, nuntietis et enitetis ac faciatis arctius ab omnibus usque ad satisfactionem condignam et donec a Sede praedicta fuerint absoluti.

LIV.

Consultation d'un docteur de Tournay sur les règles à observer en Flandre par les religieux de l'ordre de Citeaux en temps d'interdit.

Alicui monasterio a Sede Apostolica est indultum sic : Cum commune terrae interdictum fuerit, liceat vobis nichilominus in monasterio vestro, excommunicatis et interdictis exclusis, divina officia celebrare.

Primo quaeritur an fratribus praedicti monasterii liceat pulsatis campanis et januis apertis alta voce cantare tempore generalis interdicti, et videtur quod sic quoniam privilegium praedictum generaliter quod excommunicatis et interdictis exclusis, etc., non pulsari campanas, aperiri portas et alta voce cantari prohibet; ergo generaliter intelligendum est.

Item si papa voluisset prohibere campanas pulsari, portas aperiri et alta voce cantari, ista expressisset sicut de excommunicatis et interdictis expressit.

Item beneficium principis late intelligendum est.

Econtra videtur quoniam campanas pulsari, portas aperiri et alta voce cantari tempore generalis interdicti prohibita intelliguntur; si enim ista fierent, dissolveretur et vilesceret ecclesiastica disciplina. Cum ergo privilegium praedictum nichil de istis contineat, non licet ea facere.

Item si ista viderentur concessa per privilegium supradictum, frustra impetraretur expresse ab Apostolica Sede: frustra enim precibus impetratur, quod jure est. Cum ergo quod januis apertis possit celebrari impetretur in privilegium a domino papa, apparet quod istud non licet si in privilegio expresse non contineatur, quare non videtur quod praedicti fratres possint celebrare campanis pulsatis et januis apertis et alta voce. Hoc ultimum credo esse verum.

Secundo quaeritur de modo pulsandi et cantandi quum scilicet modum in istis servare debent fratres praedicti. Respondeo quod non debent pulsare sic alte, nec cantare quod populus videatur induci seu vocari ad audiendum officium divinum, quoniam per hoc unitas ecclesiastica videretur dividi, si in terra generaliter interdicta sic alte pulsarent et cantarent, quod esse non debet, sed submissa voce cantare possunt et debent: et credo quod aliquam campanam plane pulsare possent quod magis ad congregandum fratres quam ad aliud videantur facere.

Tertio quaeritur utrum praetextu praedicti privilegii possint fratres hujusmodi monasterii celebrare in grangiis ejusdem monasterii, et est dicendum quod non, quoniam privilegium solummodo extenditur ad ea et servandum est in hiis quae in eo continentur.

Item praedictum privilegium concessum est monasterio, unde monasterio non egreditur, quare cum in dicto privilegio non contineatur de grangiis, non possunt ejus praetextu fratres in grangiis monasterii celebrare divina.

Quarto quaeritur quid juris de fratribus religiosis qui juris ignorantia et simplicitate et innocentia ducti credebant ex praedicto privilegio sibi licere divina celebrare in grangiis ipsius monasterii et divina celebraverint in illis.

Item quid juris de praelato eorum qui ignorantia juris et simplicitate et innocentia consensit fratres in hujusmodi grangiis divina celebrare, et videtur quod isti non excusentur, sed irregularitatem incurrunt et suspensionem, quoniam violatores interdicti ipso jure fiunt suspensi et irrégulares; sed isti violaverunt interdictum celebrando divina in grangiis interdictis. Nam, cum interdicitur locus, nichil aliud est dicere quam interdicere clericis ne ibi celebrent vel divina ministrent sacramenta conferendo. Potius enim videtur interdictum factum hominibus quam loco. Locus enim tanquam res inanimata nec officiorum, nec sacramentorum est capax, cum ratione et intellectu careat, nec potest delinquere, nec obediens vel inobediens reputari, quia nec res animata etiam sensu carens, quae ratione delicti sui, nec suspendi, nec interdici potest. Cum igitur dico: interdico talem locum, hoc est dicere: interdico ne quis in tali loco celebret; ideo si quis contravenerit, ex vi prolationis hujus sententiae est suspensus et irregularis. Quare videtur quod praedicti fratres qui celebraverint in grangiis, sint irregulares et suspensi, nec ignorantia excusat eos, quoniam ignorantia juris nec probabilis est, nec excusat, maxime si potuerint consulere peritiores, sicut jura dicunt; et praelatus qui consensit eos celebrare in locis interdictis, quasi ad violandam interdicti sententiam eos induxerit, videtur etiam laesisse ecclesiasticam libertatem vel potestatem et sic incurrisse irregularitatem.

Econtra videtur quod hujusmodi fratres et praelatus eorum de quibus quaeritur, non incurrant sententiam irregularitatis vel suspensionis, quoniam si excommunicatus ingerat se divinis, irregularitatem incurrit, tamen si se immisceat divinis ex simplici devotione, non per contemptum, excusatur ab irregularitate secundum Innocentium. Si autem hoc faceret per contemptum, tunc efficeretur irregularis. Eodem modo in casu nostro videntur debere excusari fratres quod per simplicitatem et juris ignorantiam celebraverint divina in grangiis, et praelati eorum qui per simplicitatem consenserint eos in illis celebrare. Hoc ultimum credo esse verum. Jura vera quae imputavit alicui qui potuit consulere peritiores et non consuluit, intelliguntur quando quis tractat de lucro captando, quod non est in casu nostro, in quo magis tractatur de dampno vitando, et per consequens excusantur a sententia excommunicationis per executorem lata contra non servantes interdictum, quoniam illa sententia excommunicationis est quasi

accessoria : est enim lata propter interdictum servandum, ergo accessorium sequatur naturam principalis, et apparet quod, sicut fratres per simplicitatem excusantur in celebrando in grangiis, nec videantur violasse interdictum, ita excusantur a sententia excommunicationis.

Item hujusmodi sententia excommunicationis habet conditionem si quis fecerit contra interdictum vel illud non servaverit; sed sententia excommunicationis lata sub conditione semper trahitur ad conditionem appositam, nec ante conditionis eventum habet effectum. Cum ergo isti fratres non videntur contra interdictum fecisse, planum est quod nec dictam excommunicationis sententiam incurrerunt.

Quinto quaeritur an residentes in monasterio possunt recipere tales vivos et mortuos ad monasterium venientes, qui in grangiis, ut dictum est, celebrarunt per simplicitatem et ignorantiam; et est dicendum quod sic, quoniam, cum excusentur ab irregularitate et sententia excommunicationis, ut dictum est, possunt recipi in monasterio tam vivi et mortui.

Sexto quaeritur quando dicatur quis facere seu faciat contra interdictum, et est dicendum quod si quis est specialiter interdictus, vel si sit in interdictum generaliter latum, omnia sunt prohibita quae competunt ratione ordinis et quae ordini sunt annexa secundum Innocentium. Aliqua tamen intelliguntur excepta in generali interdicto ut poenitentiae morientium et baptismus parvulorum, praedicatio verbi Dei et confirmatio episcopalis. Sed ista sunt licita tempore generalis interdicti, tamen specialiter interdicto sunt prohibita ante absolutionem; et est ratio quia aut poenitet, et tunc absolvetur, aut non poenitet, et tunc non est absolvendus, nec sacramenta debet recipere. Dico ergo quod ille facit contra interdictum, qui facit aliquid de hiis quae per interdictum, sive speciale sive generale, intelliguntur et sunt prohibita.

Septimo quaeritur cum in sententia interdicti praecipiatur praelatis et omnibus aliis religiosis et secularibus et cuilibet eorum sub poena excommunicationis latae ut interdictum servent et faciant arctius observari, an per hoc teneantur religiosi aliis personis et in aliis locis illud denuntiare. Et est dicendum quod religiosi qui non sunt praelati, non tenentur, quoniam mandata executorum papae sunt honeste intelligenda, sicut etiam mandatum ipsius papae honeste intelligitur. Sed religiosos qui non sunt praelati, non decet ad talia arctari, sed praedictum mandatum locum habet

in eis quatenus ad eos aptari valeat, scilicet ut sententiam interdicti servent.

Octavo quaeritur an illi qui recipiunt interdictos ad sepulturam, faciant contra interdictum. Et est dicendum quod sic, quoniam sepultura ecclesiastica intelligitur prohibita tempore generalis interdicti, nec est de hiis quae excepta intelliguntur tempore generalis interdicti. Ideo qui interdictos tradunt ecclesiasticae sepulturae, faciunt contra interdictum, nisi fuerint absoluti.

Item, quando aliquis interdictus est, denegatur ei poenitentia in mortis articulo, nisi poeniteat, ergo multo fortius ecclesiastica sepultura.

Nono quaeritur, si interdicti velint in mortis articulo recipi in fratres et monachos et familiares sorores, an fratres praedicti possint eos recipere ad sepulturam cum sollempnitatibus etiam consuetis. Et est dicendum quod si sint specialiter interdicti, non possunt recipi ad ecclesiasticam sepulturam per fratres praedictos, nisi poeniteant, quo casu absolvi debent et ad omnia ecclesiastica sacramenta recipi. Si autem sit interdictum generale latum, aut est latum propter talem causam quod personae sunt interdictae similiter, et est idem quod supra, quia non debent recipi ad ecclesiasticam sepulturam, nisi poeniteant, aut est latum generale interdictum propter talem causam quod personae non sunt interdictae, et tunc possunt fratres recipere illos ad sepulturam, sicut ad divina, in loco suo qui per privilegium ab interdicto defenditur. Quando autem intelligantur personae interdictae per generale interdictum, dicit Innocentius quod hoc contingit quando propter delictum universitatis vel domini interdicitur terra. Alii dicunt quod si propter delictum domini interdicatur, non intelliguntur personae interdictae; sed si propter delictum universitatis interdicatur terra, tunc sic, et istud in curia vidi servari. Si autem ob aliam causam feratur interdictum, tunc non intelliguntur personae interdictae. Super, si interdicatur aliqua ecclesia propter delictum clericorum vel propter violationem, tunc parrochiani possunt in alia ecclesia non interdicta eligere sepulturam, secundum dominum Innocentium.

Decimo quaeritur, si privilegiatus sepeliatur, an layci etiam interdicti facientes tumulum possint interesse officio funeris in toto vel in parte, quod sic credo indubitanter, si propter tumulum faciendum recipiantur et ibi sint sine fraude non propter officium funeris audiendum. Tunc enim

nichil fit in contemptum censurae ecclesiasticae, unde non peccant fratres qui ob tumulum faciendum tales laycos admittunt et dicunt in eorum praesentia officium funeris. Sed quid dices de aliis laycis interdictis qui superveniunt dum fratres dicunt officium funeris? numquid debent repelli? Credo quod sic, et si fratres non repellant eos. ex simplicitate vel ignorantia excusantur, ut dictum est supra in alia quaestione. Sed si ex certa scientia tales laycos non repellant, dico quod male faciunt fratres, non tamen propterea irregularitatem incurrunt. Nam si aliquis celebret divinum officium in praesentia excommunicati, non propterea efficitur irregularis, secundum Innnocentium : multo minus ergo efficiuntur irregulares qui in praesentia interdictorum dicunt divina officia, nec aliquam poenam sustinere debent.

Undecimo quaeritur an tempore generalis interdicti possint carpentarii et alii artifices etiam interdicti in dicto monasterio esse et recipi ad carpentandum in ecclesia vel turri, dum in ecclesia divinum officium dicitur. Et est dicendum quod sic, cum enim voluntas et propositum et contemptus maxime in talibus consideranda sint, et tales non in contemptum officii sed propter sua officia seu artificia ibi sint, et non est peccatum dicere divinum officium eis in ecclesia carpentantibus.

Duodecimo, quaeritur utrum testes coram quibus appellatio fuerit facta vel innovata, debeant dici fecisse contra interdictum. Et est dicendum quod non, quoniam appellatio est remedium juris cuicunque concessum, qui justam causam appellandi habet, et ferre testimonium est munus publicum ad quod quilibet admittitur et cogitur, nisi repellatur a jure in casibus specialibus; et imo tales coram quibus appellatio vel facta vel innovata fuit, nec contra interdictum, nec aliquid mali fecerunt, nec interdicto causam dederunt.

Tertio-decimo, quaeritur an fratres praedicti possint in alio monasterio sui ordinis et quocunque alio loco privilegiato celebrare divina. Et est dicendum quod sic, quoniam praedictum privilegium defendit hujusmodi fratres a sententia interdicti; sed certum est quod personae non interdictae possunt in omni loco non interdicto celebrare divina, sed in loco interdicto non possent celebrare, quoniam hoc non continet praedictum privilegium, et de jure communi personae non interdictae non possunt in loco interdicto celebrare, ut ex praedictis apparet, nisi quoad interdictos et

excommunicatos qui expelli debent secundum formam privilegii quinimmo quoad non interdictos et excommunicatos.

Quarto-decimo, quaeritur an privilegiati etiam non servantes interdictum possunt cum praedictis fratribus celebrare divina. Et est dicendum quod privilegiati qui non servant interdictum, sicut non tenentur ex eorum privilegio, possunt celebrare apud fratres praedictos, quoniam locus istorum fratrum non est interdictus et a sententia interdicti defenditur propter privilegium supradictum, et in eo possunt fratres cum non interdictis nec excommunicatis celebrare, ut supra praemissum. Si autem hujusmodi privilegiati abuterentur privilegio suo et abutendo servarent interdictum, tunc quia facerent contra interdictum et illud violarent, tunc efficerentur irregulares et suspensi, et sententiam excommunicationis in processu executionis latam contra non servantes interdictum incurrerent, et tunc tales privilegiati non possent celebrare apud fratres praedictos. Certum est enim quod suspensi, irregulares et excommunicati non possunt celebrare in loco quantumcunque privilegiato seu non interdicto.

Quinto-decimo, quaeritur utrum fratres praedicatores et minores servent interdictum generaliter prolatum in terra domini comitis et ejus jurisdictioni subjectam, et an praedicatores et minores volentes celebrare apud praedictos fratres debeant admitti per eos. Et est dicendum quod ad ista non posset responderi, nisi videretur privilegium praedictorum fratrum praedicatorum et minorum. Ipsi siquidem praedicatores et minores possent habere talia privilegia quod volentes celebrare apud praedictos fratres deberent admitti, et talia quod non deberent admitti.

Sexto-decimo, quaeritur an tempore generalis interdicti possint indulgentiae dari venientibus ad audiendum verbum Dei. Et est dicendum quod sic. Cum enim praedicatio verbi Dei sit exceptuata et permissa tempore generalis interdicti, ut dictum est, per consequens et ejus accessorium tales indulgentiae dari possunt et dari permittuntur, nam sunt quasi connexa, unde quod de uno permittitur, de alio permissum videtur, et accessorium sortitur naturam principalis.

Septimo-decimo, quaeritur an sacerdotes et clerici seculares non privilegiati et servantes interdictum possint apud praedictos legere, cantare, audire et celebrare divina, et etiam eligere sepulturam, et an dicti fratres possint tales recipere ad sepulturam cum sollempnitatibus consuetis. Et est

dicendum quod sic, ex quo servant interdictum. Cum enim privilegium mandet excludi tantum interdictos et excommunicatos, per consequens potestis istos admittere, quoniam tales non sunt interdicti, licet tantum terra comitis sit interdicta et quamquam quoad terram comitis et ejus jurisdictioni suppositam interdictum arctet istos clericos seculares ut in terra ejus audire et celebrare divina non possint, tamen ipsi in personis suis interdicti non sunt, et imo in loco vestro qui non est interdictus, possunt audire et celebrare divina et etiam sepeliri cum sollempnitatibus vestris et officio funeris salvo, quod officium faciatis, sicut dictum est supra in principio. Si autem hujusmodi clerici essent interdicti vel violarent interdictum, tunc non deberetis eos recipere, nec ad officia, nec ad sepulturam, quocunque vadant. Unde cum sententia interdicti suspendat a divinis, non possunt interdicti audire in ecclesia non interdicta, secundum Innocentium.

Nomen ecclesiae generale nomen est comprehendens sub se loca in quibus clerici degunt et deserviunt. Unde credo quod per privilegium illud ordinis Cisterciensis ab Anastasio papa concessum possitis tempore communis interdicti celebrare divina in capellis et oratoriis grangiarum vestrarum, in quibus quidem capellis et oratoriis aliqui monachi vestri degunt et deserviunt, dum tamen divina officia celebretis ibidem voce submissa et clausis januis, ut alias scripsi vobis. Praedictum siquidem privilegium latius est quam illud monasteriis vestris concessum, quod nuper ostendistis mihi Tornaci.

Ad secundum dico quod illud privilegium quod nuper ostendistis mihi Tornaci, continet quod excommunicatis et interdictis exclusis, etc. Et propter istud verbum a contrario sensu dixi vobis quod sacerdotes seculares et quicunque privilegiati apud vos celebrare valebant et quicunque non interdicti tradi poterant apud vos ecclesiasticae sepulturae.

Ad tertium dico quod illud quod concedit vobis privilegium quantum ad divina officia celebranda, debet intelligi etiam quantum ad officium funeris faciendum, quando aliquem privilegiatum seu non interdictum traditis ecclesiasticae sepulturae.

Ad quartum dico quod quando terra interdicitur propter delictum domini, est opinio Hostiensis et Innocentii quod personae subjectae illi domino sunt etiam interdictae, et servare tutius est. Aliorum est opinio

quod cum in hujusmodi casu subjectae personae nichil deliquerint, non debent puniri nisi quoad terram domini, unde dicunt quod in terra domini non possunt subjecti audire divina, sed in alia terra non interdicta possunt; et ista opinio satis probabilis est et eam in curia a multis vidi approbari.

LV.

Confirmation du privilége d'exemption de dimes accordé à l'ordre de Citeaux.

Innocentius episcopus, servus servorum Dei, dilectis filiis abbati Cisterciensi, ejusque coabbatibus et conventibus ordinis Cisterciensis universis, salutem et apostolicam benedictionem.

Significastis nobis quod cum vobis a Sede Apostolica sit indultum ut de ortis, virgultis, pratis, pascuis, nemoribus, salinis, molendinis, piscationibus ante et post concilium acquisitis ac de vestrorum animalium nutrimentis nullus a vobis decimas exigere vel extorquere praesumat, injuncto nichillominus ab eadem Sede venerabilibus fratris nostris Remensi archiepiscopo et ejus suffraganeis et aliis ecclesiarum praelatis ut vos et alios vestri ordinis immunes a praestatione decimarum hujusmodi conservarent, nonnulli tamen ecclesiarum praelati et clerici, dicentes hujusmodi indulgentiam ad acquisita post concessionem ipsius aliquatenus non extendi, vos super hoc multiplici molestatione fatigant. Nos igitur credentes praefatam indulgentiam ad acquisita postmodum extendendam, ut nullus vos super hoc hujusmodi occasione fatiget, auctoritate praesentium inhibemus. Nulli ergo, etc.

Datum Laterani IIII^to kalendas martii, pontificatus nostri anno primo.

LVI.

Pouvoir donné aux abbés de l'ordre de Citeaux de terminer les différends soulevés dans leurs monastères.

Innocentius episcopus, servus servorum Dei, dilectis filiis abbatibus, patribus et generali capitulo Cisterciensis ordinis, salutem et apostolicam benedictionem.

Ne tranquillitas ordinis vestri jurgiorum concutiatur procellis, qui per Dei gratiam bene sufficit suorum scandala juxta instituta propria more solito propulsare, ac ne per commissiones apostolicas gravis dissolutionis et ruinae pandatur janua, quae per providentiam Sedis Apostolicae clementer hactenus clausa fuit, nos affectantes ipsum ordinem in soliti apostolici favoris gratia et consuetae tranquillitatis concordia conservare, ac inquietis vinculum rumpere volentibus disciplinae, necnon et vagari volentibus auferre materiam discurrendi, praesentibus vobis auctoritatem concedimus ut ortas inter personas ipsius ordinis discordias possitis, prout consuevistis hactenus, terminare. Nulli ergo, etc.

Datum Lugduni VII kalendas novembris, pontificatus nostri anno tertio.

LVII.

Les monastères de l'ordre de Citeaux ne peuvent être frappés de sentences d'interdit qu'en vertu d'un mandement spécial du pape.

Honorius episcopus, servus servorum Dei, dilectis filiis abbati et conventui Cisterciensi, salutem et apostolicam benedictionem.

Cum secundum Apostolum lex justo non sit posita pro eo quod qui ea quae legis sunt faciunt, ipsi sibi sunt lex, pium est ut qui spiritu Dei acti

jam non estis sub lege sed sub gratia, ita secundum severam vestri disciplinam dijudicantes vos ipsos ut vix possitis ab alio sine praejudicio judicari, faveamini favorabiliter in vestrae innocentiae puritate quae accuratius custodita tanto ut speramus in monte sanctificationis, ubi plantavit vos Dominus et vivificavit in rore virtutum, clariori luce fulgebit minoribus per exemplum quanto minus molestiae exterius formidabit. Hinc est quod, cum obtineatis ex privilegio Sedis Apostolicae speciali ut nulli omnino hominum licet in vos vel in monasteria vestra aut fratres inibi constitutos contra id quod ab origine ordinis noscitur observatum, excommunicationis, suspensionis vel interdicti sententias promulgare, nos quieti vestrae paterna volentes diligentia providere, adjicimus de gratia potiore auctoritatem vobis praesentium indulgendo ut non solum aliis, verum etiam nec Apostolicae Sedis legatis sententias excommunicationis, suspensionis, interdicti vel etiam . . . . : . in vos vel in monasteria vestra sine nostro speciali mandato aliquatenus audeat promulgare, quas si promulgari contingat, irritas decernimus et inanes. Ad haec, cum per Dei gratiam ostium vestrum omni pateat transeunti, prohibemus omnino ne Apostolicae Sedis legatis procurationes pecuniarias a vobis exigere vel extorquere praesumant, sed cum ad vestri ordinis domos accesserint, sine carnium esu cibis regularibus sint contenti. Nulli ergo, etc., hanc paginam nostrae concessionis et inhibitionis infringere, etc.

Datum Laterani x kalendas decembris pontificatus nostri anno tertio.

LVIII.

Les monastères de l'ordre de Cîteaux ne sont point soumis, en matière d'interdit et d'excommunication, à l'autorité épiscopale.

Lucius episcopus, servus servorum Dei, dilectis filiis abbati Cisterciensi et universis coabbatibus ejus sub eodem ordine Domino servientibus salutem et apostolicam benedictionem.

Monasticae sinceritas disciplinae quam in puritate ordinis quem tenetis aeterni Conditoris providentia restauravit, illam semper invenit in Apostolica Sede clementiam qua et vestrum in Domino propositum virtutis accresceret et aliorum devotio vestris provocaretur exemplis, ut per coelestium semitam mandatorum ad propositum feliciter bravium festinaret. Inter caetera vero, licet ordo vester sic se servaverit dyochesanis episcopis humilitate subjectus ut salvis originalibus institutis eorum semper decreverit magisterio subjacere, illud tantum hactenus de favore ac protectione Apostolicae Sedis obtinuit ut nullus in monasteria vel abbates ordinis memorati quomodolibet ecclesiasticam sententiam promeret vel personas in eodem ordine constitutas excommunicationis vel suspensionis seu interdicti promulgatione gravaret. Quia vero refrigescente caritate multorum usque adeo iniquitas noscitur habundasse ut nonnulli eorum qui ecclesiis Dei modernis temporibus sunt praelati, transgrediantur terminos ab antiquioribus constitutos et in vestrum specialiter ordinem indebitam exercere non dubitent ultionem, praesentium litterarum inscriptione statuimus ut nulli omnino liceat in vos vel monasteria vestra seu fratres inibi constitutos contra id quod ab origine ordinis noscitur observatum, excommunicationis vel suspensionis seu interdicti sententiam promere, quam, si prompta fuerit, auctoritate apostolica decernimus non tenere. Adjicientes quoque decernimus ut archiepiscopi et episcopi in recipiendis professionibus quae a benedictis vel benedicendis abbatibus exhibentur, ea sint forma et expressione contenti quae ab origine ordinis noscitur instituta, scilicet ut abbates ipsi salvo ordine suo profiteri debeant et contra instituta ordinis nullam professionem facere compellantur. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostrae confirmationis infringere, etc.

Datum Veronae xv kalendas decembris.

LIX.

Le pape Clément V permet au comte de Flandre de lever des subsides sur les biens du clergé pour payer ce qui est dû au roi de France Philippe le Bel.

—

Clemens episcopus, servus servorum Dei, dilectis filiis praeposito Sancti Petri Duacensis et thesaurario Lenthonensi, Cameracensis et Atrebatensis dyocesis ecclesiarum, ac Michaeli As Cloketes, capellano nostro canonico camerario, salutem et apostolicam benedictionem.

Quia ubi communis versatur utilitas, ibi communibus est studiis et subsidiis providendum, et participantes in commodis digne communicant in oneribus, nos qui libram aequitatis appendimus in agendis, petitiones quae nobis pro talibus compensationibus porriguntur, libenter ad gratiam exauditionis admittimus. Praesertim cum necessitas exigit et causa rationabilis id exposcit, sane pro parte dilecti filii nobilis viri Roberti, comitis Flandriae, nuper est nobis cum instantia supplicatum ut cum ex tractatu et ordinatione pacis inter karissimum in Christo filium nostrum Philippum, regem Francorum illustrem, ex una parte, et ipsum comitem, ex altera, dante Domino, reformatae, idem comes et sui quasdam maximas pecuniarum summas certis exsolvere terminis vel certam terrae quantitatem extra Flandriae comitatum acquirere ac assignare regi teneantur eidem, quae terrae quantitas vix posset absque onere innumerabilis fere pecuniae quantitatis acquiri, et ad solvendum pecuniarum hujusmodi quantitates laycorum universitates comitatus ejusdem insufficientes quasi et impotentes reddantur omnino, nisi eis ad id ipsius comitatus cleri subventio suffragetur, providere super paterna providentia dignaremur. Nos igitur praedictis comiti et suis ac universitatibus praelibatis paterno super hoc compatientes affectu et attendentes quod in praemissis cleri ejusdem in parte interesse versatur ut dum in praedictorum comitis et suorum ac universitatum praefatarum communicant prosperis, humanitate grata participent in adversis, de circumspectione quoque vestra gerentes fiduciam in Domino pleniorem, concedendi licentiam liberam eidem clero tam reli-

giosorum quam secularium, praelatis videlicet et rectoribus universis ecclesiarum et monasteriorum aliorumque locorum ecclesiasticorum, exemptorum et non exemptorum, et eorum conventibus et capitulis in praefato comitatu, tam in parte videlicet quae est de regno Franciae qnam in illa quae de imperio esse dinoscitur, ecclesiastica bona tenentibus, ubicunque degere noscantur, quod possint dare ac praestare praelibato comiti et suis, urgente necessitate hujusmodi, pecuniarum moderatum subsidium, de quo et prout secundum domini ac personarum, locorum, facultatum et negotii qualitatem videritis expedire, dummodo nullus pro parte praedictorum comitis et suorum super hoc modus coactionis directe vel indirecte adhibeatur, interveniat vel intersit, et eisdem comiti et suis quod subsidium ipsum per se vel alios licite recipere valeant pro praedictis; ac nichilominus, si aliqui ex praefato a praestatione subsidii hujusmodi dissenserint forte, ipsos ad id et contradictores quoslibet per censuram ecclesiasticam, appellatione postposita, compescendi, non obstantibus felicis recordationis Bonifacii papae VIII, praedecessoris nostri, qui hujusmodi subsidii praestationem inhibet, constitutione seu quavis alia constitutione contraria, sive si aliquibus communiter vel divisim a Sede Apostolica sit indultum quod interdici vel excommunicari nequeant aut suspendi per litteras apostolicas non facientes plenam et expressam ac de verbo ad verbum de indulto hujusmodi mentionem, vobis et cuilibet vestrum in solidum plenam et liberam auctoritate praesentium concedimus facultatem.

Datum Lugduni, xvi kalendas februarii, pontificatus nostri anno primo.

LX.

Clément V annonce à l'archevêque de Reims son élévation au trône pontifical.

—

Clemens episcopus, servus servorum Dei, venerabilibus fratribus archiepiscopo Remensi, ejusque suffraganeis, salutem et apostolicam benedictionem.

Levabo oculos meos et considerabo mirabilia tua, Domine, ut doceas me justitias meas; da mihi intellectum ut discam mandata tua. Levat quippe oculos suos et considerat mirabilia Domini, qui dum sui cernit humilitatem ingressus progressum vero multis repletum intuetur miseriis, advertit se ratione vigere, participare cum angelis cognoscit et tandem ad sublimiores honores se conspicit divina gratia provectum. Haec ammirans egregius ille Psalmista proclamat, cum dicit : *Quid est homo, quod memor es ejus? aut. filius hominis, quoniam visitas eum? quia minuisti eum paulominus ab angelis: gloria et honore coronasti eum.* Sic faciens quia se humiliat adeo consequetur ut ejus doceatur justitias, et ab ipso intellectu recepto illius non ignoret mandata, sed discat. Humilitas siquidem per quam dignitatis quae eam habentis ingenio augenda est, non oriatur contemptus in regente velut quoddam sydus irradiat, exaltationem meretur, et tanquam acceptabile sacrificium placet Deo. Nos autem qui suppremum licet immeriti locum Dei clementia tenemus in terris, non ammirari solum sed in stuporem verti debemus, super Petri solio excelso throno sedentes, ejus constituti vicarius, cui per Patrem dicitur : *Filius meus es tu, ego hodie genui te, dabo tibi gentes haereditatem tuam et possessionem tuam terminos terrae.* Qualitatem insuper attendentes temporis in timorem dari compellimur. Minus quidem bene quiescit ecclesia, ipsius terras et adjacentes provincias bella vastant civilia, illas hostiles incursus et quandoque ingressus exterminant. Terram sanctam Babilonicus non sine ignominia christiani nominis miserabiliter occupatam detinet, et nonnulli principes Christi fideles adversus se dissident et oportunitate captata libenter sibi invicem perniciosas insidias procurent. Quis ergo superbus tantae dignitatis fastigio putabit se dignum, aut quis solidus se tanto oneri parem credet? Nos indignum dicimus et nos imparem merito reputamus. Ex debito namque pastoralis officii prohibere crimina, persuadere virtutes, inserere pacem, tollere odia et scandala removere tenemur. Sed increduli hostes discoli subditi superstitiosi, subjecti devoti nimium delicati et propter suasiones pravas quibus obviare intendimus, aliquando pertinaces. Ideoque Ecclesiae ad Dominum egemus suffragiis et sanctorum orationibus indigemus, ut ipse justitias suas nos doceat et intellectum det nobis quod ejus mandata discamus : observantia nempe justitiae pax, quia sunt pax et justitiae copulatae, et mandatorum Dei custodiam devotio etiam exterorum et obedientia comitantur. Illius

enim vices hic gerimus, lumborum cujus est justitia cingulum et fides cinctorium renum ejus. Canite igitur tuba, sanctificate jejunium, vocate caecum, congregate populum, coadunate Ecclesiam, ut ipsi ad Deum qui nos Apostolica Sede per obitum sanctae memoriae Benedicti papae praedecessoris nostri proximo vacante per electionem canonicam et concordem cardinalium sanctae Romanae ecclesiae cui praesidemus, nunc fratrum nostrorum benignitate misericordiae suae ad regimen summi pontificatus assumpsit, et in eorum, necnon serenissimi principis karissimi filii nostri Philippi, regis Francorum illustris, aliorumque principum et nobilium et multitudine populi copiosa praesenti peragere benedictionem nostram permisit, porrigant preces quod ad laudem suam, salvum et incolumem suae nos servet Ecclesiae, detque nobis servo suo cor docile, et judicare possimus et regere populum suum ac inter bonum et malum discernere quod periit et praecipue terram sanctam memoratam requirere, abjecta reducere, alligare confracta, consolidare infirma, fortia custodire ac pinguia, commissum gregem in judicio et justitia pascere et illum taliter salubribus monitis confovere quod ejus sanguis in extremo judicio de nostris non requiratur manibus, sed cum eo in aeterna Christi tabernacula suscipi mereamur. Verum quia hujusmodi orationum suffragia nimis insident cordi nostro, et illa pro nobis, ut praemittitur, cupimus exhiberi, volumus et nichilominus vobis praesentium auctoritate mandamus quatenus nobis per vestras litteras, quas propterea injunxeritis, orationes et missas et quicquid inde feceritis significare curetis, scientes quod quanto numerosiora suffragia de quibus praedicitur facietis offerri, tanto favorabiliores vobis proponimus inveniri.

Datum Lugduni, xvi kalendas decembris, pontificatus nostri anno primo.

LXI.

Robert de Courtenay, archevêque de Reims, annonce que le concile provincial de Senlis a ordonné des prières à l'occasion de l'avénement de Clément V.

—

Robertus, misericordia divina Remensis archiepiscopus, universis suffraganeis, abbatibus, prioribus, capitulis ac caeteris personis ecclesiasticis in nostra provincia constitutis, salutem in Eo qui est omnium vera salus. Cum creatura non habeat quid pro meritis respondeat Creatori, nisi quod calicem salutaris accipiat et nomen Domini invocet, ut benefactores suos in divinis officiis constitutos in suo officio corroboret et conservet, verum cum nuper cum quibusdam suffraganeis nostris apud Silvanectum pro quibusdam negotiis nostris pariter essemus congregati, considerantes curam et sollicitudinem quam sanctissimus pater noster dominus Clemens gerit pro statu prospero et quieto universorum catholicorum suo regimine commissorum, retribuere Deo affectantes pro tanto munere non quantum debebamus sed quantum humaniter poteramus, deliberatione provida et concordi laetis animis ordinavimus, nos ad hoc firmiter obligantes, ut pro salute sua et ad laudem, pacem et tranquillitatem suorum subditorum pastorale officium totius christianitatis eidem commissum diuturno tempore regere possit, et in fine cum Christo gloriam recipere sempiternam, quod a singulis sacerdotibus civitatum et diocesis totius provinciae Remensis tres missae, duo de Sancto Spiritu et alia de Beata Virgine, anno quolibet celebrentur, et celebrantes cotidie de ipso memoriam faciant specialem, ac praedictus pater sanctissimus, cum praemissa per discretos viros tales fuerint eidem praesentata, cum gratiarum actione, non immemor beneficii accepti, recepit humiliter et devote. Nos ex devotione ipsius fortius excitati, vos universos et singulos paterna sollicitudine requirimus et hortamur, cum non deceat a capite membra recedere, et pars sit turpis suo non congruens universo, ut secundum praedictam ordinationem tam congruam et honestam velitis pro ipso unacum praedicta memoria speciali tres praedictas missas anno quolibet celebrare, tantum facientes ut ad

Romanam curiam tanquam matrem facilius recurramus, ut ab ejus uberibus nutriamur, auctoritate defendamur et a nostris oppressionibus relevemur, memores autem sitis praedictorum, quia si pro ipso preces humiliter effundamus, cedet in requiem, non laborem, quia labores voluntarios appetit et noctes ducit insompnes ut nobis et aliis quietem valeat praeparare.

LXII.

Enquête sur le testament de Pierre Bonin.

Hii sunt articuli super quibus examinandi sunt testes per vos magistrum B. . . . . , archidiaconum Cameracensem.

Primus articulus est quod quaeratur utrum Petrus dictus Bonin condidit testamentum? Dico quod sic extenso vocabulo testamenti ad quamlibet voluntatem. Et quaeritur utrum in scriptis vel sine scriptis? Dico quod sine scriptis, quia suum nuncupative condidit testamentum. Et coram quibus? Dico quod coram illis qui convocati fuerant et rogati in testes, quorum nomina sunt illa quae continentur in testamento. Et quaeritur ubi? Dico quod Brugis, in camera suae domus sitae in vico qui dicitur Alta Platea. Et quando? Dico quod anno Domini M° CC° in die Sanctae Katerinae ante nonam. De qualitate dicti temporis non recolo. Et quomodo hoc sciat? Dico me scire quoniam cum aliis convocatus et rogatus ab ipso Petro Bonin interfui tanquam testis et tanquam unus executorum suorum, et intellexi omnia quae fiebant ibidem per Petrum praedictum, tunc nullum rationis mentalis defectum habentem, ut michi tunc temporis videbatur.

Secundus articulus est quod quaeratur quid in illo testamento continebatur? Dico quod ea continebantur in illo quae patent in littera sigillata sigillis eorum qui auctoritate papali occasione praedicti testamenti citati, comparuerunt personaliter Cameraci, domine archidiacone, coram vobis, quos comparuisse novistis. Quae legata, quae donata et quibus personis et ad quos usus convertenda? Dico quod omnia haec quatuor patent in littera

sigillata sigillis eorum quos supra proximo ad sufficientiam declarasse videor et videri debeo, prout mihi videtur. Et utrum ipse Petrus proprio ore ordinaverit contenta in dicto testamento vel alter? Dico quod libere ore proprio ordinavit, altero tamen aliquo forsitan movente praedictum Petrum Bonin ad aliqua ordinanda et conscribenda in dicto testamento. Et si alter, quis vel qui fuerint illi alteri? Dico quod ego ad praesens non recolo qui precise fuerint illi alteri, nisi quod possum dicere illos fuisse aliquos ex convocatis praedictis. Et utrum ille Petrus compos suae mentis tunc temporis fuit? Et bene habens suos quinque sensus, ut mihi tunc temporis videbatur. Et quomodo hoc sciat? Dico me scire quoniam cum aliis convocatus et rogatus ab ipso Petro Bonin interfui tanquam testis et tanquam unus executorum suorum, et intellexi omnia quae fiebant ibidem per praedictum Petrum tunc nullum rationis mentalis defectum habentem.

Tertius articulus est quod quaeratur si constituit executores sui testamenti et qui fuerint? Dico quod constituit executores testamenti sui seu suae ultimae voluntatis, et qui sunt illi, apparet et patet in littera sigillata sigillis eorum quos supra proximo ad sufficientiam declarasse videor et videri debeo, prout mihi videtur. Et utrum habeant dictum testamentum scilicet ipsi executores vel quis habeat? Dico quod executores praedicti testamenti, vel vice ipsorum domina Katerina quae dicti testatoris fuerat soror germana. Et utrum testes rogati erant interesse conditioni dicti testamenti? Dico quod erant rogati, et si de causa scientiae quaeratur, dico me scire quod testes erant rogati interesse, quoniam testatorem audivi rogare illos in testes qui interfuerunt conditioni praedictae.

Quartus articulus est quod quaeratur utrum dictum testamentum de voluntate, intellectu, certa scientia et ex ordinatione dicti Petri fuit confectum? Dico quod sic, nam fuit, ut dixi superius, compos rationis et mentis in ordinatione praedicti testamenti, dum ore proprio contenta in eo libere ordinavit. Et utrum contenta in eodem testamento fuerint ordinata et disposita tantum per dictum Petrum loquentem, ordinantem, scientem et intelligentem? Dico quod sic, altero tamen aliquo forsan movente praedictum Petrum ad aliqua ordinanda et conscribenda in testamento praedicto. Et si de causa scientiae quaeritur? Dico ut dixi superius, ubi dixi quod ego cum aliis convocatus et rogatus ab ipso Petro Bonin interfui, tanquam testis et tanquam unus executorum suorum, et intellexi omnia

quae fiebant ibidem per Petrum praedictum, nullum rationis mentalis defectum habentem, ut mihi tunc temporis videbatur.

Quintus articulus est utrum dictum testamentum sigillatum est sigillis testium ad hoc vocatorum? Dico quod sigillatum est sigillis hujusmodi quibus testes tunc temporis utebantur et uti praesumebantur ut propriis suis sigillis. Et an ipsi testes utebantur et utuntur dictis sigillis? Dico quod testes praedicti tempore utebantur sigillis praedictis et uti praesumebantur ut propriis suis sigillis, ut statim praedixi; sed nescio utrum antea usi fuerant et si postea utebantur et si adhuc utantur eisdem; sed credo potius quod sic quam non. Et utrum sint eorum sigilla? Dico, ut dixi superius statim : Nescio utrum sigilla sint eorum propria quibus in sigillatione praedicti testamenti ut suis sigillis propriis usi fuerant, et vehementer praesumo quod sua fuerint, et potius credo quod sic quam non, quoniam ipsi homines fide digni fuerunt et communiter habebantur pro viris providis et honestis, et adhuc hodie sic habentur; et supradicta de mea visione, praesumptione et credulitate, dum dico me scire et me nosse, scio et nosco prout debilitas, prout humana fragilitas nosse possunt.

LXIII.

Emprunt fait à Rome par l'abbé des Dunes à des marchands de Sienne.

In nomine Domini nostri Jhesu Christi amen. Anno nativitatis ejusdem M° CC° L°, indictione quarta, mensis martiis die XXVIII, pontificatus domini Alexandri papae IIII^{ti} anno primo, in praesentia mei Johannis notarii ac testium subscriptorum ad hoc specialiter vocatorum ac rogatorum, frater Henricus, monachus et procurator abbatis monasterii de Dunis, Cisterciensis ordinis, Morinensis dyocesis, apud Sedem Apostolicam constitutus, habens ab ipso domino abbate potestatem et mandatum de mutuo contrahendo ipsius abbatis nomine usque ad summam centum librarum Turonensium, sicut in quinque paribus litterarum praedicti domini abbatis

inde confectis, quodlibet par de xx libris Turonensibus, plenius continetur. auctoritate ipsarum litterarum pro ipsius domini abbatis et dicti monasterii negotiis ac necessariis utilitatibus apud eamdem Sedem Apostolicam promovendis et expediendis, confessus est et recognovit se mutuo recepisse et habuisse a Francisco Guidi et Jacobo Aldobrandini, civibus et mercatoribus Sennensis, mutuantibus et solventibus tam pro seipsis quam pro Bonaventura Bernardini, Facio Juncto, aliisque eorum sociis et concivibus suis, centum libras bonorum et computabilium Turonensium, de quibus dictus procurator procuratorio nomine se bene quitum et pagatum vocavit, exceptioni non numeratae ac non solutae sibi pecuniae omnino renuntiando.

Quas praetaxatas summas centum librarum Turonensium praedictis merchatoribus vel uni eorum aut ipsorum nuntio praesens publicum instrumentum deferenti et restituenti una cum praedictis quinque paribus litterarum de mutuo contrahendo summam praedictam continentibus in festivitate nativitatis beati Johannis Baptistae proxime futura Parisius apud Sanctam Genovefam per legitimam stipulationem promisit dictus procurator procuratorio nomine memoratum dominum abbatem plene soluturum et redditurum. Quod si in dictis loco et termino praedicta pecunia ipsis merchatoribus, ut dictum est, non fuerit integre persoluta, extunc in antea stipulatione praedicta promisit eis dominus procurator procuratorio nomine pro dampnorum expensarum et interesse recompensatione persolvere, per singulos duos menses, pro singulis decem libris praedictis viginti solidos ipsius monetae, et expensas unius merchatoris cum uno equo et uno serviente, ubicunque fuerit, usque ad plenam totius dictae pecuniae solutionem. Quam supradictam recompensationem dampnorum, expensarum et interesse antedictis mercatoribus promisit dictus procurator procuratorio nomine in sortem dicti debiti nullatenus computare ac non detinere memoratum debitum contra ipsorum mercatorum voluntatem, sub praetextu recompensationis praedictae, ultra terminum praelibatum. Pro quibus omnibus et singulis supradictis firmiter observandis et plenarie adimplendis nominatus procurator procuratorio nomine jamdictum dominum abbatem et successores suos praedictis mercatoribus principales constituit debitores et pagatores ipsum dominum abbatem ac omnia bona sua mobilia et immobilia, praesentia et futura eisdem mercatoribus propter hoc specialiter

obligando. Renuntiavit etiam in praescriptis omnibus dictus procurator procuratorio nomine dicti domini abbatis omni juris et legum auxilio canonici et civilis, consuetudini, statuto, privilegio fori, beneficio restitutionis in integrum, constitutioni de duabus dietis concilii generalis, omnibus apostolicis litteris, indulgentiis et aliis quibuscunque a Sede Apostolica impetratis ac etiam impetrandis, et omni exceptioni, actioni, defensioni ac rei quae objici possit contra hoc instrumentum vel factum. In hujus itaque rei testimonium et evidentiam pleniorem praesens instrumentum dictus procurator suo sigillo roboravit.

Actum Laterani coram hiis testibus scilicet tali, tali, etc. Et ego Noclerus auctoritate imperiali scrivarius praedictis omnibus interfui et hoc instrumentum scripsi et complevi rogatus.

LXIV.

Enquête sur les études faites à Bologne sous le docteur Marsilius [1] *par Bonaventure de Rome, chanoine de Bruges.*

Testes recepti per me dominum Mascarem notarium infrascriptum sub examine discreti viri Leonis, vicarii reverendi patris domini Octaviani, Dei gratia, Bononiensis episcopi, currentibus annis Domini M° CC° LXXX°, indictione quinta decima, die veneris vicesimo-quarto mensis octobris super infra scripta intentione, cujus tenor talis est :

Coram vobis domino Leone, vicario venerabilis patris domini Octaviani, Dei gratia Bononiensis episcopi, intendit probare dominus Bonaventura, canonicus Brugensis, quod anno Domini M°CC° LXXXII°, indictione quintadecima de mense junii in festo Beati Petri et ante per mensem et ultra fuit Bononiae in studio juris canonici, dicto studio insistens; ad quod probandum testes infrascriptos producit, quos petit recipi et examinari et publi-

[1] Marsilius de Padoue fut l'un des plus célèbres docteurs du commencement du XIV° siècle. Plusieurs de ses ouvrages ont été imprimés.

cari, et eorum dicta in publicam formam redigi ad faciendam fidem de praedictis ad perpetuam rei memoriam.

Eisdem anno, indictione et die dominus Cintius de Roma, canonicus Panormitanus, scolaris Bononiae, testis juris, coram dicto domino Leone vicario, lecta sibi praescripta intentione, testificando dixit quod dominus Bonaventura de Roma, canonicus Brugensis, fuit Bononiae in studio juris canonici in festo Sancti Petri proxime elapso et ante per unum mensem et ultra, et postea usque nunc continue. Interrogatus quomodo scit, respondit quia ipse vidit dictum dominum Bononiae in dicta civitate Bononiae toto dicto tempore intrare scolas domini Marsilii, decretorum doctoris, et studere in dicto studio. Interrogatus si cognoscit ipsum dominum Bonaventuram, respondit quod sic, quia est de urbe Romae, sicut et ipse testis, et est consanguineus ejus, non tamen dixit hoc amore, timore vel prece, nec aliquo dolo, nisi quia ita est veritas, ut ipse testificatus est.

Dominus Johannes, filius domini Johannis, scolaris Bononiae, testis juris ut supra, dixit vera esse omnia quae continentur in praedicta intentione. Interrogatus quomodo scit, respondit quia ipse testis est scolaris Bononiae et amicus et notus dicti Bonaventurae et vidit eum toto contento in intentione et ultra studere in jure canonico in civitate Bononiae intrando scolas domini Marsilii, decretorum doctoris, et ea faciendo quae faciunt alii scolares qui student in civitate Bononiae, et hoc non dixit doctus, nec rogatus, prece vel pretio, sed quoniam ita verum est.

Dominus Nicholaus, filius domini Francisci, scolaris Bononiae, testis juris ut supra, lecta sibi dicta intentione tota per ordinem, testificando dixit: Verum est quod dictus dominus Bonaventura, Brugensis canonicus, studuit in jure canonico in civitate Bononiae ante festum Beati Petri de mense junii proxime elapso et ante per unum mensem et plus, et tunc et postea usque modo continue. Interrogatus quomodo scit, respondit quia vidit dicto toto tempore et plus intrare scolas domini Marsilii, decretorum doctoris, studendo et scolastico more vivendo et utendo cum scolaribus Bononiae studentibus; et hoc non dixit dolo, nec fraude, nec aliqua humana gratia, sed quia veritatem dicit.

Willelmus Petri, testis juris, coram dicto domino vicario testificando dixit quod dictus dominus Bonaventura studuit in civitate Bononiae in jure canonico, ante festum Sancti Petri proxime elapsum et in dicto festo

et postea usque nunc. Interrogatus quantum ante, respondit: per plures menses. Interrogatus quomodo scit praedicta, respondit quia cognoscit ipsum dominum Bonaventuram, et aliquando fuit ejus famulus et portabat ei librum ad scolas domini Marsilii, doctoris decretorum, et vidit eum studere Bononiae toto dicto tempore et plus; et hoc non dixit odio, amore, timore, etc.

Dictus dominus vicarius pronuntiavit hos testes apertos, quorum sacramenta et dicta praesenti die recepta sunt, videlicet anno M° CC° LXXXII°, indictione quindecima, die veneris vicesimo-quarto octobris, praesentibus domino Bon., decretorum doctore, domino Martino Yspano et Johanne Magistri Petri, testibus vocatis, Bononiae in palatio episcopali.

Ego dominus Mascaris, imperiali auctoritate et nunc venerabilis patris domini Octaviani, Dei gratia, Bononiensis episcopi notarius, dictos testes diligenter et fideliter examinavi coram dicto domino vicario, et eorum dicta scripsi prout ipsi dicere voluerunt et publicavi et in publicam formam redegi, et ad majorem hujus rei fidem de mandato dicti domini vicarii suae vicariae sigillum apposui.

LXV.

Mandement adressé aux doyens d'Assenede et d'Axel relativement à des actes de violence commis dans le domaine de Lepe.

Conservator, executor sive judex virorum religiosorum abbatis et conventus monasterii de Dunis a Sede Apostolica deputatus super eorum privilegiis a Sede praedicta concessis eisdem, decanis de Hasnede et Axele, curatis ac aliis omnibus presbyteris et capellanis ad quos praesentes litterae pervenerint, salutem in Domino.

Apostolica Sede quieti omnimodae dictorum abbatis et conventus providere volente, ac nobis ut privilegia Sedis ipsius eisdem concessa inviolabiliter conservemus et faciamus ab aliis observari, ipsosque a malignorum incursibus defendamus per sua scripta praecipiendo mandante, nos quo-

niam ex parte dictorum abbatis et conventus nobis est graviter conquerendo monstratum quod, licet ipsis a Sede Apostolica sit indultum quod loca et grangiae eorumdem sicut atria ecclesiarum ab omni pravorum incursu de violentia sint libera et quieta, et quod infra clausuram eorumdem locorum seu grangiarum nullus violentiam seu rapinam facere, sanguinem fundere, hominem capere, verberare, seu violentiam aliquam sub interminatione anathematis audeat exercere, Jacobus, filius Ghiselini, Ægidius frater ejus, vocati clerici, non recognoscentes libertatem ordini clericali ac personis ecclesiasticis a sacrosancta Ecclesia matre nostra concessam, ut ingrati spernentes eamdem ecclesiasticam libertatem, ausu sacrilego, maligno ducti spiritu, manu armata, gladio et falcastro evaginatis, portam curtis sive grangiae de Lepe violenter intraverunt irruentes et manus temere violentas injicientes in fratrem Walterum conversum de Dunis, magistrum dictae curtis, eidem metum mortis infra eamdem grangiam gravissimum inferendo, minus juste et sine causa rationabili, in dictorum abbatis et conventus praejudicium, dedecus et gravamen, et praedictae Sedis Apostolicae injuriam et contemptum ac scandalum plurimorum. Unde cum praemissa adeo notoria, publica et manifesta esse dicantur quod non possunt aliqua tergiversatione celari, nos tantam injuriam in Deum et clerum ejus et specialiter in ipsum conversum commissam non possumus, salva Sedis Apostolicae reverentia et honore, sub dissimulatione transire inultam, sed eamdem potius, ut debemus, virtute nostra conservare, vindicare, vobis omnibus et singulis et specialiter presbyteris de Hasnede in virtute sanctae obedientiae et sub poena suspensionis quam in hiis scriptis ferimus in negligentes et rebelles hujusmodi nostro mandato, immo potius apostolico, praecipiendo mandamus quatenus eosdem Jacobum et Ægidium publice in ecclesiis vestris denuntietis excommunicatos domini papae pro excessibus praenotatis et in sententiam canonis incidisse, et eosdem tanquam excommunicatos denuntietis a vestris subditis evidandos, moneatis insuper eosdem Jacobum et Ægidium sub testimonio competenti ut infra septem dies post vestram monitionem dictis abbati et conventui super praemissis et ea tangentibus loco et tempore declarandis satisfaciant et condignam praestent emendam, alioquin ipsos elapso monitionis termino excommunicetis et excommunicatos publice nuntietis, alio a nobis mandato minime expectato, nisi causam contra praemissa vobis ostenderint efficacem, quare

denuntiari non debeant aut moneri, quam si conjunctim vel singulatim praetenderint, citetis ipsos peremptorie coram nobis ad diem seu dies competentes pro voluntate latori praesentium assignandam, dictam causam ostensuros et juri quantum debuerint pariter et in hiis exequendis, etc.

LXVI.

Mandement du doyen et du chapitre de Tournay relatif aux dimes levées pour combattre Frédéric d'Aragon[1].

Decanus et capitulum ecclesiae Tornacensis vacantis, universis et singulis abbatibus, abbatissis, prioribus, priorissis, praepositis, decanis et aliis ecclesiarum capitulis, collegiis et conventibus, caeterisque omnibus regularibus, secularibus, exemptis et non exemptis in civitate et dyocesi Tornacensi constitutis, salutem in Domino sempiternam.

Piscatoris navicula suo exordio semper pacifica, Christi sanguine rubricata, mare navigans, procellis variis ventorum turbine agitata nunc fluctuat, sicut hactenus dampnatae memoriae Frederici quondam imperatoris temporibus fluctuavit, quae nusquam defecit, testante veritate quae ait : *Ego pro te rogavi, Petre, ut non deficiat fides tua.* Nostis, karissimi, quod mens quae intus concussa, si quid perdiderit, foras se per desideria innumerabiliter spargit, nam qui examine discretionis carent, a judicii sui sessione pelluntur, ut qui agere dissimulat, certet ut nesciat quid agat. Seductio etenim cordis amarissimas cogitationes gignit, quae in actione omnimodo denudatur: tunc enim vilis in ostentatione cognoscitur quando quieta prius magna putabatur.

Nostis, karissimi, quod qui rationis sensum non habent, flent et rident ad libitum, tantoque in magna exultatione se dilatant quanto insensibiles malum per quod puniuntur, ignorant. Fidelium quemquam latere non cre-

[1] Frédéric d'Aragon avait été proclamé roi de Sicile le 25 mars 1296. On sait que Boniface VIII appela Charles de Valois en Italie pour le combattre.

dimus qualiter Fredericus natus regis Arragonum, furtivae dominationis invidia, ex qua mundi tota duobus fratribus non sufficit latitudo, dampnatae Ceciliae gentis in qua vetustae caecitatis remansit infamia, inflatus astutia, seu ultro exercere quaerens et visum in luce perdens, insulam Ceciliae quae est Sanctae Romanae Ecclesiae specialis, viginti jam annis elapsis, armata manu, proditionis nota non carens, invasit hostiliter, et invasam, saeviente malitia, praviora quaerens consilia in Apostolicae Sedis et illustris regis Ceciliae praejudicium, adhuc detinet occupatam. Quomodolibet ab eo qui salutem omnium incessanter zelatur, ipsius errata corrigere, nonnunquam blandis, quandoque duris, quandoque monitis paterno saepedictus Fredericus fuerit interpellatus affectu, ipse tamen velut aspis surda obturans aures suas non exaudit monita, non movetur blandis, nec terretur acerbis, ut verificetur in eo illud propheticum : *Peccator, cum venerit in profundum malorum, contempnit.* Audiat igitur gens electa, gens Deo dedicata quanta et innumerabilis christianorum strages cum corona martirii refricatis guerris diem propterea clausit extremum, ad quorum et futurorum regimen et cautelam sanctissimus pater noster Bonifacius thesaurum, substantiamque Romanae ecclesiae in tribulationibus et diversis guerris nunc per montes et maria plerumque per littora invia et devia sic exhausit (ut de sumptuoso exercitu quem erga scismaticos et exules Columpnienses, perditionis filios, seditionis rectores, Romanae Sedis alumpnos, venenosos serpentes, genimina viperarum, ingratissimos viros indixit subticeamus) ad praesens pro celeri et pleno subsidio ad perfectionem indiget incoeptorum, cuilibet ex plenitudine potestatis decimas ubique ecclesiarum imponere quantas et quotas valeat. Quia tamen quae gratiose aguntur, gratiosius acceptantur, monemus vos, hortamur atque inducimus per praesentes, caritative suadentes vobis omnibus et singulis quantum possumus et quanto guerra hujus periculosior est fidei christianae, quod in subsidium hujusmodi decimarum sic obedientes et sic benevolos vos exhibere velitis quod sinceritas vestra in operibus luceat, ita quod die et loco vobis auctoritate ordinaria, modo et forma inferius assignatis super hujusmodi assignatione, quando, quale et quantum subsidium in tantae necessitatis articulo patri praedicto facere decreveritis, nos reddatis sine dilatione aliqua certiores ut nos rei seriem, totamque rem gestam, devotionem, obedientiam, vocemque, quod absit, reclamantium per nostras patentes litteras summo ponti-

fici intimemus. Hinc est quod vobis omnibus et singulis christianitatis decanis in civitate et dyocesi Tornacensi constitutis vel eorum vices gerentibus, sub poena suspensionis et excommunicationis quam in vos et vestrum quemlibet quos ad hoc faciendum per praesentes monemus in hiis scriptis exnunc ut extunc proferimus, si, quod absit, in executione mandati inobedientes fueritis, districte praecipiendo mandamus quatenus in decanatibus vestris moneatis sollicite et attente non exemptos abbates, praepositos et decanos personaliter sub poena excommunicationis, capitula, collegia et conventus sub poena interdicti et per procuratores legitime institutos et instructos, priores, capellanos et alios ecclesiarum rectores, quocunque nomine censeantur. Exemptos vero exhortationibus, persuasionibus et monitoriis precibus requiratis, interpelletis et in quantum poteritis inducatis quatenus ad feriam quintam . . . . nunc instantem, quam ipsis non exemptis pro omnibus terminis peremptorie assignamus, apud Tornacum in ecclesia Tornacensi compareant coram nobis super praemissis et praemissorum singulis a vobis eis publicatis et ad eorum notitiam perductis, responsuri nobis de quanto, quali et quando subvenire subsidio decreverint sanctissimo patri nostro in tanto necessitatis articulo prout in superioribus est expressum. Intimantes eisdem non exemptis quod si ad praedictam diem sufficienter non comparuerint, contra eos procedemus prout dictaverit ordo juris, exemptis quod eorum ingratitudinem summo pontifici rescribemus. Vos autem cum praedictis non exemptis ad diem assignatam sub poena suspensionis et excommunicationis personaliter intersitis. In signum vero receptionis nostri mandati praesentibus litteris sigilla vestra apponatis, et quid super contentis in eisdem feceritis sub poenis antedictis nobis per vestras patentes litteras rescribatis.

LXVII.

Lettre de l'évêque de Metz [1] sur les secours à donner aux sœurs d'une maison religieuse.

Venerabili in Christo patri ac religioso viro in Christo nobis dilecto domino J., Dei gratia abbati . . . . . . G., ejusdem misericordia Metensis episcopus, salutem et sincerae dilectionis effectum.

De manu Domini nunc adversa, nunc prospera suscipimus, secundum quae debemus in illis cautelam et in istis patientiam observare. Cum itaque ad suggestionem nonnullorum canonicorum nostrorum, qui nomen Domini in vacuum gerere non formidant, tanta sit exorta dissentio inter sorores domus de . . . . . . quod major pars earum quae habitum vestri ordinis jam dudum receperant, quasi canes redeuntes ad vomitum, eo abjecto, totaliter veterem habitum resumpserunt, propter quod ad vitandam hujusmodi dissentionem et pro observantia honoris vestrae religionis et pacis foedere, vos requirimus et rogamus quatenus, cum illae sorores quae sub vestro habitu Domino famulantur, non habeant unde commode valeant sustentari, prout a fide dignis intelleximus, ipsis sororibus ob reverentiam vestri ordinis, vel subveniri faciatis causa Dei qui omnibus affluenter dat et nichil improperat, vel saltem aliquam personam ydoneam ad locum destinetis, quae possit et valeat in praemissis remedium adhibere.

[1] Guillaume de Traynel, évêque de Metz, de 1264 à 1269, ou Gérard de Relange qui occupa le même siége de 1297 à 1302.

LXVIII.

Bref du pape Boniface VIII à l'abbé de Thosan et au doyen de l'église de Termonde au sujet de l'interdit lancé contre les habitants de la ville d'Ardembourg.

—

Bonifacius episcopus, servus servorum Dei, dilectis filiis abbati monasterio de Thosan juxta Brugas et decano ecclesiae de Teneremunda, Cameracensis et Tornacensis dyocesis, salutem et apostolicam benedictionem.

Favoris nostri debet provenire praesidio ut quod pro aequitate deposcitur, affectu benevolo concedatur. Exhibita siquidem nobis dilectorum filiorum provisorum fabricae ac populi ecclesiae Sanctae Mariae villae de Erdenburgo, dyocesis Tornacensis, petitio continebat quod dilectus filius noster N., tunc Sancti Laurentii in Damaso presbyter cardinalis, in appellationum et negotii principalis causa quae inter venerabilem fratrem nostrum J., Tornacensem episcopum, ac dilectum filium abbatem monasterii Sancti Bavonis Gandensis, praedictae dyocesis, ex parte una, et praedictos provisores et populum super provisione canonica dictae ecclesiae, ex altera, vertebatur, auditor certo modo datus a nobis, dudum omnibus quae partes coram eo super proponere voluerunt auditis, considerans quod ex quibusdam excommunicationis in provisores praedictos et interdicti in populum et universitatem dictae villae sententiis, post appellationes ad Sedem Apostolicam interjectas per episcopum ejusdem prolatis, ac denegatione officiorum et sacramentorum ecclesiasticorum, necnon amotione clericorum et personarum ecclesiasticarum de dicta villa, gravia poterant in illis partibus scandala et animarum pericula exoriri, auctoritate nostra sibi super hoc oraculo vivae vocis specialiter concessa, mandavit praedictos clericos et personas ad eamdem villam redire et divina officia celebrari, conferri baptisma, poenitentias injungi ac sacramenta alia per dictum episcopum prohibita ministrari debere, relaxans et revocans praedictam interdicti sententiam usque ad dictae Sedis beneplacitum voluntatis. Inhibuit quoque cardinalis praedictus eadem auctoritate procuratori dictorum episcopi et abbatis et per ipsum episcopo et abbati praedictis, sub poena excom-

municationis, ne hujusmodi negotio apud Sedem eamdem pendente quicquam circa hoc innovarent vel attemptarent seu attemptari per alios procurarent, ac decrevit extunc irritum et inane si quid contra suam inhibitionem hujusmodi contingeret attemptari.

Nos etiam tunc per nostras certi tenoris litteras dilectis filiis Sancti Andreae juxta Brugas ac de Dulci Valle juxta Erdenburgum praedictae Tornacensis dyocesis monasteriorum abbatibus dedimus in mandatis ut ipsi vel alter ipsorum, per se vel per alium seu alios, praedicta mandatum, relaxationem, revocationem et inhibitionem cardinalis ipsius ad dictorum episcopi, abbatis et aliorum quorum interesset notitiam deducentes, ea ubi et quando expedire viderent publicare sollempniter procurarent, prout in ipsis nostris litteris seriosius continentur. Verum, licet hujusmodi mandatum, relaxatio, revocatio et inhibitio cardinalis praedicti ad ipsorum episcopi et abbatis ac aliorum quorum interest fuerint jam deducta notitiam, non tamen ea per presbyteros, capellanos et ministros ejusdem ecclesiae sunt servata, sed omissa penitus et contempta, ministris ipsis infrascriptas opponentibus exceptiones et causas quare praedicta dicebant non debere aliquatenus observari : primo videlicet quod fama erat quod quidam de dicta ecclesia fuerat violenter extractus et longe ab ipsa ecclesia interfectus; secundo quod quidam clericus fuit ubi usque ad sanguinis effusionem percussus; tertio quod quidam alius clericus in cymiterio dictae ecclesiae extitit vulneratus : quae tamen nunquam ante relaxationem hujusmodi initio vel processu litigii proposita esse dicuntur. Episcopus etiam memoratus dicitur afflictiones afflictionibus cumulasse sub excommunicationum et suspensionum poenis hoc ipso inflictis, generaliter inhibendo ne quis sacerdos vel clericus sive in eadem ecclesia, beneficiatus sive non beneficiatus existat, in ipsa audeat celebrare divina, ac omnibus parrochianis ipsius ecclesiae ne divinis officiis interesse praesumant in grave scandalum praedictorum provisorum et populi et salutis suarum praejudicium animarum. Quocirca nos super hoc ex officio nostro et potestatis plenitudine providere volentes ne per aliqua subterfugia vel delusiones, quae in protractionibus litigiorum hujusmodi adinveniri saepius solent, populus et personae dictarum ecclesiae ac villae divino cultu et sacramentorum amministratione fraudentur, discretioni vestrae per apostolica scripta mandamus quatenus vos vel alter vestrum ad praefatam ecclesiam, ad quam

praefatus episcopus dyochesanus ipsius, temporibus et conditionibus sic se habentibus ut nunc se habent, accedere nec velle, nec posse commode dicitur, nec etiam aliquis alius episcopus ipsi loco propinquus existat quem in hoc laborare velimus, personaliter accedentes, eamdem ecclesiam et ipsius cymiterium auctoritate nostra ad omne dubium excludendum reconciliare curetis aqua per quemvis catholicum episcopum obtinentem Apostolicae Sedis gratiam benedicta, et clericis ac personis ecclesiasticis praedictis ad easdem villam et ecclesiam revocatis per vos vel alium seu alios, divina organa reassumi faciatis in ipsis et sacramenta ecclesiastica populo ministrari, non permittentes praefatos provisores et adhaerentes eis praedictorum occasione pendente hujusmodi appellationum et negotii principalis causa, quam et eam contingentia sub dicti cardinalis audientia ventilari volumus, quomodolibet molestari, contradictores et molestatores quoslibet per censuram ecclesiasticam appellatione postposita compescendo. Caeterum quia parum prodesset praefatis provisoribus et eis adhaerentibus dictorum resumptio organorum et sacramentorum administratio, nisi eorum capaces existerent, volumus eis per vos auctoritate nostra, si forte aliquibus essent praedictorum occasione auctoritate dictorum episcopi Tornacensis et abbatis Sancti Bavonis ligati sententiis vel laqueis involuti, quominus praedicta sacramenta recipere et divinis officiis interesse valerent, de debitae absolutionis beneficio in forma Ecclesiae, prout indiguerint, de speciali gratia provideri, recepto tamen ab eis corporaliter juramento quod super hiis pro quibus invenirentur forte ligati, Ecclesiae parebunt mandatis seu cardinalis praedicti aut illius cui negotium commiserimus memoratum semel vel pluries faciendis.

LXIX.

Mandement du cardinal Matthieu Orsini[1] *sur les discordes qui avaient éclaté à Ypres dans le monastère de l'ordre de Sainte-Claire.*

—

Matheus, misericordia divina, Sanctae Mariae in Porticu dyaconus cardinalis, dilectis in Christo filiis de Gandavo, etc.

Ab olim monasterium Yprense ordinis Sanctae Clarae ac sorores ejus fuerunt in discordia satis magna circa hoc illo praestante fomentum qui ponit libenter maculam in electis, et licet auctoritate nostra prius, et postmodum auctoritate sanctissimi patris domini Bonifacii divina providentia summi pontificis, pro reformatione ipsius monasterii diversi processus sint habiti et diversae fuerint sententiae promulgatae, tamen adhuc quasi manet in discordia sicut prius, nec existit prout convenit reformatum, non sine dispendio salutis sororum dictarum et animarum periculo ac scandalo plurimorum, praesertim cum aliquae de sororibus extra monasterium diu manserint, et ubi professionem fecerunt, non reddunt Domino quod voverunt, nec illae quae morantur ibidem, religioni congruum statum habent. Cum igitur, sicut accepimus a procuratoribus seu nuntiis sororum quae infra et extra monasterium moram trahunt, ad cor redeuntes quaerant pacem propriam et salutem, discretioni vestrae praesentium tenore committimus et mandamus quatenus vos vel duo vestrum per vias licitas inducatis illas de praedictis sororibus et servitiales, conversos et familiares dicti monasterii et quosvis alios qui inobedientes fuerint et contra est papali vel nostra auctoritate processum, ut redeant ad obedientiam et mandata, et redeuntes illos qui et quae excommunicati vel suspensi seu interdicti fuerunt, eadem auctoritate juxta formam Ecclesiae absolvatis et revocetis excommunicationes, suspensiones et hujusmodi interdictum, inducentes ex parte nostra illos fratres qui contra nonnullas ex dictis sororibus inobedientibus et dictas alias processerunt auctoritate papali vel simili, quod juxta formam ecclesiae faciant eosdem processus sine difficul-

[1] Matthieu Orsini fut élevé au cardinalat en 1263. Mort en 1306.

tate ac sententias relaxari. Proinde attendentes quod propter bonum pacis et infirmitatem sexus feminei mitius est agendum, studeatis etiam sorores quae fuerunt vel sunt extra monasterium, reducere ad monasterii interiorem clausuram, ut secundum regulam una cum aliis sororibus clausae morentur inter utrasque pacem et concordiam reformantes. Verum quia congregatio non consuevit sine capite regulariter gubernari. inducatis sorores utrasque, tam eas quae morantur exterius quam illas quae manent interius, ut nominent vobis concorditer vel in discordia unam vel plures de ipso monasterio sive de aliis ejusdem ordinis quae sint ydoneae ad ipsum monasterium gubernandum in ministerio abbatissae. ut sive de nominatis vel nominandis ab eis sive de aliis deintus vel extra unam quam eidem monasterio putabitis convenire assumatis et praeficiatis eam in abbatissam monasterii supradicti et provideatis de ipsa. Obtinuimus namque a sanctissimo patre domino nostro summo pontifice oraculo vivae vocis quod possimus per nos vel alium seu alios hac vice auctoritate sua eidem monasterio providere. Unde vobis ipsius domini papae auctoritate committimus ut sive ad sorores intrinsecas vel extrinsecas, sive ad utrasque vel ad nos ut ad gubernatorem monasterii ordinis dictae Sanctae provisio hac vice pertineat monasterii memorati, vos vel duo vestrum auctoritate ipsius domini papae quam vobis in hac parte committimus. provideatis de abbatissa monasterio saepedicto et eam de qua provideritis, compellatis ad suscipiendum hujusmodi onus regiminis per obligationem salutarem, et hoc de una et pluribus de quibus duxeritis providendum, totiens faciatis quousque provisio de aliqua de qua provideritis, sit recepta. Quod si de alio monasterio assumatur, assignetis sibi, si petierit, aliquam sororem ejusdem monasterii pro socia quae ibidem moretur ut soror, cum qua ex sua ydoneitate possit in Domino consolari.

LXX.

Bulle d'Innocent V annonçant son élection par le suffrage unanime des cardinaux après la mort de Grégoire X.

Innocentius, servus servorum Dei, venerabilibus fratribus archiepiscopo Remensi, ejusque suffraganeis et dilectis filiis abbatibus, prioribus, decanis, archidiaconis, praepositis et aliis ecclesiarum praelatis per Remensem provinciam constitutis, salutem et apostolicam benedictionem.

Fundamentum nemo ponere potest praeter id quod positum est, quod est Christus Jhesus. Hic quidem origo inchoantium et constantia robustorum suo sanguine Sanctam Catholicam fundans Ecclesiam juxta prophetarum verbum eximium, in montibus sanctis ejus fundamenta constituit, illius super se basibus solidatis et mensuras mensus ejusdem, tetendit non tam visibilem quam invisibilem lineam super eam. Hinc interdum ducta linea, hinc reducta ut in sagena Ecclesiae ipsius electos includat, ab illa reprobos pro arbitrio ducentis et reducentis excludat. Sic ille terrarum coelique sator perpetua ratione solus omnia disponit et ordinat, immotusque permanens in se ipso ire jubet singula, dat cuncta moveri juxta omnipotentiae suae nutum, cunctorum motus moderans et processus. Sic singulis dividens pro sua voluntate, hunc vocat et eligit, hunc vocatum in electorum consortium non admittit. Hic etsi faciat in omnibus mirabilia magna solus, super omnes filios tamen hominum terribilis in suis consiliis innotescit. Quis enim absque terrore consideret quod gratia Domini solum a vocante conceditur, non ex operibus optinetur; quod indurat quos vult et cujus vult praestando ei misericordiam miseretur, quod vocat ea quae non sunt tanquam ea quae sunt, infirma mundi eligens ut fortia quaeque confundat; quod hos exaltari permittit ad casum, alios vero humiliat ad ascensum; quod super occulti cordis spatia incomprehensibiles dimensiones hujusmodi lineae protenduntur ut repellantur aliquando qui secuturos se offerunt, et qui relaxari cupiunt admittantur? Hujus dimensionis tremenda procul dubio hiis diebus prout dividenti placuit sorte in nostra promotione recepta, eoque terribiliori quo sublimiori atque onerosiori super nos distri-

butionis ejusdem cadente funiculo. Quanto justius non indigne terremur, tanto ad caritatem vestram dignius non injuste recurrimus, vobisque facti seriem securius ad distribuentis laudem exponimus et humilius orationum vestrarum suffragia imploramus. Nuper siquidem sanctae ac venerandae memoriae Gregorio papa, patre et praedecessore nostro, in continuatione laborum quos ad Dei prosequendi servitia solers et devotus assumpserat, nobisque tunc Ostiensi episcopo ac aliis nostris fratribus quos tam in urbe quam circa ejus confinia jam diversa loca receperant, tribus tantum ex illis existentibus circa ipsam de ultramontana redeuntibus regione, ac eodem praedecessore apud Aretium, civitatem Tusciae. in infirmitate diebus deductis aliquibus de hoc seculo nequam quod eo forte dignum non erat excepto et ipsius corpore cum exequiarum sollempnitate debita tumulato, licet in pastoris substituendi processu eorumdem fratrum absentia satisque longa distantia difficultatem non modicam communi hominum judicio minaretur, Illo tamen, ut firmiter credimus, eorumdem fratrum corda tangente cui facile est disjuncta conjungere atque inter se distantia insimul adunare, nos et fratres iidem omnes quibus id personarum suarum status indulsit, sponte ac celeriter convenimus in civitate praedicta. et in mansuetudine spontanee palatium in quo ibidem praedecessor habitaverat. pridie ante festum Beatae Agnetis intrantes, in ipso festo summo mane missarum sollempniis in honorem Sancti Spiritus celebratis ex more, Ipsiusque gratia votis invocata supplicibus concorditer ad celebrandam electionem instantem scrutinii viam eligimus, et assistente ipso benigno sapientiae spiritu qui devote se invocantibus . . . . cujus gratia molimina tarditatis ignorat, primo celebrato et publicato scrutinio, quod tamen nequaquam aliud, sicut nec oportuit, est secutum. in humilitatem nostram, Dei providentia seu permissione mirabili nobisque nimirum terribili et stupenda, iidem fratres nullo discordante unanimiter concordarunt et nos ad summi apostolatus evocantes apicem et ipsius onus giganteis etiam tremendum humeris nostris debilibus imponentes. O mira Dei potentia! O admirabilis divinae providentiae in sui dispositione infallibilis magnitudo! Quis divitiarum sapientiae ac scientiae tuae altitudinem admirari, quis comprehendere tua miranda judicia. quis investigare sufficit investigabiles vias tuas? Ecce id non interjecto quasi unius horae interstitio perfecisti, ad quod alias persaepe diffusi temporis spatium vix pro-

fecit. Ecce longe distantes abinvicem corporibus coadunasti celeriter et in eo ipsorum animos quasi subito conjunxisti in quo alias cohabitatione conjunctos longa dissentio separavit. Haec profecto, pie Jhesu, tui sunt muneris, tui doni, qui pacis et virtutis amator utraque unum faciens e diverso venientes parietes univisti. In hiis itaque, licet nos gravis, nec immerito stupor invaserit, Ejus tamen quem ipsorum actorem supponimus, fideliter et humiliter confitemur, consideratio confortavit ut quamvis injuncti oneris molem insufficientia nostra refugeret, de superhabundantia tamen plenitudinis suae confisi ei nostrae imbecillitatis subjecerimus imperfectum, sperantes quod operi manuum suarum dexteram porriget, nec nos in praemeditatum et inscium dispositione sua in tam profundi maris altitudine positum derelinquet. Ad quod promptius obtinendum vestrorum suffragiorum opitulationem exquirimus, studiosam in hoc opem et operam affectamus, universitatem vestram affectuose monentes, rogantes et qua possumus instantia exhortantes quatenus pensato consultius quod in partem estis tantae sollicitudinis evocati in gregibus curae vestrae commissis pro viribus solliciti pastoris partes satagentes implere Moysi manus debiles, cujus licet insufficientibus meritis typum in Domini populo gerimus, vestris intercessionibus sustentetis apud Illum qui hujusmodi nobis onus imposuit, devotis precibus insistentes ut non patiatur ipsius mole nos opprimi, ipsius pressura substerni, sed debilitatem nostro suo robore fulciat, suaque virtute confortet, ut sic in commissi exequutione regiminis ejus prosequamur beneplacitum quod aeternae retributionis gratiam et sequamur attentius et de suae benignitatis gratia efficacius consequamur. Caeterum, fratres et filii, affectum vobis caritativae benignitatis expandimus et sinum caritatis solidae aperimus, proponentes quantum cum Deo poterimus honori vestro deferre ac vestra et ecclesiarum vestrarum commoda, pro quibus ad nos recurrere cum securitate poteritis, in promptitudine benivolentiae promovere.

Datum Laterani, etc.

LXXI.

Répartition des taxes ecclésiastiques dans le diocèse de Tournay.

—

Officialis Tornacensis, etc. Noveritis quod in nostra praesentia constitutus vir discretus magister G., per Remensem provinciam ab eodem domino legato deputatus, prout in litteris dicti domini legati plenius continetur, pecuniarias procurationes ejusdem domini legati pro primo anno praesentis legationis suae ecclesiis, monasteriis, capitulis et locis ecclesiasticis, tam exemptis quam non exemptis, civitatis et dyocesis Tornacensis, de nostro et aliorum bonorum virorum consilio, pensatis et consideratis facultatibus eorumdem, imposuit taxando eorum cuilibet certam et rationabilem pecuniae quantitatem pro dictis procurationibus, in modum qui sequitur, videlicet :

Capitulo Tornacensi X libras Turonenses;
Capitulo Sancti-Petri in Insula X libras Turonenses;
Capitulo Nebinensi X libras Turonenses;
Capitulo Curtracensi VI libras Turonenses;
Capitulo Harlebecensi X libras Turonenses;
Capitulo Sanctae-Pharahildis Gandensis C solidos Turonenses;
Capitulo Thoraltensi C solidos Turonenses;
Capitulo Sancti Donati Brugensis X libras Turonenses ;
Capitulo Beatae Mariae Brugensis C solidos Turonenses;
Monasterio Sancti-Martini Tornacensis X libras Turonenses;
Monasterio Sancti-Nicholai de Pratis X libras Turonenses;
Monasterio Sancti-Amandi de Pabula X libras Turonenses;
Monasterio Cysoniensi X libras Turonenses;
Monasterio de Phalempin VII libras Turonenses;
Monasterio Sancti-Petri Gandensis X libras Turonenses;
Monasterio Sancti-Bavonis ibidem X libras Turonenses;
Monasterio de Dulci Valle IIII^{or} libras Turonenses;
Monasterio de Echoud in Brugis octo libras Turonenses;

Monasterio Sancti-Andreae juxta Brugas X libras Turonenses;
Monasterio de Oudenburgh X libras Turonenses;
Monasterio de Laude, X libras Turonenses;
Monasterio de Bodelo X libras Turonenses;
Monasterio de Thosan X libras Turonenses;
Monasterio de Groninghe XX solidos Turonenses;
Monasterio de Biloke C solidos Turonenses;
Monasterio de Eclo L solidos Turonenses;
Monasterio de Dorenzele L solidos Turonenses;
Monasterio de Spermaelgen C solidos Turonenses;
Monasterio de Boscho VIII libras Turonenses;
Monasterio de Markette X libras Turonenses;
Monasterio de Trunchinio X libras Turonenses;
Monasterio de Wevelghem XL solidos Turonenses;
Prioratui de Finia juxta Insulam X libras Turonenses;
Prioratui de Houplines XL solidos Turonenses;
Prioratui de Cokelare et de Roexheem X libras Turonenses;
Prioratui de Bredene VII libras Turonenses;
Prioratui de Waveri C solidos Turonenses;
Prioratui de Engles juxta Insulam centum solidos Turonenses;
Prioratui de Petenghem juxta Aldenardam VII libras Turonenses.
Prioratui de Husse VII libras Turonenses;
Praeposito de March VII libras Turonenses;
Domui Sancti Johannis de Mude X libras Turonenses;
Domui de Zele LX solidos Turonenses;
Domui de Ham XL solidos Turonenses;

Domibus militiae Templi, de Corbri, Sancti-Leodegarii, de Slipis, domui de Gandavo, de Brugis, de Ruselede et de Haya juxta Insulam, cuilibet X libras Turonenses;

De quibus procurationibus exigendis, colligendis et recipiendis dictus magister G. venerabilem virum et discretum magistrum B. de Eynes, canonicum Tornacensem, deputavit collectorem.

Datum, etc.

LXXII.

Plaintes contre un clerc nommé Jean Broder.

—

Dicunt abbas et conventus talis ecclesiae contra Johannem dictum Broder, clericum, quod praedictus Johannes adeo est rixosus et seminator discordiae inter fratres seu fraternaliter conversari solitos et volentes, et iracundiae diu praeteritae recordator et inimicitiae memorator est dictus Johannes in tantum quod viri pacifici et cupientes pacifice Deo servire praesumunt et timent merito quod cum ipso Johanne pacifice conversari non possent et Deo servire in pace, ut esset congruum, non valerent. Etenim, sicut dicti abbates et conventus proponunt et dicunt, praedictus Johannes cum patre ac genitore ipsius non potuit se habere pacifice, nec, ut decuit, reverenter, sed impie, ac honore paterno postposito, se ad ipsum habuit irreverenter, non semel sed pluries et frequenter; nam manus temere violentas injecit in patrem ipsius praedictum ex quasi consuetudine sic agendo, et super talibus et similibus, immo etiam atrocioribus, apud bonos et graves est multipliciter diffamatus. Quae omnia vel ex eis aliqua, si fuissent domino papae suggesta, nec malitiose tacita et suppressa, nunquam dominus papa praedicto Johanni suas litteras, quas contra praedictos abbatem et conventum attulit, concessisset, et imo propter praemissa et alia loco et tempore declaranda pariter et probanda, si opus fuerit et necesse, dicunt praedictas litteras efficaciter nullam habere roboris firmitatem. Ne quoque per eas in praedictorum abbatis et conventus praejudicium et gravamen aliquid attemptetur, in hiis scriptis Apostolicam Sedem appellant, seu suam provocationem faciunt abbas et conventus praedicti, se et sua omnia protectioni Sedis Apostolicae supponendo, et apostolos cum instantia, sicut decet, requirunt concedi ab illo qui esse seu fore praedicti Johannis forsitan executor videbitur aut in posterum apparebit et forsitan est ad praesens. Haec dicunt, faciunt et requirunt praedicti abbas et conventus, in praesentia talium quorum nomina subsequuntur.

Actum et datum, etc.

LXXIII.

Usufruit de livres légué à un étudiant en théologie.

—

Universis praesentes litteras, etc., officialis, etc.

Noverit universitas vestra quod in nostra propter hoc praesentia constitutus Petrus . . . . ., clericus libros sibi legatos quantum ad usumfructum eorum, in quibus proprietas est legata ecclesiae de Thosan a venerabili viro domino . . . . . ., afferens et affirmans quod propositum habet et animum firmum et fixum in libris praedictis studendi et continuandi studium sive scolas in studio, ut decebit, videlicet ubi studium in theologia vigere dinoscitur, quod usque hodiernam diem Parisiis esse solebat praecipue, adhuc etiam esse solet et viget amplius quam in locis aliis in theologia. Dictus quidem clericus procuratori ecclesiae antedictae de Thosan ipsius ecclesiae nomine stipulanti promisit quod ipse veraciter et fideliter absque dolo aliquo libris praedictis utetur, fruetur ut congruet, postquam possessionem vel quasi librorum ipsorum habuerit et adeptus fuerit competenter, utetur quidem et fruetur arbitrio boni viri ut quilibet discretus et prudens vir volens proficere in theologia esset usurus, si libri in proprietate plenissima essent ipsius. Promisit etiam quod tractabit ut congruet libros praedictos in usufructu praedicto fideliter et decenter. Si quoque aliquo casu vel modo deteriorari contigerit dictos libros per ipsum vel alium loco sui vel forsitan per quemcunque alium quoquo modo, eam omnimode deteriorationem emendabit et de dampno dato ad arbitrium boni viri, ut congruet, satisfaciet competenter. Promisit etiam quod si aliquo modo vel tempore ipsum usufructuarium antedictum postponere vel discontinuare studium antedictum vel scolas in studio antedicto taliter quod discontinuatio ipsa evideri poterit ex voluntate studendi procedere seu contingere contra piissimam voluntatem illius qui usumfructum legavit praedictum, tunc absque dilatione morosa et ipsi ecclesiae saepedictae dampnosa restituet dictos libros ipsi ecclesiae de Thosan plenissime, ut decebit. Praedicta quidem omnia et singula, sicut tactum est supra, promisit et satisfactionem congruam interposuit, ut debebat, videlicet de bonis talibus aut per

fidejussores tales ydoneos, qui fidejussores praefacti se dictae de Thosan ecclesiae obligarunt taliter quod de triennio in triennium, si necesse fuerit et petatur, renovationem eorum et obligatoriam cautionem eorum ydonee, ut decebit, fieri et curabunt facere vel ut fiat per alios modo simili procurabunt.

LXXIV.

Bref d'Urbain IV relatif à la réforme de l'ordre de Citeaux en France.

Urbanus episcopus, servus servorum Dei, dilecto filio fratri Gaufrido, ordinis fratrum praedicatorum, etc.

Circa reformandum statum Cisterciensis ordinis, quem audivimus in pluribus deformatum in Francia, multae sollicitudinis excitati, ad te tuosque collegas cum fiducia mentem nostram convertimus et super ipsius ordinis reformatione vobis sub certa forma direximus scripta nostra, sperantes quod in hoc Dei negotium ageretur, mandatum apostolicum in hac parte sollicite prosequi et celeriter exequi curaretis. Vos autem, sicut accepimus, non sine gravi jactura dicti ordinis ad quorumdam suggestionem in eodem negotio hactenus procedere omisistis. Unde nolentes quod caritatis vinculum tam sanctae religionis et ordinis cujusquam subjaceat dispendio laesionis, vel solitus nitor ejus alicujus deformitatis nebulis obducatur, discretioni tuae per apostolica scripta mandamus quatenus provide pensatis quod corde gerimus et inter caetera quae nobis votiva sunt specialiter affectamus ut status ejusdem ordinis, favente divina clementia, plene ac solide reformetur, te in executione praedicti mandati sollicitum et studiosum exhibeas, et tam tu quam praedicti collegae, sicut caram habetis gratiam Apostolicae Sedis et nostram, pro eodem negotio, juxta formam vobis traditam, quibuslibet mora et difficultate postpositis, procedatis.

Datum, etc.

LXXV.

Levée d'un subside accordé aux rois de France et de Sicile.

—

Experientiam vestram credimus non latere quod in nostro generali capitulo ordinatum extitit et statutum quod XXX milia librarum pro subventione illustrium dominorum videlicet regum Franciae et Ceciliae, secundum conventiones cum ipsis praehabitas super decimis quas a personis ordinis exigebant, ab eisdem personis ordinis intra dictarum decimationum terminos constitutis secundum formam constitutionis super hoc editae levarentur, in octava Epiphaniae tunc sequentis Parisiis persolvendae, cujus integralis summae praedictae XX milia regi Ceciliae, decem vero milia regi Franciae assignari debebant. Aliae vero additae sunt et fuerunt pro expensis factis et etiam faciendis. Caeterum de portione praenotatae summae nobis Clarevallensibus incombente, videlicet de . . . . , facta computatione secundum taxationem octavae partis coram omnibus, tam abbatibus quam procuratoribus, tunc ibi praesentibus tria milia defuerunt. Porro nemine tunc ibi pro rege Siciliae comparente, et rege Franciae de rata ipsum contingente inducias concedente, vestras vobiscum pecunias retulistis. Non multo post, sicut alias vobis scripsimus, nostri ordinis cardinales unacum procuratoribus nostris unanimiter nobis monendo et consulendo scripserunt ut secundum compositionem quam asserebant inter ipsos et procuratores dicti domini regis Siciliae formatam et quasi firmatam, XXX milia librarum in nundinis de Barro tunc sequentibus certis mercatoribus solveremus, si solutionem integralis et triennalis decimae evitare vellemus. Nobis autem quatuor primis abbatibus, una cum reverendo nostro patre Cisterciensi et aliis pluribus coabbatibus nostris, occasione hujus repentini rumoris in quadam nostra grangia personaliter constitutis et de praefata materia diu disceptantibus, prout alias vobis meminimus nos scripsisse, ad hoc finaliter est deventum ut nos Clarevallenses, secundum formam primae divisionis seu partitionis, de XXX milibus nobis impositis viginti unum milia solveremus. Ad hoc autem ut tunc etiam levarentur alia duo milia ad opus regis Franciae reservata, quamvis hoc nobis aliqui suade-

rent, nullatenus salva conscientia potuimus consentire, cum illa pecunia, si cum alia levaretur et in praefatis nundinis non solveretur, apud nos esset per multum temporis otiosa, interim suis dominis seu possessoribus servitura vel forsitan sub usuris ab aliquibus recepta, fuisset medio tempore videlicet regii favoris durante dilatione fenerantibus funesta pariens incrementa et debentibus detrimenta, etc.

LXXVI.

Mandement de l'écolâtre de Saint-Donat relatif à un croisé.

Scolasticus ecclesiae Sancti-Donati Brugensis, judex unicus a domino papa delegatus, omnibus presbyteris et capellanis ad quos praesentes litterae pervenerint in domino salutem.

Auctoritate domini papae nobis in hac parte commissa vobis omnibus et singulis in virtute sanctae obligationis et sub poena suspensionis et excommunicationis praecipiendo mandamus quatenus peremptorie citetis vel citari faciatis coram nobis Brugis omnes illos quos lator praesentium vobis nominabit, quorum nomina videbitis in auctentico domini papae, ad diem competentem vel ad dies competentes pro voluntate latoris praesentium, Eustachio de . . . . . ., laïco crucesignato responsuros, nomina citatorum et diem sive dies citationis nobis fideliter rescribatis. In hiis exequendis unus vestrum alium vel alios non exspectet.

Datum, etc.

LXXVII.

Bulle de Boniface VIII relative aux différends du roi de France et du comte de Flandre.

—

Bonifacius episcopus, servus servorum Dei, universis Christi fidelibus praesentes litteras inspecturis salutem et apostolicam benedictionem.

Dudum inter karissimum in Christo filium nostrum Philippum, regem Francorum illustrem, ex parte una, et dilectum filium nobilem virum Guidonem, comitem Flandriae, ex altera, super certis articulis dissentionis materia, litibus etiam et quaestionibus exortis, plures appellationes pro parte ipsius comitis et ei adhaerentium fuerunt occasione hujusmodi ad sedem apostolicam interjectae. Nos autem certis ex causis quae ad id rationabiliter nos inducunt, volumus ut hujusmodi appellantibus tempora prosequendarum appellationum et juris statuta non currant, et quod omnia super quibus appellatum est et illa contingentia in eo in quo nunc sunt statu consistant, donec super hiis aliud duxerimus ordinandum, nec per lapsum temporis cuiquam praejudicium generetur.

Datum Romae apud Sanctum Petrum, pontificatus nostri anno quarto.

—

LXXVIII.

Appel adressé au pape Boniface VIII contre Philippe le Bel[1].

—

Jura dicunt maxima dona Dei hominibus a superna clementia sunt collata, sacerdotium videlicet et imperium. Istud praeest divinis, imperium

[1] Cet acte d'appel paraît avoir été l'œuvre de 'ordre de Cîteaux. Philippe le Bel se vengea de l'abbé de Cîteaux en le faisant jeter en prison.

autem humanis praesidiis. Alibi vocantur duo luminaria magna, sicut sol et luna, et sicut aurum est practiosius plumbo et sol luna nobilior. ac divina terrenis nobiliora seu digniora, sic sacerdotalis dignitas excedit regalem, et minor non habet judicare majorem nolentem et invitum. Rex ergo sacerdotes invitos et renuentes, cum suo imperio non subsint, ad subventionem compellere non habet, cum res ecclesiasticae sint mortificatae et a temporali jurisdictione exemptae, et cum dicta subventio naturam sapiat decimae. De quibus rex se non habet intromittere. Pro hiis inducuntur jura in autentico, etc. Praeterea filius magis tenetur patri quam subditus principi, sicut lex dicit quod filius non tenetur patrem alimentare si pater in bonis habeat unde possit alimentari, cum tamen alimentatorum causa sit valde favorabilis. Ergo minus tenetur subditus principi, nisi prius facultatibus principis excussis; propter hoc inducatur lex, etc.

Praeterea viri ecclesiastici ad impositionem non sunt obligandi, quia id possumus quod commode possumus; sed, si tantum onus impositum a domino rege subire tenerentur, nec incurrerent transgressionem juramenti, quia multis creditoribus tenentur religionis juramento quibus satisfacere non possent, et lex dicit : si dominus in perjurium incidit, quia dare non valeat quod juraverat, si vasallus cum sua pecunia liberare possit et non faciat, feodum amittere debet, et sicut vasallus tenetur domino, ita dominus vasallo. Rex ergo suos feodales saltem a vinculo juramenti quo sunt constricti sua pecunia liberare debet, cum possit, aliter jura subjectionis amittere debet. Ad hoc inducuntur jura, etc. Propterea si ad dictam subventionem tenerentur sacerdotes et clerici, censerentur ceteris hominibus deterioris conditionis, et sequeretur inexpugnabile vitium quod sub rege christianissimo sacerdotes durius tractarentur quam sub rege Pharaone, sub quo omnibus servituti subjectis soli sacerdotes et eorum bona erant libertate donati. Exempla de immunitate non minus. Propterea si talis exactio nova deberet et posset fieri aliquo modo, nullatenus posset fieri summo pontifice inconsulto. Probatur lege in simili quae dicit si adeo tenuis sit patria quod auxilio extraordinario indigeat, praeses provinciae diligenter audiens utilitatem communem referet principi, auctoritate cujus auxilium extraordinarium debet ordinari, sic in rebus ecclesiasticis nova exactio statuenda non est inconsulto summo pontifice; et si ad talem subventionem perangariam ecclesiae teneantur, pauperes erunt desolati.

Propterea cum munera quaedam sunt sordida, quaedam honesta, ab omni sordido immunis est Ecclesia. Honestorum quaedam sunt ordinaria, quaedam extraordinaria : ad ordinariam munerationem rerum vel patrimoniorum tenetur Ecclesia; ab istis nemo se excusat.

Alia autem personalia vocantur angaria vel perangaria ad quae personae ecclesiasticae non tenentur, nisi ad murorum vigilias. Ad extraordinaria, quaecunque sint illa, sive pertineant ad publicam utilitatem sive pietatem vel voluntatem, non tenetur Ecclesia, nisi auctoritate summi pontificis sui principis sint indicta, quia ista sunt superindicta quae semper sunt prohibita, nisi accedente principis voluntate.

Quaedam tamen munera necessitatis et pietatis excipiunt legistae ad instructionem bonorum, redemptionem captivorum, et dicunt quod ad haec tenetur ecclesia; haec tamen videntur immutata. Ab hiis omnibus subventio ecclesiis auctoritate regis imposita multum est aliena.

Quibus rationibus et aliis quas suppleat vestra paternitas reverenda, petimus et supplicamus nos abbates nostro et ecclesiae nostrae nomine quod supplicetis majestati regiae, cui semper fuit magnum studium unitatem Apostolicae Sedis et sanctarum Dei ecclesiarum custodire, ut a tanto onere superinducto ecclesiis nostris desistat penitus et quiescat, nec nos ad id compellatis sed totaliter desistatis, quia sine auctoritate et mandato summi pontificis cujus sunt penitus bona nostra, monitioni et petitioni vestrae parere non possumus, nec debemus, nec etiam consentimus; immo in quantum de jure possimus contradicimus ne de negligentia, perjurio et inobedientia valeamus dampnabiliter reprehendi.

LXXIX.

Mandement de l'abbé de Clairvaux sur les taxes ecclésiastiques accordées au roi de France.

Frater G., dictus abbas Claraevallis, salutem et fructum obedientiae salutarem.

Cum omnium ecclesiasticorum reddituum, proventuum et obventionum

decima illustrissimo regi Franciae in toto regno suo sit concessa. reverendus pater dominus Th., abbas Cisterciensis, assumpto secum venerabili patre domino R., abbate Pontensi, qui tunc ex quatuor primis solus interesse poterat, et quibusdam aliis abbatibus et discretis personis ordinis de voluntate et assensu primorum quibus hoc negotium commissum erat in nuper transacto capitulo generali ad vitandum futura pericula, animarum dispendia, conscientiarum naufragia, cum supradicto rege Francorum necnon reverendo patre domino J., Dei gratia tunc Sanctae Ecclesiae presbytero cardinali Apostolicae Sedis legato, exactore et collectore praedictae decimae, non sine magnis laboribus et difficultate non modica pro domibus nostri ordinis infra praedictae legationis terminos constitutis, composuerunt pro toto supradicto quadriennio quo ipsa decima concessa est, in certa pecuniae quantitate. Cum igitur nos de summa nobis et generationi nostrae imposita primo bonorum consilio ipsius nostrae generationis domibus pro se et domibus sibi subjectis quoad annum praesentem certas portiones imposuerimus, dictante conscientia, pro statu et viribus singulorum, vobis universis et singulis in virtute sanctae obedientiae, auctoritate capituli generalis nobis et aliis primis in hac parte commissa et nostra sub poena depositionis, suspensionis, interdicti, districtione qua possumus, damus tenore praesentium in mandatis quatenus portiones vobis et domibus vestris impositas, necnon et domibus vobis subjectis et inferius annotatas, infra quindenam instantis Paschae, Parisiis apud Sanctum Bernardum mandato nostro integraliter persolvatis, et vos filios habentes sub eadem forma auctoritate praedicta vestros subditos ad solvendum summas sibi imponendas modis omnibus compellatis. Vos de Igniaco pro vobis et generatione MCCL libras Turonenses. Vos de Ursicampo pro vobis et generatione vestra MDC libras Turonenses. Vos de Valleclara pro vobis et generatione vestra CCCC libras Turonenses. Vos de Longo Ponte pro domo vestra CCCC libras Turonenses. Vos de Villari et filia vestra de Grandi Prato D libras Turonenses. Vos de Fusniaco pro vobis et filia vestra DC et LX libras Turonenses. Vos de Alna CCCC libras Turonenses. Vos de Valle Dei LXXX libras Turonenses. Vos de Camberone pro hiis quae infra praedictae legationis terminos possidetis et filia vestra de Bodelo, CCCC libras Turonenses. Vos de Dunis pro vobis et filia vestra DCCC libras Turonenses. Vos de Claro Marisco CCCXX libras Turonenses. Vos de Laude CCX libras Turo-

nenses. Vos de Valcellis centum libras Turonenses. Et ne quis forte vestrum se excusare valeat de ignorantia praedictorum, volumus et mandamus ut in testimonium hujusmodi mandati nostri a vobis recepti vos abbates, aut vobis absentibus priores, aut etiam cellerarii sigilla vestra unacum nostro praesentibus litteris apponatis. Incipiet autem terminus solutionis feria tertia post Quasimodo, in quindena Paschae videlicet subsequenti dominica finiendus. Et ne forte ad praesens hujus impositionis seu distributionis aliquatenus vos terreat tanta summa, noveritis quod ad tantam quantitatem non veniet distributio annis subsequentibus facienda.

LXXX.

Appel de Charles d'Anjou contre ceux qui oppriment l'Église.

Ad futuram rei memoriam pro negotio regni Ceciliae in persona nobilis viri Andegavensis ac Provinciae comitis, ad liberationem Romanae et Universalis Ecclesiae ac statum fidei catholicae, quae diebus istis intollerabiliter opprimuntur, favente domino promovendo, sanctissimus pater ac dominus Urbanus, Dei providentia, summus pontifex, universos archiepiscopos, episcopos, abbates, priores, decanos et alios ecclesiarum praelatos, necnon capitula, collegia et conventus, caeterasque personas ecclesiasticas seculares et regulares, exemptas et non exemptas, per regnum Franciae ac per terras ad nobilem mulierem comitissam Flandriae, ratione dominii vel feodorum suorum, in Cameracensi et Tornacensi dyocesibus, pertinentes, per comitatum etiam Provinciae et alias dicti comitis terras, suorumque vassalorum terras, necnon per Lugdunensem, Viennensem, Tarentensem, Ebredunensem et Bisuntinensem provincias constitutos per suas litteras sub certa forma affectuose et fiducialiter requisivit ut eidem Ecclesiae pio compatientes affectu decimam omnium suorum ecclesiasticorum proventuum praedicto comiti prompta per triennium liberalitate concedere procurarent, nosque propter hoc ad regnum, terras, comitatum et

provincias supradictas transmittens, compellendi ad hoc si opus esset per censuram ecclesiasticam, archiepiscopos, episcopos, aliosque praedictos generaliter et singulariter, prout expediens videremus, liberam nobis tradidit per suas litteras potestatem, commisso nobis plene legationis officio in regno, terris, comitatu et provinciis supradictis. Unde nos specialibus dictorum episcoporum et aliorum, cathedralium et aliarum collegiatarum ecclesiarum per regnum, terras, comitatum et provincias easdem constitutarum consiliis convocatis, ibidem ipsos suo et illorum quorum erant procuratores nomine, caeterasque personas ecclesiasticas regni, terrarum, comitatus et provinciarum praedictarum super exhibitione hujusmodi decimae diligenter curavimus ammonere, et eisdem archiepiscopis, episcopis, abbatibus, prioribus ac procuratoribus, nomine suo et illorum quorum erant procuratores, et sibi subjectarum etiam personarum hujusmodi decimam liberaliter promisimus exhibere, tam eis quam aliis supradictis personis ecclesiasticis certos ac peremptorios terminos competentes ad exhibendum hujusmodi decimam in eisdem consiliis duximus publice statuendos. Et ne per aliquam malitiam operi tantae salutis valeat derogari, nos auctoritate qua in hac parte fungimur in unamquamque personam ecclesiasticam earumdem provinciarum, comitatus praedictorum, cujuscunque conditionis, ordinis vel dignitatis existant, quae decimam ipsam nullo modo vel non integre aut non secundum aestimationem deputandarum nobis vel mandato nostro ad hoc personarum, sive non in terminis constitutis exhibuerint, sive in exhibitione illius malitiam adverterint sive fraudem, excommunicationis sententiam promulgamus.

LXXXI.

Mandement de Brictius, prévôt de Notre-Dame à Bruges, en faveur des religieux du monastère de Thosan.

Magister Brictius, Sanctae-Mariae in Brugis praepositus, a venerabili patre domino M., venerabili Tornacensi episcopo, conservatore, executore

seu judice abbatum et fratrum Cisterciensis ordinis a Sede Apostolica deputato, super eorum privilegiis a Sede praedicta eis concessis usque ad anni terminum substitutus, universis presbyteris et capellanis in Trajectensi, Cameracensi et Tornacensi dyocesibus constitutis ad quos praesentes litterae pervenerint exequendae, salutem in Domino.

Quum tanquam quod aliqua tergiversatione celari non potest, notorium, tanquam etiam juris canonici notione notoria ......, et alias nobis constat quod viri religiosi abbas et conventus seu fratres monasterii de Thosan tanquam fratres ordinis Cisterciensis etiam auctoritate apostolica sint muniti adeo ut de possessionibus suis ante generale concilium acquisitis et postmodum juxta modum qui annotatur inferius, licet eas ex necessitate vel utilitate aliqua secularibus excolendas tradiderint, si ad manus eorum redierint, illasque propriis suis sumptibus et laboribus excolant, necnon de suis ortis, virgultis, pratis et nemoribus nulli decimas solvere teneantur, et quod omnes et singuli Cistercienses hujusmodi judiciali non praemissa indagine et secuta sententia seu praecepto judicis competentis, ut esset congruum, auctoritate seu potius motu sive temeritate propria in praemissis fatigaverint, turbaverint, molestaverint vel vexaverint, turbatores seu vexatores hujusmodi auctoritate apostolica per executores seu judices deputatos ab eis compelli debeant ut desistant.

Cum quoque, ut supra diximus, nobis constat praedictos abbatem et fratres de Thosan possessiones in loco qui dicitur Pulsebroec juxta Ardenburg ante praetactum concilium acquisitas habere, quas licet aliquando secularibus excolendas tradiderint, jam ad manus ipsorum legitime redeuntes propriis suis sumptibus et laboribus excoluisse, jamdiu ac nemus vulgari nomine seu virgultum plantasse, plantatum etiam tenuisse continuo post plantationem hujusmodi usque ad tempora hodierna, videntibus et scientibus universis habentibus possessiones confines praedictis possessionibus praedictorum Cistercensium seu vicinas jus aliquod sibi competere in confinibus seu locis vicinis, ex consuetudine forsan vel alia ratione praetendentibus, licet praemissa negare nequeant probabiliter esse vera et sibi notoria, tamen eorum aliquos Cistercienses praedictos de Thosan in suo praetacto nemore contra libertatem praedictam fatigasse, molestasse, turbasse, non auctoritate judiciaria, immo potius motu seu temeritate propria, et vexasse. notorie nobis constat, ut prius, deberemus etiam et pos-

semus, si requisiti essemus, instanter, ut esset congruum, contra illos procedere auctoritate apostolica, motum seu temeritatem hujusmodi compescendo. Nos ergo qui auctoritate apostolica inter caeteros conservatores et defensores jurium Cistercensium praedictorum, de quibus notorie nobis constat, ut supra diximus, deputati existimus ut praedictis Cisterciensibus assistamus viriliter in praemissis et omnibus ea contingentibus, vobis omnibus et singulis in virtute sanctae obedientiae et sub poena suspensionis et excommunicationis quos ad nostri executionem mandati cum diligentia et vigilantia exequendi primo, secundo et tertio in hiis scriptis monemus si in dicti executione mandati negligentes fueritis vel remissi fuerimus sicut congruit, praecipiendo mandamus quatenus vice nostra seu potius apostolica accedentes personaliter ubi propter hoc fuerit accedendum, cum requisiti fueritis de accessu hujusmodi faciendo, inhibeatis sub testimonio competenti omnibus et singulis, cujuscunque dignitatis vel status existant, simplicibus quoque presbyteris et capellanis et quibuscunque aliis, sive sint clerici sive layci, religiosi vel non religiosi, de quibus fueritis requisiti, ne contra voluntatem et libertatem illorum de Thosan in adversantium eis consilium vel favorem ad locum praedictum de Pulsebroec accedant; si quoque accesserint ita, ne ipsi, dum de recedendo fuerint requisiti, remaneant, sed indilate recedant ubi et quando aliqui religiosi vel alii velint contra libertatem et voluntatem ipsorum de Thosan de dicto nemore quicquam, arborem seu arbores, ramum vel ramos tollere vel auferre nomine decimali vel alia ratione quacunque contra libertatem praedictam, ac illos omnes et singulos quibus dicta inhibitio facta fuerit, moneatis canonice, ut supra, ne contra inhibitionem quae ipsis facta fuerit, quicquam facere vel attemptare, vel facere attemptari procurent vel faciant, tanquam praedictis adversantibus in adversatione hujusmodi consentanei vel ratione quacunque efficaciter curent assistere vel eorum praesentiam adhibere volentibus contra dictos de Thosan in praemissis aliquid attemptare. Vos etiam omnes et singulos post inhibitionem et monitionem praedictos rebelles notorie seu non obedientes ad plenum, ut congruit, quia nos illos ex nunc ut extunc ob suam contumaciam seu inobedientiam excommunicamus, in hiis scriptis publice ubicunque, quandocunque et quotienscunque requisiti fueritis, nominatim etiam excommunicatos denuntiare curetis, alio a nobis non exspec-

tato mandato. Nomina vero illorum qui se excommunicari permiserint et quid inde feceritis, nobis per vestras patentes litteras rescribatis, ut contra illos possimus procedere prout justitia suadebit et nobis videbitur procedendum. In hiis exequendis unus vestrum alium seu alios non exspectet, sed primo requisitus nostrum mandatum seu potius apostolicum fideliter exequatur.

LXXXII.

Appel au Saint-Siége adressé par le procureur de l'abbaye de Thosan contre les collecteurs des taxes ecclésiastiques.

Cum sit indultum a Sede Apostolica abbati et conventui de Thosan, Cisterciensis ordinis, quod non teneantur ad praestationem aliquarum collectarum, subsidiorum et aliarum exactionum, per litteras dictae Sedis aut legatorum ejusdem, nisi de indulto hujusmodi et de ordine Cisterciensi fecerint mentionem ipsae litterae plenam et expressam, et executores dati, ut dicitur, a reverendo patre domino S., tunc Sanctae Ceciliae presbytero cardinali [1], qui dicit se praedictae Sedis Apostolicae legatum, contra tenorem privilegii hujusmodi minus venientes decimam omnium proventuum monasterii de Thosan exegerunt ab ipsis abbate et conventu de Thosan, et super praemissis ipsos moneri fecerunt praedicti executores ex parte dicti legati, sub poena suspensionis et excommunicationis de die in diem aggravanda, si non mandato eorum sive ipsius pareatur. Ego talis monachus et procurator abbatis et conventus de Thosan praedictorum, ad hoc specialiter constitutus, habens super hoc mandatum ad appellandum speciale ab eisdem, sentiens eos a praedicto legato vel ejus executoribus in hiis et aliis loco et tempore proponendis praegravatos, pro eisdem abbate et conventu, nomine ipsorum, coram vobis domino officiali et sub testimonio omnium astantium, a praedicto legato et ejus executoribus, cum eorum

[1] Simon de Brie ou Brion, cardinal en 1263. Il devint, en 1281, pape sous le nom de Martin IV.

copiam habere ad praesens non possum, Sedem Apostolicam pro eisdem gravaminibus et eorum singulis vel eorum altero quod sufficiat in hiis appello scriptis et apostolos instanter peto, quod si mihi denegetur, item Sedem Apostolicam appello in hiis scriptis, supponens dictos de Thosan et eorum bona sub protectione Sedis Apostolicae, ne quid pendente dicta appellatione a quoquam temere contra eorum bona attemptent; quod si factum fuerit, iterum Sedem Apostolicam appello et in scriptis, protestans eodem modo me appellaturum seu appellationem innovaturum sive fieri procuraturum coram memorato legato, si necesse fuerit et obtulerit se facultas.

LXXXIII.

Lettre des échevins et bourgmestres de Dixmude à l'official de la Morinie.

Viro venerabili et discreto domino officiali Morinensi scabini et burgimagistri villae de Dixmuda salutem cum omni reverentia et honore.

Noverit vestra discretio quod talem, talem et talem, tam clericos quam laycos, latores praesentium, nostros constituimus procuratores generales, et eorum quemlibet in solidum, ita quod non sit melior conditio occupantis et non occupantis deterior in omnibus causis nostris motis et movendis tam pro nobis quam contra nos, tam conjunctim quam divisim, contra quascunque personas et quaecunquae personae contra nos, coram quibuscunque judicibus et quacunque auctoritate agatur. Dantes et concedentes dictis procuratoribus et cuilibet eorum in solidum plenariam potestatem et mandatum speciale agendi pro nobis, nosque defendendi, jurandi in animas nostras de calumpnia seu de veritate dicenda, ponendi, respondendi positionibus, petendi expensas, jurandi et recipiendi easdem, petendi quartam productionem testium et alias ex causa cum sollempnitate juris eandem sollempnitatem faciendam sententiam diffinitivam, jus et interlocutionem audiendi, appellandi, apostolos petendi, appellationem prosequendi, cautiones pro nobis a quocunque factas hactenus et faciendas

ratificandi et omnia alia et singula faciendi quae nos faceremus seu facere possemus et deberemus, si praesentes essemus, et substituendi alium vel alios loco sui procuratorem seu procuratores, qui eamdem et consimilem in praemissis omnibus et singulis habeat vel habeant potestatem, ratum et gratum habentes et habituri quicquid dicti procuratores et quilibet eorum in solidum aut alter vel alii ab eis aut eorum uno substitutus vel substituendus, substituti vel substituendi, pro nobis, tam conjunctim quam divisim, ad omnes dies assignatos et assignandos, ubicunque et coram quibuscunque ac contra quoscunque, quotiens fuerit expediens, tam agendo quam defendendo faciendum duxerit aut duxerint in praemissis et singulis praemissorum et praemissa tangentibus. Promittentes sub ypotheca rerum nostrarum, si necesse fuerit, judicatum solvi.

LXXXIV.

Appel au pape à propos des taxes réclamées des monastères de l'ordre de Cîteaux.

Cum toti Cisterciensi ordini et omnibus et singulis de dicto ordine a Sede Apostolica sit indultum quod non teneantur ad praestationem aliquarum collectarum, subsidiorum et aliarum exactionum imponendarum ipsis et domibus suis a Sede Apostolica aut ipsius Sedis auctoritate ac mandato per litteras ipsius Sedis quae plenam et expressam de Cisterciensi ordine et hujusmodi indulgentia non fecerint mentionem, etiam si contineatur in eisdem litteris quod per eas mandatur ne fiat aliqua indulgentia, non obstantibus quibuslibet excommunicationis, suspensionis et interdicti sententiis, si quas praemissa occasione promulgari contigerit, sublatis et decretis, penitus non teneri, et quod conveniri seu ad judicium evocari a quibuscunque judicibus nequeant per litteras apostolicas, nisi super de ipso Cisterciensi ordine et tali indulgentia in ipsis mentio habeatur. Vosque magistri Gerarde de Ferlin, praeposite ecclesiae Sancti Petri

Duacensis, Attrebatensis dyocesis, ac Michael As Clockettes, canonice Cameracensis, domini papae, capellane, judices sive executores, una cum venerabili viro Arnoldo de Liedekerke, thesaurario Lutosensi, Cameracensis diocesis, cum illa clausula vobis et cuilibet vestrum in solidum a Sede Apostolica deputati per litteras ejusdem Sedis vobis directas, super moderato subsidio pecuniario ad opus reformatae pacis inter illustrissimum principem et dominum Philippum, Francorum regem, ex una parte, et nobilem ac magnificum virum dominum nostrum Robertum, comitem Flandriae atque suos, ex altera, ipsi domino comiti et suis praestando a clero sui comitatus, tam exempto quam non exempto, quamquam ex parte Cisterciensium per comitatum praedictum de gentium et specialiter religiosorum virorum de Dunis, de Claromonte, de Laude, de Thosan et de Bodelo abbatum ejusdem ordinis et eorumdem locorum conventuum, idem dominus comes et vos suae gratiae sive indulgentiae judices seu executores pluries requisiti fueritis, et vobis extiterit humiliter supplicatum ut ab exactione subsidii hujusmodi habendi ab ipsis ad quod virtute mandati apostolici ad vos directi super eo minime obligantur et a compulsionibus factis vel faciendis propterea velletis cessare omnino, ut debebatis, et abstinere praetextu dicti mandati adversus ipsos seu ipsorum quemlibet aut indulta sibi et suo universo ordini privilegia, in quo quidem mandato per eadem sibi concessa privilegia non noscuntur Cistercienses aliqui comprehendi, propter obedientiam Sedi Apostolicae et dicti ordinis in hac parte privilegiati reverentiam nil attemptaturi ulterius vel facturi quod in dictae Sedis Apostolicae contemptum, dictorum religiosorum cederet injuriam, et totius Cisterciensis ordinis praejudicium et gravamen. Hujusmodi requisitionibus et supplicationibus, quas de jure debebatis et tenebamini admittere, obauditis et spretis, praedictarum litterarum praetextu vobis ab eadem Sede Apostolica directarum, quae quoad hujusmodi petitionem et consecutionem subsidii virtutem non habent, nec habere possunt, cum de Cisterciensi ordine et indulgentia ipsi ordini facta, ut patet, intuenti cuilibet nullam plenam et expressam, ut foret conveniens, faciant mentionem, praedictos abbates, conventus et monasteria ac eorumdem loca et Cistercienses quoslibet per Flandriam cum aliis involvere, quasi privilegiati non essent et ab eis de facto, cum de jure non possitis, nec debetis, hujusmodi exigere subsidium et obtinere immoderatum potius quam moderatum, ut

ex multis praesumi potest et praesumitur in posterum loco et tempore declarandum nitamini minus juste contra Cisterciensem ordinem, libertates et privilegia quae et quas Sedes Apostolica cum deliberata et debita maturitate concessit et indulsit eisdem et suo universo ordini praelibato. Ego, procurator praedictorum abbatum et conventuum, nomine ipsorum et suorum monasteriorum et locorum, et pro ipsis ac eorum singulis, necnon pro aliis omnibus et singulis de Cisterciensi ordine per memoratum comitatum sibi adhaerentibus et adhaerere volentibus, sentiens praedictos ababbates et conventus eorum ac eorum singulos et alios Cistercienses eis adhaerentes et adhaerere volentes, in praemissis et praemissorum quolibet ac aliis loco et tempore declarandis, multipliciter et indebite praegravari et posse gravari in posterum ex verisimilibus conjecturis; timens etiam ne spretis Cisterciensis ordinis privilegiis et libertatibus contra ipsum ordinem et specialiter contra praedictos abbates et conventus, eorumque monasteria atque loca, aut ipsorum Cisterciensium aliquem vel aliquos, vel adhaerentes sibi seu adhaerere volentes de Cisterciensi ordine in comitatu praedicto quicquam in ipsorum praejudicium praemissa occasione per vos seu quemcunque alium vel alios ex parte vestra de facto, cum de jure fieri non debeat, neque possit, spiritualiter aut temporaliter attemptetur propter praemissa gravamina, et quolibet praemisso nomine procuratorio dictorum abbatum et conventuum et suorum monasteriorum et locorum, necnon et omnium ac singulorum Cisterciensium per comitatum praedictum sibi adhaerentium et adhaerere volentium in hac parte, et pro ipsis ac eorum singulis ad Sedem Apostolicam in hiis scriptis subastantium testimonio provoco et appello, et cum instantia apostolos mihi dari peto, et iterum atque iterum instantius et instantissime peto. Quos quia denegastis et denegatis seu differtis concedere, nec concessistis, nec conceditis, exinde iterato ad eamdem Sedem Apostolicam provoco et appello, dictos dominos meos et eorum conventus, monasteria atque loca et eorum bona, necnon Cistercienses praedicti comitatus omnes et singulos sibi adhaerentes seu adhaerere volentes, et sua bona, statum etiam causae praesentis, et ipsam causam protectioni dictae Sedis specialiter supponendo, cum protestatione de provocatione et appellatione ista innovanda, mutanda et corrigenda infra tempus a jure statutum, cum mihi vel dictis abbatibus et conventibus vel eorum singulis ac sibi adhaerentibus seu adhaerere volentibus visum

fuerit conveniens ac etiam oportunum. In hujus provocationis seu appellationis testimonium vos tales et tales testes invocans et requirens.

LXXXV.

Concession de quarante jours d'indulgences aux bienfaiteurs de l'église de Saint-Nicolas à Damme.

Universis Sanctae Matris Ecclesiae filiis ad quos praesentes litterae pervenerint, nos permissione divina tales et tales episcopi, salutem in Domino sempiternam.

Sanctorum ecclesiae ad divinae laudis obsequium in titulum eriguntur ut in eis quae domus orationis consistunt, suffragiis beatorum agminum implorentur quorum praesidiis Christi fideles aeternae felicitatis praemia consequantur. Terrestris quidem Ecclesia coelestis mansionis aedificia repraesentat, et in hac exhiberi debet obsequium quo ad illam per faciliorem ascensum possit aditus praeparari. Gloriosissima quidem et beata virgo Maria, mater Salvatoris Domini nostri Jhesu Christi, tanto latius, tanto perfusius meruit humanarum laudum extolli praeconiis et devotis mentibus revereri, quanto ipsa in conspectu Dei et super choros angelorum excellentiori claritate coruscans pro devotis suis benignius et efficacius intercedit, quantoque pro suis excellentibus meritis dominantium dominus circa innumera in aspectu mirando gentium virtutem ostendit suae mirabilis majestatis. Haec enim jugiter postulat apud Deum ut delinquentium culpas non judicialiter arguat, sed in judicio misericordi pietate relaxet. Haec benignas aures clamantium vocibus exhibet, nec denegat suis inquilinis auxilium impartiri devotorum inclita defensatrix. Haec sedula consistens ad superni patris dexteram in excelsis veniam peccatoribus impetrat ut ipsi ejus intercessionis gratia de tenebris egredi et ad verae lucis introduci gloriam mereantur. Cupientes igitur ut ecclesia Sancti Nicholai de Dam, Tornacensis dyocesis, congruis honoribus frequentetur et a cunctis Christi

fidelibus jugiter veneretur, omnibus vere poenitentibus et confessis qui ad praedictam ecclesiam causa devotionis seu peregrinationis in festivitatibus subscriptis, videlicet Nativitatis Domini, Parasceve, etc., accesserint, et ibidem in festivitatibus supradictis officium seu verbum exhortationis devote audierint, vel qui presbytero corpus Christi ad infirmos portanti spiritu humilitatis praebuerint comitivam, necnon qui praedictae ecclesiae fabricae reparationibus, sustentationibus, luminariis, libris, vestimentis, calicibus, campanis, altarium ornamentis seu quibuscunque aliis necessariis manus adjutrices porrexerint, vel quicquam facultatum suarum in extremis legaverint, donaverint, miserint per se vel per alios, et quocunque modo licito eidem ecclesiae praelibatae procuraverint, seu aliquales oblationes quocunque tempore caritative eidem ecclesiae contulerint sive miserint, nos de Omnipotentis Dei misericordia, beatorum Petri et Pauli apostolorum ejus auctoritate confisi singuli nostrum singulas dierum quadragenas de injunctis sibi poenitentiis, dummodo consensus dyochesani ad id accesserit, misericorditer in Domino relaxamus. In cujus rei testimonium praesenti scripto sigilla nostra duximus apponenda.

Datum Romae apud Sanctum Petrum anno Domini M° CC° . . . ., pontificatus domini . . . . . . papae VIII anno secundo.

Nos autem eadem miseratione Tornacensis episcopus praedicti loci dyochesanus, cum nostrum assensum exigat qualitas praemissorum, hanc indulgentiam et omnia praemissa et singula rata tenemus et grata et eis omnibus et singulis assensum nostrum expresse ac totaliter cum consimili indulgentia XL dierum impartimur, ac in horum testimonium sigillum nostrum praesentibus litteris una cum venerabilibus patribus supradictis duximus apponendum.

LXXXVI.

Le cardinal de Sainte-Pudentienne [1] réclame les prières de l'ordre de Cîteaux.

Viris religiosissimis et patribus in Christo karissimis vel reverentissimis domino . . . . . abbati Cisterciensi, caeterisque ejus coabbatibus in generali capitulo apud Cistercium congregatis, frater N., miseratione divina tunc Sanctae Pudentianae presbyter cardinalis, salutem, et de praesentis vitae volubilitate misera ad stabilitatem supernam Jherusalem civitatis supernae feliciter pervenire.

Altitudo divinae sapientiae in peregrinatione praesentis Ecclesiae militantis religiosos viros ordinavit et posuit sicut stellas non erraticas sed fixas in suo firmamento ut et eorum conversationis luminosa claritas caeteros in inferiori parte positos illuminaret et instrueret, et ut mediatores essent inter Deum et homines circa volubilitatem mundi occupatos ad reconciliandum eos Deo et offerendum pro ipsis placabiles hostias et orationes devotas, ut quod suis non possunt meritis, eorum precibus valeant apud Altissimum impetrare. Cum igitur, patres reverendissimi, praesentis mundi instabilitas praedicit non littera sed effectu hic nos non habere manentem civitatem sed futuram debere inquirere, necessarium est ductores et adjutores habere in praesentibus tenebris ad viam dictae civitatis inquirendam et perpetuo possidendam. Quare vobis duximus humiliter supplicandum, affectu quo possumus ampliori rogantes quatenus pro nobis interpellare Deum dignemini ut nobis dignetur lumen gratiae suae clementer infundere ad vere cognoscendam et currendam viam civitatis sui habitaculi, sic agendo in hac vita ut illud possumus vestris suffragantibus orationibus misericorditer adipisci.

[1] Probablement le cardinal Jérôme Asculano, depuis pape sous le nom de Nicolas IV.

LXXXVII.

L'abbé de Thosan demande l'autorisation de vendre certaines terres pour remédier à l'état de détresse de ce monastère.

—

Cum ecclesia nostra ex fortuitis incendiorum incendiis et diutina suorum subtractione bonorum in partibus Zelandiae, praecipue ubi major pars suarum fortunarum consistit, dirae amaritudinis calice sit potata, et ob praemissa et alia in tanta debitorum onera corruerit, mobilium substantia penitus denudata, quod variis creditoribus urgentibus continue satisfaciendi non assit facultas, possibilitas nulla relinquatur penitus nisi possessiunculas aliquas distrahat et se relevet pretio earumdem, reverendae paternitati vestrae humilime supplicamus quatenus ne ex impotentia satisfaciendi creditoribus antedictis nostrae ecclesiae fama, quae hactenus clara fuit, quod absit, in aliquo deprimatur, alienandi de consilio reverendi patris domini abbatis de Dunis, patris abbatis nostri, quasdam terras minus utiles et proficuas propter fiscalia onera quae exsolvuntur, licentiam tribuere dignemini, vel, si magis credideritis, a domino Cisterciensi vestrae intercessionis auxilio impetrare. Nos enim, cum divina clementia operante Deus nostram ecclesiam refortunaverit, in haereditates alias liberiores et commodiores dictarum terrarum pretium totaliter convertemus.

Insinuationem quam venerabilis coabbas noster et conventus de Capella super statu monasterii sui et necessitate reverentiae vestrae direxit, veram esse, quod non absque cordis amaritudine referimus, attestantes, reverendae paternitati vestrae pariter cum eisdem duximus humiliter supplicandum quatenus ad statum et necessitatem eorumdem compassionis et pietatis oculos dirigentes petitioni ipsorum assensum dignemini favorabilem impartiri.

LXXXVIII.

Protestation contre la prétention de certains voyageurs qui se disent marchands du pape, de se faire délivrer des chevaux à l'abbaye des Dunes.

—

Cum tales..., qui se asserunt summi pontificis mercatores, petant equos a monasterio de Dunis, Cisterciensis ordinis, Tornacensis dyocesis, pro quibusdam pannis, ut dicunt, vehendis, virtute quarumdam litterarum quarum copiam michi fratri Alardo, procuratori dicti monasterii, peto exhiberi. Quibus exhibitis sub tenore qui sequitur, etc., vel si exhibere noluerint, sic dicatur : Et quia michi procuratori praedicto copiam suarum litterarum denegant exhibere, a vobis magistro W., auctoritate sedis apostolicae publico notario, instanter peto publicum instrumentum fieri et michi illud exhiberi, vestroque consueto signo signari. Et tunc sic dicat ulterius : Et licet mihi non exhibeatur copia hujusmodi litterarum, ego tamen frater Alardus praedictus, procurator supradicti monasterii, nomine meo et ipsius monasterii respondeo in hunc quod cum a Sede Apostolica nostro monasterio, totique Cisterciensi ordini specialiter sit indultum a sanctissimo patre ac domino Alexandro papae IIII^{to}, felicis recordationis, quod ad praestationem subsidiorum et exactionum imponendarum nobis et domibus nostris seu nostri ordinis a Sede Apostolica vel legatis ejusdem, seu ipsorum auctoritate ac mandato, aut aliquibus nuntiis dictae sedis, non teneamur per litteras ipsius sedis seu legatorum ejus quae plenam et expressam de indulgentia hujusmodi et nostro ordine non fecerint mentionem. Quare, cum praedictae ipsorum mercatorum litterae de ordine nostro et indulgentia nostro ordini indulta nullam penitus faciant mentionem, virtute quarum nobis et dictis privilegiis posset praejudicium aliquod generari, ipsorum petitionem admittere non tenemur, nisi habita prius deliberatione et consilio cum majoribus et superioribus ordinis nostri quos tangit ipsum negotium et praecipue pertinet ad eosdem, et tunc legantur privilegia. Et si petant copiam privilegiorum, sic respondeatur : Ego procurator praedictus de privilegiis supradictis copiam dictis

mercatoribus facere non teneor, cum nulla sit eis per praedictas litteras auctoritas attributa, virtute cujus ad id compelli valeam quoquo modo. Et cum vos, magister Waltere, auctoritate Sedis Apostolicae, ut praemittitur, sitis institutus publicus notarius et persona communis, a vobis instanter peto responsionem meam procuratoris praedicti dictis mercatoribus factam per vos in formam publicam redigi et eam signo vero consueto signari ac michi sub testimonio talium hic astantium exhiberi.

LXXXIX.

Le bourgmestre et les échevins d'Ardenbourg supplient le pape de lever l'interdit lancé contre cette ville par l'évêque de Tournay.

In nomine Domini amen. Hoc est exemplum seu transcriptum cujusdam litterae quodam sigillo rotundo viridis cerae cujus forma inferius describitur, et tenor dictae litterae per omnia noscitur esse talis.

Sanctissimo suo patri ac domino Bonifacio, Dei gratia summo pontifici, burgimagistri, scabini, consiliarii et tota communitas villae de Ardenburg salutem et pedum oscula beatorum. Sanctissimae vestrae paternitati lugubri conquestu ac lacrimosa insinuatione intimamus quod J. Dei gratia Tornacensis episcopus, prout veraciter intelleximus, non alia de causa villam nostram ecclesiastico supposuit interdicto nisi quia ballivus Ardenburgensis provisores ecclesiae Beatae Mariae de Ardenburg, et praecipue vicarios adhaerentes eisdem detinere et capere recusavit. Quare nos villam nostram sentientes quam plurimum et indebite praegravari, vestram sanctissimam paternitatem consulentes humilime supplicamus ut interdictum praedictum, si vestrae sanctae providentiae expedire videatur, relaxare velitis. Insuper vobis, sanctissime pater, significamus, secundum quod ab antiquioribus, discretioribus et fidedignioribus parrochianis dictae ecclesiae liquide intelleximus, ipsam sumptibus et expensis fabricae nondum completae et ornamentis ecclesiae annuatim necessariis diligenter pensatis

non sic habundare ut in eadem praebendae competentes institui valeant aut fundari. Testamur etiam unanimiter quod praedictus Tornacensis episcopus canonicos instituendo ex abrupto et juris ordine praetermisso processit, videlicet auctentici et ordinationis suae copia denegata et de bonis ecclesiae non facta inquisitione diligenti vel sufficienti. Videtur etiam nobis quod per ordinationem episcopi praedicti de novo factam in ecclesia divinus cultus non sit augmentatus sed quam plurimum diminutus. In quorum omnium testimonium et munimen sigillum villae nostrae praesentibus duximus apponendum. Datum, etc.

In sigillo vero de quo supra fit mentio, sculptus erat quidam clipeus et in medio clipei quoddam castrum, et in dextera parte clipei et sinistra sculptae erant duorum virorum ymagines dictum clipeum tenentium, accinctorumque singulis gladiis et in circunferentia dicti sigilli heae litterae legebantur : Sigillum scabinorum de Ardenburg ad causas et negotia et non ad contractus. Et in contra-sigillo sigilli ipsius sculptum erat castrum quoddam, et in circunferenti dicti sigilli heae litterae erant scriptae : contrasigillum de Ardenburg.

XC.

Lettre de Guillaume, évêque d'Amiens, à Gilles, archevêque de Sens, sur les discordes des Frères mineurs.

Reverendis patribus in Christo ac dominis suis karissimis domino Giloni, Dei gratia Senonensi archiepiscopo, ejusque suffraganeis Senonensis provinciae per eamdem gratiam episcopis universis ad quos praesentes litterae pervenerint, W. ejusdem miseratione Ambianensis episcopus, salutem et cum omni reverentia et honore promptitudinem eisdem in omnibus complacendi.

[1] Guillaume de Mâcon fut évêque d'Amiens de 1278 à 1308. Gilles Cornut occupa le siége archiépiscopal de Reims de 1275 à 1292. C'est donc entre les années 1278 et 1292 qu'il faut placer la date de ce document.

Quiescere videmus interdum commotiones fluctuum circa marium tempestates, et dissentionum materias nonnunquam silere conspicimus in negotiis terrenorum, illis aeris data temperie, istis vero animorum concordia restituta. Sed, proch dolor! dum ad sedandum rebellionem fratrum minorum contra praelatos et episcopos initam et conceptam nonnullae supplicationes ab eisdem praelatis, prout vestram paternitatem non latuit, summo pontifici traditae fuissent pluries et porrectae, ac grata nostris procuratoribus ab eodem responsio subsecuta fuisset, quia idem videlicet cum eisdem praelatis in casibus et confessione iteranda propriis sacerdotibus procul dubio sentiebat, et eorumdem fratrum rebellio et sinistra interpretatio non absque grandi fidelium dispendio cotidie percrebrescit, et sic non advenit exspectati temporis serenitas, impulsionibus cum jacturis gravissimis ingruentibus ex adverso, nuper pejora prioribus accumulare, inde notetur non suffulti ac muniti proverbio, sicut prius palam et pluries in suis sermonibus populo praedixerant coram reverendo patre domino legato, tunc apud Corbyam visitationis officium exercente, nobis ac nonnullis clericis et laycis praesentibus asserere publice praesumpserunt quod licebat eis virtute suae litterae in omnibus casibus qualitercunque reserventur praelatis sibi confitentes absolvere punctum suum ad illa verba : vobis concedimus plenam facultatem, et non ad praecedentia vel subsequentia referentes, quamvis subsequentia intentioni plane pleneque obvient, prout apparet cuilibet intuenti. Sane praemissis ab eodem legato plenius intellectis, qua forte cum mansuetudine prout per verba sua ibidem a multis percipi potuit, non amplectens intentionem summi pontificis in concessione praedictae litterae asseruit se novisse, et antequam fieret eumdem romanum pontificem moventia palpavisse prae caeteris subinferens quod jura hujusmodi mandato generali nullatenus transferuntur. Erat praeterea facta contra nos eidem legato fratrum sinistra suggestio eorumdem quod ipsos in nostris sermonibus et habitis processibus in hoc casu deceptores animarum et fures clavium vocabamus. Nos autem in eisdem nostris actibus volentes ingenti cum laetitia detegere veritatem, volentes etiam relinquere vela ventis, id nos praedicasse affirmavimus verum esse et adhuc praedicabimus in futurum, si se de dictis casibus intromittant, et illos qui de caetero talia facere praesumpserint in nostra dyocesi, fures clavium et deceptores reputabimus animarum; et licet con-

fessi eisdem fratribus eadem peccata numero teneantur propriis presbyteris parrochialibus saltem semel in anno sacro approbante consilio generali confiteri, ipsi tamen suis finibus non contenti contrarium publice dogmatizant, prout ista inter alia legato eidem aperuimus viva voce, quam profecto nostram assertionem in litteris duorum cardinalium ab eodem legato diligentius intellectis claro clarius videbitis contineri, a quorum testimonio priori edoctus experientia non dissentit. verum cum a tempore beati Augustini in Ecclesia Dei graviorem casum et intollerabiliorem rabiem emersisse non didicerimus quam potestatem clavium per doctrinas varias et detestanda sophismata ad alios transferre, quam unigenitus Dei filius dominus Jhesus Christus primo sanctis apostolis et postea eorum successoribus contulit, sicut ewangelica veritas profitetur. sic ipsam usque ad carnem et sanguinem defendere; et quia ingruit necessitas. tenemini praedicare resistendo juxta datam vobis a domino gratiam falsitati, ne magis ac magis per tollerantiam ipsorum cervicositas convalescat. sicque pro defensione eclesiasticae libertatis et domus Israel vos muros invincibiles opponatis. Processus vero hujusmodi de consilio magistrorum theologicae facultatis et totius nostri capituli habitos in hac parte paternitati vestrae per devotum capellanum nostrum talem transmittimus, non ut illos sequamini, cum limpidius et clarius sciatis circa tantum periculum oportunum remedium adhibere, sed exinde assumatis, si placet, materiam qualiter debeatis obviare in convocandis vestris synodis tantae pesti.

XCI.

De la distribution des aumônes à la porte du monastère de Thosan.

Universis praesentes litteras inspecturis tales salutem.

Noveritis quod religiosus vir portarius de Thosan. in nostra vicinia et ubicunque habitavit, ut semper audivimus, laudabiliter conversatus. continuo se reddidit gratum multipliciter et acceptum, Dei gratiam tanto

specialius, sicut praesumimus, vendicando quanto plenius erga Christi pauperes et specialiter verecundos habundare pro viribus consuevit, annis singulis, per omnes nostrae viciniae parrochias et alibi pauperiores perquirens sollicite et nuditatem ipsorum tegens vestiendo et calciando, quantum suppetunt suae portae bona sufficienter eosdem qui sic fideliter amministrando semper intendit ut sub ipso dicta porta bona favente Domino ampliatis in duplo pluribus quam sui praedecessores poterant, curat annuatim misericorditer providere; et licet in tanta copia sicut quandoque solitum est fieri panis non distribuatur ibidem, hoc per ipsum non est, sed per annonae defectum, quem suum monasterium sustinet non gaudendo in Zelandia suis bonis, et propter dispendia plurima quae ipsum monasterium afflixerunt acrius et affligunt, quod quidem monasterium omnes panes qui distribuebantur ad ejus portam exhibere solebat et adhuc exhibet quantos potest.

XCII.

Bulle d'Alexandre IV en faveur des Frères mineurs.

Alexander episcopus, etc. Coelestis amor patriae mentes vestras sic allexisse prospicitur, ut quasi hoc solum vobis delectionem tribuat quod divinae voluntati sit placitum et salutem proferat animarum. Hinc est quod nos intuitu sincerissimae devotionis vestrae ac obtentu dilecti filii nostri I. tunc Sancti Laurentii in Lucina presbyteri cardinalis, qui, tanquam vestri ordinis promotor assiduus, necessitates monasteriorum vestrorum nobis reverenter exposuit, et super illis nostrae provisionis auxilium imploravit, vobis auctoritate praesentium indulgemus ut hominum saecularium ad vestrum servitium commorantium, quamdiu sunt in vestro famulatu, liceat sacerdotibus de vestris conventibus, quos vos filii abbates ad hoc ydoneos duxeritis deputandos, confessiones audire et poenitentias salutares eis injungere, prout secundum dominum viderint expedire ac caetera ecclesiastica sacramenta, cum necesse fuerit, exhibere. Ad haec

cum per Dei gratiam ostium vestrum omni pateat transeunti, et cum exhibeatis vos in hospitalitate omnibus liberales tam pauperibus quam divitibus, caritative necessaria ministrantes, ut admittatis ad confessionem ac sacram communionem et ad sepulturas hospites peregrinos in monasteriis vestris in infirmitate detentos, sicut hactenus usi estis, quemadmodum in statutis vestri ordinis continetur, auctoritate vobis praesentium liberam concedimus facultatem. Nulli ergo, etc.

XCIII.

Lettres de convocation au concile provincial de Senlis [1].

. . de Cruce, cancellarius, G. de Placentia et G. de..., sigillifer, canonici Tornacenses, reverendi in Christo patris et domini domini G., Dei gratia, venerabilis Tornacensis episcopi vicarii generales in spiritualibus et temporalibus, decano christianitatis Brugensi salutem in Domino. Noveritis nos litteras reverendi in Christo patris domini G., Dei gratia, Suessionensis episcopi, recepisse, tenorem qui sequitur continentes.

Reverendis in Christo patribus caeteris Remensis provinciae suffraganeis Guido, miseratione divina Suessionensis episcopus, salutem et sinceram in Domino caritatem. Quotiens occurrunt negotia ecclesiarum et personarum ecclesiasticarum, praesertim Remensis provinciae libertatem et communitatem tangentia, super quibus per nosmetipsos congrua remedia non possumus adhibere, compellimur venerabilium fratrum nostrorum Remensis ecclesiae suffraganeorum et caeterorum praedictae provinciae subditorum super imminentibus consilium et auxilium requirere et habere. Cum itaque super magnis et arduis ac urgentibus negotiis ecclesiarum provinciae Remensis generalem statum ac personarum ecclesiasticarum libertates et communitates non mediocriter tangentibus, quae in

[1] Ce concile provincial paraît avoir siégé en 1305. Gui de Boulogne était à cette époque évêque de Tournay.

praesentibus non decet, nec expedit comprehendi, cum praefatis venerabilibus patribus nostris Remensis ecclesiae suffraganeis, et aliis quos eadem negotia tangere circonspicimus, proponamus tractatum pleniorem habere, vobis committimus et mandamus quatenus praedictos suffraganeos nostros diligenter citare curetis ut ipsi personaliter apud Silvanectum die sabbati post octavas. . veniant, et quod eorum unusquisque, quantum ad ipsum pertinet, omnes abbates et priores conventuales non exemptos sibi personaliter, capitula vero cathedralium et collegiatarum ecclesiarum suarum civitatum et dyocesium per procuratores ydoneos, ad tractandum, ordinandum et consentiendum speciale mandatum habentes, ad dictos diem et locum procuret et faciat specialiter evocari. Caeterum praecipimus et mandamus ut de parrochialium ecclesiarum rectoribus in unoquoque archidyaconatu unus discretus decanus vel alius pro se et aliis, cum simili mandato, dictis die et loco quos ad hoc per suos ordinarios citari volumus, pariter se praesentent, vosque in vestris civitate et dyocesi super facientes dictis die et loco personaliter intersitis. Volumus etiam et mandamus ut quilibet suffraganeus omnes abbates et priores conventuales exemptos seu privilegiatos in suis civitatibus et dyocesibus existentes roget specialiter et requirat ut ipsi ad praedictam diem et locum veniant, tractaturi nobiscum super negotiis tangentibus nos et ipsos. Quid autem feceritis, nobis fideliter rescribatis per vestras patentes litteras harum seriem continentes. Datum, etc.

Nos igitur praetextu dictarum litterarum ad diem et locum in ipsis litteris comprehensos convocamus vos omnes et singulos et citamus, litteras supradictas et contenta in eis in singulis suis articulis, prout ad quemlibet vestrum spectat, per vos seu per alium facientes executioni debitae demandari, sigilla vestra litteris praesentibus in signum receptionis earumdem facientes apponi. Datum anno Domini, etc.

Harum igitur virtute litterarum vobis praecipimus et mandamus quatenus citetis peremptorie Silvanectum omnes abbates et priores conventuales non exemptos vestri decanatus personaliter, capitula vero ecclesiarum vestri decanatus per procuratores ydoneos, ad diem in dictis litteris comprehensum, secundum formam et tenorem litterarum praedictarum, et rogetis omnes abbates et priores conventuales exemptos seu privilegiatos in vestro decanatu existentes, ac etiam specialiter requiratis ut ipsi ad diem

et locum in dictis litteris comprehensos Silvanecti compareant, super negotiis de quibus in dictis litteris fit mentio, tractaturi, et curetis ac faciatis quod unus discretus decanus vel alius de parrochialium ecclesiarum rectoribus archidyaconatus Brugensis, pro se et aliis cum mandato, quem citari praecipimus et mandamus ibidem dictis die et loco compareat juxta dictarum continentiam litterarum. Nobis quid inde factum fuerit, liquide rescribentes.

Datum anno Domini, etc.

XCIV.

Guillaume [1], abbé des Dunes, approuve l'aliénation de certains biens de l'abbaye de Thosan pour payer les dettes de ce monastère [2].

Universis praesentes litteras inspecturis, frater Willelmus, dictus abbas de Dunis, salutem et veritatis notitiam clariorem.

Vestra noverit universitas quod cum dilectus coabbas noster de Thosan, ob aeris alieni oppressionem quo ipsius opprimebatur ecclesia, et unde sui creditores urgebant cotidie a nostro generali capitulo, humiliter postulasset ut cum manifesta et urgens instaret solvendi necessitas, nec res mobiles essent in dicta ecclesia commode vendendae quae ad tantorum debitorum satisfactionem sufficerent competenter, sibi liceret possessiones suae ecclesiae sive terras aliquas minus utiles et magis remotas vendere et distrahere, earumdem pretium in dictorum solutionem debitorum penitus convertendo, idemque capitulum nobis hujusmodi negotium commisisset in plenaria ordinis potestate : nos, venerabilibus patribus de Valcellis, de Claromonte, de Laude et de Bodelo dominis abbatibus nobis adjunctis, ad dictam propter hoc ecclesiam personaliter accedentes ac hujusmodi negotio intendendo sollicite, vias exquirentes et modos per quos ipsa

[1] Guillaume de Hulst, abbé des Dunes de 1305 à 1317.

[2] Voyez plus haut le n° LXXXVII.

poterat ecclesia levius, commodius et utilius a dictorum debitorum sarcina relevari, quae quidem debitorum summa nunc urgentium usque ad summam septem millium librarum et amplius ascendebat, ut recognoverunt ipse coabbas noster et seniores domus suae in dictorum venerabilium patrum et nostra praesentia constituti, post varios tractatus cum dictis venerabilibus patribus et majore ac saniore parte conventus ecclesiae memoratae habitos, majori utilitate dictae ecclesiae diligenter pensata, de ipsorum consilio et plena deliberatione cum ipsis praehabita, auctoritate generalis capituli nobis in hac parte commissa, ad commodum et utilitatem dictae ecclesiae de Thosan et ad celeriorem ipsius liberationem de debitis antedictis duximus taliter ordinandum, videlicet quod curtes tales tradantur ad censum et cuncta mobilia reperta in eis vendantur et distrahantur, et in solutionem ac satisfactionem dictorum debitorum pretium totaliter convertatur. Quae mobilia si non suffecerint, vendere poterunt et debebunt tales terras, quas satis periculose hactenus possederunt, longe distantes ab eis et minus utiles reputatas, ita quod dictorum mobilium ac ipsarum terrarum, si eas vendi contigerit, pretia dictorum debitorum solutioni et nullis omnino usibus aliis applicentur, quodque de dictorum mobilium seu terrarum pretio, necnon quibus creditoribus seu personis et quantum singulis fuerit persolutum, nobis, quandocunque voluerimus et petierimus, ratio plena fiat.

Acta sunc haec, dictis venerabilibus patribus talibus praesentibus et consentientibus, ac sua sigilla una cum nostro et dicti coabbatis nostri de Thosan sigillis praesentibus litteris apponentibus anno Dominicae Incarnationis......

Vel aliter ab illo loco : si de nostro procederet consilio et assensu. Nos ad dictam propter hoc ecclesiam personaliter accedentes ac hujusmodi negotio sollicite intendendo, vias exquirentes et modos per quos forsitan ipsa ecclesia poterat commodius relevari, diligenti investigatione praemissa a majori et saniore parte conventus ecclesiae praelibatae, non invenimus quod facilius et commodius ipsa foret ecclesia a praemissorum debitorum sarcina liberanda quam per venditionem seu distractionem aliquarum terrarum, praesertim cum propter levem nunc currentem monetam ex usurarum voragine seu mutuatione pecuniae, quae vix tamen inveniretur hiis temporibus contrahenda, gravior jactura, sicut propo-

suerunt plurimi de dicta ecclesia, in posterum immineret, nec dilationes expediret quaerere longiores, cum verisimiliter praesumatur ex creditorum querelis ipsam ecclesiam gravius infamandam. Quapropter venerabilibus patribus de. . et de. . . dominis abbatibus in dicto monasterio de. . . ad preces nostras nobis assistentibus, vocatis senioribus et sanioribus dictae domus personis, ac in nostra et dictorum venerabilium patrum praesentia praemissa omnia et singula vera esse affirmantibus et confitentibus usque ad summam talem debitum ascendere memoratum quod urget ad praesens, praedictorum venerabilium patrum freti consilio et plena cum eisdem deliberatione praehabita, auctoritate seu potestate a dicto generali capitulo nobis in hac parte tradita et concessa, dicto coabbati nostro licentiam contulimus et liberam facultatem vendendi et distrahendi possessiones quas minus utiles judicaverit et magis remotas, suam circa hoc conscientiam onerantes usque ad summam tot millium, etc., ut prius.

XCV.

Documents relatifs aux dîmes de Lokeren.

Universis praesentes litteras inspecturis frater Johannes dictus abbas de Bodelo, etc.

Vestra noverit universitas quod cum virtute ordinationis seu compositionis per reverendum patrem dominum Johannem, venerabilem abbatem Clarimontis, factae inter nos abbatem de Bodelo praedictos, ex una parte, et abbatissam et conventum monasterii monialium de Boscho, ex altera: quae quidem ordinatio seu ordinationis vel compositionis tenor sic incipit, etc., et sic terminatur, etc., necesse haberemus dictis abbatissae et conventui de Boscho infra parrochiam de Lokerne in nostris decimis novalibus seu antiquis assignare decimas, usque ad valorem XII librarum Flandrensium annuatim et perpetuo, possidendas, dictae quoque abbatissa et conventus, fretae proborum consilio, ob pacem omnimodam in

posterum conservandam, assentirent concorditer et mallent annuum redditum XII librarum Flandrensium a nobis in numerata pecunia perpetuo sibi solvi, quam praedictarum decimarum fructibus insistere . . . . : nos deliberatione praehabita diligenti et circa solutionem hujusmodi redditus magis quam circa decimarum nostrarum translationem faciendam, perpetuo nostrae ecclesiae utilitatem et commodum fieri attendentes, promisimus, promittimus et tenemur, pro nobis et nostris successoribus, nomine ecclesiae nostrae de Bodelo, predictae abbatissae et conventui de Boscho, ecclesiae suae nomine, redditum XII librarum Flandrensium pro hujusmodi decimis, quas eisdem assignare, ut tactum est superius, tenebamur infra mensem aprilem in curti de Veteri Boscho sub nomine personalis et expensas solvere in perpetuum annuatim. De quo siquidem redditu, ut praedicitur, dictis abbati et conventui a nobis plenius persolvendo eisdem assignationem fecimus et facimus ad nostras decimas sive decimarum fructus quas in parrochia de Lokerne percipimus et percipere consuevimus, sicut inferius annotantur, videlicet ad tales et tales, praedictos vero decimarum fructus pro portione nos contingente in terris seu locis praedictis pro antedicto redditu annuatim et perpetuo, ut jam dictum est, a nobis et nostris successoribus persolvendo eisdem abbatissae et conventui, in praesentia religiosorum virorum fratrum Johannis, prioris loci Sancti Bernardi, et Franconis, quondam cellerarii de Capella, ad hoc specialiter vocatorum, quibus dominus Claromontensis circa hoc commiserat vices suas, taliter obligamus et fore volumus perpetuo obligatas, videlicet quod quandocunque in posterum nos seu nostri successores infra supradictum mensem praenotatum redditum non solverimus, saepedicta abbatissa et conventus per se vel per alios quoscunque voluerint, absque auctoritate superioris aliqua requirenda vel judicis cujuscunque praecepto, pro vice qualibet seu defectu ad dictas decimas nostras seu earumdem decimarum fructus manus apponere, ipsosque integre percipere, retinere libere et quicquid inde sibi placuerit facere potuerint, anno seu mense immediate terminum quo solutionis defectus contigerit proximo subsequente, absque impedimento seu objectionis vel contradictionis obstaculo inferendo a nobis vel quocunque alio nostro nomine, ita quod anno quo decimas seu decimarum fructus perceperint, redditum in pecunia non levent, et tenebuntur dictae de Boscho tali moneta singulis annis esse contentae quali

in parrochia de Lokerne contrahi continget et solutiones communiter excerceri. Insuper dictum assignatum, prout superius est expressum, praedictis abbatissae et conventui de Boscho, sibique successuris, nos et nostri successores garandire, defendere, liberum quoque ab omni calumpnia servare tenebimur perpetuo erga omnes. Ut autem praemissa robur firmitatis obtineant et perpetuae memoriae commendentur, etc.

Universis praesentes litteras inspecturis frater Th . de Dunis et N. de Capella, dicti abbates, ordinis Cisterciensis judices dati auctoritate capituli generalis, salutem.

Noverit universitas vestra quod cum auctoritate capituli praedicti inter religiosos viros abbatem et conventum de Bodelo, ex una parte, et religiosas mulieres abbatissam et conventum de Boscho, ex altera, coram nobis quaestio mota esset super duabus partibus decimarum novalium ecclesiae parrochialis de Lokerne, quas quaelibet partium contendebat contra alteram ad se seu suam ecclesiam pertinere de jure, videlicet dicti abbas et conventus innitentes cuidam donationi ipsis seu ecclesiae suae factae a bonae memoriae W., quondam Tornacensi episcopo, dictae vero abbatissa et conventus gratiae Sedis Apostolicae per quam eis seu ecclesiae suae conceditur in dicta parrochia percipere decimas novalium, pro ea portione pro qua veteres percipiunt in eadem, petitione hinc inde edita super dictis decimis coram nobis, responso a parte qualibet ad petitionem alterius, seu lite super utraque petitione sollempniter contestata, praestitoque a partibus juramento de calumpnia seu veritate dicenda, instrumentis utriusque partis quae quaelibet pars exhibere voluit in modum probationis in medium exhibitis, copia earumdem cuilibet parti facta, ut adversus ea si vellet in aliquo experiri valeret: nos, auditis, visis et plenius intellectis hinc inde propositis et quae partes proponere voluerunt, rite processo in dicto negotio juris ordine in omnibus observato, conclusoque in negotio memorato, cognitis diligenter utriusque causae meritis, die demum partibus assignato ad diffiniendum semel, secundo et tertio, partibus in jure comparentibus coram nobis de bonorum et jurisperitorum consilio diffiniendo pronuntiavimus decimas novalium in parrochia memorata a viginti annis citra ortum habentium ad dictas abbatissam et conventum nomine suae ecclesiae pro ea portione pro qua percipiunt in eadem parrochia, pertinere debere, super novalibus vero ortum habentibus

ante tempus praedictum, videlicet ante xx annos praedictos, vel retro, per diffinitivam sententiam dictis abbatissae et conventui silentium imponentes, partes a fructibus medio tempore perceptis, dampnis et custibus per eamdem sententiam absolvendo.

Cum examinatio sententiae latae per venerabiles coabbates nostros de Dunis et de Capella, auctoritate capituli generalis, pro abbatissa de Boscho contra abbatem de Bodelo, super quibusdam decimis novalium, prout in praedicta sententia et processu praenotato plenius continetur, sub certa forma nobis videlicet fratri Ph. dicto abbati Claraevallensi a generali capitulo sit commissa; nos, considerata dictae commissionis forma, quae talis est : Examinatio sententiae latae in abbatem de Bodelo pro abbatissa de Boscho per judices a capitulo destinatos abbati Claraevallensi committitur auctoritate capituli generalis, ut, examinata causa, ordinet prout sua discretio judicaverit oportunum. Visis etiam et diligenter inspectis tenore sententiae supradictae, necnon et indulgentiis et aliis partium instrumentis, rationibus etiam juris nobis inscriptis, traditis et propositis coram nobis plenius intellectis, quarta feria post Laetare continuata, die praecedenti dictis partibus assignata in civitate Tornacensi, praedictis abbate de Bodelo et abbatissa de Boscho pro se et eorum conventibus per procuratores sufficienter instructos comparentibus coram nobis, concluso in causa omnibusque rite peractis secundum jura et ordinis simplicitatem ac traditam nobis formam, auctoritate dicti capituli nobis in hac parte commissa decerminus seu ordinamus ut praedictorum judicum sententia, non obstantibus propositis, in suo robore perseveret. Verum, ne propter aliquam incertitudinem in facto consistentem, seu quae posset ex facto divisionis decimarum de quibus actum est provenire, et ex illa incertitudine quae nunc certificari non potest, posset inter partes praedictas suscitari materia quaestionis, ordinamus auctoritate praedicta ut per bonos et fide dignos parrochianos, scilicet illius ecclesiae infra cujus terminos decimae consistunt super quibus praefata sententia lata fuit, prout diligentius fieri poterit, inquiratur de terminis veterum decimarum a dictis monialibus perceptarum, et decima novalium quae in illis terminis a viginti annis citra originem habuerunt, ut in illis praedicta sententia certum sortiatur effectum.

Ad hanc autem inquisitionem faciendam et omnia alia per quae dictae

incertitudinis periculum possit excludi, venerabiles coabbates nostros de Camberone et de Capella duximus eligendos, qui, partibus convocatis et praesentibus, si adesse voluerint et sua crediderint interesse praedictum officium ad quod ipsos eligimus, diligentia qua convenit exequantur: ipsis enim quantum ad hoc ministerium committimus vices nostras. Actum, etc.

XCVI.

L'abbé de Thosan demande l'autorisation d'aliéner quelques biens de ce monastère [1].

—

Cum ex incendiis, non ex guerra sed alio miserabili contingentibus infortunio et bonorum nostrorum propter dissentionem principum in partibus Zelandiae praecipue subtractione longa ecclesia nostra dirae amaritudinis calice sit potata, et obligatio praedicta et alia in tantas necessitates inciderit maximo debitorum onere praegravata cuncta mobilium substantia penitus denudata quod creditoribus continuo urgentibus satisfaciendi non erit facultas, nulla omnino ad praesens possibilitas relinquetur, unde suboriri scandala formidamus non modica et dispendia graviora, si in fide et conventione defecerimus creditoribus memoratis. Verum quia variis viis exquisitis et modis per quae ipsa nostra ecclesia a praemissis valeat relevari, de proborum consilio ipsam credimus commodius, levius et utilius liberandam, si quarumdam terrarum distractionem minus utilium propter fiscalia onera et alia quae incombunt eisdem facere possemus vendendo easdem. Quare reverendae paternitati vestrae humiliter supplicamus, generale capitulum propter infestantium creditorum importunitatem exspectare non valentes, dictarum terrarum venditioni dignemini assentire, vestras inde patentes litteras concedentes. Aut si magis judicaveritis expedire, a domino Cisterciensi id vestris litteris et precibus obti-

[1] Voyez ci-dessus le n° LXXXVII.

nere. nos meliore per Dei gratiam in posterum arridente fortuna. totum hujusmodi terrarum pretium in haereditates alias commodiores et utilitates bona fide promittimus commutare.

XCVII.

Mandement de l'official de Laon relatif à un différend entre l'abbé de Villers et l'official de Liége.

Universis praesentes litteras inspecturis, officialis Laudunensis salutem in Domino.

Noverint universi quod cum discordia verteretur inter religiosos viros abbatem et conventum monasterii Villariensis, Cisterciensis ordinis, Leodiensis dyocesis. ex parte una, et venerabilem virum officialem Leodiensem. ex altera, coram religioso viro abbate monasterii Sancti Johannis Laudunensis. necnon venerabilibus viris succentore ac magistro Anselmo de Flaciaco, canonico Laudunensi. judicibus a domino papa datis, feria secunda post festum beatorum apostolorum Petri et Pauli assignata dictis partibus ad audiendum jus seu diffinitivam sententiam inter dictas partes, Garnero de Brayo, fideli clerico nostro, coram dictis judicibus praesente vicesque nostras gerente et a nobis specialiter coram eis misso, dicti judices, pro tribunali sedentes, suam sententiam protulerunt, formam quae sequitur continentem : Nostro de vultu Dei judicio procedente. . . . Nos abbas monasterii Sancti-Johannis et succentor ac magister Anselmus de Flaciaco, canonicus ecclesiae Laudunensis, a domino papa dati judices sub hac forma : Bonifacius episcopus, servus servorum Dei, dilectis filiis abbati monasterii Sancti-Johannis et succentori, ac magistro Anselmo de Flaciaco, canonico ecclesiae Laudunensis, salutem et apostolicam benedictionem. Sua nobis abbas et conventus monasterii Villariensis, Cisterciensis ordinis, Leodiensis dyocesis, petitione monstrarunt quod cum abbas et conventus monasterii Bonae Spei, Praemonstratensis ordinis, Camera-

censis dyocesis, ipsos super quibusdam decimis coram officiali Leodiensi non ex delegatione apostolica traxissent in causam, ex parte dictorum abbatis et conventus Villariensis fuit excipiendo propositum coram eo, quod cum toti ordini Cisterciensi per specialia privilegia Sedis Apostolicae foret indultum quod personae ipsius ordinis, ratione delicti seu contractus aut rei de qua contra eos agitur, ubicunque committatur delictum, iniatur contractus aut res ipsa consistat, nequeant coram ordinariis conveniri et in possessione vel quasi existerent hujusmodi libertatis prout erant per exhibitionem dictorum privilegiorum et alias legitime probare parati, respondere super hiis coram eo dictis abbati et conventui monasterii Bonae Spei minime tenebantur, et ad id compelli de jure non poterant, nec debebant.

Et quia praefatus officialis eosdem abbatem et conventum Villariensem super hoc audire contra justitiam recusavit, eosque in quadam summa pecuniae solvenda parti alteri expensarum nomine perperam condempnavit, ipsi sentientes ex hoc indebite se gravari, ad Sedem Apostolicam appellarunt.

Quocirca discretioni vestrae per apostolica scripta mandamus quatenus vocatis qui fuerint evocandi et auditis hinc inde propositis, quod justum, appellatione remota, decernatis, facientes quod decreveritis, per censuram ecclesiasticam firmiter observari. Testes autem qui fuerint nominati, si se gratia, odio vel timore substraxerint, censura simili, appellatione cessante, cogatis veritati testimonium perhibere. Quod si non omnes hiis exequendis potueritis interesse, duo vestrum ea nichilominus exequantur. Datum Laterani, idus novembris, pontificatus nostri anno octavo.

Quarum litterarum auctoritate fecimus officialem Leodiensem ad judicium coram... nobis sufficienter ad instantiam religiosorum virorum abbatis et conventui monasterii Villariensis, Cisterciensis ordinis, Leodiensis dyocesis, evocari, et ex parte eorumdem religiosorum contra officialem praedictum libellus nobis porrectus extitit sub hac forma :

Coram vobis dominis. . . abbate monasterii Sancti-Johannis et succentore ecclesiae Laudunensis, magistro Johanne Phelisu, canonico Laudunensi, subdelegato a magistro Anselmo de Flaciaco, judicibus a domino papa datis, cum illa clausula quod si non omnes hiis exequendis, etc., in causa dudum mota inter religiosos viros abbatem et conventum monasterii

Bonae Spei, Praemonstratensis ordinis, Cameracensis dyocesis, ex una parte, et abbatem et conventum de Villaris, Cisterciensis ordinis, Leodiensis dyocesis, ex altera, occasione quarumdam decimarum, super quibusdam decimis coram officiali Leodiensi non ex delegatione apostolica dicti abbas et conventus Bonae Spei ipsos abbatem et conventum Villariensem traxerunt in causam. Et ex parte dictorum abbatis et conventus Villariensis fuit excipiendo propositum coram eodem officiali quod cum toti ordini Cisterciensi per specialia privilegia Sedis Apostolicae foret et sit indultum quod personae ipsius ordinis, ratione delicti seu contractus aut rei de qua contra eos agitur, ubicunque committatur delictum, contractus iniatur aut res ipsa consistit, nequeant coram ordinario conveniri et in possessione vel quasi existerent hujusmodi libertatis, prout erant per exhibitionem dictorum privilegiorum et alias legitime probare parati, respondere super hiis coram eo dictis abbati et monasterio Bonae Spei minime tenebantur, et ad id compelli de jure non poterant, nec debebant.

Verum quia praefatus officialis eosdem abbatem et conventum Villariensem super hoc audire contra justitiam recusavit, et per suam interlocutoriam perperam et inique pronuntiavit coram eo procedendum esse, non obstantibus propositis ex parte abbatis et conventus Villariensis praedictorum, eosque Villarienses in quadam summa pecuniae solvenda parti alteri expensarum nomine perperam condempnavit. Praefati Villarienses sentientes ex hiis indebite se gravari, ad Sedem Apostolicam appellarunt. Quare petunt et supplicant praefati abbas et conventus Villariensis suam appellationem per vos pronuntiari canonicam, praemissaque gravamina eisdem per dictum officialem lata revocari et annullari, exceptionemque ex parte dictorum Villariensium coram dicto officiali propositam admittendam esse, et super praemissis et ea tangentibus quod justum fuerit per vos statui et decerni, et quicquid contra dictos Villarienses post appellationem factum est seu attemptatum per vos revocari, ea quae in facto existunt, offerentes se loco et tempore probaturos, non astringentes se ad omnia praemissa probanda, sed si valeant, ea quae probare poterunt de praemissis. Datum anno Domini M° CCC° tertio, feria quarta post festum Beati Barnabae apostoli.

Parte eorumdem religiosorum coram nobis comparente et quantum debuit exspectante, praestito de calumpnia juramento, positionibus sub

juramento eorumdem religiosorum porrectis, testibus et instrumentis coram nobis in judicio productis, et privilegiis indultis eisdem religiosis a Sede Apostolica exhibitis coram nobis testibus et attestationibus publicatis, partibus sufficienter evocatis ad proponendum et dicendum quicquid proponere et dicere, eodemque officiali coram nobis legitime citato per competentia intervalla ad omnes articulos praemissos et quemlibet eorumdem cum intimationibus debitis et consuetis, seque contumaciter absentante, parte dictorum religiosorum sufficienter comparente et quantum debuit exspectante, concluso demum in causa seu habito pro concluso ejusdem officialis contumacia exigente, dieque pluries partibus assignata Lauduni coram nobis ad audiendum jus sive sententiam, demum videlicet ad feriam quartam post festum Nativitatis Beati Johannis Baptistae, juris ordine observato, investigatis et ad plenum cognitis ipsius causae meritis, aequa justitiae lance discussis omnibus rite et sollempniter actis, deliberatione insuper nobiscum et cum peritis praehabita diligenti, feria secunda post festum beatorum Petri et Pauli apostolorum continuata et ex causa a dicta feria quarta praecedente procuratore dictorum religiosorum in nostra praesentia comparente et sententiam ferri cum instantia postulante, eodem officiali contumaciter se absentante, cujus absentia Dei repleta praesentia, Dei nomine invocato, pronuntiavimus sententialiter in hiis scriptis appellationem eorumdem religiosorum fore canonicam, dictique officialis interlocutoriam perperam et inique prolatam, dictosque religiosos super petitis decimis non compellendos procedere coram officiali praedicto, exceptionemque ex parte dictorum religiosorum propositam videlicet quod nequeant iidem religiosi seu personae Cisterciensis ordinis, ratione delicti seu contractus aut rei de qua contra eos agitur, ubicunque committatur delictum, ineatur contractus aut res ipsa consistat, coram locorum ordine conveniri cum eisdem, a Sede Apostolica sit indultum, ipsosque in possessione vel quasi hujusmodi libertatis esse admittendos, processum per dictum officialem contra dictos religiosos habitum irritum proferentes, eumdem officialem dictis religiosis in expensis legitimis condempnantes, taxatione earumdem penes nos reservata. Datum anno Domini M° CCC° quarto, feria secunda praedicta. Sicut haec omnia et singula supradicta nobis viva voce retulit clericus noster antedictus, cui fidem super hiis et in majoribus indubitanter plenariam adhibemus. In cujus rei testimonium

praesentibus litteris sigillum curiae Laudunensis duximus apponendum. Datum anno Domini M° CCC° IIII^{to}, dicta die.

XCVIII.

Élection de Marie de Popenrode comme abbesse.

Ad universitatis vestrae notitiam cupimus pervenire quod, cum bonae memoriae domina Maria, quondam abbatissa de.., rebus humanis sit exempta, venerabilis pater dominus abbas de Dunis mandatum reverendi patris in Christo domini Claraevallensis abbatis, dictae domus patris abbatis, super provisione seu substitutione alterius abbatissae in dicto loco, cum adjuncto sibi abbate quem sibi sociandum duceret, suscepisset, idem dominus abbas de Dunis, nobis convocatis et sibi associatis, ad dictum monasterium personaliter accessit, impletioni dicti mandati cum diligentia debita intenturus.

Die igitur ad eligendum praefixa, electricibus a priorissa, subpriorissa et celleraria assumptis, ut est moris in ordine, et concorditer ordinatis, eisque in pleno capitulo approbatis, lectis et recitatis diffinitionibus seu statutis quae ad hujusmodi negotium pertinebant, dum tredecim existerent electrices, longe majore et saniore parte earumdem : videlicet Anna dicta Lieve, Gheila de Vulrestrate, Margareta ex Curia, Margareta de Muscheron, sacrista, Maria de Sancto-Nicholao, suppriorissa, Machtilde de Axella, celleraria, Johanna de Sancto-Audomaro, infirmaria, Elizabeth Gruters et Maria de Lens, subcelleraria, concordantibus et eligentibus dominam Mariam de Popenrode, tunc temporis priorissam ibidem, aliis videlicet Maba ex Valle, Margareta ex Valle et Avesoeta ex Curia, quae aliarum respectu aliam partem penitus faciebant, in personam aliam dirigentibus sua vota, ipse dominus abbas, forma dicti mandati exacta, diligentia observata, de modo etiam electionis et electae personae vita et moribus plenius indagata, omnibus quoque quae secundum consuetudinem et formam ordinis ad

hujusmodi negotium requirebantur seu videbantur requiri, legitime ac rite actis, nobiscum etiam pleno tractatu et deliberatione praehabitis, cum dictarum electricium longe pars major et sanior, ut praemittitur, concordasset, nichilque repperiretur quod electioni seu electae personae, diligenti examinatione praemissa, videretur obesse, electionem praedictae dominae Mariae de nostro consilio et assensu, praesentibus etiam religiosis viris aliis nostri ordinis, videlicet fratribus Salomone de Dunis, Jacobo de Bodelo, cellerario, Aegidio, confessore tunc de Biloka, Francone, portario, et Riquardo de Capella, suppriore, auctoritate et vice domini Claraevallensis praedicti, approbavit et confirmavit eamdem, ipsamque dominam Mariam in dicto monasterio abbatissam concedens, invocato Dei nomine, praefecit ibidem; et ut plenius cognoscatur in quo statu dicta domina Maria regimen commissae sibi suscepit abbatiae, diligenti investigatione praemissa, talis inventus fuit status monasterii supradicti, nam inventum fuit eodem tempore debere diversis personis DCCLXXIII lb. et XXI d.; item CC lb. apud suas curtes; et debebantur tunc eidem CCCXIIII lb., et reputabatur habere sufficientiam bladi usque ad messem proximam, sed in aliis, videlicet siligine et avena, defectum magnum pati; et erant officinae monasterii improvisae de sibi competentibus, atque unde, prout relatum personarum et praecipue seniorum domus hujus accepimus fidedignorum ut, etc.

XCIX.

Clément V autorise le comte de Flandre à réclamer un subside ecclésiastique pour payer ce qu'il doit au roi de France.

—

Clemens episcopus, servus servorum Dei, venerabilibus fratribus archiepiscopis Remensi et Tornacensi, Attrebatensi, Morinensi episcopis, et universis ac singulis praelatis, caeterisque personis ecclesiasticis in regno Franciae constitutis, in comitatu Flandrensi ordinariam jurisdictionem

mediatam vel immediatam habentibus et non habentibus, salutem et apostolicam benedictionem.

Legimus Deum suam sententiam immutasse. Sententia et ordinatio sive concessio Romanae Sedis, cum in ea surreptum aliquid fuerit, aut ipsa pro consideratione temporum seu necessitatum quicquam decreverit ordinare, non negatur posse in melius commutari. Cum et egregium apostolum quaedam fecisse legamus, quae postea reprobavit, sane dudum dilecto filio nobili viro Roberto, comiti Flandriae, ex certis causis rationabilibus atque piis nobis suggestis, concessimus ut aliquis de comitatu praedicto infra comitatum degens eumdem extra comitatum ipsum in causam usque ad triennium trahi auctoritate ordinariorum suorum ecclesiasticorum vel ad judicium evocari non possit invitus, dummodo paratus fuerit de conquerentibus infra comitatum eumdem, coram competenti judice, de justitia respondere. Vobis quoque mandamus quod omnes causas et lites quascunque cum quibuscunque de comitatu praedicto jam ortas vel ante triennium praedictum orituras, ad cognitionem vestram ratione fori ecclesiastici pertinentes infra praefatum comitatum, in locis tutis, ydoneis et Flandrensibus non suspectis audire, vel personis ydoneis etiam non suspectis in locis similibus committere curaretis, certis executoribus deputatis qui concessionem praedictam faciant per censuram ecclesiasticam inviolabiliter observari, et nichilominus vos ad parendum mandatis nostris hujusmodi auctoritate nostra compellant, appellatione remota.

Concessimus quoque comiti supradicto et suis quod, urgente necessitate quam habent de solvendis maximis pecuniarum summis per certos terminos karissimo in Christo filio nostro Philippo regi Francorum illustri, recipere possint subsidium moderatum a clericis tam religiosis quam secularibus, praelatis videlicet ac rectoribus universis ecclesiarum et monasteriorum, aliorumque locorum ecclesiasticorum exemptorum et non exemptorum, et eorum conventibus et capitulis in praefato comitatu ecclesiastica bona tenentibus, ubicunque degere noscantur, dummodo nullis pro parte dictorum comitis et suorum super hoc modus coactionis directae vel indirectae adhiberetur, interveniret vel interesset, ipsisque personis ecclesiasticis supradictis dedimus liberam licentiam quod possint dare ac praestare comiti praelibato et suis subsidium antedictum, certis eidem comiti et suis super hoc executoribus deputatis, qui secundum personarum, locorum,

facultatum et negotii qualitates taxare habeant subsidium moderatum, ac nichilominus, si aliqui ex praefato clero a praestatione subsidii praefati forte dissenserint, ipsos ad id et contradictores quoslibet per censuram ecclesiasticam, appellatione postposita, cohercerent, prout in litteris concessionum hujusmodi seriosius continetur.

Verum nuper pro parte praelibati regis nostro fuit apostolatui reseratum quod concessiones praedictae in magnum ejusdem regis et regni sui et habitantium in eodem, et praesertim ecclesiarum et ecclesiasticarum personarum regni Franciae dicto comitatui vicinarum et bona in dicto comitatu habentium redundant praejudicium, incommodum et jacturam. Quare nobis fecit humiliter supplicari quod nos revocare concessiones hujusmodi dignaremur.

Nos vero qui omnibus sumus in justitia debitores et omnium debemus injurias et praejudicia evitare, quia de praedictis ad plenum notitiam non habemus, ad praedictarum ad praesens revocationem non processimus gratiarum, ipsas tamen gratias seu concessiones, commissiones, executiones et litteras super hiis concessas et factas, in quantum vos et vestrum quemlibet tangere noscuntur, quoad omnem suum effectum, exnunc suspendimus et volumus manere suspensas, donec de praedictis plenius informati aliter duxerimus ordinandum, vobis et vestrum cuilibet, necnon et executoribus, judicibus et commissariis quibuscunque, super praedictis gratiis et concessionibus vel eorum aliquo deputatis, ne praedicta suspensione durante vel de praedictis vel aliquo praedictorum aliquatenus intromittant, et idem praedictis executoribus vel commissariis inhibemus, decernentes exnunc irritum et inane si secus contra inhibitionem nostram hujusmodi scienter vel ignoranter a quoquam contigerit attemptari.

Datum Burdegaliae in kalendis augusti, pontificatus nostri anno primo.

C.

Mandement des abbés de Trois-Fontaines, de Foigny et d'Igny, relatif au différend qui s'était élevé entre l'abbé de Thosan et l'abbé de Saint-Bavon.

Universis praesentes litteras inspecturis fratres de Tribus Fontibus, de Fusniaco et de Igniaco dicti abbates, salutem in Domino sempiternam. Cum nuper in Claravalle nobis una vobiscum propter hoc insimul congregatis, diligenti examinatione praehabita, causam quam religiosi viri abbas et conventus Sancti-Bavonis Gandensis, ordinis Sancti Benedicti, Tornacensis dyocesis, abbati et conventui de Capella, nostri ordinis, ejusdem dyocesis, movent seu movere intendunt aut se moturos asserunt, occasione quarumdam decimarum habendarum de quibusdam terris ante generale consilium acquisitis, et de virgultis ac nemoribus, contra nostri ordinis privilegia in communibus expensis ordinis per Remensem provinciam, ubicunque necesse fuerit, sive in judicio sive extra defendendam decreverimus et etiam prosequendam, attendentes procul dubio onus commune quod omnes tangit, ab omnibus debere communiter supportari : vobis omnibus et singulis, auctoritate nostri generalis capituli et sub poena in diffinitionibus constituta, praecipimus et mandamus quatenus de expensis et sumptibus occasione seu causa praemissa faciendis, cum oportunum fuerit et inde fueritis requisiti, contribuere studeatis, vos et ecclesias vestras ad contributionem hujusmodi faciendam, per appensionem sigillorum vestrorum praesentibus quibus et nostra appensa sunt sigilla, promptius obligantes.

CI.

Lettre de l'abbé de Thosan adressée à l'un des fils de Gui de Dampierre, relative à la même contestation.

—

Cum ex speciali favore et devotione quam vos et vestri praedecessores erga ordinem nostrum habuistis et habetis, gratiis, privilegiis et libertatibus nobis concessis a Sede Apostolica libere usi fuerimus et utamur in omni terra vestra, nunc quoque religiosi viri abbas et conventus Sancti Bavonis Gandavensis dilectos nostros abbatem et conventum de Capella super quibusdam decimis, contra nostri ordinis privilegia, graviter, ut intelleximus, inquietent seu inquietare intendant, praeclarae nobilitatis vestrae magnificentiam imploramus, humili precum instantia postulantes quatenus dictos abbatem et conventum de Capella contra possessionem suam pacificam et quietam, sicut felicis recordationis quondam dominus Guido, pater vester, fecisse dinoscitur, non sinatis aliquatenus molestari, donec pace vel competentis judicis sententia dictum negotium terminetur, ipsis vos exhibentes in praemissis et aliis favorabiles et benignos, ut inde vobis divinae retributionis accrescat cumulus, et preces si etc.

CII.

Lettre relative aux priviléges accordés aux terres novales.

—

Cum felicis recordationis dominus Bonifacius papa VIII^us^ universo Cisterciensi ordini concesserit ut idem ordo de terris suis cultis et colendis de quibus nullus primitias vel decimas percepit, si quas ipse ordo aliis tradiderit excolendas, nullus a colonis suis decimas percipiat sive levet, nosque de dicto ordine existentes post hujusmodi concessionem aliquas

terras omnino novales quibusdam ad censum dederimus sive firmam, miramur, cum anno transacto copiam privilegii ordinis miserimus, ut de jure nostro possetis et deberetis plenius informari, quod nunc super eo nos infestetis coram vestro Tornacensi officiali nos citari, procurando de facto cum alias non possitis, et de terris hujusmodi de quibus nunquam decimas percepistis, decimas quae vobis non competunt, exigendo. Verum quoniam viri pacifici sumus, nec aliquid quantum in nobis est vobiscum contentiose habere volumus, de quorum fundati sumus ecclesia et recognoscimus nos fundatos, immo quod nostrum est cupimus possidere cum vestra amicitia et favore, venerabilem discretionem vestram requirimus et rogamus quatenus ab impetitione hujusmodi desistentes nos gaudere jure praedictarum decimarum pacifice permittatis, quid inde vobis placuerit benigniter rescribentes. Valeat vestra honesta discretio in Domino sine fine.

CIII.

Lettre en faveur de Thomas qui a été réduit à la misère par la guerre.

Placens Altissimo, per opera pietatis particeps mercedis efficitur qui bonorum operum se constituit adjutorem.

Noscat ergo caritas vestra gratiosa quod Thomam deductum ad inopiam propter guerram, miserabiliter consumptum et depauperatum, ad instantiam quorumdam proborum vos exhortamur in Domino quatenus ipsum, cum ad vos pro necessitatibus et elemosinis a vobis recipiendis contigerit accedere, intuitu Jhesu Christi ac interventu precum nostrarum, manum vestram elemosinariam velitis porrigere adjutricem, et in hiis quibus indiguerit dictus Thomas, vestrum adesse sentiat consilium, gratiam, elemosinam, auxilium et favorem, tantum amore Dei, caritatis ac operis facientes ut in die judicii meritorum retributorum, pro humilitate et aliis bonis operibus quae in vita vestra feceritis, ab ipso mereamini obtinere coronam immarcessibilem, et cum sanctis et Dei electis feliciter triumphare.

CIV.

Bref du pape Clément à propos des dissensions qui s'étaient manifestées dans l'ordre de Cîteaux.

Clemens episcopus, servus servorum Dei, ad perpetuam rei memoriam. Super diversis articulis inter personas Cisterciensis ordinis dudum materia dissentionis exorta, nos desiderantes ipsius ordinis famae ac utilitati consulere ne ipsum contingeret anfractibus litigiorum involvi, vel bona ipsorum voragini eorum qui circa lites versantur, exponi, dissensionem hujusmodi statuimus salubris a celeris provisionis remedio terminare, inter caetera statuentes ut in generali capitulo in eodem ordine, juxta morem hactenus observatum, annis singulis celebrando, XXV diffinitores statuerentur, hoc modo videlicet quod abbas Cisterciensis tanquam pater primus nominaret quatuor diffinitores de generatione sua speciali, quos ydoneos esse crederet ad diffinitionis officium exercendum, et exinde quatuor primi abbates, scilicet quilibet eorum, de generatione sua quinque dicto abbati Cisterciensi seorsum vel coram aliis nominaret, ex quibus quinque abbas Cisterciensis, uno praetermisso, quatuor eligeret, quos sufficientes esse crederet; et sic XX diffinitores existerent, suis quatuor cum caeteris numeratis.

CV.

Formule de la reconnaissance d'une dette par la commune de. . . . .

Nos scabini, totaque communitas. . ., notum facimus universis praesentes litteras inspecturis vel audituris quod nos omnes et singuli nostrum in solidum debemus talibus tantum annui redditus, ad vitam utriusque eorumdem, quem redditum ad petitionem et supplicationem nostri

ac pro maxima et urgente villae nostrae necessitate ac evidenti utilitate de propria et mera sorte sua, titulo legitimae emptionis, nulla illicita vel inhonesta pactione interveniente, justoque pretio mediante a nobis sollempniter et legitime comparaverunt, de qua comparatione totum ab eisdem recepimus pretium in pecunia bona et bene numerata, et illud convertimus in ipsius villae nostrae et totius communitatis utilitatem evidentem et communem. Hunc autem redditum praedictum tenemur et promittimus solvere legitime eisdem quamdiu vixerint, vel eorum alteri post mortem alterius ad vitam suam, in quocunque statu vel habitu fuerint, sive in religione sive extra religionem, singulis annis. . , ad duos cujuslibet anni terminos videlicet. . et. . pro aequis portionibus. Si vero nos a praemissis vel aliquo praemissorum defecerimus, quod absit, omnia dampna, custus et expensae quae praedicti propter defectum nostrum vel occasionem nostram incurrerent seu haberent, aut eorum alter incurreret vel haberet, sive dando, sive promittendo quibuscunque personis, dominis aut ballivis, sive etiam litigando in foro ecclesiastico vel mundano, pro dicto redditu requirendo et habendo, eisdem et eorum alteri diutius viventi teneremur et promittimus legitime restituere cum redditu praedicto ad plenum dictum eorum seu alterius eorumdem, absque alia probatione quacunque.

Propter quae promittimus bona fide eisdem . . . . et . . . . et eorum alteri diutius viventi quod nec guerrae, nec alterius rei occasio, aut alicujus domini terreni vel ballivi sive alterius cujuscunque personae ecclesiasticae vel mundanae prohibitio aut arrestatio, aut etiam nova vel vetus constitutio, nec aliquis casus vel eventus qui possit evenire, quocunque modo efficere poterunt sive impedire quominus ista conventio firmiter a nobis, nostrisque successoribus observetur. Renuntiantes etiam, quoad contenta in hac carta, omni exceptioni fori, doli, mali, non numeratae seu non traditae pecuniae seu justi pretii non soluti, beneficio restitutionis in integrum, omni juris auxilio canonici vel civilis, omni privilegio crucis dato vel dando, omnibus relaxationibus, indulgentiis, gratiis, privilegiis, litteris et instrumentis a Sede Apostolica vel quocunque alio impetratis, et omnibus aliis exceptionibus, actionibus, cavillationibus, constitutionibus specialibus et generalibus, cujuscunque territorii loci vel castri, et cautelis et generaliter omnibus rebus aliis et rationibus juris vel facti, quae possint

obici vel proponi contra praesens instrumentum vel factum in eo contentum, aut quae proterunt in dictorum . . . . et . . . . de caetero redundare dampnum, praejudicium aut gravamen, asserentes in rei veritate rem ita esse et non aliter, sicut in praesenti carta de verbo ad verbum continetur.

Hanc autem conventionem et contractum promittimus, et omnia et singula quae in praesenti carta sunt expressa et valent comprehendi, nos omnes et singulos vel quemlibet nostrum in solidum sub juramentis nostris et etiam sub fidelitate in qua tenemur domino nostro terreno illustri, tenere inviolabiliter et servare, omni casu contingente, secundum quod in praedicta carta de verbo ad verbum continetur vel comprehendi possit ex eadem. Post decessum vero dictorum . . . . et . . . . ab hac totali conventione et dicti redditus solutione quiti et liberi remanebimus penitus et immunes, dum tamen ipsa conventio a nobis et nostris successoribus fuerit firmiter adimpleta et dictus redditus integre persolutus.

CVI.

Protestation adressée au Saint-Siége par le procureur des religieux de l'ordre de Cîteaux contre les taxes réclamées par Robert, comte de Flandre.

In nomine Domini, amen.

Cum excellens et nobilis princeps dominus Robertus, Dei gratia comes et temporalis dominus Flandriae, nullam potestatem habens quacunque auctoritate ordinariam sive delegatam religiosos viros . . . . ordinis Cisterciensis seu eorum bona talliandi, collectandi et exactionem aut subsidium aliquod eis invitis vel eorum bonis imponendi, vel eosdem ad contribuendum super praemissis coartandi, maxime cum toti Cisterciensi ordini praedicto specialiter a Sede Apostolica sit indultum quod a principibus seu dominis temporalibus quibuscunque, quacunque ratione vel causa, nulla exactio vel tallia fratribus dicti ordinis imponatur seu exigatur ab eis, et dictus dominus comes asserat sibi a clero sui comitatus quamdam praestationem

cujusdam subsidii seu subventionis, usque ad summam XXVI^{m} et quadringentarum librarum ascendentem, de novo fuisse concessam, cui tamen concessioni, si quae fuit, dicti religiosi vel minime consenserunt. Cujus etiam concessionis tenor, si quae fuit, plura continebat capitula, et sub certis modo et forma fuerat concessa, videlicet quod contributioni ipsi, si quae fuit, quicunque bona in comitatu Flandriae possidentes et habentes pro bonis ipsis inibi sitis et existentibus, quocunque loco capita eorum residerent, necnon Insulenses et Duacenses ac castellaniae eorumdem locorum in hoc facto contribuere tenerentur, qui non contribuerunt, nec contribuere volunt, quodque super dicta subventione collecta seu contributione exigenda nulla coactio intendetur, sed apud dictum dominum comitem esset et reputaretur gratuita, ipsamque a contribuentibus pro mera liberalitate reciperet, cum etiam religiosi praefati ex merae liberalitatis gratia absque coactione quacunque benevolentiam ejusdem comitis sibi procurare volentes parati fuerint et sint etiam ultra unam decimam, quam jam dicto domino comiti persolverunt, ac paratos se obtulerint et offerant eidem domino comiti subventionem liberalem facere ac rationabilem usque ad praedictam sumumam XXVI millium librarum et quadringentarum, sicut alii de clero comitatus Flandriae et secundum antiquam aestimationem a summo pontifice eisdem religiosis traditam et taxatam, nichillominus praefatus dominus comes, seu ejus vices gerentes, praemissis spretis et hiis quae juris communis sunt postpositis, ac non attentis privilegiis seu indultis quae ordini supradicto ab Apostolica Sede sunt gratiose concessa, et forma concessionis praedictae a clero comitatus Flandriae facta super dicta contributione, si quae fuit, minime observata, dictos religiosos memorati ordinis, prout ipsi per relationem certam plurium fide dignorum intellexerunt et intelligunt, nituntur et minantur in eorum domibus et bona pro dicta subventione, si quae fuit, molestare ac pro suae libito voluntatis de bonis eorumdem religiosorum occasione dictae subventionis accipere et levare, et etiam eosdem religiosos in suis bonis sine causa rationabili per suam potentiam impedire, et contra ipsos procedere, et ex praemissis et pluribus aliis verisimilibus et probabilibus conjecturis, quae dictos religiosos movere possunt et debent, ipsi religiosi merito sibi timeant ac timere debeant ne dictus dominus comes per suam potentiam de facto, cum de jure non possit, contra jus et justitiam, occasione praemissorum,

ac etiam sine justa causa, juris ordine praetermisso, contra dictos religiosos vel eorum bona procedat seu attemptet vel innovet, procedi, attemptari vel innovari faciat, quod sit in dictorum religiosorum dampnum et sui ordinis grave praejudicium.

Idcirco ego talis, procurator dictorum religiosorum, habens ab eis ad hoc potestatem et speciale mandatum, contra praedictum dominum comitem, nomine praedictorum dominorum meorum et pro ipsis ac eisdem adhaerentibus et adhaerere volentibus, in hiis scriptis ad Sedem Apostolicam provoco, dictos dominos meos, eis adhaerentes et adhaerere volentes ac eorum bona protectioni Apostolicae Sedis supponens, et protestor nomine quo supra de innovando et notificando dictam provocationem, quandocunque et ubicunque praedictis dominis meis et mihi videbitur expedire.

CVII.

Acte d'appel des religieux de Thosan au sujet de la dime biennale accordée par le pape au roi de France.

In nomine Domini amen. Pateat universis praesens hoc instrumentum publicum inspecturis quod dominicae incarnationis anno M° CCC° septimo, indictione quinta, mensis aprilis die quinta decima, pontificatus sanctissimi patris ac domini nostri domini Clementis, divina providente clementia . . . papa quinti anno secundo, in praesentia mei notarii publici et testium subscriptorum ad hoc specialiter vocatorum et rogatorum personaliter comparens vir religiosus et honestus frater... monachus monasterii de Thosan, Cisterciensis ordinis, Tornacensis dyocesis, religiosorum virorum abbatis et conventus monasterii supradicti, per litteras eorumdem abbatis et conventus super mandato sibi directo ab eisdem religiosis confectas, sigilloque unico eorumdem quo dicti abbas et conventus conjunctim, sicuti dicunt, utuntur in ordine sigillatas, prout prima facie apparebat, una cum quibusdam aliis, ita quod quilibet eorum in solidum procurator

constitutus, habens inter caetera per easdem litteras potestatem et mandatum speciale provocationibus et appellationibus quibuscunque interpositis sive factis aut interponendis seu faciendis adhaerendi et infrascripta faciendi, provocationibus et appellationibus a venerabilibus et discretis viris dominis W. decano et capitulo ecclesiae Tornacensis, seu nomine ipsorum, et pro ipsis ac eorum ecclesia Tornacensi et pro omnibus et singulis sibi subditis, eisque adhaerentibus et adhaerere volentibus in hac parte contra venerabilem virum magistrum Willelmum, archidiaconum Algiae, in ecclesia Lexoviensi, qui se gerit pro commissario seu subdelegato a reverendis in Christo patribus E., Dei gratia archiepiscopo Narbonensi et domino P. de Bellapertica, electo Autisiodorensi, gerentibus se pro executoribus seu collectoribus decimae biennalis excellentissimo principi domino Philippo, Dei gratia regi Francorum illustri, a Sede Apostolica concessae, ut dicitur, et contra quoscunque alios dictae biennalis decimae executores ac quosvis alios quos praesens negotium tangit, ad Sedem Apostolicam super dicta biennali decima in scriptis in ecclesia Tornacensi noviter interpositis publice sive factis, prout in instrumento publico manu mei notarii publici infrascripti super provocationibus et appellationibus antedictis, de mandato eorumdem decani et capituli confecto, scripto et publicato, signoque meo signato consueto plenius continetur, omni modo et nomine quo melius potuit, suo, necnon abbatis et conventus praedictorum et pro quolibet eorumdem ac ecclesia sua praedicta nomine procuratorio ipsorum et pro ipsis sponte ei libere adhaesit, supposuitque se abbatem et conventum ac ecclesiam suam praedictam, bona et status eorum protectioni et ordinationi Sedis Apostolicae.

Acta sunt haec in ecclesia Tornacensi praedicta, anno, indictione, mense, die, loco et pontificatu praedictis, praesentibus religioso viro... abbate de Laude, Cisterciensis ordinis, J. scolastico Tornacensi, magistro N. Costard, Jacobo de Heuchin, clerico, domino Jacobo dicto Caro Filio, et pluribus aliis personis fidedignis testibus ad hoc vocatis et rogatis.

Et ego Johannes, dictus de Rel..., Tornacensis dyocesis, Sacrosanctae Romanae Ecclesiae publicus aucthenticus notarius, praedictis adhaesioni, suppositioni et aliis supradictis una cum praenominatis testibus interfui, praesens hoc instrumentum publicum inde confeci, scripsi et publicavi, meoque signo signavi rogatus.

CVIII.

Documents relatifs à la dime biennale levée par Philippe le Bel, roi de France.

—

Balduinus de Wisant, decanus ecclesiae Morinensis, et W. dictus Armiger, dictae ecclesiae canonicus, collectores decimae biennalis in civitate et dyocesi Morinensi illustrissimo principi Philippo, Francorum Dei gratia regi, a Sede Apostolica concessae, omnibus et singulis decanis christianitatum in civitate et dyocesi Morinensi constitutis, ad quos praesentes litterae pervenerint, salutem in Domino.

Noveritis nos litteras infrascriptas recepisse formam quae sequitur, continentes :

Reverendis in Christo patribus dominis archiepiscopo Remensi et omnibus episcopis Remensis provinciae suffraganeis ac viris venerabilibus et discretis electis abbatibus, prioribus, praepositis, decanis, archidiaconis, archipresbyteris et aliis ecclesiarum praelatis, capitulis, collegiis, conventibus Cisterciensis, Cluniacensis, Praemonstratensis, Sancti Benedicti et Sancti Augustini, Cartusiensis et Grandimontensis et aliorum ordinum, necnon prioribus, praeceptoribus et magistris hospitalium Sancti Johannis Jherosolimitani, domorum militiae Templi, caeterisque omnibus personis ecclesiasticis regularibus et secularibus, exemptis et non exemptis, in provincia Remensi constitutis, Guillelmus de Gisortio, archidiaconus Algiae, in ecclesia Luxoviensi commissarius seu subdelegatus a reverendis patribus domino E. Dei gratia archiepiscopo Narbonensi et domino P. de Bellapertica, electo Autisiodorensi, executoribus seu collectoribus decimae biennalis excellentissimo principi domino Philippo Dei gratia regi Francorum illustri concessae a Sede Apostolica, deputatus, salutem et apostolicis firmiter obedire mandatis. Litteras dictorum dominorum archiepiscopi Narbonensis et electi Autisiodorensis recepimus in haec verba :

Aegidius, miseratione divina archiepiscopus Narbonensis, et P. de Bellapertica, electus Autisiodorensis, executores ad ea quae sequuntur a Sede Apostolica deputati, discreto viro magistro W. de Gisortio, archidiacono

Algiae, in ecclesia Luxoviensi salutem et apostolicis firmiter obediendi mandatis. Litteras felicis recordationis domini Benedicti papae undecimi vera bulla cum filo canapis integro bullatas, non cancellatas, non abolitas, non abrasas, nec in aliqua sui parte vitiatas, sed omni suspicione carentes, reverenter, ut decuit, et devote recepimus, tenorem qui sequitur continentes:

Benedictus, servus servorum Dei, venerabilibus fratribus archiepiscopo Narbonensi et episcopo Autisiodorensi ac dilecto filio P. de Bellapertica, canonico Bituricensi, collectoribus decimae impositae pro reductione monetae regni Francorum ad pondus et valorem debitum in eodem regno deputatis, salutem et apostolicam benedictionem.

Ex multiplici negotiorum varietate quae in amplum ratione Ecclesiae alveum undique confluunt, jugiter hinc inde distrahimur, cogitationibus vexamur assiduis, multumque nos agitat supra vires terrenarum fluctuatio tempestatum; sed hoc principaliter nostra laborat intentio, vires tendunt et labores exponimus ut Christi fidelibus, quorum licet indigni et insufficientibus meritis ex divina dispositione sumus universalis pastor et pater, quietis commoda praeparemus, noxia subtrahendo: in eorum namque quiete quiescimus et anxietatibus anxiamur, ideoque vias et modos exquirimus ex quibus eis tam spiritualis quam temporalis prosperitas fructuosius valeat provenire. Sane dum diligenter attendimus quot et quantae incommoditates et dampna ex diminutione monetae, maxime Turonensium et Parisiensium, quam cudi facit karissimus in Christo filius noster Philippus, rex Francorum illustris, quae antiquo pondere et valore jam non modicum defraudatur, non solum ecclesiis, clericis et ecclesiasticis personis, aliisque incolis illarum partium, sed aliis provenire noscuntur, opem et operam libenter impendimus ut eadem moneta, considerato in hoc communi fidelium commodo, ad valorem et pondus pristinum reducatur in quo fuit tempore beati Ludovici, avi clarae memoriae domini Philippi, patris et primis regni temporibus dicti regis. Verum quia in hoc impensae non modicae requiruntur, nos congruum reputantes ut eidem regi qui hactenus gravia sustinuit onera expensarum, in hoc articulo subsidium praebeatur, illud a venerabilibus fratribus nostris archiepiscopis et episcopis ac dilectis filiis electis, abbatibus, prioribus, praepositis, decanis, archidiaconis, archipresbyteris et aliis ecclesiarum

praelatis, capellanis, collegiis, conventibus Cisterciensis, Cluniacensis, Praemonstratensis, Sancti Benedicti et Sancti Augustini, Cartusiensis, Grandimontensis et aliorum ordinum, necnon prioribus, praeceptoribus et magistris hospitalium Sancti Johannis Jherosolimitani, domorum militiae Templi, caeterisque omnibus personis ecclesiasticis secularibus et regularibus, exemptis et non exemptis, per regnum Franciae constitutis decrevimus implorandum ut hujusmodi nostrum desiderium ipsis et aliis tam utile, tam salubre possit eis auxiliantibus feliciter adimpleri.

Quibus omnibus in consideratione adductis et super hoc cum fratribus nostris deliberatione praehabita diligenti, de ipsorum consilio decimam proventuum et reddituum ecclesiasticorum regni praedicti juxta taxationem de ipsis factam pro solvenda decima Terrae Sanctae subsidio deputata in concilio Lugdunensi per biennium a festo Nativitatis Dominicae proximo venturae inantea numerandum duximus concedendam. Quam regi praedicto in quatuor infrascriptis terminis volumus exhiberi : primo videlicet, cum dicta moneta ad hujusmodi valorem et pondus redacta expendi, et alia perdere incipiet cursum suum, secundo inde ad sex, et tertio extunc ad alios sex, quarto vero abinde ad alios sex menses proximo numerandos. Ipsosque per alias nostras litteras monuimus attente et affectuose rogavimus, mandantes eisdem et in remissionem peccaminum injungentes ut ipsi ad hujusmodi subsidium in hoc articulo exhibendum promptis studiis exurgentes et onus hujusmodi eis impositum in virtute patientiae portantes, dictam decimam per idem biennium sic liberaliter, omni difficultate cessante, solvere curent quod de obedientia et devotione tanquam benedictionis filii commendari, nostramque et Sedis Apostolicae gratiam ac dicti regis principis, eorum favorem et benivolentiam exinde possint uberius promereri, non obstantibus quibuscunque privilegiis, indulgentiis et litteris eisdem aut eorum aliquibus aut dignitatibus vel ordinibus seu locis ipsorum generaliter vel specialiter sub quavis forma vel conceptione verborum ab eadem Sede concessis, per quae in nostris litteris non expressa vel totaliter non inserta effectus impositionis et solutionis dictae decimae impediri valeat vel differri, et de quibus, quorumve tenoribus de verbo ad verbum ac propriis personarum et locorum ipsorum nominibus in eisdem litteris nostris plena, expressa et specialis mentio sit habenda.

Caeterum clericos illos ad praestationem ipsius decimae teneri non

volumus, quorum ecclesiastici proventus seu redditus summam septem librarum parvorum Turonensium non excedunt. Quocirca discretioni vestrae per apostolica scripta mandamus quatenus vos, vel duo, aut unus vestrum per vos vel alios seu alium, archiepiscopos, episcopos et alios omnes et singulos supradictos quibus per easdem nostras litteras de solvendis hujusmodi decimis diriguntur mandata, ut praefatam decimam per idem biennium, secundum earumdem litterarum tenorem, absque difficultate persolvant, juxta datam a Deo vobis prudentiam efficaciter monere et inducere procuretis, quod si hujusmodi monitis parere neglexerint, vos eos universos et singulos ad id auctoritate nostra, appellatione postposita, compellatis, non obstantibus omnibus supradictis, aut si eis vel eorum alicui aut aliquibus a praedicta Sede sub quavis forma indultum existat quod excommunicari, suspendi vel interdici non possint per litteras apostolicas quae de indulto hujusmodi de verbo ad verbum, ac de ipsorum et eorum locorum nominibus propriis plenam et expressam et specialem non fecerint mentionem. Nos insuper vobis nichilominus praesentium tenore committimus quod personis quae propter hujusmodi decimam statutis terminis non solutam excommunicationis vel suspensionis sententiis fuerint innodatae, possitis vos, aut duo vel unus vestrum, per vos seu alium vel alios, quotiens fuerit oportunum, auctoritate nostra juxta formam Ecclesiae de absolutionis beneficio providere ac interdicti sententias propter latas relaxare, necnon dispensare, cum eis qui hujusmodi ligati sententiis vel in locis taliter interdictis divina officia celebraverint vel se immiscuerint super irregularitate inde contracta, imposita eis pro modo culpae poenitentia salutari, prout animarum suarum saluti videritis expedire. Datum Perusii secundo idus maii, pontificatus nostri anno primo.

Quia vero executioni apostolici mandati nobis in hac parte directi ad praesens vacare commode non valemus, pluribus aliis nostris et ecclesiarum nostrorum arduis negotiis occupati, vobis auctoritate litterarum apostolicarum quae nobis domino papa vivente praesentatae et per nos sollempniter publicatae fuerunt, et earum auctoritate praelatos et personas ecclesiasticas tunc praesentes canonice monere curavimus ut in hac parte mandatis apostolicis efficaciter obedirent in virtute sanctae obedientiae et sub poena suspensionis et excommunicationis districtae praecipiendo mandamus quatenus ad partes provinciae Remensis vos personaliter transfe-

rentes, archiepiscopum, episcopos, electos, abbates, priores et alios praelatos, capitula, collegia et conventus et alias omnes et singulas personas ecclesiasticas ejusdem provinciae quas apostolicae litterae supradictae comprehendunt, ut praefatam decimam per biennium. secundum litterarum apostolicarum tenorem, absque difficultate persolvant, juxta datam a Deo vobis prudentiam, efficaciter inducere et monere curetis ipsos. per vos vel alium seu alios, ad id auctoritate praedicta, si necesse fuerit, appellatione postposita, compellentes, invocato, si opus fuerit, auxilio brachii secularis, ubi et prout fuerit invocandum, non obstantibus omnibus quae in supradictis litteris apostolicis continentur.

Nos enim in praemissis et in omnibus aliis et singulis quae nobis per easdem litteras apostolicas committuntur, vobis tenore praesentium committimus vices nostras, donec eas ad nos duxerimus revocandas, et vos in praemissorum executione sic diligenter et sollicite habeatis quod a praefata Sede de obedientia possitis et a nobis de diligentia commendari, non obstante quod litteras apostolicas supradictas vobis non mittimus, quia propter viarum pericula et locorum distantiam non audemus, sed quibuslibet quorum intererit, faciemus copiam de eisdem. In cujus rei testimonium praesentibus litteris sigilla nostra duximus apponenda. Actum Parisius die januarii vicesima anno Domini M° CCC° sexto.

Nos etiam illis quos ad praemissa deputandos duxeritis loco vestri, et eorum cuilibet principaliter et in solidum, sicut vobis tenore praesentium committimus vices nostras, donec eas ad nos duxerimus revocandas. Actum ut supra.

Verum cum praefatus rex qui pie considerans et prudenter attendens dampna et dispendia gravia quae praelati et alia personae ecclesiasticae supradictae, aliique fideles et subditi sui incolae dicti regni ex longo guerrarum discrimine retroactis temporibus perpessi fuisse noscuntur. sibique super hiis de habundantia regalis clementiae affectione benigna compatiens et nolens gravaminibus gravamina cumulare, ab exactione praedictae decimae in favorem praelatorum et aliarum personarum ecclesiasticarum praedictarum, ut eas medio tempore aliqualiter respirare permitteret, usque modo de gratia supersedit. nos diebus istis novissime duxerit requirendos, ut, cum bona moneta praedicta ad valorem et pondus antiquum redacta in festo Nativitatis Beatae Mariae Virginis ultro praeterito expendi

coeperit, et alia perdiderit cursum suum, sic quod extunc effluxerit primus solutionis terminus decimae supradictae, decimam ipsam a praelatis et personis ecclesiasticis supradictis faciamus juxta praedictarum litterarum apostolicarum continentiam et tenorem integraliter exhiberi. Nos ejus petitionibus annuentes et volentes mandatum apostolicum nobis in hac parte directum, ut tenemur, exequi, reverenter vobis et vestrum singulis sub poena excommunicationis, suspensionis et auctoritate praedicta districta praecipiendo mandamus, vosque universos et singulos vestrum praesentium tenore monemus primo, secundo et tertio, et una monitione peremptoria procurabimus quatenus vos et vestrum singuli dictam decimam dicto domino regi in quatuor infrascriptis terminis : primo videlicet infra mensem postquam praesens monitio in ecclesia cathedrali uniuscujusque civitatis dictae provinciae fuerit publicata, secundo in instanti festo Nativitatis Beatae Mariae Virginis, et tertio extunc ad sex menses, quarto vero abunde ad alios sex menses proximo numerandos nobis aut personis deputatis seu substitutis aut deputandis seu substituendis a nobis in qualibet civitate vel dyocesi dictae provinciae ad collectionem et receptionem ejusdem decimae, sic omni difficultate cessante, solvatis integre et reddatis, quod de obedientia et devotione merito commendari possitis et Sedis Apostolicae et domini regis praedicti benivolentiam et favorem exinde promereri. Quod si hujusmodi monitionibus nostris et processui non parueritis cum effectu, vel si in solutione dictae decimae in toto vel in parte, statutis ad hoc terminis aut aliquo eorumdem, vos deficere, quod absit, contigerit, nos vobis dominis archiepiscopo et episcopis ingressum Ecclesiae interdicimus, et in vos omnes alios et singulos praedictos videlicet in singulares personas non parentes excommunicationis, et in capitula, collegia, conventus et ecclesias interdicti sententias, auctoritate praedicta, ferimus in hiis scriptis. Si vero vos, praedicti archiepiscopi, vel vestrum aliquis per octo dies (quod absit) praedictum sustinueritis interdictum, animo indurato in vos interdictum hujusmodi sustinentes, in eisdem scriptis excommunicationis sententias promulgamus ad poenas alias contra vos omnes et singulos non parentes, prout rebellium protervitas exegerit et expedire viderimus processuri. Datum Parisiis, quarto die martii, anno Domini M° CCC° sexto sub sigillo nostro.

CIX.

Mandement de l'official de la Morinie relatif à la levée de la dime biennale accordée au roi de France.

Officialis Morinensis venerabilibus et discretis viris secularibus et religiosis electis, abbatibus, prioribus, decanis, praepositis, archidiaconis, archipresbyteris et aliis ecclesiarum praelatis, capitulis, collegiis, conventibus Cisterciensis, Cluniacensis, Praemonstratensis, Sancti Benedicti et Sancti Augustini, Cartusiensis, Grandimontensis et aliorum ordinum, necnon prioribus et praeceptoribus ac magistris hospitalium sancti Johannis Jherosolimitani, domorum militiae Templi, coeterisque omnibus personis ecclesiasticis, regularibus et secularibus, exemptis et non exemptis, in civitate et dyocesi Morinensi constitutis, salutem in Domino.

Vobis et vestrum singulis tenore praesentium notificamus et intimamus quod vir venerabilis et discretus magister de Gisortio, archidiaconus Algiae in ecclesia Lexoviensi, generalis collector decimae biennalis Remensis provinciae ab Apostolica Sede excellentissimo principi domino Philippo Dei gratia regi Francorum illustri, concessae, auctoritate apostolica deputatus, anno Domini M° CCC° sexto, feria quarta post dominicam in Ramis Palmarum in praesentia Johannis de Saliceto et Petri de Hem, clericorum fidelium curiae Morinensis, notariorum juratorum ad hoc vocatorum et a nobis deputatorum specialiter et missorum per suas patentes litteras, quas fecit in cathedrali ecclesia Morinensi in choro ipsius ecclesiae legi et publicari, sollempniter monuit sub poena suspensionis ab ingressu Ecclesiae, excommunicationis et interdicti, quas in suis casibus tulit in scriptis et specialiter in litteris antedictis in illas personas ecclesiasticas quae suis non paruerint monitis et mandatis, universas personas ecclesiasticas seculares et religiosas, exemptas et non exemptas, necnon capitula, collegia et conventus civitatis et dyocesis Morinensis, cujuscudque conditionis, dignitatis aut status et religionis existant, quod solvant decimam biennalem praedictam in quatuor terminis infrascriptis personis ad dictam decimam recipiendam per ipsum in civitate et dyocesi Morinensi deputatis vel deputandis : primo

videlicet infra mensem a tempore monitionis praedictae, secundo in instanti festo Nativitatis Beatae Mariae Virginis, et tertio extunc ad sex menses, quarto vero ad alios sex menses proximo numerandos.

Et eadem die coram nobis in praesentia dictorum notariorum, post publicationem et monitionem praedictas, idem magister Willelmus ad recipiendam dictam biennalem decimam viros venerabiles et discretos dominos Balduinum de Wissant, decanum, et Willelmum Armigerum, canonicos ecclesiae Morinensis, deputavit, substituit et subrogavit loco sui. In cujus rei testimonium praesentibus litteris ad relationem dictorum notariorum sigillum curiae Morinensis duximus apponendum. Datum anno et feria quarta supradictis.

Unde cum dictae litterae et contenta in eisdem in ecclesia Morinensi a feria quarta post dominicam in Ramis Palmarum anno Domini M° CCC° sexto fuerint publicatae, et omnes personae ecclesiasticae Morinensis dyocesis monitae publice ut infra mensem a feria quarta numerandum satisfaciant de una decima in bona moneta nobis collectoribus ad hoc deputatis, prout superius continetur, mandamus vobis omnibus et singulis, in virtute sanctae obedientiae, sub poena suspensionis et excommunicationis, quatenus quilibet vestrum, videlicet in suo decanatu, omnibus personis ecclesiasticis, cujuscunque ordinis seu status existant in dictis decanatibus constitutis et de quibus fit mentio in litteris supradictis, publicatis et significatis, dictam monitionem dicta feria quarta sic esse factam, et quod de dicta decima infra tempus dictae monitionis nobis satisfaciant more competenter, alioquin personae singulares excommunicationis, capitula vero et conventus interdicti sententias se noverint incursuras, necnon eorum ecclesias esse ecclesiastico interdicto suppositas. In signum autem praesentis mandati visi, recepti, publicati et executi praesentibus litteris sigilla vestra apponatis. In cujus rei testimonium praesentibus litteris sigilla nostra una cum sigillo Morinensis curiae duximus apponenda. Datum anno Domini M° CCC° VII° in vigilia Paschae, post benedictionem cerei.

CIX^bis.

Protestation des religieux des Dunes contre la dime biennale, levée par le roi de France.

In nomine Domini. Amen.

Pateat universis praesens instrumentum publicum inspecturis quod anno Nativitatis Domini M° CCC° septimo, indictione quinta, pontificatus sanctissimi patris ac domini Clementis, divina providentia papae quinti, anno secundo, die nona mensis aprilis intrantis, apud Morinum in majori ecclesia, in mei Nichasii, notarii publici, et testium subscriptorum ad hoc specialiter vocatorum et rogatorum praesentia, personaliter accedens vir religiosus frater Salomon, procurator religiosorum virorum abbatis et conventus Beatae Mariae de Dunis, Cisterciensis ordinis, Morinensis dyocesis, per litteras patentes eorumdem sigillo proprio abbatis et conventus praedictorum cum cera viridi sigillatas, quas ego notarius vidi et legi, habens idem procurator per jam dictas litteras potestatem et mandatum speciale, pro ipsis abbate et conventu et sibi adhaerentibus, notificandi et innovandi quamdam provocationem seu appellationem, quam idem procurator fecit, ut apparebat, per patentes litteras sigillo abbatis et conventus praedictorum et aliorum quamplurium fidedignorum sigillis pendentibus cum cera viridi sigillatas, non cancellatas, non abolitas, nec in aliqua sui parte corruptas, omni suspicione carentes, nomine procuratorio pro dictis abbate et conventu de Dunis, nomine ipsorum et monasterii sui, et pro omnibus sibi adhaerentibus seu in posterum adhaerere volentibus, notificavit, insinuavit et ad notitiam virorum venerabilium dominorum Balduini de Wisant, decani, et Willelmi Armigeri, canonici Morinensis decimae collectorum deputatorum, ac etiam innovavit in scriptis in modum qui sequitur :

Cum reverendus in Christo pater et dominus Aegidius, Narbonensis archiepiscopus, et vir venerabilis et discretus dominus Petrus de Bella-Pertica, electus Autisiodorensis, se gerentes pro executoribus seu collectoribus decimae pro reductione monetae regni Franciae ad pondus et valo-

rem debitum in eo regno deputatis a felicis recordationis domino Benedicto papa undecimo, per litteras Sedis Apostolicae, praetendentes et asserentes se executioni mandati apostolici praedicti ad praesens commode vacare non posse, super omnibus et singulis in dictis apostolicis litteris contentis, in quantum litterae hujusmodi archiepiscopum, episcopos, electos, abbates, priores et alios praelatos, capitula, collegia et conventus, et alias omnes et singulas personas ecclesiasticas provinciae Remensis comprehendunt, venerabili viro magistro Guillelmo de Gisortio, archidiacono Algiae in ecclesia Luxoviensi, vices suas commiserit donec eas ad ipsos duxerint revocandas; et praedictus magister Willelmus, archidiaconus Algiae, praetendens et asserens monetam praedictam, maxime Turonensium et Parisiensium, ad valorem et pondus antiquum in quo fuit tempore beati Ludovici, avi clarae memoriae domini Philippi, patris et primis regni temporibus excellentissimi principis domini Philippi nunc regis Francorum, in festo nativitatis beatae Mariae Virginis quae fuit anno Domini M° CCC° sexto, redactam expendi incepisse, et aliam perdidisse cursum, suum, ad petitionem dicti domini regis, ut asserit, auctoritate praedicta monuerit primo, secundo et tertio, et una monitione peremptoria pro omnibus, reverendum patrem dominum archiepiscopum, episcopos, electos, abbates et priores, capitula, collegia et conventus et alias personas ecclesiasticas dictae provinciae quatenus ipsi et ipsorum singuli decimam proventuum et reddituum ecclesiasticorum dictae provinciae, juxta taxationem de ipsis factam, pro solvenda decima, subsidio Terrae Sanctae in concilio Lugdunensi per biennium, prout in dictis litteris apostolicis continetur, dicto domino regi in quatuor infrascriptis terminis : primo videlicet infra mensem, postquam dicta monitio in cathedrali ecclesia cujuscunque civitatis dictae provinciae fuerit publicata, secundo in instanti festo Nativitatis Beatae Mariae Virginis, et tertio extunc ad sex menses, quarto vero abinde ad alios sex menses, ipsi magistro W. aut personis deputatis seu substitutis aut deputandis seu substituendis ab ipso ad collectionem et receptionem ejusdem decimae solvant integre atque reddant, alioquin sententias incurrant, prout haec et alia in processu super hiis facto et habito continentur, praemissaque idem magister Willelmus in ecclesia Tornacensi publicaverit seu fecerit publicari.

Ego . . . . procurator religiosorum virorum abbatis et conventus Beatae

Mariae de Thosan, procuratorio nomine ipsorum et pro ipsis et eorum ecclesia, sibique adhaerentibus et adhaerere volentibus in posterum, in hac parte dico et propono contra litteras apostolicas praedictas processum praedictum . . . . praedictos . . . . dominos archiepiscopum Narbonensem Petrum de Bella-Pertica, electum Autisidiorensem, et magistrum W., archidiaconum praedictum, omnesque et singulos quos tangit et tangere dictum negotium, quod praemissa omnia et singula, et maxime in quantum abbatem et conventum Beatae Mariae de Thosan, eorum ecclesiam adhaerentes et adhaerere volentes praedictos, non valuerunt, neque valent, nec fieri debuerunt nec potuerunt, nec etiam fieri possunt, neque debent, et quod de facto dumtaxat facta sunt contra jus et justitiam, ac etiam in praejudicium abbatis et conventus praedictorum. Quoniam si decima praedicta, a felicis recordationis domino Benedicto papa praedicto domino . . . . regi concessa extitit, hoc fuit sub conditione et cum moneta praedicta ad valorem et pondus praedictos redacta expendi et alia perdere inciperet cursum suum, propter quod, cum moneta praedicta ad pondus et valorem praedictos redacta non sit, nec fuerit cum effectu, nec alia perdiderit, nec perdere inceperit cursum suum, maxime in locis in quibus praedicti abbas et conventus habent et tenent proventus ecclesiasticos, videlicet in comitatu Flandriae in regno praedicto ubi dicta ecclesia de Thosan consistit, apparet manifeste quod praemissa, ut praemittitur, maxime in quantum dictos abbatem et conventum tangunt et eorum ecclesiam, fieri non potuerunt, nec etiam debuerunt, praesertim etiam cum quantum ad plura alia moneta praedicta non perdiderit cursum suum, nec perdere inceperit a festo Nativitatis Beatae Mariae Virginis praedictae, sed potius quoad multa cursum suum retinuerit usque ad secundam diem januarii nuper praeteritam vel circiter, ac etiam retinere debeat usque ad festum Beati Johannis Baptistae proximo nunc venturum, prout etiam evidenter et notorie apparet ex ordinationibus et declarationibus dicti domini regis super facienda reductione monetarum ad statum debitum habitis sive factis. Item et si ea quae de reductione monetae ad valorem et pondus debitum in dictis litteris apostolicis contineri dicuntur, per dictum dominum regem facta essent et fuissent etiam a festo Nativitatis Beatae Virginis praedictae, prout in praedicto processu praetenditur, quod tamen, ut praemittitur, non est verum, hoc tamen nichilominus ad impensas saltem magnas dicti domini regis

factum non extitit, sed ad impensas potius subditorum, quibus etiam de recepta ab eisdem moneta valore debito defraudata occasione ordinationum et statutorum dicti domini regis restitutionem nullam fecit, nec facere est pollicitus, neque fuit, propter quod ad decimam praedictam dicti abbas et conventus non tenentur, nec contra ipsos dicti processus fieri potuerunt, cum praemissa praedictus dominus Benedictus in concessione decimae hujusmodi, si quam fecit, consideravit et in considerationem adduxit, et propter hoc et non ob aliam causam dictam decimam concessit, prout etiam in dictis videtur litteris contineri, quod cum impensa magna ipsius domini regis monetae reductio procederet ac fieret supradicta. Item processus praedicti fieri non potuerunt, nec debuerunt, nec valent, ut praedictum est, quoniam si bonae memoriae dominus Benedictus olim papa praedictus decimam dicto domino regi concesserit, sibi decimam per biennium concessit a festo Nativitatis Domini numerandum, quod fuit immediate secundo idus maii, pontificatus dicti domini Benedicti anno primo. Nunc autem dictum biennium diu est elapsum, per quod etiam dictum biennium moneta praedicta ad valorem et pondus debitum cum effectu reducta non fuit, nec est, nec alia per dictum biennium perdidit cursum suum, propter quod liquidum est quod per dictum biennium seu praedicti biennii decima ipsi domino regi non debetur, cum dictus Benedictus decimam hujusmodi aestimari seu taxari voluerit juxta taxationem factam pro solvenda decima deputata subsidio Terrae Sanctae in concilio Lugdunensi, et perquam iniquum esset et intentioni dicti domini Benedicti contrarium pro praedicto biennio solvi decimam ad taxationem praedictam et secundum valorem et pondus antiquum et debitum, per quod biennium moneta praedicta ad valorem et pondus debitum et antiquum reducta non fuit, nec alia cursum amisit, et per quod biennium praedicti abbas et conventus pro proventibus et redditibus suis ecclesiasticis monetam receperunt debilem et valore et pondere legitimo defraudatam.

Item non valuerunt, nec valent antedicti processus, quoniam, etsi infra biennium praedictum a festo Nativitatis Beatae Mariae Virginis ultro praeterito moneta praedicta ad valorem et pondus antiquum reducta expendi et alia inceperit perdere cursum suum, quod tamen in effectu, ut praemittitur, non est verum, nichilominus tamen hoc evenit post obitum dicti domini Benedicti.

Item non valuerunt, nec valent processus hujusmodi habiti per dictos executores seu commissarium eorumdem, si executores aut commissarius dici debeant, utpote facti et habiti post lapsum dicti biennii, et specialiter commissio facta dicto archidiacono Algiae post lapsum praedictum, et postquam data potestas, si quae fuit, executoribus exspiravit. Quare cum praedictus dominus Benedictus dictam decimam ipsi domino regi voluerit exhiberi sub conditione, et tunc demum cum ipsa moneta ad valorem hujusmodi et pondus redacta expendi, et alia perdere inciperet cursum suum, cum etiam conditio et eventus rei hujusmodi dicto domino Benedicto vivente non evenerit, sed potius ipso jam sublato de medio accidit, si unquam evenit, ut est dictum, apparet manifeste concessionem dictae decimae et potestatem super hoc executoribus commissa velut re integra exspirasse per obitum concedentis. Unde, cum ego procurator praedictus in praemissis omnibus et singulis dictos abbatem et conventum sentiam indebite praegravatos esse et etiam in eo quod dictae litterae apostolicae non sint, nec fuerint exhibitae eisdem competenter, timens etiam ex probabilibus causis et verisimilibus conjecturis ne contra dictos abbatem et conventum, eorum ecclesiam et adhaerentes seu adhaerere volentes praedictos occasione praemissorum suspendendo, excommunicando, interdicendo seu alias quoquo modo procedatur indebite et de facto ob praemissa gravamina omnia et singula, et ne contra ipsos indebite et de facto procedatur in aliquo, ut est dictum, contra praefatos . . . . archiepiscopum Narbonensem, electum Autisiodorensem, archidiaconum Algiae et omnes alios et singulos quos tangit et tangere potest dictum negotium, tam conjunctim quam divisim, nomine praedicto dictorum abbatis et conventus eorum ecclesiae adhaerentium seu adhaerere volentium praedictorum ad Sedem Apostolicam et ad illum seu ad illos ad quem seu ad quos est propter hoc appellandum, et prout possum et debeo, in hiis scriptis provoco et appello, et apostolos, prout debeo, cum instantia qua convenit mihi dari et concedi peto, supponens ipsos abbatem et conventum, eorum adhaerentes seu adhaerere volentes praedictos, et ipsorum omnium statum et bona protectioni dictae Sedis Apostolicae, et ejus seu eorum cujus seu quorum protectioni in hac parte fuerint supponendi, protestans nomine quo supra de dicta appellatione seu provocatione innovanda et notificanda, secundum quod jura requirunt, loco et tempore oportunis.

Haec autem appellatio facta est feria quinta post *Quasimodo* in choro ecclesiae Sancti Salvatoris Brugensis., hora prima, anno Domini M° CCC° septimo, praesentibus discretis viris talibus et talibus testibus ad hoc vocatis specialiter et rogatis, quorum habentium sigilla una cum sigillo dictorum abbatis et conventus de Thosan quo unico utuntur in ordine, praesentibus litteris sunt appensa.

Et quia ego procurator dominorum Narbonensis archiepiscopi et Altisiodorensis electi ac archidiaconi Algiae ad praesens habere copiam commode non possum, vobis collectoribus praedictis supradictam appellationem seu provocationem, in praesentia notarii et testium astantium, notifico et insinuo ac innovo in scriptis ex causis eisdem pro dictis abbate et conventu, sibi adhaerentibus seu adhaerere volentibus, in hac parte, et nomine ipsorum peto cum instantia mihi dari et concedi apostolos, non astringens me ad omnia probanda, sed ad ea quae sufficere debeant ex praemissis; et peto a te notario publico praesente quod de praemissis omnibus michi loco apostolorum facias publicum instrumentum.

Actum anno, indictione, pontificatu, die et loco superius invocatis, praesentibus viris discretis et venerabilibus domino Balduino, domino Armigero, etc., et pluribus aliis Morinensis civitatis et dyocesis ad praemissa vocatis testibus et rogatis.

Et ego N. Boidun de Elsidio, Morinensis dyocesis, publicus aucthenticus sacri romani imperii notarius, praemissis omnibus una cum praenominatis testibus interfui, ut supra legitur, scripsi et exinde feci hoc praesens instrumentum publicum, me subscripsi et signum meum consuetum a dicto procuratore rogatus habente potestatem et speciale mandatum innovandi, appellationem notificandi, apostolos cum instantia petendi, et omnia et singula faciendi quae circa praemissa fuerint facienda, prout in suo procuratorio vidi plenius contineri.

CX.

Aumônes à faire à des Juifs convertis.

Cum tales latores praesentium divino illuminati spiritu, fugatis tenebrarum erroribus, judaïcae caecitatis perfidia derelicta, ad Christum Deum, verum lumen, penitus sint conversi, et sacri fontis liquore divina illustrante gratia insigniti vel secum praeter nudum corpus deportantes, et quasi modo geniti lac dulcedinis concupiscentes, sic instructione fidei et elemosinis Christi fidelium indigeant, auxilioque pariter et favore, universitatem vestram rogamus, monemus ac in Domino exhortamur quatenus de bonis vobis a Deo collectis eisdem conjugibus pias elemosinas et grata . . . . erogetis, ne propter defectum neccessariorum in obprobrium christianae religionis (quod absit) ad pristinae caecitatis errorem redire tanquam canis ad vomitum compellantur. Vobis enim tenore praesentium contestamur quod reverendus, etc.

CXI.

Donation d'une rente de quatre livres faite par la dame de Vorne à l'abbaye de Thosan et ratifiée par le comte Florent de Hollande.

Universis praesentes litteras inspecturis et audituris, seu ad quas praesentes litterae pervenerint . . . tutrix C. . . . . sui filii haeredis de Vorne, salutem in Domino sempiternam.

Noverit universitas vestra quod cum dictus haeres infante major praedecessorum suorum nomine, quasi jure haereditario in duodecim salmonum redditu annis singulis teneretur religiosis viris abbati et conventui de Thosan, quos sine majori dispendio persolvendi non habuerit facultatem,

nos, sicut nostrum tutelare exegit officium, necessitatibus et utilitatibus dicti haeredis volentes intendere et eumdem in talibus confovere ut majus periculum atque dispendium possêt evadere via quodammodo leviori, necessitatem et utilitatem ipsius curavimus illis exponere ad quos in minorum praediis seu consimilibus rebus alienandis spectabat cognitio et decreti, sicut esset congruum, interpositio facienda. Qui cognitores hujus rei, ut supradiximus, necessitatem et utilitatem minoris, quem juxta domini terrae dispositionem et quorum interest et intererat voluntatem, in nostra tutelari habuimus potestate et adhuc habere dinoscimur, invenientes in sibi expositis veritatem ut posset fieri et deberet legitime alienatio quaedam reddituum, quae tangitur infra, ad eumdem pupillum spectantium, permutationis titulo sive modo, decretum ipsorum sicut decuit, deliberatione competenti praehabita, interponere curaverunt. Nos igitur juxta decretum hujusmodi dictum haeredem et nostrum pupillum, sub nostra potestate tutelaria constitutum, amicis ipsius et proximis ad hoc etiam convocatis et consentientibus et approbantibus, pro liberatione ipsius pupilli ab obligatione praedictorum salmonum perpetuo consequenda fecimus ipsum permutationem facere, seu suo nomine permutavimus ad redditum quemdam quatuor librarum Flandrensium ipsius pupilli talem et talem, et dictum quatuor librarum redditum pro redditu de salmonibus antedictis volumus et consentimus dicti pupilli et nostro tutelario nomine dictos abbatem et conventum posse percipere nomine ecclesiae suae, annis singulis, et debere perpetuo in futurum ex die praesenti; et eos induximus seu induci fecimus antedicto nomine in corporalem possessionem vel quasi reddituum praedictorum, promittentes dicti pupilli tutorio nomine dictum quatuor librarum redditum, tam in proprietate quam possessione, dictis abbati et conventui, eorumque successoribus garandire, ab omni homine et universitate defendere, auctorizare et praedictam permutationem et omnia et singula suprascripta perpetuo firma et rata habere et tenere, et non contrafacere vel venire aliqua causa vel ingenio, de jure vel de facto. Pro quoque et singulis supradictis firmiter observandis nos tutrix praedicta obligavimus dictis abbati et conventui omnia bona ipsius pupilli tam habita quam habenda, et requisivimus, requirimus et rogamus illustris simum principem dominum . . . . . comitem Hollandiae ut ipse praemissis auctoritatem et suum consensum adhibeat. Si quis quoque defectus fuerit in

praemissis vel aliquo praemissorum, quandocunque necesse fuerit, auctoritate suppleat seu potestate principali. Nos vero homines domini de Vorne seu cognitores praedicti harum litterarum in quibus pro nostris sigillis domini comitis Hollandiae uti sigillo volumus et illud nomine nostro nobis sufficere competenter credimus, testimonio attestamur nos antedicto, quae pertinere ad nostrum judicium seu cognitionem dinoscuntur, fecisse legitime prout est tactum superius, et nos nostrum prout fuit congruum super praemisso permutationis seu alienationis negotio interposuisse decretum.

Nos quoque Florentius, comes Hollandiae antedictus, promittimus quod praemissa omnia et singula, tanquam dominus terrae superior, per nos et nostros successores perpetuo faciemus inviolabiliter observari; et si quis defectus inventus fuerit in futurum, illum supplebimus auctoritate qua fungimur principali.

In cujus rei testimonium nos tutrix praedicta nostro sigillo ad perpetuam rei memoriam atque fidem praesentes litteras fecimus communiri. Nos etiam comes praedictus in testimonium et munimen singulorum et omnium praemissorum praesentibus litteris nostrum sigillum duximus apponendum.

Actum et datum, etc.

CXII.

Lettre de Jean, évêque de Tournay, en faveur de l'école des Bons-Enfants fondée dans cette ville par Gauthier de Marvis [1].

Johannes Dei gratia, etc., piae recordationis dominus . . . . . . olim noster praedecessor, Tornacensis episcopus, inter plurima quae fecit opera caritatis, domum in Tornaco ad opus pauperum scolarium qui Boni Pueri nuncupantur, instituit, in qua multi bonis moribus et scientia litterarum

[1] L'épitaphe de l'évêque de Tournay Gauthier de Marvis (mort en 1251) rappelait la fondation de cette école.

fuerunt instructi, qui postmodum exigentibus eorum meritis ad majora provecti, beneficia quoque, personatus et dignitates ecclesiasticas adepti noscuntur, tam in religione quam extra religionem, in ecclesia Dei multipliciter profuisse.

Cum igitur ad eamdem domum ex diversis partibus pauperes scolares adhuc confluere non cessent, multique in ea cooperante domino proficiant, proventus autem dictae domus adeo sint tenues et exiles quod ad sustentationem pauperum scolarium ibi commorantium sufficere non possint, religiose vos hortamur, in Domino requirimus et rogamus quatenus eisdem monasteriorum vestrorum illi saltem qui ad elemosinam sunt pauperum deputati grata caritatis subsidia erogetis, attendentes quod, refrigescente in totum erga eos laïcorum caritate, necesse habent clericorum, maxime religiosorum ardentius beneficia postulare.

CXIII.

Mandement de l'official de Tournay relatif au testament de Gherwin Werd, bourgeois de Bruges.

Officialis Tornacensis omnibus presbyteris et capellanis ac singulis in dyocesi Tornacensi constitutis ad quos praesentes litterae pervenerint salutem in Domino. . . . . . Ex parte quam plurimorum fidedignorum nobis est intimatum quod cum Gherwinus dictus Werd, oppidanus Brugensis, nunc defunctus, sanae mentis ac compos sui, certum in scriptis, ut dicitur, condiderit testamentum seu suam ultimam voluntatem ordinaverit, in qua quidem ultima sua voluntate seu in quo testamento quamplures elemosinas et legata piis locis et certis personis contulit et donavit, ac conferri et donari voluit et praecepit, necnon de male extortis ab ipso juste conquerentibus de bonis suis quae post se reliquit restitutiones fieri mandavit, ac certos executores in dicto testamento seu dicta ultima voluntate expressos et nominatos ad exequendum dicti testatoris ultimam voluntatem

elegerit et instituerit, bonaque sua omnia mobilia et immobilia ubicunque existentia in manus dictorum executorum suorum ad opus executionis dicti testamenti seu dictae ultimae suae voluntatis posuerit et obligaverit eadem, et nobis sit intimatum quod laycalis justitia villae Brugensis, videlicet scabinorum consilium qui dicuntur centum homines, ballivus et scultetus Brugensis, ac etiam dicti quondam Gherwini haeredes et quidam alii dictos executores impediverunt et impediunt et adhuc impedimentum praestant et faciunt, seu praestari et fieri procurant, cum effectus et perturbant eosdem et nituntur facere quominus dicti executores dictum testamentum seu dictam ultimam voluntatem ipsius testatoris exequi valeant, et dictos executores de dictis bonis ad opus executionis praedictae obligatis gaudere non permittunt, in praejudicium ecclesiasticae jurisdictionis, salutis animae testatoris dispendium et scandalum plurimorum contra jus et justitiam in hoc non modicum attemptantes, cum tamen executores praedicti quantum in eis est parati fuerint et adhuc sint dictum testamentum seu dictam ultimam voluntatem executioni debitae demandare, et ipsum seu ipsam adimplere, prout decet, cum effectu secundum dictam ultimam voluntatem ipsius testatoris, sicut praemissa nobis sunt intimata et relata : unde nos saluti animarum providere volentes, ut tenemur, ac delinquentium errores corrigere, necnon jurisdictionem ecclesiasticam in sua libertate fovere, et, prout nostro incombit officio, super hiis remedium oportunum adhibere quamplurimum affectantes, vobis omnibus et singulis praecipiendo mandamus virtute sanctae obedientiae injungentes quatenus moneatis diligenter sub testimonio competenti praefatos scabinos, laycalem justitiam, consilium, ballivum, scultetum, haeredes ac omnes alios de quibus fueritis requisiti, ut a dictis impedimento, praestatione, factione, procuratione, nisu et perturbatione cessent penitus et desistant, et dictos executores de bonis praedictis ad opus executionis praedictae obligatis nomine executorio disponere et gaudere permittant pacifice et quiete, et dictum testamentum seu dictam ultimam voluntatem ipsius testatoris adimplere, secundum quod jus et ratio suadebunt : et si qua de bonis antedictis ad dictam executionem pertinentibus sint per eos vel aliquem eorumdem saisita seu arrestata, ea dissaisiant et dearrestent, seu dissaisiri seu dearrestari faciant seu procurent, sine substractione seu diminutione bonorum praedictorum, et dicta bona praefatis executoribus

tradant et deliberent ad opus praedictum, seu tradi et deliberari faciant et procurent.

Praeterea moneatis etiam Katerinam, relictam dicti quondam Gherwini testatoris praedicti, quae bona ad dictam executionem pertinentia dicitur occupasse pro indiviso, ut indilate post monitionem vestram sibi factam, praedicta bona ad opus executionis praedictae obligata dictis executoribus ad opus praedictum tradat et deliberet, et de eis gaudere permittat, ut dictum testamentum seu dictam ultimam voluntatem exequi et adimplere valeant, prout justum fuerit et oneri executionis praedictae incombit, alioquin ipsos monitos, quicunque fuerint et sint, ad id agendum per censuram ecclesiasticam auctoritate nostra, nisi indilate destiterint, compellatis seu compelli faciatis, ac per excommunicationis sententiam eos compescatis, nisi causam coram vobis praetenderint efficacem, quare praemissa facere non debeant aut non velint, qua praetensa eosdem peremptorie . . . . . . coram decano christianitatis Gandensi ad certam diem ad voluntatem latoris praesentium contra executores praedictos dictam causam allegantes et juri super praemissis coram dicto decano, cui cognitionem causae ad plenum committimus vice nostra parituros, inhibentes sub poena excommunicationis ne dicta lite, die seu causa coram dicto decano pendente, aliquid contra dictos executores innovent, immutent vel attemptent, judicent aut de bonis praedictis ordinent, disponant seu ea distrahant aut diminuant, seu quicquam faciant quod sit in praejudicium nostrae jurisdictionis et dictae executionis dispendium seu diminutionem; quod si contrafecerint (quod absit) noverint se nos contra ipsos processuros secundum facti qualitatem. In hiis autem exequendis, etc.

Vobis autem, decane christianitatis Gandensis, potestatem et auctoritatem committimus vocandi coram vobis qui fuerint evocandi ad judicium de causa cognoscendi ad plenum et omnia quae in judicio sunt necessaria excercendi quantum ad causam praedictam, ac ipsam causam sine debito terminandi; et si in processu causae aliquid dubii vobis occurrerit, nobis vel alii certo consilio ac perito, transmittatis interpretandum. Quicquid autem feceritis in processu, cum consilio jurisperitorum agatis et via regia recto tramite stateram in manu portantes incedatis ne de negligentia nos et vos de ignorantia redargui possimus a quoquam.

CXIV.

Le cardinal Simon de Brion, légat du Saint-Siége, promet une prébende à Bruges à Jean de Lille, chanoine de Condé et chapelain de Saint-Basile à Bruges.

—

Simon, miseratione divina tunc Sanctae Ceciliae. . . . . presbyter cardinalis, Apostolicae Sedis legatus, discretis viris praeposito tali et canonico tali salutem in Domino, litteras discreti viri Johannis, praepositi Brugensis, Tornacensis dyocesis, recepimus in haec verba :

Reverendo patri ac domino Simoni, Dei gratia tunc Sanctae Ceciliae presbytero cardinali, Apostolicae Sedis legato, Johannes filius comitis Flandriae, cancellarius ejus, devotus capellanus, salutem et quicquid petit obsequii, reverentiae pariter et honoris. Reverendae paternitati vestrae supplico humiliter et devote quatenus viro et discreto magistro Johanni de Insula, canonico Condatensi et Beati Basilii Brugensis canonico sive capellano, dilecto socio meo, in morum honestate laudabili, conversatione ac litterarum scientia merito commendando, praebendam integram et liberam in ecclesia Brugensi, Tornacensis dyocesis, in qua praebendarum collatio ad me pertinere dinoscitur, si vacat ad praesens, quae nulli alii debita sit, de jure conferre dignemini intuitu pietatis. Quod si in ipsa ecclesia Brugensi nulla praebenda vacet ad praesens, praebendam primo in ipsa ecclesia vacaturam integram non sacerdotalem nulli alii debitam magistro J. conferendam collationi vestrae reservare velitis, executores eidem super hoc deputando. Credo siquidem firmiter quod per hoc utilitati ipsius ecclesiae quam plurimum consuletur. Datum, etc.

Nos itaque praefati praepositi, precibus volentes annuere in hac parte, ac intendentes personam praedicti magistri J., de qua nobis laudabile testimonium perhibetur, favore prosequi gratioso, praebendam integram non sacerdotalem proximo in eadem Brugensi ecclesia vacaturam, nulli alii de jure debitam, eidem magistro Johanni licet in Cameracensis et Sancti Basilii Brugensis praedictae dyocesis ecclesiis canonicatus et praebendas optinenti conferendam nostrae collationi qua fungimur auctoritate specia-

liter reservamus, decernentes irritum et inane si secus de dicta praebenda per nos taliter reservata contigerit attemptari.

Quo circa discretioni vestrae auctoritate praemissa mandamus quatenus vos vel alter vestrum, reservationem et decretum hujusmodi ad ejusdem praepositi et discretorum virorum decani et capituli praefatae Brugensis ecclesiae notitiam perducentes, ipsi praeposito ad quem in ecclesia ipsa collatio spectare dicitur praebendarum, ne de praebenda ipsa, cum vacaverit, quicquam aliud contra reservationem et decretum praedicta ordinet vel disponat, et dictis decano et capitulo ad quos canonicorum receptio ibidem, sicut asseritur, pertinet, ne quemquam alium recipiant ad eamdem inhibere curetis a nichilominus praefato magistro Johanni, et quam cito se facultas optulerit de praebenda hujusmodi providentes inducatis eum, vel procuratorem suum ejus nomine, in corporalem possessionem ipsius praebendae, jurium et pertinentiarum ejus, et defendatis inductum facientes eumdem magistrum Johannem, vel procuratorem ipsum pro eo, ad praefatam praebendam, postquam de illa vacante sibi provisum fuerit, in eadem Brugensi ecclesia in canonicum recipi et in fratrem, sibique vel dicto procuratori pro ipso de dictae praebendae fructibus, redditibus, proventibus, juribus et obventionibus universis integre responderi, stallo in choro et loco in capitulo cum plenitudine juris canonici eidem nichilominus inibi assignatis, contradictores per censuram ecclesiasticam compescendo.

Datum Parisius sexto idus augusti, pontificatus domini Nicholai papae tertii anno secundo.

CCCLV.

Mandement relatif à l'exécution de la promesse faite à Jean de Lille par le cardinal Simon de Brion.

Nos magister W., executor, una cum venerabili viro magistro Johanne dicto Debet, canonico Tornacensi, super reservatione praebendae integrae non sacerdotalis proximo in praesenti ecclesia Beati Donatiani Brugensi

vacaturae a reverendo patre domino Simone, Dei gratia tunc Sanctae Ceciliae presbytero cardinali, Apostolicae Sedis legato, facta viro discreto magistro Joanni de Insula, canonico Condacensi et Beati Basilii Brugensis capellano, conferendae, et super provisione dicto magistro Johanni de dicta praebenda, cum ad id facultas se optulerit, facienda, prout in litteris dicti domini legati plenius continetur cum illa clausula : vos vel alter vestrum et caetera, ab eodem domino legato deputatus, de ipsius domini legati speciali mandato vobis viris venerabilibus et discretis, dominis decano et capitulo istius ecclesiae Beati Donatiani Brugensis, ad quos receptio canonicorum in praesenti ecclesia, sicut asseritur, pertinet, reservationem praebendae integrae, non sacerdotalis, in praesenti ecclesia proximo vacaturae dicto magistro Johanni, licet canonicatus et praebendas alias optinenti in aliis ecclesiis praenotatis, conferendae a dicto domino legato factam, ac decretum ab eodem domino legato super hoc interpositum, prout in litteris ejusdem domini legati continetur expresse, significamus hoc ad vestram notitiam perducentes praesentialiter, ac auctoritate ipsius domini legati nobis in hac parte commissa vobis expresse et specialiter inhibemus ne quemquam alium ad praebendam integram, non sacerdotalem, proximo in praesenti ecclesia Brugensi vacaturam, cum eam vacare contigerit, recipiatis in canonicum et in fratrem, decernentes exnunc irritum et inane si quid contra praemissa vel aliquid praemissorum a vobis dominis decano et capitulo per vos vel per alium contigerit attemptari seu fieri in contemptum nostrae jurisdictionis seu executionis, et praejudicium dicti magistri Johannis seu gravamen. Intendimus siquidem praefato magistro Johanni de dicta praebenda, cum ad id facultas se optulerit, providere, quod omnibus quorum interest tenore praesentium intimamus. In cujus rei testimonium, etc. Actum et datum, etc., in capitulo praefatae ecclesiae, praesentibus decano et capitulo memoratis.

CXVI.

Le prévôt d'Harlebeke ordonne de mettre Jean de Lille en possession de la prébende qui lui a été donnée.

—

Walterus, praepositus Arlebecensis, Tornacensis dyocesis, judex provisor sive collator et executor una cum venerabili viro magistro tali canonico Tornacensi, cum illa clausula : vos vel alter vestrum et caetera super provisione facienda viro discreto magistro Johanni de Insula, canonico Condacensi, de praebenda integra non sacerdotali ecclesiae Beati Donatiani Brugensis, Tornacensis dyocesis, a venerabili patre domino Simone olim tunc Sanctae Ceciliae presbytero cardinali et Apostolicae Sedis legato in regno Franciae de voluntate et beneplacito reverendi patris domini J., Dei gratia Leodiensis episcopi, tunc Brugensis praepositi, data, viris venerabilibus et discretis decano et capitulo praefatae ecclesiae Beati Donatiani Brugensis, salutem in Domino. Cum nos auctoritate et potestate nobis in hac parte competente et attributa praedicto magistro Johanni praebendam ipsius ecclesiae Beati Donatiani integram, non sacerdotalem, liberam et vacantem per mortem talis quondam dictae ecclesiae canonici seu procuratoris ipsius magistri J., ejus nomine contulimus canonice possidendam, si eam de jure ipsi conferre poterimus, ac dictum procuratorem ipsius magistri J. nomine induxerimus in possessionem dictae praebendae et pertinentium ad eamdem corporalem, vobisque universis et singulis praecepimus vivae vocis oraculo et in scriptis, jam annus et amplius est elapsus, ut dictum procuratorem ipsius magistri nomine ad dictam praebendam reciperitis in dictae ecclesiae canonicum et in fratrem, adhibitis sollempnitatibus quae in talibus debent et consueverunt adhiberi, nec hoc adhuc non sine inobedientia et contumacia evidenti curaveritis adimplere aliquotiens tamen competenter et legitime requisiti, in vos dominum decanum, cantorem dominum talem, talem et talem et omnes alios et singulos canonicos dictae ecclesiae, si qui sint, sententiam suspensionis ab officio et beneficio tanquam inobedientes, contumaces et rebelles praeceptis nostris praefatis, immo verius dicti domini legati, proferimus in hiis scriptis.

Vobis universis et singulis dominis decano, cantori et aliis dictae ecclesiae canonicis praenominatis et praetactis dantes nichilominus in mandatis sub poena excommunicationis firmiter injungentes ut dictum magistrum Johannem seu ejus procuratorem ipsius nomine ad dictam praebendam sine ulla cunctatione et absque morae dispendio in canonicum vestrae ecclesiae recipiatis et in fratrem, ac ipsi vel suo procuratori pro ipso de fructibus praebendae praedictae, redditibus, proventibus, juribus et obventionibus universis integre respondeatis, ac ipsos eidem magistro Johanni vel suo procuratori deliberetis et tradatis, alioquin in vos dominos decanum et cantorem et praefatos universos et singulos canonicos dictae ecclesiae, qui praedictis nostris mandatis, immo dicti domini legati, non curaveritis obedire, sententiam excommunicationis exnunc in hiis scriptis proferimus et etiam promulgamus. Inhibemus etiam sub poena suspensionis et excommunicationis ne vos vel aliquis vestrum seu alius dictum magistrum Johannem in praefata sua possessione dictae praebendae jurium et pertinentiarum ipsius, in quam ipsum magistrum Johannem vel suum procuratorem pro ipso induximus, audeat quomodolibet impedire seu etiam perturbare. Quod si aliqui vel aliquis contrafecerint vel fecerit, sententiam suspensionis et excommunicationis in ipsos et eorum quemlibet ferimus in hiis scriptis.

Dictus autem magister Johannes se optulit et offert resignare paratum beneficia quae optinet seu eorum alterum, si hoc oporteat, antequam recipiatur in vestrae ecclesiae canonicum et in fratrem.

Damus etiam praesentibus litteris in mandato universis et singulis presbyteris et capellanis et clericis ad quos praesentes pervenerint, sub poena suspensionis et excommunicationis, ut ipsi et eorum quilibet qui super hoc fuerit requisitus, praefatos dominos decanum et cantorem et alios universos et singulos praenominatos canonicos praefatae ecclesiae Brugensis nominatim, palam et publice, ubicunque et quandocunque super hoc fuerint requisiti vel requisitus fuerit, denuntians praefatis sententiis suspensionis et excommunicationis fore ligatos, intimando eisdem quod nisi infra octo dierum spatium dictum magistrum Johannem seu ipsius procuratorem ejus nomine recipere curaverint in canonicum et in fratrem, nos contra ipsos et eorum quemlibet asperius procedemus, prout justitia suadebit, et quid inde factum fuerit et nomina obedientium et inobedientium, si qui

sunt, nobis fideliter rescribatis vel rescribas, hii vel is qui praefata nostra mandata fuerint vel fuerit executi vel executus. In hiis autem exequendis et agendis alter vestrum, etc. Datum, etc.

CXVII.

Acte d'appel au Saint-Siége interjeté par Nicolas des Rosiers, procureur des monastères de Cîteaux et de Clairvaux.

In Christi nomine amen. Per praesens publicum instrumentum cunctis pateat evidenter quod anno Domini M° CC° nonagesimo secundo, indictione quinta, pontificatus domini Nicholai papae IIII^{ti} anno quinto, mensis aprilis die nona, hac quidem die videlicet die mercurii post festum Resurrectionis Domini circa horam vesperarum, in mei notarii publici infrascripti et testium subscriptorum praesentia constituti, venerabiles et religiosi viri de Cisterciensis et de Claraevallensis monasteriorum abbates fecerunt, constituerunt et ordinaverunt suos veros et legitimos procuratores ac nuntios speciales religiosos fratres Willelmum de Autisiodoro et Nicholaum de Roseriis, monachos dicti monasterii Claraevallensis, et quemlibet eorum in solidum, ita quod non sit melior occupantis conditio, sed quod unus eorum incèperit alter prosequi valeat et finire, ad agendum pro ipsis, ipsosque defendendum, necnon ad proponendum, excipiendum, respondendum et allegandum pro ipsis et ipsorum quolibet, et tam suo quam monasteriorum suorum nomine coram quibuscunque judicibus ordinariis, extraordinariis, tam ecclesiasticis quam secularibus, praepositis, ballivis, scabinis, arbitris, arbitratoribus, delegatis, subdelegatis, executoribus, compulsoribus, conservatoribus et aliis quibuscunque libellum seu libellos et cujuscunque generis petitionem dandum et recipiendum litem, contestandum de calumpnia et veritate dicenda, et cujuslibet alterius generis juramentum in ipsorum et cujuslibet ipsorum animas praestandum, excipiendum, replicandum, triplicandum, ponendum, positionibus respondendum, testes, instrumenta et quaslibet probationes alias producendum,

producta contra ipsos impugnandum et reprobandum, crimina opponendum, expensas petendum et recipiendum, easque jurandum, sententiam tam interlocutoriam quam diffinitivam audiendum, appellandum semel et pluries, et tam in judicio quam extra judicium appellationem et appellationes innovandum, prosequendum, notificandum et denuntiandum ac publicandum, ubicunque et quibuscunque personis viderint expedire. dantes eisdem procuratoribus suis et cuilibet eorum in solidum plenam et liberam potestatem ac speciale mandatum alium vel alios procuratorem vel procuratores loco sui substituendi. qui eamdem in omnibus habeat vel habeant potestatem, eumque vel eos revocandi quandocunque et quotienscunque voluerint aut viderint expedire, praesenti procuratorio nichilominus in suo robore duraturo, necnon et omnia alia et singula faciendi et excercendi quae veri et legitimi procuratores seu negotiorum gestores ac nuntii speciales facere et exercere possunt et debent, et quae in talibus et circa talia fuerunt necessaria seu etiam oportuna, et requiruntur de consuetudine vel de jure, et quae ipsimet vel eorum alter facere et excercere possent circa praemissa vel aliquid praemissorum, si praesentialiter interessent, promittentes ipsi et eorum utrique se ratum habituros et gratum quicquid per dictos procuratores suos vel eorum alterum substituendum vel substituendos ab ipsis vel eorum altero actum. gestumve fuerit in praemissis seu quolibet praemissorum seu etiam procuratum, volentes insuper dictos procuratores suos et substituendum ac substituendos ab ipsis vel eorum altero relevari ab omni onere satisdandi promiserunt ipsi et eorum utrique michi notario publico infrascripto tanquam personae publicae stipulanti sollempniter et recipienti, vice omnium quorum interest vel interesse poterit, in futurum, judicio fisci et judicatum solvi sub ypotheca bonorum suorum. Actum Parisius apud Sanctum Bernardum in capella hospitii sive domus in qua morabatur magister Johannes de Dunis, magister in theologia, ordinis Cisterciensis regens in eodem loco in theologia, praesentibus venerabili et religioso viro domino abbate Sancti-Germani de Pratis Parisiensis, dicto magistro Johanne de Dunis, domino Sigero olim decano Cortraci [1], magistris Petro de Ponteciso, regente Parisius in me-

[1] C'est le célèbre Siger de Courtray. Voyez la notice qui lui est consacrée dans l'*Histoire littéraire de la France*.

dicina et Gerardo de Carvino clericis et pluribus aliis testibus vocatis ad hoc et rogatis.

Item anno, indictione, pontificatu et anno praedictis, ipsa eadem die nona mensis aprilis, post horam praedictam postquam praedicta procuratio facta fuit, frater Nicholaus de Roseriis, monachus supradictus, de capella praedicta exiens et ad quamdam cameram seu aulam parvulam prope dictam capellam accedens ad praesentiam venerabilis viri magistri Reineri de Vichio, canonici Lichefeldensis, ibidem in praesentia mei notarii et testium subscriptorum constitutus dictus frater Nicholaus, procurator dictorum abbatum Cistercii et Claraevallis, habens inter caetera potestatem ab ipsis abbatibus proponendi, respondendi et appellandi, prout in superioribus plenius et clarius est expressum, coram ipso magistro Reinero, procuratorio nomine dictorum abbatum et pro ipsis proposuit, respondit, necnon et appellavit ad Sedem Apostolicam in scriptis in modum qui sequitur :

Ego frater Nicholaus de Roseriis, procurator religiosorum virorum abbatum Cistercii et Claraevallis, procuratorio nomine ipsorum et pro ipsis dico et propono quod super monitione quam eisdem abbatibus fecit dominus Reinerius de Vichio, canonicus Lichefeldensis, juxta mandatum apostolicum ut dicebat eidem factum, continente quatuor scilicet quod si aliquid haberent de decima proventuum Cisterciensis ordinis, quam felicis recordationis Gregorius papa decimus dispositioni suae in Lugdunensi consilio reservavit, solverent indilate Petro de Bonacurse et quibusdam aliis in litteris apostolicis nominatis de societate Lambertini de Frescobaldis de Florentia, et quod si scirent quantum de dicta decima collectum esset, et apud quos et in quibus locis depositum aut commodatum existeret, dicerent et intimarent eidem, adhuc autem quod qui sunt illi abbates vel monachi Cisterciensis ordinis qui praedictam decimam non solverent, nominarent eidem vel in scriptis traderent, insuper vero quod diligentius solito investigando ubi et apud quos sit praedicta decima et qui de ordine suo solverunt, et qui non declararent eidem, nomine quo supra respondeo in hunc modum quod quando dicti abbates recesserunt de Claravalle, videlicet circa medium quadragesimae praeteritae, praeceperunt collectoribus ejusdem decimae ab eisdem deputatis, sub poena canonica, quod pecuniam quam tunc habebant de dicta decima in monasterio

de Claravalle vel in aliis locis, indilate solverent praedictis mercatoribus, quod et factum est, et quod quicquid postmodum et quantumcunque de praedicta decima ad manus eorum perveniret eisdem mercatoribus solverent, sine aliqua dilatione, receptis ab eis litteris et cautionibus contentis in apostolico mandato. Et haec respondeo nomine quo supra ad primum in monitione contentum.

Ad secundum vero respondeo nomine quo supra et dico quod in generali capitulo, sub poena depositionis et excommunicationis et in virtute obedientiae, praeceperunt abbatibus ibidem existentibus et absentibus, prioribus, cellerariis et bursariis, quatenus quicunque eorum sciret quantum de dicta decima collectum et apud quos et in quibus locis depositum aut commodatum existeret, sine dilatione intimarent eisdem, et quod de dicta pecunia haberent penes se, ad certum terminum solverent dictis mercatoribus.

Insuper autem dico nomine quo supra quod nuntios miserunt per diversas provincias et ad abbates praedicti ordinis, scilicet in Ungariam, Frisiam, Daciam, Swetiam, Alemanniam, Angliam, Flandriam et Hispaniam: sed quia nuntii nondum sunt reversi, nec ab abbatibus super praedicto praecepto responsum habuerunt, quantum de dicta decima receptum est et apud quos et in quibus locis depositum est, certitudinialiter dicere non possunt, sed quam cito certificati super hoc fuerint, parati sunt sine dilatione certificare eumdem et dominum papam.

Ad tertium articulum pridem monitum nomine quo supra dico quod propter jam dictam causam certum non valent dare responsum, nam cum dicti nuntii nondum sint reversi, cumque etiam abbates super praecepto in generali capitulo, ut superius dictum est, facto, adhuc responsum non dederint, scire non possunt qui abbates praedicti ordinis decimam de proventibus suis solverunt, et per consequens, nec dictum magistrum Renerum, nec dominum papam nunc super hoc certum facere, nec tantum tempus est elapsum quod dictum dominum papam et dictum dominum Reinerum possent informare de praemissis, parati certificare eumdem et dominum papam quamcito veritate noverint de praemissis.

Demum ad ultimum articulum jam dictae monitionis nomine quo supra respondeo quod ad sciendum super praemissis et eorum quolibet plenius veritatem, operosae sollicitudinis studium impendere sunt parati et man-

dare indilate praecipiendo abbatibus totius ordinis singulariter, sub poena depositionis, suspensionis et excommunicationis, in virtute sanctae obedientiae, quod quicquid sciunt de praemissis et scire poterunt per depositionem subditorum suorum ad hoc specialiter juratorum eis sine dilatione rescribant.

Dico insuper nomine quo supra et ex parte dictorum abbatum quod parati sunt dicti abbates ordinare abbatem aliquem in qualibet provincia, qui ab aliis abbatibus ejusdem provinciae recipiet sacramentum de dicenda super praemissis plenaria veritate, qui ordinatus ad hoc sub praemissis poenis quod invenerit, indilate eisdem rescribat.

Dico etiam eidem magistro nomine quo supra quod si ipse videret, sciret vel cogitaret alium modum indagandi quantum de praedicta decima recollectum esset, et apud quos et in quibus locis depositum esset seu commodatum, et qui sunt illi qui non solverunt, illum modum diceret eis paratis jam incontinenti procedere in jam dicta inquisitione juxta formam ipsius.

Dico insuper nomine quo supra dictos abbates esse paratos sine dilatione ab illis abbatibus qui in regno Franciae sunt, sacramentum exigere per se et per alios, de dicenda super praemissis et eorum quolibet plenaria veritate, et quod invenire poterint, rescribere et intimare eidem magistro et domino papae, proponens quod parati sunt dicti abbates consimile sacramentum exigere ab omnibus qui ad proximum capitulum sunt venturi, et cum omni diligentia super praemissis ab eisdem requirere veritatem patefaciendam eidem et domino papae, necnon etiam cuncta quae in mandato apostolico super praemissis sunt contenta vel expressa, juxta posse, omni mora cessante, effectum demandare; et idcirco cum ipsi non negligant, nec neglexerint mandatum apostolicum exequi juxta posse, et cum ipsi omnem diligentiam quam potuerunt adhibere super inquisitione praemissorum, a tempore receptionis apostolici mandati adhibuerunt continue et adhibeant incessanter, et operosae sollicitudinis studium in posterum firmiter adhibere proponant, nichil de contingentibus obmittentes, ne vos contra eos vel ordinem ipsorum, vel aliquem eis subjectum, occasione praemissorum aliquid attemptetis, in hiis scriptis ad Sedem Apostolicam, nomine procuratorio ipsorum et pro ipsis appello, supponens ipsos et ordinem suum, et subjectos suos, et bona sua beatorum Petri et Pauli et

Sanctae Romanae Ecclesiae protectioni, et rogo vos tabelliones publicos ut super hoc publicum instrumentum conficiatis in forma meliori quae fieri poterit et debebit, non mutata substantia veritatis, et dictum instrumentum mihi procuratori, nomine quo supra, loco apostolorum concedatis, prout debet fieri in hoc casu.

Quibus omnibus per dictum dominum Reinerum diligenter auditis, requisivit in primis dictis dominus Reinerus me notarium infrascriptum ut de praedictis omnibus, prout erant dicta, recitata et facta, sibi facerem publicum instrumentum, parte alia ex adverso dicente et petente ut de omnibus supradictis, ut melius possem, dummodo non mutaretur substantia veritatis, facerem publicum instrumentum. Petiit insuper dictus dominus Reinerus fieri sibi copiam tam de procuratione dicti fratris Nicholai quam de aliis quae dicta fuerant superius ac etiam recitata. Dictas vero copias ego notarius infrascriptus de voluntate et consensu partis adversae obtuli me facturum. Et, ista requisitione sic facta, respondit praefatus dominus Reinerus, dicens quod si ipse dictos abbates in inquirendo, investigando, monendo vel alias quoquo modo gravaverat, quod non credebat, paratus erat revocare; petens nichilominus et requirens instanter tam procuratorem praedictum quam alias circumstantes, si qui essent, de parte dictorum abbatum, quod propter reverentiam Apostolicae Sedis sibi exhiberent seu exhiberi facerent et procurarent praesentiam corporalem dictorum abbatum, ut cum ipso domino Reinero conferrent super praemissis et sibi super hiis plenius responderent, ad sciendum et se plenius informandum utrum abbates ipsi haberent rata et firma ea quae per procuratorem praedictum acta et dicta fuerant superius seu etiam recitata, et utrum de ipsorum voluntate et conscientia emanassent, parte adversa respondente quod iste non erat casus in quo deberet quis compelli personaliter comparere, et quod non erat opus quod dicti abbates super praemissis in personis propriis responderent, quia per ea quae supra dixerat dictus procurator, fuerat eidem domino Reinero sufficienter responsum, et quod per procurationem praedictam, de qua fuerat superius copia sibi oblata, sibi bene constaret de voluntate et consensu dictorum abbatum.

Acta Parisius anno, indictione, pontificatu, mense, die, hora et etiam loco praedictis, praesentibus venerabilibus et religiosis viris domino abbate Sancti Germani de Pratis Parisiensis, praedicto magistro Johanne de Dunis,

regente in eodem loco, ut dictum est, in theologia, domino Sigero, Petro de Ponteciso, regente Parisius in medicina, Gerardus de Carvino. Petro Orlandini de Monte Luppo, notario publico, et Reinero de Ul......, clerico, vocatis ad hoc specialiter et rogatis. Et ego Petrus de Fagia. Sacrosanctae Romanae Ecclesiae auctoritate tabellio publicus praemissis interfui, praesensque publicum instrumentum et praedicta omnia et singula, prout superius sunt expressa, rogatus fideliter scripsi et in publicam formam redegi et meo consueto signo signavi.

CXVIII.

L'ordre de Citeaux accorde une dime triennale au roi Philippe le Bel.

Philippus, Dei gratia Francorum rex, notum facio universis quod cum Cisterciensis, de Firmitate, de Pontiniaco, de Claravalle et de Morimundo monasteriorum abbates pro se ac personis aliis monasteriorum et locorum aliorum Cisterciensis ordinis regni nostri decimam suorum ecclesiasticorum proventuum nobis ad biennium integrum in subsidium pro defensione et felici statu regni nostri, sub certis modis et conditionibus. duxerint liberaliter concedendam, prout in eorum litteris inde confectis plenius continetur, quarum tenor talis est :

Excellentissimo principi domino suo Philippo. Dei gratia Francorum regi illustrissimo, devoti ejus fratres Robertus de Cistercio, Rufinus de Firmitate, Symon de Pontiniaco, Johannes de Claravalle et Dominicus de Morimundo monasteriorum abbates, Cisterciensis ordinis, Cabilonensis. Autisidiorensis et Lingonensis dyocesium, eorumque monasteriorum conventus, cum incrementis pacis et concordiae successus prosperos ac felices. Ad publicam mundi notitiam a priscis temporibus jam pervenit quod benedictum regnum Francorum prae caeteris mundi regnis hactenus extitit orthodoxae fidei munimentum et invincibile praesidium catholicae puritatis. In quo quidem regno vestro semper pax viguit, fides crevit catholica, et religio christiana, auctore Domino, suscepit felicia incrementa, et, exulata

extra regni vestri terminos discordia quae palmites suos tetendit usque ad maris terminos, suscipiet in futurum, ad cujus extirpationem sive exilium necessarium fore credimus subsidium omnium quibus dicti regni vestri tranquillitas maxime pacem .... reddit statum parum tranquillum ac securum. Hinc est quod nos abbates praedicti regni vestri pacem et tranquillitatem affectantes, apud Divionem propter hoc specialiter congregati, diligenti deliberatione praehabita, providimus a nobis et àb omnibus monachorum monasteriis nobis subjectis dumtaxat in dicto regno vestro existentibus fore subveniendum, vobis ad dictae discordiae exulationem, prout necessitas evidens id exposcit, partem decimam omnium reddituum et proventuum omnium monasteriorum monachorum nostri ordinis in regno vestro existentium, propter dictam necessitatem, reddituumque et proventuum dumtaxat quae dicta monasteria in vestro regno percipiunt et consueverunt percipere et habere, et quae ab ipsis monasteriis percipi contigerit et haberi, sub certa tamen forma quam sedes apostolica hactenus observavit, vobis hac vice per biennium et nomine nostri ordinis Cisterciensis de speciali gratia concedentes. Quae quidem pars decima per unum quemque nostrum sive successores nostros, in generatione cujuslibet in regno vestro existente, infrascriptis terminis in conscientiis nostris ac subditorum nostrorum absque dolo vel fraude fideliter colligetur. Cui fidei nostrae stabitur absque alia retractatione penitus et expresse, ita quod medietatem ipsius in instanti Resurrectione Domini, et aliam medietatem in festo Omnium Sanctorum proximo subsequente, et eisdem terminis anni immediate sequentis quilibet abbas et conventus monasteriorum praedictorum cuilibet nostrum seu successoribus nostris, prout cujuslibet generatio distinguitur, modo quo supra solvere teneantur. Quam nobis solutam aut successoribus nostris a subditis nostris praedictis, cum portione quemlibet nostrum aut successores nostros contingente, prout supra dictum est, vobis vel certo mandato vestro tenebimur assignare. Et si forte aliqui in praedictis terminis non ipsam partem decimam solvere distulerint, ad id per censuram nostri ordinis vel aliter compellentur. Nec vos, domine rex, per vos vel per alium de hoc aliquem compelletis, nisi a nobis aut nostrum altero super hoc specialiter fueritis evocatus, et si forte, durante dicto biennio, decimam seu majus onus aut simile in vestro regno per Sedem Apostolicam concedi vel imponi contigerit vel jam etiam sit concessum, seu, Domino

inspirante, cui non est difficile disjuncta conjungere, pax regno vestro benedicto reddita fuerit, ex toto cessabitur a solutione partis decimae supradictae. Si vero dicto tempore treugam super dicta discordia iniri contigerit, pro illo tempore quo treuga duraverit, antedicta hujusmodi solutio totaliter suspendetur, ita tamen quod propter solutionem hujusmodi vos dicere non possitis, nec debeatis vobis jus acquisitum esse in futurum super subventionibus et subsidiis similibus aut aliis faciendis vobis aut concedendis a nobis aut nostris, quod per praesentes non intendimus concedere ullo modo. In cujus rei testimonium praesentibus litteris sigilla nostra duximus apponenda. Datum, etc.

Nos hujusmodi decimale subsidium sic oblatum sub modis et conditionibus antedictis tenore praesentium acceptamus, modos et conventiones easdem approbantes expresse. In cujus rei testimonium praesentibus litteris nostrum facimus sigillum apponi. Datum, etc.

CXIX.

Requête présentée à l'archevêque de Reims afin que les biens ecclésiastiques ne soient point grevés d'autres charges que de la subvention accordée au roi de France.

Reverende pater et domine venerabilis Remensis archiepiscope, et vos reverendi patres domini episcopi ejusdem provinciae, vobis supplicant habentes beneficia et bona ecclesiastica in Morinensi, Atrebatensi et Tornacensi dyocesibus quod, cum domini temporales dictarum dyocesium a personis praedictis ecclesiasticis subventionem petierint et exigere inceperint et ab aliquibus jam receperint pro tuitione regni Franciae contra Anglicos et alios inimicos versus illas partes, et non videatur aequum quod pro eisdem causa et negotio subventionem bis solvant et caeteris beneficiatis in regno Franciae plus graventur, quatenus laborare velitis cum effectu ut, si dicto domino regi subventionem facere contigerit, ab aliis dominis temporalibus liberentur, vel saltem portio quam forsan dictis

dominis temporalibus solvent seu solverunt vel quae ab eis exigentur, de subventione dicto regi facienda deducatur. Alias non est intentionis eorum ad subventionem aliquam faciendam domino regi se aliquatenus obligare. Item supplicant praedicti quod omnes libertates et conditiones quae super dicta subventione ecclesiis cathedralibus conceduntur, eisdem pariter permittantur.

CXX.

Les monastères des Dunes et de Thosan demandent à être exemptés de la subvention réclamée par le comte de Flandre.

Cum illustris comes talis pro tuitione terrae suae subventionem sibi in certis et taxatis summis non modicis etiam per saisinam bonorum nostrorum exhiberi jam postulaverit cum effectu, et nichilominus in concilio Compendiensi nuper habito Francorum regi a praelatis et personis ecclesiasticis, sicut intelleximus, in Remensi provincia decima sit concessa, grave quoque foret, nec aequum videretur quod utrique domino de eisdem bonis ac pro eodem negotio solveremus, dilectioni vestrae benigne mandamus quatenus peritos nostri ordinis consulatis et an primi abbates subventionem hujusmodi decimae secundum formam datam in praedicto concilio Compendiensi promiserint seu compositionem aliquam inierint pro certa pecuniae quantitate, et quia alias in hujusmodi compositionibus taxationibus fuimus non modicum praegravati de bonis nostris solvendo, tanquam omnia in regno Franciae extitissent, praesertim cum nos de Dunis majorem partem bonorum nostrorum et nos de Capella ultra duas partes sub Imperio habeamus, et onus subventionis seu decimae hujusmodi sit reale, curae vestrae sit hujusmodi gravamen praedictis patribus reverendis et aliis quibuscunque necesse fuerit proponere et ostendere cum diligentia et effectu, et quid inde factum fuerit seu consultum rescribatis, intimantes quod quicquid pro subventione domini regis nobis impositum fuerit de bonis nostris extra regnum Franciae, solvendi domino comiti necessitas imminebit.

CXXI

Lettre de l'abbé de Cîteaux recommandant aux abbés de cet ordre de ne rien payer au delà de la subvention qui a été accordée.

—

Venerabilibus et in Christo karissimis coabbatibus ejus et eorum conventibus ad quos praesentes litterae pervenerint, talis salutem et in agendis constantiam salutarem.

Cum per nos illustrissimo principi Dei gratia Francorum regi specialiter concessum sit ut omnia monasteria nostri ordinis in suo regno existentia, de omnibus proventibus et redditibus quos per hoc instans biennium percipient, decimam partem in subsidium ejusdem regni assignent integraliter absque fraude, propter guerrarum molestias quae hiis diebus imminent dicto regno, Domino permittente, ne propter hoc vos aut vestrum aliquos contingat, quod absit, duplici taxatione conteri, circa negotium hujusmodi vos praemonitos esse volumus, vobis omnibus et singulis benigne mandantes quatenus si occasione guerrarum hujusmodi ab aliis quibuscunque dominis ducibus, comitibus, vicecomitibus, baronibus, militibus seu aliis quibuscunque vos vel vestrum aliquem contigerit impeti vel exactione qualibet molestari, ejusdem domini regis protectione et auxilio vos et bona vestra secundum tenorem litterae ipsius domini regis, cujus transcriptum praesenti cedulae inseri fecimus, defendatis.

CXXII.

La dîme biennale accordée au roi de France sera payée en deux termes.

—

Salutem et cum sincera in Domino caritate patientiam in adversis.

Cum nuper ex parte excellentissimi principis Dei gratia Francorum regis de Cisterciensi et caeterorum monasteriorum abbatibus nomine totius

ordinis lamentose fuerit expositum benedictum regnum Franciae inimicorum graves sustinere molestias et incursus, propter quos omnium nostrum et subditorum nostrorum tranquillitas impugnatur, nobisque et nostris monasteriis minatur periculum ac ruinam, nisi dictis molestiis et incursibus occurratur, ad quae dicti regni vires parum sufficiunt, propter quod praedictis abbatibus et nobis fecit humiliter supplicari quod nos auxilium et consilium eidem adhibere curaremus ad extirpandos dictas molestias et incursus, quatenus exulatis dictis molestiis et periculis nos et subditi nostri pacis testamento, sicuti hactenus freti fuimus, frueremur.

Nos vero, attendentes dicta pericula imminere nobis et vobis et generaliter omnibus dicti regni, attendentes insuper per jactum mercium dicti regis, quas quidem merces necesse habet exponere propter pericula supradicta, nostras salvas existere et personas, propter quae secundum naturalis aequitatis rationem et sanctiones legitimas debemus, de bonis nobis a Deo collatis, ad supportandum tantae molis pondus, subvenire.

Quocirca supradicti abbates et nos apud Divionem propter hoc specialiter congregati, nomine cujuslibet nostrum et totius ordinis, de bonorum consilio duximus ordinandum quod pars decima omnium redditum et proventuum omnium monasteriorum monachorum nostri ordinis in dicto regno Franciae existentium, proventuum inquam et redditum dumtaxat quae dicta monasteria in dicto regno percipiunt et consueverunt percipere et habere, per tempus biennii colligatur, et in duobus terminis, videlicet in Resurrectione Domini et in festo Beati Remigii subsequente, patri abbati assignetur, ubi dictus pater duxerit assignandum. Æstimatio vero seu collatio dictorum proventuum et redditum conscientiis abbatum et suorum subditorum relinquetur, quam aestimationem saepedicti abbates et nos bona fide et sine fraude in conscientiis nostris et subditorum nostrorum dicto regi promisimus, prout in quadam littera eidem tradita et ab eodem acceptata, quam secum defert lator praesentium, plenius videbitis contineri.

Hinc est quod nos auctoritate abbatum praedictorum et nostra, in virtute sanctae obedientiae et sub poena excommunicationis, vobis damus firmiter in mandatis quatenus vos et vestrum quilibet dictam partem decimam de dictis proventibus et redditibus monasteriorum vestrorum in conscientiis vestris et subditorum vestrorum secundum modum et formam quibus

supra colligatis, et medietatem dictae partis decimae in Resurrectione Domini, et aliam medietatem in festo Omnium Sanctorum proximo subsequente nobis apud Parisius assignetis, et sic anno secundo biennii totidem, loco et terminis antedictis, et filiis vestris in dicto regno pro toto vel pro parte dictorum proventuum existentibus detis in mandatis, auctoritate, modo et forma quibus nostrum mandatum recipitis, ut partem dictae decimae colligere et nobis assignare non omittant, prout superius est expressum. Scientes quod si in praemissis inobedientes extiteritis vel fraudem aliquam feceritis, si propter hujusmodi defectum seu fraudem nos vel vos a regalibus contigerit in aliquo molestari, nos qui in hac parte sumus pro vobis obligati et defensionis clipeus constituti, si necesse fuerit, bona vestra pro quanto defeceritis eisdem regalibus exponemus, et ne super hujusmodi mandati nostri receptione in aliquo tueri possitis, vobis universis et singulis districtissime praecipimus ut una cum sigillo nostro sigilla vestra, vel priores vestri, si vos abbates contigerit abesse, praesentes quandocumque vobis praesentatae fuerint, apponatis. Datum, etc.

CXXIII.

Don de livres au monastère de Thosan.

Vestra noverit universitas quod ego recognoscens me in multis plurima beneficia recepisse, etiam ultra meum meritum, ab abbate et conventu talibus, et imo quia non possum ad praesens ipsis rependere vicem in pecuniaria quantitate, quod possum facio, libros meos canonicos et civiles seu legales, cum summis plurimis, de quibus videlicet libris et summis mentio fit in cedula praesentibus hiis appensa, intuitu pietatis divinae et remunerationis cujusdam gratia, et ob mei memoriam conservandam perpetuo a praedictis abbate et conventu, confero, do et dono simpliciter propter Deum possidendos et habendos pro usu praedictorum de Thosan, hoc modo ut semper serventur ab ipsis, nec alienentur in posterum ullo

modo, hoc salvo quod, quandocunque voluero, dicti libri et summae in toto vel in parte pro meae voluntatis arbitrio semper sint mihi parati. In cujus rei testimonium meum sigillum duxi praesentibus apponendum, et rogo viros tales ut in testimonium praescriptorum sua praesentibus hiis apponant sigilla. Et nos praedicti religiosi ad preces praedicti talis nostris sigillis praesentes litteras duximus roborandas. Actum et datum, etc.

CXXIV.

Le cardinal Jean Cholet[1] *charge l'évêque de Tournay de déterminer ce qu'il y a lieu de faire à l'égard d'un maître d'école qui a involontairement blessé un enfant.*

Venerabili in Christo patri ......, Dei gratia episcopo Tornacensi Joannes ejusdem miseratione tunc Sanctae ...... presbyter cardinalis, Apostolicae Sedis legatus, salutem et sinceram in Domino caritatem.

Accedens ad nos talis clericus vestrae dyocesis, lator praesentium, nobis insinuare curavit quod ipse olim, dum esset vicemagister scolarum Sancti Donati Brugensis, ejusdem dyocesis, talem puerum litteratum, tunc subditum suum, ipsum corrigendo modum correctionis excedere non intendens quibusdam virgis percussit in capite, ita quod idem puer ab hoc casu fortuito laesus in oculo dextro, per malam custodiam ipsius oculi, visum amisit, quare idem talis humiliter imploravit sibi per nos super hoc de oportuno remedio salubriter provideri.

Nos vero intentionem ipsius diligentius attendentes ac animarum saluti totis desideriis affectantes, vobis agendi secum super hoc misericorditer, prout secundum Deum et justitiam videbitis faciendum, injuncto sibi quod, pensatis circunstantiis seu conditionibus hujus facti, de jure videbitis injungendum, qua fungimur auctoritate praesentium tenore committimus vices nostras.

[1] Jean Cholet, cardinal du titre de Sainte-Cécile en 1281. Mort en 1293.

CXXV.

Les abbés des monastères de l'ordre de Citeaux situés en Flandre exposent que le comte de Flandre réclame d'eux une subvention pour la défense du pays.

—

Paternitati vestrae circumspectae ac per omnia reverendae compellimur intimare quod illustris comes Flandriae, die veneris tali, nos abbates tales pariter convocavit et nobis proposuit quod sibi, tanquam principi terrae suae immediato et terram Flandriae maritimam et aliam contra hostiles incursus hactenus custodienti et defendenti, ac etiam quandocunque oportunum fuerit in posterum defensuro, ipsi et nulli alii in subventione congrua facienda, cum magna terrae suae requisierit et adhuc requirat necessitas, teneamur, quam subventionem etiam absque morae dispendio ex jure debito sibi postulat exhiberi, nec patitur idem comes nos habere inducias usque primum capitulum generale, ad vos et majores nostri ordinis consulendos asserens sibi magnam fieri injuriam et ipsum quasi exhaeredari, si cuiquam alii quam de hiis quae infra suum districtum sive dominium possidemus, subventionis occasione seu praetextu necessitatis cujuslibet, nos contingeret respondere, nec nobis de subventione hujusmodi instantissime postulata, sibique nullique alii debita, ut asserit, vult parcere quoquo modo.

Quapropter reverentissimae paternitati vestrae, cum simus immediate sub manibus domini comitis antedicti, nec valeamus eidem resistere, seu duobus dominis, de subventione tanta, etiamsi vellemus, cum bona nostra non sufficiant, respondere, humilibus precibus requirimus et rogamus quatenus super praemissis dignemini, immo curetis, cum periculum sit in mora, nobis citius providere et rescribere quae fuerint oportuna; nam si eidem domino comiti subventionem solvere compellamur, pro subventione regia contribuendi non habebimus facultatem.

CXXVI.

Le pape Innocent IV ou Innocent V excommunie un chanoine de Térouanne coupable de violences envers un clerc.

—

Innocentius episcopus, servus servorum, etc.

Dilectus filius magister G. de Brugis, clericus, querela gravi dudum exposuit coram nobis quod magister Henricus, cantor ecclesiae Morinensis, in claustro ipsius ecclesiae injiciens violentas manus in ipsum, per quosdam suos complices fecit eum acriter verberari, dictusque cantor sic ligatus se nichillominus divinis officiis immiscebat, propter quod nos tantum excessum nolentes sub dissimulatione transire, venerabili fratri nostro Tornacensi episcopo, tunc decano, mandavimus ut vocatis qui essent vocandi, et auditis hinc inde propositis, quod foret canonicum, statuere procuraret. Qui causam hujus diligenter examinans, quia ipsa sibi ardua videbatur, eam ad nos sufficienter instructam remisit, praefigens partibus peremptorium terminum quo super hoc in nostra praesentia comparerent. Cum nos postmodum in eadem causa dilectum filium talem dederimus auditorem, eodem dicto magistro G. pro se et magistro tali procuratorio nomine dicti cantoris praesentibus coram eo, viso processu ipsius episcopi et auditis quae partes proponere voluerunt nobisque fideliter recitatis, cum sibi de praemissis plene constaret, memoratum Henricum cantorem denuntiavit et denuntiari mandavit excommunicatum tamdiu donec absolutionis beneficium et dispensationem super irregularitate quam propter hoc incurrit, per Sedem Apostolicam meruerit personaliter obtinere, talem substitutum a praefato procuratore cantoris, ejusdem ipsius cantoris nomine, in CC libris Turonensium pro extimatione injuriae, ac in C libris ejusdem monetae pro expensis condempnans eidem magistro G. jure prius ab ipso recepto et taxatione dicti auditoris praehabita, quod eamdem injuriam sustinere noluisset pro tanta quantitate pecuniae, et quod dictas centum libras expenderit in hac causa, prout in litteris inde confectis et ipsius electi sigillo munitis plenius continetur. Nos igitur quod ab eodem auditore factum est in hac parte, ratum habentes et gratum, idque auctoritate

apostolica confirmantes, discretioni tuae per apostolica scripta mandamus quatenus denuntiationem et condempnationem hujusmodi, juxta tenorem litterarum ipsarum, executioni debitae contra cantorem eumdem, per te vel per alium, auctoritate nostra demandare procures, non obstante appellatione ex parte dicti cantoris a praedicta sententia ad nos interposita, quam frivolam reputamus, ... per censuram et appellationem . . . . non obstante si aliqui ex indulto apostolico excommunicari aut interdici nequeant vel suspendi.

Cum igitur nos personaliter praedictum Henricum, cantorem in ecclesia Morinensi et quibusdam aliis, denuntiavimus excommunicatum et irregularem, propter causam in sententia contra ipsum lata expressam, nec adhuc absolutionem et dispensationem a Sede Apostolica obtentas ostenderit, tibi tali eadem auctoritate nobis commissa praecipiendo injungimus quatenus eumdem Henricum cantorem, tam in ecclesia Morinensi quam in omnibus aliis, ubicunque et quotienscunque videris expedire, publice denunties excommunicatum et irregularem, juxta formam superius expressam; et quoniam etiam monuimus eumdem Henricum cantorem ut magistro G. praefato satisfaceret de trecentis libris Turonensium sibi per sententiam praefatam adjudicatis, quod nec adhuc factum esse nobis constat, tibi praedicta auctoritate mandamus quatenus iterato ipsum Henricum cantorem moneas, ubicunque tibi visum fuerit, ut de hujusmodi summa pecuniae satisfaciat magistro G. praedicto, secundum mandatum apostolicum, denuntians publice in ecclesiis illis quod si hoc non fecerit, gravius contra eum, prout de jure faciendum fuerit, procedemus.

CXXVII.

Le pape Alexandre IV [1] annonce son élévation au trône pontifical.

—

Alexander episcopus, servus servorum Dei, dilectis filiis Cisterciensi et universis aliis abbatibus et conventibus Cisterciensis ordinis salutem et apostolicam benedictionem.

Summa summi artificis prudentia summe universa disponens certum modum, rectumque ordinem universis statuit creaturis, imponens singulis metas suas, earumque statum propria limitum determinatione distinguens, ut per discretionem hujusmodi vitaretur in rerum universitate confusio et tot differentium entium essentia tali differentia servaretur. Hac, inquam, ordinis congruentia operator ille cunctipotens discreta congessit, foederavit varia, contexuit dissimilia, copulavit diversa, elementa ligavit, compegit orbem, mundi firmavit machinam, totumque intra omnium interveniente concordia stabilivit, sic et Universalis Ecclesia, distributis in ea gradibus, officiisque distinctis, directa horum dispositione, stabilique ordinatione consistit, quia, cum hujusmodi ministeria gradatim inter se differant, dum potiores minoribus imperant et inferiores superiores reverenter intendunt, dum hii humiliter subsunt et illi benigne praesunt, dum congruis illi praeeunt jussibus et devotis isti animis obsequuntur. Viget ex hoc in diversis Ecclesiae officiis conveniens consonantia, totumque ipsius Ecclesiae corpus in suo decoro statu per hanc ordinatam et consonam diversitatem feliciter praeservatur, quamdam delectabilem et continuam ministeriorum suorum decenti convenientia in conspectu Altissimi resonans harmoniam. Et quoniam ad subsistentiam multorum et regimen praeesse oportet unum singularem praecipuum, quia pluralitas in praesistentia scissuram induceret, subsistentibus discrimen inferret et solidam gubernaculi dirrumperet firmitatem, praeminet quidem ob hoc dispositione divina cunctis ecclesiis apostoli Petri sedes, a qua velut a capite ad ipsas ecclesias tanquam cohaerentia sibi membra per ejus-

[1] Alexandre IV fut élu pape en 1254.

dem apostoli successores documenta salubria, vivendi norma, munimina oportuna et canonica instituta procedunt, verumque fragilis est et caduca conditio terrenorum, quibus ingruit senectus ex tempore, ex exercitio lassitudo, langor ex permanentia, ex consistentia casus et ex diurnitate defectus, labilis humana natura huic legi corruptionis addicta, quanto longius suum esse producitur, tanto tendit propius ad non esse, propter quod vivendi spatium in unoquoque mortali sua innata infirmitate restringitur, et propriae fragilitatis occasu desinit in quolibet vitae cursus. Hic profecto status occiduus omnibus communiter imminet, magnis quidem et parvis, praelatis et subditis, sublimibus pariter atque ymis. Sed licet ecclesiastico gregi pastorum suorum decessus eveniens turbationem non modicam ingerat et dolorem, magnam tamen affert sibi laetitiam grata subrogatio successorum, praesertim cum in substitutione non intervenit tarditas et voluntatum communio intercedit. Sane felicis recordationis Innocentio papa, praedecessore nostro, VII idus decembris in regno Siciliae, in civitate Neapoli, et angusto et tetro carnis carcere vocato, sicut speramus, ad spatiosum et lucidum coeli palatium, ut de multis laboribus, quos pro Ecclesiae honore ac libertate constanter pertulit, mercedem quietis percipiat sempiternae, ac deinde, ipsius sollempniter celebratis exequiis, ejusque corpore honorifice, prout decuit, tumulato, nos tunc Ostiensis et Velletrensis episcopus et caeteri fratres nostri mox pro eligendo successore simul convenimus, dirigentes mentes ad Dominum ut gregi suo pastorem ydoneum consueta misericordia largiretur. Cumque, ut moris est, Spiritus Sancti postulato suffragio, singulorum vota diligenter exquisita fuissent, in nos demum suum converterunt intuitum, direxerunt animos et conceptos expressere ac firmavere consensus, praeeligentes indignitatem nostram ad exequendum tantae officium dignitatis, cum nostrorum parvitatem meritorum deceret subesse potius quam tanto culmine praesidere.

Nos autem nostram attendentes imbecillitatem et insufficientiam cogitantes, pensantes tam gravis sarcinae molem et tanti honoris altitudinem advertentes, nimium trepidavimus, validoque membra nostra obriguere pavore, ac intra nos cor nostrum vehementi quasi stupore gelavit, et eorumdem intentioni fratrum pro posse restitimus, contra concordes ipsorum affectus plurimum reluctantes, renuendo prorsus ad summi pontificatus

apicem sublimari et exorando instanter ut imponerent alii onus istud.

Ipsi vero, suo proposito fortius insistentes, nostra recusatione ac deprecatione omnino repulsa, personam nostram quantumcunque renitentem quadam violentia coegerunt, et extensis in eam manibus ad assentiendum eorum desideriis nos pertinaciter attraxere. Unde, ne divinae videremur providentiae obviare, suae dispositioni obicem protervae difficultatis inferre, ac ne scandali vel dissentionis materiam praeberemus, devicti dura et ferventi praedictorum fratrum instantia, votis ad ultimum, quamquam inviti, acquievimus eorumdem, submittentes nostrae debilitatis humeros ad portandum, non quod de aliqua nostra virtute fiduciam habeamus, sed quia de Illius speramus auxilio qui pro eo laborantibus dat ferre jugum suaviter et leviter onus suum, qui de affluenti suae bonitatis irriguo sperantium in se pectora largiflue compluit et fecundat, qui balbutientium linguas suae virtutis potentia eloquentes efficit et facundas.

Porro quia nostrum recognoscimus imperfectum, propter quod alienis subsidiis potissime indigemus, ad sinceram devotionem vestram confidenter recurrimus, vestraque suffragia fiducialiter postulamus, rogantes vos et attentius exhortantes quatenus sedula nos apud Deum intercessione juvetis, solventes linguas in preces et in juges pronobis orationes labia exercentes. Ex intimis quaesumus affectibus supplicationes ad coelum dirigite ac sine intermissione nos Deo sacris vestris interventionibus commendate, crebra ob hoc sibi munera et sacrificia offerentes, ut super nos imbrem gratiae suae pluat et rorem solitae benignitatis infundat quod nos actus nostros dirigentes ad ipsam Ecclesiam suam, quam nobis committere voluit, salubriter regere ac de universo ipsius grege vigilantiae nostrae credito curam gerere debitam juxta suum beneplacitum valeamus. Nam cum sitis de curis secularibus exuti et de mundi rebus expediti, commodius et frequentius intendere orationi potestis et contemplationis alis ad supplicandum et colloquendum Deo levius et expeditius elevari. Oretis insuper ut conditor et Dominus, prostratis guerrarum et inimicitiarum fluctibus, pacis impartiatur tranquillum, matrem Ecclesiam protegat et exaltet et ei cunctos ipsius humiliet inimicos. Nos vero, quia semper vestri ordinis amatores extitimus et honoris et boni sui fervidi zelatores, firmiter in animo gerimus vos et eumdem ordinem paterna benivolentia confovere, vobisque continue oportunis adesse prae-

sidiis et vestrorum ac ejusdem ordinis statum congruis roborare gratiis et assidue in melius, adjutore Domino, conservare.

Datum Neapoli XI kalendas januarii.

CXXVIII.

Mandement du cardinal Jean Cholet relatif à la levée des taxes ecclésiastiques.

Johannes misericordia divina tunc Sanctae Ceciliae presbyter cardinalis, ad partes regni Franciae pro certis negotiis a sanctissimo patre ac domino domino Martino, divina providentia Sanctae Romanae ac Universalis Ecclesiae summo pontifice, destinatus, dilecto clerico nostro tali salutem in Domino.

Provida meditatione considerans sanctissimus frater ac dominus noster dominus Martinus, divina providentia Sanctae Romanae ac Universalis Ecclesiae summus pontifex, arduitatem negotiorum a Sede Apostolica nostrae sollicitudini commissorum, necnon et expensarum onera quae [cura] negotiorum ipsorum quae prosequimur, subire multipliciter et assidue nos compellit, ad quae non sufficimus per nos ipsos, nobis et ipsis negotiis providere voluit in hac parte, suas super hoc patentes litteras concedendo tenorem hujusmodi qui sequitur, continentes :

Martinus episcopus, servus servorum Dei, dilecto filio Johanni tunc Sanctae Ceciliae presbytero cardinali, salutem et apostolicam benedictionem.

Cum te ad regem Franciae destinaverimus .... recipiendi tam in praesentia quam in absentia procuratorum a venerabilibus fratribus nostris archiepiscopis et episcopis ac a dilectis filiis abbatibus, prioribus, electis, decanis, archidiaconis, praepositis, archipresbyteris et aliis, ecclesiarum praelatis ac ecclesiasticis personis religiosis et aliis, ecclesiarum capitulis et conventibus, exemptis et non exemptis, Cisterciensis, Clu-

niacensis, Praemonstratensis et Sanctorum Augustini et Benedicti ac aliorum ordinum, necnon a magistris et praeceptoribus domus militiae Templi et hospitalis Sancti-Johannis Jerosolimitani, Sanctae Mariae Theutonicorum et Calatravensis ipsius regni, et contradicentes auctoritate nostra per te vel alium aut alios apostolos potestatem compescendi, non obstante si aliquibus est ab eadem Sede indultum quod legatus vel nuntius ipsius Sedis aliqua procuratione exhibere vel contribuere, nisi ad eos declinaverint, minime teneantur, seu quod interdici vel suspendi vel excommunicari non possint per litteras apostolicas non facientes plenam et expressam ac de verbo ad verbum de judicio hujusmodi mentionem, sine aliquibus privilegiis vel indulgentiis quibuscunque personis, locis vel ordinibus, sub quavis forma vere ab eadem Sede concessis, de quibus, quorumque totis tenoribus in nostris litteris similis mentio sit habenda, et per quae praesens mandatum quomodolibet valeat impediri, discretioni tuae liberam concedimus auctoritate praesentium facultatem. Datum, etc.

Hinc igitur discretioni tuae de qua plenam in Domino fiduciam gerimus, qua fungimur auctoritate mandamus quatenus ad Remensem et alias civitates et dyoceses Remensis provinciae personaliter accedentes, et facultates et proventus omnium ecclesiarum, monasteriorum et locorum ecclesiasticorum Tornacensium non exemptorum, quae procuratores auctoritate praesentium nobis praestare tenentur, communicato consilio quod illa cum locorum dyochesanis, vel, si egerint in re, cum illorum vicariis, aut cum duobus constitutis in dignitatibus cathedralium ecclesiarum civitatum ipsorum, prout videritis convenire, ac etiam exemptorum, provida circunspectione diligentius attendentes, imponatis utrisque, non exemptis videlicet ac exemptis, pecuniae quantitates quas aestimabitis congruentes, taxando earum cuilibet certam et rationabilem de ipsis juxta facultates proprias quantitatem, prout vestra discretio viderit expedire, et singulis de impositis sibi quantitatibus nuntiando eis peremptorium viginti dierum terminum, infra quem, postquam de hujusmodi taxatione pervenerit ad illorum notitia, de impositis sibi procuratores satisfaciant praefigendo, necnon, si id omiserint, in eos excommunicationis sententiam promulgando, easque procuratoribus collectas integre ac nostro nomine conservetis. Quod si aliqui ex eis allegaverint se esse per privilegia vel

indulgentias dictae Sedis a praestatione hujusmodi procuratores immunes, ipsos cujuscunque sint ordinis, conditionis aut etiam dignitatis ex parte nostra citetis, praefixo ipsis termino peremptorio competenti quo per se vel per procuratores ydoneos cum eisdem privilegiis et indulgentiis compareant coram nobis facturi et recepturi super hoc quod justitia suadebit. Diem autem citationis hujusmodi et nomina citata nobis per vestras litteras tenorem continentes praesentem quam cito commode poteritis intimare curetis, processuri contra ipsos ad exactionem procurationum ipsarum, nisi, quantum videbitis convenire, post hujusmodi terminum exspectatum nostras ad vos de absolutione sua a praestatione procuratores hujusmodi litteras reportarint. Datum, etc.

Johannes misericordia divina, etc., dilecto clerico N. venerabili viro tali salutem in Domino. Cum pro imponendis ac etiam exigendis nostris pecuniariis procurationibus vos ad Remensem et alias civitates et dyoceses Remensis provinciae cum potestate plena deputandi collectores procurationum hujusmodi transmittamus, ut commissum diligentiae vestrae procurationum earumdem negotium in mansuetudine cum misericordia quam libenter in nostris amplexamur actibus procedere videatur, universas personas quas latas a vobis vel illis quas procurationum praedictarum deputabitis collectores, occasione procurationum earumdem excommunicationis sententias incurrere contigerit, post integram satisfactionem de illis exhibitam juxta formam Ecclesiae absolvendi et cum illis, si clerici fuerint et sic ligati forsan non abstinuerint a divinis officiis dispensandi, injuncto eis quod videritis injungendum, tam vobis quam praedictis per vos deputatis collectoribus plenam concedimus, auctoritate qua fungimur, potestatem. Datum, etc.

CXXIX.

Appel du procureur du monastère de Zoetendale au Saint-Siége contre la levée de la subvention accordée au roi de France.

—

Cum vos, decane christianitatis Ardenburgi, auctoritate Gaufridi .... executoris, ut dicitur, deputati a reverendo patre archiepiscopo Rothomagensi executore dato una cum venerabili [1] .... gratia episcopo Altisiodorensi et religioso viro abbate monasterii Sancti....... in Francia, ut dicitur, cum illa clausula vos vel duo aut unum vestrum. sub certa forma a Sede Apostolica deputatis, super subventione facienda de bonis ecclesiasticis illustri principi regi Francorum, virum religiosum abbatem de Dulci Valle, presbyteros de Ardemburg et quosdam alios vestri decanatus, necnon omnes et singulos presbyteros et capellanos, aliasque ecclesiasticas personas vestri decanatus, comitatus Flandrensis, monueritis seu moneri feceritis et mandastis moneri ut infra decem dies a tempore monitionis computandos solvant integre et perfecte collectoribus Tornacensibus et nullis aliis suam decimam reddituum et proventuum unius anni istius mediae quadragesimae nuper praeteritae, sub poena suspensionis et excommunicationis, quoad presbyteros seculares et capellanos seu ecclesiastica bona possidentes, ac sub poena et comminatione interdicti quoad capitula et conventus : ego procurator religiosorum virorum abbatis et conventus de Dulci Valle et presbyterorum et capellanorum dicti decanatus christianitatis Ardemburgi, nomine ipsorum et pro ipsis et sibi adhaerentibus et adhaerere volentibus, sentiens praedictos dominos meos in praemissis gravari et posse aggravari in futurum ex verisimilibus conjecturis, eo quod praedicta monitio nulla sit ipso jure adnullanda seu minus justa, nec praedicti domini mei eidem monitioni parere tenentur pluribus rationibus quae sequuntur : quoniam littera apostolica virtute quarum dicta monitio debet emanasse, ac gratia seu concessio de qua in ipsis litteris fit mentio, conditionales seu causales sunt, et earum praetextu

[1] Ce feuillet est en assez mauvais état : de là quelques lacunes.

domini mei compellendi non sunt aliquid de ecclesiis et bonis suis in subventionem conferre regi memorato: quod autem conditionales et causales sunt, liquet ex eo videlicet .... dictas litteras et gratiam contentam in eisdem conditionem .... casus ac urgentis necessitatis, communisque tuitionis seu .... ecclesiarum, ecclesiasticarum personarum ac bonorum earumdem regni Franciae rationabiliter subjunxit, quae patent tenorem dictarum litterarum intuenti, quae conditio et causa praedicto tempore dictarum litterarum concessarum non extiterunt, sed penitus cessaverunt, quibus cessantibus cessare debuit et debet effectus earumdem, cum praefatus rex defensor dictarum ecclesiarum et personarum ac bonorum earumdem dicti comitatus dicto tempore et post non extiterit, sed offensor, persecutor et destructor, sicut ex gestis et perversis actibus dicti regis, maxime in partibus Flandriae, evidenter apparet, qui rex cum suis fautoribus, nulla necessitate urgente, contra catholicos et fideles ac si fuisset contra haereticos ac perversos arma exercuit et bella aliquando contra excelsum principem dominum nostrum comitem Flandriae in Flandria, sponte et injuriose impugnando terram ipsius comitis, et oppida et alia bona et possessiones dictae terrae per incendium et alias vastitate hostili consumendo seu devastando, etiam post provocationem seu appellationem per dictum comitem ad curiam Romanam, ut dicitur, legitime interjectam contra regem memoratum, ecclesias quoque et monasteria dicti comitatus, necnon altaria et res ecclesiasticas et sacras comburendo, vastando, destruendo et rapiendo easdem, necnon clericos, ecclesiasticasque personas, etiam monachos et presbyteros ac laicos turpiter tractando, pudibunde verberando, graviter mutilando, inhumaniter occidendo ac dampnose dampnando eosdem, virgines enim Deo dedicatas et alias violenter etiam in locis sacris corrumpendo ac carnaliter cognoscendo easdem, et praemissa faciendo, fieri mandando vel permittendo, cum prohibere potuit dictus rex et debuit, quod non fecit, sed potius ea facta rata habuit, prout in diversis locis dicti comitatus rerum evidentia manifestat, quibus hujusmodi injuriis passis apostolica viscera debent et tenentur ac tota christiana religio non immerito condolere.

Consideratis itaque praemissis quod licet treuga seu sufferentia guerrae hiis temporibus inter praedictum regem Franciae et suos, sibique adhaerentes, ex una parte, et illustrem principem comitem Flandriae et suos,

sibique adhaerentes et ei subjectos initur, non propter hoc guerra dici poterit sopita vel sedata, quinimmo post ipsius decursum temporis periculosius instare videtur ei, ergo providius obstare necesse est et munitiones majores solito praeparare, propter quae verisimiliter praesumi potest et debet quod intentio domini papae qui tenetur Universalis Ecclesiae jura tueri, non sic uni concedendo faveat quod aliis onera importabilia non imponat, et ut ecclesiae, ecclesiasticaeque personae praedicti comitatus, licet de regno praedicto existerent ut asserit praefatus rex, in sui et suorum destructionem et impugnationem dicto regi de bonis suis contra seipsos et principem earumdem aliquid conferre debeant vel ad id compelli valeant quovis modo virtute litterarum et gratiae praedictarum, cum afflicto non sit afflictio adhibenda, dignumque sit ut qui varios inimicorum suorum incursus ac diversas injurias tam in personis quam in rebus passae sunt indebite, respirationis solatium aliquantulum recipiant ac per temporis intervallum quietem habeant post laborem; nec quisquam sanae mentis intelligat me vel dominos meos, proponendo praemissa, velle ordinationibus et mandatis apostolicis per inobedientiam resistere, quibus, dum certi fuerint, praedicti domini mei volunt et intendunt humiliter obedire et ea pro viribus adimplere, quae praemissa notata sunt seu manifesta, et ea quae facta sunt de praemissis vel ex eis quod sufficere potest et debet ad canonicam appellationem, offero me nomine dominorum meorum praedictorum loco et tempore coram competentibus judicibus decenter probaturum.

CXXX.

Le procureur des religieuses du monastère de la Nouvelle-Jérusalem (Spermaillie [1]) réclame les priviléges accordés à l'ordre de Citeaux.

—

Ego talis in monasterio tali procurator, habens ab eis sufficiens ad infrascripta mandatum, propono quod licet executio constitutionis nuper

[1] Les religieuses cisterciennes de Nieuw-Land s'étaient établies, en 1241, à Sysseele, dans le monastère de Spermaillie.

editae per sanctissimum patrem dominum Bonifacium papam octavum super clausura monialium facienda sit per constitutionem ipsam quantum ad monasteria monialium reverendis patribus, patriarchis, primatibus, archiepiscopis et episcopis jure ordinario subjecta, nec ad Romanam Ecclesiam immediate spectantia, et quoad moniales monasteriorum ejusmodi abbatibus et aliis, tam exemptis quam non exemptis, ecclesiarum praelatis, quibus praedicta monasteria subjecta sunt, specialiter demandata, nec sit praedictis reverendis patribus patriarchis, primatibus, archiepiscopis et episcopis quoad praedicta monasteria et moniales eorum super executione praedicta ulla attributa facultas, immo potius omnis denegata potestas, sicut ex serie dictae constitutionis evidenter apparet, et monasterium monialium de Nova Jherusalem, Cisterciensis ordinis, Tornacensis dyochesis, nec reverendo patri domino episcopo Tornacensi ordinario jure subjectum sit, nec ad Romanam Ecclesiam immediate spectans, immo a fundatione sua immediate subsit venerabilibus patribus abbati Cisterciensi et coabbatibus suis, ac moniales ejusdem monasterii a primaria institutione sua deputatae sint dispositioni, correctioni et reformationi dictorum venerabilium patrum abbatum, prout ipsarum et ordinis sui institutiones et privilegia manifestant, ac sint et fuerint eaedem moniales a longe retroactis temporibus in quasi possessione pacifica recipiendi eorumdem venerabilium patrum abbatum dumtaxat statuta, ordinationes, correctiones, monita et praecepta, et existendi in speciali et immediata subjectione eorum, et paratae sint eorumdem reverendorum patrum abbatum salutaribus monitis super contentis in dicta constitutione et aliis, secundum suam regulam et prout debuerint, obedire devote. Reverendus tamen pater dominus J., Tornacensis episcopus, usurpans sibi de facto, cum de jure non possit, executionem dictae constitutionis in abbatissam et conventum praedicti monasterii in praejudicium earumdem abbatissae et conventus ac libertatis et privilegiorum ordinis sui et ipsarum dampnum non modicum et gravamen et contra mentem dictae constitutionis, fines etiam ejusdem constitutionis excedens, monuit seu moneri fecit per decanum Christianitatis Brugensem trina monitione, ita quod quaelibet monitio octo dierum contineat spatium, abbatissae et conventui praedictarum, ut ipsae tam praesentes quam futurae de caetero in monasterio suo sub perpetua clausura permaneant et se includant, ita quod nulli earum pro-

fessae tacite vel expresse egrediendi deinceps ipsum monasterium facultas sit vel esse valeat, quacunque ratione sive causa, nisi in casu in dicta constitutione contento, comminando eisdem se ipsas ad id, nisi dictae monitioni paruerint, per censuram ecclesiasticam compulsurum. Inhibuit etiam et inhiberi fecit sub poenis praedictis omnibus et singulis subditis suis ne de caetero ingrediantur vel accedant ad eas, prout haec et hiis similia in patentibus litteris dicti reverendi patris et officialis sui super hoc confectis diffusius continetur, non compatiens idem dominus episcopus nimie depauperationi, afflictioni gravissimae et multiplici incommoditati earumdem religiosarum mulierum, quas per horrenda guerrarum discrimina nuper in partibus Flandriae quas inhabitant grassantia sustinuerunt et sustinent, ut procurent eis fidelium elemosinas secundum constitutionem praedictam.

Igitur ego procurator praedictus, sentiens dominas meas abbatissam et conventum praedictas per praefatum dominum episcopum Tornacensem oppressas indebite et injuste gravatas in praemissis et singulis praemissorum, ac timens verisimiliter posse eas in posterum per ipsum indebite praegravari, ad Sedem Apostolicam pro ipsis dominabus meis praedictis et nomine earum ac monasterii sui, omniumque mihi et ipsis adhaerentium in hoc contra praedictum reverendum patrem dominum episcopum et dominum decanum Christianitatis Brugensem, et quemlibet alium executorem a praefato domino episcopo super praemissis et similibus deputatum aut deputandum, in hiis scriptis provoco et appello, et apostolos peto et iterum peto, et cum instantia peto saltem testimoniales a vobis hic astantibus mihi concedi, me, dominas meas praedictas, statum meum et ipsarum dominarum mearum, praedictum monasterium et omnia bona ejus, adhaerentes mihi et ipsis in hoc casu, et bona ipsorum adhaerentium dictae Sedis Apostolicae protectioni supponens, protestans etiam quod quam cito commode potero, praedicto reverendo patri domino episcopo Tornacensi hanc provocationem et appellationem notificari competenter, eamque oportune innovari curabo.

CXXXI.

Avis du jurisconsulte Bassianus [1] *sur les droits du comte de Flandre en ce qui touche les donations testamentaires de biens situés en terre ennemie.*

—

Super quaestione quae vertebatur coram domino comite Flandriae et gentibus suis inter executores testamentorum quondam talium et gentes dicti domini comitis, qui bona dictorum talium nomine dicti domini comitis saisiverant, qui praedicti executores petebant bona dictorum talium sibi tradi et deliberari pro adimplendis testamentis seu ultimis voluntatibus eorumdem ac ipsorum restitutionibus faciendis, parte dicti domini comitis dicente quod bona praedicta dicto domino comiti debent applicari, ex eo quod haeredes ipsorum talium, ut dicitur, sunt et habitant in terra inimicorum suorum et fecerunt se hostes et inimicos dicti domini comitis, cum inimicis suis conversando et morando, consilium domini Bassiani et talium, visa forma testamentorum dictorum talium et juribus partium deliberatis, ad plenum tale est : videlicet quod gentes dicti domini comitis amoveant saisinam in dictis bonis appositam usque ad valorem legatorum et ipsa bona tradantur dictis executoribus pro adimplendis ultimis voluntatibus dictorum defunctorum, super hiis videlicet quae ad pias causas spectant et relicta sunt, ita tamen quod de immobilibus legatis piis locis fiat alienatio, secundum quod usus patriae et consuetudo requirunt, item etiam quod de eis quae per executores ipsos exequentur, fiat scriptura per eos ut per hoc appareat et apparere possit in posterum an dictorum defunctorum voluntates et super quibus fuerint executae, residuum vero bonorum quod restabit, factis executionibus praedictis, remaneat saisitum penes dictum dominum comitem ad opus haeredum dictorum talium, ita quod, si redire voluerint et habitare in terra dicti comitis, dicta bona per dictum dominum comitem conserventur eisdem, quod si venire noluerint, apud dictum

[1] M. de Savigny a consacré un chapitre de son Histoire du droit romain au moyen âge au glossateur Jean Bassianus; mais comme celui-ci vivait au XII[e] siècle, il faut supposer qu'il s'agit ici d'un autre jurisconsulte portant le même nom.

dominum comitem remaneant tanquam commissa postquam pervenerint ad aetatem in qua possint doli capaces merito nuncupari, et interim, quia aetas eorum ignorat quid videat, possint redire quandocunque usque ad dictum tempus et bona ipsorum recuperare, sed quousque venerint, teneantur et custodiantur, prout supra dictum est per dominum comitem antedictum. In cujus consilii testimonio nos praedicti, etc.

CXXXII.

Lettre relative à un dépôt au sujet duquel les troubles et les guerres donnent lieu de concevoir des inquiétudes [1].

Salutem et inter hujus labentis vitae procellas ad coelestem patriam semper in melius proficisci.

Cum alicubi eventus succrescunt, in quibus nulla boni spes, sed potius detrimenti et perditionis attenditur, adhiberi debet habundans cautela ut in illis omne latens periculum celeriter evitetur. Nos igitur in partibus vobis satis propinquis attendentes eventus satis terribiles et ad lites et contentiones gravissimas provocantes, de hiis quae vestra sunt et de nostro deposito quod penes vos est, quamplurimum formidamus.

[1] Les monastères de Suède et de Norwége avaient coutume de confier aux religieux de Thosan des dépôts précieux. Telle est vraisemblablement la source de ce document.

CXXXIII.

Un écrivain anglais, établi à Orléans, s'engage à transcrire le commentaire du pape Innocent IV sur les décrétales.

—

Universis praesentes litteras inspecturis officialis Aurelianensis salutem in Domino.

Noveritis quod in nostra praesentia constitutus R. de Normannia, anglicus scriptor, promisit per fidem suam se scripturum, perfecturum et continuaturum pro posse suo magistro W. Leonis [1] clerico apparatum Innocentii super decretalibus [2], prout incepit scribere in secundo libro et de aeque bona littera prout incepit pro quatuor libris Parisiensium solvendis a dicto magistro dicto Roberto, prout per pecias lucrabitur in scribendo. Promisit etiam idem scriptor per fidem suam quod aliud opus non accipiet quousque dictum opus fuerit integraliter consummatum. Promisit idem R. per fidem suam quod si desisteret in scribendo, perficiendo et continuando dictum opus, quod ipse prisionem in domo dicti magistri in vinculis ferreis tenebit, inde nullatenus exiturus quousque dictum opus fuerit integraliter perfectum; et si in hoc defecerit, voluit quod praepositus noster vel serviens ubicunque eum capiat et ad domum dicti magistri adducat pro prisione tenenda ibidem, ut dictum est, promittens per fidem suam se contra praemissa vel aliquod de praemissis non venire; et quoad praemissa tenenda obligavit idem R. per fidem suam dicto magistro W. se et haeredes suos et omnia bona sua mobilia et immobilia praesentia et futura, renuntians per fidem suam in hoc facto omni juris auxilio canonici et civilis, privilegio crucis dato et dando, omni laesioni, deceptioni, circumventioni, exceptioni doli mali, actioni in factum et omnibus aliis exceptionibus quae contra praesentes litteras possent obici sive dici, se jurisdictioni curiae Aurelianensis per fidem suam quoad haec supponens.

[1] Peut-être frère de Jean le Lion ou De Leeuw, moine des Dunes, qui vivait en 1268.

[2] Cet ouvrage était fort répandu au moyen âge : à une époque plus récente on en a imprimé diverses éditions.

CXXXIV.

Le même copiste s'engage à transcrire un commentaire sur le Code.

—

Per fidem suam in manu nostra datam se scripturum, etc., et continuaturum apparatum codicis de aeque bona littera, prout est scripta cedula hiis annexa, Gerardo de . . . . . . clerico pro X libris Parisiensium, de quibus habuit idem scriptor LX solidos Parisiensium prae manibus, et residuum reddet ei idem Gerardus, prout idem scriptor lucrabitur in scribendo; et promisit idem scriptor per fidem suam quod aliud opus non faciet, neque scribet, quousque dictum opus integraliter fuerit consummatum, necnon redditurum se et refusurum eidem Gerardo omnia dampna deperdita, interesse et expensas quae et quas idem Gerardus habebit seu incurret ob defectum praemissorum vel aliquorum eorumdem non factorum, prout superius est expressum, de quibus credetur eidem Gerardo suo simplici juramento, alia probatione super hoc minime requirenda : pro quibus omnibus et singulis, ut dictum est, adimplendis Johannes Thomae et magister Alanus, per fidem suam, et quilibet eorum in solidum erga dictum Gerardum pro dicto scriptore se constituerunt principales adimpletores, et idem Johannes promisit dictum Alanum super hoc servare indempnem, et si idem scriptor in scribendo deficeret in aliquo, idem Johannes Thomae promisit per fidem suam se scripturum et perfecturum dictum opus sua manu propria de aeque bona littera, prout scripta est cedula antedicta, obligantes quoad haec per fidem suam dicto Gerardo dicti Johannes et Alanus in solidum se et haeredes suos, etc., renuntiantes. etc., actioni in factum. beneficio epistolae divi Adriani, etc.

CXXXV.

Le maître et les frères de la maison des lépreux de Bruges déclarent que Nicolas d'Ardembourg n'est point atteint de cette maladie.

—

Universis praesentes litteras inspecturis magister et fratres domus leprosorum de Brugis salutem in Domino sempiternam.

Noverit universitas vestra quod nos super infectione leprae diligenter inspeximus, articulariter et membratim, nostra examinatione jurata, fratrem Nicholaum de Ardembourg, monachum, quem purum ac mundum ab omni leprae contagio veraciter judicamus, quod omnibus et sui quorum interest tenore praesentium intimamus, etc.

CXXXVI.

Indulgences accordées par l'évêque de Térouanne à ceux qui contribueront, par leurs aumônes, à la construction de l'église des Dunes.

—

Universis Christi fidelibus praesentes litteras inspecturis R. misericordia divina Morinensis episcopus [1] salutem in omnium Salvatore.

Cum ordo Cisterciensis, tanquam speciale speculum religionis et sanctitatis, exemplarque praeclarum sanctae perfectionis, in ecclesia Dei patenter effulgeat, tanto ei liberalius in suis est precibus et necessitatibus succurrendum, quanto ipse necessitatibus aliorum propensiori caritatis largitate dinoscitur subvenire; et quoniam, ut ait apostolus, omnes stabimus ante tribunal Christi recepturi prout in corpore gessimus, sive bonum fuerit

[1] Raoul de Chelle, évêque de Térouanne, de 1252 à 1262. L'église des Dunes fut dédiée le 13 octobre 1262.

sive malum, oportet nos diem messionis extremae operibus misericordiae praevenire ac aeternorum intuitu seminare in terris, quod, reddente Domino cum multiplicato fructu, recolligere debeamus in coelis, firmam spem, fiduciamque tenentes quod qui parce seminat, parce et metet, et qui seminat in benedictionibus, de benedictionibus et metet vitam aeternam. Quia igitur non absque nutu Dei et inspiratione divina nos ad instantiam religiosorum virorum abbatis et conventus Beatae Mariae de Dunis, Cirterciensis ordinis, nostrae dyocesis, ecclesiam ipsorum ad honorem Dei et Beatae Mariae sumptuoso opere ad consummationem divina mediante gratia jam deductam dedicare intendamus, et nos tam pii, tamque Deo accepti operis participes esse et alios fieri cupientes, omnibus qui eidem grata subsidia et pias elemosinas de bonis sibi a Deo collatis contulerint vel transmiserint, de immensa Dei misericordia et gloriosae virginis Mariae matris ejus, omniumque sanctorum meritis et precibus confidentes, unum annum de injunctis sibi poenitentiis misericorditer relaxamus, adjicientes quod omnes indulgentias quos pro eodem tempore venerabiles quicunque archiepiscopi et episcopi in episcopatu Morinensi duxerint faciendas, gratissimas et ratas habebimus et habemus. Datum anno Domini millesimo, etc.

Nos vero Dei gratia Remensis archiepiscopus de Dei misericordia et Beatae Mariae matris ejus confisi, omnibus benefactoribus ipsius operis XL dies de injunctis sibi poenitentiis misericorditer relaxamus, insuper peccata oblita, vota fracta si ad ea redierint, offensas patrum et matrum sine manuum injectione, transgressiones juramenti sine fidei vel proximi laesione.

Nos vero Turonensis archiepiscopus omnibus benefactoribus ipsius operis XL dies de injunctis sibi poenitentiis, peccata oblita, vota fracta, si ad ea redierint, offensas patrum et matrum sine manuum injectione, etc.

Nos Rothomagensis XL dies.

Nos Suessionensis XL dies.

CXXXVII.

Déclaration des professeurs de droit d'Orléans en faveur d'un jurisconsulte qu'ils reconnaissent capable d'enseigner [1].

—

Universis praesentes litteras inspecturis Helyas, Aurelianensis scolasticus, salutem in Eo qui est omnium vera salus.

Virtutum praemia moerentibus tribui convenit, et ut laboriosi studii laudabiliter conversantis condigna remuneratio caeteris sit exemplum, quatenus caeteri ad studium, caeteraque virtutum opera fortius invalescentes, quae digne postulant, assequantur. Cum igitur vir discretus talis, diu laudabiliter conversando, studendo ferventer ac cum labore summo multisque temporibus audiendo, legendo Aureliani per ordinem volumina legalia, semper cum venerabili comitativa profecerit cum effectu, quem jam fama testatur publica litterarum peritia et factorum experientia multipliciter merito commendandum, prout, ut etiam dicitur, districti rigor examinis omnium professorum legum Aureliani ordinarie legentium, quem laudabiliter transiit privatim et publice cum honore, nobis hoc certius patefecit, restat, immo cogit necessitas non quantis deceret talem sed quibus possumus praemiis attollamus. Eidem igitur praesentato nobis per Johannem de Busco, cantorem, Aureliani legum venerabilem professorem, pro licentia legendi obtinenda, in nomine Sanctae et Individuae Trinitatis ac victoriossimae sanctae crucis damus et concedimus licentiam legendi et regendi ordinarie in legibus et caetera omnia faciendi quae ad professoriam pertinent dignitatem Aureliani et quocunque terrarum se duxerit transferendum, retenta nobis assignatione sedis et loci, si Aureliani ordinarie legere sibi visum fuerit expedire. In cujus rei testimonium, etc.

[1] Peut-être Guillaume de Leeuw mentionné plus haut, p. 216.

CXXXVIII.

Abdication de Guillaume de Damme, abbé de Thosan.

Omnibus praesens scriptum visuris fratres tales humiles abbates, salutem et noscere veritatem.

Ne mora longi temporis evidentiam gestae rei excludat aut rite facta in recidivam disceptationem deducat, ea quae sequuntur ad universitatis vestrae notitiam duximus perducenda. Sane cum dominus W., quondam abbas de . . . . . . contra quem apud suos non solum, verum etiam apud extraneos pro quadam littera deprehensa praejudiciali terrae Flandriae, ut dicebatur, quam jurejurando coram domino terrae et scabinis villae Brugensis se misisse negavit, et postmodum est confessus, nec aliorum occasione suspiciones graves et dissentiones exortae fuerant, quae ipsi ecclesiae de Capella afflictionis dampni et dispendii intolerabilis materiam copiosius afferebant, et quae illo in tempore sedari non poterant, licet ad id sufficienter crebrius fuerit laboratum, prospicere ecclesiae suae paci, ne plus temporalem honorem affectare videretur quam salutem aeternam. post supplicationes varias humiles et instantes ab ipso porrectas, ut intellexeramus, domino abbati de Dunis, venerabili suo patri, nobis vocatis ab ipso domino abbate de Dunis, et ad dictam domum de Capella propter hoc insimul congregatis, diligenti nichilominus investigatione praemissa et comperto a praestantioribus dictae domus qui non reputabantur in aliquo partiales, quod sua, pro qua instirerat, cessio expediebat ecclesiae, quodque in officio non poterat, propter suscitatas discordias et turbationes injectas, pacifice remanere, in pleno capitulo nobis et dicto venerabili patre domino abbati de Dunis ibidem assistentibus, idem dominus Willelmus, veniam petens et a suscepto ministerio relaxari postulans, sua cessit spontanea voluntate. In cujus rei, etc.

CXXXIX.

Mandement relatif à l'élection d'un abbé au monastère de Thosan.

Ut omnis suspicionis tollatur materia et rectae rationis judicium sinistrae suggestionis instantia non mutetur, universitati vestrae reseratione praesentium declaramus quod cum nos ad pacificandum statum monasterir de Capella et de bono in melius reformandum, a reverendo patre domino.... abbate de Dunis dicti monasterii praeabbate, qui ad hoc pietate paterna zelum gessit et habuit cordialem, pluries convocati et tandem cedente domino..... quondam ibidem abbate, gratia visitandi et substituendi abbatem alium apud dictum monasterium, una cum dicto domino Dunensi personaliter venissemus, omnibus et singulis rite peractis quae ad electionem et visitationem pertinebant secundum formam et consuetudinem ordinis approbatam, repertum non extitit, diligenti tamen discussione praemissa, aliqua fuisse proposita contra venerabilem dominum Willelmum, nunc dicti monasterii abbatem, tunc autem cellerarium, quae ipsius famam aut nomen gravabant in aliquo vel laedebant, aut quod specialites suo praedecessori domino Willelmo praedicto se opposuerit vel aliquibus opponentibus consenserit ullo modo, sed quod ipsum pacis sectatorem et caritatis amatorem morum honestas, vitae virtus et fama personae plurimum commendabant dolentem si quos abbatis sui aemulos aut paci contrarios sentiebat.

CXL.

Déclaration que Guillaume Cordewaeghen n'a point pris part aux actes de rébellion dirigées contre son prédécesseur Guillaume de Damme [1].

—

Reverendis patribus et dominis in Christo karissimis abbatibus et personis universis ordinis Cisterciensis fratres R. de . . . . . et Ja. de . . . . . . , abbates humiles ejusdem ordinis, salutem cum reverentia et honore.

Ut omnis tollatur suspicio et rectae rationis judicium sinistrae suggestionis instantia non mutetur, universitati vestrae reverenter insinuatione praesentium declaramus quod, cum nos dudum ad pacificandum et statum monasterii de Capella in Flandria de bono in melius reformandum a reverendo patre domino . . . . . . abbate de . . . . . . praedicti monasterii patre abbate, qui ad hoc pietate paterna motus zelum gessit et habuit cordialem, vocati pluries et rogati, et tandem, domino Willelmo de . . . . . . quondam ibidem abbate sponte cedente, visitandi gratia et substituendi abbatem alium apud dictum monasterium cum domino Dunensi praedicto pariter venissemus, omnibus et singulis quae ad electionem et visitationem pertinere poterant, favente Domino, rite peractis secundum formam et consuetudinem ordinis approbatam, nichil extitit, diligenti tamen prius investigatione praemissa, propositum vel objectùm contra venerabilem patrem dominum . . . . . . , abbatem nunc ejusdem monasterii de Capella, quod ipsius famam laederet aut in aliquo denigraret, seu specialiter quod suo praedecessori domino W. de Dam praedicto ante promotionem suam se opposuerit, vel aliquibus eidem se opponentibus consenserit ullo modo, sed quod idem dominus abbas tanquam pacis sectator, praecipuusque caritatis amator, quem morum honestas, vitae virtus et famae integritas apud omnes plurimum commendabant, doluerit, et patiebatur si quos sui praedecessoris praedicti aemulos aut paci contrarios sentiebat.

[1] Guillaume Cordewaeghen succéda comme abbé de Thosan à Guillaume de Damme.

CXLI.

Élection de Guillaume Cordewaeghen, comme abbé de Thosan, après l'abdication de Guillaume de Damme.

—

Universis praesentes litteras inspecturis fratres Robertus de Laude et Jacobus de Bodelo dicti abbates salutem in Domino sempiternam.

Noverit universitas vestra quod cum anno Domini M°CCC°..... feria tertia post Penthecostem venerabilis pater dominus abbas de Dunis apud monasterium de Capella, suam filiam, cujus honori et paci pro viribus institerat et studuerat, incessanter casu diverteret, dominus W. de Dam, tunc ibidem abbas, eidem proposuit quod cum fructu ecclesiae suae stare non poterat, nec volebat, malens, ut putabatur, saluti intendere propriae quam honori, instanter et humiliter postulavit ut dictus dominus abbas de Dunis suam cessionem reciperet et ipsum absolveret a regimine abbatiae, quod etiam prius aliis personis ordinis judicaverat et supplicaverat dicto domino de Dunis proponi et suggeri per easdem. Qui dominus Dunensis hujusmodi postulationi suae non assentiens monuit et benigne rogavit eumdem ac plurimum est hortatus quod tale propositum desereret et commissam sibi ecclesiam gubernaret. Ipse vero dominus Willelmus, tunc abbas de Capella, hujusmodi monitionibus et precibus minime acquiescens, dictum dominum...... Dunensem cum festinatione Dunis sequebatur, et importunis precibus et instantiis, praemissa repetens ibidem coram priore, suppriore et cellerario, quae proposuerat a dicto domino Dunensi incontinenti fieri postulavit, et cum nec tunc dominus Dunarum annueret, sed rogaret ut prius de stando et quod se super eo molestum ulterius non praeberet, addens quod libenter juvaret eumdem et assisteret consilio et auxilio in omnibus oportuno, respondit se in suscepto officio pro aliquo bono creato diutius non mansurum, sicut etiam per litteras dictorum prioris et cellerarii fuimus plenius informati. Quo viso, dictus dominus abbas de Dunis, ne ecclesia de Capella, quae in spiritualibus et temporalibus dilapsa fuerat, ulterioribus dispendiis et tribulationibus gravaretur, nos de Laude et de Bodelo praedictos abbates affectuosis precibus convocavit, voluntatem et

instantiam sui coabbatis nobis diligenter exponens et requirens consilium super eo, ibique ordinavimus de eundo personaliter apud monasterium de Capella, ipsius volentis cedere intentionem et propositum audituri et visuri si ab hujusmodi proposito posset modo congruo revocari. Circa quod nichil proficientes omnino ipsum instantem et perseverantem in cedendi proposito invenimus, a quo nullo modo retrahi poterat ipsa die qua ingressi fuimus monasterium supradictum.

Sequenti vero die suasus et inductus a quibusdam. dixit si cum fructu ecclesiae stare posset, quod onus et laborem nullatenus recusaret. Quo audito, praedictus dominus abbas de Dunis, usus in omnibus nostro consilio, nil penitus circa hoc attemptandum duxit quousque a melioribus et senioribus dictae domus personis religiosis quae vocatae non fuerant, et nos una cum ipso si sic fieri posset, diligenter ac studiose investigavimus et invenimus quod pericula et dampna domui imminerent innumera. si diutius perseveraret in regimine abbatiae. Quo relato, domino Willelmo praedicto super cessione sua acceptanda plurimum institit et ut prius importunus fuit. Praedictus tamen dominus abbas de Dunis, per viros non notatos super aliquo aut etiam partiales sed odientes discordias ut pacis in omnibus sectatores et diligentissima investigatione praemissa comperisset suam cessionem ecclesiae proficuam et ad vitanda pericula ac sedandas discordias in eadem ecclesia multipliciter oportunam, quarum personarum in suis conscientiis astrictarum nomina haec fuerunt. videlicet : dominus Ar . . . . et . . . . et . . . . et plures alii viri religiosi dictae ecclesiae atque probi, qui etiam non vocati illud idem incunctanter et firmiter asserebant, praemissis quidem cum omni maturitate sic habitis et tractatis et ipso domino Willelmo tunc abbate de Capella in suo cedendi proposito permanente, dominus. . . . . . abbas de Dunis una nobiscum capitulum est ingressus, et ibidem dictus dominus Willelmus surgens aperte ad hoc veniam petiit et absolvi postulavit, suaque pro qua tantum instilerit, postulatione admissa, cessit omnimoda et spontanea voluntate. Cui cedenti sigillum suum tradebatur prout melius fieri poterat et malitia temporis tunc sinebat. Ante cessionem tamen non fuit sibi traditum certis et periculosis de causis impedientibus declarandis locis et temporibus oportunis. Cumque ad subrogationem alterius abbatis procedendum foret, dictus dominus abbas de Dunis ad instantiam conventus exspectandum decrevit

venerabilis viri magistri Johannis advéntum. Quo impedito idem dominus abbas de Dunis periculosa cernens tempora et quod mora vacanti ecclesiae poterat esse dampnosa, nos iterum ad dictum monasterium devotis precibus convocavit, et visitans ibidem diem ad eligendum praefixit. Qua adveniente et ipso domino abbate de Dunis praecipiente, surgens prior nominavit electores quos de consilio supprioris et cellerarii sibi assumpserat, videlicet priorem dominum Ar.... et caeteros, viros a suae conversionis primordio, ut semper audivimus, approbatos, pacificos et modestos, de nullo notatos aut etiam in aliquo partiales, quibus coram domino abbate de Dunis praedicto in pleno capitulo constitutis, legitime monuit omnes et singulos tunc praesentes, ut in suis conscientiis, si quid scirent de electoribus supradictis probabiliter vel eorum aliquo, quominus ad hujusmodi eligendi quod incumbebat officium, forent ydonei seu quod ab eodem repellendi essent legitime, proponerent id constanter. Et tunc solus quidam Martinus nomine soli priori conspirationem imposuit propter quod negotium totum differebatur usque in crastinum. Et dicto fratre Martino interim nil probante ac domino abbate de Dunis nichilominus ex habundanti super eo diligentius inquirente, inventus fuit prior immunis. Et sic omnibus electoribus approbatis et lectis sequenti die in capitulo diffinitionibus quae ad hujusmodi negotium pertinebant, dictus dominus abbas de Dunis ipsos electores oneravit et adjuravit quatenus in conscientiis suis et sub suarum periculo animarum Dominum solum habentes prae oculis, meliorem et utiliorem, prout sciebant, eligerent per quem in spiritualibus et temporalibus monasterium posset utilius et salubrius gubernari. Qui secedentes in dominum Willelmum vota sua direxerunt et eum elegerunt concorditer et unanimiter in abbatem. Qua electione, ut moris est in ordine, dicto domino de Dunis patri abbati dicti monasterii praesentata, ipsam electionem tam super eligendi modo quam electi persona examinavit diligenter et repperit ipsam de persona non infamata, nec partiali in aliquo vel suspecta, sed sufficiente et ydonea ac nostri ordinis statutis congruente, prout nosci potest homo exterior, bene et legitime celebratam, et concurrentibus omnibus ac rite peractis quae ad veram electionem liberam et legitimam requirebantur juxta statuta nostri ordinis seu requiri quomodolibet videbantur, ipsam approbavit et confirmavit, diligenti praehabito consilio et tractatu; et mox rediens ad capitulum publicavit in communi ac ipsum dominum Willel-

mum invocato Christi nomine nominavit et pronuntiavit abbatem ipsius monasterii de Capella, et adimplevit omnia et singula quae ad hoc negotium pertinere poterant vel debebant. Verumque, ut aliqui tunc temporis dicebantur de conspiratione notati, dictus dominus abbas de Dunis diligentem inquisitionem fecit contra eos, vocatis et astrictis in suis conscientiis fratribus. . . . et . . . .; et quamvis praedicti sic notati a nemine praedictorum dicerentur culpabiles, immo a pluribus tunc immunes, tamen omnem inquirendi ulterius facultatem et horum et aliorum correctionem si qua fuerit adhibenda sibi duxit dictus dominus abbas de Dunis in pleno capitulo reservandam. Nec isti sic notati quamvis a multis immunes judicati vocem in electione quomodolibet habuerunt. Et praemissa omnia et singula reputavimus rite acta et eisdem interfuimus, dicto domino Dunensi zelo ordinis assistente, et praesentibus litteris nostra sigilla duximus apponenda.

CXLII.

Mandement relatif aux discordes qui règnent dans le monastère de Thosan.

Noveritis quod cum inter nos aliquantulum discordiae, illo praestante fomentum qui libenter ponit maculam in electis, exortum fuisset, unde quorumdam aures, ut dicebatur, fuerant propulsatae, et poterant verisimiliter in ipso monasterio de Capella gravia exinde scandala et animarum pericula provenire, nos, saniori ducti consilio, ad concordiam reversi, recognoscentes nos minus provide fuisse motos et aliter quam decebat, evitare volentes pericula et scandala supradicta ac pacem quaerere propriam et salutem, vocato adhoc reverendo patre domino abbate de Dunis et rogato in testimonium super eo, ne diutius distraherentur mentes aut dissencendi via pateret aliis per exemplum, pacem perpetuam, finem et remissionem ac plenam concordiam nostra fecimus spontanea voluntate de omnibus et singulis quae modo quolibet usque in diem praesentem exorta

fuerant inter nos vel poterant exoriri, aut de quibus querelae, accusationes seu denuntiationes per nos vel per alios factae quibuscunque fuerant vel delatae seu fieri vel deferri poterant quoquo modo, eisdem hinc inde renuntiantes et ea revocantes omnino, firmiter promittendo ad invicem, scilicet unus alteri, quod super dictis querelis, accusationibus seu denuntiationibus quibuscunque factis, propositis vel delatis per nos vel alios ulterius nullatenus procedemus, nec aliquis nostrum quicquam de novo instituet seu institui consentiet, vel unquam operam dabit quod ab aliquibus per inquisitionem vel alio modo quocunque praemissorum occasione adversus alterum procedatur; sed praedictam pacem, finem et remissionem ac concordiam et omnia et singula firma et rata habebimus, tenebimus et observabimus, nec conveniemus per nos vel alios quomodolibet in futurum, et idem de adhaerentibus hinc vel inde conventum extitit et erit pacis intuitu per omnia observandum. In cujus rei testimonium et evidentiam pleniorem, etc.

CXLIII.

Justification de l'abbé de Thosan.

Reverendis patribus, etc., humiles in Christo fratres, etc., salutem cum omni reverentia et honore.

Sapientis esse dinoscitur non verbis quorumlibet assentire, nam protestatur auctoritate, rara fides imo est quia multi multa loquuntur. Cum igitur quidam, sicut accepimus, in bono malum et odium in dilectione notantes, ac linguas ultra quam rationis tramites patiantur solventes, venerabili patri domino abbati nostro conentur impingere quod de aliquorum numero suae promotionis tempore vel antea consistebat, qui suo praedecessori domino Willelmo de Dam, quondam abbati nostro, se opposuisse debuerant indiscrete, ad universitatis vestrae notitiam cupimus pervenire quod idem dominus abbas noster, quem a suae conversionis primordio multa novimus honeste fulcitum, sub dicti praedecessoris sui obedientia

constitutus, in ejus assidua subjectione et debita reverentia firmiter et humiliter perseverans, nil gessit penitus contra eum quod juste ipsius animum vel quorumlibet aliorum recte intuentium poterat commovere, nec de aliquorum suae promotionis tempore vel ante numero fuit unquam vel consortio, nec illis tacite vel expresse noscitur consensisse qui dicto praedecessori suo contra ordinis honestatem se duxerant opponendos aut contrarios aliquatenus exhibendos; immo indubitatae fidei puritate ac indefessae devotionis obsequio semper eidem se reddidit gratia sua dignum, et puram habens affectionem ad eum inventus fuit ipsum propensius dilexisse et condoluisse, si quid suae honestati et piis ejus votis dissonum occurrebat, quemadmodum in sua electione et monasterii nostri visitatione per reverendum patrem dominum abbatem de Dunis, venerabilem nostri monasterii patrem abbatem, diligenti investigatione praemissa, praesentibus venerabilibus patribus de Laude et de Bodelo abbatibus, plenius est repertum.

CXLIV.

Lettre relative à certains frères convers qui répandent le trouble dans le monastère de Thosan.

Cum nuper visitantes filiam nostram ecclesiam de Thosan duceremus in spiritu lenitatis et benignitatis animo omnia pertractare, quosdam conversos dictae ecclesiae nescientes in semitis justitiae et obedientiae dirigere suos gressus, tanquam pestiferos et nocivos invenimus in dicta ecclesia scismata et discordias plurimas commovisse ac praesumpsisse non minima honestati et religioni contraria et sacris ac nostri ordinis non convenientia institutis, quos ad cor reducere licet diutius exspectatos minime poteramus; et quia expergit dictorum conversorum protervia ut ei celeri remedio obvietur, praecipue ne ipsorum malitia inveniat successores et prompte transgressionis exemplar retrahat alios ab offensa, reverentiam vestram humiliter imploramus quatenus dictorum malignorum vobis non

displiceat correctio quam suis exigentibus demeritis non potuimus sub dissimulatione transire, nec alia referentibus quibuscunque fidem aliquatenus adhibere.

CXLV.

Autre mandement ayant le même objet.

Illustrissimo principi ac domino in Christo karissimo domino .... comiti magnifico, devoti sui .... abbates, salutem et orationum suffragia cum honore et obsequio.

Cum nos visitantes monasterium de Thosan duceremus omnia in spiritu lenitatis et benignitatis animo pertractare, quosdam conversos dicti monasterii, nescientes in semitis justitiae et obedientiae dirigere gressus suos, tanquam pestiferos et nocivos invenimus in dicta ecclesia scismata et discordias plurimas commovisse et praesumpsisse multa quae nec honestati, nec religioni aut sacris conveniunt seu nostri ordinis institutis. quos reducere, licet diutius adhortatos et exspectatos, ad viam rectitudinis et obedientiae minime poteramus. et quoniam exigit dictorum rebellium protervia ut ei celeri remedio obvietur ut ipsorum malitiae non inveniant successores et punitae transgressionis exemplar alios retrahat ab offensa. excellentiam vestram humiliter imploramus quatenus abbati et conventui dicti monasterii quod vestri progenitores semper specialibus favoribus et beneficiis attollere multipliciter curaverunt. ut dicti conversi debite. prout ordini congruit, coherceantur, vestri potentis brachii adjutorium efficaciter impendatis, quia nichil prodesset humilibus obedientia. si contemptus contumacibus non obesset.

CXLVI.

Mémoire présenté par plusieurs religieux de Thosan.

Reverendissimo patri ac domino in Christo karissimo, Y. prior. J. confessor, H. cellerarius [1], Johannes de Basseveldc, Petrus de Zuenkerke, Reinverdus, Johannes Crudenare, Michael de Zuenkerke, Riquardus de Morkerke, J. de Axella, salutem cum omni reverentia subjectiva.

Cum relatione didicerimus fide digna et verisimiliter praesumamus quod talis statui nostri monasterii tribulati cujus causa fuit pro magna parte, non compatiens, obesse intendat potius quam prodesse, propositurus forsitan aliqua et ficturus, unde in nostro monasterio, quod avertat Dominus, ampliores turbationes poterunt provenire, reverendam paternitatem vestram cum omni qua convenit humilitate requirimus et rogamus quatenus eidem non adhibeatis fidem quousque a nobis et aliis fide dignis vestram reverentiam contigerit plenius informari. Nam multis concurrentibus aliud sentire non possumus quam quod ecclesiae nostrae non parcens toto conamine turbabit eamdem, super quo vestra circumspecta paternitatis compassionis effundens viscera providere dignetur, si contigerit, benignius obviando, etc.

CXLVII.

Guillaume, abbé de Thosan, expose à l'abbé de Clairvaux les actes de rébellion de certains moines et de certains frères convers contre l'abbé des Dunes.

Reverendo in Christo patri ac domino domino J. venerabili abbati Clarevallensi devotus ejus frater W., humilis abbas de Cappella, salutem et tam prompte quam debite in omnibus reverentiae famulatum.

[1] Guillaume de Saeftingen.

Ad requisitionem humilem et instantem venerabilium et religiosorum virorum prioris, supprioris, cellerarii, confessorum et seniorum monasterii de Dunis reverendae paternitati vestrae, cum omni humilitate qua convenit. intimamus quod, sicut ex ipsorum certa relatione didicimus, quidam sunt monachi et conversi in domo de Dunis qui reverendo domino abbati suo patri irrationabiliter se opposuerunt et opponunt, unde satis ammirari non sufficimus scribendo vobis et aliis, ut ab ipsis priore et aliis cognovimus. frivola et incomperta in ipsius domini abbatis praejudicium, famae et nominis denigrationem, quae, si essent discussa, nullo veritatis amminiculo fulcirentur, immo, quod dolentes referimus, dente livoris inveniretur innocens nocentius laceratus et ipsius gressibus positum offendiculum ne in semitis justitiae perfectius ambularet, quod manifestatur ex eo praecipue quum eorum quidam in hoc deprehensi et confessi iverunt ad seculum. sacrum Dunense collegium et ordinem relinquentes, specialiter autem fratres Ar. et.... et H [1]. conversus. Igitur cum morum honestas, vitae virtus et fama personae ab omnibus qui eum a longis retro temporibus cognoverant approbatae, necnon concors et libera ipsius electio, ut a priore, suppriore. cellario et caeteris supradictis accepimus, praedictum dominum abbatem plurimum recommendent, nec sinant de ipso domui suae bene praeposito et eamdem gubernante strenue et utiliter sinistri aliquid suspicari, reverentiae unacum ipsis devotius supplicamus quatenus de probato et honesto viro qui ad modum aliorum praelatorum quasi signum ad sagittam positus arguere et increpare habet, et ex hoc frequenter incurrens plurimorum odia non possit omnibus complacere, personis aliquibus contra ipsum non credatis, nec fidem adhibeatis : si quoque aliqua proponi contingat quae vestrum animum moverint, benigne dissimulare dignemini et exspectare quousque a vicinis abbatibus et nobis fueritis plenius per Dei gratiam informati.

[1] L'initiale H. et le prénom de Henri désignent Guillaume de Saeftingen.

CXLVIII.

Lettre adressée à l'évêque de Tournay (?) relative à certains frères convers du monastère de Thosan que l'on a été réduit à mettre en prison.

—

Reverendo patri ac domino in Christo karissimo domino Dei gratia venerabili. . . . . . episcopo tales salutem et ad suam reverentiam et bene placita corda et capita humiliter inclinata.

Cum nos visitantes monasterium de Thosan, quod vestri praedecessores et progenitores semper specialibus favoribus et gratiis attollere curaverunt, tales conversos in partibus Sud-Beveland [1] hactenus commoratos adeo invenerimus viam obedientiae deseruisse et excessisse enormiter, scismata et discordias seminando et praesumendo quamplura, quae omnem honestatem et religionis statum dedecebant, quae nos salvo ordine nostro non sub dissimulatione non possumus aliquatenus pertransire, ipsos suis exigentibus culpis et demeritis, ne sua in tot malis audacia inveniat successores, necesse habuimus carceri mancipare, etc., ut prius.

CXLIX.

Mandement du cardinal Berenger Fredoli à l'abbé de Clairvaux, relatif aux violences exercées par certains religieux et par certains frères convers.

—

Berengarius, miseratione divina titulo sanctorum Nerei et Achillei presbyter cardinalis, dilecto sibi in Christo abbati Clarevallensi, Cisterciensis ordinis, Lingonensis dyocesis, salutem in Domino.

[1] Mot d'une lecture fort douteuse.

Ex parte tua fuit propositum coram nobis quod nonnulli filiorum et filiarum tuorum, abbatum, abbatissarum monasteriorum tibi mediate vel immediate subjectorum, monachi, moniales, conversi et conversae, pro violenta manuum injectione in se ipsos et seipsas invicem et religiosas alias personas et clericos seculares in canonem latae sententiae inciderunt, aliqui vero ex ipsis et aliquae pro detectae propriae conspirationis offensa denegata tibi et aliis suis praelatis et superioribus obedientia transgressione statutorum ipsius ordinis et aliorum superiorum suorum et regularium mandatorum excommunicationis sententias incurrerunt et sententias in tales generaliter promulgatas, plures etiam ex eis aliis sibi assentientibus in ipsis ordine et monasteriis symoniacum habuerunt ingressum, quorum quidam sic ligati ordines receperunt, ministrarunt in ipsis et alias se immiscuere divinis. Super quibus tanquam pastor providus de subditorum salute sollicitus, ne contra constitutionem felicis recordationis domini Bonifacii octavi papae evagandi habeant materiam, supplicari fecistis humiliter eis per Sedem Apostolicam misericorditer provideri. Nos igitur ex favore qui religioni debetur, auctoritate domini papae cujus poenitentiae curam gerimus, tuae discretioni committimus quatenus praedictis manuum injectoribus et injectricibus, qui et quae in se invicem, etc., illis vero qui in religiosos alios vel alias ecclesiasticas sive clericos seculares manus temerarias injecerunt per te ac eorum praelatos post competentem satisfactionem injuriam passis exhibitam ac aliis excommunicatis ex causis praedictis purgatis per satisfactionem condignam suis excessibus super praemissis perjuriorum reatibus et sacrilegiorum habitus suae religionis temeraria dimissione, horarum canonicarum omissione, participatione cum excommunicatis praeterquam in crimine . . . . Insuper si quid vi vel metu omissionis bonorum suorum temporalium dicti abbates, abbatissae, monachi, moniales, conversi et conversae, principibus secularibus persolverunt vel aliis, contra constitutionem Bonifacianam, et eis subsidium impenderunt et aliis peccatis suis quae tibi confitebuntur, nisi talia sint et nisi forte eorum excessus adeo difficiles fuerint vel enormes quod merito sit super ipsis Sedes consulenda praedicta, debitae eis beneficium absolutionis per te vel per alium seu alios quos ad hoc reppereris ydoneos juxta formam Ecclesiae impendas hac vice et injungas vel injungi facias per eosdem eorum vel earum cuilibet super praemissis pro modo

culpae poenitentiam salutarem et alia quae de jure eis fuerint injungenda. proviso quod super hoc semper domini papae juxta formam Ecclesiae mandatis parebunt, facientque illam poenitentiam quam sibi duxerit injungendam, quodque per praedicta perjuria ad satisfactionem teneantur et satisfaciant competenter, et si licita sint juramenta, ad eorum observantiam redeant, ut tenentur. Cum illis vero qui praedicto modo ligati per simplicitatem et juris ignorantiam ordines receperunt, ministrarunt in ipsis vel alias se immiscuere divinis, eis ad tempus, prout expedire videris, per te vel alium, ut praedicitur, vel alios cum illis qui scienter talia non tamen in contemptum clavium praesumpserunt, per biennium a suorum ordinum executione suspendas, tandem suffragantibus eis meritis, alioque canonico non obstante super irregularitate ex praemissis contracta et sic susceptorum executione ordinum misericorditer auctoritate praedicta dispenses. Proprium autem si quod habent dicti abbates et abbatissae praeter eorumdem abbatiae officium, monachi, moniales, conversi et conversae in tuis vel eorum et earum abbatis vel abbatissae manibus facias resignari in utilitatem ipsorum monasteriorum ad quae spectare dinoscitur fideliter convertendum. Acturus cum symoniacis juxta statuta consilii generalis.

Datum Lugduni, quinto idus februarii, pontificatus domini Clementis papae quinti anno primo.

CL.

Lettre adressée à un abbé de l'ordre de Citeaux pour qu'il fasse punir l'attentat dirigé contre l'abbé de Thosan.

Salutem et ordinis zelare jugiter puritatem.

Insolentiam et enorme factum per quosdam maleficos et, ut dicitur, per quasdam personas. . . . . quod dolentes referimus nuper in proprium abbatem, propriae salutis et Dei timore postposito, in grave scandalum ordinis ausu temerario procuratum aequanimiter conniventibus oculis dis-

simulare non valentes, dilectionem vestram, gravioribus ad praesens occupati negotiis, rogamus benigne mandantes et firmiter injungentes ut ad dictum locum, zelo justitiae et ordinis pariter accensi, sine morae dispendio personaliter accedatis, et factum hujusmodi per diligentem et debitam inquisitionem ac condignam punitionem per censuram ordinis, si necesse fuerit, et rigorem, prout visum fuerit expedire, in plenaria potestate ordinis loco nostri taliter corrigatis quoad Dei gloriam et honorem ordinis sit atque nostrum, et talium iniquitas impunita caeteris non transeat in exemplum.

CLI.

Excommunication de Guillaume de Saeftingen.

—

Officialis Tornacensis, omnibus presbyteris et capellanis in civitate et dyocesi Tornacensi constitutis ad quos praesentes litterae pervenerint, salutem in Domino.

Non sine cordis amaritudine, dolentes referimus quod, prout nuper ad nostram pervenit audientiam, quidam monachus de *Carocampo* [1] *Morinensis* [2] dyocesis, nomine *Hugo de Sancto Paulo* [3] qui revera suis factis enormibus inveteratis et recentibus exposcentibus potius debet dici perversus, in dicto monasterio, non malis operibus quibus erat assuetus contentus, sed religionis et obedientiae cui se devoverat omnino oblitus, immo potius humanam naturam exutus et beluam ferinam indutus, dyabolo instigante, in religiosum virum ac venerabilem dominum *priorem* [4] dicti monasterii, patrem suum spiritualem pacificum et benignum, cum

[1] Lisez : *de Thosan.* Tous les mots imprimés en italiques sont écrits d'une main différente et substitués à d'autres mots dont on a fait disparaître les traces sur le parchemin.

[2] Lisez : *Tornacensis.*

[3] Lisez : *Wilhelmus, frater conversus.* Il suffit de rapprocher les mots placés deux lignes plus loin : *potius debet dici perversus*, pour s'assurer qu'il faut lire ici : *frater conversus.*

[4] Lisez : *abbatem.*

armis, falcione [1] seu gladio extracto, irreverenter, dolose et insidiose irruere, manusque cruentas et violentas in ipsum injicere atrociter non expavit, et plagis quampluribus in capite et alibi ei impositis, proh dolor, ipso semivivo relicto, ita quod de ejus vita fuit nimirum per quamplures dies desperatum, tandem mala malis et deteriora pessimis accumulans, in profundum malorum deveniens, dyabolico furore accensus, in quemdam alium monachum dicti monasterii presbyterum professum ac (cellerarium [2]), prudentem et quietum virum cum armis insiliit, ipsumque adeo enormiter vulneravit quod ex vulneratione hujusmodi idem *monachus* [3] postmodum in brevi diem clausit extremum : quae praemissa facta fuerunt et sunt in dyocesi Tornacensi [4] adeo notorie per dictum *Hugonem* [5] quod nulla possunt tergiversatione celari, ad cujus etiam reatum flagitiosum tam subterfugii promptitudo quam latitantis malignitas satis perspicax accumulat argumentum, super quibus etiam dictus *H.* [6] esse dinoscitur plurimum diffamatus. Hinc est quod nos attendentes quod quanto delicta sunt graviora, tanto plus judex ordinarius esse debet attentus ad ea ulciscenda, volentes debitum officii nobis specialiter in hac parte commissi absque negligentia exequi prout decet, vobis omnibus et singulis, in virtute sanctae obedientiae ac sub poena suspensionis et excommunicationis, firmiter et districte praecipiendo mandamus quatenus praedictum *Hugonem* [7], fautores, auxiliatores consilii vel assensus praestitores in praemissis et participantes in crimine criminoso, excommunicatos a canone, singulis diebus, palam et publice nuntietis et inhibeatis omnibus subditis vestris et nominatim illis de quibus a latore praesentium fueritis requisiti, ne quis eorum sub poena excommunicationis eis sic excommunicatis nuntiatis, in cibo, potu, colloquio, commercio, alioque humanitatis solatio, scienter communicare praesumat, durante dicta excommunicatione in eosdem, et insuper si dictus *H* [8] vel aliquis ex praedictis

[1] *Falcio, lanceae species ad modum falcis recurvae.* Ducange.

[2] Le mot *cellerarium* a été effacé, mais assez négligemment.

[3] Lisez : *cellerarius.*

[4] Cette fois, le correcteur a oublié de substituer, comme il l'a fait dans les premières lignes de ce document, l'indication du diocèse de Térouanne à celle du diocèse de Tournay.

[5] Lisez : *fratrem conversum.*

[6] Lisez : *W.*

[7] Lisez : *Willelmum.*

[8] Lisez : *W.*

excommunicatis nuntiatis, alicubi ubi divina officia celebrentur declinaverint, mox cessetis penitus a divinis ibidem quamdiu fecerint ibi moram. Insuper si saltem per assertionem latoris praesentium vobis vel alicui vestrum constiterit aliquem vel aliquos contra nostram inhibitionem praedictam venisse aut divina officia ipsis sic excommunicatis nuntiatis praesentibus celebrasse, moneatis eosdem, prout vobis a latore praesentium fuerint nominati, in personis propriis nominatim, primo, secundo et tertio, unoque peremptorie pro omnibus, ut a dicta participatione desistant, alioquin illos qui eidem monitioni non paruerint, quos propter hoc in hiis scriptis excommunicamus, excommunicatos nominatim publice nuntietis. Praeterea, cum tam flagitiosis malefactoribus nil nisi panis doloris et aqua angustiae cum carcere irremediabili perpetuo debeatur, ut sic eis sua peccata luentibus alii a consimilibus arceantur, vobis omnibus et singulis, in virtute sanctae obedientiae ac sub poenis praedictis, firmiter et districte praecipiendo mandamus quatenus omnes dominos temporales, ballivos, subballivos et justitiarios seculares, eorumque loca tenentes sub quorum dominio seu districtu dictus vir Belial apostata poterit inveniri, ex parte nostra requiratis et si opus fuerit moneatis, primo, secundo et tertio, unoque peremptorie pro omnibus, ut ipsi tantum malefactorem capiant et arrestent, captumque et arrestatum nobis Tornacum in expensa curiae Tornacensis[1] sub tuta transmittant custodia secundum sua demerita puniendum. Quid autem factum fuerit de praemissis, nec non nomina dictorum a canone excommunicatorum nuntiatorum, illorumque quibus facta fuerit dicta inhibitio ac dictorum vestra auctoritate excommunicatorum nuntiatorum, et ballivorum seu justitiariorum secularium requisitorum et monitorum cum responsionibus eorumdem liquide rescribatis.

[1] On a oublié de nouveau qu'il fallait, pour rester fidèle au système adopté d'interpolations, mettre ici Térouanne au lieu de Tournay.

CLII.

L'official de Tournay invite le clergé de divers diocèses à défendre toute relation avec Guillaume de Saeftingen et ses complices frappés d'excommunication.

Viris venerabilibus et discretis Cameracensi, Morinensi et Trajectensi officialibus officialis Tornacensis salutem in Domino.

Non sine cordis, etc., usque hic: vestram. Hinc est quod nos attendentes quod quanto delicta sunt graviora, tanto plus judex ordinarius esse debet attentus ad ea ulciscenda, vestram discretionem in juris subsidium requirimus et rogamus quatenus praedictus Willelmus, ejusque fautores auxilium, consilium vel assensus praestantes in praemissis et participantes in crimine criminoso excommunicatos a canone singulis diebus, ubicunque et quandocunque fuerit super hoc requisitum, faciatis per vestros subditos qui super hoc fuerint requisiti, publice nuntiari, ac etiam inhibere omnibus subditis vestris, sub poena excommunicationis, ne quis eorum cum dictis excommunicatis nuntiatis in cibo, potu, colloquio, commercio aut eos receptando in hospitio vel alias quoquo modo scienter communicet praedurante dicta excommunicationis sententia in eosdem. Praeterea si dictus Willelmus vel aliquis de praedictis excommunicatis alicubi in vestris territoriis ubi divina celebrantur officia, declinaverit, mox cessari faciatis ibidem penitus a divinis quamdiu fecerint ibi moram: faciatis etiam moneri nomine obedientiae illos qui dicto Willelmo aut praedictis ejus fautoribus eos receptando, eosve ad divina officia admittendo seu adeo humaniter solatium eisdem praebendo aut alio quoquo modo contra dictam inhibitionem participaverint, a latore praesentium nominandos, prout per ipsum latum fuerit, facta requisitione primo, secundo et tertio, unoque peremptorie pro omnibus, ut a participatione praedicta desistant, alioquin ipsos excommunicatos publice nuntiari faciatis. Insuper cum tam flagitiosis malefactoribus nil nisi panis doloris et aqua angustiae cum carcere irremediabili perpetuo debeatur, ut sic eis sua peccata luentibus alii a consimilibus arceantur, vestram discretionem iterum requirimus

et rogamus quatenus omnes dominos temporales, ballivos, subballivos justitiarios seculares, eorumque loca tenentes in vestris territoriis constitutos, prout unicuique vestrum subiciuntur, sub quorum dominio vel districtu dictus vir Belial apostata poterit inveniri, ex parte nostra faciatis requiri et moneri canonice ut ipsi tantum malefactorem capiant et arrestent, captumque et arrestatum nobis in nostris expensis sub tuta transmittant custodia ut secundum sua demerita puniatur, alioquin ipsos monitos, si eidem monitioni non paruerunt, excommunicatos in scriptis et excommunicatos publice nuntiari faciatis. Quid autem inde factum fuerit, necnon nomina excommunicatorum a canone nuntiatorum, ac etiam monitorum et excommunicatorum vestra auctoritate, si qui fuerint, eorumque responsa liquide rescribi faciatis per subditos vestros qui super hoc fuerint requisiti, ita quod in eis exequendis unus eorum per alios non excusetur, tantum inde pro nobis facientes, si placet, quantum nos pro vobis et vestrum quolibet velletis esse facturos in casu consimili vel majori. Datum, etc.

CLIII.

Défense de communiquer avec certains frères convers de Thosan frappés d'excommunication.

—

Cum nonnulli tam religiosi quam non religiosi in temeritatis audaciam prorumpentes religiosos viros abbatem et conventum monasterii de Thosan in personis et bonis eorum nequiter molestare, manus interdum in eos injiciendo temere violentas aut injici procurando, aut haec facientibus opem, consilium vel assensum praebendo, seu factum ipsum ipsorum nomine perpetratum ratum habendo, locaque ipsorum invadendo sive occupando et alias multipliciter non formident in animarum ipsorum non modicum detrimentum, religionis contemptum et dictorum religiosorum de Thosan, dictique monasterii grave dampnum, ut haec ex ipsorum religiosorum conquestione nobis porrecta accepimus : hinc est quod nos

indempnitati monasteriorum pie consulere cupientes, vobis omnibus et singulis in virtute sanctae obedientiae ac sub poena suspensionis et excommunicationis firmiter et districte praecipiendo mandamus quatenus praedictos molestatores in generali moneatis per tres dies, ut a dicta molestatione quacunque et ejus procuratione desistant, alioquin ipsos quos propter hoc in hiis scriptis excommunicationis in generali excommunicatos palam et publice nuntietis. Insuper omnes illos quos per facti seu rei evidentiam noveritis esse injectores, praedictos nominatim. eorumque fautores auxilium, consilium vel assensum eis praebentes in praemissis excommunicatos a canone publice nuntietis. Item et illos de quibus vobis per facti seu rei evidentiam vel alicui vestrum constiterit virtute dictae monitionis excommunicationis sententian incurrisse, quicunque fuerint. religiosi videlicet vel seculares, aut cujuscunque status fuerint vobis subditi. ipsos excommunicatos nominatim publice nuntietis et sententiam in eos aggravetis. Inhibentes omnibus subditis vestris sub poena canonica. nominatim illis de quibus fueritis requisiti, ne quis eorum sub poena excommunicationis, sic excommunicatis eisdem in cibo, potu, colloquio, hospitio aut aliquo alio humanitatis solatio scienter communicare praesumat, praedurante dicta excommunicationis sententia in eosdem. Nobis autem quid inde factum fuerit, nomina monitorum et excommunicatorum, nominatim illorum quibus facta fuerit dicta inhibitio, eorumque responsa. liquide rescribatis.

CLIV.

Absolution de Guillaume de Saeftingen.

In nomine Domini, amen. Hoc est transcriptum quarumdam litterarum manu Francisci de Bruella Leodiensis dyocesis scriptarum, quarum litterarum tenor sequitur in haec verba : In nomine Domini, anno ejusdem Nativitatis M° CCC° nono, indictione septima, decima nona die mensis septembris, pontificatus domini Clementis papae quinti anno quarto. hoc est

transcriptum quarumdam patentium litterarum non abrasarum, non cancellatarum, non abolitarum, nec in aliqua sui parte vitiatarum, sigillatarum sigillo reverendi patris domini Berengarii titulo Sanctorum Nerei et Achillei presbyteri cardinalis, prout in circunferentia dicti sigilli erat scriptum, ut prima facie apparebat, quarum tenor talis est : Universis praesentes litteras inspecturis, Berengarius, misericordia divina, Tusculanus episcopus, salutem in Domino : Noverit universitas vestra quod constitutus in nostra praesentia frater Willelmus, conversus quondam et professus monasterii de Does, ordinis Cisterciensis, Tornacensis dyocesis, lator praesentium, nobis exposuit quod ipse olim, guerrarum Flandriae tempore, hostiliter armis se muniens, in conflictibus crudelis bellator interfuit ubi plurima laycalia seu alia homicidia absque misericordia perpetravit, demumque ad praefatum monasterium rediens, dyabolicis adhuc instigationibus, proch dolor, derelictus, in patrem degenerans filius manus sacrilegas ausus extendere, abbatem proprium atrociter vulneravit, qui tamen ex illatis sibi vulneribus, effectus, ut fertur, non extitit inhabilis ad divina, ac malis mala adjiciens, cellerarium dicti monasterii, monachum professum et presbyterum, interfecit. Quapropter, idem Willelmus de exuberanti Apostolicae Sedis benignitate confisus, ejus misericordiam imploravit humiliter, cum instantia supplicans sibi per eam super praemissis reatibus et peccatis de salutari remedio subveniri. Licet autem detestanda hujusmodi scelerum qualitas multarum digna sit inflictione poenarum, ipsius tamen Sedis clementia, Illius salutaribus inhaerens vestigiis qui non vult mortem peccatoris, sed potius ut convertatur et vivat, ejus instantiam misericorditer ad gratiam exauditionis admisit. Ideoque nos auctoritate domini papae cujus poenitentiae curam gerimus et de ipsius speciali mandato vivae vocis oraculo nobis facto, dictum fratrem Willelmum ab excommunicationum sententiis quas propter hoc incurrit et hujusmodi homicidiis, reatibus et peccatis absolvimus in forma Ecclesiae consueta, ipsum etiam a dicti ordinis observantia et habitu penitus absolventes. Injungimus quoque sibi ut instanti Hospitalariorum passagio transeat personaliter in subsidium Terrae Sanctae, quodque in praedictorum Hospitalariorum ordinem ingrediatur, si poterit, et in eo votum professionis emittat : alioquin, praefato, dante Deo, feliciter terminato passagio et ipso ad partes citramarinas, comite vita, reverso, infra octo mensium spatium

post hujusmodi reditum computandum, intret aliquam de religionibus approbatis in qua se vinculo professionis astringat. Quod si infra praedictum terminum non curaverit adimplere, legitimo impedimento cessante, extunc in excommunicationis sententiam protinus relabatur. Et quia nundum sigillum nostri episcopatus habemus, sigillum prioris tituli cardinalatus nostri praesentibus duximus apponendum in testimonium praemissorum. Datum Avinioni, XVI kal. octobris, pontificatus domini Clementis papae quinti anno IIII°. Et ego Franco dictus de Ruella, clericus Leodiensis dyocesis, publicus sacri imperii auctoritate notarius, praedictas litteras vidi, legi, et una cum discretis viris, videlicet Jo. de Dionante, Lamberto et Johanne dicto Salmin, de Dionante, clericis Leodiensis dyocesis, examinavi et de verbo ad verbum scripsi et in publicam formam redegi, meoque signo consueto signavi. Et ego Johannes Everdeis de Herst, clericus Trajectensis dyocesis, publicus imperiali auctoritate notarius, praefatum transcriptum seu instrumentum vidi, tenui et perlegi non cancellatum, non abrasum, non abolitum, nec in aliqua sui parte vitiatum aut corruptum una cum discretis personis. . .

CLV.

Le doyen de . . . . . déclare révoquer une sentence d'absolution accordée à Guillaume de Saeftingen.

—

Decanus, etc. Sua nobis magister de Thosan conquerendo petitione monstravit quod cum H. talis jamdiu excommunicatus auctoritate nostra ad instantiam dicti magistri extiterit, quasdam litteras tacita veritate impetravit a nobis, in quibus litteris continetur quod dictus Henricus cessionem sollempnem fecerit de bonis suis mobilibus et immobilibus omnibus, et quod per dictam cessionem beneficium absolutionis suae a nobis obtinuit, cumque idem Henricus, ut nobis datur intelligi, bona mobilia habeat unde negotiatur emendo et vendendo, de quibus dicto magistro

solvere non curat malitiose, illa occultans in suorum praejudicium creditorum : vobis omnibus et singulis in virtute obedientiae et sub poena suspensionis et excommunicationis, quas in vos et quemlibet vestrum ferimus, si praesens mandatum nostrum neglexeritis adimplere, praecipiendo mandamus quatenus, non obstante absolutione dicti Henrici a nobis tacita veritate et falsitate suggesta impetrata contra justitiam quam, prout concessa est, revocamus, cassamus et irritamus, et ipsum Henricum in pristinam excommunicationis sententiam per praesentes retrudimus, denuntietis esse retrusum et ipsam excommunicationis sententiam in eumdem Henricum latam auctoritate praedecessorum nostrorum et nostra ac occasione praedicti magistri innovetis et aggravetis, singulis diebus dominicis et festivis, feriatis et non feriatis, ad singulas missas, candelis accensis et ex manibus vestris projectis, campanis pulsatis, quotienscunque et quandocunque a latore praesentium fueritis requisiti. Praeterea inhibeatis subditis vestris per poenam excommunicationis ne quis ei cibo, potu, furno, molendino, aqua, puteo, emptione, venditione, servitio aut in aliquo alio humanitatis solatio, durante sententia hujusmodi, communicare praesumat.

CLVI.

Quittance donnée au nom des écoliers de Bruges.

Noveritis quod propter hoc coram nobis personaliter constitutus Johannes talis, nuntius Brugensium scolarium, procurator talis canonici, confitetur et recognovit se recepisse in bene numerata pecunia et legali nomine et ad opus praedicti canonici a tali tantum de fructibus praebendae ipsius, de quibus dominus Johannes, nomine dominorum, habens super hoc potestatem et speciale mandatum, sicut nobis constat per litteras patentes officialis Parisiensis, quitavit talem et se tenuit pro pagato. In cujus rei testimonium, etc.

CLVII.

Maitre C. de Beerst fonde une chapellenie dans le monastère de Thosan.

Noverit universitas vestra quod honorabilis et discretus vir magister C. de Berst, ut de hiis quae sibi divina concessit benignitas, faceret et ordinaret quod sibi suisque praedecessoribus et benefactoribus omnibus cederet ad salutem, ad honorem omnipotentis Dei, gloriosae virginis Mariae et sanctorum omnium capellaniam unam instituit in monasterio nostro de Thosan, deserviendam perpetuo per ydoneum monachum, nostri monasterii sacerdotem, ad hoc singulariter et specialiter deputandum a nobis, ad quam capellaniam habendam, tenendam et deserviendam perpetuo, ut dictum est, absque onere nostri monasterii praelibati contulit nobis idem magister CCL libras Flandrenses, certis bonis haereditariis et perpetuis applicandas, prudenter attendens quod qui ad onus eligitur, repelli non debeat a mercede.

Nos igitur piam ordinationem et bonam voluntatem ejusdem magistri, ut dignum erat, cupientes in omnibus promovere, institutionem dictae capellae in monasterio nostro saepedicto ratam et gratam habentes, fatemur nos dictas CCL libras per manus ipsius plene et integre recepisse et habuisse, ac inde bona haerediter usque ad valorem XXV librarum annuatim et perpetuo in officio de Hulst juxta locum qui dicitur Gaden, comparasse, quas XXV libras ex nunc dictae capellae deputamus, promittentes pro nobis et nostris successoribus in perpetuum quod dictae capellae bene et decenter in nostro monasterio saepedicto faciemus per ydoneum monachum, nostri monasterii sacerdotem, deserviri missas celebrando, prout devotio moverit, hujusmodi deputandum, ita quod missae quae perpetuis temporibus per hujusmodi monachum deputandum et habendum continue, ut est tactum, celebrabuntur, etiam de quocunque fuerint dictae missae, cedent dicto magistro suisque praedecessoribus et benefactoribus in suarum remedio animarum. Quem etiam magistrum recepimus et recipimus in omnibus et singulis beneficiis quae per nos divina dignabitur clementia operari in vita pariter et in morte.

CLVIII.

Déclaration des chanoines de Bruges qu'ils n'entendent point être responsables du produit de certaines prébendes dont les titulaires se sont éloignés à cause de la guerre du roi de France et du roi d'Angleterre [1].

Universis praesentes litteras inspecturis. etc. Noverit universitas vestra quod anno Domini M° CC°, etc., capitulo pulsato sollempniter, sicut est solitum, congregatis omnibus de capitulo qui volebant, debebant et poterant interesse, magister G. et B., executores domini St. [2] comparuerunt executorio nomine coram nobis, pecuniam afferentes totalem quam tam praedictus dominus St. quam ipsi executores collegerant et colligere cum summa diligentia poterant de bonis, redditibus et proventibus præbendarum Brugensium, spectantes ad tales concanonicos nostros in longa distantes absentia et qui moram traxerant ab eorum praedicta ecclesia, multis annorum temporibus jam elapsis, cum efficacia et promptitudine jam paratae pecuniae totalis expressae superius, offerebant se promptos penitus et paratos de dicta pecunia, prout tangere videbatur praedictos canonicos et habentes mandatum ad receptionem ejusdem, deliberare ac solvere, si qui essent solutio quibus posset fieri et deberet; et cum nullus esset inventus et maxima imminerent pericula et discrimina rerum omnium personarum, tam ecclesiasticarum quam etiam aliarum, cum etiam non parceretur religiosis domibus et ecclesiis aut sacris aedibus quibuscunque ob causam discordiae regum Franciae atque Angliae principaliter et adhaerentium, quorum non minimus comes Flandriae et terra ejus pati habuit gravissime, ita quod nec aliquis subjectorum eidem comiti se tueri poterat, sed timebat de inimicis capitalibus ubicunque, adeo quod nec nos antedicti capituli nostra privilegia, nostra etiam bona alia ecclesiastica, neque reliquias nostras et accessoria earumdem scivimus sive

[1] Cette charte est vraisemblablement de l'année 1297.

[2] Il s'agit ici probablement d'Étienne de Suizy, archidiacre de Bruges, fréquemment désigné sous le titre d'archidiacre de Flandre. C'était l'un des favoris de Philippe le Bel.

potuimus bene ac tute deponere propter hostiles incursus, rapinas et homicidia quae fiebant in Flandria, sive personas a quibus praesumebatur aliquid posse conquiri ab ipsis raptoribus, spoliatoribus, invasoribus universis, adinventoribus viarum omnium conquirendi spolia personarum. Praemissis itaque se habentibus, prout superius est expressum, dicti executores se nobis offerebant paratos totalem dictam pecuniam tanquam illis quos tangere videbatur quorum etiam interesse plus aliis credebatur, etenim pro mora absentium praedictorum diutina praesumebatur de morte illorum absentium, et sic bona illorum ad illos de ecclesia Brugensi videbantur spectare, cum nullum etiam eorum absentium testamentum seu ordinatio alicujus voluntatis ultimae appareret. Nos autem super hiis deliberatione praehabita, perpendentes pericula et discrimina, cum, ut praedictum est, hiis temporibus nemini parcatur, et maxime clericis quibus omnino sunt infesti layci, executoribus antedictis respondimus quod antedictam pecuniam in nostram custodiam recipere nolumus, nec ad eam restituendam in omnem eventum teneri volumus, sed in suam propriam videlicet executorum custodiam debitam juxta qualitatem temporis et discriminis consuluimus remanere. Qui executores fecerunt protestationem hujusmodi seu hoc modo : Domini, vos de capitulo et omnes et singuli hoc sciatis quod propter praedicta pericula et fortuitos casus qui praevideri non possunt, nolumus esse astricti aut aliquatenus obligati, si dicta pecunia a nobis ablata fuerit, nobis tamen nullam occasionem seu causam ablationis illius fortuite praestantibus, nec facientibus quicquam quod culpae seu negligentiae nostrae posset imponi. In testimonium praemissorum nos omnes et singuli, videlicet N., decanus, L. Raweloes, etc., in ordine sic sedentes in ipso capitulo nostro a praedictis executoribus testes rogati ad preces executorum praedictorum sigillum ecclesiae nostrae majus praesentibus litteris duximus apponendum.

CLIX.

Le cardinal Simon de Brion réclame de nouvelles provisions pécuniaires.

—

Symon, miseratione divina titulo Sanctae-Ceciliae presbyter cardinalis, Apostolicae Sedis legatus, magistro J. salutem et sinceram in Domino caritatem.

Universis legationis nostrae personis supereminentibus sibi ob causam fidei et unitatis Ecclesiae ac terrae sanctae gravaminibus paterno compatientes affectu, non nisi bis postquam ab Apostolica Sede recessimus, quamvis jam non minima pars quinti anni effluxerit, procurationes pecuniarias recepimus ab eisdem. Verum quia propter graves expensas quas in prosecutione negotiorum ab Apostolica Sede nostrae sollicitudini commissorum subire oportet, eas ulterius habere non possumus totaliter excusatas, discretioni vestrae de qua plenam in Domino fiduciam gerimus, auctoritate mandati qua fungimur quatenus ad Remensem et alias civitates et dyoceses Remensis provinciae in ea parte quae est de regno Franciae, personaliter accedentes et facultates ac proventus ecclesiarum, monasteriorum et locorum ecclesiasticorum non exemptorum ejusdem civitatis et dyocesis quae ordinariis suis vel legato Sedis Apostolicae procurationes consueverunt exhibere, communicato consilio quoad hoc cum locorum dyochesanis, vel, si egerint in remotis, cum eorum vicariis vel cum duobus constitutis in dignitatibus ecclesiarum cathedralium, prout videritis convenire, ac etiam exemptorum provida circunspectione pensantes imponatis utrisque non exemptis videlicet ac exemptis, archiepiscopo et episcopis dumtaxat exceptis, eas pro nostris procurationibus pecuniae quantitates quas pensatis, procurationibus hactenus exhibitis, caeteris legatis Ecclesiae Romanae cardinalibus aestimabitis, congruentes, taxando eorum cuilibet certam et rationabilem de ipsis juxta facultates proprias quantitatem, prout vestra discretio viderit expedire, et singulis de impositis sibi quantitatibus nuntiando, eisque peremptorium unius mensis terminum, infra quem postquam de taxatione hujusmodi pervenerit ad illorum notitiam, de impositis sibi procurationibus satisfaciant, praefigendo, necnon in eos,

si id obmiserint, excommunicationis sententiam promulgando. Quod si aliqui ex eis se esse per privilegia seu indulgentias dictae Sedis allegaverint a praestatione hujusmodi procurationum immunes, ipsos, cujuscunque sint ordinis, conditionis seu etiam dignitatis, ex parte nostra citetis, praefixo eis termino peremptorio competenti quod per se vel per procuratores ydoneos cum eisdem privilegiis et indulgentiis compareant coram nobis, facturi et recepturi super hoc quod justitia suadebit. Diem autem citationis hujusmodi et nomina citata nobis per vestras litteras tenorem continentes praesentium, quam cito commode poteritis, intimetis, processuri contra ipsos super exactione procurationum ipsarum, nisi quantum convenit post hujusmodi terminum exspectatum nostras ad vos de absolutione sua a praestatione procurationum hujusmodi litteras reportarint.

CLX.

Absolution d'un moine qui avait changé une lettre dans un document émané du Saint-Siége.

Ex parte tua nobis oblata petitio continebat quod cujusdam monachi tui monasterii jam sexagenarii super eo quod olim jam XL annis elapsis ante religionis ingressum in quadam littera apostolica de simplici justitia causa correctionis per simplicitatem et juris ignorantiam, non credens inde peccare, unam tamen litteram rasit et aliam loco ejus rescripsit, licet hoc per se vel per alium fecerit prorsus ignoret vel fuerit postea sua conscientia stimulatus, super quo fecisti humiliter supplicari sibi per Sedem Apostolicam de oportuno remedio provideri. Nos igitur et favore qui religioni debetur, tuae discretioni committimus quatenus, si est ita, monachum ipsum ab excommunicatione quam propter hoc incurrit, absolvas juxta formam Ecclesiae consuetam, et injuncta inde sibi poenitentia salutari et aliis quae fuerint injungenda, quodque pro posse procuret quod dictae litterae, si inveniri poterint, lacerentur, eo ad tempus, prout expedire

videris, a suorum ordinum executione suspenso, demum suffragantibus sibi meritis alioque canonico non obstante super executione ordinum si quos suscepit postmodum sic ligatus et super irregularitate quam in eis ministrando et alias se divinis officiis immiscendo contraxit, dispenses misericorditer cum eodem.

CLXI.

Le pape Innocent IV offre le sceptre impérial à Guillaume de Hollande [1].

Innocentius episcopus, servus servorum Dei, karissimo in Christo filio Willelmo regi Romanorum illustri, salutem et apostolicam benedictionem.

Postquam divina potentia Ecclesiam suam pacificare disponens celsitudini tuae manifesta bonae voluntatis suae signa praetendit de via per quam prospere procedas et regnes, obstantia offensionum scandala removendo, ita quod, Conrado nato quondam Frederici olim imperatoris sublato de medio, alius jam superstes non sit qui Deo tibi prospitio tuis progressibus valeat adversari, oportet de caetero in te perfici nostro ministerio opus Dei et desiderium impleri Ecclesiae matris tuae toto cupientis affectu electum videre electionis suae filium imperatoriae majestatis culmine sublimandum. Sane cum reges qui fuere pro tempore in Romanorum principes sublimandi consueverunt a Sede Apostolica cum multa repetere supplicationis instantia vocationem suam ad coronam imperii per sollempnes nuntios postulare, priusquam per Romanum pontificem invitarentur ad illam, in hoc tibi ejusdem specialis benivolentia et fervens de promotione tua ipsius desiderium elucessit quod ipsa te ad destinatam principalis honoris excellentiam efficaciter assequendam, antequam rogetur, invitat et cum taedio morae prolixioris exspectat. Rogamus igitur et requirimus magnitudinem tuam paternis tibi monitis suadentes quatenus dilecti filii nostri P. Sancti-Georgii ad velum aureum dyaconi cardinalis Apos-

[1] Guillaume, comte de Hollande, fut proclamé empereur par le légat du pape Innocent IV après la mort de Frédéric II (1250).

tolicae Sedis legati communicato consilio a caeteris te difficultatibus explicans ad veniendum in Ytaliam apparatu regis accingaris et festines te ad apostolorum limina Deo duce conferre ibidem, circa festum Nativitatis Dominicae proximo venturum, recepturus sollempniter de manibus nostris imperii dyadema. Ut autem omnis praecedat circunspectionis prudentia gressus tuos, aliqui viri prudentia et auctoritate praesignes sunt in partes Ytaliae praemittendi, qui viam ante faciem tuam strenuis dispositionibus praeparantes in recipiendis fidelitatis et aliis juramentis interim vicem tui nominis exequantur. Caeterum, cum manus Domini te potenter exaltet ut per devotae humilitatis obsequium hanc vicissitudinem Deo rependas auctori quod habundanter affluas mansuetudinis regiae clementia circa omnes. cura ergo, quaesumus, karissime fili, quoscunque studio quo poteris, ad tuam benivolentiam et gratiam quantocius revocare miserendo pariter et parcendo, ita quod te malum in bono vincente et in meritis etiam munificentiae tuae pollicente clementiam, ad te tui venire cogantur adversarii tracti funiculo regiae bonitatis. Datum Anagniae.

CLXII.

L'abbé de Thosan est autorisé à créer des rentes viagères.

Considerantes quod gravia infortunia et inopinata dispendia vestram. quod compatiendo referimus, in tantum afflixerint ecclesiam, Domino permittente, quod de vestris proventibus ad praesens nec sustentari commode, nec vestris competenter sufficere creditoribus valeatis, nos, viis exquisitis et modis quibus vobis et vestrae ecclesiae possit utilius subveniri, vobis ad humilem vestram requestam auctoritate paterna concedimus ut de vestrorum seniorum consilio et assensu pensiones ad vitam hominum usque ad summam CC librarum annuatim vendendi habeatis liberam facultatem, praesentium testimonio litterarum quibus nostrum sigillum duximus apponendum.

Litteras apostolicas vera bulla plumbea in filo canapis bullatas, veras integras, omnique suspicione carentes nos recepisse noveritis, tenorem qui sequitur continentes.

Johannes episcopus, etc.

Cum igitur contenta in dictis litteris apostolicis negotia prosequendo Brugis et alibi per Flandriam moram per dies aliquos trahentes a religioso viro abbate de Thosan receperimus stipendia unius diei nobis in eisdem litteris apostolicis assignata, nos ipsum abbatem a stipendiis hujusmodi relevare volentes, vobis decano praedicto, de cujus fidelitate plenam in Domino fiduciam optinemus, committimus et mandamus quatenus personas infrascriptas, videlicet curatos tales, ad contribuendum cum dicto abbate in novem libras Tornacenses, ipsique abbati, vestra tamen taxatione, aequatione et impositione eisdem curatis per vos prius factis, super quo vestram conscientiam oneramus, imposituratos ad solvendum praedicto abbati aut procuratori suo praedictas IX libras cum expensis inde faciendis, videlicet prout tanget quemlibet eorum auctoritate nostra immo verius apostolica per censuram ecclesiasticam canonica monitione prima compellatis. Nos enim super praemissis et ea tangentibus committimus vobis vices nostras, donec eas duxerimus revocandas.

CLXIII.

Nomination du recteur de l'église de Saint-Sauveur à Bruges.

M. . . . ., Dei gratia Tornacensis episcopus, presbyteris, curatis ac caeteris beneficiatis in ecclesia nostra Sancti Salvatoris Brugensis salutem in Domino.

De fidelitate et industria magistri Jacobi in eadem ecclesia curati confidentes regimen chori ejusdem ecclesiae committimus eidem, rectorem loco nostri in dicta ecclesia constituentes eumdem, ita tamen quod si eumdem Jacobum abesse contigerit, alium beneficiatum in dicta ecclesia possit loco

sui substituere, prout sibi visum fuerit expedire. Valeant praemissa donec aliud duxerimus ordinandum. Datum anno Domini M° CC° LXXX°, etc.

CLXIV.

Appel du clergé de France au pape Boniface VIII contre Philippe le Bel.

Sanctissimo patri ac domino Bonifacio, Dei gratia, summo pontifici, abbates, abbatissae, conventus, canonici, presbyteri ac totus clerus regni Franciae pedum oscula beatorum et feliciter sancti Petri naviculam in maris fluctibus gubernare.

Cum secundum apostolum omnes stabimus ante tribunal superni judicis qui latentia producet in lucem et illuminabit abscondita tenebrarum, vitae aeternae aut dampnationis perpetuae praemium recepturi, in cujus praesentia non solum homines, sed etiam angeli trepidabunt, quod memoriae cujuslibet debet occurrere christiani, multi tamen principes, hujus mundi dilectores, praedicti judicii memores non existunt, rebus mundanis nimium inhaerentes, quod patenter apparet cum ipsi, non solum personis secularibus quibus praesunt, sed etiam ecclesiis et ecclesiasticis personis quas defendere totis viribus et non regere interest laycorum, cum eis super hiis nulla sit attributa facultas, nec auctoritas imperandi, tot gravamina et onera imponunt quod deterioris conditionis factum sub eis sacerdotium videatur quam sub Pharaone fuerit qui legis divinae notitiam non habebat : ille quidem, omnibus aliis servituti subactis, sacerdotes et possessiones eorum in pristina libertate dimisit ac eis de publico alimoniam ministravit; moderni vero principes onera sua fere imponunt ecclesiis universa et tot angariis eos affligunt ut eis quod Jheremias deplorat competere videatur : princeps provinciarum facta est sub tributo; sive quidem decimas seu alia quaelibet sibi attrahentes de bonis ecclesiarum, clericorum et pauperum, Christi usibus deputatis, jurisdictionem etiam et auctoritatem eorum taliter

evacuantes ut eis videatur nihil potestatis super ecclesiis vel personis ecclesiasticis remansisse, quod de jure facere non deberent, ubi laycorum etiam non suppetunt facultates, cum ipsi humiliter et devote recipere debeant cum gratiarum actione quae eis pro communi utilitate de bonis ecclesiae conferentur, prius tamen interveniente romani pontificis consilio, cujus interest communibus utilitatibus providere, quod minime faciunt, sed quod eis per pietatem concessum est, in cleri injuriam ac in pauperum penuriam faciunt redundare. Et cum multi consules principum, tam clerici quam alii, propriae prudentiae innitentes et humanam amittere gratiam formidantes, eis recta loqui libere pertimescunt, qui quandoque similitudinem quamdam potius quam veritatem discernunt, magis utilia reticentes cum similitudinarium sit expressum veritatis, et quasi sicera inebriati et uvam acerbam comedentes, minus cauta discretione exponunt illud quod dicunt: omnia sunt principis et ei omnes obediant subditi et clerici, et qui principi non obedierit, morte moriatur, sensum alienum extrinsecus et extraneum requirentes, non considerando quod tanta inter reges et pontifices quanta inter solem et lunam distantia cognoscatur, et constitutiones principum constitutionibus ecclesiasticis non praeeminent, et imperiali judicio non possunt jura ecclesiastica dissolvi, cum ipsi non solum personas ecclesiasticas seculares sed etiam Domino Deo dedicatas in vinea Domini Sabaoth laborantes, decimis ac aliis diversis exactionibus nunc affligunt, bona Crucifixi pauperibus et Deo servientibus deputata suis usibus applicantes, ita ut bona ecclesiae victui Deo servientium non valeant respondere, cum denario fraudari non debeant in vinea Domini operantes, postpositis etiam eleemosynis pauperibus erogandis. Cum non debeant officere qui hujusmodi iniquitatis participes non existunt et quia praedicti consules pseudoprophetae dici possunt, cum scripturarum verba aliter accipiunt et exponunt, quam Sacra Scriptura sonat, qui conjectura mentis suae cuncta futurorum quasi vera pronuntiant absque divinorum verborum auctoritate, illa consideratione non servata ut in hiis quae dubia fuerint aut obscura, id noverint exequendum quod nec ewangelicis praeceptis contrarium, nec decretis sanctorum patrum inveniatur adversum, et cum tales qui praeeunt propter favorem principum excaecati fuerint et aliis ducatum praestare coeperint, ambo in foveam dilabuntur, unde psalmus: Obscurentur oculi eorum ne videant, et dorsum eorum semper incurva. Et quia, pater sanc-

tissime, nullus pro justitia hodie martirizari desiderat, sed potius labore postposito triumphari, et tutius sit in tempore occurrere quam post causam vulneratam remedium quaerere : hinc est quod Sanctitati Vestrae de qua id quod sumus et erimus cognoscere volumus, supplicamus cum omni affectione qua possumus et desiderio puri cordis quatenus huic morbo pestifero vestrae gratiae ac potestatis subsidia porrigatis sine quibus status diu stare non poterit clericalis, qui nunc per mundum titubando graditur universum, cum nullus audeat pro defensione Ecclesiae voce libera hujus mundi potestatibus contraire, licet pastoribus recta timuisse dicere nihil aliud est quam terga tacite praebuisse ac pugnam pro domo Israël in praelio Domini evitasse, quos Dominus increpat per Isaiam : Canes muti non valentes latrare. Vivat ac valeat Vestra Sanctitas reverenda, nobis et Christi pauperibus in praedictis aliquod remedium salubre conferendo, cum libet Domino prospera, qui ab afflictis pellit adversa, ut sub ala vestrae protectionis possimus, ut cupimus, respirare ac umbram sentiamus gratitudinis et quietis ut in pace viventes pacis auctorem laudemus, una voce dicentes : Gloria in excelsis, etc., qui per suam gratiam manum porrigit lapsis, indigentes fovet et afflictos moestitia consolatur.

CLXV.

Mandement de l'official de Tournay contre ceux qui usurpent les biens ecclésiastiques.

Officialis Tornacensis omnibus presbyteris et capellanis in diocesi Tornacensi constitutis ad quos praesentes litterae pervenerint et specialiter presbytero de Waescapella salutem.

Quia mundo posito in maligno nonnulli in diversis et pluribus locis dyocesis Tornacensis commorantes, caeca cupiditate, quae, ut ait apostolus, malitiae totius est radix, seducti, bona ecclesiis et earum ministris deputata manibus improbis irreverenter sibi attrahere saepius ac multi-

formiter moliuntur, Sanctam et Catholicam Ecclesiam et ejus ministros in juribus et possessionibus temere perturbantes, proch dolor! cum istis temporibus illi qui ecclesiarum et personarum ecclesiasticarum ac justitiae defensores esse deberent, hostiles pervasores inveniuntur et res ecclesiarum et personarum ecclesiasticarum pro viribus diripiunt seu diripi faciunt vel auferri. Unde matri Ecclesiae, personisque ecclesiasticis, quod Jheremias deplorat, competere videtur, princeps provinciarum facta est sub tribus. Verum de nonnullis nostris nuper est auribus intimatum quod licet presbyteri curati talis ecclesiae qui pro tempore fuerint vel quidam ex eis sint et a pluribus annis citra fuerint ratione sui presbiterii in possessione vel quasi dimidiae mensurae vel circiter terrae jacentis in parochia .... quidam iniquitatis filius, suae salutis immemor, ductus spiritu maligno, presbyterum curatum dictae ecclesiae possessione sua vel quasi dictae dimidiae mensurae terrae vel circiter, nequiter, in suis divitiis vel potentia confidens, spoliavit, praedictum etiam curatum in praemissis graviter opprimendo et impediendo quominus idem presbyter dictis terris et fructibus earum gaudere posset pacifice et quiete, non attendens quod nichil in terris sacerdotali dignitate dignius invenitur. Sunt etiam, sicut nobis a pluribus est intimatum, quidam alii nephandi homines filii Belial qui, cum honorem Ecclesiae pro viribus augmentare deberent, minorare pro viribus satagunt et praesumunt redditus et jura quae suis presbyteris curatis qui pro ipsis tanquam pro grege sibi commisso in die districti examinis judicii rationem sunt reddituri, solvere et tradere contradicunt ipsos redditus et jura subtrahentes et dictis presbyteris dampnabiliter auferentes: quae praemissa omnia et singula dicti nephandi homines faciunt et fecerunt in contemptum et contumeliam omnium Creatoris, ecclesiasticae immunitatis praejudicium, dicti presbyteri dispendium, dampnum et gravamen, animarum suarum periculum et scandalum plurimorum, quae praemissa prae magnitudine culpae dissimulare nullatenus volumus, nec debemus, et licet haec imperatoria quae punit poena capitalis cesset ad praesens, poena tamen canonica cessare non debet, quae juste infligitur et grassatur in hujusmodi sceleris ultionem. Unde cum nos ratione nostri officii circa talia remedium apponere teneamur, vobis omnibus et singulis et cuilibet vestrum sub poena canonica firmiter injungendo praecipimus et mandamus quatenus in generali moneatis hujusmodi spoliatores, malefac-

tores, perturbatores, impedientes et praedictae temerae praesumptionis praesumptores ut infra septem dies post vestram monitionem redditus et jura debita ab eis curato praedicto solvant et reddant, et eumdem presbyterum gaudere pacifice permittant eisdem, prout debent, dictumque spoliatorem ut ipsum curatum ad dictam suam possessionem vel quasi restituat competenter et fructibus terrae praedictae gaudere pacifice patiatur, et a perturbatione et impedimento praedictis cum effectu desistat. alioquin ipsum seu ipsos qui nostrae monitioni praedictae contempserint obedire seu parere, cum effectu excommunicetis in generali palam et publice et excommunicatos denuntietis. Et si dictam excommunicationis sententiam per quindenam non formidaverint sustinere, vos eamdem excommunicationis sententiam in eum vel eos singulis diebus dominicis et festivis, candelis accensis, campanis pulsatis, in facie vestrarum ecclesiarum infra missarum sollempnia innovetis et aggravetis in eosdem seu in eundem in generali. intimantes eisdem seu eidem in generali si dictam excommunicationis sententiam in se permiserint seu permiserit innovari seu aggravari, quod nos contra eos seu contra eum quanto acrius de jure poterimus, per majus anathema vel per modum inquisitionis, prout justum fuerit, procedemus. et quos culpabiles inveniemus tanquam haereticos et de fide suspectos taliter puniemus quod alii terrore poenae coarctati attemptare similia non praesument. Si vero quisquam alius a dicto presbytero in fructibus terrae praedictae quicquam juris sibi voluerit vendicare, praedictos fructus penes decanum . . sumptibus eorumdem fructuum in manu sequestra poni volumus et mandamus, invocato quoad hoc, si fuerit oportunum, auxilio brachii secularis, et eosdem sic sequestratos manere volumus donec discussum fuerit per nos ad quem iidem fructus de jure debeant pertinere. Et ea quae de praemissis acta fuerint, nobis rescribatis.

CLXVI.

Concession d'un bénéfice à un pauvre clerc nommé Gauthier Debboud.

—

Officialis Tornacensis, subdelegatus a reverendo patre domino Th., Dei gratia Tornacensi episcopo, judice a domino papa super provisione pauperis clerici Walteri Debboud dato, omnibus et singulis presbyteris et capellanis in diocesi Tornacensi constitutis ad quos praesentes litterae pervenerint, salutem in Domino.

Noveritis nos anno Domini M° CC° LXXXI° feria quarta post Dyonisii litteras domini papae non abolitas, non cancellatas, nec in aliqua sui parte vitiatas, vera bulla bullatas, prout prima facie apparebat, vidisse et inspexisse in haec verba:

Martinus episcopus, servus servorum Dei, venerabili fratri episcopo Tornacensi salutem et apostolicam benedictionem. Constitutus in praesentia nostra dilectus filius Walterus Debboud, pauper clericus tuae dyocesis, nobis humiliter supplicavit ut cum ipse, sicut asserit, nullum sit adhuc ecclesiasticum beneficium assequutus, provideri sibi de benignitate apostolica mandaremus. Quia igitur illi sunt ad ecclesiastica beneficia promovendi quibus mores et scientia suffragantur, cum idem clericus, quem per dilectos filios W. de Vileriis, priorem de Bragniacco, Eduerd Dycer et fratrem Thomam de Frasneto, ordinis Fratrum Minorum, examinatores super hoc deputatos a nobis de litteratura examinari fecimus diligenter, inventus fuit in illa convenienter ydoneus ad ecclesiasticum beneficium optinendum, nos de vita et conversatione ipsius clerici notitiam non habentes, fraternitati tuae per apostolica mandamus quatenus de illis sollerter inquirens si eum vitae laudabilis et honestae conversationis esse reppereris et aliud ecclesiasticum beneficium non obtineat, nec alias scripserimus pro eodem, aliudque canonicum non obsistat, eidem clerico secundum suae probitatis merita de competenti ecclesiastico beneficio cum cura vel sine cura consueto ab olim clericis secularibus assignari, spectante ad collationem vel praesentationem dilectorum filiorum decani et capituli ecclesiae Curtracensis, Tornacensis dyocesis, si quod in civitate

vel dyocesi Tornacensi vacat ad praesens, vel quamcito ad id obtulerit se facultas, dummodo nundum pro alio scripserimus super conferendo sibi beneficio ad eosdem decanum et capitulum pertinente, vel ipsi non sunt super alterius provisione auctoritate nostra gravati, per te vel per alium aut alios providere procures, inducens eum in corporalem possessionem ipsius beneficii et defendens inductum ac faciens ipsum ad illud, si in collegiata ecclesia fuerit, postquam de ipso vacante sibi provisum extiterit, in canonicum recipi et in fratrem, non obstante si forte praedecessores nostri Romani pontifices de beneficiis ad ipsorum decani et capituli collationem vel praesentationem spectantibus fecerunt vel mandaverint aliis provideri, dummodo non plures quam duo ex illis quibus nolumus auctoritate praesentium praejudicium generari, beneficia ratione hujusmodi provisionis exspectent, vel si eisdem decano et capitulo seu personis ejusdem ecclesiae in qua sibi duxeris providendum, a Sede Apostolica sit indultum quod ad receptionem vel provisionem alicujus minime teneantur, quodque ad id compelli aut quod interdici, suspendi vel excommunicari non possint, vel quod alius nequeat de praebendis seu beneficiis ad eorumdem decani et capituli collationem vel praesentationem spectantibus aliquibus providere per litteras apostolicas non facientes plenam et expressam de indulto hujusmodi mentionem, sine qualibet alia praefatae Sedis indulgentia, cujuscunque tenoris existat, per quam effectus praesentium impediri valeat vel differri, et de qua in nostris litteris mentionem fieri oporteat specialem, contradictores per censuram apostolicam appellatione postposita compescendo, ita tamen quod dictus clericus, sicut requiret onus beneficii de quo sibi provisum fuerit, ad ordines se faciat statutis temporibus promoveri, et personaliter resideat in eodem, alioquin si ipse, ut praedicitur, se promoveri non fecerit, hujusmodi gratia et omni ejus commodo sit eo ipso privatus. Si vero per superiorem suum canonice monitus in beneficio de quo sibi provisum fuerit, neglexerit, prout ipsius beneficii qualitas seu conditio exigit, residere, beneficio sic obtento privetur. Mandatum autem nostrum taliter in hac parte adimplere procures quod in eo impendisse lauderis misericordiam impetranti et obedientiam mandanti. Volumus autem quod omnes aliae litterae a Sede Apostolica vel ejus legatis seu quibuslibet aliis obtentae, necnon promissiones et obligationes a quibuscunque personis factae super ipsius clerici provisione

sint invalidae, ommique careant firmitate. Praesentes vero litteras extendi nolumus ad ecclesiam cathedralem, ita quod de canonicatu vel praebenda, seu personatu aut dignitate ipsius ecclesiae cathedralis nullatenus earum auctoritate valeat provideri, decernentes, si secus actum fuerit, iritum et inane. Datum apud etc.

Hujus igitur auctoritate vobis sub poena suspensionis mandamus quatenus personaliter ad dictos decanum et capitulum accedentes ea quae in praesenti cedula continentur legatis et exponatis eisdem, et eos vel eorum procuratores peremptorie Tornaci coram nobis citetis, ad feriam quartam post octavas beati Lucae, visuros testes jurare quos dictus Walterus clericus super vita et conversatione sua coram nobis producere intendit, cum intimatione quod, sive venerint, sive non, nihilominus super praemissis procedetur, prout justum fuerit. Inhibentes etiam ipsis decano et capitulo sub poena suspensionis ne in aliquo exnunc contra provisionem dicti Walteri aliquid innovent vel immutent quod sit in nostrae jurisdictionis praejudicium, immo verius apostolicae et ipsius W. dampnum, injuriam et gravamen. Quid inde factum fuerit, nobis rescribatis. In hiis exequendis unus ex vobis alium vel alios non exspectet. Datum anno Domini etc, feria quinta post beati Dyonisii.

CLXVII.

Le chapitre de Saint-Donat repousse l'appel interjeté par un chanoine.

Nos Sancti Donatiani Brugensis capitulum ab antiquo in omnes et singulos de capitulo nostro, in omnes etiam atque singulos capellanos et clericos ecclesiae nostrae jurisdictionem habentes et possessione illius vel quasi pacifica et quieta gaudentes, quoniam vos, magister Johannes de..., noster canonice, cum controversia esset mota coram nobis inter venerabilem dominum G., concanonicum ecclesiae nostrae, ex una parte, et vos ex altera, et petitio edita fuerit in jure ab actore, exceptionesque dilato-

riae contra dictam petitionem, et replicationes ad elidendas exceptiones postmodum ab actore fuerint propositae, diesque fuerit assignata feria quinta post Quasimodo ad interloquendum super exceptionibus et replicationibus praehabitis, vos asseritis praegravatum indebite, tum quia decano absente interlocutoria lata fuit a nobis contra vos pro domino G. praedicto juxta proborum et jurisperitorum consilium requisitum et habitum in Tornaco de vestro et partis adversae consensu, tum quia vos dicitis condempnatum a nobis ad solutionem partis expensarum vos contingentium factarum occasione praedicti consilii requisiti ac habiti. quod. ut fuit congruum, sumus secuti, et eo ipso vos dicitis esse gravatum injuste, ob etiam quaedam alia quae vos nobis exprimere, licet congrue requisitus fueritis. non curastis, et cum tamen essemus parati, nos quoque obtulerimus et offerimus nos paratos, omnem injuriam et gravamen quodlibet vobis factam seu factum per nostram interlocutoriam, si quam vel si quod docere poteritis, de peritorum consilio revocare ad Tornaci officium seu curiam seu ad dominum Tornacensem episcopum, non obstantibus eis quae vobis obtulimus et offerimus. appellastis de facto et petiistis a nobis apostolos vobis dari. Nos intelligentes appellationem hujusmodi quam fecistis de facto. quam etiam prosequi licet, forsitan minus juste intenditis. sicut nobis datis intelligi et dedistis, non esse canonicam. immo frivolam. minus etiam justam, appellationi hujusmodi vestrae deferre non volumus, nec intendimus in hac parte, nec ei duximus deferendum. Actum et datum, etc.

CLXVIII.

Un croisé réclame le privilége d'être jugé par l'official.

Dicit talis crucesignatus coram dyocesanis contra talem quod idem reus dictum crucesignatum. in dyocesi Tornacensi commorantem. crucem publice deferentem. crucis privilegium invocantem. vexat indebite. ipsum in causam trahendo, ad judicium evocari faciendo extra dyocesim Tornacen-

sem coram tali judice a domino legato dato, in dampnum et gravamen dicti crucesignati et contra privilegium crucesignatis indultum. Et quia idem crucesignatus paratus est stare juri coram vobis, domine officialis, tanquam suo judice, conservatore ac defensore, idemque reus, praemissis vel praemissa aliqua competenter recognitis, petit et supplicat actorem crucesignatum reum per vos judices ad hoc sibi condempnari et compelli, ut a dictis vexatione, in causam tractione, ad judicium evocatione, earum prosecutione penitus desistat, eas et quicquid ex eis secutum est revocet, revocari faciat et procuret, sine custu et dampno dicti crucesignati, ratione et causa praedictis. In hiis, etc.

CLXIX.

Mesures à prendre pour forcer Gui de Dampierre, comte de Flandre, à reconnaître Léon de Fiesque comme prévôt de Saint-Donat.

Edisius Maletellus, canonicus Cameracensis, executor per Sedem Apostolicam deputatus una cum venerabili in Christo patre ac domino G. Sabiniensi episcopo, Sacrosanctae Romanae Ecclesiae cardinali et venerabilibus multis aliis super provisione facta venerabili viro domino Leonio de Flisco de praepositura Brugensis ecclesiae, Tornacensis dyocesis, auctoritate apostolica universis episcopis, praepositis, decanis, abbatibus, prioribus, plebanis, ecclesiarum rectoribus ac aliis personis ecclesiasticis praesentes litteras visuris salutem in Domino sempiternam.

Cum sanctissimus pater et dominus dominus Bonefacius papa octavus, attendens grandia probitatis merita quibus dictus venerabilis vir Leonius de Flisco, praepositus Brugensis, pollere dinoscitur, praeposituram ecclesiae Brugensis, Tornacensis dyocesis, eidem cum omnibus juribus et pertinentiis suis contulerit, providerit et investierit de eisdem, ac venerabili in Christo patri ac domino Sabiniensi episcopo et thesaurario Baiocensi ac nobis similiter suis litteris dederit in mandatis ut nos vel duo vel

unus nostrum per nos aut alium seu alios eumdem dominum Leonium, vel procuratorem suum ejus nomine, in corporalem possessionem ejusdem praepositurae Brugensis ac jurium et pertinentiarum ejus induceremus auctoritate apostolica, et defenderemus inductum, amoto quolibet detentore, facientes eum nichilominus vel procuratorem suum pro eo ad praeposituram eamdem in praepositum, prout moris est, recipi et admitti, sibique de ipsius praepositurae fructibus, redditibus, proventibus, juribus et obventionibus universis integre responderi, contradictores per censuram ecclesiasticam appellatione postposita compescendo, prout in litteris apostolicis super hoc confectis plenius continetur. Cum insuper venerabiles viri decanus et capitulum praefatae Brugensis ecclesiae dictum dominum Leonium hujusmodi litterarum virtute in suum et ecclesiae Brugensis praepositum unanimi consensu receperunt, tradendo sibi corporalem vel quasi possessionem ipsius praepositurae, jurium ac pertinentiarum ejus, prout moris est, adhibitis etiam sollempnitatibus consuetis, quia tamen illustris dominus G., Flandrensis comes, ad cancellariam Flandrensem annexam ab antiquis temporibus dictae praepositurae, quam cancellariam seu ejus cancellariae bona contra justitiam et consuetudinem ac libertatem et privilegia praefatae Brugensis ecclesiae nullius efficacis rationis praesidio fultus de facto lapsis jam pluribus mensibus et diebus occupavit, in suae salutis dispendium et praedicti praepositi dampnum non modicum et gravamen, eumdem praepositum offerentem ipsi comiti, sicut justum est, homagium et obsequii debiti promptitudinem, post longam exspectationem et deliberationem admittere contradixit et adhuc minus rationabiliter contradicit, eamdem cancellariam et ejus bona, non jure sed potius injuria et violentia, detinendo, ne dictus dominus comes in hac contradictione diutius dampnabiliter perseveret, instante praedicto praeposito contra dictum comitem et ejus in hac parte fautores hunc facere processum cogimur, qui super executione praefati summi pontificis mandati de negligentia causari nolumus, nec de inobedientia reprehendi. Vobis igitur atque vestrum cuilibet sub excommunicationis poena districte praecipiendo mandamus quatenus moneatis dictum comitem praesentialiter aut in ecclesiis vestris hora missae post ewangelium dictum, prout et quotiens lator praesentium requisierit, moneatis quidem ut infra tres dies post vestram monitionem, quos dies pro duobus terminis et pro tertio peremp-

torio assignamus, praedictum praepositum paratum eidem comiti facere quicquid jus, mos et ratio dictaverit, ad hoc ut dictam habeat et suscipiat cancellariam, ipsamque et quicquid ad eam pertinet, cum nunc perceptis fructibus vel qui a tempore dictae occupationis percipi potuerunt, amotis ab eadem cancellaria quibuslibet detentoribus, eidem praeposito restituat integre cum juribus et pertinentiis universis. Et ut paucioribus comes adjutus fautoribus prius et citius ad aequitatis et justitiae tramitem revertatur, vos omnes ballivos, scabinos, rationatores, clericos, servientes aut ministros et alias personas qualibet ratione subjectas praefato comiti super occupatione dictae cancellariae vel ejus detentione faventes, cujuscunque gradus, conditionis, aetatis aut sexus existant, necnon et omnes et singulos facientes aliquid, aut dicentes, consulentes aut suadentes, seu modo quolibet, clam vel palam, per se vel alium seu alios molestiam, injuriam, turbationem vel impedimentum praestantes, quominus dictus dominus praepositus praefatae praepositurae simul et cancellariae fructus, redditus et proventus, bona, jura, pertinentias et obventiones universas habeat libere, pleno jure possideat, eisdem integraliter et pacifice gaudeat et fruatur, necnon obsequentes talibus aut subsidium in aliquo vel patrocinium impendentes moneatis similiter, et specialiter illos quos lator praesentium vobis nominaverit, ut ab hujusmodi favore, consilio, ministerio, patrocinio, molestatione, injuria, turbatione vel impedimento, tam super habitis quam super habendis, infra praedictum terminum abstineant et desistant. Insuper moneatis modo simili omnes illos ac quemlibet illorum quod praedicto domino praeposito ratione praepositurae Brugensis et cancellariae Flandrensis, juriumque et pertinentiarum utriusque, aliquid dare, solvere, reddere, tradere, restituere, ostendere vel resignare debent, ut infra praedictum terminum praedicto praeposito vel procuratori suo satisfaciant competenter, alioquin omnes et singulos praedicto modo monitos et nostro mandato vel potius apostolico non parentes, quos extunc in hiis scriptis excommunicamus, excommunicatos publice nuntietis, facientes eos a vestris subditis et parrochianis tam in colloquio quam in commercio quolibet artius evitari, nobis monitionem et executionem si quae fuerint, ac diem monitionis sub vestris sigillis patenter et fideliter rescribentes. Ne vero praesentis executio mandati per negligentiam, fraudem vel malitiam alicujus retardetur, in omnes et singulos ves-

trum qui super hoc requisiti non fecerint infra biduum quod mandamus, si episcopus fuerit, privationis ingressus ecclesiae, si aliam habens ecclesiasticam dignitatem, suspensionis, si alia persona et ecclesiastica fuerit, et insuper in omnes et singulos executionem praesentis mandati modo quolibet elidentes, excommunicationis sententias dicta canonica monitione praemissa proferatis in hiis scriptis per praesentes litteras viso mandato. In cujus rei testimonium praesentes litteras confici et sigilli nostri pendentis fecimus munimine roborari.

Datum Cameraci anno Domini M° CC° nonagesimo quinto, die XIIII[a] mensis augusti, indictione VII pontificatus domini Bonifacii papae octavi anno primo.

CLXX.

Bref du pape Boniface VIII relatif au même objet.

Nos Bonefacius papa octavus Leonio de Flisco meritis suis exigentibus post resignationem omnium canonicatuum et praebendarum quas prius habuerat, praedictam praeposituram cum omnibus juribus et pertinentiis suis auctoritate apostolica contulimus et providimus de eisdem, decernentes extunc irritum et inane, si secus scienter vel ignoranter de praepositura praedicta a quoquam quavis auctoritate attemptatum existeret vel contingeret attemptari, non obstantibus consuetis de quorum tenore de verbo ad verbum in litteris nostris habenda esset mentio specialis, seu quod ipse Leonius in Viennensi ecclesia canonicatum et praebendam et praeposituram ecclesiae Sancti Salvatoris de Lavania Januensis dyocesis, curam animarum habentem ac quamdam annuam pensionem XL librarum sterlingorum a priore et conventu Vindoviensis ecclesiae noscitur optinere, etc. Unde mandamus quatenus vos, vel duo, aut unus vestrum per vos vel per alium seu alios, eumdem vel procuratorem suum ejus nomine in corporalem possessionem ejusdem praepositurae Brugensis ac jurium et pertinentiarum ejus inducatis auctoritate et defendatis induc-

tum, amoto exinde quolibet detentore, facientes eum nichilominus vel dictum procuratorem suum pro eo ad praeposituram eamdem praepositum, prout moris est, recipi et admitti, sibique de ipsius praepositurae fructibus, redditibus, proventibus, juribus et obventionibus universis integre responderi, non obstantibus omnibus supradictis, aut si eisdem capitulo vel aliquibus aliis ab eadem Sede indultum existat, quod interdici, suspendi vel excommunicari non possint per litteras quae de indulto hujusmodi plenam et expressam non fecerint mentionem.

CLXXI.

Un prieur accorde le secours des prières de son monastère.

Frater talis prior talibus salutem et disciplinis regularibus dirigi et servari.

Quia religionis acies cujus vita est vere militia super terram, tanto contra se cognoscit apertius inimici hominis saevitiam rugientis, quanto ab ea discedens non consentit eidem, imo quaerit contra infestationes hujusmodi suffragia oportuna, propter quod orationibus fratrum nostri ordinis quorum affectum dilectione vestra et multiplicibus beneficiis collatis eisdem vobis vendicastis plenius recommendari devotius postulastis et suorum bonorum participatione gaudere, imoque devote universitati vestrae in missis, orationibus, praedicationibus, vigiliis, jejuniis, abstinentiis, laboribus, caeterisque bonis, quae per fratres nostros Dominus per mundum fieri dederit universum, participationem concedo tenore praesentium specialem. Volo insuper ut post decessum vestrum animae vestrae precibus fratrum totius ordinis nostri recommendentur in nostro capitulo generali, si vestri obitus ibidem fuerint nuntiati, et injungantur pro ipsis missae et orationes sicut pro fratribus nostris defunctis fieri consuevit. Et quia frater adjutus a fratre in suo proposito proficere noscitur et firmari, vestrarum orationum communionem caritativa vicissitudine nobis et nostris fratribus rependi humiliter postulo et requiro, etc.

CLXXII.

L'abbé des Dunes vend à Égide Dop deux rentes l'une perpétuelle, l'autre viagère, à prendre sur la cense de Hem située sur l'Yser.

—

Universis praesentes litteras inspecturis frater Johannes dictus abbas et conventus de Dunis, Cisterciensis ordinis, Morinensis dyocesis, salutem in Domino sempiternam. Universitati vestrae significamus quod nos urgenti necessitate debitorum nostrum ob usurarum voraginem et saysinam bonorum nostrorum evitandas, cum alias ecclesiae nostrae commodius succurrere non possemus, unanimi consensu nostro pro communi utilitate nostrae ecclesiae vendidimus legitime dilecto nobis in Christo Ægidio, dicto Dop, oppidi Brugensis, filio Ægidii dicti Dops ex veteri urbe, pro se et suis haeredibus, perpetuum redditum ducentarum librarum et decem librarum Flandrensium annuatim pro duabus milibus et centum libris Flandrensibus nobis ab eodem Ægidio in numerata pecunia plenarie persolutis, quem perpetuum redditum ducentarum librarum et decem librarum Flandrensium assignamus eidem Ægidio et suis haeredibus annuatim perpetuo capiendum, habendum et possidendum super curtem nostram de Hem sitam supra Ysaram in officio Furnensi, obligantes dictam curtem cum omnibus terris et pertinentiis suis eidem Ægidio et suis haeredibus perpetuo pro dicto perpetuo redditu annuo persolvendo, eumdem Ægidium in plena possessione dicti redditus inducentes. Quem perpetuum redditum tenemur et promittimus eidem Ægidio et suis haeredibus perpetuo singulis annis solvere Brugis in festo Beati Martini hyemalis, renuntiantes in praemissis exceptioni non numeratae pecuniae, doli mali, vis, metus, beneficio restitutionis in integrum, omnibus gratiis et indulgentiis et privilegiis ac omnibus aliis exceptionibus et defensionibus quae nobis seu ecclesiae nostrae possent prodesse et dicto Ægidio seu suis haeredibus obesse, et quae contra praesens instrumentum vel factum in eo contentum possent ullo unquam tempore obici seu proponi. Promittimus etiam dicto Ægidio impetrare in proximo nostro capitulo generali litteras nostri capi-

tuli generalis ac reverendi patris nostri domini abbatis Clarivallensis super approbatione ac ratificatione praemissorum, et easdem litteras deliberare eidem Ægidio Brugis infra duos menses post dictum capitulum generale. Quod si casu quocunque contingente litteras capituli nostri ac domini Clarivallensis abbatis eidem Ægidio non deliberaremus infra terminum praenotatum, promittimus et tenemur eidem Ægidio dictam summam duarum milium librarum et centum librarum Flandrensium, cum redditibus unius anni, scilicet ducentis et decem libris Flandrensibus, restituere Brugis ad voluntatem et requestam suam vel suorum haeredum. Quod si ob defectum solutionis dictarum ducentarum librarum et decem librarum Flandrensium sive dictae pecuniae, videlicet duarum milium librarum et centum librarum Flandrensium, in parte vel in toto, contingeret eumdem Ægidium seu suos haeredes expensas facere vel dampna incurrere, promittimus et tenemur eidem Ægidio vel suis haeredibus dictas expensas solvere et dampna refundere ejusdem Ægidii seu suorum haeredum, simplici dicto absque probatione alia declarandum. Ad quae omnia nos et successores nostros erga dictum Ægidium et haeredes suos perpetuo obligamus. In cujus rei testimonium praesentes litteras eidem Ægidio sigilli nostri munimine, quo unico utimur in ordine nostro, tradidimus roboratas. Nos quoque frater Arnoldus dictus abbas et conventus monasterii de Thosan, Tornacensis dyocesis, constituimus nos fidejussores pro venerabili patre nostro domino abbate et conventu de Dunis erga dictum Ægidium et haeredes suos in praemissis, promittentes et obligantes nos nomine ecclesiae nostrae ad observantiam praemissorum omnium, si dictos abbatem et conventum de Dunis contingeret esse in defectu in praemissis vel aliquo praemissorum. In cujus rei testimonium praesentibus litteris sigillum nostrum una cum sigillo dictorum abbatis et conventus de Dunis duximus apponendum. Datum anno Domini M° CC° nonagesimo quinto, in vigilia beati Martini hyemalis.

CLXXIII.

Philippe le Bel ordonne de saisir les biens de Jacques Louchard.

—

Philippus, Dei gratia, Francorum rex, universis praesentes litteras inspecturis, salutem.

Notum facimus quod nos dilectum clericum nostrum magistrum Johannem Clarisensus, canonicum Sancti Quintini in Viromandia, exhibitorem praesentium, constituimus et ordinamus, ad saisandum et ponendum in manu nostra, tanquam superioris, omnia bona mobilia et immobilia, ubicunque sint et in quibuscunque locis seu rebus existant, quae fuerunt defuncti Jacobi Garet seu Louchard de Atrebato panetarii nostri quondam, ad salvandum jus quod in eis dicimus nos habere seu jus alterius cujuscunque.

Dantes praedicto clerico nostro potestatem et mandatum speciale levandi, saisiandi et capiendi praedicta bona ac etiam expletandi debita, petendi et recipiendi eadem, quitationes faciendi de receptis et omnia alia faciendi quae circa praemissa et ea tangentia fuerint oportuna.

Mandantes omnibus ballivis, praepositis et aliis subditis nostris, ut praedicto clerico nostro in praemissis omnibus et singulis et ea tangentibus pareant et intendant et ad mandatum ipsius executori celeri demandent.

Ut autem praefatus magister Johannes praedictum negotium sibi commissum utilius et liberius valeat excercere, quibuslibet aliis, tenore praesentium, inhibemus ne se de dicto negotio absque praefati magistri Johannis expresso mandato aliquatenus intromittant.

Actum apud Vicenas, in vigilia beati Mathei apostoli, anno Domini M° CC° nonagesimo quinto.

CLXXIV.

Interdit prononcé contre le comte de Flandre qui s'oppose à la prise de possession de la prévôté de Saint-Donat par Léon de Fiesque [1].

—

Edisius Marotellus, canonicus Cameracensis, executor una cum reverendo in Christo patre domino G., Dei gratia Sabinensi episcopo ac venerabili viro domino Grimerio, thesaurario Baiocensi, super gratia seu provisione venerabili viro domino Leonardo de Flisco facta auctoritate apostolica de praepositura Brugensis ecclesiae, Tornacensis dyocesis, et ejus juribus et pertinentiis a Sede Apostolica deputatus, cum clausula quod si non omnes etc. Universis et singulis abbatibus, decanis, praepositis, capitulis, prioribus, presbiteris, curatis et capellanis ac aliis quibuscunque personis ecclesiasticis, religiosis aut secularibus, per terram illustris viri domini G. comitis Flandriae et ejus jurisdictioni subjectam constitutis salutem et mandatis apostolicis firmiter obedire.

Cum sanctissimus pater dominus Bonifacius divina providentia papa VIII^{us}, attendens grandia probitatis merita quibus dictus venerabilis vir dominus Leonius de Flisco, Brugensis praepositus, pollere dinoscitur, praeposituram Brugensis ecclesiae, Tornacensis dyocesis, eidem contulerit atque sibi providerit, ipsum investiens de eadem una cum ejusdem juribus suis, pertinentiis universis, ac reverendo in Christo patri domino Sabinensi episcopo et thesaurario Baiocensi praedictis et nobis suis dederit litteris in mandatum ut nos aut duo vel unus nostrum per nos aut alium seu alium praefatum dominum Leonium vel procuratorem ipsius ejus nomine in corporalem possessionem ejusdem praepositurae Brugensis ac jurium et pertinentiarum ejusdem induceremus auctoritate apostolica et defenderemus inductum, amoto exinde quolibet detentore, ipsumque nichilominus vel procuratorem suum pro eo et ejus nomine faceremus ad eamdem praeposituram et in ecclesiae Brugensis praepositum, prout moris est, recipi

[1] Je serais disposé à croire qu'il y a erreur dans le prénom et qu'il s'agit ici du cardinal de Fiesque qui fut arrêté avec Boniface VIII par Sciarra Colonna à Anagni.

et admitti, sibique de ejusdem praepositurae fructibus, redditibus, juribus, obventionibus universis integre responderi, contradicentes per censuram ecclesiasticam appellatione postposita compescendo, prout in litteris memorati domini Bonifacii super his confectis haec et alia plenius continentur. Cumque praedictus dominus Leonius per venerabiles viros decanum et capitulum dictae Brugensis ecclesiae in suum et saepedictae Brugensis ecclesiae praepositum praedictarum auctoritate litterarum, unanimi eorumdem decani et capituli super hoc interveniente consensu, receptus extiterit habitus et admissus, tradita sibi vel quasi possessione praepositurae praedictae, prout moris fuit et est, super hoc consuetis et debitis sollempnitatibus observatis, et illustris vir dominus G., comes Flandriae, ad cancellariam Flandrensem quae siquidem ejus proventus et jura dictae praepositurae annexa et de juribus et pertinentiis ejusdem praepositurae ab antiquis et retroactis temporibus esse et fuisse et esse debere noscuntur, cujus cancellariae proventus et jura pro suae libito voluntatis contra justitiam, consuetudines et privilegia Brugensis ecclesiae et praepositurae praedictae, jam diu est, occuparat et occupat, et adhuc non sine multo scandalo et suae salutis dispendio detinet occupatos, in injuriam et gravamen praepositi antedicti, eumdem dominum Leonium praepositum Brugensem idem dominus comes, super hoc etiam a nobis vel de mandato nostro auctoritate praedicta, jam diu est, legitime ac competenter et sub certa forma, omnique maturitate super hoc adhibita, monitus et propter ejus contumaciam excommunicatus, exigente justitia a nobis, prout in legitimis documentis super hiis confectis haec et alia plenius continentur, non admiserit, nec admittat, sed admittere contradixerit et recuset, nec eidem domino praeposito de cancellaria jam dicta, ejusque proventibus et juribus, prout debet et debuit, responderi fecerit, nec curarit, nec curet facere responderi, quamquam praenominatus dominus praepositus pluribus diversisque vicibus cum temporis legitimo et debito intervallo, cum effectu, modo et forma debitis competenter obtulerit se paratum domino comiti memorato et paratus fuerit, et sic, ratione cancellariae praedictae, ejusque pertinentiarum et jurium, debitum homagium et obsequium dicto domino comiti, prout idem dominus praepositus ad hoc teneri poterit, facere et praestare: idcirco, cum obedientia nil prodesse deberet humilibus, si contemptus contumacibus non obesset, et incremento rebellionis et contumaciae accedente,

dignum sit ac justum ut poenae subsequi debeat incrementum, nosque velimus, ut praecise tenemur, praescripta mandata apostolica reverendo patri domino Sabinensi ac thesaurario Baiocensi praedictis, collegis nostris, nobisque exequenda ab Apostolica Sede directa exequi reverenter, ne de negligentia et torpore quolibet in praemissis a dicta Sede merito redargui valeamus, ac in ejusdem Sedis offensam propter hoc incidere de nostra negligentia super hiis ab eadem Sede graviter puniendi, licet propter nobilitatem et statum praeclarum domini comitis supradicti quadam aequitate et maturitate pensata, ejusdem domini comitis personae ac nobilitati et clarissimo ejusdem statui deferentes, post tempora monitionis super praemissis a nobis et de mandato nostro auctoritate praedicta sibi factae et excommunicationis a nobis in ipsum postmodum latae, post temporum competentia intervalla usque ad haec tempora ejusdem domini contumaciam in praemissis sub quodam facto velamine sustinuerimus, ut videremus si interim suam contumaciam cum effectu purgaret, quia in ea semper postmodum perstitit et perdurat in grave praejudicium praepositi memorati, nec possimus hoc ulterius in tantum et tam grave praefati domini praepositi praejudicium absque digna reprehensione nostri quodam quaesito pallio simulare, dicto domino praeposito cum multa et magna solertia saepius instante ac a nobis petente praedicta mandata apostolica executioni debitae demandari : hinc est quod nos ob ejusdem domini comitis contumaciam in praemissis et ob duratum contemptum ejusdem auctoritate praedicta nobis commissa totam terram ipsius domini comitis et ejusdem jurisdictioni subjectam, propter ipsius domini contumaciam, in hiis scriptis ecclesiastico supponimus interdicto, mandantes vobis et vestrum cuilibet auctoritate praefata, sub poena excommunicationis quam in vos et vestrum quemlibet, si contra feceritis, ferimus in hiis scriptis, quatenus dictum nostrum interdictum in ecclesiis vestris in terra et jurisdictione dicti domini comitis observetis et faciatis artius observari. Decernentes quod hujusmodi nostro interdicto non subjacent venerabilis ac sancta praedicta Brugensis ecclesia et sibi propinqua ecclesia Sancti Basilii, non legentes, nec deservitores earumdem, sed easdem et ipsos a vinculo hujusmodi nostri interdicti excipimus et specialiter exceptamus, reservatis nichilominus collegis nostris praedictis et nobis, jure et potestate super praemissis et ea tangentibus alias, prout faciendum fuerit,

procedendo. Ne quis autem in praemissis per ignorantiam se valeat excusare, sub excommunicationis poena districte praecipiendo mandamus quatenus hoc nostrum mandatum in ecclesiis vestris et aliis secundum requisitionem latoris ejusdem legatis per vos vel aliam ecclesiasticam personam et sollempniter publicetis, facientes dictum interdictum, per quemcunque lectum, publicatum vel alias notificatum fuerit, firmiter observari, quicquid inde feceritis nobis patenter et fideliter rescribendo. Si quis autem requisitus diligenter non fecerit quod mandamus, nos in eum et sibi in omnes executionem vel effectum hujus mandati modo quolibet impedientes sine fraude, dolo vel astuta malitia retardantes, aut latorem seu publicatorem aut notificatorem ipsius ob hoc aliqualiter molestantes, auctoritate domini papae qua fungimur, excommunicationis sententiam proferimus in hiis scriptis. Datum Cameraci anno Domini M° CC° nonagesimo quinto, feria secunda post festum Beati Mathei apostoli.

CLXXV.

Le pape Boniface VIII accorde au roi de France Philippe le Bel une année du revenu des bénéfices vacants.

Johannes, etc., discreto viro, etc. Litteras apostolicas cum vera bulla et filo canapis integro non aliqua sui parte vitiatas nos recepisse noveritis sub hac forma:

Bonifacius episcopus, servus servorum Dei, dilecto filio magistro Johanni de . . . . . salutem et apostolicam benedictionem. Meruit sincera devotio quam karissimus filius noster Philippus, rex Francorum illustris, erga Romanam Ecclesiam gerit ut nos personam suam paternis diligentes affectibus, ipsum specialibus gratiis et praecipuis favoribus prosequamur. Cum igitur occasione praesentis guerrae quae contra eumdem regem et regnum suum mota dinoscitur, eum subire oporteat onera expensarum, et nos dignum et rationi consonum arbitrantes ut in tanto necessitatis

articulo eidem regi apostolicae liberalitatis auxilium impendamus, ipsius regis devotis supplicationibus inclinati, celsitudini regiae omnes fructus, redditus et proventus ac obventiones quaslibet primi anni omnium praepositurarum, decanatuum, archidyaconatuum et aliarum quarumlibet dignitatum ecclesiasticarum, archiepiscopatibus, episcopatibus ac monasteriis seu abbatiis dumtaxat exceptis, et praebendarum ac beneficiorum omnium quae in regno ipso, praedicta guerra durante, vacare contigerit, in praedictarum expensarum subsidium, per nostras litteras de gratia concessimus speciali, proviso quod interim dignitates et beneficia hujusmodi debitis non fraudentur obsequiis, et animarum cura in eis quibus illa imminet, nullatenus negligatur. Quocirca discretioni vestrae per apostolica scripta mandamus quatenus vos vel duo aut unus vestrum per vos vel per alium aut alios praedictos fructus, redditus seu proventus faciatis eidem regi vel ipsius procuratori seu nuntio ejus nomine juxta hujusmodi nostrae concessionis tenorem integre ministrari, contradictores per censuram ecclesiasticam, appellatione postposita, compescendo, invocato ad hoc, si opus fuerit, auxilio brachii secularis, non obstantibus si personis aliquibus, cujuscunque dignitatis, ordinis, conditionis aut status existant, a Sede Apostolica sit indultum quod ad exhibendum alicui seu aliquibus fructus et proventus eosdem minime teneantur, quodque ad id compelli seu quod interdici, suspendi vel excommunicari non possint per litteras dictae Sedis non facientes plenam et expressam de indulto hujusmodi mentionem, et qualibet alia praefatae Sedis indulgentia generali vel speciali, cujuscunque tenoris vel expressionis existat, per quam praesentibus non expressam vel totaliter non insertam effectus earum impediri possit quomodolibet vel differri, et de quo in litteris nostris plenam et expressam ac de verbo ad verbum oportet fieri mentionem.

Datum apud Urbem Veterem, V idus augusti, pontificatus nostri anno tertio.

Cum igitur pro contento in praesentibus litteris vos ad tales dyoceses providerimus destinandos, vobis tenore praesentium mandamus quatenus omnes fructus, redditus et proventus et obventiones quaslibet primi anni beneficiorum superius expressorum quae in dictis civitate et dyocesi vacare contigerit vel vacaverint a data litterarum papalium praedictarum in subsidium expensarum quas praedictum dominum regem oportet pro sui

defensione regni subire, dicto domino regi concessos, ut praemittur, exigatis, levetis et recipiatis per vos vel per alium seu alios ac eos deponatis seu deponi faciatis in loco seu locis tutis, sicut expedire videritis, eidem domino regi vel ejus mandato, cum specialiter proinde mittetur, prompte et celeriter assignandos, contradictores si qui fuerint, per censuram ecclesiasticam et per brachii secularis invocationem, si necesse fuerit, compellendo. Et ut melius et efficacius complere hujusmodi mandatum valeatis in civitate et dyocesi supradictis in praemissis tam ad exemptos quam non exemptos quoscunque in locis praedictis vobis decretis secundum quod supra nobis ab Apostolica Sede facultas tribuitur, vobis vices nostras committimus donec eas ad nos duxerimus revocandas. Praedictas autem papales litteras quas utpote non plures recepimus, vobis propter viarum discrimina mittere non audemus, quasque servamus Parisius facturi petentibus quorum intererit copiam, fecimus ad majorem et veriorem cautelam per infrascriptum notarium publicari. In cujus rei testimonium praesentibus sigillum nostrum duximus apponendum. Datum, etc.

Et ego W. de Fino, clericus Rothomagensis dyocesis, publicus auctoritate apostolica et imperiali notarius, qui in discretorum virorum magistri Car. Ste. de Aco et Guidonis de Rate, Sancti Amandi Aurelianensis ecclesiae canonicorum, praesentia dictarum apostolicarum litterarum originale omni carens suspicione tenui et palpavi, et de ipso cum praescriptarum apostolicarum tenore collationem de verbo ad verbum feci, praesentibusque ad requisitionem supradicti magistri Johannis solito meo signo signavi.

CLXXVI.

Levée de la dîme sur les revenus ecclésiastiques au profit du roi Philippe le Bel.

Acuti doloris aculeis in intimis confossi, causam immo casum nostri ordinis Cisterciensis et totius ecclesiae gallicanae deplorantes multipliciter aggravari, intimamus quod nuper Parisius reverendus in Christo pater

dominus abbas Cisterciensis una cum caeteris praelatis regni et personis ecclesiasticis convocatus, sicut vos credimus non latere, ad tractandum de subventione domino nostro regi praestanda praetextu quorumdam privilegiorum sibi a domino papa concessorum, de novo annuens ne virtute dictorum privilegiorum inantea possemus incurrere gravamina, coactus concessit de consensu nostro pariter et assensu una cum caeteris praelatis dicti regni et aliis personis ecclesiasticis pro se nobisque monasteriis et locis nostri ordinis supradicti in dicto regno constitutis, quintam unam omnium reddituum et proventuum nostri ordinis saepedicti in duobus terminis persolvendam. Quare vobis omnibus et singulis in virtute sanctae obedientiae et sub poena excommunicationis et depositionis et in virtute praestiti et praestandi juramenti praecipiendo mandamus quatenus eidem patri domino Cisterciensi aut ejus mandato decimam omnium reddituum et proventuum vestrorum pro primo termino solutionis dictae quintae in festo Beati Johannis Baptistae integraliter et perfecte Parisius persolvatis, scituri vos nichilominus, nisi feceritis quod mandamus, cum poenis praedictis exponendos, immo jam expositos dictorum privilegiorum executoribus a domino papa super hoc specialiter constitutis, vobis qui generationem habetis iterum praecipientes ut sub forma, poenis et comminationibus hiis contentis coabbatibus et filiis vestris hoc idem indilate scribere et significare curetis.

CLXXVII.

Lettre des échevins de Termonde aux magistrats de la ville de Stralsund [1].

Viris providis et honestis ballivis, scabinis, coeterisque rectoribus ac burgensibus villae de Straelshonde ballivus et scabini de Teneramunda salutem et ad sua beneplacita se paratos.

Vestrae providentiae tenore praesentium innotescat quod talis, relicta

[1] Stralsund était l'une des cités hanséatiques.

talis, propter hoc coram nobis personaliter comparens in praesentia proborum plurimorum, Ægidium talem servientem ejus specialem suum constituit receptorem omnium et singulorum creditorum suorum ac obligationum marito suo defuncto, sibimetipsi vel Johanni famulo ibidem in partibus vestris mortuo factorum, nomine ipsorum conjugum, quocunque modo fuerit vel coram quibuscunque, dans et concedens dicto Ægidio famulo suo praedicto plenam et liberam potestatem et mandatum omnia bona ad ipsam relictam pertinentia, a famulo suo praedicto post decessum ejus ibidem relicta, ubicunque inventa fuerint vel per Ægidium praedictum inveniri possint, petendi et recipiendi, creditores suos post satisfactionem quitandi, omnia faciendi quae ipsamet faceret aut fieri posset in praemissis et praemissa tangentibus, si personaliter coram vobis interesset, rogantes vestrae prudentiae dilectionem quatenus dicto Ægidio, cum ad vos accesserit, ope, auxilio et consilio assistere velitis in causis suis rationabilibus et honestis, ut si qui creditores vel detentores bonorum aliquorum seu creditorum relictae praedictae ipsi Ægidio bona vel credita dominae suae deliberare recusaverint, ad satisfactionem et solutionem competentem, prout vobis subditi fuerint, compellere velitis et eum quanto de jure poteritis favorabiliter expedire, tantum inde facientes in subsidium juris quantum nos pro vobis vel vestris in casu consimili facere velletis vel majori.

CLXXVIII.

Procuration donnée à Marro, marchand et citoyen de Rome.

Universis praesentes litteras inspecturis Johannes, miseratione divina Tusculanus episcopus, salutem in Domino. Noverit universitas vestra quod constitutus in praesentia nostra discretus vir Angelus, natus nobilis viri Petri Henrici militis de Urbe, dilectus consanguineus noster, fecit, constituit et ordinavit suum verum et legitimum procuratorem, actorem et nuntium specialem Marronem, civem et mercatorem Romanum, licet absentem, ad petendum, exigendum et recipiendum a tali tantum, dans

eidem procuratori suo licentiam et speciale mandatum pro praedictis et quolibet praedictorum tam contra praedictos quam contra capitulum tale, quam etiam contra quascunque alias personas ecclesiasticas vel seculares, ad quos dicta pecunia pervenisset, agendi et defendendi libellum, dandi et recipiendi, excipiendi et replicandi, litem contestandi de calumpnia et veritate dicenda et cujuslibet alterius generis juramentum in animam suam praestandi, sententiam audiendi et appellandi, procuratorem unum vel plures substituendi, quitationem de hiis quae receperit faciendi, et generaliter omnia et singula faciendi quae verus et legitimus procurator facere potest, et quae idem ipse Angelus facere et excercere posset si personaliter interesset. Promittens se ratum habiturum quicquid per dictum procuratorem, substitutum vel substitutos ab eo factum fuerit in praemissis et quolibet praemissorum, sub obligatione omnium bonorum suorum. In cujus rei testimonium praesentes litteras mandamus sigilli nostri munimine roborari. Datum, etc.

Harum autem litterarum virtute praedictus Marro propter hoc in nostra praesentia personaliter constitutus, Hugonem de Layo, personam de......, pro se substituit in praemissis et quolibet praemissorum, dans eidem substituto potestatem plenariam ac etiam generalem et consimilem quam habet et habere potest et debet per litteras supradictas in praemissis omnibus et quolibet praemissorum eorumdem, et omnia et singula faciendi quae ipsemet faceret et facere posset et deberet in praemissis et eorum quolibet, si personaliter interesset. Quod omnibus ad requisitionem praedicti Marronis per praesentes litteras sigillatas sigillo nostrae curiae intimamus. Datum anno Domini, etc.

CLXXIX.

Fondation d'un hospice pour les pèlerins et les pauvres.

—

Universis Christi fidelibus praesentes litteras inspecturis N. permissione divina abbas ..... etc. Loca pia, personasque miserabiles quibus facultates

non suppetunt ad perficienda misericordiae opera inchoata et ad optatum et laudabile desiderinm adimplendum satis decet quod manus caritativa fidelium quae omnes virtutes excedit, visitet, consolando, porrigendoque de bonis suis auxilium oportunum ut in die ultimae necessitatis qui hic misericordes fuerint coram Deo misericordiam inveniant sempiternam. Inde est quod universitati vestrae tenore praesentium notum facimus quod apud. . . . . . quaedam domus de novo nomine hospitalis ordinata est et etiam deputata, ubi peregrini, pauperesque mendicantes transeuntes recipiuntur, hospitantur et eis pro viribus dictae domus facultatum victus necessaria ministrantur, et in ea breviter opera misericordiae excercentur. Unde cum ibidem commorantes praemissa perficere non valeant sine adjutorio et elemosinis fidelium, rogamus vos caritative in Domino exhortantes quatenus latori praesentium ad opus dictae domus, si placet, elemosinas vestras dignemini impertiri, ut per haec cum aliis quae pio animo feceritis summa Dei pietas et misericordia omni substracto obstaculo celeriter vos perducat ad gaudia sempiterna. Datum, etc.

CLXXX.

Aumônes à donner aux Juifs convertis.

Omnibus Christi fidelibus ad quos praesentes litterae pervenerint talis salutem in Domino. Ne conversi ad fidem catholicam retrospicere, quod absit, propter necessariorum defectum in Jhesu-Christi obprobrium et ignominiam orthodoxae fidei compellantur, dignum est non solum ipsorum indigentiae conversorum piis elemosinarum largitionibus necessariorum defectum sublevantibus eosdem pro christiani nominis gloria subveniri, verum etiam de ipsius Christi eisdem patrocinio provideri. Cum igitur tales praesint in exhibitione judaicae caecitatis errore relicto ad fidem Christi conversi et notorie lavacro baptismi renati non habeant unde vivant, degentes in christianismo voluntaria paupertate, rebus suis in

judaismo voluntarie delictis, eosdem Christi nominis professores et catholicae fidei zelatores ad vos omnes .... destinamus, caritative et fidelissime deprecantes in Domino et propensius exhortantes et in remissionem vobis peccaminum injungentes quatenus cum praedicti plus velint pati penuriam in nomine Jhesu-Christi quam cum inimicis fidei christianae suis progenitoribus temporalium ubertate gaudere, vos omnes ......, cum ad vos venerint elemosinas pro relevamine suae indigentiae petituri, elemosinarum piis et caritativis largitionibus misericorditer succurratis, apud subditos, notos ac vicinos vestros in petitione et consecutione ipsarum elemosinarum ipsos fideli diligentia et favorabili efficacia promoturi, ne propter necessariorum defectum relabi tanquam canis ad vomitum compellantur, et ne propter relapsum hujusmodi nomen Domini blasphemetur, et ne quam susceperunt et profitentur fideliter atque colunt, fides catholica vilis et contempta habeatur. Nos vero omnibus et singulis benefactoribus eorumdem confessis et contritis de omnipotentis Dei misericordia et Beatorum Petri et Pauli apostolorum ejus auctoritate ac Beati Martini, patroni nostri, meritis confisi, de injuncta sibi poenitentia XL dies misericorditer in Domino relaxamus, ratificantes nichilominus et valere volentes in nostra dyocesi omnes indulgentias ab aliis venerabilibus patribus et dominis archiepiscopis et episcopis datas et concessas eisdem.

CLXXXI.

Plaintes adressées au nom du chapitre de Saint-Donat sur l'absence de Jean de Dampierre, prévôt de Bruges.

Viro nobili et potenti, venerabili et discreto domino J. etc., salutem et ecclesiae suae gravaminibus et necessitatibus juxta officii sui debitum subvenire.

Multotiens vobis scripsimus quod ecclesiae nostrae praesentia vestrae personae ad relevationem ipsius quamplurimum esset necessaria, propter

casus quibus nostra gravatur ecclesia et gravata jamdiu extitit. quae gravamina, sicut credimus et sperare possumus et potuimus, cessavissent si vestra praesentia corporalis, ut debitum officii vestri exigit, affuisset. Gravamina quidem ipsius ecclesiae quae saepius vobis scripsimus et a vestra non credimus excidisse memoria, longum esset per singula enarrare. Hoc tamen ad praesens non possumus praetermittere quin prudentiae vestrae significare curemus de vestro procuratore magistro . , ... qualiter nostros concanonicos et personas ecclesiae nostrae verbis probrosis et factis in nostrum scandalum redundantibus male tractavit frequenter et tractat cotidie, quando suae non annuunt voluntati, praesertim dum nostri capituli vice in loco viscarnae nostrae ac vestrae vel alibi quicquam agunt, vel hactenus usque ad tempora hodierna egerunt, et qualiter coram venerabili patre domino archidiacono, coram etiam illustri nostro comite, ubi fuit maxima multitudo magnatum astantium et audientium, contra ecclesiam nostram et nostrum totale capitulum verba incongrua et injuriae plena protulit et asseruit pro scabinis Brugensibus et pro villa Brugarum se magis debere consilium, patrocinium et auxilium quam capitulo nostro et nostrae Brugensi ecclesiae impartiri, et etiam ad hoc ipsum ibidem se promptum obtulit et paratum. Praeterea dictus magister hospites seu homines ecclesiae nostrae seu nostros qui legi per nostros concanonicos exercendae secundum consuetudinem observatam ibidem hactenus inconcusse subjacent, praeter legem et concanicorum nostrorum judicium legem sequens et judicans, immo etiam contra legem antedictam et judicium intrudit in petram et carcerem minus juste in nostrum praejudicium et gravamen, ballivum etiam vestrum despicere canonicorum judicium et praeceptum eorum legitimum facit et eum confovet in ipsius contemptu praedicto, maxime circa intrusionem cujusdam hospitis nostri, quam intrusionem praeter canonicorum judicium immo etiam spreto canonicorum judicio factam praedictus ballivus de vestri procuratoris mandato et jussu vel quasi temere fecit, suum hoc modo transgrediens juramentum praestitum ab eodem, quem tanquam perjurum a suo vellemus officio amoveri. et fuimus in proposito non intrandi virscarnam pro excercendis judiciis et reddendis. Hoc tamen distulimus et differimus usque ad certum terminum ob reverentiam vestrae personae, ut congruit, cujus consilium et responsum quod per vos breviter nobis dari et fieri. sic ut nobis et vobis

ut ipsi ecclesiae nostrae concordia, pax et honor debite conserventur, instanter requirimus, et ipsum responsum, si nimium non tardaverit, exspectamus in nostrae dilationis termino praenotato. Vos igitur pacem nobiscum diutinam, sicut vobiscum habere desideramus perpetuam, affectantes curetis intendere et cum efficacia oportunum remedium adhibere necessitatibus et gravaminibus antedictis, ne alias forsan, quod absit, ad superiorem et nostrum et vestrum nos licet invitos oporteat propter nostram ecclesiam relevandam habere recursum.

CLXXXII.

Bulle de Nicolas III accordant l'absolution à trois chapelains de la comtesse Marguerite, qui n'avaient pas strictement observé les règles relatives à la célébration des offices dans les localités frappées d'interdit.

Universis, etc., prior etc. Noveritis nos litteras apostolicas non abolitas, non cancellatas, nec in aliqua sui parte vitiatas vidisse et recepisse in haec verba :

Nicholaus episcopus, servus servorum Dei, dilecto filio priori..... salutem et apostolicam benedictionem. Significavit nobis dilecta in Christo filia nobilis mulier Margareta comitissa..... quod, cum sibi esset ab Apostolica Sede concessum ut cum generale interdictum terrae foret, ipsa comitissa cum tota ejus familia in locis interdictis per suos proprios capellanos posset facere celebrari divina, submissa voce, januis clausis, excommunicatis et interdictis exclusis, dum tamen ipsa vel aliquis de dicta familia causam non dedissent hujusmodi interdicti, St..... H..... et J..... presbyteri capellani ejusdem comitissae in oppido de Duaco per venerabilem fratrem nostrum Attrebatensem episcopum ecclesiastico supposito interdicto ad quod dicta comitissa vel aliquis de dicta familia causam non dederunt, in vigilia Beati Dyonisii vesperas et completas ac in die sequenti horas diurnas usque ad nonam, coram ipsa comitissa, in

capella propria sollempniter celebrarunt, ac suum errorem tunc penitus ignorantes divina etiam postea celebrarunt officia, confessiones audiverunt, immiscuerunt se divinis et in suis ordinibus etiam ministrarunt, quamquam ipsi demum, postquam errorem hujusmodi cognoverint, a celebratione divinorum cessaverint reverenter, non advertentes comitissa et capellani supradicti eadem divina submissa voce celebrari debere in concessione apostolica contineri, super quibus dicta comitissa eorumdem capellanorum provideri saluti a nobis humiliter postulavit. De tua itaque circunspectione plenam in Domino fiduciam obtinentes praesentium tibi auctoritate concedimus ut cum eisdem capellanis qui facti immemores vel juris ignari, non tamen in contemptum clavium, divina ipsa celebrasse ac ipsis se immiscuisse, audivisse confessiones ac in suis ordinibus ministrasse dicuntur, injuncta eis pro modo culpae poenitentia competenti, liceat tibi de misericordia quae superexaltat judicio, super irregularitate, si quam exinde contraxerint, prout eorum saluti expedire videris, dispensare, non obstante indulgentia qua tibi vel ordini tuo dicitur esse concessum quod non teneamini vos intromittere de hiis quae vobis a Sede Apostolica committuntur. Datum Romae, etc.

Comparentibus igitur coram nobis dictis St.... H. et J.. praefatae dominae comitissae capellanis, idem capellani proponentes coram nobis ita esse prout in litteris apostolicis continetur, et quod ipsi capellani post dictam vigiliam Beati Dyonisii divina celebrarant et se illis immiscuerant, confessiones audiverant et in suis ordinibus ministraverant, sub praestitis ab eis juramentis firmiter asserentes quod non in contemptum clavium, sed juris ignari, divina ipsa celebraverant seu se illis immiscuerant, confessiones audiverant ac in suis ordinibus ministraverant, nobis humiliter supplicarunt quatenus super irregularitate, si quam exinde contraxerint, secum auctoritate nobis in hac parte commissa misericorditer dispensare curaremus.

Nos autem considerantes facti circunstantiis et aliis quae circa haec fuerunt attendenda, injuncta eis pro modo culpae poenitentia competenti, cum eisdem presbyteris capellanis super irregularitate, si quam ex praemissis contraxerint, auctoritate apostolica nobis commissa juxta traditam nobis formam misericorditer dispensavimus et etiam dispensamus.. In cujus rei testimonium, etc.

CLXXXIII.

Les religieux de l'ordre de Citeaux s'adressent au pape afin qu'il les recommande à la protection de leurs supérieurs diocésains.

—

Sanctissimo patri ac domino...... Dei gratia summo pontifici, suus qualiscunque filius...... etc.

Quia multorum jam caritas in tantum refriguisse cernitur quod vix ullus in filiis hominum qui servet aequitatem justitiae reperitur, non est qui tueatur pauperes, qui foveat pupillos et orphanos in jure, seu protegat innocentes; et maxime vestri, domine, fratres Cisterciensis ordinis, pressuras et injurias a perversis sustinentes assiduas, in rebus et personis tutores non inveniunt, nec a suis dyochesanis etiam quibus cura de talibus debuisset incombere, possunt ullum respirandi consilium reportare, cum et ipsi dyochesani privilegia quae vos et praedecessores vestri benigne solita contulistis ordini nec observant, nec faciunt observari, et sic omni destituuntur auxilio dicti fratres nisi Sacrosanctae Sedis Apostolicae fulciantur praesidio cujus patrocinio committuntur. Qua propter nos coram Sanctitatis Vestrae pedibus spiritu prosternentes duximus cum suspiriosis precibus supplicandum quatenus devotis in Christo filiis paterna providentia subvenire velitis, et per mandatum curetis apostolicum vestros ad hoc dyochesanos inducere quod super indulgentiis, privilegiis et super jure nostro studeant magis solito nos fovere.

CLXXXIV.

Appel adressé au pape par les religieux de l'ordre de Citeaux contre l'archevêque de Reims [1].

—

Venerabilibus, etc., ad quos praesentes litterae pervenerint fratres. . . . . de Tribus Fontibus . . . . . , de Fusniaco et. . . . . . de Igniaco. abbates. salutem et spiritum consilii et fortitudinis in agendis. Quoniam necessarium est et utile obstare principiis ne forte scintilla tenuis in flammam transeat destructivam, et reverendus pater dominus R.. permissione divina Remensis archiepiscopus, nisus fuit et nititur a venerabilibus in Christo patribus de. . . . . . et de. . . . . , necnon a nobis procurationes pecuniarias extorquere virtute cujusdam privilegii sibi a Sede Apostolica concessi, dicti vero abbates videntes et considerantes hoc esse contra privilegia et ordinis libertates, insuper, si praemissa sustinerent, cederent in dictorum abbatum, suorumque monasteriorum, necnon totius ordinis grave dispendium, praejudicium, dampnum non modicum et gravamen. hujusmodi procurationes a dicto domino archiepiscopo petitas eidem praestare recusant et recusaverunt, propter quae moniti ab executoribus seu conservatoribus domini antedicti ut infra certum terminum sibi satisfacerent de eisdem, volentes dicti abbates suae inniti prudentiae. deliberato consilio ad Sedem Apostolicam provocaverunt et appellaverunt in scriptis legitime et etiam competenter. Nos vero ab ipsis super praemissis omnibus et singulis plenius informati, attendentes quod error cui non resistitur, approbatur, insuper quod omnes tangit, debet ab omnibus approbari, videntesque habito super hoc diligenti consilio praedictam appellationem legitime esse factam pro utilitate communi totius ordinis ac etiam ejusdem libertatibus conservandis, meritoque et omne merito diligenter cognitis, secundum quod cautum est in diffinitionibus capituli generalis, vobis omnibus et vestrum singulis mandamus, auctoritate dicti capituli nobis in hac parte commissa et sub poena in dictis diffinitionibus dicti capituli

[1] Cet archevêque de Reims est Robert de Courtenay (1299-1324).

contenta, quatenus hac instanti die Beatae Luciae apud Remis absque tergiversatione personaliter intersitis informandi a nobis plenissime de praedictis, contributuri etiam quilibet secundum statum suum et domorum suarum facultates et processuri in dicto negotio secundum quod ab antiquo in nostro ordine fieri consuevit, tantum inde facientes quod procuratores propter hoc ad Romanam curiam destinandi in prosecutione dictae causae appellationis ad Sedem Apostolicam legitime interjectae se habere valeant, vestro fulti consilio et auxilio efficaci ad utilitatem ordinis, commodum pariter et honorem, et quod de negligentia, quod absit, minime valeatis super praemissis in sequenti capitulo redargui vel puniri. Caeterum in signum hujus mandati a nobis recepti sigilla vestra cum nostris ibidem appensis vos vel priores vestri praesentibus litteris apponatis. Datum, etc.

CLXXXV.

Priviléges accordés à Jean de Heerden, docteur de l'Université de Paris [1].

Reverendo viro religioso et honesto, magistro Johanni de Wardo, monacho de Dunis in theologica facultate Parisius legenti, frater Theobaldus abbas Cistercii, cum sincera in Domino dilectione salutem et de fontibus salvatoris habundanter haurire et salubriter effundere sapientiam salutarem.

Dignum est ut amplioribus gratiae beneficiis et specialioribus specialis libertatis gratiis attollantur quibus vitae bonitas, morum honestas, scientiae radiositas ac diversarum virtutum gratiosa merita suffragantur, attendentes ergo vestrae merita probitatis, labores insuper innumeros quos in acquisitione salutaris sapientiae per longas vigilias sustinuistis hactenus, et in studendo, legendo, disputando et praedicando cotidie sustinetis, non impro-

[1] Ce document est du 9 avril 1292.

vide providendo, studiositatem vestram dignam duximus specialis favoris gratia relevandam et salutaris sapientiae margaritam cunctis regnis et regibus praeferendam, per vos retroactis temporibus laboriosis studiis et studiosis laborius acquisitam, specialis libertatis auspiciis attollendam. Hinc est quod auctoritate capituli generalis nobis in hac parte consensum praestantis et nostra, vobis concedimus post abbates ubique stare, in mensa loqui ac cum monachis in abbatiis, etiam in abbatis vel praesidentis absentia in hospitiis cum honestis et reverendis personis comedere.

CLXXXVI.

L'archevêque de Reims[1] ordonne la levée de certaines taxes ecclésiastiques pour faire face aux dépenses qui résulteront du procès soutenu à Rome contre les Frères Mineurs.

P. Dei gratia Remensis archiepiscopus et.. ..... per ejusdem permissionem episcopi salutem, etc.

Ad fructificandum in ecclesia quae ager divinus dicitur vel nuncupatur sensibus nostris inesse debeat illa sollicitudo continua quantumcunque diversa negotia quae nobis incombunt ex officio debito diversimode distrahant mentes nostras, ad illa tamen praecipue intimae considerationis oculos dirigamus per quae vitetur periculum animarum. Cum itaque inter nos et viros religiosos fratres praedictos et minores, occasione cujusdam concessionis a felicis recordationis domino Martino papa quarto super confessionibus audiendis et injungendis poenitentiis sibi factae, gravis esset orta dissentio et dissentionis materia, sicut universitatem vestram credimus non latere, pro eo videlicet quod idem fratres dicunt et asserunt se intelligere eo modo quod dilucide obviant juri communi et consiliis et constitutioni Romani pontificis et intentioni, ... ex quibus assertionibus praesumptuosis temerariisque, quod dolentes referimus, multa

[1] Pierre Barbet, archevêque de Reims, de 1274 à 1298.

scandala et animarum pericula in clero et populo sunt exorta, cum periculo subditorum nostrorum quorum sanguis in districto examine a nobis requiretur manibus, praesertim cum in suscipiendo coram ipsorum nostras obligaverimus animas pro eisdem, et licet plures tractatus habiti sint hinc et inde (vel sic) licet plures tractatus amicabiles cum fratribus habuerimus memoratis. per quos credebamus evitare pericula et scandala supradicta et praedictos amicabiliter inducere ut resipiscerent et desisterent ab incoepto et quod ipsi non praesumerent pontificale officium usurpare, ipsos tamen ad id allicere nequeuntes, necesse habuimus super tam arduo et periculoso negotio provinciale consilium convocare, Deo propitio, in eodem negotio salubre consilium quaesituri, et demum venerabilibus fratribus nostris praedictis suffraganeis, procuratoribus chathedralium ecclesiarum, abbatibus, prioribus, conventualibus non exemptis et aliis ecclesiarum praelatis praefatae provinciae qui ad hoc vocandi fuerint vocatis per nos archiepiscopum supradictum ad diem. . . . . . ad jamdictum consilium, ipsisque praesentibus in eodem deliberato consilio statuimus nostrum omnium, necnon procuratorum fratrum nostrorum Suessionensis et Cameracensis episcoporum, de quorum absentia tunc constabat, qui quidem procuratores ad hoc habebant speciale mandatum, multorum abbatum et praelatorum ejusdem provinciae consensu et etiam voluntate, praedictum negotium in curia Romana usque ad ipsius totalem expeditionem statuimus prosequendum et decrevimus auctoritate consilii memorati. Et quia circa ipsius prosecutionem necesse habemus expensas facere, necnon circa supplicationes contra abusores litterarum apostolicarum, per quas tam clerici quam laïci ejusdem provinciae graves jacturas et dampna intollerabilia patiuntur, et alia negotia saepedictae provinciae promovendae summo pontifici facienda, in eodem consilio deliberatione provida statuimus quod nos praedictus Remensis archiepiscopus et unusquisque episcopus suffraganeorum nostrorum vicesimam reddituum nostrorum anni praesentis solvere teneamur infra instans Pascha pro eisdem negotiis prosequendis. Et quia paterna dilectio et devotio filialis illam insolubilem unionem inter se merito vendicant quod pater et filius quicquid in hujus vel illius animo geritur praecordialiter sentiunt et affectant, nec aliter quam ad semetipsum oportunis temporibus recurrit alter ad alterum, cum hoc caritas innuat et debitum exigat honestatis, in eodem consilio

superduximus ordinandum quod omnes abbates, decani, capitula. parrochianarum ecclesiarum rectores non exempti Remensis provinciae centesimam reddituum et proventuum suorum anni praedicti infra terminum praedictum solvere teneantur et apud illos deponere quos in hac parte duxerimus ordinandos, nichilominus quilibet episcopus in sua dyocesi exigendi, colligendi et recipiendi dictam centesimam a suis subditis, necnon compellendi eosdem ad id auctoritate consilii ad solvendum scilicet praelibatam centesimam habeant potestatem. Illi vero qui centesimam alias sibi impositam in toto vel in parte hactenus non solverunt, ad solvendum eamdem vel quod residuum fuerit infra instantem Purificationem Virginis Gloriosae auctoritate praedicti consilii compellantur, et nichilominus memorati episcopi eorum postquam plene satisfecerint, poterunt illos absolvere qui pro defectu solutionis dictae centesimae excommunicationis sententiam incurrerunt. In quorum testimonium et munimen sigilla nostra. una cum sigillis praedictorum Suessionensis et Cameracensis episcoporum duximus praesentibus apponenda.

Nos Suessionensis et Cameracensis episcopi praedicti promissionibus, prout superius continentur, benignum assensum favorabiliter impartimur. et ea in nostris dyocesibus auctore Domino et quantum vires nostrae poterunt. promittimus nos facturos, ad quorum evidentiam pleniorem praesentes litteras una cum sigillis reverendorum patrum supradictorum sigillis nostris fecimus sigillari. Datum et actum Remis etc.

Harum igitur auctoritate litterarum tibi praecipiendo mandamus quatenus moneas diligenter omnes abbates et caeteros non exemptos cujuscunque decanatus ut infra instantem terminum quem peremptorie dictis personis auctoritate dicti consilii assignamus, centesimam proventuum et reddituum suorum anni praesentis. abbates vero, decani et capitula sigillifero nostro Tornacensi, tibi autem decano parrochiarum presbyteri Tornacensis dyocesis quos ad praemissa recipienda constituimus. persolvant. alioquin termino datae monitionis elapso ipsos qui infra praedictum terminum non solverint. extunc abbates. decanos et capitula. presbyteros parrochiarum suspensionis, capitula vero interdicti sententiis auctoritate dicti consilii innodamus. quas sententias suspensionis et interdicti si animo indurato per quindecim dies sustinuerint abbates. decani. presbyteri et capitulorum majores personae, extunc sententiam excommunicationis aucto-

ritate dicti consilii à nobis latas incurrant. Moneas nichilominus eadem auctoritate omnes illos qui centesimam aliam impositam in parte vel in toto non solverint, ut infra terminum dictam centesimam vel quod residuum fuerit tibi decano presbyteri parrochiarum, sigillifero Tornacensi abbates, decani et capitula integre persolvant, alioquin procedemus contra eos auctoritate praedicta, prout instantia suadebit. Et quid inde feceris vel receperis, nobis fideliter referas et rescribas.

CLXXXVII.

Le pape Honorius IV annonce qu'il a confié à l'archevêque de Ravenne le soin de le représenter dans des affaires qui intéressent l'Église.

Honorius episcopus, servus servorum Dei, venerabilibus fratribus patriarchis, archiepiscopis et episcopis ac dilectis filiis, abbatibus, prioribus, decanis, praepositis, archidyaconis, archipresbiteris, plebanis et aliis ecclesiarum praelatis et eorum vices gerentibus ac personis ecclesiasticis, religiosis et aliis, ecclesiarum et monasteriorum capitulis et conventibus exemptis et non exemptis Cysterciensis, Cluniacensis, Cartusiensis, Praemonstratensis, Sancti Benedicti et Sancti Augustini ac aliorum ordinum, necnon magistris et praeceptoribus militiae Templi et hospitalis Sancti Johannis Hierosolimitani, Beatae Mariae Theutonicorum militiae, Sancti Jacobi et Calatravensis, ad quos litterae istae pervenerint, salutem et apostolicam benedictionem.

Cum venerabilem fratrem nostrum Bonefacium, archiepiscopum Ravennacensem, pro quibusdam nostris et Ecclesiae Romanae negotiis destinemus, universitatem vestram rogamus et hortamur attente per apostolica vobis scripta mandantes quatenus dictum archiepiscopum, necnon potius nos in ipso, cum ad partes vestras transitum fecerit, ob reverentiam Apostolicae Sedis et nostram benigne recipientes et honeste tractantes eumdem, sibi pro suis et familiae suae necessariis in sex libris Turonensium

diebus singulis et securo conductu, necnon in evectionibus oportunis si sua in via decesserint vel defecerint, cum super hiis per ipsum vel ejus nuntium fueritis requisiti, in eundo, morando et redeundo, liberaliter providere curetis; et si eumdem archiepiscopum in aliquibus locis vel loco interdum moram trahere contigerit, volumus quod non solum eorumdem, eisque vicinorum vel adjacentium partium, sed aliarum etiam, sicut idem archiepiscopus pro hujusmodi omnibus dividendis et facilius supportandis expedire viderit, remotarum, patriarchae, archiepiscopi, episcopi, electi, abbates, priores, decani, praepositi, archidyaconi, archipresbyteri, plebani et alii ecclesiarum, eorumque vices gerentes ac personae ecclesiasticae religiosae et seculares, ecclesiarum et monasteriorum capitula et conventus exempti et non exempti, Cysterciensis, Cluniacensis, Cartusiensis, Praemonstratensis, Sancti Benedicti et Sancti Augustini et aliorum ordinum, necnon magistri et praeceptores militiae Templi, Hospitalis Sancti Johannis Jerosolymitani, Sanctae Mariae Theutonicorum militiae, Sancti Jacobi et Calatravensis ac quorumcunque aliorum locorum ecclesiasticorum contribuere in subventionibus hujusmodi teneantur. Sic itaque mandatum nostrum efficaciter adimplere curetis quod idem archiepiscopus, cum ad nos redierit, de vobis grata nobis referre valeat et accepta, et nos devotionem vestram possumus exinde merito commendare. Alioquin sententiam quam ipse per se vel per alium seu alios rite tulerit in rebelles, ratam habebimus et faciemus, auctore Domino, usque ad satisfactionem condignam, appellatione remota, inviolabiliter observari, non obstantibus si aliquibus est ab eadem Sede indultum quod nuntiis Sedis ipsius aliquam procurationem exhibere vel in ipso contribuere, nisi ad eos declinaverint, minime teneantur, seu quod interdici, suspendi vel excommunicari non possint per litteras apostolicas quae de indulto hoc totoque tenore ipsius plenam et expressam non fecerint mentionem seu aliquibus privilegiis vel indulgentiis quibuscunque personis, locis vel ordinibus sub quavis forma verborum ab eadem Sede concessis, de quibus quorumque totis tenoribus in nostris litteris similis mentio sit habenda et per quae praesens mandatum nostrum quemlibet valeat impediri. Datum Romae apud Sanctam Sabinam nona kalendas decembris, pontificatus nostri anno secundo.

CLXXXVIII.

Élection de Nicolas d'Amiens comme doyen de l'église de Saint-Donat à Bruges.

In nomine Patris et Filii et Spiritus Sancti, amen.

Universis praesentes litteras inspecturis capitulum Sancti Donatiani Brugensis salutem in Domino. Nostra ecclesia destituta decano et decanatu ibidem vacante per mortem magistri Ægidii dicti Bonin, quondam decani ecclesiae nostrae, et ipsius corpore ecclesiasticae tradito sepulturae, nos convenientes in capitulo qui tunc praesentes eramus, assignavimus et praefiximus certam diem, videlicet feriam quintam post Epyphaniam Domini, ad providendum nostrae ecclesiae de decano, vocatisque omnibus et singulis qui debuerunt, potuerunt et voluerunt interesse, die adveniente ad eligendum praefixa, pulsato ad capitulum, prout moris est, invocata Spiritus Sancti gratia, praesentibus in capitulo omnibus et singulis qui debuerunt, voluerunt et potuerunt interesse, post nonnullos tractatus habitos qui caruerunt effectu, placuit omnibus et singulis de capitulo dictae nostrae ecclesiae de decano per formam scrutinii providere; et sic electi fuerunt tres de capitulo homines fide digni, videlicet : magistri Gerardus de Oupi, Johannes de Duaco, presbiteri, et Willelmus de Wevelswale, dyaconus, qui vota sua et singulorum scrutarentur, inquirerent et in scriptis redigerent et mox publicarent in communi. Qui secedentes in partem vota cunctorum sua et aliorum scrutati fuerunt sigillatim et secreto, et in scriptis redegerunt, moxque publicarunt in communi. Qua publicatione facta apparuit de XVI canonicis qui erant in nostro capitulo tunc praesentes et non plures, ex eis videlicet magistrum Brictium, praepositum Sanctae Mariae Brugensis, cantorem nostrae ecclesiae, Willelmum de Vienna, magistrum Gerardum de Oupi, dominum Johannem de Songnies, magistrum Johannem de Virsiaco, magistrum Johannem de Duaco, sacerdotes, Johannem de Venans, dyaconum, Petrum de Fabrica ac Symonem de Sancto Benedicto, cum protestatione quod vox sua valet quantum de jure posset, admissum subdyaconum nominasse in decanum, virum scilicet litteratum,

honestum, in spiritualibus et temporalibus circunspectum, valentem et scientem ecclesiae nostrae jura tueri, videlicet magistrum Nicholaum de Ambianis, canonicum nostrae ecclesiae, aliis in alios dirigentibus vota sua, factaque collatione numeri ad numerum, zeli ad zelum, meriti ad meritum, inventum est in praefatum magistrum N. majorem et saniorem partem totius capituli consensisse. Quod videntes alii qui in scrutinio alios nominarant, videlicet majorem et saniorem partem totius capituli in praefatum magistrum N. consensisse, praedictae nominationi de magistro N. consenserunt, et una cum aliis adhaeserunt eidem. Quibus actis incontinenti Willelmus de Wevelswale, noster concanonicus, nomine suo et eorum qui in dicto scrutinio praedictum magistrum N. nominarant, et nomine totius capituli et de consensu eorum ac mandato, praefatum magistrum N. elegit in decanum nostrae ecclesiae per haec verba : In nomine Patris et Filii et Spiritus Sancti. Ego Willelmus de Wevelswale, canonicus ecclesiae Sancti Donatiani Brugensis, nomine meo et omnium qui consenserunt in praedictum magistrum N. et nomine totius capituli nostri de mandato eorum eligo in decanum ecclesiae nostrae Sancti Donatiani Brugensis virum providum et discretum magistrum Nicholaum de Ambianis, nostrum hujus ecclesiae concanonicum. Quibus actis, cum instantia nos omnes et singuli requisivimus eumdem ut electioni de se factae suum vellet praebere assensum. Qui volens uti juris consilio, nobis respondit se deliberaturum. Habita deliberatione, pro profectu ecclesiae, non recusans laborem, die Jovis post octavas Epyphaniae in nostro capitulo electioni de se factae consensit in haec verba : Ego magister Nicholaus de Ambianis, canonicus ecclesiae Beati Donatiani Brugensis, electus in decanum ejusdem ecclesiae, in primis protestor quod per consensum electioni de me factae in decanum ecclesiae praedictae et acceptationem dicti decanatus, si me consentire et acceptare contingat, non fiat mihi praejudicium in canonicatu et praebenda quos in ecclesia praedicta obtineo, si appareat ipsum decanatum alii deberi et mihi non competere vel competere non posse. Hac protestatione praemissa, ego dictus magister Nicholaus de Ambianis a praedicta protestatione non recedens, immo eidem firmiter inhaerens, dictae electioni de me factae, si dictus decanatus nulli alii de jure competat seu etiam debeatur, consentio et dictum decanatum accepto.

Et nos, prout moris est, eum duximus ad ecclesiam, *Te Deum laudamus* decantantes.

In cujus rei testimonium sigillum nostrae ecclesiae praesentibus duximus apponendum. Datum, etc.

CLXXXIX.

Protestation de l'abbaye des Dunes contre la levée de la dîme sur les biens ecclésiastiques au profit de Philippe le Bel.

Universis praesentes litteras inspecturis officialis Morinensis salutem in Domino.

Noverit universitas vestra quod anno Domini M° CC° nonagesimo octavo, sabbato post Nativitatem Beatae Mariae, in praesentia nostra personaliter constitutus frater A., monachus de Dunis, procurator ad infrascripta virorum religiosorum . . . . abbatis et conventus de Dunis, Cisterciensis ordinis, Morinensis dyocesis, protestatus fuit, provocavit, appellavit et fecit nomine procuratorio pro eisdem in praesentia nostra prout inferius continetur :

Ego frater A., monachus de Dunis, procurator virorum religiosorum abbatis et conventus dicti monasterii Cisterciensis ordinis protestor nomine procuratorio pro eisdem quod non est intentionis eorumdem, nec meae procuratorio nomine pro eisdem opponere, contradicere, rebellem existere mandatis apostolicis, nec etiam eorum delegatorum, subdelegatorum a dictis delegatis substitutorum, nec processibus eorumdem, nisi prout jura volunt seu patiuntur. Qua protestatione facta, ego procurator praedictus procuratorio nomine pro dictis dominis meis et singulis eorumdem et eisdem adhaerentibus in casu propono, provoco et appello in modum qui sequitur :

Cum ordinatum sit et concordatum inter Philippum, Dei gratia regem Francorum, vel ad ejus certum mandatum, ex una parte, et illos de ordine Cisterciensi, et specialiter inter abbatem Cisterciensem nomine suo et

nomine sibi subditorum in regno Franciae, ipsis ratum habentibus ex altera, quod dicti Cistercienses decimam reddituum et proventuum suorum ecclesiasticorum et specialiter pro termino Assumptionis Beatae Mariae ultimo praeteritae solvant certis personis aliis quam collectoribus decimae Morinensibus, et maxime abbati de Joiaco, Cisterciensis ordinis, praemissis non obstantibus, et specialiter magister Gaufridus de Boscho, canonicus Nivernensis, qui se gerit pro subdelegato a reverendo patre Rothomagensi archiepiscopo judice seu executore a domino papa dato, auctoritate praedicta moneri fecerit et mandaverit dictos abbatem et conventum de Dunis, Cisterciensis ordinis, et dicto abbati Cisterciensi subditos ut infra quindecim dies a tempore monitionis sibi factae integre et perfecte solvant collectoribus Morinensibus decimam reddituum et proventuum suorum ecclesiasticorum pro termino festi Assumptionis Virginis Gloriosae praedictae, alioquin dictum abbatem termino dictae monitionis elapso de facto a divinis suspendebat et dictum conventum ecclesiastico supponebat interdicto. Timens ego procurator praedictus ne contra praefatos dominos meos et singulos eorumdem et eorum monasteriorum, eisque adhaerentes in hac parte, occasione et praetextu monitionis et processus praedictorum et occasione decimae pro termino praedicto, per dictum magistrum Gaufridum aut alium quemcunque auctoritate quacunque ad suspensionis, interdicti vel excommunicationis sententias spiritualiter aut temporaliter vel alias quoquo modo procedatur, cum dicti domini mei parati sint parere ordinationi praedictae : ego procurator praedictus procuratorio nomine pro dictis dominis meis et singulis eorumdem et monasterio praedicto, et ne spretis superius propositis contra praefatos dominos meos et monasterium praedictum, eisque adhaerentes in hac parte, occasione et praetextu monitionis et processus praedictorum et occasione dicti termini antedicti, per dictum magistrum Gaufridum vel alium quemcunque auctoritate quacunque ad suspensionis, interdicti vel excommunicationis sententias spiritualiter vel temporaliter aut alias quoquo modo procedatur, et a dictis monitione et processu contra dictum magistrum Gaufridum et alios, quoscunque status, auctoritatis, dignitatis aut praeeminentiae existant, et quos praesens negotium tangit et tangere potest, qui sua crediderint interesse, nomine procuratorio, ego procurator praedictus pro dictis . . . . . abbate et conventu et monasterio et aliis personis quibuscunque eisdem

adhaerentibus in hoc casu in hiis scriptis ad Sedem Apostolicam provoco et appello, et apostolos nomine quo supra mihi dare peto, si peti et dari debeant, et non aliter, et dictos dominos meos nomine quo supra eis adhaerentes monachos et statum et bona eorumdem protectioni Sedis Apostolicae suppono. Protestor etiam nomine quo supra de appellatione et provocatione praedictis intimandis et notificandis eis ad quos dictum negotium pertinet et tangit et tangere potest, cum ad id obtulerit commode se facultas. Datum anno et die praedictis.

CXC.

Levée de la sentence d'excommunication qui avait frappé l'abbé des Dunes.

Exhibita nobis ex parte . . . . . abbatis talis supplicatio continebat quod cum olim occasione nobilis viri comitis Flandriae contra illustrem regem Francorum noviter attemptaretur, venerabiles patres archiepiscopus Remensis et episcopus Silvanectensis, auctoritate apostolica tunc in hac parte eis commissa, in dictum comitem et ejus fautores excommunicationis et in terram ipsius comitis interdicti sententias promulgarunt. Idem vero abbas una cum toto clero ipsius terrae, appellationibus praefati comitis a dictis sententiis ad Sedem Apostolicam interjectis adhaerens, confisus de appellationibus supradictis divina non tamen in contemptum clavium celebravit officia et se alias divinis ingessit officiis sicut prius: sed postquam praedictus rex partem terrae ipsius comitis potenter invasit, occupavit et cepit, idem abbas in terra sic capta existens cum fratribus suis ejusdem regis obedivit mandatis, eique adhaesit et praedictis appellationibus renuntiavit libere et expresse. Cum igitur praedicti archiepiscopus et episcopus in totam terram per eumdem regem captam interdictum hujusmodi duxerint relaxandum, idem abbas supplicari fecit humiliter sibi et suis confratribus dicti monasterii salubriter provideri. Nos igitur auctoritate domini papae

cujus poenitentiariae curam gerimus, paternitati vestrae committimus quatenus eumdem abbatem et confratres suos ab excessu hujusmodi et excommunicatione, si quam propter hoc incurrerunt, juxta formam Ecclesiae absolvatis et injuncta sibi inde pro culpae modo poenitentia salutari et aliis quae de jure fuerint injungendis, quodque in similibus de caetero non excedant, eisque ad tempus, prout expedire videritis, a suorum ordinum executoribus suspensis, demum suffragantibus sibi meritis, alioque canonico non obstante, super irregularitate ex praemissis contracta dispensetis auctoritate praedicta misericorditer cum eisdem, prout secundum Deum animarum suarum saluti videritis expedire. Datum, etc.

CXCI.

Délégation donnée par Gilles de Gand, chanoine de Tournay, pour recevoir la rente due par le monastère de Thosan.

Universis praesentes litteras inspecturis officialis Tornacensis episcopatus, sede vacante, salutem in Domino.

Noveritis nos litteras quarum copia subsequitur, sigillatas sigillis virorum religiosorum abbatis et conventus de Thosan, non abolitas, non cancellatas nec in aliqua sui parte vitiatas, prout prima facie apparebat, vidisse et recepisse in haec verba :

Universis praesentes litteras inspecturis . . . . . . frater Arnulphus dictus abbas et conventus de Thosan, salutem et noscere veritatem. Noverit universitas vestra quod cum nos ratione quarumdam terrarum, reddituum et fundorum, quos vir venerabilis dominus Ægidius de Gandavo, canonicus Tornacensis, nostro monasterio dudum contulit et quorum usumfructum ad tempus retinuit, eidem in annua pensatione seu redditu viginti et septem librarum Parisiensium solvendarum aequa portione in festo Beati Bavonis et in medio mensis martii ad vitam suam annis singulis teneremur, quas duobus personis ab ipso in vita sua nominandis assignare potuit ad

vitam earumdem, unicuique videlicet certam portionem quam ei in dictis viginti et septem libris duceret assignandam, ita quod. earum alterutra vel ambabus decedentibus, redditus qui sibi competebant. cederent in certos usus seu conversiones utiles juxta ordinationem praedicti domini Ægidii. prout in litteris suis et nostris confectis exinde continetur et volumus firmiter observari, idem dominus Ægidius ut de personis praedictis ab ipso sicut actum est superius nominandis nulli ulterius foret dubium et in posterum non existeret pro praecipiendis novem libris Parisiensibus annuatim a nobis, quamdiu vixerit. aequa portione terminis antedictis, quibus dicto domino Ægidio consuetum est solvi, Margaretam de Curtraco. ad praesens suam famulam, pro una et principali nominavit persona, eique portionem hujusmodi novem videlicet librarum de praedicto totali redditu assignavit post mortem suam percipiendam a nobis, sicut superius est expressum. Nos vero nominationem et assignationem hujusmodi ratam et gratam habentes, eidem Margaretae solvendas novem libras praedictas, prout tactum est supra, nos et nostrum monasterium obligamus. cui etiam praedictis terminis vel dictas novem libras annuatim, quamdiu vita vixerit naturali. in viginti solidos Parisienses ex causa legitima nos recognoscimus teneri. et solvemus eidem post decessum praedicti domini Ægidii, qui dictos viginti solidos quoad vixerit, percipiet annuatim. Verum ad preces et instantiam domini Ægidii supradicti secundum terminum solutionis redituum praedictorum ad medium martii positum anticipare volentes ad festum Purificationis proximo praecedens duximus transmutandum. Aliter autem quam praedictum est supra anteriorem litteram quae de prima totali viginti et septem librarum obligatione loquitur post mortem praedicti domini Ægidii, si forsitan inventa fuerit, intelligi volumus vel haberi. In cujus rei testimonium et munimen praesentes litteras jamdictae Margaretae concessimus nostri sigilli appensione munitas.

Et ego antedictus Ægidius praescripta in omnibus se habere, ut tactum est superius, recognoscens, sigillum meum duxi praesentibus apponendum. Datum anno Domini M° CC° octogesimo octavo, feria III^a post *Invocavit me*. In cujus rei testimonium sigillum sedis Tornacensis, praesentibus litteris duximus apponendum. Datum anno Domini M° CC° nonagesimo primo in crastino Beati Thomae apostoli.

CXCII.

Le cardinal Simon de Brion prescrit la levée de certaines taxes ecclésiastiques dans les provinces de Reims, de Sens et de Rouen.

—

Universis praesentes litteras inspecturis J., Dei gratia Tornacensis episcopus, salutem in Domino.

Noveritis nos litteras reverendi patris Symonis miseratione Dei tituli Sanctae Ceciliae cardinalis, Apostolicae Sedis legati, anno Domini M°CC°LX° quarto, feria quinta post festum Beati Martini hyemalis vidisse et recepisse in haec verba :

Symon, miseratione divina tituli Sanctae Ceciliae presbiter cardinalis, Apostolicae Sedis legatus, dilecto et fideli capellano nostro magistro Renaudo de Munochum salutem et sinceram in Domino caritatem. Negotiis non levis necessitatis urgentibus Romanam ecclesiam et generalem, sanctissimus pater et dominus Urbanus papa quartus de fratrum suorum consilio nos ad regimen Franciae, aliasque partes et provincias destinavit, commisso nobis plenae legationis officio in eisdem. Licet autem personas ecclesiasticas legationis nostrae a praestatione procurationum excusatas habere totaliter non possimus .... tamen ipsam adeo moderate percipi et exigi volumus ab eisdem quod personae ipsae super hoc justam non habeant materiam conquerendi. Hinc est quod nos de fida vestrae circumspectionis industria plenam in Domino fiduciam obtinentes, vobis qua fungimur auctoritate committimus ac mandamus quatinus ad Remensem, Senonensem et Rothomagensem provincias et singulas civitates et dioceses ipsarum personaliter accedentes, cum earum archiepiscopis et episcopis, vel si sedes vacaverint aut archiepiscopi vel episcopi egerint in remotis, cum illorum vicariis aut duobus constitutis in dignitatibus cathedralium ecclesiarum, prout consideratis circumstantiis videritis expedire, communicato consilio a singulis ecclesiis, monasteriis et locis ecclesiasticis non exemptis, solitis eorum dyocesanis vel legatis, Sedis Apostolicae procurationes ratione visitationis debitas exhibere, et exemptis etiam, cujus-

cunque ordinis vel religionis existant, praedictarum civitatum, dyocesium et provinciarum, exceptis archiepiscopis et episcopis earumdem, procurationes nostro nomine petere et exigere studeatis, taxando eorum cuilibet certam de ipsis juxta facultates proprias quantitatem, prout vestra discretio cui super hoc stari volumus, viderit expedire, necnon personis ecclesiarum, locorum et monasteriorum ipsorum terminum peremptorium quindecim dierum postquam de taxatione sibi facta pervenerit ad illorum notitiam, infra quem de impositis sibi procurationibus plene satisfaciant praefigendo, ita tamen quod alicui monasterio, ecclesiae seu loco, quantumcunque locupleti, ultra octo libras Turonenses, vel alicui minus quam quatuor, ratione procurationum hujusmodi, nullatenus imponatis, contradictores, si qui fuerint, monitione praemissa per censuram ecclesiasticam compescendo. Volumus autem quod per testimoniales litteras singulorum archiepiscoporum et episcoporum ac etiam exemptorum illorum quos super imponendis personis exemptis hujusmodi procurationibus requirendos duxeritis, vel vicariorum aut praedictorum constitutorum in dignitatibus minorum et nomina omnium ecclesiarum, monasteriorum et locorum quibus procurationes hujusmodi fuerint imponendae, et quantitatem ipsarum unicuique taxatam, quique solverint et qui non, nobis cito et fideliter intimetis. Datum apud Sanctam Potentianam VII idus .... pontificatus domini Urbani papae quarti anno quarto.

In cujus rei testimonium praesentibus litteris nostrum sigillum una cum sigillo domini magistri Renaudi duximus apponendum.

CXCIII.

Lettres relatives aux frais de la mission de Jacques de Normanni[1] *envoyé par Boniface VIII vers Philippe le Bel.*

—

Robertus, misericordia divina Remensis archiepiscopus, venerabilibus fratribus suffraganeis nostris abbatibus, prioribus, decanis, praepositis, archidiaconis, plebanis et aliis ecclesiarum praelatis et eorum vices gerentibus ac personis ecclesiasticis, religiosis et secularibus, ecclesiarum et monasteriorum capitulis et conventibus, exemptis et non exemptis, Cisterciensis, Cluniacensis, Cartusiensis, Praemonstratensis, Sanctorum Benedicti et Augustini et aliorum ordinum, necnon magistris et praeceptoribus hospitalis Sancti Johannis Jerosolymitani, domorum militiae Templi et Beatae Mariae Theutonicae, per nostram Remensem provinciam constitutis, ad quos litterae istae pervenerint salutem in Domino. Litteras venerabilis et discreti viri Jacobi de Normannia, domini papae notarii, archiepiscopi Narbonnensis, a sanctissimo patre domino Bonefacio divina providentia papa VIII° pro quibusdam arduis negotiis ad partes regni Franciae specialiter destinati, ejusdem domini Jacobi sigillo sigillatas recepimus in haec verba :

Jacobus de Normannis, domini papae notarius, archiepiscopus Narbonensis a sanctissimo patre domino Bonefacio divina providentia papa VIII° pro quibusdam arduis negotiis ad partes regni Franciae specialiter destinatus, reverendo in Christo patri domino..., Dei gratia archiepiscopo Remensi, vel ejus locum tenenti, salutem in Domino. Notum vobis facimus nos litteras sanctissimi patris domini Bonefacii divina providentia papae VIII° recepisse, formam quae sequitur continentes :

Bonefacius episcopus, servus servorum Dei, venerabilibus fratribus archiepiscopis et episcopis ac dilectis filiis electis, abbatibus, prioribus, decanis, praepositis, archidiaconis, plebanis et aliis ecclesiarum praelatis

[1] Voyez sur Jacques de Normanni mes recherches sur l'ordre de Citeaux, *Mémoires de l'Academie*, t. XXVIII, p. 82.

et eorum vices gerentibus, ac personis ecclesiasticis, religiosis et secularibus, ecclesiarum et monasteriorum capitulis et conventibus, exemptis et non exemptis, Cisterciensis, Cluniacensis etc. ut prius usque hic : Salutem et apostolicam benedictionem. Cum dilectum filium magistrum Jacobum de Normannia, notarium nostrum, latorem praesentium, ad regem Franciae pro quibusdam Ecclesiae Romanae negotiis destinemus, universitatem vestram rogamus et hortamur attente per apostolica vobis scripta mandantes quatenus eumdem notarium, cum per partes vestras transitum fecérit, ob reverentiam Apostolicae Sedis et nostram, benigne recipientes et honeste tractantes, sibi pro suis et familiae suae expensis necessariis in sex florenis auri diebus singulis, cum super hoc ex parte nostra per ipsum vel ejus nuntium fueritis requisiti, in eundo, morando et redeundo, liberaliter providere curetis: et si dictum notarium in aliquibus locis vel locó interdum moram trahere contigerit, volumus quod non solum earumdem sed etiam vicinarum et remotarum partium, sicut idem notarius pro hujusmodi omnibus dividendis et facilius supportandis expedire viderit, archiepiscopi et episcopi, electi, abbates, priores, decani, praepositi, etc. usque hic : et quorumcumque aliorum locorum ecclesiasticorum regni praedicti contribuere in subventionibus hujusmodi teneantur. Sic itaque mandatum nostrum efficaciter adimplere curetis quod possitis exinde merito commendari, alioquin sententiam quam ipse propter hoc rite tulerit in rebelles, super quo plenam sibi concedimus auctoritate praesentium potestatem, ratam habebimus et faciemus auctore Domino usque satisfactionem condignam, appellatione remota, inviolabiliter observari, non obstantibus si aliquibus ab eadem sit Sede indultum quod nuntiis sedis ipsius aliquam procurationem exhibere vel in ipsa contribuere, nisi ad eos declinaverint, minime teneantur, seu quod interdici, suspendi vel excommunicari non possint per litteras apostolicas quae de indulto hujusmodi, totoque tenore ipsius plenam et expressam non fecerint mentionem, seu aliquibus privilegiis vel indulgentiis quibuscunque personis, locis vel ordinibus sub quacunque forma verborum ab eadem Sede concessis, de quibus, quorumque tenoribus in nostris litteris similis mentio sit habenda et per quae praesens mandatum nostrum quomodolibet valeat impediri.

Datum Laterani XV kalendas januarii pontificatus nostri anno VII°.

Quia igitur pro praedictis negotiis exequendis apud civitatem Parisien-

sem pervenimus. et in ea aliquamdiu moram traximus. a vobis ducentos florenos auri pro expensis nostris, nostraeque familiae. secundum formam praedictarum litterarum, recepimus. propter quod imponendi et personaliter exigendi collectam dictorum florenorum cum moderatis expensis ab ecclesiis et monasteriis, necnon a venerabilibus fratribus episcopis suffraganeis vestris et eorum subditis. aliisque personis ecclesiasticis, exemptis et non exemptis. tuarum civitatis et dyocesis ac provinciae secundum facultates ecclesiarum et monasteriorum eorumdem auctoritate nobis in hac parte commissa plenam vobis concedimus facultatem. et contradictores et rebelles. si legitime per vos monitione praemissa in praefixo eis per vos termino de portione eis per vos imposita, ut consuetum. satisfacere non curaverint, exnunc prout extunc dictos episcopos suspensionis, reliquos vero in hiis scriptis excommunicationis sententia innodamus. et ecclesias eorum ecclesiastico supponimus interdicto. quarum sententiarum publicationem, denuntiationem et absolutionem ac interdicti relaxationem auctoritate praesentium vobis duximus committendum. Datum Parisius die dominica post festum Purificationis Beatae Mariae Virginis. anno Domini M° CCC° primo.

Nos vero memoratus Remensis archiepiscopus dictos ducentos florenos auri cum moderatis circa hoc expensis necessariis juxta peraequationem et moderationem aequanimam, considerata a nobis deliberatione super hoc habita diligenti, per singulas civitates et dyocheses nostras et nostrae provinciae Remensis ecclesias, monasteria ita dividendo imponimus et distribuimus imponendo, eosdem videlicet in civitate et dyocesi Tornacensi viginti de summa praedicta et unum pro expensis latoris praesentium florenos auri dilecto nobis in Christo officiali Tornacensi dantes tenore praesentium in mandatis ut summam sic in civitate et dyocesi Tornacensi impositam dividat et per singulas ecclesias. monasteria et loca ecclesiastica. exempta et non exempta. earumdem civitatis et dyocesis Tornacensis secundum facultatem ecclesiarum, monasteriorum et locorum ipsorum portionem pro rata hujusmodi impositas et assignatas vos venerabilem fratrem Tornacensem episcopum et vestros subditos, aliasque personas ecclesiasticas dictarum civitatis et dyocesis vestrarum contingerent, vobis et ipsis assignet ac ad hujusmodi impositas et assignatas portiones vobis Tornacensi episcopo et caeteris supradictis vestrarum civitatis et dyocesis

Tornacensis solvendas nobis aut dicto officiali vice et nomine nostro praedicto infra sex dies post monitionem hujusmodi factam et expositam vobis et ipsis de vestra civitate et diocesi Tornacensi, quorum duos pro primo, duos pro secundo et duos pro tertio et peremptorio termino praefigimus, vos et ipsos canonice tenore praesentium monemus, alioquin extunc publicationem et denuntiationem sententiarum in vos et vestrum quemlibet de civitate et dyocesi Tornacensi supradictis prius monitos super hiis a nobis latarum, ut praemittitur, a dicto nuntio Sedis Apostolicae faciendi, insinuandi et publice omnibus et singulis et ad eorum notitiam deducendi eisdem dicto officiali injungimus, committimus et damus in mandatis auctoritate praedicta, quodque nobis rescribat quid super hoc factum fuerit.

Datum teste sigillo nostro praesentibus apposito anno Domini M° trecentesimo tertio in die Annuntiationis Dominicae, videlicet feria secunda post dominicam qua cantatur : *Isti sunt dies*.

Officialis Tornacensis omnibus abbatibus, prioribus, decanis, praepositis, archidiaconis, plebanis et aliis ecclesiarum praelatis ac vices gerentibus eorumdem, caeterisque personis ecclesiasticis in civitate et diocesi Tornacensi constitutis, ad quos praesentes litterae pervenerint, salutem in Domino. Litteras venerabilis et discreti viri Jacobi de Normannis, domini papae notarii, archiepiscopi Narbonensis, a sanctissimo patre domino Bonefacio, divina providentia papa VIII, pro quibusdam arduis negotiis ad partes regni Franciae specialiter destinati, ejusdem domini Jacobi sigillo sigillatas, non cancellatas, non abolitas, nec in aliqua parte sui vitiatas, sed omni suspicione carentes, prout prima facie apparebat, vidimus, legimus et inspeximus tenorem qui insertus est in litteris reverendi in Christo patris ac domini domini R...., Dei gratia Remensis archiepiscopi, quibus sunt infixae praesentes litterae continentes, quas quidem litteras domini Jacobi exhibitori et portitori ipsarum restituimus ut possit eosdem per Remensem provinciam ubi et prout eidem expedire videbitur exhibere. In cujus rei testimonium praesentibus litteris sigillum sedis Tornacensis una cum signo nostro duximus apponendum. Datum anno Domini M° CCC° tertio dominica qua cantatur *Quasimodo*.

CXCIV.

Acte d'appel interjeté par-devant le pape au nom de la commune de Bruges contre l'évêque de Tournay.

In nomine Donini, amen. Anno ejusdem M° CCC° II, indictione prima die septima mensis decembris pontificatus domini Bonefacii papae VIII anno VIII, Michael [1] . . . . . . clericus, procurator burgimagistrorum, scabinorum, totiusque communitatis villae Brugensis, ut constat per litteras sigillo eorumdem sigillatas, quarum tenor subnotatur, in praesentia mei notarii publici, testiumque subscriptorum ad hoc specialiter vocatorum et rogatorum personaliter constitutus, nomine procuratorio et pro burgimagistris, scabinis ac communitate praedictis, quamdam fecit provocationem seu appellationem in scriptis modum qui sequitur continentem :

Quia reverendus pater dominus Guido [2], Dei gratia venerabilis Tornacensis episcopus, seu ejus vicarii omnes decanos christianitatum in terra Flandriae existentes nuper relaxaverunt et ab officio suorum decanatuum suspenderunt ac sigilla quibus uti consueverint in suis decanatibus sibi Tornaci transmitti mandaverunt, ipsos decanos monendo seu moneri faciendo ut infra certum tempus ad hoc praefixum sub poenae suspensionis et amissionis suorum beneficiorum praedictis suis mandatis parerent, et populus terrae Flandriae sine pastore aut vices ejus gerente salubriter regi nequeat, nec adinvicem communicare et propter justum metum qui potest et debet cadere in constantes et viarum pericula ac guerram notoriam et manifestam quae jamdiu fuit et adhuc est inter Francigenas et Flandrenses, nemo totius comitatus Flandrensis propter beneficium, sibi impartiri et impendi si indigeat, habendum et impetrandum, etiam propter bannos matrimoniales de personis extraneorum decanatuum et dyochesium, ita quod secure ad sollempnizationem matrimoniorum procedi potest habendos et impetrandos, quod saepe contingit in dicto comitatu et specialiter infra villam Brugensem et territorium ejusdem ac fieri est consuetum, etiam

[1] Probablement Michel As Clokettes.

[2] Gui de Boulogne, évêque de Tournay, de 1301 à 1326.

et propter curatum seu rectorem habendum in parrochiali ecclesia, quae per mortem sui rectoris fuerit desolata, liberum ad curiam Tornacensem quae est de districtu illustris principis domini Philippi regis Francorum aditum nequeat habere, nec recessum, de quibus omnibus supradictis unusquisque decanus in suo decanatu populo vice et nomine episcopi solebat providere et praestare juvamen, et talia et consimilia ab antiquis temporibus per decanos christianitatum provideri et fieri consueverunt, et unde cum omnis populus terrae Flandriae et specialiter burgimagistri et scabini, totaque communitas villae Brugensis qui semper parati sunt et paratos se offerunt cum effectu adversus omnes de se conquerentes qui contra ipsos experiri velint, stare juri coram suo judice ordinario seu coram quibuscunque judicibus quacunque auctoritate fungentibus, sentiunt se ex praedictis rationibus et aliis loco et tempore ostendendis et declarandis indebite contra jus et justitiam et juris ordine non servato praegravari, dominique burgimagistri et scabini ac communitas villae praedictae timeant ex praedictis et aliis verisimilibus et probabilibus conjecturis quod idem dominus episcopus seu alter nomine ipsius in ipsos burgimagistros, scabinos et communitatem praedictam de facto ad favorem illustris regis praedicti seu suorum et in odium terrae Flandriae, et specialiter in odium burgimagistrorum et scabinorum ac communitatis villae Brugensis, qui semper parati sunt et paratos se offerunt cum effectu stare juri coram suo judice ordinario seu quocunque alio judice, quacunque auctoritate fungatur, adversus omnes de se conquerentes qui contra eos velint in aliquo experiri, sententiam interdicti seu excommunicationis promulgare intendat seu facere promulgari, villam ac communitatem praedictas interdicto ecclesiastico supponendo.

Ego Michael praedictus, clericus, procurator dictorum burgimagistrorum, scabinorum ac communitatis, praedictae, nomine procuratorio et pro dictis dominis meis, sentiens ipsos dominos meos in praemissis indebite et contra jus et justitiam praegravari, pro dictis dominis meis et sibi adhaerentibus et adhaerere volentibus contra dictum reverendum patrem et ejus vicarios, si sua crediderint interesse, et omnes quorum interest seu interesse potest, in hiis scriptis ad Sedem Apostolicam provoco et appello, et apostolos mihi dari instanter peto et iterum peto. Qui quum mihi denegantur seu non conceduntur, iterum ad eamdem Sedem nomine quo supra

in hiis scriptis provoco et appello, sub testimonio astantium personarum, me et mea bona omnia, dictos dominos meos et sua bona, mihi et sibi adhaerentes et adhaerere volentes, et bona sua, statum meum, dictorumque dominorum meorum, mihi et sibi adhaerentium et adhaerere volentium protectioni dictae Sedis supponendo, protestans de innovando et notificando provocationem seu appellationem praedictas loco et tempore oportunis. Et juro, tactis sacrosanctis ewangeliis, praemissa me credere esse vera et ea posse probari, et peto a te tabellione publico ut super praemissis mihi conficias publicum instrumentum.

Facta fuit haec appellatio seu provocatio Brugis, Tornacensis dyocesis, in choro ecclesiae Sancti Donatiani, finita missa animarum, ibidem praesentibus venerabilibus viris et discretis domino tali et domino tali canonicis ecclesiae praedictae, tali et tali perpetuis capellanis, Symone de Dam et tali clericis installatis dictae ecclesiae testibus ad praemissa vocatis et rogatis. Item facta fuit et lecta dicta appellatio per procuratorem praedictum in choro ecclesiae Beatae Mariae Brugensis post officium altae missae et innovata praesentibus discretis viris tali et tali capellanis, tali et tali clericis et pluribus clericis et laicis testibus vocatis et rogatis anno et die supradictis. Tenor autem procuratorii talis est :

Universis praesentes litteras inspecturis burgimagistri, scabini, totaque communitas villae Brugensis salutem in Domino sempiternam. Noverit universitas vestra quod nos pro nobis, nostraque communitate praedicta Michaelem talem clericum praesentium exhibitorem nostrum constituimus, facimus et ordinamus verum et legitimum procuratorem et nuntium specialem ad protestandum et provocandum coram sanctissimo patre nostro summo pontifice contra quascunque personas tam ecclesiasticas quam seculares, cujuscunque status, conditionis aut praeeminentiae seu dignitatis existant, necnon et ad appellandum pro nobis a gravaminibus quibuscunque nobis illatis aut quae inferri possint a quocunque, jurandumque in animas nostras procuratorio nomine, super quocunque articulo aut quibuscunque articulis super quo aut quibus necesse fuerit jurare, supponendumque nos et nostram communitatem praedictam protectioni Sedis Apostolicae, necnon et omnia et singula facienda quae circa praemissa fuerint oportuna et quae nos faceremus, si praemissis praesentes essemus, ratum, gratum et firmum habituri quicquid per ipsum procuratorem

nostrum pro nobis in praemissis actum fuerit sive dictum. In cujus rei testimonium praesentibus litteris sigillum nostrae communitatis duximus apponendum. Actum et datum anno Domini, etc.

Et quia ego Jacobus talis publicus imperiali auctoritate notarius Tornacensis dyocesis praemissis omnibus, anno, indictione, die, locis et horis supradictis, unacum testibus praedictis praesens interfui, hoc instrumentum publicum inde confeci, meoque signo solito et consueto signavi a dicto procuratore rogatus.

CXCV.

Acte d'appel au pape interjeté au nom de l'abbaye des Dunes.

In nomine Domini amen. Anno ejusdem M° CCC° III°, indictione prima, die penultima mensis februarii, pontificatus domini Bonefacii papae VIII anno VIII°, religiosus vir et discretus frater W., monachus monasterii de ...., Tornacensis dyocesis, procurator religiosorum virorum abbatis et conventus ejusdem monasterii, per litteras domini Willelmi abbatis, totiusque conventus ejusdem loci, quorum tenor subnotatur, habens potestatem per easdem appellandi pro ipsis contra quascunque personas tam ecclesiasticas quam seculares et omnia faciendi quae ipsi facerent si causis suis et negotiis undique interessent, in praesentia mei notarii publici et testium subscriptorum ad hoc specialiter vocatorum et rogatorum in burgo Brugensi personaliter comparens et constitutus nomine procuratorio et pro abbate et conventu ac ecclesia sua praedicta omnibus provocationibus et appellationibus factis et interpositis ad Sedem Apostolicam contra reverendum patrem in Christo dominum Guidonem, venerabilem Tornacensem episcopum, ac ejus vicarios, si sua credant interesse, sponte adhaesit et adhaerere vult nomine praedicto, ut dixit et intendit. Actum Brugis, Tornacensis dyocesis, anno, indictione, die, mense, pontificatu, locoque praedictis, praesente venerabili viro et discreto domino Waltero praeposito

ecclesiae Beatae Mariae Brugensis, et Jacobo Bonin clerico testibus ad praemissa vocatis specialiter et rogatis.

Tenor autem dictarum litterarum talis est :

Universis, etc. Noverit universitas vestra quod nos latorem praesentium talem monachum N....., procuratorem nostrum constituimus in omnibus causis et negotiis nostri monasterii praedicti motis et movendis, tam pro nobis et nostro monasterio quam contra nos et nostrum monasterium contra quascunque personas tam ecclesiasticas quam seculares, coram quibuscunque judicibus tam ecclesiasticis quam secularibus, delegatis, subdelegatis, ordinariis et aliis quibuscunque auctoritate quacunque fungentibus et eorum executoribus, archidiaconis, ballivis, praepositis, necnon et scabinis, dantes dicto monacho procuratori nostro potestatem et speciale mandatum agendi pro nobis et nostro monasterio, nosque defendendi, conveniendi, allegandi, proponendi, compromittendi, compromissum fide seu poena vallandi, debitum principale cum expensis, necnon et beneficium restitutionis in integrum super dampnis et injuriis petendi et recipiendi. jurandi in animas nostras et suam de calumpnia, de veritate dicenda et praestandi, quotiens opus fuerit, cujuslibet alterius generis sacramentum tam super principali quam super expensis et aliis omnibus accessoriis ponendi. positionibus respondendi et concludendi, eisdem testes producendi. quartam productionem testium impetrandi, cum sollempnitate juris jus interlocutorium et diffinitivas sententias audiendi, appellandi. appellationem prosequendi, alium seu alios loco sui substituendi procuratorem seu procuratores, et substitutum sive substitutos revocandi quotiens sibi placuerit et viderit expedire, et omnia alia et singula faciendi quae nos nomine ecclesiae nostrae faceremus et deberemus, si causis nostris et negotiis personaliter interessemus, ratum et gratum habituri quicquid per dictum ...... procuratorem nostrum vel per substitutum aut substitutos ab eo in praemissis et circa praemissa pro nobis et nostro monasterio actum, procuratum fuerit sive dictum, quousque praesens mandatum duxerimus revocandum. In cujus rei, etc.

Et quia ego Jacobus talis clericus publicus imperiali auctoritate notarius adhaesioni praemissae una cum testibus praescriptis praesens interfui. hoc instrumentum publicum inde confeci, meoque signo solito et consueto signavi rogatus.

CXCVI.

Gui et Jean de Namur promettent de restituer les biens ecclésiastiques qui, depuis le commencement de la guerre, sont tombés en leur pouvoir.

In nomine Domini, etc. Nobilis vir dominus Guido filius comitis Flandriae, hora tertia personaliter comparens et constitutus, quamdam fecit protestationem, nomine nobilis viri et potentis domini Johannis comitis Namurcensis fratris sui et suo, in praesentia mei notarii publici, testiumque subscriptorum ad hoc specialiter vocatorum ac rogatorum, in hunc modum dicens : Si aliqua bona episcopalia seu ecclesiastica per me aut dominum meum comitem Namurcensem, fratrem meum, aut de mandato nostro, sint arrestata vel penes nos retenta a tempore initionis guerrae nunc existentis inter Francigenas et Flandrenses, quod ea non sunt arrestata, saisita, nec retenta, animo detinendi ea, tantummodo sed salvandi ea ad opus illorum ad quos de jure spectare debent et eis eadem restituendi cum effectu, dum ad hoc obtulerit se facultas.

Actum Brugis praesentibus pluribus probis viris tam religiosis quam militibus, clericis quam laicis, testibus ad praemissa vocatis specialiter et rogatis.

CXCVII.

Gui de Namur, au moment de combattre les Français, réclame les prières du clergé et des monastères de Flandre.

Viris venerabilibus et discretis in Christo karissimis vel plurimum diligendis praepositis, decanis, capitulis, collegiis, abbatibus, prioribus, conventibus, cujuscunque religionis vel status existant, presbyteris, curatis,

capellanis et clericis, caeterisque ecclesiarum rectoribus, Guido, filius nobilis principis domini Guidonis comitis Flandriae, scabini, burgimastri et consules, totaque communitas villae Brugensis, salutem cum sincerae dilectionis affectu.

Vos omnes et singulos tenore praesentium requirimus et rogamus quatenus diebus singulis quibus nos, populumque Flandrensem, usum et expeditionem bellorum contra inimicos nostros et hostes, disponente Domino, gerere et exercere continget, vos et vestrum quilibet in loco suo, processiones sollempnes cum orationibus, aliisque bonis et piis operibus, per vos populo convocato, totis effusis praecordiis, apud Deum, pro nobis, cum devotione qua decet, suppliciter celebretis, easque celebrari et fieri a vestris subditis diligenter, condigna et devota monitione praevia, faciatis, tantum in praemissis, prout vere confidimus, facientes pro nobis, immo potius et pro vobis, ut per vestras justas preces et bona opera vestra, Deus, pater omnipotens, nos et vos contra dictos hostes dirigere, eos viriliter subjugantes, ac ab eis tueri et defensare dignetur, nobis palmam concedendo triumphi.

CXCVIII.

Réclamations du procureur de l'abbé et du monastère de Thosan contre l'abbé et le monastère de Saint-Bavon à Gand, relativement à des terres situées dans les paroisses d'Ardenbourg et de Sainte-Croix.

Proponit et dicit procurator abbatis et conventus ecclesiae de Thosan, eorumdem abbatis et conventus et ecclesiae suae nomine, contra abbatem et conventum ecclesiae Sancti Bavonis Gandensis, ipsorum ecclesiae quoque nomine, quod omnes terrae illorum de Thosan jacentes in parochia de Ardenburgo et Sanctae Crucis, quae quidem parrochiae duae se habent ut mater et filia, quarum occasione terrarum est inter partes quaestio jure dominii vel quasi pertinent et pertinuerunt ad ipsos de Thosan a tempore quod praecesserat generale concilium celebratum per dominum Innocen-

tium papam tertium, in quo concilio fuit statutum quod in illo canone nuper de decimis continetur, videlicet ut de caetero Cistercienses de terris post ipsum concilium acquirendis decimas quibus antea debebantur, solverent jure communi in aliis privilegiis suis salvis et eis per ecclesiarum praelatos promptius et diligentius observandis.

Praeterea dicit quod terrae praedictae illorum de Thosan existunt et merito dici debent novalia seu novales, et eas pro parte ad praesens excolunt et excoluerunt propriis suis sumptibus et laboribus, quasi quoque continue postquam suis manibus eas excolere incoeperunt. Pro parte autem sub laicorum manibus existente ad praesens se sperant superexculturos easdem.

Et dicit quod hactenus ex praedicto tempore nullus conversorum de Thosan ad praedictarum terrarum culturam et rerum existentium ibidem suarum custodiam positorum per illos de Thosan habuit amministrationem liberam distrahendi, alienandi et faciendi aliquid in praejudicium et gravamen illorum de Thosan, nec habet, maxime ipsis abbate et conventu ignorantibus et non habentibus ratum praejudiciale aliquid dum sciverunt. Per consequens quoque non habet, nec habuit ex praedicto tempore conversorum ipsorum aliquis potestatem, dominium vel possessionem vel praescriptionis titulum de re aliqua praejudiciali, dictis Cisterciensibus ignorantibus eis, nec ratum habentibus, in personam aliquam vel ecclesiam transferendi.

Praeterea dicit quod dicti Gandenses jus personatus vel rectoriae quo populum regant seu regere possint et debeant, ex praedicto tempore non habuerunt, nec habent in aliqua ecclesiarum praedictarum parrochialium. Et dicit quod dictis Gandensibus nullum jus competit infra dictarum parrochiarum terminos praediales decimas percipiendi aut petendi, praesertim ab illis de Thosan praedictis quos asserit ipsis Gandensibus antedictis aut aliis quibuscunque decimas non debere ac nullo tempore debuisse, maxime de novalibus terris praedictis pro tempore quo eorum laboribus et expensis propriis, sicut tactum est supra, excultae fuerunt, aut etiam per eosdem in posterum excolentur, etiam licet aliquando trarrae praedictae per ipsos laïcos existissent aut modo simili fiet forsitan ic futurum.

Praeterea dicit quod dicti Gandenses qui aliquando a conversorum aliquo praedictorum de fructibus praedictarum terrarum cultarum per illos de

Thosan aliquas perceperunt de facto decimas dictis abbate et conventu de Thosan ignorantibus et non ratum habentibus perceperunt easdem.

Dicit etiam quod praemissa omnia sunt notoria ipsis quoque Gandensibus et fuerunt ex dicto tempore, et quod ipsi Gandenses praedicti praedicta omnia vel ex eis aliqua recognoverunt et confessi fuerunt pluries coram probis et parte adversa, eisdem ac etiam causae praesentis habentibus notionem.

Quare petit idem procurator nomine procuratorio dictos Gandenses prohiberi ne ipsi Gandenses de caetero petant ab illis de Thosan decimas neque illas percipiant in futurum de terris praedictis praedictis, et petit loco interesse illorum de Thosan quod aestimat C libras Turonenses praedictorum de Thosan nomine sibi refundi; et petit sibi restitui fructus de facto perceptos, si existunt, vel C marcas pro aestimatione ipsorum fructuum, si non existant. Petit etiam expensas factas et faciendas in lite et ad praedicta omnia petit dictos Gandenses per vestram domini arbitralem sententiam sibi praedicto nomine condempnari.

Haec dicit et petit edicti perpetui beneficio in omnibus sibi salvo, protestans sibi valere quae probare poterit de praemissis.

CXCIX.

Mandement du prévôt de Sainte-Walburge à Furnes, au sujet des terres de l'abbaye de Thosan à Pulsebroec près d'Ardenbourg.

G. de Arm . . . . . . praepositus Sanctae . . . . . . Furnensis et canonicus Cameracensis, conservator, executor seu judex abbatum et fratrum Cisterciensis ordinis, a Sede Apostolica deputatus, super eorum privilegiis a Sede praedicta concessis, eisdem universis presbiteris et capellanis in Tornacensi dyocesi constitutis ad quos praesentes litterae pervenerint exequendae, salutem in Domino.

Quoniam tanquam notorium juris canonici, quoque notoria notione ac

alias nobis constat quod viri religiosi abbas et conventus monasterii de Thosan Cisterciensis ordinis auctoritate apostolica sint muniti ut de possessionibus suis ante generale concilium acquisitis, etiam si eas ex necessitate vel utilitate aliqua secularibus excolendas tradiderint, si ad manus eorum redierint, illasque propriis sumptibus et laboribus excolant, de suis ortis, virgultis ac nemoribus nulli decimas solvere teneantur, et quod omnes et singuli qui Cistercienses hujusmodi, judiciali non praemissa indagine seu sententia sive praecepto judicis competentis, auctoritate seu motu proprio in praemissis fatigaverint, molestaverint vel vexaverint, vexatores hujusmodi auctoritate apostolica per conservatores, executores seu judices deputatos ab ea compelli debeant, ut desistant. Quoniam quoque, ut supra diximus, nobis constat praedictos abbatem et conventum de Thosan possessiones in loco qui dicitur Pulsebroec, justa Ardemburgum, ante praetactum concilium acquisitas habere, quas, licet aliquando secularibus excolendas tradiderant, jam ad manus ipsorum legitime redeuntes, propriis suis sumptibus et laboribus excoluisse jamdiu, ac nemus vulgari nomine seu virgultum plantasse, plantatum etiam tenuisse continue post plantationem hujusmodi usque ad tempora hodierna, videntibus et scientibus universis habentibus possessiones confines praedictis possessionibus praedictorum Cisterciensium seu vicinas, jus quoque aliquod sibi competere in confinibus seu locis praedictis vicinis ex consuetudine forsan vel ratione alia, praetendentibus licet praemissa negare nequeant probabiliter esse vera et sibi notoria. B. tamen de Coutre cum quibusdam suis complicibus contra dictam libertatem praedictis Cisterciensibus ab Apostolica Sede concessam et contra consuetudinem terrae approbatam praedictos Cistercienses de Thosan, non auctoritate judiciaria sed potius motu seu temeritate propria, super praemissis vexaverit et molestaverit minus juste, contra quos, si requisiti essemus, procedere deberemus et possemus motum seu temeritatem hujusmodi compescendo. Nos qui auctoritate apostolica defensores et conservatores jurium Cisterciensium praedictorum, de quibus notorie nobis constat, ut supra diximus, deputati existimus ut praedictis Cisterciensibus assistamus in praemissis et ea tangentibus, vobis omnibus et singulis in virtute sanctae obedientiae et sub poena suspensionis et excommunicationis, quoad nostri executionem mandati cum diligentia et vigilantia exequendi, pro

secùndo et tertio in hiis scriptis monemus si in dicti executione mandati negligentes fueritis vel remissi, ferimus, sicut congruit, et praecipiendo mandamus quatenus accedentes personaliter ubi propter hoc fuerit acceden dum vice nostra seu potius apostolica inhibeatis presbiteris, clericis ac aliis omnibus et singulis de quibus fueritis requisiti sub testimonio competenti, ne a praedictis de Thosan contra libertatem praenotatam de praedicto nemore eorumdem contra voluntatem ipsorum quicquam nomine decimali violenter exigere vel extorquere praesumant, seu arborem vel arbores, ramum seu ramos, seu aliud quicquam rapere vel auferre violenter attemptent, seu haec fieri procurent, seu praemissa vel aliquod praemissorum facientibus seu facere volentibus opem, consilium seu auxilium praebeant vel eis assistant in praejudicium praedictae libertatis eisdem ab Apostolica Sede concessae ac jurisdictionis nobis a Sede commissae et eorumdem de Thosan praejudicium, injuriam et gravamen, ac omnes illos et singulos quibus dicta inhibitio facta fuerit, moneatis ut supra ne contra inhibitionem et monitionem praedictas eis factas quicquam faciant vel attemptent, seu facere vel attemptari procurent, alioquin vos omnes illos et singulos quos post inhibitionem et monitionem praedictas notorie culpabiles seu contumaces et monitioni nostrae non parentes inveneritis, quos exnunc ut extunc in hiis scriptis excommunicamus, excommunicatos nominatim publice ubicunque, quandocunque et quotienscunque requisiti fueritis, denuntiare curetis, alio a nobis non exspectato mandato, nomina vero illorum qui se excommunicari permiserint, et quid inde feceritis, nobis per vestras patentes litteras liquide rescribatis, ut contra illos procedere possimus, prout suadente justitia fuerit procedendum in hiis exequendis, etc.

CC.

Bref du pape Innocent à maître Gervais de Bruges, clerc, au sujet de certaines violences que le chantre Henri avait exercées sur lui.

In nomine Domini amen. Statera justitiae pondus et pondus non recipit, personae vel dignitatis mole non premitur, sed cunctos ponderans

aequa lance per illos solos inclinatur et flectitur qui via regia incedentes dignis causae meritis ponderantur in ipsa, hanc omnis qui juste judicat, gestat in manibus ut justo libramine et quaedam pro aequitate corrigat, quaedam pro miseratione debeat indulgere. Ne igitur judex unde meruit justificari inde potius condempnetur, cuncta ipsum rimari oportet et ordinem rei publica inquisitione discutere. Hinc est quod nos Reinaldus, miseratione divina Neapolitanus electus, notum esse volumus universis quod magister Gervasius de Brugis clericus impetravit apostolicas litteras in hunc modum:

Innocentius episcopus, servus servorum Dei, dilecto filio decano Tornacensi salutem et apostolicam benedictionem.

Dilectus filius magister Gervasius de Brugis clericus nobis exposuit quod cum magister Henricus, cantor Morinensis ecclesiae, vinculo sit excommunicationis astrictus pro eo quod in claustro ejusdem ecclesiae injecit in eum manus, Dei timore postposito, temere violentas et fecit eumdem per quosdam familiares et complices suos clericos et laicos acriter verberari, idem sic ligatus quamdam praesumpsit praebendam recipere, ac eam detinens se immiscere divinis officiis non veretur in animae suae periculum, ecclesiasticae disciplinae contemptum et scandalum plurimorum, necnon praefati magistri praejudicium et gravamen. Quare idem magister humiliter petiit ut praenominatum cantorem dicta privari praebenda et alias ipsum pro tanto puniri excessu poena canonica faceremus, imoque discretioni tuae per apostolica scripta mandamus quatenus, vocatis qui fuerint evocandi et auditis hinc inde propositis, quod canonicum fuerit, appellatione remota, debito fine decidas, faciens quod decreveris per censuram ecclesiasticam firmiter observari. Datum Lugduni, etc.

Idem vero tunc decanus, nunc episcopus Tornacensis, in causa procedens, processum et acta negotii sive attestationes receptas ad Sedem Apostolicam cum relatione hujusmodi destinavit, cujus forma talis est :

Sanctissimo patri ac domino Innocentio, Universalis Ecclesiae summo pontifici, W., decanus humilis ecclesiae Beatae Mariae Tornacensis, devota pedum oscula beatorum.

Cum reverenda Sanctitas Vestra mihi causam quam magister Gervasius de Brugis clericus contra magistrum Henricum, cantorem Morinensem, movere intendebat, commiserit audiendam, ego de Sanctitatis Vestrae

mandato, partibus praedictis coram me convocatis, ipsam causam audivi et diligenter pro posse meo examinavi, et cum tandem eatenus in dicta causa esset processum quod dies ad diffiniendum a partibus esset collecta, videlicet feria tertia post festum Beati Martini hyemalis, dictaque die coram me comparentibus dictis partibus et petentibus diffiniri, ego tamen, quia causa ardua michi videbatur, praesertim inspectis personis partium, tum quia discussio causae hujusmodi apud me erat minime usitata, tum quia dubitabam de jure, tum quia dictae partes in partibus meis tot habebant amicos et familiares quod nesciebam a quibus sine suspicione mihi esset consilium requirendum, de proborum virorum consilio ipsam causam instructam et totum ejus processum ad Vestrae Sanctitatis examen duxi sub sigillo meo clausum referendum, ipsis partibus diem peremptoriam, scilicet feriam secundam post Dominicam quae cantatur *Invocavit me* praefigens, in Sanctitatis Vestrae praesentia, ut quod in eadem causa statuendum sit, Sanctitas Vestra decernat. Actum anno Domini, etc., feria quarta post dictas octavas continuatas a feria tertia supradicta.

Super quibus praefatus dominus papa nos auditorem concessit, verum nominato magistro G. pro se et magistro Johanne de Caminiaco, procuratorio nomine, pro eodem cantore, in nostra praesentia constitutis, processum et acta praefata curavimus aperire, quibus diligenter inspectis et auditis, quae partes proponere voluerunt, domino papae quae invenimus et audivimus, retulimus diligenter, qui nobis tanquam organo suae vocis sententiam proferendam commisit. Nos vero habito peritorum consilio nominatum magistrum Henricum cantorem denuntiamus ac denuntiari mandamus excommunicatum, et donec absolutionis beneficium et dispensationem super irregularitate quam se immiscendo divinis contraxit, per Sedem Apostolicam meruerit obtinere. Nichilominus Johannem de Besiaco, clericum, praesentem substitutum a praefato canonico procuratorem cantoris ejusdem ipsius nomine in ducentis libris Turonensibus pro aestimatione injuriae et centum libris ejusdem monetae pro expensis magistro G. condempnantes eidem juramento prius ab ipso recepto et taxatione praehabita quod nominatam injuriam sustinere pro praedicta quantitate pecuniae noluisset et quod expenderat pro causa ita centum libras Turonenses antedictas, maxime cum nobis constiterit quod saepefatus cantor in

ipsum magistrum G. in claustro ecclesiae Morinensis manus injecerit temere violentas et cuti rupta in ipsius facie eumdem ante fores ejusdem ecclesiae feceerat verberari, et quod idem cantor post verberationem hujusmodi immiscuit se divinis. In cujus rei testimonium et munimen praesens publicum instrumentum fieri fecimus nostri sigilli impressione munitum.

Lata est haec sententia in Perusio in hospitio ejusdem electi quod est domini Reineri Guidonis, anno M°CC° quinquagesimo secundo Nativitatis Domini, indictione undecima, die V kalendas octobris, pontificatus domini Innocentii IIII papae anno decimo, praesentibus talibus et talibus.

CCI.

Bref du pape Nicolas IV autorisant la levée d'un subside ecclésiastique pour la croisade de Gui de Dampierre [1].

—

Nicholaus episcopus, servus servorum Dei, dilectis filiis abbati de Valcellis, Cisterciensis ordinis, Cameracensis dyocesis, Johanni de Brueriis, cantori, et magistro Reinero de Passiaco, canonico Cameracensi, salutem et apostoicam benedictionem.

Dudum felicis recordationis Johanni papae predecessori nostro ex parte dilecti filii nobilis viri Guidonis, comitis Flandriae, marchionis Namurcensis, exposito, sicut accepimus, quod ipse zelo fidei et devotionis accensus signum reverendae crucis assumpserat, ac in termino proximo generalis passagii a Sede Apostolica statuendo cum bellatorum decenti et honorabili comitiva in ejusdem Sanctae proponebat Terrae subsidium proficisci, idem praedecessor volens in tam laudabili et oculis dominicae majestatis accepto proposito confovere, ac attendens quod ex suae probitatis expertae industria et strenuitatis virtute, quibus praedicatur insignis, sua in illis partibus

[1] En 1291, Nicolas IV s'efforça d'organiser une croisade. Gui de Dampierre avait déjà porté les armes en Afrique en 1270.

poterit esse praesentia multipliciter fructuosa, devotioni suae, cum propter hoc grandia ipsum subire oporteat onera expensarum, decimam omnium ecclesiasticorum proventuum hujusmodi subsidio deputatam in civitate ac dyocesi Cameracensi, in illis videlicet ipsarum civitatum et dyocesium partibus quae sunt extra regnum Franciae constitutae, ac in omnibus terris de regno ipso non existentibus, quas idem comes et dilecta in Christo filia nobilis mulier comitissa Flandriae, mater ejus, in Attrebatensi, Tornacensi, Leodiensi et Trajectensi dyocesibus obtinent, per sex annos, prout extitit ipsius terrae subsidium in generali Lugdunensi concilio concessum, dum modo idem nobilis votum crucis, in praedicto passagii termino, pensatis suae potentiae viribus, cum honorabili bellatorum equitum comitiva, personaliter prosequatur, per suas litteras concessit de gratia speciali. Voluit quoque dictus praedecessor quod tempore assignationis decimae memoratae idem nobilis se obliget et sufficienter caveat ad ipsius Ecclesiae voluntatem quod, si, quod absit, contingat eumdem nobilem a prosecutione voti casu mortis aut quovis alio legitimo impedimento subduci, haeres vel successor ipsius praedictum votum cum hujusmodi comitiva equitum bellatorum in persona propria exequatur. Si vero praedictum haeredem vel successorem ab hujusmodi executione voti quocunque casu vel modo retrahi vel cessare contigerit, praedicta decima integre ad eamdem Romanam ecclesiam revertatur, idemque nobilis ac haeres vel successor praefati id quod de praedicta decima forsan aut ejusdem nobilis nomine perceptum fuisse contigerit, eidem Ecclesiae Romanae dictae terrae nomine reddere teneantur ad Apostolicae Sedis arbitrium in terrae praelibatae subsidium convertendum.

Expressit etiam praefatus praedecessor quod per concessionem hujusmodi gratiose dicto comiti factam ab ipso in favorem et subsidium dictae terrae non intendebat se vel cameram suam aut Romanam Ecclesiam, si eumdem comitem hujusmodi decimam quocunque casu vel modo non habere contigerit, aliquatenus obligare, ac nichilominus reservavit sibi ut absque alicujus variationis nota de praedicta decima posset ante assignationem ipsius decimae inchoandam aliter ordinare, si forsitan ex aliqua causa quam putaret necessariam utilitati ejusdem Terrae Sanctae expedire videret, licet suae intentionis existeret ut idem comes, hujusmodi necessitate cessante, assequeretur decimam supradictam. Demum vero idem

praedecessor per alias suas litteras vobis injunxit ut vos, vel duo, aut unus vestrum. aliis impeditis, praedictam decimam per vos vel per alium aut alios diligenter colligere ac per vos in aliquibus tutis locis deponere curaretis, contradictores per censuram ecclesiasticam, appellatione postposita, compescendo.

Noluit tamen idem praedecessor quod ad praedictae decimae assignationem praefato comiti vel suo nuntio aut alii ejus nomine faciendam aliquatenus procedatis, nisi prius super eadem assignatione Sedem Apostolicam duxeritis consulendam et responsionem tam super assignatione praedicta quam super qualitate assignationis et cautionis hujusmodi a comite supradicto praestandae a Sede receperitis memorata. Sane postmodum vos ministerium collectionis hujusmodi diligentius exequentes venerabili fratri nostro episcopo Cameracensi, abbatibus quoque monasteriorum ac ejusdem Cameracensis et aliarum ecclesiarum capitulis, necnon caeteris personis ecclesiasticis quas negotium solutionis hujusmodi contingit. partium terrarum dyocesium praedictarum auctoritate in hac parte a Sede Apostolica vobis commissa, prout ex serie litterarum vestrarum collegimus, mandavistis ut de hujusmodi decima vobis satisfacere plenarie procurarent.

Verum quia episcopus, abbates et alii praedictarum Cameracensis civitatis et dyocesis, necnon Attrebatensis et Tornacensis dyocesis, in solutione decimae juxta ordinationem dicti concilii certis terminis exhibendae, quae per triennium pro eo, ut asseritur, soluta non fuerat, quod in praedictis locis scilicet Cameracensis civitatis et dyocesis, necnon Attrebatensis et Tornacensis dyocesium extra regnum praedictum positis a Sede Apostolica collectores decimae non extiterant deputati inpraesentiarum, idem episcopus pro se et sibi adhaerentibus in hac parte et nonnulli alii praelati et personae ecclesiasticae tam earumdem Cameracensis civitatis et dyocesis quam praedictarum Atrebatensis et Tornacensis dyocesium, quas hujusmodi negotium contingit, ne propter hoc procederetis contra eos, ad Sedem Apostolicam appellarunt. Demum vero, ut accepimus, tam ipsi quam praefatus comes desiderantes ut praemissi sex anni in praefatis Cameracensi civitate et ipsius ac Attrebatensi et Tornacensi dyocesibus et primus terminus solutionis dictae decimae in festo beati Johannis Baptistae proximo venturo incipiant computari, secundus vero terminus in Nativitate

Domini dictum festum sequente, et sic de caetero caeteri termini solutionis hujusmodi serventur, quasi pro dictis sex annis tota decima fuerit soluta, a nobis humiliter petierunt ut mandaremus eorum in hac parte desiderium adimpleri.

Nos itaque ipsorum voluntati super hoc benignius annuentes, discretioni vestrae per apostolica scripta mandamus quatenus in praefatis Cameracensi civitate et ipsius ac Attrebatensi et Tornacensi dyocesibus in solutione hujusmodi sex annos incipientes in festis eisdem juxta praedictorum episcopi, abbatum et aliorum et comitis desiderium salutare in praedicto solutionis negotio procedatis juxta praesentium et praedictarum vobis super hoc ipsius praedecessoris directarum continentiam litterarum. Caeterum volumus quod decimam in terris et locis extra regnum praedictum constitutis ad praefatum comitem spectantibus collectam et colligendam ab ipsorum collectoribus qui hactenus inibi deputati fuisse dicuntur per sex annos in praedicto a praedecessore nostro statutos recipere studeatis. Nos enim eis ut illam vobis assignent per alias nostras litteras duximus injungendum quum et quantum receperitis nobis postmodum fideliter rescripturi ac servaturi per omnia quae in litteris ipsius praedecessoris nostri Johannis continentur, sicut superius etiam est narratum, declarationem quoque de redditibus beneficiorum quae summam in ipsa declaratione contentam non excedunt a piae memoriae G. praedecessore nostro servantes in hujusmodi decima exigenda. Tandem excommunicationis. suspensionis et interdicti sententias, si quas in eos vel eorum aliquem hac occasione promulgastis. vel latas in praefato concilio incurrerunt. sine difficultate qualibet relaxetis, et ab inferendis vero per vos ac in praedicto concilio ut praemittitur promulgatis quas eos incurrere forte contigerit post satisfactionem plenariam ab ipsis praestandam ipsos juxta formam ecclesiae absolvatis, super irregularitate. si quam ipsi vel eorum aliquis immiscendo se divinis officiis vel ordines suscipiendo exinde contraxerunt vel contrahent. dispensando nihilominus cum eisdem, contradictores per censuram ecclesiasticam. appellatione postposita compescendo. Datum Romae apud Sanctum Petrum, etc. Et nos officialis Cameracensis praesente numerosa virorum multitudine in consistorio curiae Cameracensis anno Domini M° tanquam loci ordinarius praedictas litteras publicavimus et publicamus. In cujus rei testimonium praesentibus litteris sigillum sedis Cameracensis duximus apponendum.

CCII.

Lettre du cardinal Simon de Brion, légat du Saint-Siége, aux collecteurs des subsides ecclésiastiques.

—

Symon, misericordia divina Sanctae Ceciliae presbiter cardinalis, Apostolicae Sedis legatus, discretis viris collectoribus procurationum nostrarum ubilibet autoritate nostra deputatis, salutem in Domino.

Cum de procurationibus ratione monasteriorum, domorum et aliorum locorum, necnon personarum Cisterciensis ordinis infra legationis nostrae terminos existentium pro secundo anno praesentis legationis nostrae nobis debitis satisfactionem receperimus, qua sumus contenti, discretioni vestrae qua fungimur auctoritate mandamus quatenus a monasteriis, domibus aut locis seu personis eisdem pro eodem anno nichil pro ipsis procurationibus exigatis, nec monasteria, domos seu loca vel personas easdem exinde aliquatenus molestetis, restituentes eis absque difficultate omnimoda siquid ab illis pro dictis procurationibus ipsius anni secundi forsitam exegistis. Sententias autem excommunicationis et interdicti, si quae in monasterios, domos seu personas vel loca praedicta praetextu procurationum earumdem non solutarum nostra sunt auctoritate prolatae, sine difficultate qualibet relaxetis, cum personis eisdem nichilominus dispensando, si sunt clerici et sic ligati non abstinuerint a divinis. Datum, etc.

Cum igitur nostri propositi sit praescriptas litteras legati feria tertia infra ebdomadem Pentecostis collectoribus procurationum in dyocesi Tornacensi pro nobis et vobis communiter per nostrum nuntium praesentare, extunc ad repetitionem portionis vestrae, si eam solvistis, procedere poteritis, prout videbitur expedire. Datum, etc.

CCIII.

Lettre du cardinal Simon de Brion relative aux subsides ecclesiastiques levés en faveur de Charles d'Anjou.

—

Symon, misericordia divina Sanctae Ceciliae presbiter cardinalis, Apostolicae Sedis legatus, provido et discreto viro magistro... salutatem et sinceram in Domino caritatem.

Pro negotio regni Ceciliae in persona serenissimi principis Karoli, Dei gratia Siciliae regis illustris, ad liberationem Romanae et Universalis Ecclesiae, fideique defensionem quae diebus istis intollerabiliter opprimitur, favente Domino, promovendo, felicis recordationis dominus Urbanus papa IIII^tus universos archiepiscopos, episcopos, abbates, priores, decanos, archidiaconos, praepositos et alios ecclesiarum praelatos, necnon capitula, collegia et conventus, caeterasque personas ecclesiasticas, seculares et regulares, exemptas et non exemptas, per regnum Franciae ac terras ad nobilem mulierem comitissam Flandriae ratione dominii seu feodorum in Cameracensi et Tornacensi dyocesibus spectantes, per comitatum etiam Provinciae et alias dicti regis, suorumque vassallorum terras, necnon in Leodiensem, Verdunensem, et Besuntinensem provincias constitutos per suas sub certa forma litteras affectuose et fiducialiter requisivit ut eidem Ecclesiae pio compatientes affectu decimam omnium suorum ecclesiasticorum proventuum praedicto regi prompta per triennium liberalitate concedere procurarent. Nos quoque propter hoc ad regnum, terras, comitatum et provincias transmittens easdem compellendo ad hoc, si opus esset, per censuram ecclesiasticam archiepiscopos, episcopos, aliosque praedictos, generaliter et singulariter, prout expediens videremus, liberam nobis tradidit per suas litteras potestatem, commisso nobis plenae legationis officio in regno, terris, comitatu et provinciis supradictis, et licet post concessionem ipsius decimae factam in conciliis occasione hujusmodi convocatis sanctissimus pater et dominus Clemens, divina providentia summus pontifex, per suas litteras nobis dederit in mandato ut a personis Cisterciensis et aliorum quorumdam ordinum decimam non exige-

remus eamdem, donec super hoc circa eam aliud ordinaret, postmodum tamen per alias suas litteras nobis injunxit ut si ex hoc dictum impediri negotium et regem ipsum scandalizari et turbari contingeret, nos ipsum decimae negotium quoad personas easdem ad eum statum reducere curaremus in quo erat priusquam praedictae suae litterae emanarent, prout continetur in litteris quarum tenor inferius annotatur.

Quum itaque ipsius praedicto regis negotio sumptus pene inestimabiles exigente, ipsum pro intollerabili defectu pecuniae non solum impediri, verum etiam noti exterminii periculo subjacere videmus, et rex praedictus ex hujusmodi exemptione praedictarum personarum a praestatione decimae supradictae vel verius ex dilatione solutionis ejusdem scandalizatur enormiter et graviter conturbatur, sicut propriis vidimus oculis, antequam rex ipse ad partes Siciliae se conferret, et ejus procuratores et nuntii nobis incessanter exposuerunt oportune requirentes et etiam importune ut mandatum praedicti domini Clementis factum nobis per easdem Sedis litteras exequamur: nos ipsum decimae negotium ad eum statum in quo erat antequam primae litterae praedictae praefati domini Clementis emanarent, auctoritate qua fungimur reducentes, discretioni vestrae districte praecipiendo mandamus quatenus ad. . . . . , Lingonensem Autisidoriensem et Cabilonensem dyoceses, personaliter accedentes ad abbates seu eorum locum tenentes, si abbates absentes fuerint, ac conventus ipsorum monasteriorum peremptorie ex parte nostra citetis, ut si per privilegia Sedis Apostolicae vel alias legitime a praestatione decimae supradictae se et ordinem suum crediderint excusari, pro se et ordine suo compareant per se vel per sufficientes procuratores cum eisdem privilegiis et munimentis omnibus prima die instantis martii Parisius coram nobis de hujusmodi sua et ordinis immunitate, si poterunt, ostensuri ac recepturi super hoc quod justitia suadebit, alioquin extunc decimam ab illis sicut a caeteris exigi faciemus, quod si praedictorum abbatum vel eorum loca tenentium et conventuum praesentiam obtinere nequiveritis vel adire coram testibus et aliquibus personis ipsorum monasteriorum, et si intrare non valebitis ante portas ipsorum, publice coram testibus quos ad hoc vocare et ad veniendum per censuram ecclesiasticam, si opus fuerit, compelli volumus, citare juxta formam quam praediximus studeatis, facientes super citatione hujusmodi publicum

instrumentum in quo tenor praesentium sit insertus, ipsum nobis quam citius allaturi.

Tenor autem praedictarum litterarum talis est :

Clemens episcopus, servus servorum Dei, dilecto filio Symoni Sanctae Ceciliae presbitero cardinali a Sede legato, salutem et apostolicam benedictionem. Quia Cistercienses et Templarii et quidam alii religiosi tuae legationis a praestatione decimae ecclesiasticorum proventuum, quam pro negotio regni Siciliae colligis, se per Sedis Apostolicae privilegia excusantes post te, sicut nosti, et post nos etiam statim postquam jugum apostolicae servitutis cervicibus nostris fuit impositum, importune clamabant se ac ecclesias, monasteria et alia loca eximi a solutione hujusmodi postulantes, nos tibi meminimus nostris sub certa forma dedisse litteris in mandatum ut ipsos occasione praedictae decimae nullatenus molestares, sed supersederes ejusdem collectioni decimae, quoad ipsos, donec duceremus super hoc aliud ordinandum. Verum quia praedictum negotium regni Ceciliae videtur jam in consummatione consistere, volumus et praesentium tibi auctoritate mandamus quatenus, si contigerit ex hoc forte, quod absit, dictum impediri negotium et praefatum scandalizari comitem et turbari, tu eisdem nequaquam obstantibus ejusdem decimae negotium quoad religiosos praedictos in eum statum auctoritate nostra reducas in quo erat priusquam a nobis litterae hujusmodi emanarent.

CCIV.

Le cardinal Simon de Brion, légat du Saint-Siége, convoque un concile provincial à Bourges à l'occasion des dîmes accordées à Charles d'Anjou.

Venerabilibus et in Christo dilectis coabbatibus suis et eorum conventibus frater Philippus, dictus abbas Clarevallensis, salutem et sinceram in Domino caritatem.

Tenore praesentium vobis volumus fieri manifestum quod reverendus

pater dominus Symon, Dei gratia tunc Sanctae Ceciliae presbiter cardinalis a Sede legatus, nuper nos scilicet Cisterciensem et IIII^{or} primos abbates citavit coram se Parisius occasione decimae quam ipse requirit et colligit pro negotio regni Ceciliae, sicut in citatorio suo cujus tenorem videbitis hiis annexum plenius continetur, et ibi nobis in virtute sanctae obedientiae praecepit organo vivae vocis ut vos et conventus vestros sub praedicta forma sub qua nos ut dictum est ante citaverat, auctoritate ipsius, ad diem martis post festum Beati Martini, vel, si tunc esset festum cum clero et populo celebrandum, ad diem non festivum proximo subsequentem, apud Bituricas coram ipso peremptorie citaremus, ut tunc per vos vel per procuratores ydoneos compareretis ibidem. Cum igitur eidem domino legato obedire nos oporteat, in hac parte vos et conventus praedictos, sub forma praedicta prout in tenore praedicti primi citatorii continetur, de ipsius domini legati mandato et ejus auctoritate citamus ut secundum forman praedictam compareatis coram eo loco et tempore supradictis. Si quas autem habetis indulgentias vel privilegia quae ad tuitionem nostram facere videantur, afferre vobiscum vel mittere nullatenus omittatis. Vobis etiam abbatibus supradictis damus tenore praesentium in mandato quatenus auctoritate praemissa nobis et vobis quantum ad hoc, prout praesentialiter ab ipso domino legato intelleximus, viva voce commissa citetis abbates et conventus generationis vestrae infra terminum legationis ejusdem cardinalis constitutos ad diem et locum praedictos, sub forma citatorii praedicti et salvo quod ad loca singula dictorum abbatum personaliter ire non teneamini, nec facere publicum instrumentum, vos autem praenominati abbates nostri filii nobis immediate subjecti in recognitione citationis vobis factae sigillum vestrum praesentibus apponatis. Quid vero de citationibus aliorum vobis injunctis, ut supradictum est, feceritis, eidem domino cardinali per vos vel per vestras patentes litteras praedic.'s die et loco significare curetis.

CCV.

Bulle d'Alexandre IV adressée aux docteurs et aux écoliers de l'université de Paris.

—

Dilectis filiis universis magistris et scolaribus Parisiensibus, salutem et apostolicam benedictionem.

Parisius, peritiae summae sinus, scientiae plenitudine replens orbem, et tanquam fulgidus sol doctrinae per totum orbem clarae intelligentiae lumen fundens, depellit ignorantiae tenebras, ruditatis abstergit caliginem, aufert imperitiae nubilum, promit illuminationis auroram, cognitionis pandit serenum et lucidum scientiae monstrat diem. Rigat documentorum suorum fluentis Parisius omnem terram, et bonorum influentia dogmatum instruit et imbuit universum, copiosis et dulcibus sapientiae fructibus reficiens Ecclesiam, mundum pascens quia de Parisius velut de parientis sinu partus scientiarum plurimi prodeunt de ipsa rectae ac perfectae disciplinae soboles gignituri. Hinc procedit inclita doctorum prosapia, hinc alta progenies provenit peritorum quibus christianus illustratur populus et fides catholica roboratur; hinc profecto amoenitatis et commoditatis locum universae artes de totius orbis ambitu sibi habitaculum communiter elegerunt, et consideratis caeteris seculi mansionibus, quasi deliberatione concordi, suam ibi fixerunt immobilem stationem. Haec est egregia litterarum civitas, artium urbs famosa, eruditionis scola praecipua, summa sapientiae officina et potissimum gymnasium studiorum. Hic conversantur et degunt scientiae, hic firma et lata societate connivunt, hic suas habent et possident cathedras, hic sua profunda et archana veritatis magisterii insinuatione revelant, et cujuscunque ipsarum propria virtus suo ibi proprio innotescit effectu, inter quas sacra et venerabilis theologia locum obtinet altiorem. Praeest enim reliquis sicut superior, et tanquam inferiores caeterae sibi subsunt; imperat aliis ut domina, et illae sibi ut famulae obsecuntur: gubernat alias ut praelata, et ipsae sibi tanquam subditae reverenter intendunt. Ad hanc singulae in viis suis levant et habent intuitum ut juxta permissum ejus se metientes inoffense incedant et gressum ad aliquod incon-

veniens non impinguant. De Parisius itaque fons limpidus scientiarum emanat, de quo potant cunctarum populi nationum. Ibi erumpit altus puteus Scripturarum de quo profundae intelligentiae pocula mundus haurit. Cum igitur civitas ipsa Parisius, tanquam arbor fructifera in campo fidei ubertate praepollens, tantam spiritualium proventuum copiam Ecclesiae afferat generali, cum honorabilis Universitas magistrorum et scolarium civitatis ejusdem quasi vice vitis in vinea Ecclesiae vivo liquore affluens vitalis potus habundantiam catholicae plebi propinet, convenit quidem et expedit ut ad eam multipliciter internae caritatis extendentes et ostendentes affectum ad perpetuam ipsius Universatis praeservationem. ut firma semper stabilitate vigeat et pleno vigore assidue convalescat. totius diligentiae studium impendamus, quatenus apostolica sollicitudine continue sibi procurato munimine contra noxia quaelibet et adversa solida permaneat et secura, ut sua non quatiatur firmitas, integritas non frangatur, nec corrumpatur sinceritas, nec unitas dividatur. Sane ad id in civitate ipsa generalis studii fundamenta divino nutu olim locata et stabilita esse noscuntur, quod ex omnibus gentibus illuc pro acquirendis magnis scientiae opibus confluat continue multitudo, ut virtute ibi ac eruditione proficiens ex suo exercitio thesaurum tam pretiosum, in cujus utique conservatione furum nullatenus timentur insidiae, assequatur. et ex labore sapidum sapientiae fructum reportet qui summe profecto reficit, nec unquam afficit fastidio comedentem, immo quanto plus editur, tanto ad sui esum accendit edentis fortius appetitum, nec usu quidem consumitur, sed servatur potius et augetur. Ob hoc enim longa tempora sub vigiliis et laboribus in eadem civitate decurritis ibi bona propria expendendo, imo parentes et propinqui vestri sedulo vobis ibidem subsidia de suis facultatibus subministrant, subtrahentes interdum sibi ut plenius vestris possint necessitatibus subvenire, quod inibi tanquam in odoramentorum delectabili paradiso cum aviditate legentes reficiamini jugiter suavibus et electis epulis litterarum proficientes cotidie bonitate et crescentes in viros morum honestate compositos et scientiarum cognitione profectos, ut tandem labor vester et studium ad laudem Dei, vestrumque honorem et commodum et propinquorum gaudium oblucescat. Sed sunt quidam qui vos in hiis frivolis occasionibus adinventis impedire conantur, vestrumque laudabilem in studii exercitatione processum immissione dissidii et scandali concitatione turbare, sicut hiis diebus aliqui spiritu malignitatis impulsi fecerunt,

quod statum vestrum integrum et tranquillum novis procuratis divisionibus immutarent, adducentes in vos commotionis turbinem et inferentes discordiae tempestatem, crebras faciendo convocationes, prava conventicula ordinando et vos ad haec iniquis et calidis suggestionibus pertrahendo, ita quod, cum debebatis in silentio et quiete imminere libris et lectioni vacare, oportebat vos propter ista intermisso studio clamoribus et strepitibus interesse ac pro vanis et incongruis tractatibus inutiliter evagari. Si ergo viros tam pestilentos corripimus, si ecclesiastica districtione talium temeritatem arcemus, si horum maligna molimina apostolica auctoritate conterimus, impias colligationes dissolvimus et reproba consilia dissipamus, ordinatas malitiae suae machinas confringentes, ne libere feriant et praeconceptas inferant laesiones, de hoc vehementer gaudere debetis et tanquam de magni beneficii dono communiter exultare, quia resistendo taliter hiis perversis et si bonum generale agimus, vestrum tamen profectum specialiter procuramus. Porro cum dilecti filii fratres praedicatores et minores Parisienses Sacrae Scripturae studio sedulo inhaerendo sibi et aliis multum proficiant, insignia lucis opera de sua instanti vigilantia et instantia vigili proferentes, propter quod ex ipsis Parisiensibus studium grande augmentum recipit et eximium vestra universitas ornamentum, turbamur quamplurimum et vobis etiam debet quamplurimum displicere, cum aliqui sui aemuli statum ipsorum humilem et quietum subvertere moliuntur, et nos adversus eorum innocentiam commovere, quorum profecto multi fuerunt ex vobis et de vestro consortio ad regulare collegium transierunt, quorumque necessitatibus de vestrae caritatis eleemosinis et subsidiis potissime subvenitur, et qui pro vobis divinam clementiam devota et assidua supplicatione deposcunt. Unde quia intelleximus quod aliqui contra eosdem fratres quantum ad praedicationem, confessionem, audientiam eorum et mendicitatem et quoad alia in scolis, praedicationibus et alibi linguas relaxare maliloquas praesumpserunt, non ipsos forte et proprie exprimendo vocabulis, sed aperte quibusdam certis circumlocutionibus innuendo, nos attendentes quod praedicti fratres Sacris Scripturis et verbi Dei studio ac animarum profectibus, necnon divinis officiis et orationibus instanter et incessanter intendunt, nec torpent otio, sed opere optimo seipsos exercitant, cum sapientia opus existat maximum, nec sint plurius quae operantur exterius quam quae per

studium cognoscendae divinitatis exercent. Nam et Dominus, ministrante ac operante Martha et Maria audentiam, attentionem et studium circa verbum ipsius praecipue commendavit, per quod liquide patet quod iidem fratres ad operandum suis manibus non tenentur, quinimmo si hiis intermissis laborarent manibus, potiora utique ac utiliora in minora, minusque utilia opera non sine animarum dispendio commutarent. Considerantes etiam quod reliquerunt omnia propter Deum, exilia vitae subsidia salubriter mendicantes, Christumque pauperem imitantur, perfectionem ewangelicam amplexando, ex quo evidenter apparet quod in statu salvandorum existunt et per suae religionis observantiam, quae quidem ipsius perfectionis ewangelicae tenet formam, aeterna praemia promerentur, pensantes insuper quod de licentia vel commissione aut concessione Romani Pontificis seu legatorum ejus vel ordinariorum locorum licite possunt praedicare populis et confessiones audire ac poenitentias injungere salutares, contra omnes qui adversus praedictos fratres stulte in hiis et improvide sunt locuti, efficaciter procedi mandamus, gravesque ipsis poenas infligi, nisi per sufficientem satisfactionem sibi duxerint celeriter consulendum. Libellum etiam quemdam valde perniciosum et detestabilem temere de novo compositum, post plenam examinationem illius, quia quaedam contra potestatem et auctoritatem Romani Pontificis et coepiscoporum suorum et aliqua contra salutarem pauperum seu mendicantium religiosorum statum, sicut sunt fratres praefati, ac alia plura nefaria et perversa manifeste comparamus contineri, cum etiam gravis scandali seminarium et materia multae turbationis existeret, tanquam iniquum, scelestum et execrabilem de fratrum nostrorum auctoritate apostolica reprobandum duximus et in perpetuum condempnandum, excommunicando cunctos qui libellum ipsum habuerint, nisi eum infra octo dies ex quo hujusmodi nostram condempnationem et reprobationem sciverint, curaverint penitus abolere. Ideoque universitatem vestram quam affectione paterna prosequimur, requirimus et hortamur paterna vobis sollicitudine mandantes quatenus, sicut viri prudentes, cogitantes discrete quod digne ac juste processimus in praemissis et quod vestram in hoc utilitatem operati sumus, deprimendo universitatis ejusdem noxios turbatores, ac exinde pariter congaudentes virtutum et scientiae studio, principaliter intendatis, vestros ad hoc affectus convertentes totaliter et firmantes, a detractionibus, oblocutionibus et dolosis persua-

sionibus aures et animos avertendo, evitando ac repellendo longius seditiosos et perniciosos viros quibus amoenum et deliciosum esse videretur adinvenire dissensiones et discordias procurare, ac supradictos fratres tanquam acceptos Christi ministros et intercessores ad Deum pro populo efficaces habentes attentius commendatos, nullis eos vexetis aut inquietetis molestiis, sed pro divina et nostra reverentia, suaeque sacrae religionis intuitu fraterna ipsos prosequamini caritate ac piis benivolentiae vestrae suffragiis foveatis, quia ex hoc et retributorem bonorum omnium reddetis vobis magis propitium et favorem nostrum plenius acquiretis. Ad haec quia studium in civitate praedicta, favente Domino, prosperis semper excrevit augmentis et optimos produxit effectus, unde nullatenus expediret ipsum exinde removeri, sed valde dampnosum existeret si forsitan alibi transferretur, de vestra et ipsius translatione studii ad locum alium nichil hiis pensatis statuatis penitus, nec formetis. Nos enim parati sumus in omnibus quae ipsius universitatis honorem et bonum respiciunt, vobis apostolicae gratiae januam aperire.

CCVI.

Lettre d'Albert, notaire du pape, à l'évêque de Tournay, au sujet des dépenses de sa mission en France.

—

Venerabili in Christo patri domino Dei gratia Tornacensi episcopo Albertus, domini papae notarius, salutem in Domino. Cum dominus papa nos mittere in Franciam pro quibusdam Ecclesiae Romanae negotiis, et propter hoc nos subire oporteat et oportuerit magna onera expensarum, Paternitatem Vestram requirimus et rogamus attentius quatenus ob reverentiam Apostolicae Sedis nobis velitis de LX libris, in quarum summa, sicut credimus, clerus vester minime aggravatur, ad exonerationem expensarum hujusmodi providere. Ut autem hoc efficere facilius et efficacius valeatis, vobis imponendi dictas LX libras inter personas ecclesiasticas,

exemptas et non exemptas, vestrae civitatis et dyocesis secundum Deum ac exigendi illas ab eis, et contradictores per censuram ecclesiasticam compellendi, auctoritate domini papae qua fungimur in hac parte, plenam concedimus potestatem, et, ut de auctoritate nostra pateat manifeste, super hoc tenorem litterarum domini papae de verbo ad verbum sub nostro sigillo vobis duximus transmittendum. Datum, etc.

Cum igitur auctoritate praedicta de bonorum et prudentum virorum consilio taxaverimus in hunc modum quod ecclesia Sancti Donatiani solvat de dictis LX libris IIIIor libras magistro abbati pro exoneratione expensarum suarum, etc., tibi decano mandamus quatenus auctoritate praedicta moneas vel moneri facias diligenter praepositum et omnes et singulos supradictos ut infra VII dies post monitionem ipsis factam ad opus dicti magistri abbatis secundum taxationem nostram praescriptam nobis vel tibi nostro nomine satisfaciant competenter, alioquin ipsos auctoritate nostra immo apostolica nobis in hac parte commissa ad hoc compellas per censuram ecclesiasticam, faciasve compelli, sine alterius exspectatione mandati, nobis quid inde factum fuerit, rescribemdo.

CCVII.

Réclamation du portier du monastère de Thosan contre la veuve et le fils de Lampsin Foiters.

Dicit procurator portae monasterii de Thosan nomine procuratorio pro dicto portario et pro ipso et ad opus ejusdem contra relictam quondam Lamsini Foiters et Lamsinum dicti quondam Lamsini filium, ejus tutores seu curatores, quod defuncto dicto quondam Lamsino, praedicti rei, pro rata quemlibet eorum contingente, in bonis dicti defuncti se immiscuerunt, videlicet dicta rea ratione matrimonii quod contraxerat cum dicto Lamsino quondam, et dictus reus tanquam haeres dicti defuncti, occasione quarum successionis et immissionis ipsi rei ratione relevii dictorum bono-

rum quae post se reliquit dictus defunctus, tenentur dictae portae in XVIII solidis, septem denariis flandrensibus, cum dimidia parte unius oboli, de quo relevio recipiendo et habendo dicta porta fuit in possessione ab antiquo et adhuc est. Tamen ipsi rei sunt in mora et defectu solvendi praedictum relevium portae praedictae. Quare petit dictus procurator, nomine quo supra, et ad opus dictae portae, dictam pecuniae summam sibi solvi et dari a dictis reis maxime cum ratione illa quod procuratoribus portae dicti monasterii legitima ipsis super petitis competat actio contra reos, quae praemissa rei sciverunt et coram probis recognoverunt esse vera: et in hiis et expensis litis factis et faciendis petit actor nomine praedicto reos sibi condempnari, salvo sibi in omnibus juris beneficio, protestans sibi valere quae probabit de praemissis. Et feria IIII[ta] post *Isti sunt dies* est dies assignata reis contra actorem ad deliberandum habito libello.

CCVIII.

Réclamation présentée contre l'admission d'une religieuse dans le monastère de . . . .

Coram vobis, domine praeposite . . . . . . qui vos geritis pro executore mandati apostolici super receptione Katerinae dictae . . . . . ., ego procurator religiosarum mulierum abbatissae et conventus de . . . . . ., quasi etiam vestrae prudentiae conquerendo gravamen quod ipsis occasione praedictae feminae irrogari videtur, ostendens et demonstrans gravamen praetactum, nomine procuratorio praedictarum dominarum et pro ipsis, quod dicta Katerina virtute litterarum suarum quas impetravit, ut dicit, a Sede Apostolica, ita quod in monacham et sororem ab abbatissa et conventu praedictis recipi debeat et ut monacha pertractari, cum tamen ipsius littera sit inefficax et invalida, sicut inferius apparebit, ad hunc finem ut Katerinae praedicta in claustro praedicto non recipiatur, nec recipi teneatur in monacham et sororem. Ut etiam dicta abbatissa et conventus compelli

non debeant ad receptionem illius, proponit et dicit contra dictam Katerinam et suas litteras antedictas quod littera sua praedicta inefficax est et invalida, et virtutem non habet qua recipiatur vel recipi debeat in monacham et sororem a dictis abbatissa et conventu, rationibus inferioribus annotatis quarum prima est talis quam dictus procurator proponit ad finem praedictum. In claustro enim praedicto de mandato Sedis Apostolicae patribus abbatibus alias directo certus numerus monacharum est institutus per venerabilem patrem ipsarum dominum abbatem Clarevallensem et auctoritate praedicta legitime confirmatus, quem numerum observare et eumdem non excedere, juramento corporaliter praestito, promiserunt. Unde cum in dicta littera de hujusmodi numero certo nulla fiat mentio, ut deberet, littera ipsa inefficax et invalida est censenda.

Secunda ratio talis est quod Katerina praedicta litteram apostolicam cui inititur falsitate suggesta et veritate tacita impetravit, non impetratura litteram ipsam alias. Asserit enim litteratam se esse, cum tamen illitterata existat, utpote non discernens quae littera sit vocalis vel consonans et quem locum debeat obtinere una littera vel altera in conjunctione ipsarum, quem etiam locum q. littera magis quam c. littera obtinere debeat, an etiam v. littera semper vim suam habeat differenter vel uniformiter, immo penitus omnem vim litterae ignorat, et illitterata verius quam litterata merito est censenda.

Praeterea cum illitterata fuerit et hoc ipsum negare non possit, adhuc illitterata praesumitur et pro illitterata merito debet haberi, nec enim dominus papa in sua littera eam examinatam fuisse de aliqua litteratura vel asserit vel testatur, ut probatione litteraturae propositae non sit opus.

Tertia ratio quam proponit procurator praedictus ad finem praedictum, est talis :

Religiosis Cisterciensibus tam monachabus quam monachis universis a Sede Apostolica est indultum ut nullum recipiant, nec recipere compellantur in monachum vel conversum, monacham vel conversam per litteras Sedis Apostolicae non facientes plenam et expressam de indulto hujusmodi mentionem; unde cum in dicta littera qua Katerina praedicta utitur et cui ipsa inititur, nulla fiat mentio de indulto praedicto, hujusmodi sua littera non immerito est inefficax et invalida reputanda.

Hiis rationibus et aliis quas discretio vestra, domine judex, nolens

abbatissam et moniales praedictas indebite molestari, suppleat, petit et supplicat dicta abbatissa et conventus ad receptionem expressam in Apostolicae Sedis littera non compelli, sed ipsi Katerinae imponi perpetuum silentium a petitione proposita per camdem, et ea quae in facto consistunt vel id quod sufficit ex praemissis, procurator praedictus se offert legitime loco et tempore probaturum, si ea negaverit pars adversa.

CCIX.

Requête présentée au roi de France par les abbés des Dunes et de Thosan, comme exécuteurs testamentaires d'un clerc.

Regali Majestati Vestrae, domine rex, princeps excellentissime, supplicant humiles abbates de Dunis et de Thosan, Cisterciensis ordinis, Morinensis et Tornacensis dyocesium, executores ultimae voluntatis magistri... clerici, quod cum idem magister sui compos et corpore sanus, suis bonis et juribus gaudens pacifice ac in fidelitate et homagio regis existens, C libras in manibus praedictorum executorum deposuerit et reliquerit, in praesentia proborum ad hoc vocatorum, ad distribuendum specialiter post ejus decessum piis locis et miseris personis infra comitatum Flandriae constitutis et non extra, prout paupertas et necessitas exegerit singulorum, dictam pecuniae summam apud aedem sacram, videlicet monasterium de Thosan consignando, cumque idem magister penes dicta monasteria de Dunis et de Thosan deposuerit M libras ejus heredibus post ejus obitum conferendas, praedicto magistro sublato de medio, nobiles viri tales functi potestate regali regio nomine ab executoribus praedictis sub amissione bonorum suorum ipsis invitis et quantum potuerunt renitentibus, dictas pecuniarum summas violenter exegerunt, abstulerunt et asportaverunt, fractis scrineis et seris in domo de Dunis Brugis, ubi dicta pecunia tunc temporis fuerat collocata. Quare supplicant dicti executores humiliter ut centum librae praedictae restituantur eisdem pro ipsius defuncti voluntate

ultima exequenda, et aliae M librae ad praedictam ultimam voluntatem minime pertinentibus reddantur heredibus praenotatis.

CCX.

Bulle de Nicolas IV contre certains moines ou frères convers coupables de rébellion.

Nicholaus episcopus, servus servorum Dei, dilectis filiis abbati Cistercii, ejusque coabbatibus, monasteriis Cisterciensis ordinis, eorumque conventibus universis salutem et apostolicam benedictionem.

Religionis vestrae meretur honestas ut quanto studiosius divinae contemplationi vacatis, tanto quieti vestrae providere benignius studeamus. Vestris itaque supplicationibus inclinati auctoritate praesentium inhibemus ut nullus audeat monachos conversos et personas ordinis vestri professos fugitivos seu rebelles recipere vel etiam retinere, sed liceat vobis ipsos absque alicujus requisitione propria auctoritate capere, ipsosque juxtra vestri ordinis corrigere instituta, requirendo ad hoc, si opus fuerit, auxilium brachii secularium personarum, quas, si ad hoc illud vobis facto vel verbo praestiterint moderatum, excommunicationis sententiae nolumus subjacere. Nulli ergo, etc.

CCXI.

Plaintes de l'abbé de Thosan contre quelques moines et frères convers coupables de rébellion.

Ex parte religiosorum virorum abbatis et conventus de Thosan, Cisterciensis ordinis, nostrae dyocesis, nobis est graviter conquerendo mons-

tratum quod quidam monachi et conversi, specialiter autem tales, in contemptum dicti ordinis et scandalum plurimorum, a dicto monasterio propria voluntate exeuntes, regula disciplinae et obedientiae derelicta, in diversorum locorum partibus et interdum in ejusdem monasterii curtibus latitantes, ipsosque in personis et bonis inquietent gravius, turbent et molestent, se gerentes perverse in sui creatoris contumeliam ac non modicum suarum dispendium animarum. Unde, cum ex officio nostro, ne religiosi viri vagabundi salutis propriae detrimentum incurrant aut sanguis eorum de suorum requiratur manibus praelatorum, a nostra teneamur censura qua convenit compellere sic errantes, ut semita erroris sui derelicta redeant ad suum ordinem monasterii disciplinam et obedientiam debitam servaturi, vobis in virtute sanctae obedientiae et sub poena suspensionis latae sententiae in vos, si in executione praesentis mandati negligentes fueritis aut remissi, firmiter praecipimus et mandamus quatenus moneatis praedictos omnes et singulos, ac specialiter dictos fratres sic errantes, ut erroris sui semita derelicta ad eorum ordinem et monasterium redeant et regularem disciplinam et obedientiam secundum quod congruit suis votis observent et ab eorum superioribus poenitentiam recipiant salutarem. Alioquin ipsos extunc excommunicetis et excommunicatos publice nuntietis, praecipientes sub poena excommunicationis ne quis dictos excommunicatos hospitio recipiat vel quoquo modo faveat, aut in potu, cibo, colloquio seu aliquo alio humanitatis solatio eisdem communicare praesumat in errore durantibus supradicto. Insuper vobis mandamus quatenus si sic excommunicati in sua malitia perseveraverint, nec ad matris Ecclesiae unitatem redire curaverint, moneatis dominos temporales sub quorum dominio vel districtu hujusmodi errantes inventi fuerint, ut ipsos capiant et suo abbati deliberent, alioquin ipsos dominos temporales vel eorum loca tenentes excommunicetis et excommunicatos publice nuntietis, cum dignum existat ut quos Dei timor a malo non revocat, saltem coherceat severitas disciplinae, villas etiam seu loca in quibus sic errantes manserint, quamdiu ibi manendo steterint, interdicti sententiae supponatis.

CCXII.

Lettre relative à un conseiller du comte de Flandre dont il importe de se concilier l'appui.

—

Ex relatu percepimus fidedigno quod in terminando et decidendo negotio subsidii praestandi domino comiti Flandrensi adhuc pendentis multum expediret acquirere magistri talis amicitiam et favorem, quodque hoc fieri posset aliquo munere vel enchenio mediante. Verum, quia vos et vestros ipsius eredimus habere notitiam caeteris pleniorem, Venerabilem Paternitatem affectuosis precibus requirimus et rogamus quatenus apud eumdem per vos personaliter, seu per vestros specialiter, prout magis oportere videritis, laborantes temptare dignemini et ab ipso cautius indagare quid de negotio fieri poterit vel expediat in hac parte, et si ipsum ad juvandum nos inveneritis promptiorem, placet ut eidem serviamus de enchenio competenti, quod vestrae discretioni totaliter committimus circunspecte, et quod nos etiam ad certos locum et terminum, ubi et quando propter hoc comparere volueritis et potueritis, convocetis. Nos enim tam de munere quam de vestris expensis quilibet nostrum pro rata se contingente vobis promittimus respondere.

CCXIII.

Lettre de l'official de Tournay au doyen de Bruges, au sujet du testament de Guillaume et de Pierre de Spoya.

—

Officialis Tornacensis decano christianitatis et sigillifero curiae Brugensis salutem.

Cum quondam Willelmus et Petrus, dicti de Spoya, jam defuncti novem annis elapsis, suorum testamentorum seu ultimarum voluntatum,

videlicet idem Willelmus virum religiosum abbatem de Thosan, dominum Willelmum dictum Grip, canonicum Herlebecensem, Balduinum Vrient et Petrum dictum Bliec, dictusque Petrus praedictos abbatem de Thosan et dominum Willelmum Grip suos elegerint et fecerint executores, relictis heredibus Lamsino Toelnare, Egidio Dop et Jacobo Rinvichs, bonaque sua dicti defuncti in manibus executorum praedictorum posuerint et relicta esse voluerint, ac ipsi executores ipsis testatoribus defunctis onus executionis dictorum testamentorum seu ultimarum voluntatum in se susceperint terminandum et adimplendum, ac bona quae fuerunt dictorum defunctorum, habuerint et receperint sufficientia ad dictorum testamentorum seu ultimarum voluntatum executionem adimplendam, ut dicitur, nihilominus dicti executores indebite impediverunt et impediunt, fecerunt et faciunt sive fieri procurant, prout ex parte dictorum heredum nobis est graviter conquerendo monstratum, quominus praedicti heredes bona quae fuerunt dictorum testatorum residua ultra executiones praedictas ad dictos heredes jure hereditario devoluta possint nancisci et habere ac de eisdem disponere tanquam suis. Quocirca vobis mandamus quatenus vocatis coram vobis, Brugis vel alibi, ubi videritis expedire, executoribus et heredibus antedictis, auctoritate nostra vobis in hac parte commissa, ad certam diem, si vobis constiterit per confessionem dictorum executorum vel alias legitime dictos executores onus dictarum executionum in se suscepisse, ac bona sufficientia ad executiones praedictas adimplendas recepisse et habuisse, vos eisdem executoribus praecipiatis et mandetis auctoritate nostra quod praedictis heredibus bona quae fuerunt dictorum testatorum residua tradant et deliberent, et eosdem de eis gaudere permittant pacifice et quiete, ac impedimentum circa hoc appositum per executores praedictos amoveant cum effectu. Si autem dubium sit vel dicti executores negaverint ita esse vel fuisse, recepta cautione ydonea a praedictis heredibus, visis testamentis vel copiis eorumdem, de praedictis testamentis adimplendis, prout de jure fuerint adimplenda, eisdem executoribus auctoritate nostra, ut prius, praecipiatis et mandetis quod bona praedicta dictorum defunctorum eisdem heredibus tradant et deliberent ac eisdem de eisdem gaudere permittant, alioquin ad praemissa agenda monitione praemissa, si opus fuerit, per censuram ecclesiasticam compellatis eosdem. Inhibitionem autem ex parte dictorum abbatis et Willelmi executorum contra he-

redes praedictos a nobis in forma communi impetratam usque ad diem et dictae diei continuationem suspendimus. Citantes insuper executores praedictos contra dictos heredes peremptorie et personaliter Tornaci coram nobis ad feriam quintam ante *Petri ad vincula*, nisi dies fuerit feriata, alioquin ad diem proximam non feriatam una cum originalibus testamentis praedictis nobis ex officio et praedictis heredibus responsuros et rationem ostensuros ac computum facturos super executionibus testamentorum seu ultimarum voluntatum praedictorum, et juri, quantum debuerint, parituros, quid inde feceritis et inveneritis, nobis fideliter rescribentes. Datum anno Domini, etc.

CCXIV.

Mandement relatif à la dîme biennale accordée au roi de France par le pape.

Venerabilibus et in Christo karissimis coabbatibus suis salutem et post labentis vitae tribulationes et oppressiones varias felicitatis aeternae solatium praestolari.

Universitatem vestram credimus non latere quomodo biennalis decima domino regi Francorum per summum pontificem sit concessa, et qualiter ipse dominus rex per collectores suos et ballivos ad solutionem subitam et insolitam voluit compellere nos et nostros, et abbatias singulas et loca nostri ordinis singulariter decimare, in ipsius ordinis nostri confusionem et inopinabile ac irreparabile detrimentum, propter quod reverendus pater dominus Cisterciensis praesentibus et futuris periculis obviare cupiens et honorem ordinis incontaminatum pro viribus observare, regiam adiit majestatem, et tandem votiva favente gratia, non sine cordis angustia et afflictione spiritus, cum domino rege praedicto ac suis de praedictis duabus decimis composuit, prout alias factum extitit, sicut in litteris regiis inde confectis, quarum tenorem vobis mittimus, plenius continetur.

Quocirca universitatem vestram monemus et hortamur in Domino,

vobis nichilominus in virtute sanctae obedientiae dantes firmiter in mandatis, quatenus vos et vestrum quilibet summas vobis in ultima nuper praeterita decimatione impositas in moneta debili, in bona et forti moneta parvorum et antiquorum Turonensium pro duabus decimis, duobus terminis infrascriptis, praedicto patri domino Cisterciensi, vel ejus mandato, apud Parisius, in octavis Beati Remigii proximi, pro prima decima, et pro secunda in octavis Beati Johannis Baptistae continue subsequentis, sub expositione bonorum vestrorum manui regiae et obligatione usurarum, si, quod absit, propter hoc mutuum contrahere contigerit, locis et terminis assignatis, sine diminutione aliqua persolvatis.

Licebit insuper pro expensis et laboribus evitandis primam solutionem facere dicto patri vel ejus mandato in Divione, tempore capituli generalis.

Si vero regii collectores aliquid jam a vobis extorserint vel levaverint, nomina ipsorum collectorum et summas persolutas per litteras continentes sub sigillo credibili dicto patri mittatis vel etiam deferatis, et nos illud faciemus de vobis et ordini imposita defalcari.

Ne igitur vos vel vestrum aliqui de ignorantia se valeant excusare vel tueri, vobis virtute qua supra ac poenis etiam memoratis firmiter injungimus ut sigilla vestra, vel priores, si vos abesse contigerit, una cum nostro in testimonium mandati nostri recepti praesentibus apponatis. Vos vero qui generationem habetis, filiis vestris hoc idem sub poenis et sententiis supradictis absque morae dispendio insinuare curetis.

CCXV.

Lettre de Philippe le Bel, roi de France, au sujet du subside accordé par le pape pour l'amélioration des monnaies.

Philippus, Dei gratia Francorum rex, superintendentibus negotio decimalis subsidii nobis pro reductione monetae nostrae ad suum pondus et valorem antiquum ab apostolica sede concessi, et collectoribus ejusdem ac

ballivis et justitiariis aliis regni nostri ad quos praesentes litterae pervenerint salutem.

Cum dilectus in Christo et fidelis noster abbas Cisterciensis compositionem et finantiam de certa pecuniae summa nobis certis solvenda terminis nobiscum fecerit, tam pro se quam pro suo toto ordine regni nostri pro subsidio supradicto, mandamus vobis et vestrum singulis quatenus abbatem praedictum et coabbates suos aut alias quaslibet personas dicti ordinis occasione nullatenus molestetis, et quicquid forsitan ab aliquibus eorum jam receptum fuerit, restituatis eisdem, ipsosque reddatis super hiis immunes, transcripto praesentium sub autentico sigillo plenam fidem quoad haec in defectu originalis hujusmodi adhibentes.

CCVXI.

L'official d'Utrecht excommunie des frères convers du diocèse d'Utrecht qui avaient maltraité deux frères de l'abbaye de Thosan.

Officialis archidiaconatus Trajectensis universis presbiteris, ecclesiarum rectoribus, capellanis et clericis aliis per archidiaconatum Trajectensem constitutis ad quos praesentes litterae pervenerint salutem in Domino.

Gravem querimoniam abbatis et conventus monasterii de Thosan, Cisterciensis ordinis, Tornacensis dyocesis, accepimus continentem quod talis et talis, Trajectensis dyocesis, in eorum confratres, videlicet in fratres Willelmum et Johannem, manus injecerunt temere violentas, eos atrociter armis vulnerando, et in alios eorum confratres manus injecerunt eos graviter laedendo, citra sanguinis effusionem eos suis rebus spoliantes.

Quare vobis universis et singulis presbiteris, ecclesiarum rectoribus, capellanis et clericis aliis supradictis sub poena suspensionis ab officio et excommunicationis latae sententiae districte praecipiendo mandamus quatenus statim visis praesentibus, accedentes ubi propter hoc fuerit accedendum, moneatis praedictos malefactores nominatim et in specie et

eorum complices quorum nomina sciveritis, et alios in genere quorum nomina nesciveritis, ut infra septem dies post vestram monitionem dictis abbati et conventui ac eorum confratribus praedictam injuriam passis satisfaciant ut tenentur, alioquin dictos malefactores et eorum complices quos extunc in hiis scriptis excommunicamus, excommunicatos tam auctoritate canonica quam nostra publice nuntietis, ubi, quando et quotiens super hoc contigerit vos requiri, nisi causam praetenderint, etc.

CCXVII.

Fondation d'un hôpital et d'une chapelle.

Noscant tam posteri quam moderni quod cum honestus vir talis et uxor ejus ad construendum praesens infirmitorium et hanc eidem cohaerentem capellam cc libras contulissent, donis potioribus erga divini nominis laudem dicti conjuges exuberare volentes praedictam munifice dotaverunt; nam ad honorem Dei Omnipotentis, gloriosae virginis Mariae, omnium Sanctorum et Beati Bernardi abbatis in ea capellaniam instituerunt pro suarum remedio animarum per monachos sacerdotes ydoneos ibidem perpetuis temporibus deserviendam, ad hoc de bonis suis sibi a Domino collatis XX libras annui et perpetui redditus et calicem cum vestimentis sacerdotalibus anno Domini M° CC° XV° conferentes, de quibus ecclesiam istam in corporalem possessionem, quietam et pacificam induxerunt. Insuper et ecclesiam istam semper diligentes et honorantes manus adjutrices ipsi liberaliter porrexerunt et plurima in ea exhibuerunt opera pietatis, inter caetera sex pitantias statuentes annis singulis in perpetuum hiis diebus videlicet, etc., ministrandas, et, tandem diem feliciter claudentes extremum, circiter novem mensuras terrae jacentis in Lisseweghe istius loci conventui assignarunt, valentes annis singulis plus quam decem libras, ut inde in cujuslibet ipsorum anniversario bona et semper cum vino perpetuis temporibus dicto conventui ministrentur. Debet etiam qui

ad dictam capellam celebraturus accedit, undecunque celebraverit, specialiter hanc collectam recitare quamdiu vixerint : *Omnipotens sempiterne Deus, miserere famuli et famulae tuae et dirige eos secundum tuam clementiam in via salutis aeternae, ut te donante tibi placita cupiant et tota virtute perficiant per Dominum,* etc. Et post eorumdem decessum : *Inclina Domine vel Deus* cui proprium est dicere pro eisdem, ipsorumque memoriam in suo memento specialiter retinere.

CCXVIII.

Guillaume, comte de Hainaut et de Hollande, confirme les priviléges accordés à l'abbé et au couvent de Thosan.

Willelmus, comes Haynoniae, Hollandiae, Zelandiae ac dominus Frisiae, universis ad quos praesentes litterae pervenerint, salutem et affluentiam omnis boni.

Cupientes in felicibus et honestis operibus nostrorum progenitorum aemulatores effici, beneficia piis personis rationabiliter ab eisdem indulta in suo robore nostrae protectionis et promotionis assistentia conservando, omnia et singula privilegia tam largitiones quam gratias continentia quae rite devota progenitorum nostrorum comitum Hollandiae munificentia venerabilibus et religiosis personis domino . . . . . . abbati et conventui de Thosan, quos favore prosequimur speciali, temporibus retroactis indulsit, secundum omnium et singulorum suorum articulorum continentiam tenore praesentium confirmamus et ratificamus pro nobis et nostris heredibus ac successoribus in futurum, ut adeo sedulius nos Domino suis orationibus recommendent.

CCXIX.

Lettre relative aux plaintes formées par quelques moines de Clairmorais.

—

Venerabilibus et in Christo karissimis patribus, etc.

Cum a reverendo in Christo patre domino Clarimarisci vestrae discretioni quaedam inquisitio in domo de Claromarisco facienda sit commissa, Vestram venerabilem Paternitatem humiliter deprecamur quatenus, si quos inveneritis qui malitiose linguas suas ut sagittas acuentes contra virum religiosum talem videantur disponere et eidem occultas parare insidias, eorum depositionibus non citius fidem adhibeatis, sed potius aequitate praevia processum discutere diligenter studeatis, ne malitia alterius innocens puniatur.

CCXX.

Remerciments au sujet de la protection accordée par un abbé pendant une coupe d'arbres à Maele.

—

Reverendae Paternitati vestrae de benivola promptitudine vestra laborandi pro ecclesiae nostrae negotiis et utilitatibus regratiamur, et grates referimus in quantum possumus copiosas, scire vos cupientes quod nuper fuimus apud Maleam coram domino comite, et obtinuimus famulum unum qui apud talem locum, quandiu duraverit lignorum nostrorum sectio. nobiscum assidue moram trahet, nosque contra omnes et singulos laycos defendet, ex parte domini comitis praedicti, qui de nostro nemore aliquid auferre voluerint nomine decimali. Verum quia contra presbiteros et clericos per quos in ablatione arboris alias injuriam passi sumus, idem famulus nobis defensionis praesidio non assistet, cum ad jurisdictionem domini

comitis noscantur minime pertinere, consulitur nobis ut contra injuriatores hujusmodi inhibitionem fieri procuremus. Hinc est quod Reverentiae Vestrae notulam quamdam de consilio talis magistri formatam transmittimus, humiliter deprecantes quatenus, si vobis expediens videatur, eamdem per aliquem de vestris faciatis a domino praeposito sigillari.

CCXXI.

Lettre adressée à Gui de Dampierre, comte de Flandre, au sujet des réclamations de l'abbé et du couvent de . . . . , qui prétendaient jouir de la dîme des forêts appartenant aux religieux de. . . . .

—

Praeclaro principi ac domino in Christo karissimo G., Dei gratia comiti Flandriae et marchioni Namurcensi, frater, etc., devotarum orationum instantiam cum salute et pias aures piis petentium postulationibus favorabiliter inclinare.

Quum ex perceptione praeteritorum munerum facta est nobis certior ac firmior exspectatio futurarum, idcirco praeclarae munificentiae vestrae beneficia recolentes in nostris et nostrorum negotiis, ad sinum vestrae mansuetudinis cum fiducia recurrimus, de benignitatis vestrae habundantia nullatenus haesitantes. Sane cum religiosi viri abbas et conventus Sancti . . . . . . contra privilegiorum nostrorum tenorem et totius terrae communem consuetudinem, decimam nemorum a religiosis ac dilectis in Christo filiis abbate et conventu . . . . attemptent exigere, non verentes ipsos super re tam dissueta et tam injuriosa importunis molestiis infestare, praeclarae nobilitatis vestrae disertam mansuetudinem fiducialiter imploramus humili devotione suppliciter postulantes quatenus praedictorum injuriatorum praesumptuosam violentiam zelo justitiae per virtuosam potentiam reprimentes, supradictis abbati et conventui non permittatis de caetero super negotio hujusmodi aliquam injuriam irrogari, aut ipsos super hoc aliquatenus molestari, preces nostras, si placet, omni

benevolentia taliter admittentes quod abbas et conventus praedicti de vestro auxilio plurimum confidentes, subventionis vestrae fastigium sibi sentiant affuisse. Valeat status vester et vigeat in Domino temporibus prosperis et jucundis.

CCXXII.

Lettre adressée au comte Charles d'Anjou en faveur d'un frère . . . chargé auprès de lui des affaires du monastère.

Illustrissimo viro et domino suo in Christo karissimo N. comiti salutem et cum devotarum orationum suffragiis paratam in omnibus ad obsequia voluntatem.

Licet per locorum distantiam a vobis simus plurimum separati, corde tamen visceraliter adhaerentes, quia regni Franciae promotionem et exaltationem et illustrissimi domini regis et amicorum suorum honorem, commodum et profectum super omnes principes terrae totis visceribus affectamus, quamobrem Excellentiae Vestrae servitio quicquid potest humilitatis nostrae parvitas tam in spiritualibus quam in temporalibus affectamus, et latorem praesentium fratrem N.... monachum nostrum ad Vestram Excellentiam propter quaedam domus nostrae negotia destinamus, eo quo possumus affectu, attentius humiliter exorantes quatenus eidem monacho nostro super negotiis domus nostrae credere dignemini tanquam nobis, et eadem negotia, secundum quod domui nostrae expedire videritis, divinae pietatis intuitu efficaciter promovere, ad memoriam reducentes quod illustrissima domina B. [1] clarae memoriae, quondam mater vestra, regina Francorum, domum nostram sincero dilexit amore et suae benignitatis auxilium nobis frequentius praesentavit, quod ei retribuat in aeterna beatitudine bonorum omnium retributor.

[1] Blanche de Castille.

CCXXIII.

Recommandation en faveur d'une jeune fille qui désire être admise dans un monastère.

Cum talis puella bene litterata et bonis moribus adornata, spretis mundi vanitatibus, desideret in ordine vestro Domino famulari, vestram dilectionem, de qua confidentiam in Domino gerimus pleniorem, requirimus quanto affectuosius possumus et rogamus, hoc exigentes a vobis quasi pro munere speciali, quatenus propter Deum et instantes preces nostras eam in domo.... recipi faciatis in monialem congruo tempore vestiendam, tam diligenti cura istud negotium adimplentes ac si dicta puella existeret soror nostra.

CCXXIV.

Autre lettre de recommandation.

Salutem et pietatis oleum in cordis lampade propter miserias inopum jugiter aggregare.

Cum secundum apostolum teneamur operari bonum ad omnes, illis tamen magis est oculo misericordiae assurgendum qui totis visceribus anhelant ad religionis profectum et caritatis augmentum. Igitur per latorem praesentium, quem, diu est, fidelem novimus et honestum, vestram dilectionem, etc.

CCXXV.

Impossibilité de payer les subventions à raison de l'interception des communications par suite de la guerre.

Cum propter graves principum discordias omnes Flandriae transitus et passagia adeo occupentur et custodiantur stricte quod inde nil penitus transmitti valeat aut etiam exportari, et ob hoc impediamur impositam nobis summam pecuniae pro subventione ordinis hoc instanti praefinito tempore destinare, Reverendam Paternitatem Vestram humiliter supplicamus quatenus, cum rem quae culpa caret in dampnum vocari non conveniat, taliter propter Deum providere dignemini ne hujusmodi impedimento obstante propter statutum generalis capituli contra non solventes editum dispendium seu poenam aliquam incurramus, nosque super ejusdem pecuniae missione quae salva ad locum destinatum pervenire non posset, habentes benigne et favorabiliter excusatos; nam quandocunque secure fieri poterit, parati erimus eamdem quam ad hoc custodimus. ubi jusseritis solvere, aut cuicunque volueritis consignare.

CCXXVI.

Réclamation au sujet du payement de la subvention au roi de France.

Cum, sicut intelleximus, ad opus domini regis Franciae nobis sicut aliis per regnum grandia decimarum onera imponere intendatis, et nos involvere cum eisdem, quasi hactenus stetissemus immunes. nec habuissemus necesse aliis temporalibus dominis subvenire, Paternitati Vestrae in omnibus reverendae humiliter intimamus quod a primordio guerrarum hactenus existentium non solum gravissima decimarum et aliarum exactionum

onera intollerabilia oportuit nos compulsos subire continuo, verum etiam nostra pecora et cetera victualia exponere in tantum quod nil penitus remanserit, unde servire aliquibus aut satisfacere valeamus, cum illa quae remansisse videntur, ad sustentationem tenuem sufficere non credantur. Quare plurium dolorum aculeis confossi in intimis vestram devote imploramus clementiam, preces humillimas effundendo, quatenus pro tuitione patriae nostrae meliora quaecunque expenderimus, nec aequum videatur aut consentaneum rationi ut regnum impugnanti succurrat regno, vel se aliquatenus offendenti in praesenti cum aliis de regno non patiamini nos involvi, praesertim cum hoc fieri nequiret, etiamsi suppeterent facultates, nisi universa Ecclesia per Flandriam hujusmodi subiret onera decimarum, nec extra alios de Flandria quicquam per nos in praemissis vel aliis attemptari valeat absque perpetuae destructionis offensa et nostrorum eversione locorum plurimum exhorrenda.

CCXXVII.

Lettre relative à un moine qui se rend à Paris pour y faire ses études.

Cum nos talem monachum nostrum causa addiscendi Parisius duxerimus transmittendum ut de fonte sapientiae salutaris pocula vitae sibi vendicet et acquirat, ipsum sanctissimae dilectioni vestrae in Domino commendamus, affectuosis precibus vos rogantes quatenus eumdem, si leviter se gerentem videritis vel studio minus debite insistentem, virgae patris quam talibus adhibere convenit, non parcatis, ipsum zelo Dei et ordinis in visceribus caritatis benivole corrigentes.

CCXXVIII.

Lettres de paix et de réconciliation.

—

Salutem et quicquid totius benivolentiae potest in humanae conditionis animo comprehendi.

Cum in domo vestra honorifice recepti fuerimus multotiens nos et nostri, propter quod vobis et vestris ad gratiarum actiones a nobis est merito assurgendum, dolemus vehementer quod vestra mota est serenitas et turbata super verbis cujusdam monachi nostri qui nuper apud vos fuit; et utinam non fuisset, nec verba protulisset pro quibus vestram sinceritatem turbari contigit seu moveri! Ab initio enim doluimus et adhuc dolemus quod unquam de vobis, amicis nostris intimis, verba quae vos movere poterant, emerserunt. Sane cum in cordibus nostris non sit aliquid rancoris, sed, sicut decet amicos, totius benivolentiae purus affectus, dilectionem vestram rogandam duximus affectu quo possumus ampliori quatenus omnis super hoc cesset et discedat animorum, si quae fuerit, commotio, et omnis redintegretur pacis et caritatis inter nos affectio, cupientes quod pristinam de nobis immo majorem fiduciam habeatis in quibuscunque possumus vestro beneplacito deservire. Non enim sumus harundo vento agitata, nec sumus tales quoad flatum linguae unius occasiones queramus recedere ab amicis qui estis vos, nec oportuit satisfactionem a vobis nobis promitti. Valeatis.

CCXXIX.

Lettres de fraternité et d'association de prières accordées aux chanoines de . . . .

—

Si quicunque de populo christiano tenentur invicem diligere et instanter intendere ad mutuae salutis profectum, illos procul dubio in hoc

gerere et monstrare oportet sollicitudinem ampliorem qui caeteris dati suut in exemplum et speculum caritatis, tantoque devotius debet intra se texere dulces sancti amoris funiculos, quanto funes eorum praeclarius in sortem Domini ceciderunt. Haec ergo salutifera ratio sive pia consideratio nos induxit ut cum karissimis in Christo, ..., praeter commune debitum caritatis speciale fraternitatis commercium iniremus, quod non solum mutuos colligaret affectus, sed etiam saluti proficeret animarum, neque enim transitoriis ac mundanis deserviens commodis quod cum mundo transiret, sed potius sic in terris inciperet ut finalem in coelis sortiretur effectum. Condiximus itaque et concessimus praefatis canonicis de totius ordinis nostri consensu ut habeant speciale consortium in omnibus beneficiis quae deinceps in perpetuum in ecclesia nostra fient, et semel in quolibet anno die tali pro omnibus defunctis ejusdem collegii celebrabimus sollempne servitium in vigiliis, nocturnis et in missa in conventu sollempniter decantanda. Ne igitur tam pium pactum et confoederatio salutaris vel oblivione deleri vel negligentia valeat in futurum dissolvi, sed potius firmiter observetur tanquam legitimum sempiternum, placuit tam praefato capitulo quam nobis factum inde cyrographum mutuis alternatim communiri sigillis.

CCXXX.

Lettre de créance.

Salutem et in ordine gratiose proficere et gloriose consummare.

Illos maxime debet dilectio specialis conjungere, quos unit ejusdem linea parentelae. Etiam ad amicum secure recurritur, de cujus fiducia minime dubitatur. Hinc est quod vestrae dilectioni quanta possum affectuosa precum instantia supplico per praesentes quatenus dilectum meum latorem praesentium in illis quae vobis suggeret, amore mei adjuvare velitis, verbis suis tanquam meis, si praesens essem, fidem in omnibus adhibendo, scientes quod quicquid eidem adjutorii impenderitis, mihi factum totaliter reputabo.

CCXXXI.

Lettre de recommandation pour un messager chargé de chercher des harengs.

Praecordialissimo socio suo et amico in Christo karissimo tali talis amicus intimus cum salute prosperum semper et optatum in agendis successum.

Super vestrae benignitatis affectione gratuita, quam nobis tam frequenter quam multipliciter gratiose et amicabiliter exhibere consuevistis. et praecipue super missa nobis nuper cuculla peroptima, gratiarum uberes referimus actiones, parati pro vobis et vestris ad honorem vestrum et pacem, ubi locus et tempus se offerrent, vestris benemeritis operosius respondere, ex tantae praesertim fidelitatis vestrae non inexperta benivolentia peramplius praesumentes obnixius vos rogamus quatenus fideli servienti et aurigae nostro . . . . . . latori praesentium, si in vectura allecium devoti conventus nostri, cujus provisionis cura nobis incombit ad aliquot dies equo uno indiguerit, de eodem sibi amore nostri providere quamdiu expedierit amicabiliter studeatis. nobis vestrum in omnibus beneplacitum rescribentes.

CCXXXII.

Lettre d'amitié.

Salutem et quicquid caritatis et amicitiae in humano animo poterit comprehendi.

Cum sincerae dilectionis incendia sint mutuis salutationibus et obsequiis non deficientibus invicem nutrienda (vel sic : cum amicus fidelis alterius molestiis et doloribus jure compati ac prosperis congaudere successibus

teneatur) hinc est quod de statu exiguitatis meae sinceritali vestrae pateat per praesentes me ad praesens incolumitatis beneficio potiturum, sed ob rationabiles causas quas litteratorie exprimere non valeo, omni tranquillitate cordis simul et jocunditate privatum. Unde vobis veritatem apertius denudabo cum se tempus obtulerit oportunum. Carissime, elaborandum non est ut amoris vestri mihi fidem faciatis amplius, nam animi vestri de meo sumo indicium; non est enim verior imitator amoris alieni quam qui de suo sumit exemplum. Dico autem ex concientia quod caritatis qua mutuo connectimur, recordatio intimo cordis mei adeo est infixa ut nec locorum longitudine, nec temporis prolixitate, nec alia occasione quacunque valeat aliquatenus aboliri. Sed quid valent talia scripta inter amicos? Amicitiae sinceritas pectoris magis fidem postulat quam delineamenta sermonis. Praeterea sciatis quod prae omnibus viventibus vos videre desidero, et si effectus meo responderet affectui, nunquam vellem a dilecto personae vestrae affectu gratuito separari. Propono enim licentiam accipere veniendi ad vos, sperans quod pius dominus per suam misericordiam piis votis condescendens meum in brevi desiderium adimplebit. Si vobis, karissime, in scribendo rarus videar, nihil ob hoc amori decerptum aestimetis, nam indissolubilis iste amor nodus amicitiae qui nostros copulat et conjungit animos, nullatenus rumpi poterit vel dissolvi. Valeatis. Oremus pro invicem ut salvemur, prae caeteris nostrae salutis operibus studentes caritati spiritualiter semper intendere, ne veniente Domino vacuis lampadibus occurrentes cum fatuis virginibus excludamur, sed caritatis quae caeteris virtutibus lucis beneficium praeparat, accensi lumine, cum ipso mereamur apertis januis introire.

CCXXXIII.

Nomination de députés chargés de traiter avec le roi de France.

Universis praesentes litteras inspecturis officialis Tornacensis salutem in Domino.

Supplicationem ex parte communitatis gentium Franci Officii de Brugis, Tornacensis dyocesis, per litteras venerabilis viri magistri Jacobi de Sancto-Auberto et nobilis viri domini militis familiaris excellentissimi principis domini nostri Philippi, Dei gratia Francorum regis, recepimus continentem quod cum communitas praedicta proprium sigillum ad praesens non habeat, indigeatque eadem pro communi utilitate ipsius communitatis et re publica certos procuratores instituere super certis causis et negotiis ipsam communitatem tangentibus, ut nos aliquem ex parte nostra ad recipiendum procuratoria destinare dignaremur : nos praedictae supplicationi annuere volentes, Robertum dictum . . . . ., clericum nostrum, fidelem curiae Tornacensis notarium, ad villam Brugensem destinavimus et potestatem eidem notario ad recipiendum dicta procuratoria, et vices nostras commisimus per litteras curiae Tornacensis, sigillo sedis Tornacensis sigillatas, quarum tenor talis est :

Officialis Tornacensis dilecto nostro Roberto tali, clerico curiae Tornacensis, notario, salutem. Cum communitas gentium Franci Officii de Brugis negotiare habeat, ut dicitur, coram excellentissimo principe ac domino domino Philippo, Dei gratia rege Francorum illustri, super quibusdam certis negotiis pro quibus necesse sit dictae communitati certos procuratores constituere qui habeant plenariam ab eis et ab eorum quolibet potestatem faciendi et concordandi prodicta communitate et quolibet eorum singulatim dicta negotia et ad faciendum omnia et singula quae circa haec fuerint oportuna, ipsaque communitas ad praesens sigillum proprium non habeat sub quo certos procuratores instituere valeat, et nobis ex parte venerabilium virorum magistri Jacobi et talium ad partes Flandriae super certis negotiis a latere ejusdem excellentissimi principis transmissorum nomine

dictae communitatis, et pro ea sit supplicatum ut nos ad recipiendum procuratoria ad praemissa faciendum aliquem a nostro latere mittere dignaremur. Nos vero ipsorum supplicationibus annuere cupientes in praemissis, de tua confidentes probitate et industria, tibi mandamus quatenus personaliter accedas ad loca ubi propter hoc fuerit accedendum, procurationem hujusmodi a facere volentibus loco nostri recipias, eaque nobis in scriptis fideliter reportes ut inde confici valeant litterae sub sigilli sedis Tornacensis munimine roborandae; et nos quantum ad hoc tibi liberam tenore praesentium concedimus facultatem, tibi quantum ad haec vices nostras committentes. In quorum omnium testimonium praesentibus litteris sigillum sedis Tornacensis duximus apponendum. Datum, etc.

Virtute quarum litterarum praefatus notarius ad villam Brugensem accessit, et sabbato immediate sequenti post diem dominicam praedictam, eodem incarnationis anno, scilicet vicesima die mensis martii, Brugis in burgo Brugensi comparuit, et ibidem secundum usum et consuetudinem dicti Franci Officii ab antiquo observatos citata, convocata et congregata communitate Franci Officii praedicti coram praefato notario, nobiles viri sapientes et discreti, tales milites et tales armigeri, et quamplures alii communitatem praedictam virtute dictorum usus et consuetudinis facientes et repraesentantes ac facere valentes personaliter comparuerunt, et nobiles viros sapientes et discretos dominos tales, licet absentes tanquam praesentes, et quemlibet eorum in solidum, ita quod non sit melior conditio occupantis, sed quod unus eorum incoeperit, alter eorum prosequi valeat et finire, suos veros et legitimos fecerunt, constituerunt et ordinaverunt procuratores, negotiorum gestores ac nuntios speciales : dantes et concedentes praedictis procuratoribus suis et eorum cuilibet plenariam potestatem et mandatum speciale consentiendi, favendi, ratificandi, tenendi et in perpetuum firmandi, necnon jurandi in animas ipsorum tam procuratorum quam constituentium et eorum cujuslibet illud aut aliquid illius quod factum est aut fieri continget vel tractari super pace vel in pace, observatione pacis ordinata seu ordinanda, reformata seu reformanda, treugis, hostagiis ac aliis dictam pacem tangentibus inter excellentissimum principem dominum nostrum Philippum, Dei gratia Francorum regem, ex una parte, et nobilem virum ac potentem comitem Flandriae ac suos, necnon nobiles, ignobiles ac totam communitatem totius comitatus Flandriae, ex

altera, necnon super omnibus securitatibus, firmitatibus, appenditiis factis et faciendis, etiam et promittendi ac jurandi, prout superius est expressum, quod contra id quod tractatum, dictum seu ordinatum est tractari, seu dici et ordinari continget super pace, reformatione pacis, treugis seu hostagiis praedictis, nullatenus venient, nec consentient, neque patientur quod aliquis aut aliqui contra illud vel illa veniet, dicet seu se opponet, venient, dicent seu se opponent; et si contigerit aliquos aut aliquem contra praedicta vel aliqua praedictorum venire seu venire velle, quod absit. praedicti constituentes dictos contravenientes seu in posterum contravenire volentes constringerent modis omnibus quibus possent ut a praedictis desisterent, obligandoque se praedictos nobiles, ignobiles, totam communitatem praedictam et omnes et singulos dictae communitatis ad hoc quod dictos rebelles constringerent, eo modo quo melius videbitur expedire, et quod ipsi erunt cum praedicto illustrissimo rege et assistent eidem contra rebelles nolentes in praedictis consentire, nec ea observare, vel ea volentes infringere et praecipue contra praedictam pacem, treugas seu hostagia temere venientes vel aliquod praemissorum, promittendoque pro ipsis omnibus et eorum singulis fideliter et inviolabiliter observare, firmumque et ratum in perpetuum habere et tenere quicquid per dictos procuratores vel eorum alterum super praemissis vel aliquo praemissorum factum fuerit sive dictum, sub obligatione corporum heredum, successorum, possessionum, bonorum omnium mobilium et immobilium suorum praesentium et futurorum, ac faciendi omnia et singula quae circa vel ea tangentia fuerint oportuna. Praemissa autem omnia et singula superius expressa coram praefato nostro notario dicta et facta rata habemus ac firma, et eis fidem adhibemus ac si facta essent coram nobis sive dicta. In quorum omnium testimonium praesentibus litteris sigillum sedis Tornacensis duximus apponendum. Actum et datum Brugis in burgo praedicto, anno et die praedictis, in praesentia talis, talis et talis testium ad hoc specialiter vocatorum et rogatorum, prout praemissa omnia et singula superius narrata nobis retulit dictus notarius viva voce, cui in praemissis et in majoribus fidem plenariam adhibemus.

CCXXXIV.

Pouvoirs donnés par l'abbé de Thosan pour traiter de la paix avec le roi de France.

—

Vestra noverit universitas quod ordo noster privilegium apostolicum habeat sub hac forma:

Nicholaus episcopus, servus servorum Dei, dilectis filiis de Cistercio, de Firmitate, de Pontiniaco, de Claravalle et de Morimundo monasteriorum abbatibus, Cisterciensis ordinis, Cabillonensis, Altisidiorensis et Lingonensis dyochesium, salutem et apostolicam benedictionem. Cum sicut ex parte vestra fuit propositum coram nobis, abbates et conventus, aliaeque personae monasteriorum et membrorum vobis vestrisque monasteriis subjectorum, causas quae ipsis pro tempore imminent pertractandae, interdum ob adversariorum potentiam, quandoque vero propter expensarum defectum, non audeant vel non possint, nos volentes indempnitati eorumdem monasteriorum et membrorum ac personarum paterna in hac parte sollicitudine praecavere, vobis vestrisque successoribus qui pro tempore fuerint, ut vos et singuli vestrum causas et negotia, abbates et conventus, personas et singula monasteria et membra praedicta contingentia, quotiens opus fuerit, conjunctim et divisim tractare et in eis ad agendum et defendendum procuratores constituere libere valeatis, dummodo ad id eorum quos hujusmodi contingent, expressus et specialis accedat assensus, auctoritate vobis praesentium indulgemus. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostrae concessionis ...., vel ei ..... contraire. Si quis autem hoc attemptare praesumpserit, indignationem omnipotentis Dei et beatorum Petri et Pauli apostolorum ejus se noverit incurrisse. Datum apud Sanctam Mariam Majorem, kalendas martii, pontificatus anno secundo.

Hujus igitur virtute privilegii nos abbas Claraevallensis habens liberam facultatem pro domibus, monasteriis et membris nostri ordinis in generatione nostra constituendi procuratores contra quoscunque et coram quibuscunque, quandocunque auctoritate suffultis, ne aliquorum de generatione nostra jura maneant indefensa, specialiter autem illorum de Thosan

nostri ordinis et generationis, quos ut quanto gravioribus intellexerimus pulsari injuriis, tanto congruentioribus remediis subveniamus eisdem, dilectos in Christo fratres tales et tales monachos monasterii de Thosan, nostri ordinis et generationis, praesentium exhibitores quemlibet eorum in solidum ita quod non sit melior conditio occupantis de expresso et speciali assensu abbatis et conventus de Thosan praedictorum, ad agendum pro ipsis, suoque monasterio, ipsosque defendendum, veros et legitimos procuratores constituimus, ordinamus et facimus ex parte totius nostri ordinis, auctoritate apostolica supradicta nobis in hac parte concessa, in omnibus causis eorum præsentibus et futuris motis et movendis ab ipsis contra quoslibet aut a quibuscunque contra eos, coram quibuscunque judicibus ecclesiasticis vel mundanis, cujuscunque eminentiae fuerint sive status, dantes eisdem procuratoribus nostris et eorum singulis in solidum ex parte totius nostri ordinis auctoritate apostolica supradicta potestatem et speciale mandatum agendi nomine nostri ordinis atque nostro pro ipsis abbate et conventu de Thosan praedictis, ipsosque defendendi, jurandi in omnibus eorum causis et negotiis, appellandi, appellationem prosequendi, et quibuscunque provocationibus seu appellationibus interpositis sive factis aut interponendis seu faciendis adhaerendi pro eis, et omnia faciendi quae a veris et legitimis procuratoribus fieri possunt, potuerunt et debebunt, etiamsi mandatum requirant aut requisierint speciale, et ut alium vel alios procuratores loco sui substituant in praemissis omnibus et singulis et ea contingentibus, et revocandi substitutionem eamdem quotiens sibi videbitur expedire : ratum habituri et firmum quicquid per dictos procuratores aut eorum quemlibet vel substitutum aut substitutos ab eis vel eorum quolibet, in praemissis omnibus et singulis, actum dictumve fuerit aut etiam procuratum. In cujus rei, etc. Nos etiam abbas et conventus de Thosan praedicti in testimonium nostri assensus adhibiti, prout requirunt litterae apostolicae supradictae, has litteras una cum reverendo patre nostro domino. . . . venerabili Claravallensi abbate praefato duximus sigillandas. Datum anno et die proximo supradictis.

CCXXXV.

Mandement relatif au payement de ce qui est dû au roi de France.

Talis canonicus Tornacensis et domini regis Francorum clericus ac collector decimae et annalium ipsi domino regi a Sede Apostolica concessorum in civitatem et dyocesim Tornacensem auctoritate apostolica deputatus omnibus christianitatis decanis, prioribus et canonicis, ceterisque ecclesiarum rectoribus et clericis civitatis et dyocesis Tornacensis ad quos praesentes litterae pervenerint salutem in Domino et mandatis apostolicis firmiter obedire.

Quum nonnullae personae ecclesiasticae exemptae et non exemptae in civitate et dyocesi Tornacensi et provisores ecclesiarum quarumdam sunt et, diu est, fuerunt in mora et defectu dicto domino regi solvendi praedictam decimam pro duobus terminis jam elapsis, necnon et annalia in quibus ipsae personae praedicto domino regi tenentur secundum tenorem litterarum apostolicarum super hiis a Sede Apostolica concessarum, licet super hiis, diu est, monitae fuerint competenter de solvendo, vobis omnibus et singulis in virtute sanctae obedientiae et sub poena suspensionis et excommunicationis quas in vos et vestrum quemlibet monitione competenti praemissa ferimus in hiis scriptis, si in praemissis exequendis negligentes fueritis vel remissi, auctoritate apostolica qua fungimur in hac parte, districte praecipiendo mandamus quatenus personas ecclesiasticas praedictas in majori ecclesia cujuslibet decanatus iterum ex habundanti ex parte nostra moneatis competenter ibidem praesentes litteras publicando quatenus ipsae personae ecclesiasticae et provisores ecclesiarum, exemptae et non exemptae, cujuscunque status vel conditionis existant, ut infra quindecim dies a tempore monitionis publicationis praedictarum sibi factarum de dicta decima pro dictis duobus terminis et de annalibus nobis ad opus dicti domini regis in bona et forti moneta satisfaciant competenter, alioquin personas ecclesiasticas praedictas quas in hiis scriptis exnunc ut extunc suspendimus a divinis auctoritate apostolica supradicta provisores excommunicamus, suspensas dictas personas et excommunicatos provisores a

nobis elapsis dictis quindecim diebus sine exspectando alio mandato palam et publice denuntietis quod si dictae personae ecclesiasticae et provisores dictas suspensionis et excommunicationis sententias in se animo sustinuerint indurato, ipsas personas quas exnunc ut extunc excommunicamus, earum ecclesias et in quibus dicti provisores existunt provisores ecclesiastico supponimus eadem auctoritate interdicto excommunicatas, et ecclesias suppositas interdicto palam et publice nuntietis, intimantes eisdem quod nisi nobis paruerint in hac parte ad solvendum, per regiam potestatem et brachium seculare compellentur juxta regiarum et comitis Flandriae litterarum super hoc confectarum continentiam et tenorem. Et quid inde feceritis, etc., ita quod in hiis exequendis, etc.

CCXXXVI.

La comtesse Marguerite de Flandre ordonne des prières à l'occasion de l'avénement de Grégoire X [1].

Religiosis viris sibi in Christo karissimis universis abbatibus, prioribus et eorum conventibus terrae suae ac omnibus aliis ad quos praesentes pervenerint Margareta, Flandriae ac Haynoniae comitissa, salutem et sincerae dilectionis affectum.

Licet secundum praeceptum dominicum quilibet christianus omni devotione qua convenit sanctissimo patri nostro et domino G., divina providentia, Sacrosanctae Romanae et Universalis Ecclesiae summo pontifici obedire teneatur et debeat, utpote tamquam illi qui Jhesu Christi generalis vicarius est in terris, nos tanto peramplius ei debemus et volumus complacere quanto sua sanctissima bonitas in nostris et nostrorum negotiis specialius gratiis et gratis favoribus nos respexit. Igitur cum ipse pater

[1] Grégoire X fut consacré pape le 27 mars 1272. Avant son avénement au trône pontifical il était archidiacre de Liége.

noster et dominus ad devotionem fidelium terrae nostrae et alibi aliorum fidedignorum qui piis sunt conversationibus et familiaritatibus nobis juncti respiciens speret per ipsorum orationes assiduas onus sibi commissarum sollicitudinum supportare salubrius ac levius, et quas orationes idem dominus noster nostra diligenti instantia vult requiri, cupientes in hoc eidem gratum gratitudinis exhibere servitium, caritatem vestram attentis in Domino precibus requirimus et rogamus omni affectu quo possumus quatinus considerata ipsius summi pontificis sancta et laudabili voluntate quaeque ad vestras orationes gerere se cognoscit, offeratis et offerri a vestris subditis faciatis preces sedulas Jhesu Christo, ut ipse suae virtutis magnitudine concedat dicto sanctissimo patri nostro sic regere Ecclesiam sanctam suam ac populum universum catholicum et in cura sollicitudinum sibi incumbentium tam prospere suos actus dirigere quod cedat ad laudem et honorem Altissimi ac exaltationem nominis christiani, ipseque, post praesentis vitae miseriam et laborem requiem felicitatis perpetuae consequi mereatur.

Ut etiam dictus pater noster sanctissimus in vestris piis orationibus et pietatis operibus specialius commendetur, a vobis petimus pro munere speciali ut omnibus vestrum et singulis juxta statum cujuslibet onus salutare ac conveniens missarum et psalmorum cum aliis piis et devotis orationibus pro ipso et sibi commissis sollicitudinibus specialiter. . . . . . .

Item quia pro firmo speramus et credimus apud vos preces nostras feliciter exaudiri, vos rogamus ut quod de praemissis feceritis, nobis per vestras patentes litteras remandare curetis.

Datum anno Domini M° CC° LXX° secundo, die lunae post *Reminiscere*.

CCXXXVII.

Lettre de la comtesse de Flandre au pape pour le féliciter de son avénement au trône pontifical[1].

—

Sanctissimo patri ac domino, divina providentia Sacrosanctae Romanae ac Universalis Ecclesiae summo pontifici, ejus devota filia Margarita, Flandriae et Haynoniae comitissa, devotissima pedum oscula beatorum.

Auditis vestrae sanctae promotionis rumoribus qui toti populo christiano cedunt ad desideratam laetitiam et quibus rumoribus me audivisse non memini laetiores, ea devotione qua potui, gratias obtuli Jhesu Christo qui vestram sanctam conversationem respiciens et bonitatem conspicuam suae Ecclesiae pastoris solatio penitus desperatae personam vestram dignatus est praeficere, et suae virtutis magnitudine ad summae dignitatis apicem sublimare; et si vestris praedecessoribus romanis pontificibus placere studui juxta posse, Sanctitati Vestrae cum omni reverentia et devotione debita cupio peramplius complacere, me et mea ad pedes Vestrae Sanctitatis offerens et ad vestrum beneplacitum ac praeceptum. Ad haec, si placet, negotia quae vobis exponent procuratores mei pro me et pro meis, habere dignemini commendata. Diu et prospere conservet vos Dominus Ecclesiae sanctae suae.

CCXXXVIII.

Lettre de la comtesse de Flandre au pape en faveur de Guillaume de Licques, chanoine de Térouanne.

—

Cum Willelmus de Liskes, canonicus Morinensis, qui de meis progenitoribus traxit originem et suis servitiis et gratiosis meritis apud me gratum

[1] Cette lettre fut vraisemblablement adressée par la comtesse Marguerite à Grégoire X.

se reddidit et acceptum, vadat ad Vestrae Sanctitatis curiam pro quibusdam suis negotiis quae apud Sanctam Paternitatem Vestram requirunt gratiam et favorem, Sanctitati Vestrae, pater sanctissime, humiliter supplico et devote quatinus in suis justis petitionibus et honestis vos eidem amore Dei reddere dignemini gratiosum: scituri quod, prout communiter dicitur et creditur, ipse est ille inter canonicos Morinenses qui melius in ecclesia Morinensi et decentius obtinet locum suum.

CCXXXIX.

La comtesse de Flandre remercie le pape Grégoire X de ce qu'il a fait en faveur de ses petits-fils, Robert, comte de Nevers, et Jean, prévôt de Bruges [1].

Sanctissimo patri, etc., Margareta, Flandriae et Haynoniae, etc.

Ex continuatis Vestrae Sanctitatis primo R. de Flandria, nepoti nostro karissimo, nunc comiti Nivernensi, deinde karissimae nepti nostrae, Flandriae domicellae, super petitis a vobis dispensationibus, necnon et super gratia in Insulensi ecclesia Johanni, nepoti nostro, Brugensi praeposito et Flandriae cancellario, eis, mihique in eorum personis a Vestrae Paternitatis bonitate exhibitis, perpendere possum et debeo quod erga me et meos voluntatem geritis gratiosam, super quibus nequaquam grates et gratias Vestrae reddere sufficio Sanctitati, sed ad vestrarum habundantiam gratiarum respiciens, me et id quod possum, licet modicum, ac quicquid habeo, offero ad mandata vestrae sanctissimae voluntatis, parata ad omnia juxta posse in quibus vestris desideriis crederem complacere. Super meis et meorum negotiis, si placet, credere dignemini domino G. capellano meo, prout idem capellanus requisierit Vestrae gratiam Sanctitatis. Datum mense septembri anno LXXII.

[1] Ce document porte dans le MS. des Dunes un titre qui donne l'initiale du nom du pape. Il s'agit de nouveau de Grégoire X.

CCXL.

La comtesse de Flandre accorde une pension de cent livres à Ysembard, notaire du pape.

Nos Margareta, etc., quod nos venerabilis viri karissimi nostri in Christo magistri Ysembardi, domini papae notarii, considerantes discretionem providam et industriam circunspectam ac suae gratiosae merita probitatis, quibus nobis et nostris apud Sedem Apostolicam semper studuit complacere, praefato magistro Ysembardo annuam pensionem C librarum duximus concedendam, ipsi magistro aut ejus certo mandato annis singulis tali termino persolvendam, de qua quidem pensione ipsi Ysembardo assignamentum facimus ad proventus talium jurium nostrorum. mandantes tenore praesentium receptori jurium H. quatinus dictas C libras annis singulis ad praedictum terminum ipsi Ysembardo, quoad vixerit, deliberet, aut ejus certo nuntio, absque expectatione alterius mandati.

CCXLI.

Marguerite, comtesse de Flandre, et son fils Gui remercient le pape Grégoire X d'avoir donné la cure de Cassel à leur chapelain Guillaume de Vertaing.

Sanctissimo patri, etc., ac domino G. divina, etc., Margareta, etc., et Guido ejus filius comes, etc.

Super plerisque gratiis et honoribus quibus hoc anno nos et nostros vestra sancta benignitas voluit praevenire et quos adhuc in personas nostrorum familiantium continuare non cessat, utpote specialiter in promotione dilecti capellani nostri domini G. de Vertaing, in ecclesia Casletensi.

per cujus industriam ipsam ecclesiam per suorum rectorum insolentiam magnis temporibus desolatam speramus reformari in statum debitum et reduci, grates et gratias, non quas debemus, sed quas possumus, vestrae bonitati sanctissimae referimus, pater care, nos totaliter et quod possumus ac quicquid habemus, offerentes ad mandatum vestrae sanctissimae voluntatis. Verum quia magnum et arduum nobis ad praesens incumbit negotium, quod verbis potius affectamus quam verbis explicari, Sanctitati Vestrae, cum omni devotione qua debemus et possumus, supplicamus quatinus credere dignemini Johanni de Vilemaro, nostro procuratori et clerico speciali, super eo quod de dicto negotio Vestrae Paternitati Sanctissimae ex parte nostra duxerit referendum, facientes, si placet, de ipso negotio prout nostro honori et commodo videritis expedire. Ego Guido, comes Flandriae et marchio Namurcensis praedictus sigillo carissimae dominae matris nostrae praedictae in hac parte sum contentus. Bene et diu Dominus vos conservet Ecclesiae sanctae suae.

Datum sabbato post Penthecosten anno LXX° tertio.

CCXLII.

Lettre de consolation.

Licet Fastredus, frater vester carissimus, consanguineus noster, laudabiliter esset compositus multiplici genere gratiarum et ob id in ejus amissione vobis adest et adesse debet doloris materia grandior et moeroris, vos attente rogamus et affectu quo possumus invitamus quatinus vires viriles viriliter assumentes, doloribus luctuosis quos cum cordis amaritudine concepistis, depositis, voluntatem sustineatis domini patienter, nec est moeroribus immorandum qui vestrum corpus affligunt et animam, nec animae vestri fratris proficiunt ad salutem. Nil aliud etiam superesse videmus quam quod recurratis ad Illius solatium qui est moerentium consolator, ipsum orationibus interpellando fidelium ut

animae vestri fratris parcat misericorditer in peccatis et eidem concedat requiem sempiternam.

CCXLIII.

Pouvoirs donnés à des ambassadeurs envoyés en Allemagne.

Cum nos tales et tales nostros nuntios speciales mittamus ad partes Allemanniae pro magnis et arduis negotiis utilitatem et honorem nostrum tangentibus, recognoscimus tenore praesentium quod nos omnes et singulas conventiones et obligationes quas ipsi vel ex ipsis tres, nomine nostro, occasione praedictorum negotiorum cum quibuscunque personis inierint, ratas extunc habemus et gratas habebimus et habere promittimus in futurum, et faciemus easdem secundum continentiam litterarum dictorum nuntiorum nostrorum vel trium ex ipsis, quas super praemissis quibuscunque personis vel personae ab ipsis nomine nostro exhibere vel deliberari contigerit, firmiter et inviolabiliter observari, et ad eas a nobis firmiter observandas nos et bona nostra specialiter obligamus.

Datum anno LXXII dominica qua cantatur *Oculi*.

CCXLIV.

Lettre de la comtesse de Flandre au pape en faveur de l'abbé de Clairvaux.

Cum vir venerabilis et religiosus abbas Clarevallensis Vestrae Sanctitatis limina personaliter visitare proponat, qui apud me et apud omnes notitiam ipsius habentes suis gratiosis meritis se gratum reddidit et acceptum,

Sanctitati Vestrae, pater sanctissime, supplico humiliter ac devote quatinus ipsius personam cum suis negotiis recommendatam habere volentes ipsum dignemini in suis justis et honestis petitionibus exaudire.

CCXLV.

Lettre de Pierre, évêque d'Arras, au pape en faveur de Jean de Flandre, prévôt de Bruges, qui demandait la prévôté de Saint-Amat de Douay.

Ecclesiam Sancti Amati Duacensis, Atrebatensis dyocesis, quae hactenus molestationum et pressurarum varietatibus conculcata et inter graves injuriarum turbines et incursus diu sine debito gubernationis remige fluctuavit, nuper vacante praeposito, vir potens et nobilis J., Brugensis praepositus et Flandriae cancellarius, natus illustris viri Guidonis, comitis Flandriae et marchionis Namurcensis, a cujus progenitoribus eadem ecclesiae amplis est fundata possessionibus et ditata cum jurium multitudine et etiam libertate, pensata ipsius ecclesiae utilitate, ut intelleximus, ut fieret praepositus dictae ecclesiae, canonice postulavit. Quapropter, cum idem praepositus inter caeteros illarum partium virtute et nobilitate praepollens ad relevandos casus ipsius ecclesiae et pressuras, ad resistendum infestatorum incursibus et procellis, ad ejusdem ecclesiae libertates et jura tuenda et ad conservandum ipsam ecclesiam et personas ejusdem in statu prospero et tranquillo magis ydoneus dinoscatur, Sanctitati Vestrae supplico humiliter et devote quatinus nunc ipsam ecclesiam paterno respicientes affectu ipsum eidem ecclesiae in praepositum concedere dignemini postulatum. Spero siquidem quod non solum dictae ecclesiae, verum etiam toti patriae ac personis indigenis praefatus praepositus esse debeat multipliciter fructuosus.

CCXLVI.

Lettre de la comtesse de Flandre à un cardinal en faveur de Guillaume chanoine de Térouanne[1].

—

De bonitate vestra talem gerimus fiduciam quod cum pro dilectis nostris vobis preces nostras dirigimus, eas favorabiliter admittatis, praesertim pro illis quos suae probitatis merita recommendant. Cum igitur Willelmus, canonicus Morinensis, noster dilectus consanguineus, suis gratis servitiis et meritis nostram benivolentiam acquisierit et favorem, qui pro quibusdam suis negotiis vadit ad Romanam curiam, quae vestram opem desiderant et favorem, et specialiter super obtinenda gratia] apud summum pontificem de thesauraria Morinensi quae vacat ad praesens, Paternitatem Vestram attente requirimus et rogamus quatinus ad id velitis apponere opem et operam efficacem ut in dicta thesauraria apud summum pontificem suum desiderium feliciter assequatur.

CCXLVII.

Lettre de la comtesse Marguerite au doyen et au chapitre de Térouanne, au sujet d'un différend entre Marie d'Ypres et Guillaume de Heule, chevalier.

—

Quoniam error cui non resistitur, comprobatur, et veritas quae minime defensatur, opprimitur, idcirco ut quorumdam erroribus perversorum et mendaciis, obviemus, honorem nostri nominis, ut dicitur, opprimentibus, et ut ad plenum veritas patefiat, vobis dirigimus praesens scriptum, discretionem vestram scire volentes quod de causa quae vertitur inter

[1] Probablement Guillaume de Licques. Voyez, plus haut, p. 363.

Mariam de Ypra et Guillelmum de Heule militem nos intromisimus et nostros intromitti fecimus, pro eo quod matrimonium, quod fieri debebat inter ipsam Mariam et Henricum de Trehout, ad instantiam patris ipsius Mariae et amicorum hinc inde communium per nos extitit pertractatum. Cujus effectus si, ut sperabatur, fuisset et ut esse debuit subsecutus, inter oppidanos nostros Yprenses ipsius oppidi majores, potentiores ac etiam ditiores, intestinis odiis et guerris miserabiliter in periculum animarum et corporum discordantes ad invicem, et inter quos nostra interest spargere semen pacis, perpetuam pacem et concordiam generasset; nec licet, vobis, ut fertur, datum est intelligi, nobis datis vel dandis muneribus contra dictum militem motae sumus, cum personam nostram et aetatem non deceat quod apud nos munera sibi locum vendicent in cujusquam injuriam seu gravamen. Est et aliud in isto negotio quod nos movet, quia non solum credimus, immo scimus quod ipsi militi nulla suffragatur veritas in hac parte, quamvis per falsa testimonia et fas et nefas nitatur dolose ipsius negotii pervertere veritatem. Unde vos attente rogamus quatinus Deum habentes prae oculis in isto negotio taliter vos geratis quod sine juris et rationis offensa ipsa causa fine debito terminetur, quae quidem propter causas superius annotatas est et esse debet mirabiliter nobis cordi. Ad haec credentes, etc.

CCXLVIII.

Lettre de la comtesse de Flandre à l'évêque de Cambray en faveur d'un clerc.

Pro dilecto nostro N. in sufficienti litteratura ac ecclesiastico et divino officio cantando, etiam et legendo multum, ut intelleximus, gratiose Vestra rogabatur veneranda Paternitas, vel jam extitit requisita, ut credimus, super ipsius promotione quae vestram gratiam desiderat et favorem; nosque a nostris rogatae fidelibus sinceritatem vestram attentis precibus

requirimus et rogamus quatinus idem N. id quod de vestrae bonitatis gratia digne assequi desiderat, multiplicatis intercessoribus apud vos efficaciter consequatur, tantum, si placet, inde facientes quod nostra intercessio cum aliis pro ipso intercessoribus sibi fiat peramplius gratiosa. Valeat, etc.

CCXLIX.

Lettre de la comtesse de Flandre à un abbé.

Licet preces nostras quas alias pro duabus vobis porreximus, favorabiliter exaudistis, affectus tamen quem circa quasdam personas et favor quem erga monasterium vestrum gerimus, nos inducunt ut causis supervenientibus pluries vos rogemus.

Cum igitur talis et sui amici pie desiderent ut in vestro monasterio finiat dies suos et sub regulam habitu suo serviat Creatori, caritatem vestram requirimus et rogamus ut eidem cujus patrem suis exigentibus meritis animi puritate diligimus, praebenda monialis conferatur, dum ad id facultas se obtulerit, pietatis intuitu, nostris precibus et amore. Haec petimus ex speciali fiducia quam ad vestram gerimus bonitatem, unde placeat vobis quod preces nostrae felicem sortiantur effectum.

CCL.

La comtesse de Flandre autorise ses envoyés à Rome à y emprunter une somme de cent livres.

Cum nos tales pro quibusdam nostris negotiis ad curiam Romanam destinaverimus, scire volumus universos quod ipsis aut duobus ex ipsis aut alteri eorum liberam dedimus potestatem recipiendi mutuo nomine

nostro C libras Turonenses, tenore praesentium promittentes quod pecuniam concessam mutuo usque ad summam praedictam ejusdem pecuniae creditori seu creditoribus praesentes litteras cum suis litteris et instrumento publico inde relinquentibus facto communi integritate reddemus secundum conventiones habitas inter ipsos. Datum, etc.

CCLI.

Lettres de sauf-conduit données par la comtesse Marguerite à un de ses envoyés.

Universis principibus, baronibus, nobilibus, militibus, justitiariis et potestatibus ad quos praesentes litterae pervenerint, Margareta, etc.

Cum nos talem nuntium nostrum latorem praesentium ad karissimum filium nostrum G., etc., in transmarinis agentem partibus, vel ad Romanam curiam vel alibi transmittimus, Dilectionem Vestram requirimus et rogamus quatinus singuli vestrum eidem, cum super hoc vos requisierit, securum conductum eundi et redeundi et morandi per terram vestram amore nostri praebere velitis.

CCLII.

La comtesse Marguerite exprime le désir de recevoir des nouvelles de la Terre Sainte.

De statu Vestrae Excellentiae, quem Dominus sua gratia prosperum et jocundum faciat, audire bonos rumores toto desiderio affectantes, ad Vestram Sinceritatem talem mittimus, vos rogantes attente quatinus de

statu vestro et Terrae Sanctae rumoribus, utinam per Dei gratiam prosperis, nos velitis vestris litteris certiores reddere, quotiens vobis facultas affuerit nuntiorum, remandantes nobis si qua vobis apud nos placeant, nosque paratae erimus ea pro viribus effectui mancipare.

CCLIII.

Lettre relative à la prise de Lucera [1].

Significamus vobis ad gaudium quod cum civitas Liceriensis, innumeroso Sarracenorum plena populo et situ fortissima. jam diu, quasi in medio regni Christianorum contagium, contra majestatem regiam rebellasset. coacta tamen et arcta obsidione regalis exercitus qui ipsos Sarracenos die qualibet in ore gladii trucidabat, fameque intollerabili lacessita, ictibus et duris insultibus saepissime fatigata, postquam ultra contra Deum regis furorem se tenere non valeret, nec etiam effugere manus suas, omnes Sarraceni civitatis praedictae, terrae prostrati, cum corrigiis ad collum, a majestate regia tantummodo vitam ex sola ipsius misericordia implorantes, tali die se pro servis supposuerunt dicti domini regis omnino voluntati, tradendo ei Conradinum, qui regis Conradi filium se asserit, quem sibi dominum reputarant, una cum ipsius Conradi matre, fratrem Raminfredum Hospitalorum obstinacem illorum rectorem ac caecitatis ducem, necnon et omnes alios proditores et omnes falsos christianos cum ipsis existentes, ultimo, ut creditur, supplicio pro dicti domini regis arbitrio feriendos. Praeterea de novis Syciliae vobis intimare volumus quod cum proditores existentes in Agrigento, castro fortissimo, usque in territorio Pannormi. more praedonum discurrerent, quidam Provinciales existentes in Castro-

[1] Cette lettre fut probablement écrite à la comtesse de Flandre par son petit-fils Robert de Béthune. Sur la prise de Lucera, voyez la chronique *De rebus in Italia gestis*, publiée en 1856 par M. Huillard-Bréholles, p. 298.

Novo hoc scientes, congregatis multis archeriis terrae, illis proditoribus obviam occurrerunt, et in ipsos, dum transitum facerent, viriliter irruerunt et ipsos in fugam penitus converterunt, ita quod tam captivi quam mortui ex ipsis excedunt numerum ducentorum, ob cujus obtentum victoriae multum ibi attenuati sunt proditores et rebelles, sed ex ipsa captione Liceriensi omnimodo confundentur, dante Deo.

CCLIV.

Lettre de la comtesse de Flandre à l'abbé de Mont-Saint-Éloi sur le retour de Gui de Dampierre de la croisade.

Quia saepius vero experimento didicimus quod pacem et tranquillitatem nostrae mentis et corporis, necnon et omnia quae ad nostrum commodum et honorem cederent ac deberent cedere, diligitis animi puritate, Sinceritatem Vestram scire volumus quod, annuente Domino, nobis satis arrident pax et mentis tranquillitas cum sanitatis corporeae comitiva. Gaudemus admodum de nostro filio comite Flandriae et ejus liberis qui periculis et discriminibus variis et diversis in quibus de tot et tantis periculis fuerant constituti, sani et incolumes, propitiante Altissimo, ad propria sunt reversi, quae quidem, ut vobis placeant, tenore praesentium intimamus. Caeterum vestra et aliorum religiosorum virorum omnium suffragia in nostris necessitatibus nobis saepius novimus profuisse. Caritatem Vestram attentis in Domino precibus requirimus et rogamus quatinus pro nobis specialiter et terrae nostrae negotiis orare velitis et orari sollicite faciatis.

CCLV.

Lettre de l'évêque de Cambray à la comtesse de Flandre sur la défense faite à un prêtre d'entendre la confession des béguines.

—

Intellectui vestro praesentatum esse scribitis quod causa offensionis talibus confessiones beghinarum mandavimus interdici, concludendo quod alia via offensam nostram, si causa subfuerit, ostendamus. Ad quod vobis taliter respondemus quod non decet credere praelatum contra subditos excitari debere zelo incongruo ad offensam, et nepharium censeremus si offensa nostri redundaret in personarum innocentum laesionem. Talia enim vel consimilia non decet praelatum praesentem ecclesiae cathedrali, quae detestabilia essent in homine scelerato. Et ut dominationi vestrae res aliter patefiat quam dicatur, vobis significamus quod quarumdam personarum loci praedicti enormes et abhominabiles actus ad interdicendum confessiones hujusmodi nos necessario excitarunt, non zelo mali agendi, sed potius evitandi, quos actus, licet pudeamus scribere, vobis quamprimum poterimus vocetenus, exprimemus. Unde Vestram Dominationem requirimus et rogamus quatinus cum serenitate et pace animi tollerare velitis ea quae secundum Deum de praemissis acta sunt et de proborum consilio, quousque vobiscum locuturi causam vobis exposuerimus, quae non ad offensam id agendo nos excitat, immo verius ad amorem.

CCLVI.

Lettre adressée à la comtesse Marguerite pour lui exposer la triste situation de l'église de Saint-Ghislain.

—

Casum infortunii et desolationem incongruam ecclesiae Sancti-Gisleni-in-Cella paternae pietatis affectu dolere compellimur, et ut eidem Vestrae

Dominationis benignitas condescendat, vobis describere volumus statum ejus. Cum enim nuper ad eamdem ecclesiam causa visitationis, sicut nostra interest, venissemus, eamdem, licet in spiritualibus commendabilem, in temporalibus tamen omni prosperitate nudam, alienatam redditibus, usurarum ac debitorum voragine circumventam invenimus; et si unquam res perverse se habuit, nunc error novissimus priore deterior comprobatur. Verum abbas et conventus dictae ecclesiae, sub potenti manu Altissimi fiduciam obtinentes, sperant quod eo praestante per vestra et proborum suffragia non absque eorum gravamine et substractione victuum temporalium debeant relevari. Unde Dominationis Vestrae gratiam prece quanta possumus exoramus quatinus eidem ecclesiae et personis animo pietatis habundanter bonis semper condescendere consueto miserabiliter miserentes placeat vobis quod sub umbra protectionis vestrae latentes ad hospitalitatem, cum unde non habeant, ex speciali vestra inhibitione minime teneantur, quodque a suis creditoribus vestra intercessione media saltem usque ad talem terminum respectus ipsis valeat indulgeri, pro certissimo attendentes quod interim per aliquorum bonorum suorum venditionem se finaliter liberare proponunt ab omni onere debitorum.

CCLVII.

Révocation de l'autorisation donnée aux religieuses d'Axel de s'établir ailleurs.

Licet ecclesias terrae nostrae et specialiter vestrae professionis animi puritate diligimus, et, quantum cum Deo possumus, confovemus, non tamen, a Deo favore prosequi earum quasdam intendimus ut ob id aliis gravamen seu laesio generetur. Cum igitur moniales de Axele, vestri ordinis, litteras nostri consensus obtinuerunt ut de loco ubi hactenus extiterunt, se transferre possint et valeant sub nostro districtu ad alium locum eis magis utilem et securum, nosque postmodum intellexerimus quod si

dicta translatio procederet cum effectu, monialibus de Bilocha et etiam de Boscho juxta Gandavum esset incommodum et gravamen, indecentiam ac laesionem non modicam allatura, prout praemissa ex situ ipsius loci ipsis monialibus propinqui nimirum et vicini seu etiam contigui perpendi possint clarius et ostendi, dictas litteras nostri consensus duximus revocandas, de Axele monialibus inhibendo ne in translatione, etc.

CCLVIII.

Lettre de recommandation pour Guillaume d'Haveskerke, trésorier de Lille.

Vestra Sinceritas, pater care, alias, ut meminimus, nos rogavit ut ad id apponeremus opem et operam quod carissimus consanguineus noster ac fidelis clericus magister W. de Haveskerke, Insulensis thesaurarius, de vestra societate et familia vellet esse. Quapropter considerantes quod ipse, per discretionem providam et industriam circumspectam a Domino sibi traditam, in omnibus quae vestrum honorem et commodum possent respicere, obtinere vobiscum possit et debeat laudabiliter et egregie locum suum, ipsum altera die ad vestram praesentiam duximus transmittendum, quem vestri gratia curiali modo et amicabili pertractantes in vestrum familiarem et socium, ea honestate qua decuit, assumpsistis, super quo vobis referimus multas grates. Verum quia credimus firmiter et speramus quod ejus servitium gratum non modice vobis esse debeat et acceptum, vestri honori congrueret si praefatum thesaurarium vestrae bonitatis gratia praeveniret honoribus, maxime cum ad id in vestris beneficiis suam personam decentibus, et quae jam, ut fertur, habetis prae manibus, vobis arrideat oportunitas ac offerat se facultas. Hinc est quod Vestram Dominationem attentis in Domino precibus requirimus et rogamus quatenus ad praesens in vestris beneficiis ipsius thesaurarii pio favore gerentes memoriam ei decenter providere dignemini propter Deum, scituri quod quic-

quid dicti thesaurarii gratia feceritis, et honoris nobis factum speciali munere reputamus. Nec miremini si vobis in isto negotio nuntium mittimus tam pusillum, eo quod hoc scienter facimus et ex causa. Si enim contingeret, quod absit, preces nostras cum magna instantia vobis factas effectum debitum non sortiri, tolerabilius nobis esset pati repulsam seu confusionis materiam sub missione tam modici nuntii quam majoris. Remandet nobis, si placet, Vestra Paternitas in praemissis vestrae beneplacitum voluntatis. Bene et diu, etc.

CCLIX.

Lettre de recommandation donnée à des moines chargés de recueillir des aumônes.

—

Cum pro relevatione domus nostrae super vires aeris alieni pondere praegravatae, de assensu et voluntate venerabilis patris et visitatoris nostri domini abbatis . . . . non sine cordis amaritudine, aliquos de nostris sociis monachos et conversos emittere et ad speciales amicos nostros causa temporalis sustentationis mittere compellamur, prout in litteris venerabilis patris nostri videre poteritis, si placet, plenius contineri, affectu quo possumus ampliori, in Domino vos rogamus quatinus latores praesentium, quos ex causa praedicta ad sinum Vestra Celementiae duximus destinandos, recipiatis favorabiliter et benigne, ipsos cum vestris filiis paterna benignitate tractantes et retinentes vobiscum donec super ipsorum revocatione inter nos extiterit aliter ordinatum. Universos autem, etc.

CCLX.

Pouvoirs donnés à la suite de pertes éprouvées pendant la guerre.

—

Cum grave dispendium in nostris facultatibus occasione guerrarum passi simus, et adhuc crescente humana malitia manus Domini ad feriendum nos videatur extenta, inde est quod praesentium exhibitorem fratrem Jo., sacerdotem, karissimum filium nostrum, etc.

CCLXI.

Par suite des malheurs de la guerre, on ne peut plus admettre de nouveaux moines dans le couvent de . . . . . .

—

Variis incommodis et gravaminibus, inopinatis successibus cotidie emergentibus, propter guerrarum discrimina ac onere debitorum graviter occupati, venerabili Discretioni Vestrae significamus quod temporibus adhuc existentibus, licet preces vestras cum omni benivolentia admittere gestiamus, quemquam recipere non valemus. Verum tamen, dum vobis locuti fuerimus, quicquid super hiis facere poterimus, statu ecclesiae nostrae diligenter inspecto, curabimus indagare, in hiis et aliis pro modulo nostro offerentes nos vestrae beneplacito voluntatis.

CCLXII.

Lettre de recommandation.

—

Nuper de quibusdam arduis possessiones et bona talis monasterii vobis subjecti tangentibus abbati et conventui dicti monasterii ex parte nostra multiplici mota materia quaestionis, idem abbas cujus mens turbabatur et tribulabatur affectus per discordiam antedictam, religiosae pacis et suae ecclesiae libertatis, ut experientia docente cognovimus, fervens zelator, quaesitis remediis et communicandis inventis, interveniente etiam multorum proborum et peritorum consilio, hinc et inde nobiscum pro sua ecclesia super praemissis composuit et transegit, ad quam ejus compassi doloribus ac sollicitudine et probitate devicti nos inclinari permisimus et consensimus ex affectu. Igitur, quamvis de vestra, quantum in vobis est, satis simus sinceritate securi, ut tamen aliorum quorumlibet dubitatio et oblocutio conquiescat, rogamus quod tam utiliter, tam fructuose et diligenter pro sua ecclesia procuratorem benigne gratificetis, ipsius habentes ecclesiam et personam nostro interventu favorabiliter et specialiter commendatas.

CCLXIII.

Lettre de Robert de Béthune, comte de Flandre, relative à des contestations avec le monastère de . . . .

—

In nomine Patris et Filii et Spiritus Sancti, amen.

Nos Robertus, comes Flandriae, notum facimus universis praesentibus et futuris praesentes litteras inspecturis quod suborta controversia et discordia ex parte nostra seu nostro nomine et pro nobis contra religiosos viros tales super multis et variis articulis, videlicet super XL bonariis terrae quae

karissimus pater dominus .... quondam comes Flandriae eisdem assignavit occasione debiti Crispiniensibus de Atrebato, quod quidem debitum pater noster habuit et levavit ab ipsis tempore guerrae, et nichilominus oportuit ipsos iterato solvere et dictis Crispiniensibus satisfacere de eodem, etc. Tandem praefati religiosi bonorum freti consilio nobiscum super praemissis discordiis et contentionibus de pacificando et componendo ac per modum pacis et transactionis convenerunt in hunc modum, videlicet quod pro omnibus juribus, actionibus ac fructibus et arreragiis quae, quas et quos reclamavimus et habere ac nobis competere proposuimus in praemissis et quolibet praemissorum quacunque occasione adversus dictos abbatem et conventum, nobis darent, redderent et solverent tantum, mediante qua solutione et satisfactione praefati abbas et conventus pro se et suis successoribus et eorum ecclesia de praemissis querelis, controversiis et discordiis, etc. [1].

CCLXIV.

Bulle de Clément V fixant le jour où seront attendus ceux qui accusent Boniface VIII d'hérésie.

Clemens episcopus servus servorum Dei.

Ad certitudinem praesentium et futurorum Redemptor noster Dominus Jhesus-Christus dilexit sacrosanctam sponsam suam et seipsum tradens in oblationem et hostiam salutarem sanctificavit illam lavacro aquae in verbo vitae ut exhiberet ipsam gloriosam non habentem maculam, neque rugam, eo quod catholicae religionis candore et verbo nitere fidei immaculata, munda, nitida atque sancta hujusmodi incorruptae et solidae fidei firmitate in beatissimo apostolorum principe patenter insinuat, dum ipsum a se angulari lapide petra Christi Petrum voluit nominari, dicendo : « Tu

[1] Ce feuillet est déchiré. Il ne reste que quelques mots des dernières lignes.

es Petrus et super hanc petram aedificabo ecclesiam meam », ut ejusdem ecclesiae structura mirabilis in ejusdem principis ac successorum ipsius solidissima petra verae fidei stabilita nullis denuo fluctuaret erroribus, nullis surgentium tempestatum procellis orthodoxae fidei obviis quateretur, sed in Christi vicario ejusdem fidei sacrosanctae vero cultore columpnae ecclesiae militantis velut solidatae super rectitudinis bases nutare non valeant, ut sagena summi piscatoris dexterae quae inhaerens procellis intumescentibus cogatur in naufragii profunda submergi, ne si quis, quod absit, super specula Universalis Ecclesiae et Apostolicae Sedis summus speculator pro salute omnium constitutus a rectitudine fidei et cultu ejusdem catholicae religionis exorbitans gerat perfide perfidiam, non absque universali periculo universorum, capite languescente statui generali fidelium irremediabilia pericula imminerent. Sane dudum, postquam divina operante clementia fuimus ad apicem summi apostolatus assumpti, primo Lugduni, deinde Pictavis cum nostra curia residentes, karissimus in Christo filius noster Philippus, rex Franciae illustris, zelo, ut credimus et ut ipse proponebat, fidei orthodoxae et devotionis accensus, credens universali ecclesiae multum expedire, nos cum instantia requisivit, et id ipsum dilecti filii nobiles viri Ludovicus, natus clarae memoriae Philippi regis Francorum, Ebroicensis, Guido Sancti Pauli, Nicholaus Drocensis, comites, ac Willelmus de Placentia, miles, qui contra Bonifacium papam octavum, praedecessorem nostrum, quem dicebant in labe pravitatis haereticae decessisse, crimen haereseos se velle opponere et ad illud probandum sufficientes probationes habere, illasque coram nobis velle proponere asserebant, postularunt instanter quod ipsis videlicet nobilibus benignam audientiam exhibentes ad recipiendas probationes hujusmodi, memoriamque dampnandi ejusdem defuncti justitia praevia procedere curaremus.

Nos vero, quamvis de ipso qui de orthodoxis parentibus et catholica patria traxit originem ac in Romana curia pro majori parte vitae suae nutritus extitit, et dum cum Martino in Franciae ac Adriano in Angliae regnis praedecessoribus nostris Romanis pontificibus legationis officio fungeretur successivis temporibus, quasi continue conversatus cancellariae officium exercuit cum eisdem, et subsequenter in dicta Romana curia in qua prius exercuerat advocationis officium, ad officium notarii primo et deinde ad honorem cardinalatus Sanctae Romanae Ecclesiae, et demum

in summum pontificem assumptus extitit, quique ad honorem Dei, fidei corroborationem ac haereticorum exterminium multas edidit sanctiones, et tam in celebrando missarum sollempnia et reliqua divina officia exercendo, quam in praedicationibus aliisque bonis operibus faciendis signa catholicae religionis sic publice noscitur ostendisse, ac tam ante quam post assumptionem hujusmodi in praefata curia et etiam extra eam tam in dictis regnis Franciae et Angliae quam aliis diversis mundi partibus, antequam summus pontifex fieret, cum viris auctoritatis eximiae catholicis et ecclesiasticis conversatus, alumnus ecclesiae catholicae, prout apparebat, communiter semper vixit, praedicta veritate subniti nullatenus crederemus. Quia tamen crimen haereseos, quod est inter cetera crimina plus horrendum, magis execrabile, magisque detestabile ac dampnosum, contra dictum praedecessorem nostrum oppositum, dissimulando indiscussum relinqui non debeat, ac praefati regis, aliorumque nobilium praedictorum instantia, et ne in Sacrosancta Romana Ecclesia, quae mater est cunctorum christifidelium et magistra, quaeque cunctis catholicae religionis tribuit normam, veramque doctrinam fidei orthodoxae, videamur negligere quod in aliis debet dirae censurae acerbitate dampnari, dum adhuc cum praedicta curia Pictavis essemus, praefatis oppositoribus audientiam duximus concedendam, eis primam diem juridicam post festum Purificationis Beatae Mariae Virginis proximo jam transacturam ad comparendum coram nobis Avinione, quantum et prout esset de jure in ipso negotio procedendum assignantes. Quia vero propter labores itinerum et alia incumbentia negotia quae postmodum ingruerunt, et praesertim propter magnam distemperantiam aeris et impedimenta nivium et aquarum, nos tunc dictis loco et termino nequivimus interesse, propter quod dictum terminum juste contigit circumduci, nichil volentes juris exigentiae in hac parte subtrahere, sed iter potius aperire, infrascriptum modum citandi praemissos et omnes alios qui opponendo vel defendendo sua putaverint interesse, de dictorum fratrum nostrorum consilio eligentes tenore praesentium, praesente multitudine copiosa fidelium, citamus eosdem', ut ipsi et eorum quilibet qui, ut praemittitur, opponendo vel defendendo sua putaverint interesse, prima die juridica post dominicam in quadragesima proximo futura qua cantatur *Reminiscere* quam eis pro peremptorio termino assignamus, coram nobis ammoniti legitime debeant comparere ad procedendum in dicto negotio

et pertinentibus ad idem negotium. Et ut contra hujusmodi processum omnis calumpniae tollatur occasio, ipsum in audientia nostra publice providimus ex certa scientia denuntiari publice et solempniter publicari; et ut dicta citatio ad communem omnium notitiam deducatur, cartas sive membranas processum citationis hujusmodi continentes, bullasque nostras bullatas, fratrum minorum ac praedicatorum in quorum domibus habitamus ad praesens, ecclesiarum Avinione appendi et affigi hostiis faciemus, quae citationem hujusmodi quasi sonoro praeconio et patulo judicio publicabunt, ita quod praedicti quos hujusmodi citatio tangit, causari nequeant quod non pervenerit ad ipsos vel quod ignorarint eamdem, cum non sit verisimile remanere quoad ipsos incognitum vel occultum, quod tam patenter omnibus publicatur.

Actum Avinione in praedictis domibus fratrum praedicatorum videlicet in aula inferiori in qua consistorium publice tenebamus, idus septembris, pontificatus nostri anno quarto.

CCLXV.

Le procureur de Thosan expose les droits et les priviléges attachés à la porte de ce monastère.

Coram vobis, domine officialis Tornacensis, in jure dicit et proponit procurator portae seu elemosinae monasterii de Thosan, nomine procuratorio, pro dicta porta seu elemosina contra relictam et heredes quondam domini Johannis Storens, militis, quod licet quondam Elizabeth relicta Hugonis Storens, tempore quo vivebat, et post ejus decessum praedictus quondam dominus Johannes Storens, ejus filius, et eo defuncto dicti rei obligati fuerint et adhuc rei obligati sint dictae portae seu elemosinae in annuo redditu veterum XL solidorum Flandrensis bonae seu fortis antiquae monetae in bona moneta pluries soluto et solvi consueto singulis annis, mediatim in festo Nativitatis Domini et mediatim in festo Nativitatis Beati

Johannis Baptistae, per quondam dominum Jacobum de . . . . ., curatum Sancti Salvatoris Brugensis, ad opus dictae elemosinae acquisito, Elizabeth et dominum Johannem praedictos assignato ad unam circiter mensuram terrae ubi situatum erat et est eorum pomerium, et ad alias duas mensuras terrae appellatas *die hofstede* adhaerentes versus orientem fundo seu domistagio suo et terrae heredum Theoderici dicti Storens ab oriente et austro et ab aquilone terrae monasterii Sancti Petri Gandensis, quas tres mensuras terrae dicti Elizabeth dominus Johannes rei tenuerunt et possederunt, et ipsi rei tenent et possident sub annuo redditu praedicto, quem redditum dicti quondam Elizabeth et dominus Johannes dictas tres mensuras terrarum tenentes et possidentes ratione earumdem pluries solverunt et solvere consueverunt, jusque fuerit et sit procuratoris dictae portae seu elemosinae nomine praedicto petendi, percipiendi et levandi dictum redditum a tenentibus et possidentibus dictam terram, etiam cum dimidio relevio quotienscunque ipsae terrae ad novum dominum transferantur, ad quod dimidium relevium hujusmodi novus dominus dictarum terrarum dictae elemosinae tenetur cum effectu, et licet etiam dicti rei ad quos dictae terrae sunt translatae tanquam ad novum dominum, et novus dominus ipsarum terrarum effectu totum dictum reliquum dimidium, videlicet XX solidos Flandrensis bonae monetae actori nomine praedicto solvere, et hominem capitaneum qui de dicto redditu procuratori dictae portae seu elemosinae respondere constituere teneantur, cum secundum conventionem in acquisitione dicti redditus habitam et cartam super hoc confectam, quam etiam secundum usum, legem et consuetudinem patriae, partium et loci in quo dictae terrae consistunt, nichilominus tamen dicti rei per annum et dimidium praeteritos dictas tres mensuras terrae ad eos devolutas cum onere redditus et dimidii relevii praedictorum efficaciter obligati in solutione eorumdem redditus et dimidii relevii defecerunt et adhuc deficiunt, fueruntque et sunt in mora et defectu solvendi actori nomine praedicto LX solidos dictae monetae, in quibus dictae elemosinae tenentur pro arreragiis dicti redditus pro dictis anno et dimidio, necnon viginti solidos dictae monetae in quibus tenentur dictae elemosinae pro dimidio reliquo praedicto, ac etiam constituendi hominem capitaneum de solvendo dictum redditum, et qui respondeat de eodem dictas pecuniarum summas pro dictis redditu et reliquo solvere, et dictum capitaneum constituere non

curarunt, neque curant, sed potius minus juste recusarunt et recusant; super hoc tamen competenter requisiti, praemissaque dicti rei sciverunt, scire potuerunt et debuerunt et vera esse competenter recognoverunt vel aliqua praemissorum. Quare petit actor nomine praedicto reos per vos, domine judex, ad hoc sibi condempnari et compelli quod ipsi actoris nomine et ad opus dictae elemosinae dictos LX solidos pro arreragiis dicti redditus pro dictis anno et dimidio una cum dictis XX solidis pro dicto reliquo dimidio solvant, necnon dictum hominem capitaneum de solvendo dictum redditum et qui de eodem respondeat, procuratorem dictae elemosinae constituant cum effectu, prout decet, cum dictae elemosinae intersit ipsum hominem sibi constitui, et ad hoc rei teneantur ratione et ex causis praemissis. In hiis et in expensis litis petit actor reos sibi condempnari, juris beneficio in omnibus sibi salvo, protestans sibi valere quae probaverit de praemissis. Et feria quinta ante Mathiae est dies assignata reis contra actorem ad deliberandum ut jus erit. Rad. et Gravekin fuerunt procuratores. Actum anno Domini M° . . . .

CCLXVI.

Don d'une pension à Denis, chanoine de Cassel et prévôt de Thourout, professeur de droit civil [1].

Noverit Universitas Vestra quod nos venerabilis viri karissimi nostri in Christo magistri Dyonisii, juris civilis professoris, canonici ac scolastici Casletensis et praepositi Toroaltensis, considerantes discretionem providam et industriam circumspectam ac suae gratiosa merita probitatis quibus nostro monasterio studuit pro viribus complacere, eidem magistro annuam pensionem . . . . lb. Flandrensium, cursilis pagamenti, quamdiu vixerit, duximus concedendam, aut ipsi aut ejus certo mandato singulis annis tali

[1] Denis, prévôt de Thourout, est cité dans une charte de 1298.

termino persolvendam. Quapropter ut per alterna beneficia seu obsequia inter nos mutua roboretur dilectio et peramplius astringamur adinvicem fortius colligati, promisit nobis dictus magister praestare consilium quale sciret melius et utilius in omnibus causis ac negotiis nostrae ecclesiae, dum super hoc a nobis fuerit requisitus. In arduis autem causis et negotiis nostris, ubi suam nobis praesentiam viderimus oportunam, personae suae praesentiam, quando commode poterit, exhibebit, super quo suae conscientiae standum erit, omnem fidelitatem nostrae promittens ecclesiae ac eidem assistere consilio et auxilio quo sciret et poterit saniori. Si vero dictum magistrum occasione negotiorum ecclesiae nostrae alicubi proficisci contigerit, promisimus eidem expensas necessarias in eundo et redeundo secundum personae suae decentiam ministrare et facere congrue ministrari, et ad nostrum monasterium, quotiens sibi placuerit, declinare poterit cum competenti sibi familia qualiter ut praesenti tempore consuevit. Praedictus autem magister omnia supradicta pertinentia ad ipsum, fide interposita, in manu nostra abbatis de Thosan supradicti, promisit inviolabiliter observare, et haec omnia et singula supradicta promisimus videlicet nos ex una parte pro nobis, et dictus magister pro se, ex altera, et unus alteri adinvicem sollempnibus stipulationibus hinc inde interpositis firma et rata habere, tenere, observare, obedienter et fideliter adimplere. In cujus rei testimonium et munimen nos abbas et conventus praedicti sigillum nostrum una cum sigillo dicti magistri praesenti cartae duximus apponendum. Datum, etc.

CCLXVII.

Appel interjeté par Jean de Risinghe par-devant l'archevêque de Reims contre une sentence prononcée par l'official de Tournay.

In nomine Domini amen. Anno ejusdem M° CCC° octavo, indictione sexta, mensis junii die septima, pontificatus domini Clementis papae quinti anno tertio.

Pateat universis per hoc praesens publicum instrumentum quod in praesentia mei publici notarii et testium subscriptorum ad hoc specialiter vocatorum et rogatorum, discretus vir Johannes de Risinghe, clericus, procurator, ut asseruit, providi et discreti viri L. talis, vice et nomine domini sui et pro ipso, in scriptis et oraculo suae vocis quasdam provocationes et appellationes fecit, publicavit et legit: primo in ecclesia Sancti Salvatoris Brugensis, praesentibus venerabilibus et discretis viris magistris et dominis Arnoldo rectore, Willelmo de Birvliet, perpetuo capellano dictae ecclesiae Sancti Salvatoris, tali et tali ac pluribus aliis; secundo in choro ecclesiae Sancti Donatiani, praesentibus dictis talibus et talibus et pluribus aliis; tertio in choro ecclesiae Sanctae Mariae, praesentibus talibus et talibus et pluribus aliis; et quarto in majori aula monasterii de Echoud Brugensis, praesentibus honestis viris talibus et talibus ac aliis quampluribus testibus ad infrascripta specialiter vocatis et rogatis, quarum provocationum et appellationum tenor talis est :

Cum vos, domine officialis Tornacensis, monueritis per vestras litteras seu moneri feceritis aut mandaveritis scabinos, consilium ac laicalem justitiam villae Brugensis, sub poena excommunicationis, ut ipsum L. compellerent seu constringerent ad dandum, solvendum et numerandum domino . . . . . abbati de Thosan et domino W. dicto Grip, executoribus testamentorum dominorum quondam Willelmi et Petri dictorum de Spoya, ut satisfacerent praefatis executoribus infra quindecim dies post vestram monitionem de mille trecentis libris monetae Flandrensis convertendis in solutionem et satisfactionem legatorum debitorum, restaurationum seu restitutionum et elemosinarum faciendarum ex bonis ad dicta pertinentibus testamenta, in qua pecuniae summa praefatus L. teneri dicebatur seu narrabatur in praefatis vestris litteris occasione partis bonorum dictorum testatorum quae ad ipsum pervenit, secundum bonam, sufficientem et legitimam computationem per dictos executores in vestra, domine officialis, praesentia factam, ad quam etiam computationem dictus L. vocatus et procurator suus praesens fuisse dicitur. Et tandem idem L. ad solutionem praescriptae quantitatis aut summae pecuniae per vos, domine officialis, sententialiter condempnatus, juris ordine observato, prout haec et alia quaedam vero non consona vobis intimata videntur, et in dictis vestris litteris sigillo curiae Tornacensis sigillatis ac in prae-

sentia dictorum scabinorum et consilii villae Brugensis, sabbato ultimo praeterito quod fuit vigilia Pentecostes, per dominum Johannem de Adengheem . . . . ostensis, exhibitis et executioni mandatis plenius continetur, dictique scabini, mox facta et notificata eis monitione praemissa, praetextu monitionis ejusdem et excommunicationis hujusmodi vestrarum litterarum, praefato L. ad eorum vocato praesentiam praeceperunt et dederunt in mandatis sub forma et serie praemissis ut infra quindecim dies immediate sequentes satisfaceret executoribus praedictis de dictae pecuniae quantitate et omni eo quod tenebatur ratione testamentorum praedictorum, alioquin ad ejus bona magnifice manum apponerent et eum compellerent ad solvendum. Cum insuper praefatus L. nichil habeat vel possideat, nichil habuerit vel possederit, nec etiam dolo desierit possidere de bonis dictorum testatorum sive ad testamenta praedicta spectantibus, nec per consequens ad aliquid teneatur, ratione vel occasione dictorum bonorum vel alicujus partis vel portionis eorum aut etiam testamentorum praedictorum, vel quae per dictos testatores potuerint obligari, nec etiam aliqua computatio legitima vel alia quaecunque sufficiens facta fuerit per dictos executores vel alium nomine ipsorum vel alicujus eorum, coram vobis, domine officialis, nec ipse vocatus fuerit ad aliquam computationem super hoc vel admissus, nec ipse, nec procurator ejus praesens fuerit alicubi ubi de dictis bonis computatum fuerit vel ubi processus juris vel de jure contra ipsum factus fuerit, vel ad solvendum dictae pecuniae quantitatem per vos, domine officialis, fuerit legitime et sententialiter condempnatus, quinimo inhibitum fuerit eidem ex parte et auctoritate vestra, domine officialis, ne ipse ad bona ad dicta testamenta spectantia manum apponeret, vel de ipsis aliqua tractaret, donec ipsorum testamentorum executores dictam executionem integraliter perfecissent, prout in dictis vestris litteris inhibitoriis continetur, ac per haec et alia pateat evidenter dictas vestras litteras monitorias, quarum copiam coram dictis scabinis ab executore ipsarum instanter petiit dictus L., et sibi denegata vel concessa non fuit, tacita veritate vel suggesta falsitate obtentas fuisse vel etiam impetratas, et praeceptum seu mandatum dictorum scabinorum praetextu dictarum litterarum eidem L. factum fuisse injustum, idcirco ego Johannes de Risinghe, procurator ejusdem L., ad hoc specialiter constitutus, eumdem dominum meum ex hiis et eorum quolibet sentiens inde-

bite praegravatum, et timens verisimiliter ne amplius gravetur in posterum et ne contra ipsum non citatum, non confessum, non convictum procedatis seu procedi faciatis, mandetis aut permittatis, occasione praemissorum monendo, excommunicando vel aliter compellendo, seu ipsum in persona vel in bonis suis molestando, contra jus vel justitiam aut juris ordine non servato, seu quicquam faciendo vel fieri mandando seu permittendo quod sit aut redundare possit in praefati domini mei L. dampnum, praejudicium vel gravamen, ad sedem Remensem nomine ipsius et pro ipso in hiis scriptis provoco et appello et apostolos mihi dari instanter peto et iterum peto. Quos, quia mihi non datis, iterum ab hoc gravamine ad eamdem sedem in hiis scriptis appello, praefatum dominum meum et sibi adhaerentes ac sua et sibi adhaerentium bona dictae sedis protectioni supponens et protestans de iterum provocando et appellando et provocationem seu appellationem innovando, publicando et notificando cui vel quibus, quando et ubi fuerit oportunum et ut de jure vel consuetudine fuerit faciendum, sub astantium testimonio personarum. Actum et datum anno, indictione, mense, die, pontificatu, locis et praesentibus supradictis testibus ad hoc vocatis specialiter et rogatis.

CCLXVIII.

Protestation adressée à l'évêque de Tournay contre le payement d'une dîme extraordinaire.

Coram vobis, reverende pater, domine Dei gratia Tornacensis episcope, propono et dico ego procurator talis quod licet toti Cisterciensi ordini a Sede Apostolica sit indultum quod ipse ordo vel aliqui de ordine non teneantur ad onus alicujus repentinae ac extraordinariae decimae seu alterius exactionis, inhibitumque existat per easdem indulgentias monasteriis, locis et bonis ipsius ordinis de caetero hujusmodi decimam et exactionem, quocunque censeantur nomine, imponi seu exigi sub quavis forma

vel expressione verborum ab eisdem, aut ipsum ordinem vel aliquos de ordine super illis aliquatenus molestari, ac per eamdem Sedem decretum sit omnes suspensionis, interdicti seu excommunicationis sententias in dictum ordinem, monasteriorum personas vel bona eorum propter hoc quacunque auctoritate latas, irritas et inanes ac viribus omnino carere, etiam si exactiones, collectae vel subsidia quaecunque a Sede Apostolica vel legatis ejusdem essent imposita, nisi per litteras Sedis ipsius seu legatorum ejus facientes plenam et expressam de indulgentia hujusmodi et de ipso ordine mentionem, quodque personae ipsius ordinis aut ordo ipse vobis non subsint per Sedis praedictae privilegia etiam ratione delicti, nisi pro fide dumtaxat absque mandato Sedis Apostolicae speciali : nichilominus tamen vos personas Cisterciensis ordinis praedicti, abbates videlicet, abbatissas et quascunque alias per vestram dyocesim monuistis seu moneri fecistis de facto cum de jure non possitis, occasione talis negotii, super solvenda centesima sub poena excommunicationis et suspensionis in personas ac interdicti in ipsorum loca latae sententiae, ipso facto contra supradictas indulgentias ordini praedicto factas indebite veniendo, in quam centesimam vel quotam quamcunque aliam dicti Cistercienses, sicut ad ejusdem impositionem, auctoritate vestra vocari non poterant, nec erant vocati, ita nec consenserant, nec consentire poterant, aut ipsorum propter dictas indulgentias interfuit aut poterat quomodolibet interesse. Quare ego procurator praedictus, cum praedictos Cistercienses dominos meos in praemissis omnibus et singulis sentiam esse indebite praegravatos, timens etiam ex probabilibus causis et verisimilibus conjecturis ne contra praedictos Cistercienses dominos meos, eorum ecclesias atque loca et adhaerentes eisdem et quoslibet adhaerere volentes aliquo modo procedatur indebite et de facto, ob praemissa gravamina omnia et singula, et ne contra ipsos indebite et de facto procedatur in aliquo, ut est dictum, contra vos, domine reverende pater Dei gratia Tornacensis episcope, et omnes et singulos quos tangit vel tangere potest praesens negotium, nomine procuratorio et nomine praedictorum Cisterciensium dominorum meorum, ecclesiarum suarum seu locorum et adhaerentium seu adhaerere volentium eisdem, ad Sedem Apostolicam, prout possum et debeo, in hiis scriptis provoco et appello, et apostolos, prout debeo, cum instantia qua convenit, michi dari et concedi peto, supponens ipsos Cistercienses dominos meos, eorum

ecclesias, loca atque bona, adhaerentes seu adhaerere volentes eisdem et ipsorum omnium statum et bona protectioni Sedis Apostolicae, protestans nomine quo supra de dicta provocatione seu appellatione innovanda et notificanda, secundum quod jura requirunt, loco et tempore oportunis, non astringens me ad omnia praemissa probanda, sed quod sufficiat ex praemissis.

CCLXIX.

Demande de pouvoir aliéner des immeubles pour faire face à des besoins pressants.

Cum ecclesiam nostram grandi debitorum sarcina ex multiplicibus infortuniis dispendiose nimis emergentibus praegravatam, defectum etiam annonae pro futuro tempore usque ad messem patientem, varii vexent creditores importunius et prae satisfaciendi impotentia eorumdem conventibus non servatis nos ubique diffament et minentur per dominos temporales et alios se hujusmodi debita exacturos, unde deberet nostra ecclesia gravissima dispendia sustinere, nosque, diligentiis cum venerabili patre domino abbate nostro habitis et viis exquisitis et modis quibus tot et tantis periculis occurrere valeamus, non invenimus nisi per aliquorum immobilium distractionem ope et vestrorum consilio faciendam, in quam omnes consensimus et etiam consentimus, devotius supplicantes quatinus eamdem usque ad valorem . . . . . ., ubi commodius poterimus, permittatis, cum alias nobis competenter nequeat subveniri, nec in ecclesia nostra bona reperiantur mobilia unde dictis creditoribus satisfacere valeamus.

CCLXX.

Vente de neuf arpents de terre dans le métier d'Ardenbourg.

Noverint universi quod nos de communi consensu et assensu omnium nostrum, auctoritate et de licentia speciali superioris nostri habentis super hoc plenam potestatem, propter urgentem necessitatem nostram quae nos ad hoc compulit, et probabilem utilitatem ac evidentem profectum monasterii nostri supradicti, bene et legitime vendidimus dilectae in Christo nobis Margaretae. . . . . . . novem mensuras terrae allodialis jacentis in officio seu territorio et parrochia Sancti Bavonis in Ardenbourg, ex parte septentrionali villae de Ardenbourg et cujusdam pontis nuncupati Oedelenbruggen, et ex parte orientali cujusdam aquaeductus, vocati *die Fle,* fluentis inter villam de Ardenbourg et mare, cujus quidem terrae una mensura in loco supradicto, quas quidem terras tales jam tenent ad censum et quas terras Arnoldus dictus . . . . dicto monasterio contulit pro certa pecuniae summa, videlicet quamlibet pro L libris cursilis et usualis monetae, quae quidem summa se extendit usque ad CCCC libras, et quam quidem pecuniae summam praedicta relicta nobis ad opus monasterii nostri tradidit, deliberavit, numeravit ac solvit, eamdemque in curtes seu implicuimus seu convertimus ad utilitatem evidentem monasterii nostri praedicti nobis ac ipsi monasterio nostro perpetuo valituras: quas quidem terras praedictas nos abbas et conventus praedicti pro nobis ac nostro nomine ac etiam monasterii nostri nomine, auctoritate et de speciali licentia superioris nostri praedicti, werpivimus Margaretae praedictae ad opus ejusdem et werpimus, effestucavimus et effestucamus, ac omne dominium, jus et possessionem quod vel quos habuimus seu habere potuerimus, cum omnibus juribus et pertinentiis ad dictas terras quocunque titulo, ad praedictam Margaretam et ejus successores in perpetuum transferimus cum effectu, et volumus efficaciter esse translata, promittentes bona fide pro nobis et successoribus nostris quod contra praedictas venditionem, werpitionem, effestucationem et dominii translationem, arte vel ingenio, fraude, dolo seu alias quoquo modo per nos seu quoscunque alios in perpetuum minime

veniemus, sed eamdem et ejus successores dictis terris nos et successores nostri in perpetuum gaudere sinemus pacifice et quiete, obligantes quantum ad praemissa firmiter observanda et inviolabiliter nomine nostro et monasterii nostri praedicti omnia bona ad monasterium nostrum spectantia, ubicunque ea consistant vel existant, renuntiantes pro nobis et successoribus nostris exceptionibus doli mali, vis, metus seu fraudis et deceptionis ultra dimidium justi pretii, pecuniae non solutae, non deliberatae, non numeratae, non receptae, rei ita non gestae seu non factae, non habitae, et aliud actum, aliud scriptum fuisse vel esse, in praemissis omni auxilio facti juris scripti et non scripti, omnibus privilegiis, gratiis quibuscunque concessis seu concedendis, omnibus litteris apostolicis et legati et alia quavis auctoritate impetratis et impetrandis, cujuscunque tenoris vel conditionis existant, ac etiam aliis universis omnibus et singulis quae contra praemissa vel praemissorum aliqua obici possent vel proponi, per quae nos possemus seu successores nostri praesens instrumentum vel factum vel aliquid de contentis in eodem infringere quoquo modo vel etiam impugnare, et quae possent ipsi relictae et ejus successoribus in praemissis seu in praemissorum aliquo obesse vel nocere et nostris successoribus prodesse in posterum vel valere. Et ut praemissa omnia et singula firma et rata permaneant et ad perpetuam omnium et singulorum memoriam, firmitatem et munimen, nos abbates, etc.

CCLXXI.

Bulle de Clément V, adressée à l'archevêque de Brême et à Albert, chanoine de Ravenne, au sujet des crimes et des trahisons des chevaliers de l'ordre Teutonique.

Clemens episcopus, servus servorum Dei, venerabili fratri archiepiscopo Bremensi et dilecto filio Alberto canonico Ravennatensi capellano nostro ac sacri palatii nostri auditori, salutem et apostolicam benedictionem.

In vinea Domini, licet immeriti cultores positi et custodes, sic in ipsius

culturae, salubrisque custodiae nos debemus ministeriis exercere ut in ipsa infatigabiliter operantes extirpandis vitiorum spinis et peccatorum tribulis quae superficiem ejus interdum obumbrare conantur, necnon plantandis virtutum germinibus, in quibus Altissimus delectatur, fervore spiritus et diligenti sollicitudine intendendo, ipsam ab illis praesertim offensionum discriminibus tueamur, quae sub pietatis specie cautius subintrantes difficilius praecaventur. Sane tam praedecessorum nostrorum Romanorum pontificum quam nostris continuatis successive temporibus ex clamore valido et insinuatione famosa ad notitiam Sedis Apostolicae est deductum quod praeceptores et fratres Hospitalis Sanctae Mariae Theutonicorum ad hoc solum per Sedem eamdem in Rigensi, Livoniae et Prusciae provinciis constituti ut ecclesias et personas ecclesiasticas, aliosve catholicae fidei professores vallo fortitudinis munientes ipsos a paganorum et scismaticorum tueantur incursibus, et ad dilatandum ibi catholicae fidei nomen et cultum jugiter elaborent, in gravem, proh dolor! nostri Redemptoris injuriam, fidelium cunctorum obprobrium et ejusdem fidei detrimentum, facti sunt hostes domestici et familiares inimici, non insurgentes pro Christi nomine adversus hostes fidei, sed in eorum favorem, quod stupet auditus, variis calliditatum generibus dimicantes potius contra Christum, ad id praecipue, prout evidentia facti ostendere dicitur, intendentes ut ecclesiis omnibus, earumque facultatibus, aliisque bonis fidelium dictarum partium eorum usibus applicatis in rerum amplitudine contabescant, propter quod, dimissa Christi militia, nunc contra Christi fideles armis nequitiae bellum miserabile conferentes, nonnullos archiepiscopos et episcopos qui fuerint pro tempore, aliosque praelatos in dignitate constitutos et personas ecclesiasticas illarum partium, non absque injectione manuum in ipsos, Dei timore postposito, temere, violento, detestabili et sacrilego ausu capere, diris mancipare carceribus et alias eis graves corporales afflictiones inferre dampnabiliter praesumpserunt. Sic de quatuordecim ecclesiis suffraganeis quas Rigensis ecclesia metropolis partium earumdem habere consueverat, septem totaliter deleverunt, septem aliis in tali statu dimissis ut plus sint dedecori et pudori decentiae pastoralis quam si penitus non adessent; nam de quatuor earum ejectis canonicis in eis canonice institutis, fratres sui ordinis pro canonicis in dictis ecclesiis locaverunt, quos in eisdem de facto instituunt et destituunt sicut volunt,

et tales eorum confratres pro canonicis se gerentes eligunt in episcopos, quos iidem praeceptores et fratres mandant de suis confratribus eligendos, electi vero, taliter falsa, immo verius confirmatione aliqua non obtenta, in episcopos se faciunt consecrari, nullam obedientiam Rigensi ecclesiae locorum metropoli facientes, in residuis autem cathedralibus tribus ecclesiis vacantibus intrudunt personas quas volunt, etiam minus dignas, de quibus per potentiae suae abusum electionem faciunt celebrari ac de modo et forma electionum hujusmodi nulla examinatione praemissa, per antedictos fratres sui ordinis pro episcopis se gerentes electos hujusmodi in episcopos faciunt consecrari, omnia bona earumdem ecclesiarum quae insignes consueverant habere pontifices cum sollempnibus capitulis, latis et magnis facultatibus et redditibus habundantes propriis usibus, non absque pernicioso earumdem ecclesiarum dispendio, enormiter applicando, seque ut liberius in praedictam metropolim et ecclesias, caeterosque praelatos et fideles provinciarum et partium earumdem valeant deservire, eorumque munitiones, castra, terras, jurisdictiones et jura propriae subiciunt ditioni, eisdem paganis nequam amicitiae foedere unientes ac publicum eis adversus dictos fideles impendentes auxilium, consilium et favorem, ferrum, arma, equos et alia mercimoniorum genera per quae dicti pagani fideles eosdem possint acerbius impugnare, vendunt et per alios vendi permittunt; quodque gravius est, iidem praeceptores et fratres non solum a vicinis frontibus eorumdem paganorum in quibus contra illorum incursus debuissent se murum defensionis opponere, in detrimentum fidelium recesserunt, sed quoddam castrum ejusdem Rigensis ecclesiae eisdem paganis pro certa quantitate pecuniae venundantes, regnum Plochet [1], quod quondam rex Plochensis ad fidem Christi conversus, prolem non habens legitimam, eidem Rigensi ecclesiae contulerat pro animae suae salute, dictis paganis non absque jactura multitudinis innumerosae fidelium, dimiserunt. Cujus occasione duae sollempnes ecclesiae cathedrales, Gelovensis [2] videlicet et Ruthenensis ecclesiae consistentes in regno praedicto totaliter sunt deletae, quibus castro et regno ad manus dictorum infidelium taliter devolutis, dicti pagani a fronte confinium repulsis fidelibus magnam partem dictarum provinciarum, tunc fidelium multitudinem

[1] On lit dans Dlugoss : *Ploczech*.

[2] On lit dans Dlugoss : *Zeloviensis*.

populosam in solitudinem redegerunt, eisdem fidelibus partim peremptis gladio, partim eorumdem paganorum miserabili jugo suppositis perpetuae servitutis. Quodque detestabilius est, si quando iidem praeceptores et fratres offendendi paganos sub cujusdam umbrae pallio velint ostendere se gerere voluntatem, illos fraudulenter impugnant ut ex eorum facto fideles atrocius impugnentur, eosdem paganos ex tenuis praedae dampno modico ad destruendum reliqua castra ejusdem Rigensis provinciae pravis nocendi artibus irritantes.

Fertur etiam de ipsis execrabile facinus, dirum et nepharium, quod cum rex paganorum cum suis subditis fuisset ad fidem Christi conversus, ac diversos episcopos successive et presbiteros seculares ac fratres praedicatores et minores in toto regno suo ordinasset ad extirpationem errorum et illuminationem ac plantationem orthodoxae fidei permansuros, iidem praeceptores et fratres, proch pudor! velut ejusdem fidei subversores, quosdam eorumdem episcoporum, presbiterorum et fratrum exinde dejici et quosdam interfici latentibus et occultis studiis procurarunt; et taliter etiam pagani ad fidem conversi, lumine veritatis abjecto, errores proch dolor! pristinos resumpserunt, et sic quondam Lethoniensis [1] ecclesia cathedralis in dicto regno consistens cum sua civitate et dyocesi, non absque multorum fidelium animarum et corporum deplorando periculo, miserabiliter fuit deleta. Populum etiam christianum terrae Semigalliae habentem episcopum et presbiteros orthodoxos qui eis sacramenta ecclesiastica ministrabant, iidem praeceptores et fratres totaliter deleverunt; nobiliores ejusdem terrae, quos ad convivium invitaverant, proditionis nephandae saevitia, mutilatione capitum perimentes, reliquam multitudinem populi dictae terrae ultra quam centum milia fidelium utriusque sexus ad terras paganorum crudeliter profugarunt; dictique fideles eorumdem paganorum in depressionem fidei perpetuae sunt dediti servituti, propter quod episcopatus Semigalliae, qui per septem dietas amplam dyocesim obtinebat, totaliter de medio fuit sublatus. Et ut omnino impediatur ampliatio fidei in partibus praelibatis, et proponendi verbum Dei facultas quaelibet subducatur ex eo quod fratres ordinis minorum castri Brunsbergensis, ejusdem Rigensis provinciae, praedicationi dictorum pa-

[1] On lit dans Dlugoss : *Lechoviensis.*

ganorum instantes verbum Dei continue diffundebant, et quidam frater dicti ordinis jugiter per paganos discurrens virtute verborum et operum choruscando die quolibet multos paganos cognitione verae fidei illustratos sacro regenerationis lavacro innovabat, eisdem fratribus minoribus de dicto loco ignominiose dejectis, eumdem locum funditus destruxerunt, nullos omnino ejusdem verbi praedicationi insistere permittentes. Ecclesias quoque, oratoria et capellas aedificari pro neophitis non permittunt, ita quod dicti neophiti in rudimentis fidei non instructi ac in ecclesiis cum orthodoxis participium non habent, nec in fide, nec in moribus fidelibus sunt conformes, pessimum etiam eorumdem paganorum ritum sectantes confratres suos, si quos contingit interdum in hostili congressu vel conflictu aliquo vulneribus sauciari, contra morem ejusdem fidei orthodoxae, priusquam exspirent impietate quadam saevissimae feritatis extingunt, eorum corpora flammarum incendio concremando. At ut praemissa et alia eorum detestanda scelera ejusdem Sedis effugiant notionem, universos fideles clericos et laycos, cujuscunque dignitatis aut status existant, ad exponendum querelas de ipsis, tantarum persecutionum necessitate cogente, ad Sedem Apostolicam accedentes crudeliter persequuntur, mortem eis per se et alios inferendo, sicut haec in personis episcopi Variniensis et magistri Alexii, doctoris decretorum, plebani plebis Thorinensis et aliorum quamplurimorum, quos redeuntes de Romana curia ad quam venerant contra eos, crudeliter occiderunt, dicantur liquido apparere; necdum finem praemissis enormitatibus imponentes, sed mali esse et boni credi sub pallio ignoratae nequitiae cupientes, passus et itinera debita per quae de civitate Rigensi exitus et reditus ad eamdem quadam necessitate inevitabili peraguntur, sub ea faciunt custodia detineri ut non nisi personis quas volunt, ingressus ex ea pateat vel regressus, sicque dicta civitas exitum et reditum liberum non habendo cujusdam obsidionis angustiae dispendia cogitur deplorare, ad quam quidem obsidionem praeclusis itinerum quorumcunque vestigiis fortius angustandam, quoddam castrum a superiori parte ad portum monasterii Dunamundensis, Cisterciensis ordinis, ejusdem Rigensis dyocesis, in quo eadem Rigensis ecclesia jus obtinet patronatus, ab inferiori parte ejusdem civitatis consistens, absque quibus civitatem eamdem, nec per terram, nec per maris vestigia nullus potest ingredi vel exire, quodam illicito emptionis titulo, cum monasteriorum alienatio sacris pro-

hibita sit canonibus et etiam ipsius monasterii Dunamundensis ex piae memoriae Gregorii papae noni praedecessoris nostri privilegio speciali omnibus alienationis contractus foret specialiter interdictus, temeritate propria occuparunt et detinent occupatum, propter quae in eisdem provinciis in quibus Ecclesiam suam foetu novae prolis ad fidem conversae Dominus ampliabat, familiari peste intestinam exercente saevitiam, non solum fides radicata et fundata non proficit, sed ex persecutione domestica deficit, et, nisi celeri occurratur remedio, nomen deperit christianum.

Novissime vero ad nostrum pervenit auditum quod dicti praeceptores et fratres Hospitalis ejusdem, dilecti filii nobilis viri Vladislai, Cracoviriae et Zandomiriae ducis, terram hostiliter subintrantes in civitate Gdamga [1] gladio ultra decem milia hominum peremerunt, infantibus vagientibus in cunis mortis exitium inferentes, quibus etiam hostis fidei pepercisset.

Iidem quoque praeceptores et fratres quamplura alia detestanda dicuntur committere, quorum series se magis extenderet, si singulariter singula praesentibus clauderentur.

Nos igitur qui, disponente Domino, ejusdem dominicae vineae regimini praesidemus, desiderantes ut in ea virtutum palmites convalescant, succisis tribulis vitiorum, attendentes quoque quod praemissa quae de dictis praeceptoribus et fratribus referuntur utpote perniciosa et fidei nostrae contraria, immo cunctorum Christi fidelium cordibus inimica, sub dissimulatione transire salva conscientia nequeamus, considerantes etiam quod in talibus debitae correctionis differre remedium nichil esset aliud quam licentiam sceleribus indulgere, Discretionem Vestram de quorum circumspectionis industria plenam in Domino fiduciam obtinemus, hortandam attente duximus et monendam, vobis per apostolica scripta districte praecipiendo mandantes quatenus ad partes illas seu loca illarum partium quae vobis pro executione hujusmodi negotii videri poterint magis apta vos personaliter conferentes et habentes prae oculis solum Deum contra praedictos praeceptores et fratres ejusdem Hospitalis in dictis provinciis et partibus consistentes, super praemissis omnibus et singulis, necnon super articulis quos sub bulla nostra vobis destinamus inclusos, et super aliis criminibus et excessibus super quibus eos inveneritis publice diffamatos,

[1] On lit dans Dlugoss : *Gdansko.*

inquiratis diligentius veritatem, eaque diligenter et sollicite inquisita, quaecunque inveneritis in scriptis redacta ac sufficienter instructa nobis sub sigillis vestris procuretis fideliter intimare. Caeterum castrum et monasterium Dunamundense quod dicti praeceptores et fratres, ut praemittitur, sub cujusdam emptionis colore detinent occupatum per eosdem praeceptores et fratres facientes expeditum et liberum omnino dimitti ipsum usque ad ejusdem Sedis beneplacitum praefatae Sedis nomine teneri, ac per personas ydoneas et fideles quas eligendas industria vestra perspexerit, faciatis cum diligentia custodiri.

Ut autem ad praemissorum executionem eo liberius intendere valeatis quo majori per nos fueritis auctoritate muniti, vobis invocandi ad praemissa omnia et singula exequenda ubi et quando expedire cognoveritis, tam praelatorum quam etiam principum et aliorum secularium, cujuscunque conditionis vel status existant, vel quacunque dignitate praefulgeant, auxilium et succursum, contradictores quoque et rebelles, necnon testes quos ad hoc duxeritis convocandos, per excommunicationis, suspensionis et interdicti, necnon privationis privilegiorum eisdem concessorum a Sede praedicta sententias compescendo, tam de duabus dietis in concilio generali quam de aliquo extra suam civitatem vel dyocesim, nisi in certis exceptis casibus, et in illis ultra una dietam a fine suae dyocesis ad judicium non vocando, et aliis quibuscunque constitutionibus quae vestrae possint in hac parte jurisdictioni vel potestati, ejusque libero exercitio quomodolibet obviare, aut si testes quos ad hoc evocari contigerit, fuerint Praedicatores vel Minores aut aliorum ordinum quorumcunque, vel si praedictis ordinibus a praedicta Sede indultum existat quod praedictorum ordinum fratres ad perhibendum testimonium in quibuscunque causis vel negotiis compelli non possint, seu si dictis praeceptoribus et fratribus ab eadem sit Sede indultum quod excommunicari, suspendi vel interdici non possint per litteras apostolicas non facientes plenam et expressam de verbo ad verbum de indulto hujusmodi mentionem, et quibuslibet aliis indulgentiis, privilegiis et litteris apostolicis quibuscunque in quacunque forma verborum concessis, per quae praesentibus non expressa vel totaliter non inserta praemissorum executio possit quomodolibet impediri nequaquam obstantibus, plenam vobis concedimus tenore praesentium facultatem.

CCLXXII.

Protestation des monastères de Flandre contre la levée de la dime extraordinaire accordée par le pape à Philippe le Bel.

—

In nomine Domini amen. Pateat universis praesens instrumentum publicum inspecturis quod anno Nativitatis Domini M° CCC° X°, indictione VIII^a, pontificatus sanctissimi patris et domini domini Clementis, divina providente clementia papae quinti, anno quinto, mensis maii intrantis die secunda, hora vesperarum, in praesentia mei infrascripti notarii et testium subscriptorum ad hoc in testimonium vocatorum et specialiter rogatorum, personaliter comparens religiosus vir frater . . . , monachus monasterii de Thosan, Cisterciensis ordinis, Tornacensis dyocesis, procurator religiosorum virorum domini abbatis et conventus monasterii et ordinis antedicti per litteras suas sigillo praedictorum dominorum abbatis et conventus quo utuntur communiter sigillatas, prout prima facie apparebat, legitime constitutus, habuit per easdem litteras haec infrascripta et alia nomine procuratorio faciendi nomine dictorum . . . abbatis et conventus et pro ipsis et ipsorum monasterio potestatem plenariam et mandatum. Ipse provocationi et appellationi a religiosis, venerabilibus et discretis viris Sanctorum Petri de Oudenburg, Andreae juxta Brugas, Sancti Benedicti, Bartholomei de Echoud in Brugis et Beatae Mariae de . . . Sancti Augustini ordinis monasteriorum abbatibus . . . . . , abbatissa monasterii Sanctae Godelivae, praedicti ordinis Sancti Benedicti, pro se et suis conventibus, necnon et a decano et capitulo Sancti Donatiani, praeposito Beatae Mariae ecclesiarum in Brugis, ac a Brugensi, Oudenburgensi et Ardeburgensi christianitatum decanis ejusdem dyocesis, pro seipsis et suis presbiteris, capellanis et ecclesiasticis personis in suis ecclesiis. decanatibus et officiis sibi subjectis et ipsorum nomine, et pro monasteriis et ecclesiis eorumdem, ac etiam pro omnibus et singulis sibi adhaerentibus et adhaerere volentibus in hac parte, contra venerabilem virum magistrum Willelmum de Gisortio, archidiaconum Algiae in ecclesia Lexoviensi. qui se gerit pro

commissario seu subdelegato a reverendis in Christo patribus dominis E. Narbonensi et R. Rothomagensi Dei gratia archiepiscopis, ac a venerabili viro magistro Gaufrido de Plessiaco, ecclesiae Turonensis cancellario, domini papae notario, gerentibus se pro executoribus seu collectoribus, ut dicitur, decimae fructuum ecclesiasticorum unius anni excellentissimo principi domino Philippo, Dei gratia regi Francorum illustri, in dyocesi Tornacensi, a Sede Apostolica concessae, auctoritate dictae Sedis, ut dicitur, deputatis, et contra executores seu collectores eosdem et quoscunque alios quos quomodolibet negotium praesens tangit et tangere poterit in futurum, occasione dictae decimae et monitionis super ipsius decimae solutione praestanda de facto et non de jure, ut dicitur, factae per eumdem archidiaconum ipsis religiosis et ecclesiasticis personis praedictis ad Sedem Apostolicam ob evidentia gravamina ipsis illata nuper in scriptis publice interjectis et factis, prout in instrumento publico manu mei infrascripti notarii, super provocatione et appellatione praedictis, ex requisitione et mandato dominorum abbatum . . . . abbatissae, decani et capituli praepositi ac decanorum christianitatum, decanatuum confecto, scripto et publicato, signoque meo solito consignato plenius continetur, sponte adhaesit procuratorio nomine procurator praedictus omni modo, forma et nomine quibus melius et sollempnius possit, nomine dominorum suorum praedictorum et pro ipsis et monasteriis eorumdem, laudando, approbando et ratificando provocationem et appellationem easdem, supponens nomine quo supra dominos suos abbatem et conventum praedictos, seipsum, eorum monasterium, status eorum et bona dispositioni et protectioni Apostolicae Sedis, et protestans idem procurator nomine quo supra de dicta adhaesione et aliis ad ipsam necessariis et opportunis ex ea dependentibus loco et tempore, prosequendo et faciendo in illis quod dictaverit ordo juris. Actum Brugis in burgo, anno, indictione, pontificatu, mense, die et hora praedictis, praesentibus discretis viris, etc., testibus ad praemissa vocatis in testimonium et rogatis.

CCLXXIII.

Réclamation de l'église de Baudeloo relativement aux dîmes de Molendyc.

Coram vobis, domine, producit ecclesia de Bodelo testes ad probandum quod locus sive terra quae dicitur *Molendyc*, jacens infra Wasiam et infra parrochiam de Lokerne, est novalis, et quod decimae dictae terrae sunt et debent dici novales. Praedicta enim terra erat antiquitus multum bassa et aquosa, ita quod ibi conservabatur aqua ad opus cujusdam molendini, postmodum vero, exsiccata dicta terra, coepit ipsa terra, elapsis scilicet L annis vel circiter, primo coli sive rumpi ad seminandum, et ante illud tempus quo coepit coli dicta terra, adeo diu jacuerat inculta quod non extitit memoria quod antea culta fuisset, et communis fuit opinio hominum qui dicto tempore noverant dictam terram, quod ante dictum tempus dicta terra non colebatur et quod non habebatur memoria de aliqua cultura dictae terrae, sed quod erat bassa et penitus inculta.

Quaeratur a quolibet teste an locus sive terra quae dicitur Molendyc, de cujus terrae decimis quaestio vertitur inter ecclesiam de Bodelo, ex una parte, et ecclesiam de Bossche, ex altera, jaceat infra parrochiam de Lokerne et infra Wasiam.

Item quaeratur si recolat quod vidit dictam terram jacere incultam.

Item quaeratur si tunc vidit dictam terram et aquosam et ibi conservari aquam ad opus molendini.

Item quaeratur si postmodum vidit dictam terram coli primo sive frangi ad seminandum.

Quaeratur etiam de tempore.

Item quaeratur an unquam vidit vel audivit aliquem aut aliquos dicentes quod ante dictum tempus, scilicet quo vidit coli primo, viderat vel audierat dictam terram suo tempore cultam fuisse.

Item quaeratur si tunc, scilicet quando vidit coli primo, communis fuit opinio hominum qui tunc noverunt dictam terram, quod ante dictum

tempus dicta terra non colebatur et quod non extitit memoria de aliqua cultura dictae terrae.

Item, si dicatur dicta terra esse terra antiqua, quaeratur de causa quare dicatur antiqua.

Item quaeratur si decimae dictae terrae dicantur antiquae seu feodales, ad cujus feodum vel quondam ad monasterium de Eke aut dictae abbatissae dicantur spectasse.

CCLXXIV.

Absolution d'un frère convers qui, en défendant une ferme de l'abbaye, a tué l'un des agresseurs.

Reverendae Paternitati Vestrae humiliter intimamus quod dudum quidam banniti de Zelandia, cum quamdam curtem nostram vestrae dyocesis cum armis ingressi, insolentias plures ibidem et violentias exercerent, Johannes talis, lator praesentium, cum aliis de familia nostra in dicta curte tunc degentibus, ad vim repellendam et hujusmodi insolentias compescendas accurrens, uni de dictis ingressis ictum dedit seu vulnus intulit unde postmodum est defunctus. Pace igitur inter Johannem praedictum ex una parte et amicos dicti defuncti ex altera reformata ac cum domino terrae plenius habita, Vestrae Reverentiae cum omni humilitate qua convenit, supplicamus quatenus saluti animae suae benignius consulentes eidem de absolutionis beneficio providere.

CCLXXV.

Demande de prières pour des frères convers qui sont morts après avoir reçu l'absolution de leurs péchés.

—

Salutem et orationes in Domino salutatorias.

In corpore Christi, quod est Ecclesia, si patitur unum menbrum, compatiuntur caetera membra, agente nimirum hoc sanctae vinculo caritatis, per quod eadem membra in unum pariter connectuntur. De quo spei et fiduciae plurimum colligentes, caritatem vestram duximus exorandam quatenus pro fratribus nostris nuper defunctis exorare dignemini ut a peccatorum suorum nexibus absolvantur, simulque precamur ut H. latori praesentium hospitalitatis gratiam exhibentes, diem quo se vobis praesentaverit, huiç cedulae annotetis. Verum propter pericula sigillorum quae solent aliquotiens evenire, nos Henricus abbas praedictus sigillum nostrum ad causas praesentibus litteris duximus apponendum.

CCLXXVI.

Autre lettre demandant des prières.

—

Universis fidelibus praesens scriptum visuris in Christi corpore mistico quod est Ecclesia constitutis, salutem, etc.

O quam immenso doloris vulnere humana praecordia sauciantur cum anima invita a corporalium mixtura dissolvitur qualitatum, quam compaginis juncturam sola mortis amara praesentia horrendo infringit divortio, cuncta mundanae conversationis gaudia auferens in momento! Et quis sane dolor uberior aut quae major afflictio, cum haec mors impia omnibus

creaturis praedo vitae violentus existat! Nec ingenui sanguinis claritati, nec alti parcens culminis majestati. Haec autem humani generis inimica invidia dyaboli introivit in orbem terrarum, illic tamdiu regnatura donec novissima inimica destruatur et absorbeatur in victoria Jhesu-Christi, qui sua morte jura mortis potenter infringens electorum suorum corpus humile reformabit et configuratum corpori claritatis suae secum aeternaliter regnaturum dignanter tandem in gloriam collocabit. Unde, licet reprobis quorum nativitas mala, vita pejor, mors pessima triste sit exterminium, justis tamen quibus vivere est in Christo mori, lucrum cooperantur in bonum. Sed, quum apud Deum ex propriis operibus nullus justificabitur, nisi rigor divini examinis habundantiori clementia temperetur, ac proinde divinam excitando misericordiam pium sit ac salubre pro defunctis exorare, Universitatem Vestram, vos tamen obnixius qui nobis jure spiritualis fraternitatis obnoxii tenemini, rogamus et exoramus in Domino quatenus divini amoris intuitu pro dilectis nostris nuper juxta naturae debitum viam universae carnis ingressis Deum cui proprium est misereri, dignemini exorare quatenus vestrarum precum suffragiis cuncta quae ex humana fragilitate seu diabolica suadente fallacia peccati contagia contraxerunt, per Dei misericordiam remissione perpetua deleantur, simulque humiliter deprecantes quatenus intuitu Ejus quem semel reddita semper obtinent debitorem, caritatis videlicet tali praesentes portanti et competentem hospitalitatis gratiam exhibentes, diem quo se vobis praesentaverit, huic cedulae pariter annotetis, a nobis opportuno tempore similia recepturi.

CCLXXVII.

Jean dit Tobin, chevalier, vend un domaine à Ruddervoorde.

Viro venerabili et discreto domino . . . . . . officiali Tornacensi, decanus christianitatis Brugensis, salutem in Domino.

Noverit Discretio Vestra quod coram nobis propter hoc personaliter con-

stitutus dominus Johannes dictus Tobin, miles, recognovit et confessus fuit se bene et legitime vendidisse venerabili viro magistro Ægidio . . . . . . pro certa pecuniae quantitate ipsi ab eodem, ut confessus fuit coram nobis dictus miles, integre persoluta, quemdam cumulum terrae, qui vulgariter dicitur Wal, jacentem sive consistentem in parrochia de Riddervoorde juxta, etc., cum omni jure sibi competente modo quolibet in eisdem, quae quidem bona dictus dominus Johannes tenebat in feodum a domicella Ælide, filia domini Lamberti de Riddervoorde praedicti, nunc uxore talis . . . . sed ad praesens omni jure feodali per eos qui super hoc potestatem habebant, competenter et legitime absoluta, ad opus dicti magistri Ægidii . . . . in proprietatem hereditariam efficaciter sunt redacta, prout idem dominus Johannes confessus est coram nobis, promittens eidem magistro praesenti coram nobis et stipulanti praedicta bona adversus quascunque personas garandizare et incalumpniata perpetuo observare, et si quaestionem vel calumpniam sibi vel suis heredibus aut illi vel illis ad quem vel quos quoquo jure devolvi contigerit, dicta bona in posterum moveri contingat, illam suis sumptibus amovebit penitus et defendet, volens etiam et concedens se ad id a vobis, si necesse fuerit, per censuram ecclesiasticam posse compelli, supponens se et sua quantum ad hoc vestrae jurisdictioni et cohertioni ubicunque eum in posterum contigerit commorari. Et constituit Willelmum de Wendunis, latorem praesentium suum, coram nobis ad confitendum, recognoscendum, innovandum et iterandum pro ipso milite et ejus nomine ad opus dicti magistri praemissa omnia et singula coram vobis, quidquid idem procurator quantum ad ea omnia et singula dixerit vel fecerit, coram vobis ratum et firmum habiturus. Quod vobis et omnibus quorum interest, tenore praesentium patefiat.

Datum, etc.

CCLXXVIII.

Vente d'une terre nommée Onlant, située près de Damme.

Nos tales et tales, vassalli sive homines domini talis, notum facimus universis praesentes litteras inspecturis quod Lenta talis tot mensuras terrae, parum plus vel minus, ita tamen quod terra quae dicitur *Onlant* ad valorem bonae terrae fertilis per juratos mensuratores est redacta, jacentes in scabinatu de Dam, quas habebat et tenebat in feodo dicta Lenta de praedicto domino tali, de sua libera voluntate et de consensu praedicti Johannis, mariti sui, necnon talis tutoris sive curatoris sui ad hoc legitime dati, magistro Ægidio tali, pro quadam pecuniae summa ipsi Lentae et praedicto marito suo, ut asserebat, integraliter persoluta, se coram nobis tanquam hominibus seu vassallis dicti domini talis ad hoc evocatis recognovit et confessa fuit bene et legitime vendidisse et eas in manus praedicti domini sui talis in praesentia nostrum hominum, videlicet dicti domini talis supradicti, et per judicium nostrum reportavit, werpivit et legitime effestucavit ad opus illius personae quam praedictus magister ipsi domino praedicto tali praesentabit, dum sibi placuerit, ad tenendum eas in feodo ab ipso et heredibus suis, et in perpetuum habendas et possidendas cum servitio unius denarii annuatim, quam personam et heredes illius personae ipse dominus talis praedictus et sui heredes de dicta terra in suum hominem recipere debent absque aliquo relevio, ad quod idem dominus talis coram nobis se astrinxit, ita tamen quod si praedictus magister ipsi domino tali neminem praesentaret ad dictum feodum, heres dicti magistri legitimus ipsi homagium facere debet de dicto relevio et solvere debitum relevium.

Ipsa quoque Lenta tantum super hoc coram nobis fecit quod nos homines praedicti a supradicto domino nostro conjurati censuimus et judicavimus ipsam dictum feodum ita legitime in manus ipsius domini nostri reportasse, guerpivisse et effestucasse quod nichil juris in praedicto feodo reclamare potest, nec poterit in futurum. Necnon et ipsa Lenta coram nobis supradictis hominibus fide media tactis sacrosanctis corporaliter sponta-

nec, nullo dolo, vi, coactione vel metu inducta, ut asseruit, juravit de consensu . . . . . mariti sui, se nunquam in futurum, per se vel per alium, aliquid juris reclamaturam in dicto feodo ratione dotis, dotalitii, vel aliqua alia ratione quae excogitari posset, immo dictum feodum ipsi magistro, suis heredibus vel personae quam nominabit, ut praedictum est, et ipsis heredibus bona fide garandizabit contra quoscunque, renuntiando expresse omni exceptioni fori, doli mali, non numeratae pecuniae et non soluti justi pretii, necnon omni auxilio juris canonici et civilis, omni statuto cujuscunque territorii, municipii vel curiae, et consuetudini ac constitutionibus tam novis quam veteribus in futurum promulgandis, et caeteris omnibus et singulis quae contra praesens instrumentum vel factum in eo contentum possent obici vel proponi, et quae dictis Lentae et . . . . . marito ejus ac suis heredibus ad veniendum contra praemissa vel aliquod praemissorum ullo unquam tempore vel modo possent prodesse et praedicto magistro Æ. . . . . . , suis heredibus vel personae quam nominabit, suisque heredibus obesse. In quorum omnium testimonium et munimen et in signum ejus quod praemissa omnia et singula legitime sunt impleta et acta, nos praedicti tales et tales qui praemissis interfuimus et ea legitime agi et acta esse ad summonitionem ejusdem domini nostri judicavimus et ad plenam legem esse completa, praesentibus sigilla nostra duximus apponenda.

Viro venerabili et discreto domino officiali Tornacensi decanus christianitatis Brugensis, salutem in Domino.

Noverit Vestra Discretio quod coram nobis propter hoc personaliter constituta Lenta, uxor Johannis, et ipse Johannes ejus maritus Willelmum latorem praesentium suum constitutum fecerunt, ordine procuratorio conferentes eidem potestatem et speciale mandatum confitendi et recognoscendi pro ipsis et eorum nominibus procuratorio nomine coram vobis se de consensu unanimi et concordi, propter communem eorum utilitatem et urgentem necessitatem cui aliter non poterant subvenire, bene et legitime vendidisse venerabili viro magistro Ægidio . . . . sex mensuras terrae, ita quod terra quae dicitur *Ontland* ad valorem dictae terrae fertilis per juris mensuram est redacta, quas tenebat et habebat dicta Lenta in

52

feodo a domino W. de Boneem, milite, pro quadam certa pecuniae quantitate ipsis a dicto magistro, ut confessi sunt, coram nobis integre persoluta, necnon et ipsam Lentam, de consensu dicti sui mariti ac Reneri filii procuratoris sui dictam terram in manus dicti domini W. in praesentia hominum suorum per judicium eorumdem ad opus dicti magistri et ejus heredum seu illius personae quam idem magister dicto domino W. ad dictam terram feodalem duxerit praesentandam, reportasse, effestucasse et guerpisse secundum plenam legem patriae, dictumque magistrum . . . . de dicto feodo per dictum militem esse competenter et legitime investitum, ipsos Lentam et Johannem ejus maritum quitasse et quiticlamasse ad opus dicti magistri, ejus heredum seu personae ab ipso praesentandae, ut praétactum est, omne jus quod ipsis et utrique ipsorum competit et competierit seu modo quolibet competere possit et potuerit in terra praedicta, renuntiando quoque pro ipsis procuratorio nomine quantum ad praemissa exceptionibus vis, metus, doli mali, pretii non soluti, deceptionis et laesionis ultra dimidiam justi pretii, beneficio restitutionis in integrum, omni juris auxilio canonici et civilis extra formam consuetudinis et statuti cujuslibet territorii vel municipii promulgati et promulgandi, omnibus constitutionibus novis et antiquis, cavillationibus, cautelis et subterfugiis quae contra praesentes litteras et contenta in eis possent obici vel proponi et per quas vel per quae praesentes litterae et contenta in eis robur possent amittere firmitatis.

Et ipsa Lenta renuntiavit quantum ad praemissa palam et expresse exceptioni dotis et dotalitii ac donationis propter nuptias super hiis certioratis a nobis. Et promiserunt dicti conjuges coram nobis fide media et juramento ab eis et utroque ipsorum super hoc corporaliter praestitis, et sub poena excommunicationis in ipsos et utrumque eorum ferendae a vobis, domine officialis, ubicunque eos in posterum contigerit commorari, quod contra praemissa vel aliquod praemissorum per se vel per alium non venient in futurum et quod in dicta terra nil juris de caetero reclamabunt, sed eam dicto magistro et ejus heredibus aut personae praedictae et ejus heredibus adversus quoscunque perpetuo garandizabunt, supponentes se et sua quantum ad praemissa vestrae jurisdictioni et cohertioni, quicquid eorum procurator pro ipsis et eorum nominibus procuratorio nomine quantum ad praemissa omnia et singula dixerit vel fecerit seu impetrave-

rit, coram vobis ratum et firmum habituri. Quod vobis et omnibus quorum interest, tenore praesentium significamus.

CCLXXIX.

Lettre de recommandation pour un moine et un frère convers.

Dilectos filios vestros H. monachum et H. conversum ad ubera matris suae de vestrae voluntatis beneplacito remittentes Dilectioni Vestrae significamus quod praedicti fratres tam religiose, tam pacifice penes nos se habuerunt in omnibus et honeste ut omnem nostrum favorem et gratiam secum meruerint non immerito reportare, quos prompto animo parati eramus longiori tempore retinere, nisi ut revocarentur Vestrae Clementiae placuisset. Quare Dilectionem Vestram benigne rogamus quatenus praedictos fratres, filios vestros, qui merito suae bonitatis a vobis diliguntur, cariores, sicut digni sunt, nostrorum interventioni precaminum habeantur.

CCLXXX.

Bref du pape Clément en faveur de l'abbé et du couvent de ......

Clemens episcopus, servus servorum Dei, dilecto filio cantori ecclesiae Antwerpiensis, Cameracensis dyocesis, salutem et apostolicam benedictionem.

Quia mundo posito in maligno nonnulli caeca cupiditate seducti tantum ad invadendum bona ecclesiastica irreverentius improbas manus extendunt quanto rariores qui ea capiant, inveniunt objectores, interest nostri ut

hujusmodi pravorum conatibus resistamus. Cum igitur dilecti filii abbas et conventus de ...., sicut iidem nobis insinuare curarunt, a nonnullis qui nomen Domini in vacuum recipere non formidant, multiplices patiantur molestias et pressuras vel jacturas, nos volentes et eorum abbatis et conventus providere quieti et molestantium malitiis obviare, Discretioni Tuae per apostolica scripta mandamus quatenus eisdem abbati et conventui contra praedonum, raptorum et invasorum audaciam praesidio defensionis assistens, non permittas eos in personis et bonis suis a talibus molestari, molestatores hujusmodi per censuram ecclesiasticam appellatione postposita compescendo.

CCLXXXI.

Le procureur de l'église des Dunes réclame la possession de certaines terres situées dans la paroisse d'Ossenisse.

Supplicat vobis, serenissime princeps, procurator ecclesiae de Dunis quod cum ecclesia Dunensis fuerit in possessione pacifica quarumdam terrarum jacentium in parrochia de Ossenesse acquisitarum legitime ab illustrissimo principe domino G., comite, patre vestro, prout in carta ejus super hiis confecta plenius continetur, longo tempore, et Petrus dictus Boye, Lois frater ejus, Snoec de Orde et quidem alii desaisiverint et desaisiri fecerint per se et eorum complices dictam ecclesiam possessione dictarum terrarum ac violenter expulerint et detineant desaisitam, ac etiam dictam ecclesiam in aliis suis possessionibus, domos et grangias confringendo, necnon spoliando de novo dictam ecclesiam curru cum blado et duobus jumentis, humiliter requirit idem procurator nomine prouratorio quatenus praefatam resaisiri et omnem amoveri faciatis, ipsam ecclesiam in suo jure defendendo et conservando, et super hiis Domienationem Vestram propensius exoramus.

CCLXXXII.

Lettre de l'évêque de Cambray en faveur de Jean de Weerde, moine des Dunes.

—

Guillelmus, miseratione divina Cameracensis episcopus, universis abbatibus, prioribus, conventibus, decanis, collegiis, capitulis, presbiteris, curatis, caeterisque ecclesiarum rectoribus per Cameracensem dyocesim et civitatem constitutis, ad quos praesentes litterae pervenerint, salutem in Domino.

Tenore praesentium vobis damus in mandatum quatenus quotienscunque vir religiosus frater Johannes de Werde, monachus de Dunis, Cisterciensis ordinis, exhibitor praesentium, ad vos diverterit gratia praedicandi, confessiones audiendi, absolvendi, poenitentias injungendi auctoritate nostra, eum recipiatis favorabiliter et benigne, et volumus ut ubicunque praedicaverit, XXX dierum indulgentiam auctoritate nostra valeat elargiri.

CCLXXXIII.

Lettre de Philippe le Bel relative à la conclusion de la paix avec la Flandre.

—

Philippus, Dei gratia, etc. Notum facimus universis quod licet nobiles, communitates et homines quicunque terrae Flandrensis procuratores constituerint ad approbandum per eos omnes et singulos pacis articulos et juxta pacem et ratione pacis tractatos per tractatores eorum et nostros concordatos in eorum litteris comprehensos, et ad supplicandum pro eis summo pontifici ut ferat in eos in dictas communitates et terras excommunicationis et interdicti sententias et latas et ferendas ab ordinariis

eorum confirmet, si contingat eos non complere, non tenere et servare praemissa in dictis litteris comprehensa aut eos contra ea quoquomodo venire, ipsique Flandrenses dubitent ne dicti tractatores post dictam principalem pacem tractatam suis litteris comprehensam quam dicti Flandrenses in suo vulgari ipsis expositam plene noverant, aliquos alios articulos tractaverint in aliis suis litteris comprehensos, quos ignorent ipsi Flandrenses, et imo dubitent se poenis excommunicationis vel interdicti supponere pro talibus articulis, si qui concordati fuerint quos ignorant: nos super hiis eorum securitati providere volentes, declaramus eisdem tres articulos qui per dictos tractatores post dictam pacem principalem per eos publicatam concordati fuerunt.

Cum enim in pace praedicta contineatur quod fortalitia quinque villarum principalium de Flandria penitus diruantur, addiderunt postea tractatores quod idem fiet de caeteris omnibus fortalitiis in Flandria existentibus quod similiter diruantur.

Item, cum in praedicta pace contineatur quod nos tria milia hominum villae et castellaniae Brugensis possemus eligere, qui certas peregrinationes facere debeant per nos injungendas juxta modum et formam in dictae pacis litteris plenius comprehensas, dicti tractatores pro Brugensibus postmodum a nobis gratiam impetrando super hoc articulo poenam peregrinationis hujusmodi in pecuniam convertentes, concordarunt quod loco peregrinationis ipsius dictorum trium milium hominum trecenta milia librarum parvorum et fortium Turonensium nobis praestent ad terminos per eos expressos.

Item cum Flandrenses ex dicta pace principali XX milia librarum Turonensium fortium perpetui redditus in locis in pace contentis nobis dare et assidere debeant, dicti tractatores postmodum immutarunt quod pro decem milibus librarum terrae ex dictis XX milibus dicti Flandrenses terminis per eos expressis ducenta milia librarum parvorum et fortium Turonensium nobis dare deberent.

Haec igitur sunt per dictos tractatores post dictam pacem principalem per suas alteras litteras concordata quae, nisi cum caeteris in dicta pace principali contentis dicti Flandrenses compleant, teneant firmiter et observent, debent in sententiarum latarum et ferendarum tam a suis ordinariis quam a summo pontifice poenam incidere memoratam.

Si quae alia igitur dicti tractatores post dictam pacem principalem prolatam per suas alias litteras ordinarint, non est intentionis nostrae quod propter ea vel eorum ratione si forte non compleantur, incurrant dictas sententias, sed quod aliis remediis ad ea complenda, prout justum fuerit, compellantur.

CCLXXXIV.

Autre lettre de Philippe le Bel sur le même sujet.

Philippus, etc. Aliqui guerrulosi, prout accepimus, spiritu ducti Leviathan, dicere non verentur non esse nostrae intentionis homines villae Brugensis in Flandria debere gaudere pace per tractatores Flandriae et nostros concordata, prout in ipsorum tractatorum litteris plenius noscitur contineri.

Quare volumus omnibus fieri manifestum quod, licet forsitan dicti Brugenses prius et gravius quam caeterarum villarum Flandrensium homines contra nos insurrexerunt nostram offendentes majestatem, postquam tantum sano ducti consilio petierunt misericordiam commissorum veniam postulantes ac per dictam pacem tractatam ac per eos approbatam commissorum satisfactionem quodammodo afferentes, nostrae intentionis existit, dum tamen ipsi Brugenses dictae pacis articulos et ratione pacis ipsius per tractatores Flandrenses et nostros plenius concordatos compleant et teneant perpetuo firmiter et observent, quod Brugenses praedicti dicta pace gaudeant et fruantur perpetuo, sicut caeterarum villarum et castellaniarum Flandrensium homines. Libenter enim cum clementia vincimus, Jhesu-Christi domini nostri sequentes vestigia, cujus ubi delictum superhabundavit, superhabundavit et gratia. Ipsos Brugenses igitur sicut et caeteros de Flandria gratiae nostrae plene restituimus et ut devotos nostros ubique tractari praecipimus, dum tamen, ut supra dictum est, praemissa compleant, teneant firmiter et observent.

CCLXXXV.

Autre lettre de Philippe le Bel relative à la paix conclue avec la Flandre.

—

Philippus, etc. Notum facimus universis quod cum ex pace per tractatores ex parte Flandrensium deputatos cum tractatoribus per nos deputatis tractatis et concordatis certis pacis articulis ad requisitionem nostram, tria milia hominum villae Brugensis quos nos eligere vellemus, peregrinationes certas facere teneantur, juxta modum et formam in articulis pacis praedictae contentos, ad humilem supplicationem fidelium Roberti, comitis Flandriae, necnon nobilium, burgensium et hominum ipsius villae Brugensis ac caeterarum villarum et locorum Flandrensium pro Brugensibus ipsis supplicantium, seu tractatorum ipsorum pro ipsis supplicantium, gratiose clementerque duximus concedendum quod peregrinationis poena seu poenitentia in certam pecuniae quantitatem trecentarum milium librarum parvorum Turonensium et fortium nobis dandorum certis terminis debeat immutari, sine omni praejudicio aliorum quae in dicta pace contineri noscuntur, et sub eisdem poenis et securitate quibus peregrinorum dictus articulus debeat fieri et compleri. Cujus quantitatis solutio, nisi suis terminis compleatur, aut per nos gratiosa dilatio concedatur, nisi quod caeteri dictae pacis nobis articuli compleantur, non est intentionis nostrae ab obligatione dictorum peregrinorum ex dicta pace contracta recedere quoque modo. In cujus, etc.

CCLXXXVI.

Autre lettre de Philippe le Bel relative à la paix avec la Flandre.

—

Philippus, etc. Notum facimus quod cum communitates et homines villarum et castellaniarum Flandriae procuratores certos constituerint ad

supplicandum summo pontifici ut ferre dignaretur excommunicationis sententias in omnes eos et singulos, et interdicti in terras et communitates ipsas, et latas et ferendas ab ordine eorum confirmet, si contingat ipsos aut ex eis aliquos articulos pacis et ratione pacis per tractatores eorum et nostros concordatos in eorum litteris plenius comprehensos non complere, non tenere perpetuo aut quomodolibet contravenire. Ne super hiis possit pro tempore dubium quid oriri, praesentibus declaramus non esse intentionis nostrae quemcunque ex eis pro alterius delicto excommunicationis aut aliquam communitatem pro alterius communitatis delicto interdicti sententias incurrere, dum tamen hii qui non delinquunt in hiis, juxta modum pacis et formam pro nobis et nostris haeredibus et successoribus regibus Francorum omnem praestent opem et operam contra pacem non servantes praedictam et articulos ratione pacis ipsius, ut dictum, est concordatos, cohercendos, et nobis et eis qui stabunt in observatione pacis praedictae pro talibus delinquentibus cohercendis adhaereant juxta formam pacis praedictae.

CCLXXXVII.

Protestation contre le subside réclamé par le comte de Flandre.

In nomine Domini amen, anno, etc., tales abbates in praesentia mei notarii publici, testiumque subscriptorum ad hoc specialiter vocatorum et rogatorum personaliter constituti protestabantur quod licet virtute litterarum apostolicarum ad discretos viros magistrum . . . . , etc., obtentarum super subsidio faciendo illustri et magnifico principi domino comiti Flandriae quibusdam certis ex causis quae in litteris apostolicis plenius sunt expressae, nil facere poterant vel audebant propter privilegia toti Cisterciensi ordini a Sede Apostolica concessa, quae hujusmodi praestationem subsidii inhibent fieri per litteras aliquas vel mandata apostolica quae de indulgentia hujusmodi et de Cisterciensi ordine plenam et expressam non fecerint mentionem, ad quae praedictae litterae super dicto obtentae

subsidio se minime extendebant, tamen ob reverentiam dicti domini comitis et suorum paratos se offerebant et offerunt contribuere ex animo, non virtute impetrationis praedictae, sed ex mera liberalitatis gratia, prout sibi foret possibile et cernerent oportunum.

CCLXXXVIII.

Mandement de l'official de Tournay au sujet du testament de deux bourgeois de Damme, Guillaume et Pierre de Spoy.

Officialis Tornacensis omnibus presbiteris et capellanis in dyocesi Tornacensi constitutis ad quos praesentes litterae pervenerint, salutem in Domino.

Sua nobis vir religiosus abbas monasterii de Thosan, Cisterciensis ordinis, dyocesis Tornacensis, et Willelmus Grip, canonicus ecclesiae Harlebecensis, gravi conquestione significarunt quod, licet quondam Willelmus et Petrus de Spoya, oppidani de Dam, compotes suae mentis, de bonis suis disponendo testamenta sua condiderint, suasque ordinaverint ultimas voluntates, in quibus plures elemosinas et legata pluribus piis locis et miserabilibus personis contulerunt et legaverunt ad pios usus, dictosque abbatem et dominum Willelmum Grip dictorum suorum testamentorum elegerint et instituerint executores et in eorum manibus bona sua posuerint et obligaverint ad solvenda eorum legata et in eorum executionem convertenda, dictique executores onus executionis dictorum testamentorum ad instantiam dictorum testatorum in se susceperint, et hiis actis dicti quondam testatores in eadem voluntate perseverantes decesserint, dictique executores parati fuerint et sint dicta testamenta nundum ad plenum executa executioni debitae demandare, nichilominus L. dictus Toelnaer quaedam bona quae dicti quondam Willelmus et Petrus post se reliquerunt tempore suorum decessuum ad dictam executionem spectantia, contra voluntatem dictorum executorum sibi attraxit, detinuitque et deti-

net, et ea ipsis executoribus ad opus executionis dictorum testamentorum deliberare non curavit, neque curat, sed potius minus juste contradixit et contradicit, super hoc tamen competenter requisitus, impedivitque et impedit ipsos executores minus juste quominus dicta bona habere et in executiones dictorum testamentorum convertere, ipsaque testamenta exequi possint secundum piam ipsorum testatorum extremam voluntatem, super quibus dicti executores nobis humiliter supplicarunt sibi subveniri. Nos igitur eorum justae supplicationi annuentes, prout tenemur et nostro incumbit officio, vobis omnibus et singulis in virtute sanctae obedientiae et sub poena canonica firmiter et districte praecipiendo mandamus quatenus statim, visis litteris, ad dictum Lamsinum personaliter accedentes moneatis ipsum Lamsinum primo, secundo et tertio, unoque peremptorie pro omnibus, sub poena excommunicationis et sub poena C marcharum curiae Tornacensi applicandarum, ut ipse indilate post vestram monitionem ab attractione et detentione dictorum bonorum ac impedimento praedicto cesset penitus et desistat, dictamque executionem de cetero non impediat, dictaque bona quae tempore suorum decessuum habuerunt, infra septem dies post monitionem vestram dictis executoribus, necnon ad opus executionis dictorum testamentorum deliberet, eaque in executionem dictorum testamentorum per eos converti permittat, secundum pias testatorum ultimas voluntates, prout decet. Insuper vobis omnibus et singulis firmiter praecipiendo mandamus quod omnes et singulos ballivos, subballivos, scultetos, scabinos, judicatores, justitiarios et laycales justitias villae Brugensis ac alios quoscunque de quibus fueritis requisiti, diligenter moneatis primo, secundo et tertio, unoque peremptorie pro omnibus, ut ipsi sub poena excommunicationis ac etiam sub poena C marcharum curiae Tornacensi solvendarum indilate post vestram monitionem sibi factam, dictum, si dictae monitioni sibi factae non paruerit, cum effectu ad praemissa facienda et implenda viriliter per suum brachium seculare compellant. Et ea quae de praemissis acta fuerint et eorum responsionem nobis liquide rescribatis, ita quod in hiis exequendis unus vel alius statim visis litteris non exspectet.

CCLXXXIX.

Lettre du curé de Notre-Dame de Lille afin de demander des prières.

—

Universis Sanctae Matris Ecclesiae filiis praesentem paginam inspecturis H. . . . . . ecclesiae Sanctae Mariae de Insulis, sic in nocte praesentis calamitatis militantis matris praeceptis obtemperare ut tandem in die sollempnitatis et laetitiae eadem matre triumphante dyademate gloriae merito debeat coronari.

Domino mundi homine videlicet in loco deliciarum constituto et ad conservanda bona quae habebat eadem Dei providentia rationi humanae adjunctae inimico atque ad illa bona quae habiturus erat quaerenda et obtinenda praecepto obedientiae eo gratia cooperante instructo, vidit dyabolus et invidit quod homo illuc per obedientiam ascenderet unde ipse per superbiam corruisset. Quia vero illi per violentiam nocere non potuit, ad fraudem se convertit ut dolo supplantaret quem virtute superare non poterat. Venit ergo ad hominem in serpente callidus hostis, et veneno mortifero ipsum qui erat radix, stipes et origo nostrae naturae, dampnabiliter infecit. Hanc tandem originalem culpam natura primum vitiata ad totam posteritatem transmisit, ignorantiam animae, carnis concupiscentiam administrans. Non enim potest arbor mala fructus bonos facere, nec stipes corruptus ramos producere valet incorruptos. Videns pater misericordiarum Deus, qui neminem vult perire, hominem aliena fraude deceptum, decrevit illum qui per alium ceciderat, per alium sublevare, unde inter alia quae curationi ejus ordinavit ad abolendam originalis peccati maculam quae per actum generationis contrahitur, primum et principale regenerationis lavacrum instituit salutare. Ceterum quia candorem innocentiae in baptismo receptum actualis peccati contagio contingit saepius maculari, ne aliquo tempore vel momento filii hominum ad restaurationem ruinarum supernae Jherusalem praeordinati absque remedio salutis periclitarentur, secundam post naufragium constituit tabulam ut scilicet per salubria poenitentiae lamenta vivi delictorum abluere labem valeant, et defuncti qui, dum viverent, aliquos poenitentiae fructus neglexerunt, per

pia vivorum suffragia a purgatorii cruciatibus possint liberari, si tamen aliquo beneficio hic facto ut sibi haec prodessent, hic viventes meruerunt. Nos igitur tantae dignationis miseratione animati ad spiritualia vestrae caritatis suffragia pro animabus talium canonicorum nostrorum nuper defunctorum duximus recurrendum, ex intimo cordis affectu supplicantes quatenus aliquos eorum in vestra caritate adjuvantes, missarum, elemosinarum atque ceterorum bonorum vestrorum spiritualium participes misericorditer faciatis.

CCXC.

Bulle de Clément V adressée au roi d'Angleterre afin qu'il permette aux abbés cisterciens anglais de se rendre au chapitre annuel qui se tient en France.

Clemens episcopus, servus servorum Dei, karissimo in Christo filio...... regi Angliae illustri, salutem et apostolicam benedictionem.

More pii patris, fili karissime, ducimur ad tuum, regnique tui statum prosperum et tranquillum, te ad ea quae tuae saluti expediunt, honori et utilitatibus tuis ac dicti regni tui congruunt, salutaribus exhortationibus invitando. Attendat itaque tua devotio diligenter verba patris ex puritate loquentis, illaque debita meditatione consideret ut sicut ex sincera dilectione procedunt, sic devoto recipiantur auditu et ad effectum debitum deducantur. Nuper siquidem ad audientiam nostram pervenit quod, licet singuli abbates Cisterciensis ordinis ad generale capitulum quod in monasteriis Cisterciensibus ad Romanam ecclesiam nullo medio pertinentibus Cabilonensis dyocesis consuevit annuatim certo tempore celebrari, juxta ipsius ordinis instituta a longis retro temporibus observata, Sede Apostolica ex certa scientia confirmata, venire personaliter teneantur, statutis, ordinationibus et mandatis dicti capituli parituri, tamen nonnulli abbates dicti ordinis, infra regni tui terminos constituti, statutorum hujusmodi transgressores, ad praedictum capitulum accedere ac dictis statutis, ordi-

nationibus et mandatis parere, ut tenentur, temeraria praesumptione contempnunt, asserentes in suae praesumptionis fomentum quod id est eis inhibitum per te vel alium de mandato tuo in animarum suarum periculum, dicti ordinis praejudicium et scandalum plurimorum. Nos igitur diligentius attendentes quod idem ordo in agro plantatus Ecclesiae fructus uberes laudabiliter produxit hactenus et assidue in Ecclesia ipsa producit, et quod honori et utilitatibus tuis et dicti regni tui congruit et saluti, si dictus ordo et personae ipsi usui unione caritatis et dilectionis constantia perseverent, Sinceritatem Regiam rogamus et hortamur in Domino quatenus pro divina et Apostolicae Sedis reverentia habens dictum ordinem quem nos pro divini nominis gloria benivolentia paterna diligimus, necnon praefatum monasterium propensius commendatum, supradictos abbates constitutos infra hujusmodi terminos dicti regni venire personaliter ad praefatum capitulum, ut tenentur juxta dicti ordinis statuta, libere patiaris, quamlibet inhibitionem, si qua forsitan per te vel per alium super hoc facta existit, penitus revocando ac nichilominus concedendo eisdem ut saepedictum capitulum personaliter adeuntes, hujusmodi statutis, ordinationibus et mandatis praefati capituli humiliter obediant et intendant, ita quod tu exinde retributionis aeternae praemium consequaris et nos qui ad tui et regni tui incrementa honori libenter intendimus, devotionis tuae promptitudinem dignis in Domino laudibus commendemus.

Datum Pictavis idus decembris, pontificatus nostri anno tertio.

CCXCI.

L'official de Tournay autorise deux époux à embrasser la vie religieuse.

Noverint universi quod, venerabili viro et discreto domino..... officiali Tornacensi apud Ardembourg existente, comparuerunt coram eo tales conjuges et coram eo proposuerunt quod zelo devotionis accensi ad frugem melioris vitae aspirantes diu affectaverant quoad thorum abinvicem sepa-

rari ac religionem aliquam de approbatis intrare: quare iidem conjuges ipsi officiali humiliter supplicarunt quatenus ipsis id faciendi licentiam et facultatem concedere dignaretur. Idem officialis, considerata aetate provecta ipsorum conjugum et aliis circunstantiis universis quae circa hujusmodi fuerant attendenda, recepto a dictis conjugibus et quolibet eorumdem juramento sollempni quod, quam cito poterint, aliquam de religionibus approbatis ingredientur, perpetuam continentiam servaturi, eorum devotioni misericorditer annuens inter praedictas personas quoad thorum divortii sententiam canonice promulgavit, injungens eisdem sub debito ab ipsis praestiti sacramenti ut deinceps perpetuam continentiam, ut promiserant, observarent et religionem quam cito commode poterint, intrarent, virtutum Domino servituri. In cujus rei testimonium de mandato praedicti domini officialis sigillum decanatus Ardenburgensis praesentibus litteris duximus apponendum.

CCXCII.

Lettre de Robert, comte de Flandre, relative à la propriété de quelques terres.

In nomine Domini amen, nos R. comes, etc. Notum facimus tam posteris quam modernis quod, cum super quibusdam terris videlicet tot mensuris quas ultra numerum contentum in litteris clarae memoriae domini Guidonis quondam comitis Flandriae, genitoris nostri, asserebamus tenere, item super aggeribus et viis positis infra terrarum suarum de Franken metas, item super piscaria de Vogle, memoratis abbati et conventui movissemus seu moveri fecissemus aliquandiu materiam quaestionis, nos, super praemissis et singulis praemissis veritate diligentius perscrutata, cognito quoque quod nobis in praemissis jus minime competebat, querelis omnibus et supradictis singulis omnino renuntiavimus et recognovimus petita a nobis non ad nos, sed ad abbatem et conventum

praedictos et ad eorum ecclesiam pertinere, nullisque impetitoribus aliis debere respondere in aliquo super terris aliquibus de Ossenesse, cum coram nobis vocatis hiis qui fuerant evocandi de causa et causae meritis cognoverimus et invenerimus nullis impetitoribus jus competere, sed aut legitimae emptionis aut permutationis titulo seu dicationis nomine terras hujusmodi acquisivisse, prout in litteris seu instrumentis inde a dicto patre nostro confectis plenius continetur. Et ut super praemissis et praemissis singulis adversus praedictos abbatem et conventum et eorum ecclesiam omnis prorsus cesset querulosa et calumpniosa materia quorumcunque et occasio temporibus successivis, praedictisque bonis sive juribus omni tranquillitate gaudeant et etiam omni pace pro auctoritate, consensu, corroboratione, etc . . . .

CCXCIII.

Lettre de l'official de Tournay aux prêtres et chapelains de son diocèse au sujet du testament de Daniel de Bokerem.

Officialis Tornacensis omnibus presbiteris et capellanis in dyocesi Tornacensi constitutis ad quos praesentes litterae pervenerint, salutem in Domino.

Gravem queremoniam recepimus domini Danielis dicti de Bokerem, militis, nobis delatam, continentem quod licet quondam vir nobilis dominus Y. de Bokerem, miles, praedicti domini Danielis pater, ante sui decessum, compos suae mentis et rationis, de bonis suis pie disponens, cupiens saluti animae suae providere, testamentum suum condiderit, suamque ordinaverit ultimam voluntatem, in qua plures elemosinas et legata pluribus piis locis et miserabilibus personis contulit et legavit, dictique sui testamenti certos elegerit et instituerit executores, videlicet religiosum virum abbatem monasterii de Thosan, dominum Johannem de Gandavo, presbiterum curiae de Lisseweghe, et Weninum de Bokerem, quibus exe-

cutoribus dicti sui testamenti commisit et demandavit faciendam, et ad hoc quaedam bona sua in manibus eorum posuit, ipsique executores onus dictae executionis in se susceperint, et, hiis actis, dictus quondam testator in eadem voluntate perseverans decesserit, praedictique executores facultatem habuerint et habeant dictum testamentum exequendi, fuerint tamen et sunt dicti executores in mora et defectu exequendi testamentum praedictum et contenta in eodem, ac ordinationem dicti testatoris adimplendi secundum piam testatoris ultimam voluntatem, ipsumque testamentum exequi non curarunt neque curant, super hoc tamen ex parte dicti militis competenter requisiti, sed potius minus juste distulerunt et differunt in detrimentum animarum suarum et scandalum plurimorum, unde cum per .... ordinarium sit providendum quod universa secundum pias testatorum defunctorum voluntates extremas recte fiant, dictusque miles asserens sua interesse quod dictum testamentum sui patris executioni debitae demandetur, nobis humiliter supplicaverit sibi in praemissis a nobis subveniri : hinc est quod nos ejus justae supplicationi annuentes, vobis omnibus et sibi in virtute sanctae obedientiae et sub poena canonica firmiter et districte praecipiendo mandamus quatenus statim visis praesentibus praenominatos executores moneatis primo, secundo et tertio, unoque peremptorie pro omnibus ut ipsi in executione dicti testamenti procedant, ipsumque testamentum et contenta in eodem exequantur et adimpleant, alioquin ipsos citetis peremptorie coram nobis ad feriam quintam post Purificationem Beatae Virginis, contra dictum militem, cum scriptis seu carta testamenti praedicti, ipsa scripta coram nobis in judicio exhibita seu copiam eorum dicto militi cujus interest, ut, asserit, facturos, causamque quare dictae monitioni parere non teneantur, ostensuros, necnon processuros super praemissis et ea tangentibus ac aliis, si opus fuerit, prout de jure fuerit procedendum, et ea quae de praemissis acta fuerint, nobis liquide rescribatis. In hiis autem exequendis, etc. Datum, etc.

CCXCIV.

Plainte de certains religieux à l'abbé de...... au sujet des tentatives qui sont faites pour s'emparer de leurs biens.

—

Abbas .... talis, conservator privilegiorum abbati Cisterciensi et abbati Clarevallensi et eorum coabbatibus et conventibus universis Cisterciensis ordinis a Sede Apostolica indultorum, omnibus abbatibus, prioribus, archipresbiteris, curatis, presbiteris, vicariis, capellanis et eorum vices gerentibus, cujuscunque dyocesis existant, ad quos praesentes litterae pervenerint salutem in Domino et mandatis domini papae firmiter obedire.

Ex parte dictorum religiosorum et procuratoris eorum nobis est graviter conquerendo monstratum quod multae personae, tam seculares quam ecclesiasticae, Deum prae oculis non habentes, in animarum suarum periculum, dictae Sedis Apostolicae contemptum et scandalum plurimorum notorium, dictorum religiosorum, monasteriorum, membrorum et personarum ejusdem ordinis subjectorum praejudicium et gravamen, ac in juris injuriam et offensam, domos, terras, vineas, prata, nemora, salices, aquas, stagna, vivaria, pecora seu animalia, custumas, census, proventus, redditus, ventas, laudes, elemosinas, debita, data et legata quae ex testamentis decedentium eisdem religiosis relicta sunt et legata, et alia bona dictorum religiosorum, monasteriorum ac membrorum eisdem subjectorum, personarum et hominum suorum mobilia et immobilia nituntur de die in diem irreverenter invadere, saisire, capere et arrestare ac detinere, et arrestata et saisita, capta, detenta violenter detinere, et alias injurias irrogare, ipsos fatigando laboribus et expensis, contra privilegia eisdem religiosis, monasteriis et membris a praedicta Sede Apostolica indulta temere veniendo. Cum igitur nos eisdem religiosis ubique et in omnibus assistere religionis jura defendere teneamur, ut ipsi religiosi tanquam atletae Christi ipsi Domino valeant quietius et devotius famulari, majestatisque Dominum sinceriter venerari, et ut discursus eorum possimus restringere et poenis eorum ac laboribus subvenire, vobis et vestrum cuilibet, ita quod alter vestrum alterum non exspectet, sub poena suspen-

sionis et excommunicationis quam in vos et vestrum quemlibet trina monitione praemissa ferimus in hiis scriptis, nisi feceritis quod mandamus, districte praecipimus quatenus moneatis generaliter et specialiter in ecclesiis vestris vel alibi, secundum quod lator praesentium a vobis requisierit, auctoritate nostra, immo potius apostolica, omnes illos vel illas quos vel quas lator praesentium vobis nominaverit, ut ipsi bona dictorum religiosorum et membrorum eisdem subjectorum et hominum suorum mobilia capta et arrestata, saisita seu detenta ipsis religiosis reddant penitus et restituant in instanti et ipsos permittant de dictis bonis gaudere pacifice et quiete, alioquin omnes detentores, captores, saisitores et arrestatores praedictorum bonorum quos dicta monitione peracta excommunicamus in hiis scriptis, singulis diebus dominicis et festivis, feriatis et non feriatis, candelis extinctis, campanis pulsatis, publice et sollempniter excommunicatos nuntietis in ecclesiis vestris vel locis quibus expedire videritis, prout a latore praesentium fueritis requisiti, excommunicetis alta voce, similiter omnes illos qui per violentiam domos seu domicilia dictorum religiosorum seu membrorum eisdem subjectorum intraverunt vel intraverint, fregerunt vel fregerint, faciatis auctoritate praedicta simili sententiae subjacere, nisi causam rationabilem praetenderint quare non debeant ad hoc cogi. Quam si praetenderint vel praemissa negaverint, citetis ipsos peremptorie coram nobis Furnis ad dies competentes dictam causam praetensuros et allegaturos, et super ea, si necesse fuerit, juraturos; et nichilominus in tota terra in qua bona dictorum religiosorum, membrorum sibi subjectorum vel hominum suorum sic detenta, saisita, capta et arrestata, et ubi praedo seu praedones fuerint inventi, ad requisitionem latoris praesentium cessetis penitus a divinis, donec eisdem religiosis fuerit plenarie satisfactum, necnon omnes illos qui in monachos conversos vel in personas dicti ordinis manus injecerint vel injecerint temere violentas, et qui maleficiis hujusmodi consilium, auxilium, favorem, opem et auctoritatem dederint aut dederint, et omnes illos qui personas et nomina dictorum malefactorum cognoscunt aut cognoscent, et qui de praedictis bonis detinent, recelant vel occupant, seu detinuerint, recelaverint vel occupaverint in praejudicium dictorum religiosorum, membrorum sibi subjectorum seu hominum suorum quoquo modo, et qui inde sciunt vel scient aut sciverint de praemissis praedictis religiosis vel eorum certo mandato infra octo dies

a tempore vestrae monitionis sibi factae dicant vel revelent, et trina monitione praemissa in instanti reddant et restituant, postquam praesens mandatum a vobis fuerit nuntiatum, alioquin ipsos quos propter hoc in hiis scriptis excommunicamus nuntietis publice et sollempniter, nullam sententiam relaxaturi donec aliud a nobis receperitis in mandatis. Praeterea quotiens a latore praesentium fueritis requisiti, citetis peremptorie et personaliter coram nobis Furnis omnes illos quos lator praesentium vobis nominaverit, ad certos dies, de diebus et nominibus citatorum nos per vestras litteras certificantes. Super injuriis eisdem religiosis, membris sibi subjectis vel hominibus suis illatis contra tenorem praedictorum privilegiorum responsa facturos et recepturos quod ordo dictaverit rationis, non obstante quod vobis dictorum privilegiorum commissionis copiam non mittimus, quia propter viarum pericula et discrimen, locorumque distantiam non consuevimus, nec audemus; sed partibus coram nobis in judicio comparentibus copiam fieri faciemus, de quorum tenore privilegiorum nobis de verbo ad verbum facta extitit plena fides. Dedimus etiam et damus latori praesentium in mandato ut ipse nostrum mandatum, inmo verius apostolicum, si expedire viderit, exequatur, et omnes quos ex mandato nostro praedicto contumaces invenerit aut rebelles, coram nobis citet, de dierum assignationibus et personarum nominibus nobis sub sigillo suo vel alio auctentico certificet.

CCXCV.

Absolution accordée au prévôt de l'église de Watten.

Venerabili in Christo patri Dei gratia episcopo Morinensi vel ejus vicariis in spiritualibus frater M. miseratione divina Portuensis et Sanctae Rufinae episcopus, salutem et sinceram in Domino caritatem.

Ex parte ...... praepositi ecclesiae Watinensis, ordinis Sancti Augustini, vestrae dyocesis, oblata nobis supplicatio continebat quod cum olim,

occasione rebellionis magnifici viri comitis Flandriae contra illustrem principem regem Franciae attemptatae, venerabiles patres archiepiscopus Remensis et episcopus Silvanectensis auctoritate apostolica tunc in parte eis commissa interdictum in comitem et ejus fautores excommunicationis et in terram ipsius comitis interdicti sententias promulgarunt, idem praepositus una cum toto clero ipsius terrae appellationibus praefati comitis a dictis sententiis ad Sedem Apostolicam interjectis adhaerens de appellationibus ipsis confisus divina officia non tamen in contemptum clavium celebravit et se alias ingessit eisdem, sed postquam praedictus rex terram ipsius comitis potenter invasit et pro majori parte cepit ac etiam occupavit, dictus praepositus in terra sic capta existens cum suis confratribus ipsius domini regis obedivit mandatis, eique adhaesit et dictis appellationibus renuntiavit libere atque expresse. Cum igitur praedicti archiepiscopus et episcopus in totam terram per dictum regem captam interdictum hujusmodi duxerint relaxandum, idem praepositus supplicari fecit humiliter sibi et suis confratribus per Sedem Apostolicam salubriter provideri. Nos autem auctoritate domini papae cujus poenitentiariae curam gerimus, prudentiae vestrae committimus quatenus, si est ita, injuncta cuilibet eorum super hiis pro culpae modo debita absolutione praevia poenitentia salutari et aliis quae talibus consueverunt injungi, quodque de consimilibus de cetero non excedant, eisque ad tempus, prout expedire videritis, a suorum ordinum executione suspensis, tandem suffragantibus sibi meritis et alio canonico non obstante super irregularitate ex praemissis contracta dispensetis auctoritate praedicta misericorditer cum eodem. Datum, etc.

CCXCVI.

Des subsides ecclésiastiques

Nostri puritas ordinis in suis gratiis, libertatibus et privilegiis procellosis invectionum illisa scapulis et oppressionum ictibus acrius agitata

suffulcientis mutuae compellitur contributionis adminiculo confoveri et alternae subventionis praesidio communiri. Idcirco generale capitulum, huic tanto quibus valet remediis intendens obviare discrimini, super praedictis decrevit necessaria aliqua ordinare, prout in diffinitionibus generalis capituli continetur, quae talis est etc. Cum igitur de summa nobis et generationi nostrae imposita vobis et domibus vestris de proborum consilio, dictante conscientia, prout fidelius, melius atque aequius potuimus, certas summas sigillatim duxerimus imponendas et hic inferius exprimendas, vobis universis et singulis, auctoritate dicti capituli et nostra, sub poena lata a dicto capitulo damus firmiter in mandatis quatenus de summis vobis et domibus vestris impositis et hic inferius annotatis nobis vel mandato nostro apud Divionem in instanti capitulo generali satisfacere nullo omittatis.

CCXCVII.

Concession à la bienfaitrice d'un monastère du droit d'être ensevelie dans le cimetière de l'abbaye.

Cum talis sua mera liberalitate ob remedium animae suae ac parentum suorum pure et simpliciter inter vivos in elemosinam donaverit nobis tantum, nos attendentes pium ejusdem erga nos affectum et benivolam voluntatem ob divinam remunerationem ac in praemissorum recompensationem, unanimi consensu eidem annis singulis quibus vixerit donavimus hoc et hoc. Concessimus etiam eidem jus sepulturae in cymiterio nostro ac plenam participationem omnium bonorum spiritualium quae in domo nostra fuerint, ac de caetero, Deo dante, faciemus in vita pariter et in morte; et quia dicta talis ex piae devotionis affectu singulis nostrum quibus humanitus contigerit, persolvet servitium, vicissitudinem ejusdem servitii eidem sicut uni nostrum, cum de hac vita migraverit, rependemus.

CCXCVIII.

Vente d'une rente au profit de l'église de. . . .

—

Universitati vestrae significamus quod nos, urgente debitorum nostrorum necessitate ob usurarum voraginem evitandam, unanimi consensu nostro, pro communi ecclesiae nostrae utilitate, vendidimus legitime tali talem redditum quoad vitam suam pro tanta summa pecuniae nobis ab eodem integraliter persoluta et in utilitate ecclesiae nostrae totaliter jam conversa, quem annuum redditum promittimus et tenemur eidem solvere duobus terminis anni, videlicet unam medietatem . . . . . et aliam in . . . . . : quod si ob defectum solutionis nostrae expensas, quod absit, vel dampnum incurrerent aliquod, ad omnia eisdem reddenda nos recognoscimus efficaciter obligatos et satisfacturos de praemissis, ad quae omnia observanda nos et successores nostros specialiter obligamus, renuntiantes in praemissis exceptioni non numeratae pecuniae, doli mali, vis, metus, omnibus gratiis, indulgentiis, privilegiis et omnibus aliis exceptionibus et defensionibus quae nobis et ecclesiae nostrae possent prodesse et dicto tali obesse et quae contra praesens instrumentum vel factum in eo contentum possent ullo unquam tempore obici vel proponi, etc.

CCXCIX.

Mandement de l'official de la Morinie adressé à l'abbé de. . . . .

—

Officialis Morinensis, etc. Mandamus vobis, sub poena suspensionis et excommunicationis firmiter injungendo, ita quod in hiis exequendis unus vestrum alium vel alios non exspectet, citetis coram nobis ad octavam Sancti Nicholai, abbatem et conventum . . . . . seu procuratorem eorumdem

contra . . . . cum omnibus litteris et instrumentis quibus et virtute quorum fecerunt ipsam citari, excommunicari et aggravari auctoritate nostra, recepturos cessionem sollempnem omnium bonorum suorum quam intendit facere ad opus eorumdem, pro debitis in quibus tenetur eisdem, nec non visuros beneficium suae absolutionis sibi a nobis dicta die impendi cum intimatione visa in forma communi debita et consueta, inhibentes dictis abbati et conventui seu ejus procuratori sub poena suspensionis et excommunicationis ne die citationis, lite et causa coram nobis pendentibus, aliquid attemptent, innovent vel immutent aut in aliquo procedant seu procedi faciant aut procurent, quod sit in praejudicium nostrae jurisdictionis et dictae relictae dampnum aut gravamen; et id idem inhibemus vobis omnibus presbiteris et capellanis.

CCC.

Autre mandement de l'official de la Morinie.

Officialis Morinensis, etc. Vobis omnibus et singulis sub poena suspensionis et excommunicationis mandamus, quatenus unus vestrum alium vel alios non exspectet, excommunicationis sententiam latam in talem auctoritate nostra pro contemptu et judicato et occasione procuratoris religiosorum talium aggravetis, ipsum excommunicando et sententiam excommunicationis in ipsum aggravando, singulis diebus dominicis et festivis, campanis pulsatis, candelis accensis in manibus vestris detentis, totiens quotiens super hoc fueritis requisiti seu divina vos contigerit celebrare, dominicis. diebus feriatis et non feriatis, inhibentes omnibus subditis vestris et parrochianis et nominatim de quorum nominibus fueritis requisiti, ne quis ipsorum cum dicto excommunicato sub poena excommunicationis, judicati solvendi et emendandi curiae, in cibo, potu, furno, igne, aqua, molendino, emendo, vendendo seu aliquo hnmano solatio vel contractu participare praesumat, ejus uxorem et familiam ecclesiastico interdicto

supponendo, non obstantibus aliquibus litteris, citationibus, inhibitionibus aut aliis quibuscunque a nobis in contrarium impetratis, cum non credamus ea ex nostra concientia emanasse, donec dictis religiosis de judicato fuerit satisfactum, cum liquidum pro illiquido non debeat retardari.

CCCI.

Mandement du doyen de l'église de Notre-Dame, à Tournay, relatif aux priviléges du monastère de Baudeloo.

Decanus ecclesiae Beatae Mariae Tornacensis subdelegatus a reverendo domino . . . . . . abbate Sancti Auberti Cameracensis, judice delegato super conservatione privilegiorum a Sede Apostolica abbati et conventui monasterii de Bodelo, Cisterciensis ordinis, Tornacensis dyocesis, indultorum a domino papa dato, universis et singulis christianitatum decanis, archipresbiteris, presbiteris, curatis investitis, capellanis, vicariis et eorum vices gerentibus, cujuscunque dyocesis existant, caeterisque ecclesiarum rectoribus ad quos praesens mandatum pervenerit, salutem in Domino.

Auctoritate ab abbate supradicto nobis in hac parte commissa, vobis omnibus et singulis tenore praesentium damus in mandatis, vos et vestrum quemlibet super hoc monendo in hiis scriptis primo, secundo et tertio, sub poena suspensionis et excommunicationis quam in vos ferimus in hiis et hujusmodi monitione praemissa vos incurrere volumus ipso facto, si mandatum nostrum, immo potius apostolicum neglexeritis adimplere, quatenus omnes illos quos lator praesentium vobis nominabit, totiens quotiens super hoc fueritis requisiti, diligenter et sub testimonio competenti moneatis ut infra septem dies post vestram monitionem a molestiis et injuriis quibuscunque quas exhibitor praesentium vobis intimabit, cessent penitus et desistant, ipsosque religiosos libertate sua et privilegiis uti et libere gaudere permittant, eisdemque religiosis de commissis competenter satisfaciant : alioquin ipsos malefactores, si clerici vel presbi-

teri fuerint, ipsos quos in hiis scriptis exnunc ut extunc a divinis suspendimus, et si layci fuerint, ipsos quos exnunc ut extunc in hiis scriptis excommunicamus, denuntietis publice suspensos et excommunicatos esse, nisi causam praetenderint coram vobis efficacem quare non debeant ad hoc cogi. Quod si praetenderint, ipsum vel ipsos citetis coram nobis Tornaci ad diem competentem seu dies competentes ad voluntatem latoris praesentium causam hujusmodi praetensuros et facturos quod ordo dictaverit rationis. Nomina vero monitorum, suspensorum, excommunicatorum et citatorum nobis fideliter sub vestro sigillo rescribatis, vestras rescriptiones hiis praesentibus litteris minime infigentes, et eas non praesumatis modo aliquod violare, tantum inde facientes ne de inobedientia a nobis, quod absit, possitis redargui vel puniri. In hiis autem exequendis unus vestrum alium vel alios non exspectet. In cujus rei testimonium, etc.

CCCII.

Demande de prières pour des frères défunts [1].

Universis Sanctae Matris Ecclesiae filiis ad quos praesentes litterae pervenerint omnibus sub professionis habitu Christo vero regi militantibus et per obedientiae tramitem repatriare volentibus frater R., etc., ita viriliter in praesenti vitae stadio dimicare ut aeternae vitae bravium consequantur.

Quoniam propter mensam vetitam primi parentis et ejus inobedientiam mors intravit in orbem terrarum, facti sumus omnes morti tributarii, nec est in hac valle lacrimarum qui mortis hujus impetum valeat ullatenus evitare, saevae enim mortis exactio a singulis tributum exiens nulli parcit, fortes et debiles, nobiles et ignobiles, senes et juvenes prosternendo, non parcit generi, sexui, nec aetati, sed contra cunctos inexorabilem ferre sententiam consuevit, quia, cum plus mordet,

[1] Cette lettre paraît écrite par l'abbé de Saint-Rémi de Reims.

nunquam reficitur, sed tanto plus esurit quanto eam plures contigerit momordisse. Nulla scientia, nulla prudentia mortis debitum praevalet excusare, summorum namque pontificum devota religio, phariseorum prudentia, imperialis majestas, regum sublimitas et thesaurorum immensitas nunquam potuerunt evitare brevis articulum sepulturae. Proch dolor! Cum igitur homo natus de muliere cum reatu brevi vivens tempore cum metu in hac plorationis valle multis miseriis repleatur, et ad modicum floreat, in brevi decidat et arescat, in nobis singulariter non praejudicatur, cum hoc amarum poculum in fine omnibus propinetur, et sicut vita hominis militat super terram, ita ejus spiritus contemplatione meritorum suorum militat scilicet in vitam aeternam, sed coronari non dicitur nisi qui legitime certaverit, videlicet militando contra multiplices hostium insidias et terrores, naturae debitum reddere licet, quia omne compositum philosopho testante dissolvitur, et praeter angelos omnis occidit creatura, licet enim post mortem temeritatis humanae sit ut homo hominem, civis civem Domino Deo nostro audiat commendare, cum cuilibet pro semet ipso vix orare sufficiat, tamen jure debito instituta patrum nostrorum exempla sequentes et vestigiis eorumdem inhaerentes circa defunctos humanitatis beneficium et de ineffabili Dei misericordia cui soli competit medicinam praestare, post mortem debemus nullatenus desperare; sed, ut ait Judas Machabeus, saluberrimum est pro defunctis exorare ut a peccatis solvantur, et nullus sine crimine vivit propter fragilitatem humanae naturae, quae labilis est, ut dicit capitulum, ad delicta: idcirco sanctis patribus reputatur difficile, immo quasi impossibile, cum in humanis inventionibus, testante Prisciano, nichil firmum aut stabile perseveret, verumtamen perurgente nos humana pietate, toto corde et tota anima qua Deum et proximum diligitis in qua in Christo unum sumus, Universitatem Vestram, quantum possumus, humiliter et devote duximus exhortandam quatinus intuitu pietatis et misericordiae fratribus nostris nuper defunctis, videlicet talibus, orationum vestrarum suffragio succurratis et in tanto articulo manum misericordiae porrigatis ut quas peccatorum maculas ex infirmitate carnis aut insidiantis inimici subgestione contraxerunt. illas misericordia deleat et abstergat, videlicet Illę cui proprium est parcere semper et misereri, quia paucorum est vitam praesentem sine macula terminare. Rotuli hujus portitorem talem vobis specialiter commendamus

ut intuitu Dei et Beati Remigii Francorum apostoli et precum nostrarum interventu benigne recipiatis, eique sustentationem victui necessariam hilariter exhibere dignemini et diem quo ad vos venerit rotulo nostro inseri procuretis, scituri nos vobis suo tempore similia corde prompto et animo volenti recompensaturos.

CCCIII.

Bulle de Clément V sur le procès des Templiers.

Clemens episcopus, servus servorum Dei, dilecto filio . . . abbati monasterii Praemonstratensis, Laudunensis dyocesis, salutem et apostolicam benedictionem.

Regnans in coelis triumphans ecclesia, cujus pastor est pater aeternus, cui sanctorum ministrant agmina et laudis gloriam angelorum chori decantant, in terris ad sui similitudinem et repraesentationem instituit Ecclesiam militantem, unigenito filio Dei vivi domino nostro Jhesu Christo ineffabili commercio copulatam, in qua idem unigenitus Dei filius a patre progrediens per illustrationem Paracliti procedentis pariter ab utroque, statuit fidei fundamentum. Sane Romana ecclesia, mater alma fidelium, caput est, disponente Domino, ecclesiarum omnium aliarum et magistra; a qua veluti a primitivo fonte ad singulas alias ejusdem fidei rivuli derivantur, ad cujus regimen voluit Christi clementia Romanum pontificem vice sui deputare ministrum, ut instructionem atque doctrinam ipsius eloquio veritatis ewangelicae traditam cuncti renati fonte baptismatis teneant et conservent, ut qui sub hac doctrina cursum vitae recte peregerint, salvi fiant, qui vero ab ea deviaverint, condempnentur. Ipsa nempe Romana mater ecclesia juxta exigentiam possibilitatis ipsius, ad cunctas orbis provincias, in quibus divini nominis cultus viget, fideique catholicae observantia rutilat, intuitum sedulae considerationis extendens, ac subiciens ab olim suae considerationis examini diuturnae cala-

mitatis angustias illius specialis haereditatis dominicae, videlicet Terrae Sanctae ab infidelibus mirabiliter conculcatae, in qua idem patris aeterni filius, nostrae carnis indumento contectus, salutem humani generis pietate ineffabili extitit operatus, quamque sua ipse voluit corporali insignire praesentia et proprii aspersione sanguinis consecrare, multa sollicitudine studuit eidem terrae retroactis temporibus, quibus potuit remediis, ut eriperet ab ipsis impiis, subvenire. Et quia inter caeteros, quos professio christianae religionis includit, milites et fratres militiae domus Templi Jherosolimitani, sicut est toti orbi notorium, tanquam speciales ejusdem fidei pugiles et jam dictae terrae praecipui defensores, ipsius terrae negotium principaliter gerere videbantur, ipsos et eorum ordinem praefata Ecclesia specialis favoris plenitudine prosequens, eos adversus Christi hostes crucis armavit signaculo, multis exaltavit honoribus, ditavit facultatibus ac diversis libertatibus et privilegiis communivit. Hii nimirum, cum crederentur in divino servitio sub regulari habitu fideliter militare, sibi quasi cunctorum manus fidelium cum multiplici erogatione bonorum sentiebant multipharie, multisque modis propter ea adjutrices, sed proh dolor! nova et calamitosa vox de malignitatis fratrum ipsorum enormitate progrediens, nostrum replevit, immo verius perturbavit auditum. Haec enim vox nuntia lamentationis et gemitus, audientibus horrorem ingerit, commovet animos, mentes turbat et cunctis christianae fidei cultoribus novae amaritudinis calicem subministrat, et dum facti seriem ejus necessitate poscente depromimus, noster attenuatur prae angustia spiritus, et valetudinis fatigata confractibus membra singula prae nimio dolore tabescunt. Dudum siquidem circa nostrae promotionis ad apicem summi pontificatus initium, etiam antequam Lugdunum, ubi recepimus nostrae coronationis insignia, veniremus, et post tam ibi quam alibi, secreta quorumdam nobis insinuatio patefecit quod magister, praeceptores et alii fratres ordinis dictae militiae Templi, et etiam ipse ordo qui ad defensionem patrimonii ipsius Domini Nostri Jhesu Christi fuerant in transmarinis partibus deputati, contra ipsum Dominum in scelus apostasiae nephandum, detestabile ydolatriae vitium, execrabile facinus sodomorum et haereses varias erant lapsi. Sed quia non erat verisimile, nec credibile videbatur quod viri tam religiosi, qui praecipue pro Christi nomine suum saepe sanguinem effundere ac personas suas mortis periculo frequenter

exponere videbantur, quique multa et magna, tam in divinis officiis quam in jejuniis et aliis observantiis, devotionis signa frequentius praetendebant, suae sic essent salutis immemores, quod talia perpetrarent, hujusmodi insinuationi et delationi ipsorum, ejusdem Domini Nostri exemplis et canonicae scripturae doctrinis edocti, aurem noluimus inclinare. Deinde vero karissimus filius noster in Christo Philippus, rex Francorum illustris, cui eadem facinora fuerant nuntiata, non typo avaritiae, cum de bonis Templariorum nichil sibi vendicare aut appropriare intendat, immo ea nobis et Ecclesiae per deputandos super hoc a nobis amministranda, gubernanda, conservanda et custodienda liberaliter et devote in regno suo dimisit, manum suam exinde totaliter amovendo, sed fidei ortodoxae fervore suorum progenitorum clara vestigia sequens, accensus de praemissis quantum licite potuit, se informans ad informandum et instruendum nos super hiis multas et magnas nobis informationes per suos nuntios et litteras destinavit. Infamia vero contra Templarios ipsos increbrescente validius super sceleribus antedictis, et quia etiam quidam miles ejusdem ordinis, magnae nobilitatis et qui non levis opinionis in dicto ordine habebatur, coram nobis secreto juratus deposuit quod in receptione fratrum dicti ordinis haec consuetudo vel verius corruptela servatur quod ad recipientis vel ab eo deputati suggestionem, qui recipitur Jhesum Christum negat, et super crucem sibi ostensam spuit in vituperium crucifixi, et quaedam alia faciunt recipiens et receptus quae non sunt licita, nec humanae conveniunt honestati, prout ipse tunc confessus extitit coram nobis, urgente nos ad id officii nostri debito, vitare nequivimus quin tot et tantis clamoribus accomodaremus auditum. Sed cum demum fama publica deferente ac clamosa insinuatione dicti regis, necnon ducum, comitum et baronum ac aliorum nobilium, cleri quoque et populi dicti regni Francorum, ad nostram propter haec tam per se quam per procuratores et sindicos in nostram praesentiam venientium, quod dolenter referimus, ad nostram audientiam pervenisset quod magister, praeceptores et alii fratres dicti ordinis et ipse ordo, praefatis et pluribus aliis criminibus erant irretiti, et praemissa per multas confessiones, attestationes et depositiones praefati magistri et plurium praeceptorum et fratrum ordinis praelibati coram multis praelatis et haereticae pravitatis inquisitore in regno Francorum factas, habitas et receptas et in publicam scripturam redactas,

nobisque et fratribus nostris ostensas, probari quodammodo viderentur, ac nichillominus fama et clamores praedicti in tantum invaluissent et etiam ascendissent tam contra ipsum ordinem quam contra personas singulares ejusdem conditionis quod sine gravi scandalo praeteriri non poterant, nec absque eminenti periculo tolerari; nos Illius, cujus vices gerimus licet immeriti, vestigiis inhaerentes, ad inquirendum de praedictis ratione praevia duximus procedendum, multosque de praeceptoribus, presbiteris, militibus et aliis fratribus dicti ordinis reputationis non modicae in nostra praesentia constitutos, praestito ab eis juramento quod super praemissis meram et plenam nobis dicerent veritatem, super praedictis interrogavimus et usque ad numerum LXXII dominorum examinavimus, multis ex fratribus nostris nobis assistentibus, diligenter, eorumque confessiones per publicas manus in auctenticam scripturam redactas illas in nostra et nostrorum fratrum praesentia, ac deinde interposito aliquorum dierum spatio in consistorio, legi fecimus coram ipsis, et ipsas in suo vulgari cuilibet eorum exponi, qui perseverantes in illis eas expresse et sponte, prout recitatae fuerant, approbarunt, post quae cum magistro et praecipuis praeceptoribus praefati ordinis intendentes super praemissis inquirere per nos ipsos, ipsum magistrum et Franciae, terrae ultramarinae, Normanniae, Aquitaniae et Pictaviae Pictavis praeceptores majores, nobis tunc existentibus, mandavimus praesentari. Sed, quum quidam ex eis sic infirmabantur tunc temporis, quod equitare non poterant, nec ad nostram praesentiam quoquo modo adduci, nos cum eis scire volentes de praemissis omnibus veritatem et an vera essent, quae continebantur in eorum confessionibus et depositionibus, quas coram inquisitore pravitatis haereticae in regno Franciae, praesentibus quibusdam notariis publicis et multis aliis probis viris, dicebantur fecisse, nobis et fratribus nostris per ipsum inquisitorem sub manibus publicis exhibitis et ostensis, venerabili fratri Berengario episcopo Tusculano tunc tituli sanctorum Nerei et Achillei et dilectis filiis nostris Stephano tituli Sancti Cyriaci in Thermis presbitero et Landulpho Sancti Angeli dyacono cardinalibus, de quorum prudentia, experientia et fidelitate indubitatam fiduciam obtinemus, commisimus et mandavimus ut ipsi cum praefatis magistro et praeceptoribus inquirerent tam contra ipsos et alias singulares personas dicti ordinis generaliter, quam contra ipsum ordinem in praemissis cum diligentia

veritatem, et quicquid super hiis invenirent, nobis referre ac eorum confessiones et depositiones per manum publicam in scriptis redactas nostro apostolatui deferre ac praesentare curarent, eisdem magistro et praeceptoribus absolutionis beneficium a sententia excommunicationis, quam pro praemissis, si vera essent, incurrerant, si absolutionem humiliter et devote peterent, ut debebant, juxta formam Ecclesiae, impensuri. Qui cardinales ad ipsos magistrum et praeceptores personaliter accedentes, eis sui adventus causam exposuerunt, et quoniam tam personae quam res ipsorum et aliorum Templariorum in regno Francorum consistentium in manibus nostris erant, quod libere absque metu cujusquam plene ac pure super praemissis omnibus ipsis cardinalibus dicerent veritatem, eis auctoritate apostolica injunxerunt. Qui magister et praeceptores Franciae, terrae ultramarinae, Normanniae, Aquitaniae ac Pictaviae coram ipsis tribus cardinalibus, praesentibus quatuor tabellionibus publicis et multis aliis bonis viris ad sancta Dei ewangelia ab eis corporaliter tacta, praestito juramento quod super praemissis omnibus meram et puram dicerent veritatem, coram ipsis singulariter libere ac sponte absque coactione qualibet et terrore deposuerunt et confessi fuerunt, inter caetera, Christi abnegationem et spuitionem super crucem, cum in ordine Templi recepti fuerunt, et quidam ex eis se sub eadem forma, scilicet cum abnegatione Christi ac spuitione super crucem, fratres multos recepisse. Sunt etiam quidam ex eis qui horribilia et alia inhonesta confessi, quae, ut eorum ad praesens parcamus verecundiae, subticemus. Dixerunt praeterea et confessi fuerunt esse vera quae in confessionibus et depositionibus continentur, quas dudum fecerant coram inquisitore haereticae pravitatis, quae confessiones et depositiones dictorum magistri et praeceptorum in scripturam publicam per quatuor tabelliones publicos redactae, in ipsorum magistri et praeceptorum et quorumdam aliorum bonorum virorum praesentia, ac deinde interposito aliquorum dierum spatio coram ipsis eisdem lectae fuerunt de mandato et in praesentia cardinalium praedictorum et in suo vulgari expositae cuilibet eorumdem, qui perseverantes in illis, eas expresse ac sponte, prout recitatae fuerunt, approbarunt, et post confessiones et depositiones hujusmodi ab ipsis cardinalibus ab excommunicatione quam pro praemissis incurrerant, absolutionem flexis genibus, manibusque complosis humiliter et devote ac cum lacrimarum effusione

non modica petierunt. Ipsi vero cardinales, quia Ecclesia non claudit gremium redeunti, ab eisdem magistro et praeceptoribus, haeresi abjurata expresse, ipsis secundum formam Ecclesiae auctoritate nostra absolutionis beneficium impenderunt, ac deinde ad nostram praesentiam redeuntes, confessiones et depositiones praedictorum magistri et praeceptorum in scripturam publicam per manus publicas, ut est dictum, redactas nobis praesentarunt, et quae cum dictis magistro et praeceptoribus fecerant, retulerunt, ex quibus confessionibus et depositionibus et relatione scivimus saepefatos magistrum et fratres in praemissis et circa praemissa, licet quosdam ex eis in pluribus et alios in paucioribus, graviter deliquisse. Attendentes autem quod scelera tam horrenda transire incorrecta absque Dei omnipotentis et omnium catholicorum injuria non poterant, nec debebant, decrevimus de fratrum nostrorum consilio per ordinarios locorum ac per alios fideles et sapientes viros ad hoc deputandos a nobis contra singulares personas ipsius ordinis, necnon et contra dictum ordinem per certas et discretas personas quas ad hoc duximus deputandas, super praemissis criminibus et excessibus inquirendum. Hiis nempe quae magis flere cogunt quam narrare, cor nostrum passione nimia cruciatur, et cum tanta nobis providere immineat gemendi materia, fletum non possumus declinare. Quisnam catholicus haec audiens nimis non doleat et prorumpat in luctum? Quis fidelis hujusmodi sinistrum eventum intelligens amara non emittat suspiria, verbaque lamentationis et moestitudinis non eructet, cum tota christianitas hujusmodi doloris sit particeps et hic casus fideles percutiat universos? Ex hiis etiam, dum ministerio debitae considerationis nostrae mentis praesentatur obtutibus, ignis in nostris medicationibus exardescit, et ad tanta discrimina relevanda suspirat affectus, zelus accenditur et spiritus anxiatur. Ad quod, cum nos sufficere commode non posse sciamus, levamus oculos nostros ad montem, montem quidem Dei, montem uberem et pinguem, unde oportunum provenire nobis auxilium humiliter petimus et devote speramus. Et quia salubre in hiis adhiberi remedium interest generaliter omnium, nos, cum eisdem fratribus nostris, aliisque viris prudentibus exacto et frequenti tractatu praehabito, et prout tantae necessitatis instantia exigebat, de ipsorum fratrum nostrorum consilio universale concilium, sicut imitatione digna sanctorum patrum consuetudo laudabilis longaevae observationis exemplo nos instruit, inde ad kalendas

octobris proximo jam elapsas decrevimus congregandum ut in eo, tam circa dictum ordinem et personas singulares et bona ejusdem et alia quae statum tangunt fidei catholicae, quam circa recuperationem et subsidium Terrae Sanctae ac reparationem, ordinationem et stabilitatem ecclesiarum et ecclesiasticarum personarum ac libertatem earum, Deo auspice, communi consilio inveniatur provisio, et ejusdem approbatione concilii roboretur per ejus salutiferam executionem ut virtus Altissimi eliminatis erroribus, roborata fide, ad tramitem veritatis reductis errantibus, reintegrata ejusdem fidei unitate, extirpatis vitiis, virtutibusque plantatis, correctis excessibus, moribus reformatis, repressis oppressionibus, libertate solida stabilitate munita, recuperatis deperditis, et ejusdem terrae statu prospero reparato, occupata restituat, vastata restauret et restaurata conservet, nobisque viam aperiat idem Ipse qui novit et facultatem tribuat, ac Ipse qui potest, ut sic in praemissis juxta intentum animi nostri desiderium sibi ministrare possumus salubriter quod idem verus ejusdem universalis Ecclesiae sponsus ipsam dilectam suam purgatam maculis, munitam virtutum monilibus ac ornatam unam semper habeat et formosam ad sui nominis laudem et gloriam, ad animarum profectum, robur fidei, pacem et exaltationem populi christiani. Quia vero prosecutio tanti propositi tempore indigebat, ut deductum maturius facilius auctore Domino effectum debitum sortiretur, praedictum tempus ad id duximus deputandum et demum illud ex certis justis legitimis causis, quas praesentibus inseri non oportet, usque ad alias kalendas octobris proximo futuras, de praedictorum fratrum consilio duximus prorogandum. Quocirca Discretioni Tuae per apostolica scripta mandamus quatenus, omni negligentia relegata, cunctis, prout talis ac tanti negotii qualitas exigit, dispositis et paratis, sic medio tempore te accingas ad iter quod in hujusmodi prorogato termino quem tibi et aliis peremptorie assignamus in Viennensi civitate nostro te conspectui repraesentes, non obstantibus quibuslibet privilegiis seu indulgentiis quibuscunque personae, ordini, dignitati seu collegio sub quacunque verborum forma vel expressione a praedicta Sede concessis, per quae possit effectus hujusmodi mandati nostri quomodolibet impediri aut eidem in aliquo derogari. Interim quoque per te vel alios viros prudentes, Deum timentes et habentes prae oculis, omnia quae correctionis et reformationis limam exposcunt inquirens subtiliter et conscribens fideliter, ea ad notitiam ipsius concilii

deferas, et nos nichilominus variis modis et viis solers studium et efficacem operam dare proponimus ut omnia talia in hujusmodi examen deducta concilii correctionem et directionem recipiant oportunam, et si inobedientiae notam et canonicae ultionis acrimoniam vitare desideras, nequaquam fallacium excusationum velamento te munias vel ex impedimento itinerum quae, Domino prava, indirecta et in vias planas aspera sua omnipotentia convertente, cessabunt, frivolae allegationis munimenta confingas ut a tam sancti prosecutione operis te subducas, sed voluntarius occurras ad id quod divinae congruit voluntati et salutem animarum ac utilitatem respicit singulorum.

Datum Avenione X^a kal. decembris, pontificatus nostri anno sexto.

CCCIV.

Mandement de l'abbé de ..... pour la sécurité des biens ecclésiastiques.

Divina permissione abbas talis, conservator seu judex delegatus super conservatione seu defensione privilegiorum a Sede Apostolica religiosis viris abbatibus, abbatissis, fratribus, sororibus ac eorum conventibus universis Cisterciensis ordinis indultorum a domino papa datus, cum illa clausula : quatenus per te vel per alium seu alios, etc., omnibus abbatibus, prioribus, decanis, curatis, presbiteris, capellanis et eorum vices gerentibus, cujuscunque existant dyocesis, ad quos praesentes litterae pervenerint, salutem in Domino et mandatis apostolicis firmiter obedire.

Ex parte religiosorum virorum abbatis et conventus monasterii de Thosan, Cisterciensis ordinis, Tornacensis dyocesis, nobis est graviter conquerendo monstratum quod nonnullae personae tam seculares quam ecclesiasticae, Deum prae oculis non habentes, in animarum suarum periculum, dictae Sedis Apostolicae contemptum et scandalum plurimorum dictorum religiosorum praejudicium et gravamen ac in juris injuriam et offensam, frequenter ipsos inquietare, vexare et turbare non verentur,

possessiones, res et bona ipsorum irreverenter invadendo, saisiriendo, arrestando, capiendo, violenter auferendo et contra ipsorum voluntatem detinendo, manus temere violentas in ipsorum personas iniciendo, trahendo ipsos et evocando ad placita et judicia coram non competentibus judicibus ecclesiasticis et secularibus, domos et seras infra monasterium et locorum suorum clausuras violenter frangendo, fugitores suos hospitando et receptando, decimas sibi ex indulto apostolico competentes extorquendo, redditus sibi debitos solvere non curando et ea quae ex testamentis decedentium relinquuntur eisdem retinendo, aliasque injurias, molestias et violentias multiplices irrogando, ipsosque fatigando laboribus et expensis ac dampna alia non modica inferendo contra privilegia toti Cisterciensi ordini communiter vel ipsis specialiter a Sede praedicta concessa temere faciendo vel fieri procurando. Cum igitur praemissa adeo dicantur notoria et manifesta quod non possint aliqua tergiversatione celari, ibique insurgendum sit fortius ubi persecutorum immanitas periculosius exardescit, dictamque Sedem Apostolicam ipsorum Cisterciensium gravius contingant injuriae, prout suis scriptis mandavit nobis eorum negotia committendo, vobis omnibus et singulis damus tenore praesentium in mandato, vestrum quemlibet super hoc monendo in hiis scriptis primo, secundo et tertio, sub poena suspensionis a divinis quam in vos ferimus in hiis scriptis, si mandatum nostrum immo verius apostolicum recusaveritis aut neglexeritis adimplere, quatenus alter vestrum alterum non exspectans personaliter accedentes ubi propter hoc fuerit accedendum, sive generaliter, sive specialiter et nominatim in ecclesiis vestris et alibi ubi necesse fuerit, totiens quotiens a latore praesentium fueritis requisiti, moneatis canonice et sub testimonio competenti omnes illos quos idem lator vobis nominaverit, ut ab inquietatione, vexatione, turbatione super praemissis et eorumdem perpetratione seu facti procuratione, necnon quarumlibet injuriarum, molestiarum et violentiarum irrogatione quas dictus lator vobis intimaverit, cessent penitus et desistant, dictosque religiosos possessionibus, rebus et bonis suis ac libertatibus et privilegiis sibi vel ordino suo indultis uti libere et gaudere permittant, nec quicquam faciant vel attemptent per se vel per alios aut fieri procurent quod suis vel ordinis sui privilegiis et libertatibus praejudiciale extiterit, ut quoque bona invasa, capta, ablata et detenta hujusmodi infra septem dies post vestram

monitionem reddant et restituant ac de commissis, dampnis et expensis quibuscunque quas praemissorum occasione dicti religiosi incurrerint, competenter satisfaciant et congruam praestent emendam, alioquin si clerici vel presbiteri aut quicunque beneficiati vel religiosi fuerint, ipsos quos exnunc ut extunc ab officio et beneficio suspendimus in hiis scriptis, et si layci fuerint, ipsos quos exnunc ut extunc in hiis scriptis excommunicamus, suspensos et excommunicatos esse publice nuntietis, nisi causam coram vobis praetenderint efficacem quare non debeant ad hoc cogi, quam si praetenderint vel praemissa negaverint esse vera, notoria et manifesta, citetis ipsos coram nobis ad diem competentem vel dies competentes, et ad voluntatem latoris praesentium causam hujusmodi praetensuros et facturos quod ordo dictaverit rationis. Praedictos autem manuum injectores quos vobis constiterit propter hoc canonicam sententiam incurrisse, quotienscunque, ubicunque et quandocunque a latore presentium contigerit vos requiri, specialiter aut in ecclesiarum vestrarum facie, dum vos contigerit missarum sollempnitates celebrare, denuntietis palam et publice excommunicationis subjacere et inhibeatis publice ne quis eisdem sub poena excommunicationis, durante hujusmodi sententia, communicare praesumat. Et si injuriatores praedicti dictam suspensionem vel excommunicationem ultra duos menses animo sustinuerint indurato, ipsas sententias quotienscunque, ubicunque et quandocunque a latore praesentium requisiti fueritis, candelis accensis et campanis pulsatis, absque exspectatione mandati alterius aggravetis. Nomina monitorum, suspensorum, excommunicatorum, aggravatorum, citatorum, et quid inde feceritis sic per se specialiter vestris litteris rescribentes, quod praesens scriptum vestris infigendis rescriptionibus non tangatis, nec sub poena inflicta superius exequendi praemissa ob causam auctentici non ostensi difficultatem vel dilationem aliquam ingeratis, cum illud toti Cisterciensi ordini commune non audeamus propter viarum pericula et locorum discrimina per patriam destinare, cujus copiam prompte faciemus ad diem vel dies assignandum vel assignandos vel quandocunque Cameraci contigerit nos requiri.

Datum, etc.

CCCV.

L'archevêque de Reims convoque un concile provincial à Senlis afin de s'occuper du procès des Templiers.

—

Robertus, misericordia divina, Remensis archiepiscopus, venerabili fratri nostro G. domino eadem gratia episcopo Suessionensi, salutem et sinceram in Domino caritatem.

Salvator noster in cujus ditione cuncta sunt posita, immensae providentiae paterfamilias, horis diei variis, operarios suos misit in messem, et licet idem supremus agricola, sator bonorum omnium et plantator, agrum mundi hujus diligenter excolens, in eo seminaverit semen bonum, inimicus homo tamen invenitur in eo superseminasse vitiorum zizaniam et errorum ut ea magis deflere liceat quam narrare, idemque ager potius crescere videatur ad ignem quam albescere inveniatur ad messem. Haec autem singularium personarum fratrum ordinis Templi nephanda et crimina perhorrenda, videlicet apostasiae haereses et errores, in publicam notionem deducta, manifeste declarant, et licet contra nonnullos ex eis diffinitivae sententiae, tam apostolica auctoritate nobis in hac parte commissa quam nostra metropolitana, in provinciali concilio quod Silvanecti cum venerabilibus fratribus suffraganeis nostris celebravimus sint prolatae, quidam tamen ex eis illas apostasias, haereses et errores a principio totaliter negaverunt et adhuc in negatione hujusmodi continue perstiterunt et adhuc perseverant: contra quos et alios harum haeresum et errorum complices nondum fuerunt absolutoriae vel condempnatoriae sententiae juxta nobis formam traditam promulgatae. Convertimus praeterea nostrae considerationis oculos quot et quantis ecclesiae et personae ecclesiasticae nostrae Remensis provinciae opprimantur gravaminibus, pressuris, injuriis et aerumpnis, qualiter insuper earum jura, libertates et immunitates et privilegia conculcentur prout multipharia publicant argumenta : haec dum mentis nostrae praesentantur obtutibus, ad tanta discrimina relevanda suspirat affectus, zelus accenditur, spiritus anxiatur. Cum autem et suffraganeis nostris praedictis singularium personarum fratrum ordinis Templi

praedicti nostrae Remensis provinciae, quantum ad istas haereses et errores, diffinitivae sententiae vel condempnatoriae vel absolutoriae auctoritate apostolica sint commissae in nostro provinciali concilio proferendae, nos ex causis praedictis apud Silvanectum die jovis post Assumptionem Virginis gloriosae, Deo auctore, provinciale concilium, tam apostolica quam nostra auctoritate metropolitana, decrevimus evocandum; imoque Fraternitati Vestrae, praemissis auctoritatibus, praecipiendo mandamus quatenus suffraganeos praedictos, abbates, praepositos secularium et regularium ecclesiarum, priores conventuales quorumcunque ordinum, exemptos et non exemptos, capitula cathedralium et collegiatarum ecclesiarum praedictae Remensis provinciae, quorum maturis auxiliis et providis consultationibus in proferendis sententiis hujusmodi et aliis fidei negotium tangentibus indigemus, sine morae dispendio, evocantes, intimetis omnibus et singulis supradictis per vestras patentes litteras harum seriem continentes ut praefati suffraganei, abbates, praepositi et priores personaliter, capitula vero cathedralium per duos ad minus de gremio suo, et collegiatarum ecclesiarum per procuratorem seu procuratores ydoneos sufficienter instructos ad audiendum, referendum et consentiendum, dicto die cum diebus sequentibus quamdiu prosecutioni negotiorum emergentium fuerit insistendum et loco, coram nobis in dicto concilio, cessante cujuslibet frivolae excusationis diffugio, studeant comparere, et vos ibidem personaliter intersitis, intimantes eisdem quod si comparere neglexerint, contra ad poenas canonicas, prout justum fuerit, procedemus. Injungentes eisdem nihilominus ut gravamina quae sibi aut suis ecclesiis quomodolibet inferuntur conscribentes, ea nobis ad dictum concilium secum deferant ut eis, in instanti generali concilio quod, Deo propitio, prima die mensis octobris celebrabitur, per nos, Sedis Apostolicae conspectui praesentatis, eadem sedes provideat de remediis oportunis. Deinde, in signum receptionis praesentium, sigillum vestrum praesentibus apponatis.

Datum Remis, sub sigillo nostro, anno Domini M° CCC° XI°, die veneris post festum beatae Mariae Magdalenae.

CCCVI.

Lettres des abbés de Cîteaux et de Clairvaux relatives à deux frères qui s'étaient fait rendre certains honneurs épiscopaux.

—

Venerabilibus et in Christo sibi karissimis universis coabbatibus suis, abbatissis, monachis, monialibus, conversis, sororibus ac personis quibuscunque totius nostri Cisterciensis ordinis in monasteriis, cellariis, grangiis seu quibuscunque locis aliis commorantibus ad quos praesentes litterae pervenerint, fratres Henricus Cisterciensis et Joannes Clarevallensis abbates, salutem et mandatis superiorum firmiter obedire.

Cum apud veros, discretosque judices aequa discretionis lance pondus libratur examinis, decet ut, sicut bene meritis amplior ab eisdem adicitur gratia, sic e contrario rebellibus et ambitiosis, vanosque mundi honores indebite procurantibus, totius benivolentiae prosecutio substrahatur. Hoc autem tunc verum sit cum ex denegati favoris molestia possessor impudens intelligit quod ad sui cumulum dedecoris falsum honorem possideat, quem impudenti conscientia fallaciter acquisivit. Intelligentes igitur quod fratres Johannes de Laude et Bernardus de Claravalle monachi, quorum non solum filiorum, sed etiam mercenariorum fidelium nomina promerentur, ut sanctam ordinis disciplinam effugere, evagationibus inutilibus ad libitum vacare ac suis voluptatibus in suarum animarum dispendium et ordinis scandalum valeant deservire, quosdam honores episcopales ex locorum ignorantia vanos et proh pudor! sicut a fidedignis et gravibus personis accepimus, ex illicita et nephanda symoniacae pravitatis promotione prophanos illicite, quod omnino veraci assertione didicimus, et contra nostra ordinis instituta ac etiam fraudulenter impetrarunt, dictis honoribus taliter impetratis et certa eorumdem malitia procuratis, spretis mandatis et constitutionibus ordinis abutentes: vobis et vestrum cuilibet in virtute sanctae obedientiae ac sub poena excommunicationis districte praecipiendo mandamus quatenus si praedictos non sicut Aaron a Deo vocatos, sed potius crebro Sathanae expositos et symoniaca ambitione delusos et ab ordine persequendos, vel alterum ipsorum ad domos vestras divertere seu venire contigerit, ipsos

non solum abicere studeatis, sed nec ipsis quidem in victualibus seu quibuscunque rebus aliis, quamdiu in tanto errore perstiterint, quicquam beneficii, consilii vel auxilii per vestros subditos, caeterosque familiares vestros quoscunque fieri, quarumcunque allegato litterarum tenore fraudulenter et vulpine forsitan a quocunque impetratarum vel ostensa licentia, quomodolibet permittatis. Scientes vos abbates si huic nostrae ordinationi, immo potius generalis capituli constitutioni anno Domini M° CCC° VI° super hoc specialiter editae, contraveneritis, absque aliqua dissimulatione per dictum capitulum deponendos et alias quascunque personas ordinis hujus mandati praevaricatrices excommunicationi subiciendas et nichilominus super inobedientia graviter puniendas.

CCCVII.

Philippe le Bel annonce son avénement au trône et réclame les prières de l'ordre de Citeaux.

Philippus, Dei gratia Francorum rex, religiosis viris dilectis nostris abbatibus et toti capitulo generali Cisterciensi congregato, salutem et sincerae dilectionis affectum.

Attendentes quod ad populorum nobis subditorum regimen oportunum nostra sufficere non potest fragilitas, nisi nobis a summo datore sapientiae qui dat salutem regibus et universorum facta considerans attingit a fine usque ad finem et fortiter et suaviter universa disponit, nobis in hac parte gratia concordatur, ad quod devotarum Christi fidelium et praecipue religiosorum piis orationibus ipsum speramus dulcius inclinari, venerabilem coetum vestrum requirimus et affectuose rogamus quatenus vestra et subditorum vestrorum religiosorum fratrum devota suffragia apud summum patrem luminum nobis benigniter concedatis, ut nobis sic subditos gubernare concedat quod post temporale regimen ad regnum nos transferat sempiternum, regnumque nostrum stabiliat et in jocunda tranquillitate conservet.

CCCVIII.

La reine de Navarre annonce son avénement au trône et réclame les prières de l'ordre de Cîteaux.

—

Margareta, Dei gratia Navariae regina, viris religiosis et honestis nobis in Christo dilectis abbati Cisterciensi ac diffinitoribus ejusdem ordinis apud Cistercium in generali capitulo congregatis, salutem in Eo qui est omnium vera salus.

Pro hiis quae nos contingunt et salutem animae nostrae respiciunt, libenter illos requirimus, quos zelare salutem nostram speramus et in ea procuranda credimus promptiores. Cum igitur in vobis et circa ordinem vestrum ab olim affectionem nostram gesserimus et geramus, vestris confisae suffragiis, ad vos recurrimus humiliter deprecantes quatenus pias affectiones vestras apud Creatorem omnium exercentes pro talibus preces adeo sedulas et devotas velitis, si placet, effundere quod tam nobis quam ipsis ad salutem cedant et commodum animarum.

CCCIX.

Lettre relative à l'abdication de Guillaume, abbé de Thosan.

—

Noveritis quod religiosus vir dominus W. de . . . . . , quondam abbas de Thosan, nulla respersus infamia, nullo penitus crimine irretitus, sed totius honestatis et vitae meritis decoratus, cernens quod actus sui, etiam si bonitate fulcirentur, placere non poterant universis, ne videretur plus temporalem affectare honorem quam salutem aeternam, post multas corporales laesiones et graviores molestias, pacem optans, omnibus sponte cessit, humiliter supplicans et devote requirens quatenus sibi sic enormiter

afflicto et laeso, prout patere potest cuilibet intuenti, compati paterne vellemus, et ne defectum pateretur in temporalibus misericorditer; nos itaque, qui ipsius intolerabiles laesiones, afflictiones et molestias novimus, attendentes quod nullus adeo durum cor possit habere qui super eum viscera non effunderet pietatis, quodque benemeritis et sponte cedentibus ex causis honestis gratia consueverit fieri specialis, auctoritate paterna ordinavimus et concessimus ei, etc.

CCCX.

Don d'un demi-lot de vin à un scribe du monastère de Thosan.

Noveritis quod, cum venerabilis praedecessor noster dominus W. de..... dilecto nostro fratri ...... intuitu plurimorum laborum et obsequiorum quos et quae frequenter subiit scribendo, dictando et alias laborando, tertiam partem scopi vini, totiens contigerit ipsum infirmitoriam ingredi aut de via redire, cotidie contulisset, idemque frater cartas reddituum et censuum omnium nostrae ecclesiae manu propria laboriosissime reparasset et ad utilitatem ecclesiae nostrae praedictae innovasset easdem: nos de consilio et assensu nostrorum donum praedicti praedecessoris nostri ampliavimus usque ad dimidium scopum cotidie, dum in infirmitorio fuerit aut de via redierit per se comedens in conventu, et liberam facultatem eidem concessimus, quoad vivet, intrandi, quando voluerit, infirmitorium et vescendi carnibus ibidem diebus quibus carnes poterunt ministrari, ac dormiendi et quiescendi assidue in eodem.

CCCXI.

Lettre relative à la bénédiction épiscopale à donner à l'abbé de Thosan Nicolas de Lisseweghe.

Reverendo patri ac domino in Christo praecordialiter diligendo domino.... Dei gratia venerabili Tornacensi episcopo, suus talis ...., salutem et paratum in omnibus obsequium cum reverentia et honore.

Pro religioso viro domino N., abbate de Thosan, nuper ad regimen dicti monasterii superna dignatione vocato qui vestras benedictiones sibi variis ecclesiae suae presso negotiis et distracto desiderat impartiri, Reverendae ac Dignissimae Paternitati Vestrae duxi humiliter supplicandum quatenus dicto abbati concedere dignemini quod hujusmodi benedictionem a quocunque catholico episcopo Sedis Apostolicae gratiam habente valeat adipisci.

CCCXII.

Participation aux bonnes œuvres et aux prières du monastère de.....

Fideles singuli, quorum vita est vera militia super terram, quanto contra se cognoscunt apertius inimici hominis saevitiam rugientem, tanto ardentius non consentientes eidem contra infestationes ipsius quaerunt suffragia opportuna, quod vos tanquam viri providi et divina, sicut confidimus, gratia inspirati sollicite attendentes, nostris voluistis et petiistis in nostro pleno capitulo orationibus et beneficiis sociari, ideoque exigente tam pio devotionis affectu quem vobis destinavit Altissimus, petitioni vestrae benivolo concurrentes assensu concessimus vobis plenam societatem et participationem omnium bonorum quae per nos in orationibus, vigiliis, missis, jejuniis, abstinentiis et elemosinis, caeterisque bonis omnibus et singulis

divina dignabitur clementia operari, ita quod, cum obitus vester nobis extiterit nuntiatus, absolvemini in capitulo nostro, sicut unus ex nobis, et injungetur ibidem pro vobis quicquid pro fratribus nostris decedentibus injungi specialiter consuevit.

CCCXIII.

Lettre du cardinal Nicolas de Frauville relative à une assemblée convoquée à Arras pour les affaires de la Terre-Sainte.

—

Frater Nicholaus, misericordia divina Sancti Eusebii presbiter cardinalis, Apostolicae Sedis nuntius ad regnum Franciae pro negotiis Terrae Sanctae destinatus, officiali Tornacensi salutem in Domino.

Cum pro exequendis negotiis a dicta Sede nobis commissis apud Atrebatum in festo Beatae Mariae Magdalenae debeamus personaliter interesse, et tunc proborum ac prudentum praesentia indigeamus omnino, auctoritate apostolica in hac parte nobis concessa sub excommunicationis poena vobis praecipiendo mandamus quatenus omnes abbates, priores, praepositos et decanos monasteriorum, prioratuum et ecclesiarum collegiatarum. necnon et decanos christianitatum sive rurales in civitate et dyocesi Tornacensi constitutos praedicta auctoritate per vos vel alium seu alios citetis peremptorie et nominatim ut dictis die et loco se coram nobis personaliter repraesentent audituri et facturi quae pro prosecutione dictorum negotiorum eis duxerimus injungenda, significantes eisdem quod si dictis die et loco coram nobis non comparuerint, exnunc prout extunc in eos sententiam excommunicationis ferimus in hiis scriptis. Et ad omne dubium removendum litteras regias patentes super omnimoda securitate venientium ad nos vobis mittimus, quas citatis a nobis, ut praemittitur, poteritis ostendere et eis sub sigillo vestro copiam facere, si sibi viderint expedire. Nos etiam omnes sic ad nos venientes securos servare promittimus bona fide, et in impedientes eosdem aut sibi injuriantes quominus ad nos

venire, nobiscum morari et ad propria remeare pacifice et quiete possint, exnunc prout extunc sententiam excommunicationis ferimus in hiis scriptis. Diem vero citationis et formam et quicquid inde feceritis, nobis per vestras patentes litteras seu publicum instrumentum harum seriem continentes quamocius intimare curetis. In cujus rei testimonium, etc.

CCCXIV.

Lettre aux abbés de Clairvaux et des Dunes relative à la compétence des juges ecclésiastiques.

Reverendis patribus in Christi visceribus praecordialiter amplectendis dominis de Claravalle et de Dunis abbatibus frater, etc., salutem et ad suae reverentiae beneplacita corda et capita humiliter inclinata.

Cum universo Cisterciensi ordini, videlicet abbatibus, abbatissis, fratribus et sororibus a Sede Apostolica pie sit indultum ne quis ipsos generaliter aut specialiter ad forum judicum secularium vel ad eorum judicia valeat quomodolibet evocari, sed si quis adversus eos aut aliquem eorumdem quicquam habuerit vel crediderit sibi competere quaestionis, coram judice ecclesiastico eorum competenti eos faciat conveniri; idemque judex ecclesiasticus competens paratus sit omnibus de dictis religiosis aut aliquo eorumdem legitime conquerentibus exhibere justitiae complementum, iidemque religiosi et eorum singuli parati sint et paratos se offerant cum effectu coram hujusmodi eorum judice competenti adversus quoscunque de ipsis conquerentes stare juri et justitiam debitam exhibere : vos tamen, domine Johannes de Menin, miles, et vos domine Johannes, curate de.... qui vos dicitis esse executores seu commissarios nobilissimi et illustrissimi principis comitis Flandriae, non attendentes quod laicis super ecclesiis, rebus et personis ecclesiasticis ordinandi, disponendi aut judicandi nulla sit attributa facultas, etiam qualescunque probationes seu litterae adversus eos surper hoc inducantur, religiosum virum abbatem seu conventum

monasterii de Thosan, praedicti Cisterciensis ordinis, ad vestrum forum vel judicium seculare trahere et vocare, vexare et molestare ad instantiam talis, et probationes aut testes recipere et examinare aut informationem alias facere nitimini et intenditis contra eosdem religiosos et in eorum praejudicium et grave dispendium ac in contemptum et elusionem privilegiorum eis super hoc a Sede Apostolica indultorum, unde ego talis, procurator praedicti abbatis seu conventus, habens ad infrascripta potestatem et speciale mandatum, sentiens et timens ex probabilibus et verisimilibus conjecturis praedictos abbatem seu conventum dominos meos in praedictis nisu aut intentione vel processu vestris posse indebite contra Deum et justitiam praegravari, ne ad aliquem actum judicialem seu aliqualem informationem vel probationem aut testium receptionem, contra praedictos dominos meos, ad instantiam talis, vestra seculari auctoritate qua fungi dicimini, quomodolibet procedatis, aut in aliquo gravetis eosdem ab audientia vestra et contra vos et contra partem adversam, et quoscunque alios dictis dominis meis et mihi in praemissis obnoxios, pro ipsis et ipsis adhaerentibus et eorum nomine ac nomine procuratorio in hiis scriptis ad Sedem Apostolicam provoco et appello, dictos dominos meos, eorum ecclesiam, status et familias, bona eorum, me et mea, ipsis adhaerentes et adhaerere volentes, eorum bona, status et familias protectioni et defensioni Sedis Apostolicae supponendo, et apostolos michi a vobis dari et concedi cum qua decet instantia peto, quos si michi denegaveritis vel plus debito distuleritis, sentiens ex hoc dictos dominos meos et me ex hoc gravari, iterum in hiis scriptis ad Sedem praedictam ut supra provoco et appello sub testimonio astantium personarum, protestans de hac provocatione seu appellatione prosequenda, innovanda et notificanda infra tempus a jure statutum, ubi et quando et coram quibus videro expedire, salva mihi potestate addendi et minuendi, prout videro oportunum, offerens me probaturum non omnia sed quae sufficiunt de praemissis, et peto a te notario publico ut super praemissis inde michi conficias publicum instrumentum.

CCCXV.

Bulle de Clément V adressée au cardinal Arnould Novelli à propos de certains abbés anglais qui refusent de se rendre au chapitre général de l'ordre de Cîteaux.

Frater Arnoldus, miseratione divina tituli Sanctae Priscae presbiter cardinalis, Apostolicae Sedis nuntius, ad perpetuam rei memoriam.

Sacrosanctae Romanae Ecclesiae quem inscrutabilis divinae providentiae altitudo universis ecclesiis, religionibus et ordinibus dispositione incommutabili praetulit regimini praesidentem, oportet cura sollicita et meditatione assidua inter caetera providere quod ordines qui in sancta sunt religione fundati et a sui plantatione progressum semper in Dei servitio habuerunt, in pacis tranquillitate et unitatis integritate ac sub debita obedientia inviolabiliter conserventur. Sane sanctissimus pater et dominus noster dominus Clemens, divina providentia papa quintus, diligenter considerans quod ordo Cisterciencis inter ordines caeteros in sui fundatione sanctum habuit religionis initium et per statuta regularia, observantias laudabiles et consuetudines, nedum per diuturnitatem temporis, sed etiam per sanctiones canonicas et Romanorum pontificum diversa privilegia approbata, magnum suscepit, cooperante Altissimo, incrementum, intellecto quod nonnulli abbates ejusdem Cisterciensis ordinis infra regnum Angliae constituti ab hujus institutis, observantiis et consuetudinibus circa quaedam deviare conantur, et jugum obedientiae quod veniendo ad generale capitulum, prout tenebantur et tenentur, in monasterio Cisterciensi tanquam in eorum et ordinis capite seu stipite, agnoverunt, quibusdam et interdum procuratis impedimentis ac excogitatis fraudibus a se abicere moliuntur, volens, ut convenit, super hoc salubri remedio providere, suas nobis direxit apostolicas litteras in haec verba :

Clemens episcopus, servus servorum Dei, dilecto filio Arnoldo tituli Sanctae Priscae presbitero cardinali, Apostolicae Sedis nuntio, salutem et apostolicam benedictionem.

Ad nostri apostolatus pervenit auditum quod nonnulli abbates ordinis

Cisterciensis, cujus professor existis, infra regnum Angliae constituti, ut labores accedendi Cistercium ad capitulum ejusdem ordinis generale ac onera quae abbatibus dicti ordinis ibidem per dictum capitulum imponuntur, interdum vitare, et obedientiam et disciplinam effugere valeant regularem, multa et varia ne ad ipsum capitulum accedant, impedimenta confingunt, et, quod pejus est, aliqui ex eis se propter hoc in ipsius ordinis et religionis obprobrium per potentiam secularem capi per se et alios procurant et etiam detineri et quidam inhiberi sibi etiam per captionem bonorum monasteriorum suorum, ne regnum praedictum exeant, ut per hoc occasionem habeant ad dictum capitulum minime veniendi : quare nos, de tuae circumspectionis industria plenam in Domino fiduciam obtinentes et sine dubitatione sperantes quod erga ordinem sincera ferveas caritate, Discretioni Tuae auctoritate apostolica statuendi, decernendi et etiam ordinandi quod omnes et singuli abbates praedicti et successores eorum qui pro tempore fuerint impedimenta conficta procurantes eadem vel aliquod eorumdem, aut qui ad dictum capitulum, impedimento cessante legitimo, prout tenentur et consueverunt hactenus, statutis temporibus accedere forte contempserunt, incurrant excommunicationis et alias sententias atque poenas canonicas de quibus tibi videbitur ipso facto, non obstantibus quibuslibet privilegiis, indulgentiis et litteris apostolicis generalibus vel specialibus, cujuscunque tenoris existant, ordini praefato vel personis ipsius sub quacunque verborum forma concessis, de quibus in nostris litteris esset habenda mentio specialis, plenam concedimus auctoritate praesentium facultatem. Datum in prioratu de Gransella prope Malansanam, Vasionensis dyocesis, XI kalendas junii, pontificatus nostri anno septimo.

Nos itaque volentes huic morbo congruis remediis obviare auctoritate apostolica supradicta praesenti statuto irrefragabiliter perpetuo valituro ordinamus, statuimus atque decernimus quod omnes et singuli abbates praefati ordinis Cisterciensis infra dictum regnum Angliae constituti qui nunc sunt et successores eorum qui pro tempore fuerint, qui impedimenta conficta in dicta papali littera comprehensa aut aliquod eorumdem procuraverint, vel ad generale capitulum apud Cistercium, cessante impedimento legitimo vel non obtenta licentia de remanendo ab eo qui eam dare potuerit, de quibus in eodem capitulo generali ad quod debent accedere per

excusatorem legitimum fidem faciant, prout tenentur et consueverunt hactenus, statutis temporibus accedere contempserint, et ipso ingressum ecclesiae sibi noverint interdictum, in quo si perseveraverint contumaciter per tres menses, extunc excommunicationis incurrant sententiam ipso facto, in qua si per alios tres menses pertinaciter perstiterint, subditi eorum eis obedire seu parere minime teneantur, donec meruerint absolutionis beneficium obtinere, a quibus sententiis interdicti et excommunicationis absolvi non possunt nisi praestiterint juratoriam cautionem de veniendo personaliter ad proximum tunc futurum Cisterciensis ordinis capitulum generale, et de satisfaciendo congrue de praedictis juxta arbitrium abbatis Cistercii et aliorum praesidentium seu diffinitorum in eodem capitulo generali, quae quidem duo ille qui eos absolverit, in ipsa absolutione sub dicto juramento praestito eis injungere teneatur. Et si ad dictum sequens capitulum generale, cessante impedimento legitimo vel dicta licentia non obstante, personaliter cum litteris absolutionis juramentum et mandatum hujusmodi continentibus non veniunt aut secundum arbitrium praedictorum Cistercii abbatis, diffinitorum et aliorum praesidentium eidem capitulo, ut praemittitur, non satisfecerint de praemissis, extunc in eamdem excommunicationis sententiam reincidant ipso jure. Et quia crescente culpa et contumacia augeri debet et poena, adicimus quod sint eo casu privati et depositi ipso facto ab amministratione et regimine abbatiarum quas tunc temporis obtinebunt, et conventus ipsarum abbatiarum possint libere, sicut consueverunt, per electionem secundum formam ordinis sibi et ipsis abbatiis sic vacantibus de aliis personis ydoneis in abbatibus providere. Per statutum autem nostrum hujusmodi non intendimus, nec volumus capitulo generali dicti ordinis et praesidentibus seu diffinitoribus in eodem adimere potestatem quominus dictos abbates punire alias si eis videbitur et compellere ad parendum eorum ordinationibus et statutis seu eis poenitentiam injungere et alia imponere valeant secundum statuta regularia et ordinis disciplinam. Et ne quis praedictorum abbatum, aliquo colore quaesito, hujus statuti ignorantiam praetendere valeat, injungimus ut quilibet ipsorum praesentis statuti copiam habeat et in suo monasterio ad perpetuam rei memoriam faciat registrari et saltem semel in anno in suo capitulo in conventus praesentia publicari, et nichilominus patribus abbatibus regni praedicti in virtute sanctae obedientiae districte praecipimus

ut in visitationibus filiarum suarum, cum eas per se vel per alios fecerint, praesens statutum similiter publicent vel faciant publicari.

Hoc praesens statutum editum per dictum dominum cardinalem, lectum, promulgatum et sollempniter publicatum, una cum originalibus litteris apostolicis in statuto superius comprehensis, fuit per me notarium infrascriptum, de mandato domini cardinalis Londoniae in hospitiis episcopalibus in camera quam tunc temporis dictus dominus cardinalis inhabitabat, anno Domini M° CCC° duodecimo, indictione undecima, die septima mensis octobris, pontificatus ejusdem domini papae anno septimo, in praesentia venerabilium et religiosorum virorum de Belloloco-Regis, de Fontibus, de Malsa et caeterorum monasteriorum abbatum et multorum monachorum ejusdem Cisterciensis ordinis regni Angliae ad audiendum praedicta specialiter vocatorum, ac praesentibus testibus videlicet venerabilibus et discretis viris talibus et pluribus aliis ad hoc vocatis specialiter et rogatis. In quorum omnium testimonium et perpetuam memoriam futurorum praefatus dominus cardinalis mandavit mihi notario suprascripto ut de praedictis omnibus et singulis facerem publicum instrumentum, et sigillum suum auctenticum eidem appenderem instrumento.

Et ego Johannes de . . ., Tornacensis dyocesis, apostolica et imperiali auctoritate notarius publicus, praedictis ordinationi, statuto et decreto ac praemissis omnibus aliis et singulis una cum praedictis omnibus personis et testibus praesens interfui, et ea de mandato ejusdem domini cardinalis, ut praedicitur, legi et sollempniter publicavi, scripsi et in hanc publicam formam redegi, meoque signo consueto signavi et sigillum auctenticum praedicti domini cardinalis appendi de mandato ejusdem.

CCCXVI.

Vente de terres situées à Douvres par l'abbé des Dunes.

Universis praesentes litteras inspecturis frater dictus . . . . abbas, totusque, etc. Universitati Vestrae significamus quod cum venerabiles et reli-

giosi viri abbas et conventus de Dunis nostri ordinis, Morinensis dyocesis, haberent et possiderent in parrochia de .... quamdam curtem cum terris, redditibus, possessionibus, teneamentis et juribus quibuscunque spectantibus ad eamdem curtem, domos et mansos in Dovernia cum pertinentiis suis et juribus, item jus patronatus in praedicta parrochia et majores decimas currentes in parrochia supradicta, quae omnia sita sunt in archiepiscopatu Cantuariensi et in propria dyocesi archiepiscopi supradicti, praedicti abbas et conventus de Dunis uti sibi et monasterio suo commodiora et utiliora prospicerent et magis in posterum profutura, nobis abbati et conventui de Blox .... supradictis praefatam curtem suam, terras, redditus et possessiones, teneamenta omnia et jura spectantia ad eamdem, domos et mansos etiam sitos in Dovernia cum pertinentiis suis, juribus omnibus et teneamentis vendiderunt, tradiderunt et ex causa venditionis deliberaverunt, ac nobis monasterii nostri nomine se vendidisse et ex causa venditionis deliberasse recognoverunt, prout in litteris suis inde confectis, etc.

CCCXVII.

Lettre relative à la dispersion des religieux et religieuses des monastères de Flandre détruits par la guerre.

Talis salutem et fratribus indigentiam patientibus benignum subsidium non negare, prout ordo expostulat caritatis.

Ad Vestrae Discretionis volumus pervenire notitiam quod in nostro nuper praeterito generali capitulo facta fuit quaedam nobis commissio diffinitiva, cujus tenor sequitur in haec verba :

Eidem domino Clarevallensi committit generale capitulum ut monasteriorum conventus tam monachorum quam monialium de Flandria per guerras destructos dispergat per triennium, si viderit expedire.

Nos igitur virtute diffinitionis praedictae ac auctoritate paterna ad monasterium tale accedentes invenimus idem monasterium, quod non sine

gravi cordis anxietate referimus, ob usurarum voraginem et alia infortunia nobis evidentissime manifestata ac multiplicitatem debitorum necessario contractorum ad tale devenisse desolationis exterminium quod prae tenuitate temporalis substantiae, de bonorum intimo consilio auctoritate nobis in hac parte commissa, pro ejusdem relevatione monasterii conventum judicavimus dispergendum. Hinc est quod ad vos et domum vestram dilectum in Christo talem subdiaconum, latorem praesentium, pro dispersione cum vestium sufficientia ad vos mittamus gratia commorandi vos rogantes et auctoritate praedicta mandantes quatenus eundem recipere ac sacro monachorum vestrorum sociare collegio, sinceraque in Domino caritate tractare velitis, donec a nobis vel generali capitulo aliud receperitis in mandatis. Universis autem per quos transitum fecerit, exoramus quatenus eidem assistant in viae, vitaeque necessariis et praecipue provideant de vectura praesenti, etc. Datum.

CCCXVIII.

Donation à la porte de Thosan.

Universis, etc. Noverit universitas vestra quod dilecti nostri tales erga karissimam filiam suam talem, nunc scolarem de Nova......, Deo dante, monialem futuram ibidem, humanum et pium gerentes affectum pro ipsa filia sua, dederunt portae nostrae de Thosan tantum ad emendas terras vel redditus comparandos nostrae portae perpetuis temporibus valituros, quod tantum praedictam portam nostram plene et integre recepisse in bona et legali pecunia recognoscimus et fatemur, tali adjecta conditione quod portarius noster qui erit pro tempore, solvere tenetur et tenebitur dictae Mariae, quoad vixerit, annuatim quinque libras bonae et fortis monetae in Nativitate Domini et in Nativitate Beati Johannis Baptistae, aequalibus portionibus dividendas, ipsum portarium nostrum ad solvendum dictas...... libras praedictae Mariae firmiter obligantes annis sin-

gulis terminis supradictis. Et ne, quod absit, dicta Maria aliquando in posterum circa dictarum quinque librarum solutionem defectum seu detrimentum aliquod patiatur, assignationem inde ipsi facimus et facimus ad decem mensuras terrae tales. Praedictum quidem assignamentum pro porta nostra eidem Mariae ea tenus duximus faciendum quod singulis annis quibus ipsa, quod absit, defectum solutionis sustinuerit, ad censum seu proventum dictarum terrarum manus per se vel per quoscunque voluerit apponere, ipsumque censum seu proventum a censuariis dictae portae capere poterit et levare, suumque omnino facere pro tempore quo portarius defecerit a solutione, in utilitatem propriam libere convertendo et annis seu terminis quibus ratione defectus hujusmodi dictae Mariae vel ejus mandato memorati censuarii solverint, ab ipsis noster portarius penitus nil requiret, sed ipsos de tanto quietos et liberos observabit.

CCCXIX.

Lettre de Philippe le Bel relative à la détresse des religieux de Clairvaux.

Philippus, Dei gratia Francorum rex, ballivo Senonensi salutem.

Inter ceteras curarum fluctuationes quibus nostra sollicitudo distrahitur, hoc praecipue gerimus in desideriis et. . . . . ut ecclesiae et potissime regulares quae sub nostra ditione consistunt nostris temporibus grata pacis quiete gaudeant, praeserventur a noxiis et perversorum oppressa malitiis oportunis remediis releventur, ut earum personae Deo sub regulari observantia famulantes eo liberius obsequiis divinis vacare valeant et reddere Altissimo vota sua, quo per nostrae protectionis auxilium, quibuslibet semotis perturbationibus, majori se noverint tranquillitate gaudere. Sane ex insinuatione fideli religiosi viri abbatis monasterii Clarevallensis, quod inter cetera ordinis ipsius monasteria praeclarum et nobile reputatur, nobis innotuit quod ipsum monasterium tot et tantorum onere debitorum

sub usura et per contractus usurarios seu in fraudem usurarum a longe retroactis temporibus tam in nundinis Campaniae quam alibi contractarum opprimitur ita quod, nisi de celeri remedio provideatur, eidem ipsius monasterii servientes per diversa monasteria et loca varia dispergere miserabiliter oportebit, et per consequens in eo divinum officium, quod ibidem hactenus tam devote, tamque sollempniter celebratum extitit, omnino destrui, ipsumque monasterium ad irreparabilis desolationis miseriam devenire. Ipsius itaque pie compatientes dispendiis et jacturis ne tam nobile monasterium per usurarum voraginem ad tantum exterminium deducatur, ac etiam creditorum suorum indempnitati providere volentes, de nostrae potestatis plenitudine, auctoritate nostra regia et ex certa scientia duximus ordinandum quod abbas et conventus ejusdem monasterii universis et singulis creditoribus suis, quocunque obligationis vinculo, sive in nundinis Campaniae, sive auctoritate alia, teneantur, eisdem usque ad quinque venturos proximo annos et continue singulis annis quintam partem dumtaxat debitorum in quibus eisdem tenentur persolvant sive persolvere tenebuntur. Et ad habendum solutionem hujusmodi certam partem bonorum et proventuum suorum, de quibus commodius et facilius hujusmodi poterit haberi solutio, teneantur specialiter assignare primo termino solutionis hujusmodi quintae partis creditoribus faciendae in festo Nativitatis sancti Johannis Baptistae venturo proximo incoepturo, et sic de anno in annum in eodem termino quintam partem debitorum in quibus tenentur ad praesens, ita quod in quinto anno debita ipsa omnia integraliter sint soluta et religiosi ipsi ad faciendam solutionem hujusmodi fortius arceantur. Volumus atque statuimus quod, si ipsi in aliquo terminorum praedictorum, solutione dictae quintae partis fortasse defecerint duae partes omnium reddituum, proventuum et bonorum suorum quorumcunque per vos capiantur et saisientur, mandato alio super hoc minime exspectato, in solutionem ipsorum debitorum usuris cessantibus convertendae, tertia parte ipsorum bonorum ipsis pro sustentatione sua solummodo remanente, praescripta ordinatione nostra penitus non obstante. Mandantes vobis et specialiter committentes quatenus religiosos ipsos ad aliam solutionem faciendam de hujusmodi debitis suis quibuscunque suis creditoribus quam quae dicitur, vel solvendas usuras seu contractus usurarios complendos non permittatis per quemcunque seu quacunque auctoritate

compelli, vel pro quibuscunque obligationibus fidejussoriis inquietari, ac eorum bona per quemcunque capi, saisiri vel etiam arrestari durante dicto quinquennio, quam dilationem ipsis auctoritate nostra regia praedicta et de gratia speciali concedimus, ipsisque solutionem complentibus praetaxatam creditores ipsos pura sorte faciatis esse contentos. Damus autem omnibus et singulis justitiariis et subditis nostri regni et aliis quorum interest aut interesse potest, praesentibus in mandatis ut praesentem ordinationem nostram observent inviolabiliter et faciant observari, vobisque in praemissis et ea tangentibus pareant efficaciter et intendant.

Datum Parisius xx die martii anno Domini M° CCC° XIII°.

CCCXX.

Mandement d'un chanoine de Notre-Dame d'Anvers contre ceux qui usurpent les biens du monastère de Thosan.

Cantor ecclesiae Beatae Mariae Antwerpiensis, judex a domino papa delegatus ac etiam conservator privilegiorum abbatis Cistercii, ejusque coabbatum et conventuum universorum ordinis Cisterciensis, universis ecclesiarum praelatis, rectoribus, presbiteris et capellanis in Remensi et Coloniensi provinciis constitutis, ad quos praesentes litterae pervenerint, salutem in Domino.

Ex parte religiosorum virorum abbatis et conventus de Thosan, ordinis Cisterciensis, Tornacensis dyocesis, nobis est conquerendo monstratum quod licet ipsis per litteras Sedis Apostolicae sit indultum quod teneamur defendere ipsos abbatem et conventum contra invasores et detentores possessionum, rerum et domorum suarum ac debitorum suorum et injuriatores eorumdem, nichilominus tamen quamplures suae salutis immemores invadunt et perturbant dictos abbatem et conventum super domibus et possessionibus et rebus suis, ac etiam injuriantur ipsis super debitis et bonis eorumdem, in praejudicium nostrae jurisdictionis et dicto-

rum abbatis et conventus dampnum et gravamen, et praemissa adeo notoria sunt et manifesta quod non possunt tergiversatione celari et obmitti, ideoque vobis, auctoritate domini papae qua fungimur in hac parte, sub poena suspensionis et excommunicationis quas in vos ferimus in hiis scriptis, si in executione praesentis mandati negligentes fueritis aut remissi, districte praecipimus quatenus moneatis omnes invasores possessionum, domorum et rerum suarum ac etiam detentores debitorum, necnon et omnes illos qui in aliquibus casibus aliis injuriantur eisdem, quos lator praesentium vobis nominabit, ut infra septem dies post vestram monitionem dictos abbatem et conventum possessionibus, domibus, bonis et rebus ad ipsos spectantibus uti, frui et gaudere permittant, et ut ab impedimento, perturbatione et injuria eorum desistant, et ut eisdem de debitis ipsorum satisfaciant competenter et ablata restituant ipsi abbati et conventui sine custu et dampno eorumdum : alioquin praedictos invasores, debitorum detentores et injuriatores eorum, si in sacris fuerint constituti, ex tunc sine alterius exspectatione mandati et nominatim in facie ecclesiarum vestrarum, ubicunque necesse fuerit, publice a divinis suspendatis. Si vero layci fuerint, nominatim in facie ecclesiarum vestrarum et ubicunque necesse fuerit, excommunicetis et excommunicatos publice denuntietis. Et si praedicti invasores, perturbatores, debitorum detentores et injuriatores per septem dies in praedictis suspensione vel excommunicatione permanserint animo indurato, vos extunc sine exspectatione alterius mandati, villas et loca in quibus possessiones, domus et res ipsorum abbatis et conventus seu bona eorumdem invaduntur et detinentur, interdicto ecclesiastico supponatis, nisi praedicti invasores, perturbatores, debitorum et bonorum suorum detentores ac injuriatores eorum vobis causas praetenderint efficaces quare praemissa facere non debeant aut non velint, quibus praetensis citetis ipsos peremptorie coram nobis, sicut lator praesentium eos vobis nominabit, ad diem competentem seu dies competentes, ad voluntatem latoris praesentium, causas ostensuros et juri quantum debuerint parituros. Inhibentes nichilominus ballivo, subballivo ac omnibus aliis justitiariis de quibus fueritis requisiti, ut die, lite, causa seu causis coram nobis pendentibus inter ipsas partes aliquid innovent vel immutent, attemptent vel attemptare praesumant, aut etiam aliquid aliud faciant quod sit in praejudicium nostrae jurisdictionis et dictorum abbatis

et conventus dampnum et gravamen. Nomina vero suspensorum, excommunicatorum, citatorun et diem seu dies citationum nobis, si necesse fuerit, et quid inde feceritis, rescribendo, ita quod in hiis exequendis unus vestrum alium vel alios non exspectet, sub poena antedicta, non obstante eo quod vobis litteram domini papae bullatam et conservatoriam nostram propter viarum pericula transmittere non audemus, sed de eis parati sumus vobis copiam facere ad diem, si petierit pars adversa.

CCCXXI.

Lettre relative à l'opposition faite au mariage de Pierre Thoroud avec Élisabeth de Heke.

Cum super matrimonio quod adinvicem contrahere intendebant Petrus dictus Thoroud, parrochiae Sancti Michaelis, et Elisabetha dicto de Heke, parrochiae Sancti Jacobi, fidei dationibus more solito in manu presbiteri curati Sancti Jacobi praedicti factis, duobus bannis in facie Ecclesiae super dicto matrimonio proclamatis, quidam Johannes dictus Scakere pro Jacobo dicto Cupre ejus fratre et nomine ejusdem sui fratris denuntians, non se partem faciendo opposuerit, asserendo et allegando causam quare ad sollempnitatem dicti matrimonii inter dictos contrahere volentes non esset ulterius procedendum, ipsis contrahere volentibus et dicto opponente coram nobis citatis ad dictam diem, libello ex parte dicti Jacobi contra dictam Elizabetham et dictum Petrum, si sua crediderit interesse, oblato, liteque super eodem contestata ad supplicationem dictae Elizabethae nobis factam, vobis et vestrum cuilibet praecipiendo mandamus quatenus ad dictum Petrum personaliter accedentes inhibeatis eidem sub poena excommunicationis nostra auctoritate et centum marcharum argenti nobis ad opus reverendi in Christo patris domino Tornacensi episcopo solvendarum, ne cum aliqua alia a dicta Elizabetha aliquod vinculum matrimoniale contrahat aut se ad alia vota transferat aut contrahere seu transferre

praesumat, lite et causa praedictis pendentibus coram nobis. nec quicquam faciat, nec in aliquocunque procedat quod sit aut esse possit in praejudicium aut contemptum nostrae jurisdictionis et dictae causae dampnum seu gravamen, et, si in aliquo processerit, quod de procedendo ulterius totaliter desistat. Ita quod in hiis, etc.

CCCXXII.

Lettre de l'archevêque de Reims pour la réunion d'un concile provincial.

Petrus, miseratione divina Remensis archiepiscopus, venerabilibus in Christo fratribus . . . . . . Laudunensi, ... Noviomensi, ... Cathalaunensi, ... Belvacensi, ... Ambianensi, ... Morinensi. . . . . . . Tornacensi et . . . . . . Silvanectensi eadem gratia episcopis Remensis provinciae suffraganeis, salutem et sinceram in Domino caritatem.

Sancta et catholica mater Ecclesia suo sponso qui Christus est. ineffabilis amoris dulcedine copulata, suscepit ab ipso dotes amplissimas gratiarum ubertate foecundas, et specialiter inter eas beneficium libertatis. Et nos qui licet immeriti ecclesiarum omnium nostro creditarum regimini praesidemus, profundis circa eas vigiliis excitari debemus, ipsarum, quantum nobis permittit Altissimus, oppressionibus et dispendiis occurrendo, ne, quod absit, desit debitae sollicitudinis studium ubi pastorale tenemur injunctum nobis officium exercere. Cum itaque super diversis magnis et arduis statum et libertates ecclesiarum omnium et personarum ecclesiasticarum Remensis provinciae tangentibus vobiscum deliberare plenius et tractare, ipsasque ecclesias et personas a molestiis et incommodis praeservare, quantum cum Deo poterimus, affectemus, vobis mandamus quatenus nobiscum apud Compendium in crastino festi Beati Nicholai proximo venturo propter hoc personaliter convenire curetis, vestros familiares, consiliarios, jurisperitos adducentes vobiscum, capitula quoque ecclesiarum cathedralium vestrarum, necnon abbates vestrarum civitatum et dyocesum non exemptos

quilibet vestrum in suis civitatibus et dyocesibus ad dictos diem et locum studeat convocare, ut capitula videlicet per procuratores ydoneos, abbates vero personaliter nostro se eisdem die et loco conspectui repraesentent. Vobis nichilominus vicariis venerabilis fratris nostri G. Dei gratia Cameracensis episcopi nunc in remotis agentis, necnon decano et capitulo Suessionensi sede Suessionensi vacante tenore damus praesentium in mandatis quatenus vos vicarii, capitulum Cameracense et abbates non exemptos vestrae civitatis et dyocesis, vos vero, decane et capitulum Suessionense, super abbates non exemptos vestrae civitatis et dyocesis, ut coram nobis eisdem die et loco compareatis, capitulum vero per procuratores ydoneos, et abbates personaliter, ut dictum est superius, convocetis, et vos vicarii personaliter, vos Suessionense capitulum per ydoneos procuratores, ibidem dictis die et loco nichilominus intersitis. In signum autem mandati nostri recepti et executioni debitae demandati sigilla vestra vos omnes et singuli praesentibus faciatis appendi. Datum, etc.

Harum igitur auctoritate litterarum vobis mandamus quatenus quilibet vestrum ad abbates non exemptos sui decanatus, si eos invenire potuerit, alioquin ad monasteria sua personaliter accedat, et abbates, ut se ad praedictos diem et locum una nobiscum conspectui reverendi patris et domini nostri domini Petri, Remensis archiepiscopi, personaliter repraesentent, convocare et alias supradictum mandatum executioni debitae studeat demandare.

CCCXXIII.

Lettre de Gui de Dampierre, comte de Flandre, au cardinal Benoît Caïetan au sujet du siége épiscopal de Liége.

Reverendo in Christo patri ac domino spirituali domino Benedicto. Dei gratia, titulo sancti Martini presbytero cardinali, G. comes Flandriae et marchio Namurcensis, salutem et cum omni reverentia paratam in omnibus ad ipsius beneplacita voluntatem.

De vestrae benignitatis affluentia plenam gerentes fiduciam, ad ipsam,

pro nostris et nostrorum negotiis, tanto fiducialius recurrimus quanto in eisdem ipsam favorabilem semper invenimus et benignam. Cum itaque Leodiensis ecclesia cujus pax et honor atque bonus status nobis sunt cordi, nec immerito, jam quasi vacavit plusquam per triennium, per duorum electorum discordiam, unde ipsa ecclesia, tam in temporalibus quam in spiritualibus laesionem patitur et non modicum detrimentum, nostraque intersit ibidem bonum habere praelatum : nos qui ejusdem ecclesiae feodales sumus et infra terminos ipsius dyocesis nostrum comitatem Namurcensem tenemus, considerantes alterius electorum videlicet domini W., praepositi Lovaniensis industriam, honestatem vitae, claritatem sui generis, necnon eminentiam scientiae qua pollere dicitur, Vestram Paternitatem reverendam affectuose requirimus et rogamus quatenus divino intuitu et nostrorum precaminum interventu, habita consideratione ad praemissa, dictum praepositum et electionem de se factam recommendatam habentes, ipsum, immo nos in ipso quantum ad electionem hujusmodi, apud sanctissimum patrem et dominum nostrum favorabiliter dignemini promovere. Credimus siquidem firmiter et tenemus quod per ejus industriam et suorum auxilium, paci et tranquillitati ac utilitati ipsius ecclesiae Leodiensis et toti patriae magis quam per ejus adversarium debeat provideri. jura quoque et jurisdictiones dictae ecclesiae conservari, nec mirandum sit apud vos, pater care, quod pro altero electo domino Guidone nepote nostro non rogamus quia sapientes nostri et in jure periti qui sciunt processum suae electionis et etiam modum confirmationis et quomodo se eligi procuravit, nobis asserunt pro constanti eumdem penitus nullum jus habere in electione praedicta, et si, quod absit, Leodiensi praeficeretur ecclesiae, nos et terram nostram incessanter impugnaret pro viribus, prout ejus opera exemplo perniciosa quae contra nos et terram nostram fecit, postquam illicentiatus de curia recessit, evidenter ostendunt, quamquam vobis et curiae suggesserit quod pro bono pacis Leodiensis ecclesiae et patriae habebat necesse reverti, quod omnino est contrarium veritati. Provideat igitur in hoc casu sic Vestrae Dominationis prudentia, dum tempora sunt ad hoc apta, ne per culpam dicti nepotis nostri, nos aut nostra jura in posterum offendantur, et ne propter offensam hujusmodi vindicandam, contra Leodiensem ecclesiam, quam revereri et diligere volumus et tenemur, nobis invitis detur materia insurgendi. Et certe credere non possumus, nec debe-

mus quod sacrosancta romana Ecclesia, omnium pia mater, ad quam devotionem gerimus indefessam, nostrorum progenitorum semitas imitando, velit nobis adversarium snscitare, qui singularum ecclesiarum terrae nostrae pacem quaerimus et commodum libenter procuramus, quae quidem sic cuncta novit ardua disponere, futura praecavendo pericula, ut ex ejus consueta providentia salutare remedium subsequatur.

Cum incrementis felicibus valeat in Domino Vestra Paternitas reverenda.

CCCXXIV.

Vente d'une habitation et de plusieurs arpents de terre à la porte du monastère des Dunes.

Universis, etc. Vestra noverit Universitas quod cum monasterium nostrum tantorum sub usura et alias urgentium debitorum sarcina premeretur, quod nisi de celeri remedio provideretur eidem ad irreparabilis desolationis miseriam, quod anxii et dolentes referimus, foret verisimiliter perventurum, propter quod concessa nobis per reverendos in Christo patres dominos Conradum de Claravalle et Willelmum de Dunis venerabiles abbates, super relevatione monasterii nostri praefati commissarios a generali nostro Cisterciensi capitulo in potestate ordinis plenaria deputatos, licentia et facultate, bonis aliis deficientibus, quaedam immobilia distrahendi, inter quae bona nostra de Nova-Ecclesia prope Oestburgh comprehenduntur, advertentes sollicite quod dicta bona a longe retroactis temporibus ex collatione et elemosina specialium nostri monasterii amicorum habita fuerant et possessa, et vix sine scandalo poterant omnino in alienos transferri, quodque promptos emptores, ut poscebat nostra urgens necessitas, de dictis bonis invenire ad praesens faciliter nequibamus, unanimiter rogavimus dilectum tunc portarium nostrum fratrem Franconem quatenus ad vitanda praemissa et ut nobis dilationem non sustinentibus deberet citius subveniri, memorata bona comparare vellet ad opus portae

seu elemosinae nostrae pro sustentandis pauperibus qui perpetuo confluunt ad eamdem. qui portarius noster, non tam dictae portae utilitate quam nostri monasterii gravi necessitate pensatis, licet eorumdem bonorum pretium esset per ipsum laboriosius et dispendiosius, nostri profectus intuitu procurandi, benigniter acquievit. Quapropter communi delibetione praehabita, omnium nostrum ad hoc concordi et unanimi accedente consensu, virtute licentiae nobis per dictos reverendos patres dicti generalis capituli auctoritate concessae, prius tamen per ipsos super hoc nostra diligenter indagata necessitate non minima et compta, bene et legitime. sine aliqua exceptione juris vel facti, jure proprio in perpetuum vendidimus et tradidimus praefato fratri Franconi, nostro tunc portario, ementi et recipienti nomine dictae portae ad opus et usum pauperum perpetuo confluentium ad eamdem, praemissa bona nostra de Nova-Ecclesia, videlicet curticulam quamdam cum aedificiis et mansibus inibi constitutis. et circiter quadraginta quatuor mensuras terrae quitae et liberae adjacentis ab occidentali et aquilonari parte ecclesiae supradictae, et aliis partibus et lateribus, si quae fuerint, quamlibet mensuram dictae terrae, adjunctis sibi aedificiis et mansibus praenotatis, pro pretio decem librarum parisiensium. quod capit in summa quadringenta et quadraginta libras parisiensium praedictorum. Et hoc quidem pretium nos a portario nostro praedicto. nomine dictae portae, habuisse et recepisse ac nobis integre datum, solutum et numeratum esse et in evidentissimam monasterii nostri utilitatem conversum plenissime confitemur, exceptionibus non dati nobis. non soluti et non numerati pretii, omnique alii auxilio juris canonici vel civilis, auxilio etiam quod competit circumventis ultra dimidiam justi pretii renuntiantes omnino, donantes etiam ex certa scientia dictae portae nostrae irrevocabiliter si quid res nunc plus valet aut in futurum forsitan plus valebit, et transferentes omne jus et proprietatem quod et quam in dictis bonis habuimus vel habere potuimus, in nostram portam seu elemosinam supradictam, ac in perfectae translationis signum instrumenta super dictis bonis habita et confecta eidem duximus resignanda, nullum nobis sed dictae portae tantummodo suffragium praestitura : promittentes pro nobis et nobis in posterum successuris dicta bona, prout superius sunt expressa, tam in possessione quam in proprietate legitime garandizare et defendere contra omnes. et omnia et singula supradicta firma perpetuo et

rata habere et tenere, et non contra facere vel venire per nos vel alios aliqua causa vel ingenio de jure vel de facto quomodolibet in futurum. Ad majorem etiam praesentis negotii firmitatem per praesentes supplicamus humiliter reverendis patribus et commissariis antedictis quatenus dictam venditionem et omnia alia et singula praenotata ratificent et approbent et ea auctoritate dicti capituli sibi in hac parte commissa corroborent et confirment, statuentes et ordinantes auctoritate praedicta quae ad omnium et singulorum praedictorum observantiam perpetuam noverint opportuna.

CCCXXV.

Lettre relative à la saisie par le comte de Flandre des arbres abattus par l'ordre de l'abbé de ......

Discretioni Vestrae significamus quod illustris princeps et dominus noster dominus comes Flandriae saisitionem seu sequestrationem de excisis per religiosos viros abbatem et conventum de....... arboribus sui nemoris seu loci nemorosi spectantis ad curtem suam de......., ipsis renitentibus et invitis, non habens ecclesiastici superioris mandatum, jussit fieri, quantum in ipso extitit cum effectu, occasione decimae praedialis quam religiosi viri abbas et conventus....... de dicto loco seu nemore asserunt sibi deberi, contrarium asserentibus ipsis de Thosan, asserentibus quoque in possessione vel quasi juris hujusmodi dictos gaudentes nunquam extitisse, patriae quoque consuetudinem generalem, et Cisterciensis ordinis privilegiis eisdem gaudentibus et quibuscunque aliis petitoribus esse contraria et semper fuisse usque ad tempora hodierna. Et quia praemissa notoria sunt et manifestata, vobis tenore praesentium intimamus, si forsitan dicti abbas et conventus de Thosan vestrum duxerint super hiis defensionis praesidium implorandum, ex animo vos rogantes quatenus praedictum abbatem de Thosan, pietatis intuitu et zelo justitiae quem ad ordinem nostrum credimus vos habere, benigne et amicabiliter, sicut tenemini, in praedicto negotio assistatis.

CCCXXVI.

Lettre relative au vol d'un martyrologe.

Vobis et cuilibet vestrum cum cordis amaritudine duximus referendum quod quidam, timore Dei postposito, salutem animarum vilipendentes, in ecclesia et monasterio librum quemdam nostrum et ad ecclesiam nostram pertinentem, qui vulgo dicitur martirilogium, furtim ceperunt et asportaverunt. Qui liber necessarius nobis erat, utilis et proficuus et multorum in se continens memoriam defunctorum qui nobis et ecclesiae nostrae pro suis anniversariis faciendis multas et largas donationes fecerunt et ex speciali devotione contulerunt. Ad cujus libri recuperationem, talem, exhibitorem praesentium, ad vos sub debito caritatis destinamus, supplicantes quatenus in ecclesiis et locis vestris subditos vestros monere velitis super dicto libro ut ipsi sub poena canonica infra certum tempus referant veritatem, si quid de dicto libro audierint vel explorarint et poterint explorare, nos super praemissis, qui erga inventores liberales esse volumus, prout commodius potueritis, certificantes.

CCCXXVII.

Lettre à l'abbé de Cîteaux sur les obstacles qui, par suite de la guerre, empêchent les abbés de Flandre de se rendre au chapitre général de l'ordre de Cîteaux.

Reverendis patribus et in Christo plurimum venerabili domino abbati Cisterciensi, totique conventui abbatum capituli generalis, talis totius honoris et reverentiae plenitudinem cum salute.

Dirae amaritudinis calice ex guerrarum commotionibus hiis temporibus, permittente Domino, nostrarum partium incolis propinato, earumdem fines

egredi aut commissum nobis locum deserere, acturi remotius, absque gravi rerum jactura, vitaeque periculo non possemus, licet, priusquam hujusmodi supervenirent commotiones quae nunc urgere durius et asperius dinoscuntur, firmum habuerimus propositum nos sanctissimae congregationis vestrae collegio praesentandi. Quare supradicta tam per venerabilem patrem talem quam per tenorem praesentium ad Vestrae Sanctitatis notitiam producentes, Reverendissimae Paternitati Vestrae devote et humiliter supplicamus quatenus absentiam, quam non voluntas sed manifesta inducit impossibilitas, ex causa praetacta habere dignemini favorabiliter excusatam.

CCCXXVIII.

Le comte Robert de Flandre autorise la vente de certaines terres par le monastère de Thosan.

Nos Robertus, comes Flandriae, notum facimus universis quod cum dilecti nostri viri religiosi abbas et conventus monasterii de Thosan, ob urgentem necessitatem suam, ut universis creditoribus suis satisfacerent et se ab usurarum voragine liberarent, terras quasdam in diversis partibus sub districtu nostro jacentes vendiderint et distraxerint ac praedicta necessitate compulsi extra manum suam posuerint et ponent usque ad quingentas mensuras terrae fertilis et arabilis, nobisque humiliter supplicaverint ut, cum melior fortuna eisdem arriserit, tot terrarum mensuras ut prius infra districtum nostrum acquirere valeant pro suo monasterio et pacifice possidere, nos eorumdem abbatis et conventus necessitati compatientes et ipsum monasterium, quantum ad statum bonorum, suorum redintegrare favorabiliter cupientes, pro nobis et nostris successoribus Flandriae comitibus eisdem concedimus ut, cum ad pinguiorem fortunam pervenerint, tot terrarum mensuras quae non sunt feodales, ubi commodius potuerint, acquirant et possideant, dum tamen mensuras terrae praedictas vendiderint personis non privilegiatis et nobis pleno jure subjectis, salvo etiam in

dictis terris acquirendis jure nostro, si quid hujusmodi terrae ad aliqua brevia nostra solverint vel aliorum.

CCCXXIX.

Lettre de l'official de Tournay au sujet de la plainte de l'abbé de....... contre les vexations des échevins et des juges laïques du Franc de Bruges.

Officialis Tornacensis omnibus presbiteris et capellanis in dyocesi Tornacensi constitutis ad quos praesentes litterae pervenerint, salutem in Domino.

Gravem querimoniam recepimus ex parte religiosi domini abbatis monasterii de......., ordinis Cisterciensis, Tornacensis dyocesis, nomine sui monasterii nobis delatam, continentem quod Laurentius...... dictum abbatem religiosum virum et ecclesiasticum vexavit et vexat indebite et molestat per scabinos et laycalem justitiam Franci Officii Brugensis, ab ipso abbate et bonis suis dicto monasterio a Christina, filia clerici de Catheem, in puram elemosinam collatis, talliam indebitam exigendo et extorquendo, et pro ea extorquenda adjornationes, in causam tractiones, processus et cohertiones temporales contra dictum abbatem graviter opprimendo et fatigando infra dyocesim Tornacensem, in praejudicium et contemptum ecclesiasticae libertatis, privilegii clericalis, nostrae jurisdictionis, dictique abbatis et monasterii praedicti dampnum, injuriam et gravamen, unde, cum hujusmodi personae religiosae ecclesiasticae jurisdictioni subsint immediate cum effectu, laïcisque super personis et rebus ecclesiasticis nulla sit attributa facultas, dictusque abbas offerens se paratum pro se et dicto monasterio suo coram stare juri, nobis humiliter supplicaverit sibi in praemissis subveniri: hinc est quod nos ejus justae supplicationi annuentes, parati unicuique justitiam exhibere, vobis omnibus et singulis in virtute sanctae obedientiae et sub poena canonica firmiter et districte praecipiendo mandamus quatenus statim visis litteris personaliter accedentes,

ubi propter hoc fuerit accedendum, tam dictum Laurentium quam praefatos scabinos et laïcalem justitiam diligenter moneatis primo, secundo et tertio, uno peremptorio pro omnibus, ut indilate post vestram monitionem sibi factam a praedictis vexatione, molestatione, talliae extortione, nisu, adjornatione, in causam tractione, processu, cohertione, factione, oppressione, fatigatione et eorum prosecutione cessent penitus et desistant, ea et quicquid ex eis vel ob eos contra dictum abbatem et ejus monasterium indebite secutum est et actum, revocent et annullent, revocari et annullari faciant et procurent sine custu et dampno ejusdem abbatis cum effectu, prout decet, alioquin ipsos monitos quos super praemissis interrogetis, si praemissa recognoscentes facere non curaverint aut vobis super eis respondere recusaverint seu noluerint, dictaeque monitioni non paruerint cum effectu, quos propter hoc in hiis scriptis excommunicamus, excommunicatos nuntietis, nisi causam coram vobis praetenderint efficacem quare hoc facere non teneantur vel non velint, quam si praetenderint vel praemissa negaverint, citetis ipsos peremptorie Tornaci coram nobis ad feriam quintam post festum Beatae Mariae Magdalenae contra dictum abbatem seu ejus procuratorem dictam causam ostensuros et prosequuturos, necnon super praemissis et ea tangentibus, si opus fuerit, responsuros et processuros, prout de jure fuerit procedendum. Et inhibeatis praedictis monitis et citatis ac aliis omnibus et singulis de quibus fueritis requisiti, sub poena excommunicationis ac omni poena canonica, ne monitione, citatione, die, inhibitione, lite et causa pendentibus coram nobis, aliquid contra dictum abbatem aut ejus monasterium innovent, immutent, statuant, judicent, decernant, in aliquo procedant, quicquam faciant vel attemptent, quod sit vel esse possit in praejudicium vel contemptum ecclesiasticae libertatis et nostrae jurisdictionis, dictique abbatis dampnum seu gravamen, et ea quae de praemissis acta fuerint, dictorumque monitorum et citatorum responsiones nobis liquide rescribatis, ita quod in hiis exequendis unus vestrum alium vel alios non exspectet.

Datum anno Domini, etc.

CCCXXX.

Le pape Jean XXII engage les communes flamandes à prendre part à des négociations pour la paix.

—

Johannes episcopus, servus servorum Dei, dilectis filiis universis burgensibus, scabinis et communitatibus villarum totius comitatus Flandriae ac eorum procuratoribus seu nuntiis, ad quos praesentes litterae pervenerint, salutem et apostolicam benedictionem.

Gaudenter audivimus et delectabiliter recensemus quod vos tractatum quemdam ab olim assumptum cum clarae memoriae Ludovico rege Franciae et Navarrae, de concordia inter ipsum et vos solide reformanda, solicite prosequentes cum karissimo in Christo filio nostro Philippo, regnorum ipsorum rege illustri, pro ipsius perfectione tractatus debetis coram ipso rege certa die Parisius comparere. Verum quoniam ad hoc antiquus hostis innititur, ad hoc frequentissime suas tendit insidias, ad hoc interdum se periculose in lucis angelum transfigurat ut perturbet pacis optandae consilia et zizaniorum spargat semina et sparsa foveat et conservet, nos, tam de ipsius regni Franciae ad quos originis ratio nos specialiter afficit, quam dicti regis in quo Romanorum mater Ecclesia singularis devotionis promptitudinem et nos affectum reverentiae filialis evidenter repperisse laetamur, votiva tranquillitate, necnon de vestra salute solliciti, et nichilominus compatientes ex intimis Terrae Sanctae quae ad dictis regis post Deum singulare suffragium exspectationis taedio fatigata suspirat, et propterea ipsius hostis humani generis litium amatoris volentes iniquis in hac parte conatibus, totis viribus, omnique cautelae studio, obviare, universitatis vestras rogandas, monendas duximus et hortandas in Domino Jhesu Christo, sano vobis consilio suadentes quatenus imminentibus vobis ex discordiae seu guerrae continuatione, animarum, corporumque periculis et lapsibus facultatum, discreta mediatione, pensatis, circa perfectionem tractatus ipsius sic vos laudabiliter gerere studiatis quod ipse vobiscum pie agere ac vos admittere solide ad regalis benivolentiae gremium inclinetur, nec acquiescatis perversis suggestionibus aliquorum qui de hac

guerra seu discordia fortasse gauderent desiderantes in mari turbato piscari, et qui vos in necessitate desererent et de vestra confusione seu praecipitio non curarent, quin potius rei exitum provide metientes, iniquis talium suasionibus omnino rejectis, pacis ineatis consilia et ad ipsius regis fidelitatem et obedientiam redeatis. Si enim non tantum in verbis et fictis applausibus, sed per efficaciam operum et eorum perfectionem quae in tractatu devenere praedicto, ea quae pacis sunt ostenderetis in vestris esse cordibus radicata, pax ipsa quae solum promittitur illis qui bonae per omnia voluntatis existunt, vobis sicut honorificata occurret, nosque qui hoc ipsum gratum habebimus admodum et acceptum, pro hujusmodi nostrae exhortationis exauditione devota, vos apostolici favoris gratia prosequi in vestris oportunitatibus inducemur, et ecce super hiis per apostolicas scribimus litteras dicto regi, et nichilominus pro hiis et aliis negotiis peragendis sollempnes nuntios nostros, videlicet venerabilem fratrem nostrum ..... archiepiscopum Bituricensem, et dilectum filium fratrem .... magistrum ordinis Praedicatorum, viros utique probatae circumspectionis et fidei, pacis et concordiae zelatores, exhibitores praesentium, ad partes illas praesentialiter destinamus, quibus per vos, in hiis quae ex parte nostrae vobis circa praemissa retulerint, fidem petimus credulam adhiberi. Datum Avenioni, etc.

CCCXXXI.

Vente à la porte de l'abbaye de Thosan de terres situées au métier de Hulst.

Universis praesentes litteras inspecturis, frater Nicholaus dictus abbas, totusque conventus monasterii de Thosan, salutem et omnimodam noscere veritatem.

Vestra noverit Universitas quod reverendus in Christo pater dominus Matheus, venerabilis abbas Claraevallis, ad relevandum monasterium nostrum praedictum a miserabili usurarum voragine et aeris alieni sarcina

per distractionem bonorum immobilium seu alias, commissarius a nostro generali Cisterciensi capitulo in plenaria potestate ordinis deputatus, attendens relevationis moram in praemissis dampnosam, quodque deficientibus mobilibus nulla liberationis via pateret alia quam per distractionem hujusmodi, assistentibus sibi venerabilibus talibus abbatibus, communicato eorumdem consilio, auctoritate sibi in hac parte commissa, nobis licentiam et plenam contulit facultatem quod ob causam praetactam bona immobilia usque ad valorem mille librarum distrahere, alienare et in quoscunque emptores transferre possimus, prout viderimus oportunum. Nos igitur hujusmodi freti licentia et facultate nobis in hac parte concessa, sufficienti tractatu praemisso, ut decuit, et consilio congruenti, bene et legitime ob necessitatem praedictam jure proprio in perpetuum vendidimus dilecto portario nostro fratri Franconi ad opus portae nostrae et pauperum qui perpetuo confluunt ad eamdem tot mensuras terrae quitae et liberae jacentes in officio et parrochia de Hulst, in poldro qui dicitur Voghele, quamlibet mensuram pro VII libris, quod capit in summa tot libras, unde nobis a portario praedicto jam plene extitit et integre satisfactum, exceptioni non dati nobis, non soluti et non numerati pretii seu in evidentem monasterii nostri utilitatem non conversi, omnique alii auxilio juris canonici vel civilis consuetudinis, cujuscunque privilegii a quocunque impetrandi vel jam forsitan impetrati, auxilio etiam quod competit circonventis ultra dimidiam justi pretii, renuntiantes omnino, et transferentes jus omne et omnem proprietatem quod et quam in dictis terris habuimus vel habere potuimus, in nostram portam seu elemosinam supradictam, promittimusque pro nobis et nostris successoribus dictas terras praefatae portae ad opus pauperum praedictorum tam in possessione quam proprietate legitime defendere, contra omnes garandizare et expedire, ac praedictas venditionem et traditionem, necnon omnia et singula supradicta perpetuo firma et rata habere et tenere et non contra facere vel venire per nos vel quoscunque alios aliqua arte, causa vel ingenio de jure vel de facto quomodolibet in futurum. Ad quae omnia et singula nos et successores nostros bona fide in perpetuum obligamus, hoc salvo duntaxat quod si aliquando in posterum nos vel successores nostros dictae portae nostrae, ad opus praedictorum pauperum qui perpetuo confluunt ad eam, XLVII libras bonae et fortis monetae annui et perpetui redditus vel alia hereditaria

bona, unde ipsa porta seu elemosina nostra XLVII librarum praenotatae monetae annis singulis percipere valeat et habere ad judicium et arbitrium visitatoris nostri sufficienter infra de Brugis et de Hulst officia seu territoria conjunctim vel divisim jure proprio assignaverimus, deliberaverimus et tradiderimus cum effectu, dictae terrae omnes ad nos cum omni jure possessionis et proprietatis libere revertentur.

CCCXXXII.

Lettre relative à l'adhésion donnée par l'abbé des Dunes au comte de Flandre dans son appel contre le roi de France.

Universis quibus has litteras praesentari contigerit, tales ac tales salutem et semotis vanis suggestionibus veritati fortius inhaerere.

Cum quidam, sicut accepimus et unde dolemus, animo detrahendi, venerabili ac religioso viro domino . . . . . . abbati de Dunis, Cisterciensis ordinis, insurgant, ipsum exquisitis malitiis et fraudibus apud majestatem regiam et ordinem suum seu ordinis sui majores et superiores graviter diffamando, super eo quod adhaesisse dicatur cuidam appellationi seu provocationi ex parte illustris domini comitis Flandriae interpositae contra interdicti sententiam occasione illustrissimi domini regis Franciae forsitan tunc ferendam, quodque se aliis praetulerit et notabilius gesserit in hoc facto, Universitati Vestrae significamus quod cum Brugis quaedam convocatio fieret omnium praelatorum de Flandria ut consentirent et adhaererent appellationi seu provocationi domini comitis supradicti, a qua nullus se subtrahere cum pace poterat qui vellet in Flandria permanere, idem dictus abbas post varios tractatus ab aliis praehabitos supervenit mandatus sicut alii et vocatus, intelligensque qualiter omnes concordaverant et adhaeserant appellationi seu provocationi praedictae, duxit, ut habebat necesse et quod vitare nequibat, similiter adhaerendum, nil ultra alios convocatos ibidem faciens, consulens vel consentiens aut quicquam proferens quod in depres-

sionem celsitudinis regiae vergeret aut alterius cujuscunque, seu quod eidem singulariter extra omnes alios ad poenam vel culpam quoquo modo poterat imputari. Igitur ipsius domini abbatis innocentiam cognoscentes, ne ipse innocens nocenter a nocentibus laceretur, aut veritas, quod absit, falsitate suggesta confusa succumbat, seriem hujus facti praesentis scripti insinuatione duximus declarandum ut hujusmodi suggestorum repellatis fallacias et aures avertatis consultius ab eisdem.

CCCXXXIII.

Lettre de Nicolas, abbé de. . . . . à l'abbé de Clairvaux au sujet du payement de la dîme.

Reverentissimo patri ac domino sibi praecordialiter diligendo domino... venerabili abbati Claraevalensis devoti sui frater Nicholaus dictus abbas etc., salutem et tam paratam quam debitam in omnibus reverentiam cum honore.

Intellecto quod aliqui causentur et nos infestare conentur indebite super insufficienti solutione regalis decimae seu non plena, reverentissimam Paternitatem Vestram cupimus non latere quod dudum priusque ordini decimam solveremus praedictam nostrae Tornacensis dyocesis collectoribus bonorum nostrorum quae non multa in regno Franciae possidemus, viribus aestimatis, solvere consuevimus pro annis singulis L libras parvorum Turonensium, de quibus contenti fuerunt et se tenebant optime pro pagatis. Insuper super portione contributionum ordinis quas venerandus pater et sui nobis, habito respectu de moneta Turonensi ad ipsam Parisiensem, imponere consueverunt, conquerimur, cum rata bonorum, si fieret justa aestimatio, tantum nullatenus importaret. Quare, reverende, etc.

CCCXXXIV.

Lettre d'un étudiant de Paris.

—

Dilecto suo..... monacho..... talis..... inutilis studens Parisius salutem bene comedendo, melius bibendo, optime dormiendo promereri. Noscat dilecti statum dilectus prosperum per omnia, rectum in omnibus, fortunatum ad omnia, unde gratias omnium largitori, consimiliterque scribat dilectus meus mihi, ut ego illi, statum diu desideratum, quia quem diligo semper, inter ubera mea commorabitur. Hoc sciat dilectus meus. Cum adhuc esset commansionarius noster, intellexi quod multum timuit claustraliter vivere. Non formident scapulae fortissimi portare quod debilissimus, videlicet a terra levare pondus quidem claustrale. Hoc potest claudus portare, infirmus sustinere, multoque melius hoc ipsa Parisiensis conscientia portabit, cum ad memoriam revocabit multas negligentias, multosque monasticae religionis horrores quos in thalamo suo interiori nondum timuit hospitari. Karissimus meus non timeat, sed gratanter recipiat mala, cum de manu Domini bona suscepit. Si enim bona de manu Domini suscepimus, mala quare non sustinebimus? si dilectus meus sorbitiunculas incorporavit, pultes quare non manducabit? si juvenis anseres libenter comedit, olus simplex et vetus quare non comedet? si mutones, quare non ova? si cuniculos, quare non caseum? si carnes bovinas, quare non lac vitulinum? Non est qui respondeat ad problema. Erit ergo sic ut posteriora prioribus respondeant, dura mollibus, mala bonis. Vale.

CCCXXXV.

Lettre de l'abbesse de...... Elle demande que son monastère soit uni à l'ordre de Citeaux.

Reverendis et in Christo karissimis patribus domino...... Cysterciensi, caeterisque abbatibus in sancto Cysterciensi capitulo congregatis, soror..... abbatissa...... salutem et sic congregare disgregata ut Spiritu Sancto probemini congregati.

Cum nos natura et sexu fragiles divinae dignationis gratia convocarit, et defectibilitas nos instiget ad defectum potius quam perfectum, sicque defectio immo perditio nobis et domui nostrae immineat, nisi visitatorum, correctorum et instructorum remigio fuerimus gubernatae, insuper cum ab episcopis et nostri ordinis abbatibus tantum elongemur quod nullum desideratum et devotissime postulatum possimus visitationis et incorporationis beneficium optinere, ad vestrae sanctissimae vinculum caritatis unitivum, Cysterciensis videlicet ordinis unitatem, anhelantes, singulariter et ardenter toto humilitatis et devotionis affectu prostratae, humiliter imploramus ut corpori vestrae religionis sanctissimae adunemur, vestrae defensionis pallio protegamur et correctivae visitationis lima perpetue emendemur, ut ex multis, multorumque per vos procuratis salutibus et periculorum demptis timoribus in aeternitates perpetuas praefulgentes mereamini in futuro pulcrificari amplius et remunerari multiplicius, multo lucrato agmine beatorum, Valete. Nosque protegite quo utimini pallio caritatis, ne, quod absit, nostrae imminens manifestum perditionis periculum Vestrae Sanctitatis tumulo generet offendiculum in conspectu Illius qui exemplo et verbo praecepit perdita quaerere, errantia reducere et insuper debilia solidare. Valete. Datum, etc.

CCCXXXVI.

Lettre des abbés de Thosan et de Baudeloo sur les malheurs de la Flandre.

Reverendis in Christo patribus, domino abbati Cisterciensi, totique conventui abbatum capituli generalis, fratres N. de Capella in Flandria, Jo. de Bodelo dicti abbates, et Jo. dictus prior de Dunis, salutem cum omni qua possunt reverentia et honore.

In partibus Flandriae, sicut Vestram Paternitatem credimus non latere, tam dira et gravis guerrarum commotio est suborta quod magna pars dictae terrae flammarum voragine sit vastata ac ipsius incolae bonis omnibus sint penitus denudati, et quos nondum pestis tetegit, eisdem videatur verisimiliter imminere, a quibus secularis potestas pro suis alendis exercitibus tantum accipit quod nec creditoribus suis satisfaciendi, nec vivendi habebunt saltem tenuiter facultatem, a nobis autem praecipue quorum substantia magis existit prae manibus, utpote in blado et animalium nutrimentis, quibus etiam, si in aliquo gravaremur ulterius, mendicandi incumberet necessitas cum versus Franchiam sive Alemanniam refugium aut securus accessus non pateat in praesenti. Quare Reverentiam Vestram humiliter imploramus quatenus nobis attritis et afflictis compatientes et nostram impossibilitatem benignius attendentes, a quibuslibet taxationem seu impositionem oneribus habere dignemini misericorditer excusatos.

Valeat in Domino Vestra Reverenda Paternitas tempore longiore.

CCCXXXVII.

Mandement de Jean, abbé d'Eeckhout à Bruges, contre les usurpateurs des biens du monastère de Thosan.

Johannes, Dei permissione abbas de Echout in Brugis, defensor bonorum et rerum ad monasterium de Thosan, Cisterciensis ordinis, Tornacensis dyocesis, exspectantium, et suarum personarum, universis presbiteris, capellanis et clericis ad quos praesentes litterae pervenerint, pro excommunicatione facienda ex dictorum de Thosan nostro nomine requisitis, auctoritate apostolica deputatus, salutem in Domino.

Auctoritate qua fungimur, vobis omnibus et singulis in virtute sanctae obedientiae et sub poena suspensionis et excommunicationis quam exnunc ut extunc ferimus in rebelles, praecipiendo mandamus quatinus inhibeatis omnibus atque singulis, cujuscunque dignitatis, conditionis aut status existant, qui aliquid in bona, res aut personas dictorum de Thosan praejudiciale ipsis attemptare vel velle facere videbuntur, ne quidquam faciant vel attemptent, tacite vel expresse, vel fieri quoquo modo procurent quod fuerit in nostrum, immo verius in Sedis Apostolicae praejudicium et dictorum de Thosan dampnum, injuriam vel gravamen aliquod, aut in ullam molestiam eorumdem, et quibus feceritis talem inhibitionem moneatis eosdem legitime ut pareant inhibitioni hujusmodi, quam legitimam fore notorium est negari non posse. Si quoque aliquid contra de facto potius quam de jure fecerint, illud penitus revocari procurent et revocent quantum in eis fuerit cum effectu. Si vero inhibitioni et monitioni praedictis parere neglexerint et nobis quoque seu potius Sedi Apostolicae in praemissis vel praemissorum aliquo cum effectu seu operis efficacia non curaverint obedire, illos et omnes et singulos quos, ob dictos eorum contumaciam, si contigerit eam, quod absit, fieri, excommunicamus exnunc ut extunc tenore praesentium in hiis scriptis, excommunicatos publice, ubicunque et quandocunque requisiti fueritis, denuntiare curetis. Si vero aliqui excommunicatorum sint inter caeteros quasi notabiles, nobis eorum nomina rescribatis, ut gravius contra eos procedere

habemus, villas seu loca in quibus dictorum de Thosan res seu bona quaecunque ad eos spectantia eis nolentibus et invitis detenta fuerint, et donec ibidem taliter detenta exstiterint, interdicti sententiae supponatis. In hiis exequendis unus vestrum alium seu alios non exspectet sub poena antedicta, sed primo requisitus debite et fideliter exequatur. Datum, etc.

CCCXXXVIII.

Mandement relatif à l'entrée des femmes dans les fermes de l'ordre de Citeaux.

J. divina permissione, etc. Ex parte religiosorum virorum abbatis et conventus de Thosan graviter est nobis conquerendo monstratum quod, licet nos auctoritate conservatoria sub poena excommunicationis latae sententiae in hiis scriptis inhiberi mandavimus ut nulla mulier, cujuscunque dignitatis aut status existeret, curtes ordinis Cysterciensis contra inhibitionem Sedis Apostolicae ingrederetur, nobisque per litteras et sigilla tunc temporis decani . . . . . . aliorumque presbiterorum pro certo constet hujus nostrum mandatum fuisse plene et debite executum, nonnullae tamen tales et tales claves sanctae matris Ecclesiae contempnentes praedictas curtes contra animae suae salutem ingressae sunt excommunicationis sententiam incurrendo . . . . . , nos vero tantam Apostolicae Sedis injuriam dissimulare salva reverentia debita non valentes, vobis et vestrum singulis sub poena suspensionis et excommunicationis quam exnunc ut extunc in hiis scriptis in vos ferimus, si in executione et observatione praesentis mandati negligentes fueritis aut remissi, firmiter praecipiendo mandamus quatinus praedictis dominabus nuntietis quod ipsae et aliae ipsarum pedissequae excommunicationem latae sententiae incurrerunt, dictam curtem sic intrando. Vos autem sub poena antedicta in earumdem dominarum praesentia quousque Deo, nobis et dictis abbati et conventui per ipsas gravatis digne satisfecerint et absolutionis beneficium optinuerint, divina nul-

latenus celebretis, nec eisdem aliquod exhibeatis ecclesiasticum sacramentum. In hiis exequendis et observandis omnem adhibeatis diligentiam ne a vobis culpam exigamus merito et vindictam. Et in testimonium hujus nostri mandati per vos executi et observati sigilla vestra sub poena praedicta praesentibus litteris apponatis. Datum, etc.

CCCXXXIX.

Lettre du légat du Saint-Siége relative à une plainte des religieux de Thosan contre le doyen de Courtray.

Frater Jacobus, miseratione divina, Penestrinus episcopus, Apostolicae Sedis legatus licet indignus, dilecto in Christo abbati Sancti Michaelis in Antwerpia, Praemonstratensis ordinis, Cameracensis dyocesis, salutem in Domino.

Abbas et conventus de Thosan, Cysterciensis ordinis, nobis conquerendo monstrarunt quod .... decanus et capitulum Curtracense, Gerulphus miles et quidam alii Cameracensis, Morinensis et Tornacensis civitatum et dyocesum super terris, decimis, redditibus et rebus aliis injuriantur eisdem, ideoque Discretioni Tuae qua fungimur auctoritate mandamus quatinus partibus convocatis audias causam et debito fine decidas, faciens quod decreveris per censuram ecclesiasticam firmiter observari, testes autem qui fuerint nominati si se gratia, odio vel timore subtraxerint, simili censura compellas veritati testimonium perhibere. Datum apud Divionem IIII idus septembris anno Domini M° CC° quadragesimo.

CCCXL.

Lettre relative à la détresse d'un monastère.

Cum nos unum de monachis vestris per litteras vestras ad nos missum per tempus aliquod detinuerimus et adhuc detineamus, paratique sumus ulterius detinere, et nuper prior domus vestrae per litteras suas alium domus vestrae monachum ad nos miserit gratia commorandi, praesumentes vobis cognitum non esse seu fuisse per detentionem duorum aliquatenus nos gravari, compellente quoque nos certa necessitate defectus et inopia quam patimur de annona, accedente insuper ad cumulum mali quod annonam nostram unde vivere deberemus, de grangiis nostris ad abbatiam propter pyratarum periculum deducere non valemus, ipsum quem malueritis de duobus, ad sinum Paternitatis Vestrae vel quo vobis placuerit, transmittemus.

CCCXLI.

Lettre relative à un religieux envoyé dans un autre monastère.

Venerabili, etc. Latorem praesentium monachum vestrum ad nos gratia commorandi ex parte vestra transmissum parati sumus detinere. Verum, quia idem dolebat se infirmitate gravi vobis et vestris, ut dicebat, non incognita laborare, quam etiam propter victualia nostra et praecipue propter potum nostrum infirmitati suae contrarium in tantum asseruit aggravatam ut nobiscum ulterius stare, nec nostro collegio poterat interesse : nos eidem compatientes et precibus suis acquiescentes, praesentes litteras dimissorias eidem duximus concedendas, verum Paternitatem Vestram benigne rogantes quatinus eum paterne suscipere ac de ipso dis-

ponere velitis, prout paci et saluti ejus noveritis expedire, alium quemcunque de vestris qui cum nostris ingredi et egredi velit et valeat, loco ipsius, si vobis placuerit, transmittentes, cui parati erimus caritatis et hospitii beneficia exhibere.

CCCXLII.

Lettre de recommandation pour un religieux.

Venerabili, etc. Dilectum nobis in Christo devotum filium vestrum fratrem. . . . latorem praesentium, virum pacificum et honestum, ad Paternitatis Vestrae dulcedinem de vestro beneplacito et speciali mandato ad vos remittimus, de suae revocationis gratia gratulantes, gaudenti congaudentes, quamvis deberemus de ipsius separatione tristari, et si proprium in hac parte commodum pensaremus, eo quod nobis in pluribus utilis videbatur. Rogamus itaque Paternitatem Vestram quatinus divinae pietatis intuitu, precumque nostrarum interventu eumdem ad vos revertentem, seque tanquam filium obedientiae vestris beneplacitis exponendum, benigne velitis recipere et eum tractare in visceribus caritatis, scientes quod, ipsius exigentibus bonis operibus et exemplis, eum debemus merito commendare. Universos autem per quos transierit, rogamus et requirimus cum affectu quatinus eidem assistant misericorditer in quibus eum noverint indigere. Vale.

CCCXLIII.

Lettre relative à la dispersion des religieux d'un monastère, à cause de la disette résultant des guerres.

Universis praesentes, etc., talis abbas salutem et gratiae quantum sibi. Opprimente graviter intollerabili sarcina debitorum ac pensionum do-

mum nostram propter guerras et defectum segetum et alia infortunia quamplurima, quae permissione divina diu sustinuit et adhuc graviora sustinet hiis diebus, de licentia capituli generalis, ad dilectas et devotas nostri ordinis abbatias, proprios filios avulsos ab uberibus matris suae, non sine multa cordis amaritudine et pressura, dispersionis gratia compellimur destinare. Quare Caritatem Vestram requirimus humiliter et rogamus quatinus in Christo fratri...... dyacono, monacho domus nostrae, latori praesentium, ad domum talem proficiscenti gratia comedendi, cum per vos transire contigerit, caritatis et humanitatis beneficia cum vecturis necessariis benigne et favorabiliter impendatis. Sane venerabili et in Christo karissimo patri domino abbati dicti loci cum reverentia offerimus preces nostras ut fratrem nostrum antedictum cum suis ovibus retineat, donec processu temporis, meliori fortuna, favente Domino, arridente, eumdem et alios poterimus revocare. Datum, etc.

CCCXLIV.

Lettre relative aux fonctions abbatiales dans le monastère de la Nouvelle-Jérusalem.

Venerabili ut supra. Cum vices reverendi patris domini Clarevallensis de mandato ipsius speciali in monasterio Novae Jherusalem usque nunc suppleveritis, licet mandatum speciale ejusdem abbatis de novo creati nondum receperitis, ejusdem tamen abbatis vices in omnibus agere et supplere debetis, donec alteri commiserit vices suas. Quare Discretioni Vestrae consulimus quatinus ad recipiendum professionem Mariae et Elysabeth procedatis. Bene valete.

CCCXLV.

Lettre relative à la résignation par un doyen accablé de vieillesse des fonctions qui lui sont confiées.

Reverendo patri suo .... domino J., legato Franciae et Sanctae Ceciliae presbitero cardinali, frater talis, abbas talis monasterii, talis ordinis, salutem cum omni reverentia et honore.

Cum magister...... decanus talis ecclesiae, talis dyocesis, vir grandaevus, proprii corporis inbecillitatem considerans, et si conditione propria vergente deorsum fervor spiritus in ipso ad sublimiora conscendat, de profectu tamen ecclesiae suae sollicitus ne officium sibi commissum, prout expediret sibi et subditis, exequatur, et timens ne forsan super electionem decani futuri posset oriri materia quaestionis, perpendensque quod dictum officium per nullum adeo utiliter exequi possit ut per virum dominum.... canonicum de tali loco latorem praesentium, paratus esset, dummodo ad hoc vestrae bene placitum accederet voluntatis, ad opus ejusdem domini..... in manus Paternitatis Vestrae dictum officium resignare. Quare Vestram Paternitatem reverendam humiliter requirimus et rogamus quatinus bona voluntate ejusdem decani ac utilitate ecclesiae pensatis, super praemissis consensum vestrum benivole adhibere, et quae circa resignationem et subrogationem seu concessionem praemissorum agenda fuerint, dignemini misericorditer adimplere. De discretione enim ejusdem domini......, litteratura, probitate ac maturitate morum ejusdem vobis laudabile testimonium perhibemus, et quod ipsum dignum et ydoneum, in quantum humana fragilitas patitur, ad dictum officium reputamus. Valeat in Christo Vestra Paternitas per tempora longiora.

CCCXLVI.

Lettre de Guillaume, évêque d'Amiens, exécuteur du testament de l'évêque de Térouanne.

Universis debitoribus reverendi patris quondam Morinensis episcopi Guillelmus, miseratione divina Ambianensis episcopus, executor testamenti reverendi patris praedicti, una cum tali abbate, caeterisque executoribus in dicto testamento nominatis, salutem in Domino.

De voluntate et mandato executorum nostrorum praedictorum vos monemus et requirimus quatinus die dominica post festum proximo venturum apud talem locum coram nobis et caeteris executoribus compareatis, satisfacturi de debitis in quibus quilibet vestrum per suas litteras vel alio modo est dicto defuncto obligatus, et satisfacturi nobis pro dicto defuncto quantum apparebit vos legitime teneri, sic vos habentes ut de voluntaria et prompta satisfactione possitis a nobis merito commendari et quod nos contra vos aliter procedere minime compellamur, nobis super hoc per talem armigerum nostrum latorem praesentium vestras patentes litteras mandati nostri a vobis et quolibet vestrum recepti certitudinem et quid facere volueritis, fideliter dirigentes. Datum, etc.

CCCXLVII.

Différend entre l'abbesse de Ravensberghe et Jean, dit Rikelcat, au sujet d'une chapellenie.

Universis praesentes litteras inspecturis soror M. dicta abbatissa de Ravensberghe, totusque ejusdem loci conventus, Cisterciensis ordinis, Morinensis dyochesis, salutem in Domino sempiternam.

Universitati Vestrae significamus quod cum dictus Johannes, dictus Rikelcat, occasione cujusdam capellaniae perpetuae quam idem Johannes asserit se habere in ecclesia seu monasterio nostro de Ravensberghe contra dominum Petrum dictum de Lieres, capellanum nostrum, coram succentore ecclesiae Beatae Mariae Parisiensis judice, ut dicitur, a domino papa dato, movisset quaestionem ac adversus nos extra judicium saepius occasione ejusdem capellaniae proposuisset materiam quaestionis, tandem post multas altercationes, pro bono pacis, de concilio venerabilis viri domini Jacobi monachi de Dunis et poenitentiarii domini papae ac aliorum virorum discretorum super dictis querelis et ea tangentibus ac super omnibus aliis querelis ejusdem Johannis quas proponere volebat contra nos ac dictum Petrum capellanum nostrum, cujus causam super querelis omnibus in nos suscepimus defendendam et prosequendam, ac super omnibus querelis quas nomine nostro ac nomine ejusdem Petri volemus proponere contra dictum dominum Johannem, compromisimus in fratrem Johannem dictum Liebaerd, monachum de Dunis, arbitrum a nobis electum, de consensu ejusdem Johannis ac venerabilis patris domini . . . . . abbatis de Dunis et in dominum Petrum capellanum talis loci a dicto domino Johanne electum, et in dominum Willelmum, curatum talis loci, tanquam tertium arbitrum communiter electum a nobis et a praedicto domino Johanne, fide media et sub poena ducentarum librarum Turonensium parti observanti arbitrium sive dictum eorum a parte resilienti ab arbitrio sive dicto eorumdem reddendarum, ita quod quicquid dicti arbitri vel major pars eorumdem super praemissis omnibus et singulis et praemissa tangentibus conjunctim vel divisim de alto et basso duxerint arbitrandum seu etiam ordinandum, nos promittimus illud sub fide et poena praedictis inviolabiliter observare, et debet istud arbitrium infra Natale Domini proximo venturum terminari, quo elapso dictum compromissum exspirabit, nisi terminus compromissi de consensu partium ac etiam arbitrorum fuerit prorogatus. In cujus rei testimonium sigillum nostrum praesentibus duximus apponendum.

Et nos frater Johannes, dictus abbas de Dunis, visitator de Ravensberghe, auctoritate reverendi patris domini abbatis Claraevallensis dictae domus de Ravensberghe patris, affectantes pacem dictarum partium praedictarum, in signum approbationis et confirmationis praedicti compro-

missi, sigillum nostrum praesentibus litteris una cum sigillo abbatissae et conventus de Ravensberghe duximus apponendum.

CCCXLVIII.

L'abbé des Dunes reconnaît devoir deux mille livres parisis à Jean de Paris, bourgeois d'Arras.

Universis praesentes litteras inspecturis frater Th. dictus abbas monasterii de Dunis, totusque ejusdem loci conventus, Cysterciensis ordinis, Morinensis dyocesis, salutem in Domino.

Noverit Universitas Vestra quod nos debemus dilecto nostro in Christo Johanni, dicto de Paris, civi Atrebatensi, duo milia librarum Parisiensium, quas dictus Johannes nobis de propria et mera sorte sua in pecunia bona et bene numerata, cessante omni illicita vel inhonesta pactione, ad opus monasterii nostri de Dunis praedicti benigne et amicabiliter mutuavit, et nos eamdem pecuniam quam ab eo recepimus bonam et bene numeratam, totam in communem monasterii nostri praedicti utilitatem convertimus evidentem. Quam etiam pecuniam tenemur et promittimus sub religione nostri ordinis reddere et solvere legitime dicto Johanni vel ejus certo mandato apud Abrebatum infra mensem postquam ab ipso vel ab aliquo ex parte ejus fuerimus super hoc requisiti, et ei vel ejus mandato de submonitione credendum est super dictum suum vel super dictum sui mandati absque alia probatione quacunque. Si vero inde deficeremus, quod absit, omnia dampna, custus et expensas quae dictus Johannes propter defectum solutionis nostrae incurreret dando dominis terrenis, justitiariis vel ballivis, aut litigando in foro ecclesiastico seu mundano praedicto debito requirendo et rehabendo sive a quocunque modo, ei vel ejus certo mandato tenemur et promittimus sub religione nostri ordinis legitime restituere apud Atrebatum cum debito praedicto super dictum suum vel super dictum sui mandati absque alia probatione quacunque, nec pro inhi-

bitione seu arestatione alicujus domini terreni, justitiarii vel ballivi sive alterius cujuscunque personae vel aliquo alio modo dimittemus, quin omnia et singula praedicta firmiter et legitime dicto Johanni vel ejus mandato teneamus et adimpleamus, pro quibus omnibus et singulis praedictis firmiter a nobis tenendis et observandis omnia bona nostra et monasterii nostri praedicti mobilia et immobilia, praesentia et futura, ubicunque inveniantur, in jus, legem et in abandonum erga omnes justitias ponimus specialiter et obligamus ad opus dicti Johannis vel mandati ejusdem. Renuntiamus etiam, quoad praemissa, omni exceptioni fori, doli mali, non numeratae seu non mutuatae pecuniae sive non receptae, omni juris auxilio canonici et civilis, omnibusque indulgentiis, gratiis, privilegiis, litteris, relaxationibus impetratis seu impetrandis a quibuscunque, constitutioni de duabus dietis editae in concilio generali, omnibus constitutionibus, legibus, consuetudinibus et statutis novis et veteribus, et omnibus exceptionibus, cavillationibus et cautelis et caeteris omnibus et singulis quae possent obici contra praemissa vel aliquod praemissorum. Quod ut ratum teneatur et firmum, praesentibus litteris sigillum nostrum duximus apponendum. Actum anno Domini, etc.

CCCXLIX.

Lettre de l'abbé de Thosan à l'abbé de Citeaux au sujet de la nomination d'une abbesse.

Reverendo in Christo patri domino venerabili abbati Cysterciensi frater Arn. dictus abbas de Capella, salutem et tam paratam quam debitam in omnibus reverentiam cum honore.

Videns illustris princeps dictus talis abbatissam talis monasterii cujus paternitas ad vos spectat, propter continuas et graves aegritudines viribus corporis sic destitui quod posse subsistere diutius non credatur, quodque ad suam requisitionem instantissimam quamdam monialem neptem suam,

filiam domini Octonis, quondam Trajectensis episcopi, quae si legitima esset, alias digna foret, ut dicitur, dicto monasterio praesidere, absque vestra speciali conniventia ibidem in abbatissam non duxerimus promovendam, idem princeps promotionem dictae neptis suae a Vestra Reverentia per suas decrevit litteras requirendam, quae cordi suo insidet et noscitur firmius insidere, super quo reverendae Paternitatis Vestrae clementiam humiliter deprecamur quatinus petitioni dicti principis, si cum Deo contigerit, aurem benivolam dignemini commodare et tam placide respondere eidem quod in nos et dictum monasterium animadvertendum minus ducat, cujus non possemus aliquatenus tolerare. Vale.

CCCL.

Promesse de payer fidèlement une aumône léguée à la porte du monastère.

Universis praesentes litteras inspecturis frater . . . . . dictus abbas et conventus de tali loco salutem.

Cum talis assignationem nobis de elemosina quam nobis seu portae nostrae in testamento suo legavit, quae quidem elemosina in testamento dicti plenius continetur, nos promittimus bona fide dictam elemosinam secundum voluntatem et ordinationem dicti testamenti annis singulis erogare, ita quod pitantiam quam post mortem dicti . . . . . in die anniversarii sui debemus conventui nostro dare, quamdiu idem vixerit, dabimus in festo talis sancti nostro conventui annuatim, praesentium testimonio litterarum. Datum, etc.

CCCLI.

Approbation d'un testament.

Universis praesentes litteras inspecturis frater Arn., dictus abbas talis monasterii, salutem in Domino.

Noveritis quod tales constituti coram scabinis de . . . . . officii Brugensis vadiaverunt seu *wedden,* ut vulgo dicitur, se servaturos ordinationem quam talis . . . . . . de bonis suis in testamento suo fecit, dummodo nos diceremus in conscientia nostra illam ordinationem de jure valere. Nos igitur deliberatione praehabita, communicato proborum consilio, die statuta, coram praedictis talibus ac scabinis, multisque aliis probis viris, pronuntiavimus in conscientia nostra ordinationem dicti . . . . . . quae subscripta est, de jure valere. Dedit enim dictus P. tali monasterio tantum, isti tantum, ac illi tantum, etc. Item, si quid in pecunia omnibus erogatis superesset de bonis suis, nostrae dispositioni commisit. Praescripta igitur a dicto P. legata, donata et ordinata in conscientia nostra dicimus de jure valere, et idem de legatione seu donatione quam legavit filiis filii sui. Caeterum de hiis quae filio suo . . . . . . dedit, scilicet istud vel illud, nondum deliberavimus ut in conscientia nostra ea de jure valere diceremus, nec etiam diximus ea de jure valere. In cujus rei testimonium praesenti scripto sigillum una cum sigillis talium . . . . . . scabinorum officii Brugensis coram quibus scabinis obligaverunt se praedicti . . . . . . obligatione quae vulgo *weddinghe* dicitur, praemissa omnia inviolabiliter observare.

Actum, etc.

CCCLII.

Bulle du pape Boniface VIII aux archevêques et évêques, au sujet des subsides accordés au roi de France.

—

Bonifacius episcopus, servus servorum Dei, venerabilibus fratribus Remensi, Senonensi, Narbonensi et Rothomagensi archiepiscopis, et Laudunensi, Catalaunensi, Cameracensi, Ambianensi, Tornacensi, Morinensi, Silvanectensi, Parisiensi, Autisiodorensi, Trecensi, Carnotensi, Nivernensi, Abrincensi, Constantiensi, Dolensi, Cenomanensi, Lemovicenci et Magalensi episcopis, salutem et apostolicam benedictionem.

Pridem ad nostram notitiam pervenit, vestris referentibus litteris quas nobis communiter destinastis, quod, nephanda hostis antiqui procurante nequitia qui quaerit ut noceat et semper circuit ut offendat, christianissimi regni Francorum status turbationis multiplicis jactabatur fluctibus et intestini criminis gravi turbine quassabatur. Tanto nos artius concepti doloris proinde aculeus pupugit, majorque turbatio nostri pectoris archana commovit, quanto regnum ipsum specialius gerimus in visceribus caritatis et potiori desiderio ducimur ut illud prosperis, sedulisve successibus affluat et votivis eventibus fulciatur. Sane in litteris ipsis habebatur insertum quod vos gravia vobis et universis personis ecclesiasticis dicti regni non solum rerum sed etiam personarum instare pericula formidantes, vias exquirentes et modos quibus vobis et eisdem ecclesiis ac personis adversus frementes guerrarum impulsus, providentia regia sine qua impossibile tenebatis hujusmodi negotia dirigi, defensionis optimae remedia pararentur. Nobis per easdem litteras humiliter supplicastis ut karissimo in Christo filio nostro Philippo, regi Francorum illustri, pro hujusmodi communis tuitionis suffragio in quo proprium cujuslibet noscebatur impendi, subventionem congruam absque transgressione constitutionis nostrae super hoc editae vobis et omnibus ejusdem regni ecclesiis largiri licentiam dignaremur. Nos autem ad ipsius regni et incolarum ejus statum bonum et prosperum summis studiis intendentes et volentes propterea in hac parte votis vestris annuere, per nostras duximus litteras concedendum ut si

casus communis et evidentis necessitatis ingrueret, prout vestra fatebatur assertio, ac idem rex vestram ac aliarum ecclesiarum et personarum ac bonorum ecclesiasticorum sicut caeterarum personarum, locorum et bonorum ejusdem regni vellet defensionem assumere et patenter assumeret et efficaciter prosequi procuraret, et id Vestra videret expedire Discretio vobis et eisdem praelatis, ecclesiis et personis ecclesiasticis, absque constitutionis memoratae formidine, praefato regi pro hujusmodi vestrae ac ipsorum regis et regni intrinsecae defensionis subsidio subventionem congruam, prout vobis et caeteris dicti regni praelatis seu majori parti vestrum et ipsorum apertius videretur, voluntariam, liberalem et liberam, absque omni concussione, exactione ac executione temporali vel laicali exigentia, nostra licentia impertiri, eamque liceret similiter regi recipere memorato. Volumus autem si subventionem hujusmodi praefati contingeret, modum et formam ac etiam quantitatis et quidquid super hoc fieret, vestra nobis pagina reserare ut qualiter praemissa procederent, et si acceptationem vel moderationem exigerent, clarius videremus, licet nostrae intentionis existeret quod absque iteratione licentiae hujus subventio terminum non excederet annualem. Vos autem, hiis litteris nostris receptis et concessa per eas vobis licentia intellecta, insimul convenistis, et ipsius licentiae seu mandati nostri limites observantes, tandem post longam et exactam deliberationem super procuratione praelatorum absentium super hoc habitam, eidem regi in tam urgenti et evidenti necessitate defensionis intrinsecae dicti regni decimam ecclesiasticorum proventuum et redditaum pro uno anno voluntate unanimi et spontanea consensistis in festo Pentecostes venturo proximo integre persolvendam, colligendam et recipiendam, auctoritate Ecclesiae, non invocata potentia brachii secularis. Et si pax interim non interveniret aut treuga ipsa guerra non cessaret, aliam decimam similem ipsi regi in kalendis mensis octobris secuturis concordastis liberaliter exibere. Nos itaque dignum, congruum ac laudabile reputantes quod per vos in hac parte dinoscitur esse factum, singulis vestrum et aliis archiepiscopis et episcopis dicti regni colligendi et faciendi per vos vel per alium seu alios in civitatibus et dyocesibus vestris secundum dictae vestrae concessionis tenorem decimas colligi supradictas, et eas praedicto regi integraliter persolvendi, necnon et compellendi per censuram ecclesiasticam vestros subditos ad solutionem decimarum ipsarum, prout sin-

gulariter continget eosdem, ac eos ab excommunicationis, suspensionis et interdicti sententiae solutione hujusmodi praescita juxta formam Ecclesiae absolvendi, nec non et dispensandi super irregularitatibus, si quas hujusmodi ligati sententiae contraxerint, plenam et liberam auctoritate praesentium concedimus facultatem, non obstante si aliquibus a Sede Apostolica sit indultum quod interdici, suspendi vel excommunicari non possint per litteras dictae Sedis non facientes plenam et expressam ac de verbo ad verbum de indulto hujusmodi mentionem. Datum Romae apud Sanctum Petrum ydus maii, pontificatus nostri anno tertio.

Quarum auctoritate litterarum vobis sub poena suspensionis et excommunicationis praecipimus et mandamus quatinus moneatis omnes et singulos abbates, priores, presbiteros, curatos, caeterasque personas ecclesiasticas nobis subjectas in vestris dyocesibus constitutas, cujuscunque conditionis vel status existant, ut ipsi infra decem dies a tempore vestrae monitionis praedictae numerandum, quorum tres pro primo, tres pro secundo et quatuor pro tertio propter terminum assignamus eisdem de decima omnium proventuum, reddituum, bonorum ac obventionem beneficiorum suorum ecclesiasticorum quemadmodum solvi consuevit eadem, dilectis et fidelibus nostris magistros Jacobo dicto Le Persone, canonico Tornacensi, et Hugoni de Amsiaco, curato de Eynis, sigillifero nostro, Tornacum ad hoc a nobis specialiter deputatis sub poena excommunicationis solvant ac de eadem satisfaciant competenter, alioquin ipsos quos extunc propter hoc in hiis scriptis excommunicamus, excommunicatos publice nuntietis sine alterius expectatione mandati, quid inde feceritis nobis fideliter rescribentes. Datum anno Domini M° CC° nonagesimo septimo, feria sexta post festum beati Mychaelis archangeli.

Nos igitur propter viarum discrimina dictas originales litteras dicti domini Tornacensis episcopi vobis ostendendas ad praesens transmittere non audentes, easdem publicari et praesentes litteras super eas conscribi ac sigillo sedis Tornacensis sigillari fecimus, vos et vestrum singulos exhortantes quatinus ipsum mandatum dicti reverendi patris et domini nostri Tornacensis episcopi secundum sui continentiam et tenorem, visis nostris praesentibus litteris, executioni debitae sine morae dispendio demandetis. Datum anno Domini M° CC° nonagesimo septimo in crastino Beati Dyonisii.

CCCLIII.

Autre bulle du pape Boniface VIII, relative aux mêmes subsides.

Bonifacius episcopus, servus servorum Dei, venerabilibus fratribus Remensi, Senonensi, Narbonensi, Rothomagensi archiepiscopis, ac Bellovacensi, Laudunensi, Cathalaunensi, Lingonensi, Ambianensi, Tornacensi, Morinensi, Silvanectensi, Parisiensi, Altissiodorensi, Trecensi, Carnotensi, Nivernensi, Abrincensi, Sagiensi, Lexoviensi, Constantiensi, Dolensi et Cenomanensi episcopis, salutem et apostolicam benedictionem.

Coram Illo fatemur qui scrutator est cordium et cognitor secretorum quod licet totius christianae religionis cura et universalis tutela Ecclesiae mentis nostrae archana sollicitent, nostrosque occupent cogitatus, inclitum tamen regnum Francorum ac ejus christianissimi principes, ecclesiae ac ecclesiasticae personae, incolaeque catholici quibus ab ipso nostrae primordio juventutis, si veri nobis testimonii non negetur auxilium, quadam speciali cura et patenti nos affectione constrinximus, eorumque continentia, status tam prosperi quam adversi tanto ferventius et efficacius nostra complectuntur intrinseca, excitant studia et corporeos ac mentales sensus distrahunt, turbant et plangunt, prout rerum et temporum qualitate suggeritur, quanto ex hiis et quia in eis Romana mater Ecclesia plusquam in caeteris ecclesiis devotionis et reverentiae adinvenire plenitudinem consuevit, nostris carius et frequentius sine ulla intermissione quasi nostris obtutibus praesentantur. Quapropter, si eadem regnum, ecclesiarum personas et incolas, prout modernis temporibus experientia docuit et nuperrime nobis vestrarum reseravit in unum conveniens scribendi commercium series litterarum, adversi contingat conditio temporis, exterioris inquietaverint et perturbant impulsus ac etiam intestini discriminis, quod est dolendum gravius, subversionum eorum comminetur emersio, illo jam immittente illic, ut scripsistis, incitamenta dissidii comite Flandrensi videlicet, qui exterioribus perturbationibus sperabatur repagulum et ipsis regno, personis ecclesiasticis et incolis, velut de principalioribus membris unus, magnum auxilii fulcimentum. Nostra ex hoc

amaricantur intrinseca, gravius doloris concussione torquemur et in amaro suspirio commovemur, regi, regno, clero compatientes et populo affectione paterna. O divina clementia qui coelestia pariter et terrena irrefragabiliter sub tua potestate concludis, constringe tantarum fremitus tempestatum, coarcere habenas humani generis, igne, aere, sata ejus semina jube, quae totum fere populum tuum spinis et tribulis jam undique concusserunt. O pietatis actor et salutis amator! compatere fragilitati humanae misericors et incolarum tuarum illumina sensus, dirige actus et opera ut in viam salutis et pacis reducantur a devio, ne irreparabili subversione confracti in hujusmodi mundi navicula naufragent fluctuati. Super eo autem quod vos gravia vobis et universis ecclesiis et personis ecclesiasticis dicti regni non solum rerum sed etiam personarum ex hiis instare pericula formidando, vias exquirentes et modos quibus vobis et eisdem ecclesiis et personis adversus frementes insultus regali providentia, sine qua impossibile tenetis hujusmodi negotia dirigi, defensionis oportuna remedia praeparentur, nobisque per easdem litteras supplicastis ut karissimo in Christo filio nostro Philippo, regi Francorum illustri, pro hujusmodi communis defensionis suffragio in qua proprium versatur interesse cujuslibet, impendendi subventionem congruam absque transgressione constitutionis nostrae super hoc editae, vobis et universis ecclesiis dicti regni concedere licentiam dignaremur. Vestram providentiam commendamus. Licet enim constitutionem illam ediderimus pro ecclesiastica libertate non tamen fuit nostrae mentis intentio ipsi regi, aliisve principibus secularibus in tam arctae necessitatis articulo, praecipue ubi ab extrinsecus injusta timeretur invasio et ab intrinsecus ejusdem regni subversio formidatur, ac etiam praelatorum et ecclesiasticarum personarum ejusdem periculum immineret, viam subventionis concludi, quominus ipsi praelati ecclesiae ac ecclesiasticae personae libero arbitrio atque sponte de nostra licentia quod communis defensionis auxilio in quo proprium cujuslibet interesse conspicitur, principibus ac sibi ipsis provideant juxta suarum modulum facultatum, et sicut alias dicto regi ac nonnullis aliis regni sui tam liberatorie quam per nuntios expressisse invenimus. Si, quod Deus avertat, ipsum in necessitate tam gravi et tam importabili conspiceremus expositum quod exterioribus cogere subsidiis nosceretur, non solum de bonis ecclesiasticis dicti regni sui sibi ea praestari vellemus, quinimo Ecclesiae Romanae res, posse, esse

ac bona et personam nostram etiam exponeremus pro suorum conservatione jurium, ejusque necessitatibus sublevandis, in quantum secundum Deum noster et ipsius honor Ecclesiae paterentur. Vestris itaque in hac parte supplicationibus annuentes, praesentium auctoritate concedimus ut, si casus communis et evidens necessitas immineant, ut scripsistis, ac idem rex nostram et aliorum praelatorum, ecclesiarum et personarum atque bonorum ecclesiasticorum sicut et caeterarum personarum, locorum et bonorum dicti regni sui, voluerit defensionem assumere ac assumat et efficaciter consequatur, et id expedire videritis, liceat vobis et eisdem praelatis, ecclesiis et personis ecclesiasticis absque metu constitutionis nostrae praedictae ipsi regi pro hujusmodi vestrae ac ipsorum regis et regni intrinsecae defensionis subsidio subventionem congruam, prout vobis et caeteris praelatis regni praefati seu majori parti vestrum et ipsorum videbitur voluntariam, liberalem et liberam, non coactam, absque omni concussione et exactione temporali vel laycali exigendam hac vice praesenti nostra fretis licentia impertiri, eamque similiter regi liceat recipere memorato. Volumus autem quod si subventionem hujusmodi praestari contingat, formam et modum et quantitates etiam ac quicquid super hoc factum existit, nobis per vestras litteras seriosius intimare curetis, ut quo modo, discrete vel indiscrete, moderate vel immoderate praemissa processerint et si acceptationem vel moderationem exegerint, clarius videamus. Scire quoque vos volumus nostrae intentionis existere quod sine iterata licentia hujusmodi subventio annualem terminum non excedat.

Datum Romae apud Sanctum Petrum, II kalendas martii, pontificatus nostri anno tertio.

CCCLIV.

Bulle de Clément V adressée aux Templiers du royaume de Chypre.

Clemens, etc., ad certitudinem praesentium et memoriam futurorum. Faciens misericordiam cum servo suo Dei filius dominus Jhesus Christus

ad hoc nos voluit in specula eminenti apostolatus assumi, quod gerentes, licet immeriti, vices ejus in terris, in omnibus nostris actibus et processibus ipsius, vestigia, quantum patitur humana fragilitas, imitemur. Sane dudum, circa nostrae promotionis ad apicem summi pontificatus initium, et antequam Lugduni ubi recepimus nostrae coronationis insignia, veniremus, et post, tam ibi quam alibi, secreta quorumdam nobis insinuatio intimavit quod magistri, praeceptores et alii fratres ordinis militiae Templi, et etiam ipse ordo qui ad defensionem patrimonii ejusdem Domini nostri fuerant in transmarinis partibus deputati, contra ipsum Dominum in scelus apostasiae nephandum, detestabile ydolatriae vitium, execrabile facinus sodomorum et haereses varias erant lapsi. Quia vero non erat verisimile, nec credibile videbatur quod viri tam religiosi qui praecipue pro Christi nomine suum saepe sanguinem effundere et personas suas mortis periculis frequenter exponere credebantur, quique multa et magna tam in divinis officiis quam in jejuniis et aliis observantiis devotionis signa frequentius praetendebant, suae sic essent salutis immemores quod talia perpetrarent, hujusmodi insinuationi ac delationi, ipsius Domini nostri exemplis ac canonicae scripturae doctrinis edocti, aurem noluimus inclinare. Deinde vero carissimus in Christo filius noster Philippus, rex Franciae illustris, cui eadem fuerant facinora nuntiata, non typo avaritiae cum de bonis Templariorum nichil sibi vendicare vel appropriare intendat, immo ea per deputandos a nobis gubernanda, custodienda et conservanda liberaliter ac devote dimisit, manum suam totaliter amovendo, et senescallis, ballivis et aliis subditis et officialibus, necnon et ducibus, comitibus, baronibus et aliis subditis quibuscunque per suas patentes litteras mandavit ut curatoribus et amministratoribus generaliter in regno Franciae deputatis a nobis et deputatis a singulis archiepiscopis et episcopis in suis civitatibus et dyochesibus bona mobilia et immobilia dictorum Templariorum, quae praedicti officiales regii et alii subditi ceperunt et tenuerunt, tradant integraliter et restituant indilate, et quod eosdem amministratores tueantur et defendant quoad custodiam et amministrationem dictorum bonorum, cum fuerint requisiti; sed, fidei orthodoxae fervore, suorum progenitorum vestigia clara sequens, attentius de praemissis, quantum licite potuit, se informans ad instruendum et informandum nos super his, multas et magnas nobis informationes per suos nuntios et lit-

teras destinavit. Infamia vero contra Templarios ipsos crebrescente validius super sceleribus antedictis, et quia quidam milites ejusdem ordinis coram nobis secrete deposuerunt jurati quod in receptione fratrum praedicti ordinis haec consuetudo vel verius corruptela servatur quod, ad recipientis suggestionem, qui recipitur, Jhesum negat et super crucem sibi ostensam spuit in vituperium crucifixi, et quaedam alia faciunt recipiens et receptus, quae licita non sunt et obviant honestati, prout alter eorum tunc confessus extitit coram nobis, vitare nequivimus, urgente nos ad id officii nostri debito, quin tot et tantis clamoribus accommodaremus auditum. Cumque demum, fama publica deferente ac clamosa insinuatione dicti regis, necnon ducum, comitum et baronum et aliorum nobilium, cleri quoque ac populi dicti regni Francorum ad nostram propter hoc tam per se quam per procuratores et syndicos praesentiam venientium, quod dolentes referimus, ad nostram audientiam pervenisset quod magister, praeceptores et alii fratres dicti ordinis et ipse ordo praefatis et pluribus aliis erant criminibus irretiti, ac praemissa probari per multas confessiones, attestationes et depositiones praefati magistri et plurium praeceptorum et fratrum ordinis praelibati coram multis praelatis et haereticae pravitatis inquisitore in regno Franciae factas et receptas et in publicam scripturam redactas, nobisque ac fratribus nostris ostensas quodammodo viderentur, quia fama et clamores praedicti in tantum invaluerant et ascenderant tam contra ipsum ordinem quam contra personas singulares ejusdem quod sine gravi scandalo dissimulari non poterant, nec absque imminenti periculo tolerari, nos Illius cujus vices in terris gerimus, vestigiis inhaerentes, ad inquirendum de praedictis ratione praevia duximus procedendum, multosque de praeceptoribus, presbiteris, militibus et aliis fratribus dicti ordinis reputatos non modice, in nostra praesentia constitutos, praestito ab eis juramento quod super praemissis meram et plenam nobis dicerent veritatem, super praedictis interrogavimus et examinavimus, quibusdam ex fratribus nostris nobis assistentibus diligenter, eorumque confessiones per publicas manus in auctenticam scripturam redactas illico in nostra et dictorum fratrum nostrorum praesentia ac deinde interposito aliquorum dierum spatio in pleno consistorio legi fecimus coram ipsis et eas in suo vulgari cuilibet eorum exponi, qui perseverantes in illis eas expresse et sponte, prout recitatae fuerant, flexis genibus, manibusque complosis,

lacrimabiliter, devote et humiliter supplicantes quod eis tam a praedictis reatibus quam ab excommunicationis sententia quam incurrerant pro praemissis absolutionis dignaremur beneficium impartiri, quod eis juxta formam Ecclesiae duximus concedendum, approbarunt. Verum quia in universi mundi partibus per quas idem ordo diffunditur ac fratres degunt ipsius, super hiis non possumus inquirere per nos ipsos, ut nostra cum aliis juxta apostolum onera partiamur, inquisitionem hujusmodi per venerabiles fratres nostros dyochesanos episcopos in suis civitatibus et dyocesibus et alios deputatos a nobis contra singulares personas praefati ordinis et per eosdem vel alios per nos etiam deputatos contra ipsum ordinem fieri mandavimus juxta nostrarum quas super hoc eis dirigimus, continentiam litterarum. Volentes igitur ut eadem inquisitio ad Dei honorem et fidei catholicae conservationem et totius christianitatis utilitatem finem debitum sortiatur, citamus cum praesentibus peremptorie locum tenentem supradicti magistri et conventum dicti ordinis in regno Cipri. omnes et singulas personas ipsius, sive sint presbiteri sive clerici, milites, praeceptores, servientes et alios quoscunque fratres ejusdem ordinis in regno praedicto vel aliis partibus quibuscunque transmarinis vel cismarinis morantes seu existentes, ex quacunque causa ibidem fuerint, illos videlicet qui nostra auctoritate capti et detenti non sunt, quod ipsi et eorum quilibet coram dictis dyocesanis et per nos eisdem adjunctis, quos, ut praemittitur, ad haec decernimus deputandos, in termino quem ipsi per eorum publicum edictum citationis statuunt, ad dicendum eis de praedictis omnibus veritatem, ac deinde illi qui eadem auctoritate nostra capti non fuerint vel detenti personaliter et ipse conventus per ydoneos syndicos vel defensores coram nobis in generali concilio quod Viennae in kalendis octobris ad duos annos congregari mandamus, tam nominibus suis propriis quam ordinis praelibati, comparere procurent, seipsos et ipsum ordinem, si voluerint et valuerint, super praedictis legitime defensuri et justam, dante Domino, sententiam vel ordinationem nostram humiliter recepturi. non obstantibus privilegiis quibuscunque eidem ordini et personis ipsius ab Apostolica Sede concessis per quae effectus praesentium posset quomodolibet impediri. Quod si praedictis modis contempserint comparere, nihilominus contra ipsos ad inquirendum et sententiandum seu ordinandum, eorum contumaciam divina replente praesentia. procedetur. negotii quali-

tate, justitia et aequitate pensatis. Ut autem hujusmodi nostra citatio ad omnem omnium personarum dicti ordinis notitiam deducatur, eam in palatio apostolico publice praesente fidelium multitudine copiosa et in audientia publica legi et publicari, necnon cartas et membranas citationem continentes eamdem in majori ecclesia Pictavensi appendi et affigi hostiis seu superliminaribus faciemus, quae citationem ipsam suo quasi sonoro praeconio et patulo judicio publicabunt, ita quod hii quos citatio ipsa tangit, nullam possint excusationem praetendere quod ad eos talis citatio non pervenerit vel quod ignorarint eamdem, cum non sit verisimile remanere quoad ipsos incognitum vel occultum quod tam patenter omnibus publicatur.

Datum Pictavis VI idus augusti, pontificatus nostri anno tertio.

CCCLV.

Bulle de Clément V sur la relique du Saint-Sang conservée dans la chapelle de Saint-Basile, à Bruges.

Clemens episcopus, servus servorum Dei, universis Christi fidelibus praesentes litteras inspecturis, salutem et apostolicam benedictionem.

Licet Is de cujus munere venit ut, si a suis fidelibus digne et laudabiliter serviatur, de abundantia pietatis suae quae merita supplicum excedit, vota bene servientibus multo majora retribuat quam valeant promereri, nichilominus tamen desiderantes Domino reddere populum acceptabilem, fideles ejus ad complacendum ei quasi quibusdam allectivis muneribus, indulgentiis videlicet et remissionibus, invitamus ut exinde reddantur divinae gratiae apertiores. Attendentes itaque quod in ecclesia Sancti Basilii de Brugis, Tornacensis dyocesis, quam ineffabilis altitudo providentiae, recti censura judicii coelestia pariter et terrena disponens, praerogativa sublimavit honoris et miraculorum assiduitate decorat, existit non modica quantitas sacratissimi sanguinis pretiosissimi corporis humani generis redemp-

toris Domini Nostri Jhesu Christi, qui per omnes dies ebdomadae, die veneris duntaxat excepta, quasi quamdam in modum lapidis duritiam repraesentat, die vero praedicto ut plurimum hora sexta liquescit, guttatimque distillat, pluraque alia multa miracula immensa Dei potentia in fidelium populorum praesentia ex devotione accedentium in magna multitudine ad ecclesiam antedictam inibi operatur, ex quibus dicta ecclesia grandi redditur veneratione colenda, favoribus extollenda, praecipuis studiis honoranda, sollicitis et sonoris laudum praeconiis veneranda, quodque dilecti filii burgimagistri, scabini, consules et universitas villae Brugensis dictae dyocesis verae dilectionis fervore et zelo intimae devotionis accensi a septennio citra vel circiter in festo Inventionis Sanctae Crucis, cum praelatorum et clericorum tam ipsius villae quam circumvicinorum locorum multitudine copiosa, processionaliter dictam villam circumeunt, sanguinem ipsum in ejusdem sanguinis honoris et reverentiae plenitudinem deferentes, ut ex hoc sibi per operis meritum et aliis pretio sanguinis praedicti redemptis proficiant, per exemplum inducendo eos ad visitandum dictam ecclesiam et locum in quo ipsa consistit, et ad exhibendam effuso pro eis sanguini reverentiam omnimodam et honorem : nos quibus praedicta miracula ipsorum experientia jam multipliciter patefecit, dignum et congruum quinimmo debitum arbitrantes ut ecclesiam ipsam quam Ipse cujus, licet immeriti, vices in terris gerimus, voluit proprii sanguinis splendore fulgere, odore respergere ac laudibus venerari, exhibitione reverentiae uberius prosequamur, dictorum burgimagistri, scabinorum, consulum et universitatis hujusmodi exemplum laudabile prosecuti, Universitatem Vestram rogamus, monemus et hortamur attente, in remissionem vobis peccaminum injungentes quatenus ad ecclesiam ipsam imploraturi a Domino intervenientibus sanguinis ejusdem suffragiis veniam delictorum in humilitate spiritus accedatis. Nos enim ut iidem fideles eo concurrant libentius ad eamdem quo suae devotionis affectum sibi magis ex divinae ac nostrae gratiae largitione senserint fructuosum, de omnipotentis Dei misericordia et Beatorum Petri et Pauli apostolorum ejus auctoritate confisi, omnibus vere poenitentibus et confessis qui causa devotionis ad ecclesiam et locum praefatos in dicto festo vel infra quindenam festum ipsum immediate sequentem, villam circumeundo praedictam, ac in die veneris majoris ebdomadae ad ecclesiam ipsam accesserint, annuatim quinque annos et quinque quadragenas, sin-

gulis vero aliis diebus veneris ecclesiam visitantibus antedictam, centum dies de injunctis eis poenitentiis misericorditer relaxamus. Datum Avenioni, kalendis junii, pontificatus nostri anno quinto.

Quibus litteris, sic ut praemittitur, lectis et publicatis, visisque diligenter et inspectis, supradicti burgimagistri, scabini et consules ad futuram rei memoriam easdem per me notarium infrascriptum de verbo ad verbum transcribi et in publicam formam redigi petierunt.

Acta fuerunt haec Brugis in consistorio ejusdem villae quod dicitur Ghisel-huus [1], praesentibus providis et discretis viris magistro W., talibus et talibus clericis Tornacensis dyocesis testibus ad praemissa vocatis et rogatis. Et ego Johannes Kerlin, clericus Tornacensis dyocesis, publicus apostolica auctoritate notarius, qui praemissis omnibus et singulis, dum agerentur et fierent, una cum testibus infrascriptis praesens interfui, ea vidi et audivi, praedictasque litteras papales vera bulla cum filo serico bullatas ad requisitionem memoratorum burgimagistri, scabinorum et consulum, de verbo ad verbum fideliter propria manu transcripsi et in hanc publicam formam redegi et publicavi, signoque meo consueto signavi in testimonium praemissorum rogatus. In nomine Domini amen.

Notum sit tam praesentibus quam futuris quod anno Domini M°CCC°IX° indictione nona, ultima die mensis ..... pontificatus sanctissimi patris et domini domini Clementis, divina providentia papae quinti, anno sexto, in praesentia mei notarii infrascripti et testium subscriptorum ad haec vocatorum et rogatorum, burgimagistri, scabini et consules villae Brugensis, Tornacensis dyocesis, quasdam litteras papales per Zeghardum clericum suum legi et publicari fecerunt, quas quidem litteras ego notarius infra una cum testibus infra non cancellatas, non abolitas, nec in aliqua sui parte corruptas vidi, tenui et palpavi vera bulla et in filo serico bullatas, formam quae sequitur continentes, etc.

[1] Ce mot est d'une lecture douteuse.

CCCLVI.

Protestation des monastères de Flandre contre la concession de subsides ecclésiastiques au roi de France.

—

Quia jam notum est plurimis quod multis reverendis fratribus archiepiscopis, episcopis regni Franciae signantibus sanctissimo patri summo pontifici regnum Francorum tantam necessitatem et guerrarum discrimina sustinere quod pro defensione ipsius necesse sit domino regi Francorum illustri per ecclesias dicti regni subveniri, ac praetextu hujusmodi supplicantibus ut eis et ecclesiis dicti regni liceat subvenire de bonis ecclesiasticis dicto regno absque transgressionne constitutionis nuper a dicto summo pontifice super hoc promulgatae, idem summus pontifex ad mandandam praefatam subventionem fieri coeperit inclinari et dicatur publice quod praefati dominus rex, archiepiscopi et episcopi per se vel per alios instent vel instare intendunt apud praedictum patrem sanctissimum summum pontificem ad impetrandum compelli ecclesias et ecclesiasticas personas dicti regni ad subventionem praestandam dicto domino regi, occasione praedicta; et nos probabiliter timeamus ne aliqui executores super hoc forsan pro Sede Apostolica deputandi contra nos omnes vel aliquos seu aliquem vel contra ecclesias nostras omnes et singulas velint absque causae cognitione procedere ad compellendum nos per censuram ecclesiasticam praestare subventionem praedictam, quod si fieret, gravaremur injuste pro eo quod praefatus dominus rex principaliter movit et prosequitur guerram et bellum induxit nobili viro domino Guidoni comiti Flandriae et aliquam partem terrae suae per violentiam occupavit, sub cujus comitis districtu et nos et ecclesiae nostrae sumus et qui semper more progenitorum suorum velud princeps catholicus nos fovit in pace ac nos et bona nostra ab omni injuria et infestatione protexit, nec idem comes prafatum regem ac regnum impugnaverit vel impugnet, immo stet pro defensione sui et terrae suae et nostri et rerum nostrarum, et praefatus dominus rex et sui omnia bona nostra, quae multa habemus extra comitatum Flandriae, sub suo et suorum adjutorum districtu consistentia, occu-

paverint et detineant violenter in gravissimum dampnum nostrum e laesionem enormem; cum etiam praefatus summus pontifex ex quibusdam non veris et suggestis moveri credatur ad concedandam memoratam subventionem praedicto regi, et nimium grave esset nos compelli ad subveniendum de bonis nostris domino regi praefato nos impugnanti, contra praedictum dominum comitem qui se et terram suam ac nos et bona nostra defendit, praesertim cum idem dominus comes semper obtulerit et offerat se paratum stare juri coram summo pontifice seu alio quocunque judice competenti, si rex contra eum in aliquo voluerit experiri : idcirco offerentes nos paratos stare juri super praemissis coram quolibet judice competenti, et volentes etiam nobis circa hoc prospicere, ad Sedem Apostolicam provocamus et appellamus contra quoscunque volentes contra nos occasione praemissorum procedere vel attemptare aliqua minus juste, ne occasione praemissorum contra nos in aliquo praeter vel contra juris ordinem procedant, supponentes nos omnes et singulos nobis adhaerentes et nostros et ecclesias nostras, statum nostrum et nostra protectioni Sedis ejusdem, et cum instantia petimus apostolos.

CCCLVII.

Appel au pape interjeté par le curé de Sainte-Marie à Damme.

Quia Balduinus, domini Leonardi de Flisco procurator, qui se gerit pro praeposito ecclesiae Sancti Donatiani Brugensis, minus juste et indebite me magistrum B. presbiterum, curatum ecclesiae Beatae Mariae in Dam, interpellat et interpellavit, et importune prosequitur et infestat quod mandatum domini Theodisii Malocelli, canonici Cameracensis ecclesiae, ut dicitur, a domino papa praedicto domino Leonardo dati, exequar et executioni demandem, quae executio, si per me fieret, foret in praejudicium provocationum et appellationum ex parte illustris principis domini Guidonis comitis Flandriae pro se et sibi adhaerentibus ad Sedem Apostolicam

contra praefatos dominos Theodisium et Leonardum interpositarum et negotii ad eamdem per eosdem appellationes et provocationes devoluti, et mei ipsius et juris mei cujus interest et jam diu est, eisdem provocationibus et appellationibus adhaesi et constanter adhaereo, ego praefatus B. me et mea et statum meum protectioni Sedis Romanae supponens et paratus stare juri coram domino papa super praemissis, ab hoc gravamine contra dictum procuratorem et omnes quorum interest et qui sua interesse crediderint appello in hiis scriptis ad Sedem Apostolicam et provoco, ne quid super praemissis et ea tangentibus seu eorum occasione fieri valeat in mei gravamen et praejudicium, petens instanter apostolos, et quia non conceduntur, iterum appello et provocationem alias a me factam super hiis quae tangunt praedictum negotium, innovo sub testimonio astantium personarum requisitarum et a me propter hoc vocatarum.

CCCLVIII.

Acte d'Arnould, abbé de Thosan, relatif à certains biens appartenant à la porte de l'abbaye.

—

Universis praesentes litteras inspecturis frater Arnoldus dictus abbas monasterii de Thosan, salutem et noscere veritatem.

Noverit Universitas vestra quod cum porta seu elemosina nostra de Thosan haberet duas et dimidiam mensuras terrae vel circiter jacentes in officio seu parrochia . . . . quae terra habet ab oriente terras talium, ab occidente pro parte terram talis ecclesiae et pro parte talis, ab austro mansum seu domistagium talis et ab aquilone terram talium, quae quidem terra empta fuit legitime erga tales proximo supradictos, cumque eadem porta seu elemosina haberet decem mensuras terrae jacentes in officio et parrochia praenotatis, habentis ab oriente partim terram talis, partim talium, ab occidente terram talis quae sic vocatur *Landwegh* vel *Clenemaet,* et sic consimiliter ut in prima clausa, petia autem una de dicta terra quae sic

vocatur, habet ab occidente terram talium etc., constitutus propter hoc coram nobis, frater Franco, tunc portarius noster, recognovit se concessisse nomine dictae portae, et de nostro consensu speciali et expresso concessit praedictam terram totam talibus. scilicet L. et M. ad annuum et perpetuum pactum sive censum ipsis . . . . . conjugibus, suisque heredibus seu successoribus quilibet pro VII libris in festo tali et in festo tali proportionaliter in perpetuum persolvendis; hiis adjectis conditionibus quod ipsi conjuges, heredes seu successores eorum de tota terra praedicta semper in carta seu brevi dictae portae unum capitaneum dare et servare tenebuntur, qui de toto pacto seu de summa pensionis praedictae singulis annis praenotatis terminis dictae portae seu elemosinae nostrae plene teneatur et integre respondere. Quod si per duos annos a morte illius qui in carta seu brevi dictae porta seu elemosinae scriptus sive positus fuerit, facere neglexerint, aut per duos annos a statuto tempore sive termino pensionem supradictam seu pactum impositum non solverint, portarius qui pro tempore fuerit, dictam terram totam ad jus et possessionem dictae portae seu elemosinae, libere, auctoritate propria. absque superioris seu aliquorum judicio requirendo, poterit revocare, et dicti conjuges, heredes seu successores eorum quicunque in casu hujusmodi dictam terram totam pacifice et absque strepitu dictae portae seu elemosinae relinquent et dimittent inde recedendo et nichil juris in eadem penitus reclamando. Et in morte hujus capitanei seu revocatione ejusdem subrogandus unam libram cerae solvet dictae portae seu elemosinae nomine relevii aut duos solidos pro eadem, hoc etiam observato quod Johannes, dictus Eggaerd, qui IIII mensuras vel circiter de dicta terra tenet ad praesens, sub eisdem conditionibus, consuetudinibus, pacto et censu quibus nunc usque eas tenuit, per duodecim annos a festo tali datam praesentem proximo subsequentes colere debeat et tenere, et de tanto censu quem dictae portae solvebat et non ultra dictis conjugibus, eorumque successoribus respondere. Insuper, si dicti conjuges vel heredes aut successores eorum in posterum dictam terram vel ejus partem vendere voluerint, hoc prius portario qui pro tempore erit, intimare debebunt ut dictus portarius forsitan. si voluerit. dictam terram redimat justo pretio mediante. Condictum etiam exstitit et conventum de ipsorum conjugum expresso consensu pro se. suisque heredibus et successoribus quibuscunque. adhibito quod ipsi, eorum heredes et suc-

cessores ad observantiam praemissorum omnium et singulorum, ubicunque morentur in posterum, per excommunicationis sententiam compellantur, se, suosque heredes et successores, quoad jurisdictionem curiae Tornacensi et Brugensi curiae totaliter supponendo. In cujus rei testimonium praesentes litteras dictis conjugibus pro se, suisque heredibus et successoribus concessimus nostri sigillis munimine roboratas. Datum anno, etc.

CCCLIX.

Donation de terres faite par le doyen de l'église de Courtray à l'abbé et au couvent de Thosan.

Universis, etc., frater N. dictus abbas de Thosan, totusque ejusdem loci conventus, salutem in Domino.

Noverit Universitas Vestra quod vir venerabilis dominus E., decanus ecclesiae Curtracensis, provida deliberatione praehabita, contulit nobis ac nostro monasterio, pro remedio animae suae ac animarum praedecessorum suorum, in puram elemosinam IIII linas terrae jacentis in Lisseweghe, in tali loco qui dicitur pomerium domini Gherulphi, et dimidiam mensuram terrae jacentis in tali loco qui dicitur *Northof,* quas terras tenet dominus Nicholaus, presbiter de Lisseweghe, pro annuo censu quatuor librarum. Item contulit nobis talem terram, videlicet unam mensuram, etc. Item contulit nobis VII mensuras terrae et dimidiam vel circiter jacentes partim in Lisseweghe et partim in Dudzele, quas tenet talis pro annuo censu VI librarum et pro duobus caponibus. Item contulit nobis X solidos annui redditus quos solvit . . . . . . assignatos et affixos super quatuor linas terrae jacentis in tali. Et contulit nobis XXV solidos annui redditus, quos solvit Johannes filius W., assignatos super terram suam jacentem in Lisseweghe; et hii redditus XXV solidorum relevium solvunt. Item contulit nobis fundos suos jacentes juxta ecclesiam de Lisseweghe continentes trecentas et triginta virgas qui solvunt annuatim tres libras vel circiter.

Praescripta omnia, videlicet terras, redditus et fundos contulit nobis dictus E. cum omni jure ac proprietate quam in eis habere potuit, a nobis et nostro monasterio deinceps perpetuo possidenda, nosque in vacuam possessionem praescriptorum induxit et insuper in argumentum translatae possessionis cartas et instrumenta super praescriptorum acquisitione confectas in manus nostras pure ac libere resignavit. Nos vero pro usufructu praedictorum quem sibi retinuit ad tempus, dabimus ei annuatim Curtraci ad vitam suam XXVII libras Flandrensis monetae, medietatem in festo Beati Bavonis et medietatem in medio mensis martii. Post mortem vero dicti E. dabimus Brugis dictas viginti et septem libras, vel in toto vel in parte, terminis praenotatis, duabus personis ab ipso E. in vita sua nominandis ad vitam earumdem, unicuique videlicet portionem suam ad vitam suam quam ei saepe dictus E. in dictis libris duxerit assignandam. Post mortem dicti E. et duarum personarum ab eo nominandarum, si quas tamen nominare voluerit, remanebunt XV librae de praescriptis penes monasterium nostrum ad opus capellaniae ad portam nostram processu temporis statuendae. Ex reliquis XII libris fient perpetuo conventui nostro tres pitantiae annuatim : una in anniversario dicti E., alia in commemoratione anniversarii patris sui et matris suae, tertia in commemoratione anniversarii parentum suorum et benefactorum suorum. Et in hiis omnibus renuntiamus omni beneficio et auxilio juris canonici vel civilis, omnique privilegio ordini nostro indulto seu indulgendo, per quae dicto E. seu personis ab eo nominandis aliquod posset dampnum, gravamen seu praejudicium generari.

In cujus rei testimonium et munimen sigillum nostrum una cum sigillo saepedicti domini E., decani ecclesiae Curtracensis, praesentibus litteris est appensum.

Datum anno Domini M° CC° LXXIIII°, mense aprili.

CCCLX.

Lettres de dispense accordées à un moine.

Universis praesentes litteras inspecturis frater R., dictus abbas de Magyo, salutem in Domino.

Quia inter quosdam abbates et alios ordinis Cisterciensis religiosos super defectu natalium domini Christiani monachi de Kyrielis altercationem audivimus quod minus accedere ad dignitates potuisset, imo eisdem certitudinem rei ostendere volentes ad omne rei dubium removendum, bullam Gregorii papae decimi ab eodem Christiano recepimus in haec verba :

Gregorius episcopus, servus servorum Dei, venerabili fratri episcopo Archephatensi, salutem et apostolicam benedictionem.

Regularis ordinis professoribus non indigne aliqua permittuntur quae solent interdum aliis interdici merito. Cum igitur ex parte dilectorum filiorum conventus monasterii de Kyrielis abbatis regimine destituti, sicut asserunt, Cisterciensis ordinis, tuae dyocesis, fuerit nobis humiliter supplicatum ut cum dilecto filio Christiano presbitero, monacho ipsius monasterii, super defectu natalium quem patitur, de presbitero genitus et soluta, dispensari misericorditer curaremus, nos attendentes quod ad religionem conversi si fuerint, in monasteriis suis laudabiliter conversati, juris permissione, illegitimatis macula non obstante, licenter possint ad ordinem promoveri, praesentium auctoritate tibi committimus ut cum eodem monacho, ejus suffragantibus meritis, super quibus tuam intendimus conscientiam onerare, quod hujusmodi non obstante defectu in susceptis ministrare ordinibus ex officio sui ordinis, et ad omnes alias dignitates, si libere valeat assumi, auctoritate nostra dispenses, prout secundum Dominum et personae ydoneitatem animae suae saluti videris expedire.

CCCLXI.

Jean, évêque de Tournay, donne à un évêque de Norwége le pouvoir de conférer les ordres ecclésiastiques dans son diocèse.

Reverendo patri in Christo domino E., Dei gratia Asloensi episcopo, Nydrosiensis provinciae in Norwegia, Johannes, miseratione ejusdem, episcopus Tornacensis, salutem cum omni reverentia et honore.

Reverendae Paternitati Vestrae celebrandi sacros ordines loco nostri hoc instanti sabbato post dominicam ..... in monasterio de Thosan, nostrae Tornacensis dyocesis, necnon dicto sabbato religiosos viros fratres Johannem, W et W. clericos ad omnes minores, Jacobum nunc dyaconum ad sacrum presbiteratus, praedicti monasterii monachos, discretum quoque virum Franciscum de Bononia, canonicum Tornacensem, ad omnes minores, ac omnes alios nostrae dyocesis qui litteras nostras dimissorias vobis praesentaverint, ad ordines gradatim, prout in eorum dimissoriis videbitis, promovendi plenam concedimus potestatem, vobis in hac parte vices nostras tenore praesentium committentes. Datum anno, etc.

CCCLXII.

Sentence d'arbitrage de Boniface VIII entre le roi de France et le roi d'Angleterre.

In nomine Domini amen, etc. In praesentia mei notarii, etc., sanctissimus pater et dominus Bonifacius divina providentia papa octavus arbitrium, laudationem, diffinitionem, arbitralem sententiam, amicabilem compositionem, mandatum, compositionem et alia infrascripta recitavit et protulit in hunc modum :

Dudum inter karissimos in Christo filios nostros Philippum Franciae, ex una parte, et Eduardum Angliae, ex parte altera, reges illustres, suggerente inimico humani generis pacis aemulo, super diversis articulis, materia discordiae et dissentionis exorta, tandem idem reges per speciales nuntios et procuratores ipsorum ad hoc ab eis mandatum habentes in nos Bonifacium, divina providentia papam octavum, tanquam in personam privatam, et dominum Benedictum Gaytanum, tanquam in arbitrum, arbitratorem, laudatorem, diffinitorem, arbitralem sententiatorem, amicabilem compositorem, praeceptorem, ordinatorem, dispositorem et pronuntiatorem super reformanda pace et concordia inter ipsos reges ac super hiis quae ad pacem pertinent, et super omnibus et singulis discordiis, guerris, litibus, controversiis, causis, quaestionibus, dampnis et injuriis, petitionibus, actionibus realibus et personalibus atque mixtis quae fuerant, erant seu vertebantur vel esse et verti possent inter ipsos reges, occasione quacunque, de alto et basso, absolute et libere compromittere curaverunt, prout in compromissorum instrumentis publicis inde confectis plenius continetur. Nos igitur Bonifacius papa praedictus, qui finem litibus imponere affectamus, sed praecipue inter reges praedictos quorum quietem indesinenter appetimus, et tanto ferventius felices cupimus vigere successus quanto pleniori eos affectione prosequimur et puriori complectimur caritate, hujusmodi compromissis receptis et nobiscum praehabita deliberatione diligenti, vocatisque nuntiis et procuratoribus supradictis ad arbitrium, laudationem, mandatum et arbitralem sententiam audiendum, eisque coram nobis ad hoc specialiter constitutis, ad laudem omnipotentis Dei qui est pacis actor et salutis amator et Gloriosae Virginis matris ejus, sicut arbiter, arbitrator, laudator et amicabilis compositor, ac sicut privata persona et Benedictus Gaytanus, ex virtute ac forma compromissorum praedictorum et omni modo et jure quo melius possimus, viam arbitratoris, laudatoris et amicabilis compositoris sequentes, dicimus, arbitramur, laudamus, diffinimus, arbitraliter sententiamus, mandamus, ordinamus, disponimus, pronuntiamus hac vice ut inter eosdem reges fiat et sit perpetua et stabilis pax et quod treugae vel sufferentiae voluntariae dudum indictae, initae ac firmatae inter eos eo modo et forma ac omnibus illis personis et terris, et sub illis poenis et conditionibus et temporibus sub quibus dictae, initae ac firmatae fuerint, immobiliter observentur; ad hujus-

modi autem pacem confirmandam, roborandam atque servandam infra tempus quod duxerimus moderandum, praefatus rex Angliae sororem dicti regis Franciae recipere ac ducere, cum dotalitio XV milium librarum Turonensium, in uxorem, et idem rex Franciae eamdem sororem suam eidem regi Angliae in uxorem dare et tradere cum dispensatione Sedis Apostolicae teneantur; quodque talis filia praelibati regis Franciae, quae infra annum septennem dicitur constituta, suo tempore tali praedicti regis Angliae filio, qui jam XIII aetatis suae annum exegit, cum simili dispensatione matrimonialiter cum dotalitio XVIII milium librarum Turonensium; idque firmetur atque valletur exnunc modis inferius annotatis, videlicet quod idem rex Angliae pro filio suo, idemque filius pro se, qui ad hoc sufficientem habet aetatem, contrahant sponsalia praedicta eorumdem regis et filii juramentis firmanda; et rex Franciae nomine filiae suae praedictae contrahat hujusmodi sponsalia pro eadem. Quae ut valida sint et firma, volumus, dicimus et arbitramur quod rex Franciae promittat per juramentum quod ipse in animam suam praestabit, tradere praedictam filiam suam praedicto nuptui tempore quo concordatum extiterit inter ipsos vel per nos arbitratum fuerit vel laudatum, pro quibus attendendis firmiter et fideliter adimplendis dicimus, laudamus et arbitramur quod tali poena apponenda firmetur et ab utraque parte promissa et solvenda valletur parti parenti a parte non parente ita quod negotium istud in tuto ponatur et partes ad ejus finalem executionem efficacius inducantur, cujus poenae promissionem et obligationem efficaciter valere volumus et decernimus ac tenere, non obstantibus juribus quae pro libertate matrimoniorum hujusmodi poenas inhibent, quae ex certa scientia pro tanto bono tollimus in hoc casu. Addentes nihilominus quod reges praedicti aliquos de baronibus suis notabiliores per juramenta faciant obligare ad sponsalia praedicta et matrimonia praedicta et attollenda impedimenta pro viribus quae possent circa hoc vel contra haec inveniri. Quia vero sponsalia praedicta tanto amplius desideramus habere felicem effectum et efficacem eventum, quanto per hoc probatur, credimus, pacem praedictam firmius et fidelius observari, pro tanto pacis bono decernimus auctoritate apostolica quod terra illius regis cujus culpa vel malitia steterit quominus contrahantur sponsalia praedicta et matrimonium consummetur, ecclesiastico subjaceant interdicto, nisi super hoc requisitus praedicta cum effectu cor-

rexerit infra mensem. Item dicimus, laudamus et arbitramur seu etiam diffinimus quod de omnibus bonis mobilibus vel se moventibus, ablatis vel alias vel aliis male subtractis, et de omnibus dampnis datis hinc inde ante tempus motae vel ortae guerrae praesentis, primo de omnibus quae exstant et consumptae non sint, praesertim de navibus et aliis quibuscunque bonis per Anglos et Gascones et eorum complices ante guerram occupatis in mari vel in terra, quod rex Angliae omnia quae de praedictis extant, bona fide sine lite et absque figura judicii omni fraude cessante ad requisitionem regis Franciae vel nuntii sui statim faciat ad plenum restitui; et rex Franciae similiter, si qua talia ante dictam guerram capta vel ablata apud ipsum vel in sua potestate existentia reperta fuerint, similiter ad plenum faciat restitui praefato regi Angliae vel ejus nuntio requisitus. De ablatis vero non existentibus sed deperditis et consumptis laudamus, arbitramur seu etiam diffinimus quod rex Angliae ad requisitionem regis Franciae vel nuntii ejus satisfieri faciat, et ad hoc faciendum etiam teneatur sine lite et sine figura judicii bona fide et omni fraude cessante. Etiam rex Franciae similiter si qua per gentes suas ablata, deperdita seu consumpta inventa fuerint, ad requisitionem regis Angliae vel nuntii ejus satisfieri faciat, taxatione nobis certa praedictorum secundum aestimationem contra utramque partem ubi per concordiam partium negotium super praedictas sopitum non esset, plenarie reservata. Item dicimus, laudamus, arbitramur seu etiam diffinimus quod idem rex Angliae de omnibus terris, vassallis et bonis quae ipse nunc habet et tenet in regno Franciae seu tenebat ante motam guerram, praesentem hanc illam quantitatem et illam partem terrarum, vassallorum et bonorum eorumdem quam sibi ex virtute compromissorum praedictorum laudaverimus et mandaverimus assignari, vel inter ipsos reges fuerit concordatum, et sub illis fidelitate, homagio, modis et conditionibus quibus ipse ac pater suus habuisse hactenus et tenuisse noscantur, modis et temperamentis per nos adhibendis in abusu. Si quis ex parte regis Franciae hactenus commissus inventus fuerit in exercitio resorti modis etiam et temperamentis per nos adhibendis in abusu partis alterius, si quis videlicet ex parte regis Angliae vel suorum hactenus commissus contra jus resorti fuerit inventus, ne talia in posterum committantur conditionibus etiam, modis et securitatibus per nos ponendis et adhibendis in terris, vassallis, bonisque aliis quae per nostram pronun-

tiationem seu concordiam partium praefatus rex Angliae habiturus est de praedictis, ne amodo idem rex Angliae vel successores contra regem Franciae vel successores ipsius valeant rebellari, dicimus etiam, laudamus et arbitramur seu diffinimus quod exnunc omnes terrae, vassalli et bona praedicta et alia tam quae tenet rex Franciae de hiis quae tenebat rex Angliae ante guerram praesentem, quam quae tenet rex Angliae in regno Franciae, bona fide et sine omni fraude, absolute et libere in manibus nostris ac posse ponantur et assignentur tenenda a nobis nomine regis Franciae quae ex parte sua, et nomine regis Angliae quae ex parte nominis ejusdem fuerint assignata, ita tamen quod per hoc in possessione vel proprietate nihil novi juris accrescat alteruter partium vel antiqui decrescat, super quorum assignatione, si qua fuerit exorta dubitatio vel ambiguitas inter partes, illam nostrae declarationi et arbitrio reservamus. Quod si forsan dicti reges de ipsis terris et bonis concordaverint adinvicem, volumus, laudamus et arbitramur exnunc id in quo concordaverint, perpetuo ac inviolabiliter observari, alioquin nos ex praedicti commissi virtute apponemus ad id illud remedium quod ministrabit et ex tradita nobis potestate licebit. Si vero aliquo casu contingente hoc facere non possemus, volumus, dicimus et arbitramur quod utrique parti pristina jura nobis salva remaneant et illaesa. Porro per hujusmodi assignationem faciendam de terris, vassallis et bonis praedictis nullum ipsis regibus vel eorum alteri quoad possessionem vel proprietatem seu detentationem vel aliter praejudicium generetur. Omnia autem et singula supradicta per nos arbitrata, laudata, diffinita et arbitraliter sententiata et pronuntiata dicimus, arbitramur et praecipimus sub poenis in compromissis contentis et aliis de quibus nobis videbitur, nostro arbitrio nihilominus firmo manente, a partibus inviolabiliter observari. Et insuper reservamus nobis liberum arbitrium et plenariam potestatem, prout ex forma compromissorum praedictorum nobis competit, super omnibus et singulis quae inter eosdem reges ex compromissis praedictis arbitranda, laudanda, componenda, diffinienda et pronuntianda restant, et haec arbitrata, laudata, diffinita et pronuntiata sive disposita non sunt, arbitrandi, laudandi, diffiniendi, arbitraliter sententiandi, praecipiendi, ordinandi, disponendi atque pronuntiandi, necnon et tam in omnibus et singulis arbitratis, laudatis, diffinitis et pronuntiatis in praesenti arbitrio atque laude, quam in hiis quae arbi-

tranda, laudanda, arbitraliter sententienda, diffinienda, pronuntianda, ut praemittitur, restant, addendi, minuendi, corrigendi, interpretandi, semel et pluries et quotiens nobis placuerit ac videbitur expedire. Caeterum ut dextera Domini quae miram facit in suorum operum executione virtutem, efficacius et perfectius huic negotio prosperetur, terminum peremptorium exnunc ipsis regibus assignavimus ut, omnibus in praesenti arbitrio nobis supradicto negotio reservatis et ad ea pertinentibus, illis die ac loco compareant coram nobis, de quibus eis ad id per litteras nostras duximus nuntiandum, cum quibus super hiis pro ipsorum quiete ac prospero statu mundi et pro utilitate negotii terrae sanctae providere salubriter dante Domino valeamus.

CCCLXIII.

Absolution d'un moine de l'abbaye de Thosan qui avait blessé un écolier.

Reverendo patri ac domino suo in Christo karissimo domino M., Dei gratia venerabili Tornacensi episcopo et universis ad quos praesentes litterae pervenerint, frater A., dictus abbas de Thosan, salutem in Domino sempiternam.

Vestra, domine Tornacensis episcope, Reverenda Paternitas et illorum omnium ad quos litterae istae pervenerint universitas noverit quod nos litteras religiosi viri fratris Jacobi de Dunis, domini papae poenitentiarii, recepimus in haec verba :

Frater Jacobus de Dunis, domini papae poenitentiarius, dilecto in Christo abbati monasterii Beatae Mariae de Thosan, ordinis Cisterciensis, salutem in Domino.

Ex parte fratris Henrici monachi vestri monasterii fuit propositum coram nobis quod ipse olim, cum esset in seculo, quemdam suum scolarem causa correctionis virga incaute percussit ita quod ex percussione illa oculum amisit : quare supplicari fecit humiliter sibi super hoc per Sedem Apostolicam de misericordia provideri. Nos autem auctoritate domini papae et

mandato venerabilis patris domini fratris M. miseratione divina tituli sancti Laurentii in Damasco presbiteri cardinalis, ipsius domini papae poenitentiariae curam gerentis, circunspectioni vestrae committimus quatinus postquam passo injuriam satisfecerit competenter, ipsum ab excommunicatione quam propter hoc incurrit et excessu hujusmodi juxta formam Ecclesiae absolvatis, et, considerata diligenter culpa ipsius, injungatis ei auctoritate praedicta poenitentiam salutarem. Super irregularitate vero quam sic ligatus se divinis officiis immiscendo contraxit, et quod, reatu hujusmodi non obstante, in suis ministrare et ad superiores ordines licite promoveri possit cum ipso misericorditer dispensetis. Datum Romae VII kalendas maii, pontificatus domini Nicholai papae anno secundo.

Nos autem mandatum quod nobis directum extitit per praedictas litteras quantum fuit in nobis executioni debitae demandare volentes, omnibus quae ad commissionem hujusmodi nobis factam spectabant seu videbantur spectare, de jure, communicato etiam peritorum consilio, rite actis, si excommunicationem et irregularitatem incurrit aliquam ex percussione praedicta, ipsum absolvimus et cum eo auctoritate apostolica misericorditer dispensamus, et absolutionem et dispensationem hujusmodi universis et omnibus atque singulis innotescere volumus praesentium testimonio litterarum. Datum anno Domini M° CC° octavo, dominica infra octavam Assumptionis Virginis Gloriosae.

CCCLXIV.

Lettre de recommandation pour un moine.

Venerabili, etc., frater ...... dictus abbas ......, salutem cum sincerae dilectionis affectu et valentem ad omnia pietatem.

Exhibitorem praesentium fratrem Adam, sacerdotem, vestrum monachum apud nos per aliquot tempus digne, laudabiliter et honeste conversatum, quem etiam noster favor et nostri conventus gratia comitatur specialis,

multimoda recommendatione dignum, prout ejus religiosi eminentia per effectum plenius approbavit, ad Vestrae Paternitatis clementiam, de beneplacito et mandato reverendi patris nostri domini . . . . . abbatis Clarevallensis, duximus transmittendum, vestram pro ipso benignitatem affectu quo possumus ampliori deprecantes quatinus eumdem ut pius pater redeuntem filium caritatis amplecti brachiis velitis et sinu clementiae dignemini confovere. Universis vero per quos transitum fecerit aut moram aliquam casu fortuito traxerit, obnixe rogamus ut eidem, intuitu Dei et ordinis Cisterciensis reverendi, in viae et vitae suae necessariis misericorditer et liberaliter coassistant, et de vectura sufficienti, cum necesse fuerit et ab ipso requisiti fuerint, sollicite provideant.

CCCLXV.

Lettre de l'abbé de Clairvaux sur les malheurs de la guerre et sur la dîme à payer au roi de France.

Venerabilibus et in Christo karissimis . . . . coabbatibus de Igniaco, etc., necnon prioribus, cellerariis, etc., eorumdem frater I. dictis abba Claraevallis, salutem et cum consolatione Sancti Spiritus septiferi fructum obedientiae salutarem.

Crebre profunda traximus et adhuc trahimus suspiria cum anxio gemitu cordis, videntes diebus nostris ordinem nostrum, propter guerras, subventiones, contributiones et decimas, intollerabili, nisi subveniat divina potentia, subici servituti. Vos siquidem latere non credimus qualiter et sub qua forma verborum vocati fuerint et citati per litteras domini regis Franciae apud Parisios, in octavis nuper praeteritae Purificationis Beatae Mariae, praelati, abbates exempti et non exempti, capitula et collegia dicti regni ad praestandum propter guerram Flandriae subsidium dicto regi. Verum reverendo patri in Christo domino Cysterciensi et quatuor primis abbatibus et quibusdam aliis abbatibus ibidem dicta die existentibus

coram dicto domino rege cum praelatis caeteris supradictis expositum fuit periculum et eminens necessitas dicti regni, ac etiam a dicto rege fuimus cum magna instantia requisiti, quamquam posset, si vellet, virtute regia et privilegialiter fecisse quod forte nobis fuisset intolerabile et dampnosum. Unde nos, consideratis his omnibus et tractatu diligenti habito, factum sequentes praelatorum, non sine cordis angustia, dicto domino.... regi concessimus duas decimas duobus annis continuis persolvendas pro nobis et pro universo nostro ordine Cisterciensi in regno Franciae constituto, de reverendi in Christo patris domini Cisterciensis et primorum ac aliorum plurimorum abbatum consilio et assensu. Unde vobis auctoritate paterna et generalis capituli praedicto patri et nobis primis commissa in talibus arduis negotiis, in quibus non possit dictum capitulum exspectari, sub poena exponendi bona vestra manibus regalium compellentium ad solvendum et contrahendi vestris sumptibus ad sarcinam usurarum, et sub poena transgressionis et inobedientiae a nostro praedicto generali capitulo transgressoribus et inobedientibus infligenda, vobis et cuilibet vestrum praecipiendo mandamus quatinus vestrum quilibet unam decimam integram, prout solvere consuevistis, dicto domino Cysterciensi vel ejus mandato in instanti festo Beati Johannis Baptistae Parisius persolvatis. Incipiet autem dictae solutionis terminus per octo dies ante festum memoratum, alioquin, sicut praedictum est, non solventes compulsioni regiae exponemus nihilominus tanquam inobedientes et rebelles auctoritati capituli generalis puniendos. Vobis insuper universis et singulis generationem habentibus auctoritate qua supra praecipiendo mandamus quatinus istud idem filiis vestris quam citius poteritis sub modo et forma consimili insinuare curetis, ac in signum receptionis hujusmodi nostri mandati sigilla vestra praesentibus apponatis, ipsas per latores praesentium remittentes.

Datum in Compendio in crastino beati Mathiae apostoli anno Domini M° CC° nonagesimo nono.

CCCLXVI.

Lettre de l'abbé des Dunes relative aux dettes du monastère de Thosan.

—

Universis praesentes litteras inspecturis frater Jacobus dictus abbas de Dunis, salutem in Domino sempiternam.

Noverit Universitas vestra quod cum nos anno Domini M° CCC°, feria tertia ante festum beatae Mariae Magdalenae, visitantes filiam nostram dilectam abbatiam de Thosan, cedente domino Arnulpho de Lisseweghe, ibidem dominum Willelmum praefecimus abbatem, diligenti investigatione super statu domus praehabita, invenimus quod dicta domus eodem tempore debebat diversis septem milia librarum, octingentas quatuordecim libras et septem decem solidos Flandrenses. Quae ut posteris innotescant, praesenti scripto nostrum sigillum duximus apponendum. Datum, etc.

CCCLXVII.

Quittance d'une somme de deux cents livres de Flandre, due par le monastère de. . . . . .

—

Noveritis quod cum religiosi viri abbas et conventus monasterii. . . . . tenerentur ex mutuo tali relictae in ducentis libris Flandrensium, necnon et octo et dimidia libris grossorum Turonensium, per litteras eorumdem abbatis et conventus, ut dicebat, ipsa relicta de dictis pecuniarum summis plenam et expressam mentionem facientes, constituta coram nobis propter hoc personaliter dicta relicta recognovit et confessa fuit se ab abbate et conventu praedictis per manum fratris Willelmi de Jabbeke, bursarii dicti monasterii, de dicto mutuo praedictas octo et dimidias libras grossorum Turonensium recepisse et habuisse, ac sibi plene et integre

solutas esse, unde se tenuit optime pro pagata, quitans, liberans et absolvens dictos abbatem et conventum de tanto. Et quoniam dictas litteras de totali mutuo supradicto mentionem facientes prae manibus non habebat ad praesens, nec habere poterat, competenter ut asseruit coram nobis, recognovit et confessa fuit coram nobis ut posterius praedictae litterae ultra ducentas libras Flandrensium valere seu vigorem habere non debeant, si forsitan penes eandem seu quoscunque alios easdem in posterum contigerit repperiri quoad octo libras et dimidiam grossorum Turonensium memoratas, causans et annullans easdem ac omnibus decernens carere viribus et omni robore firmitatis.

CCCLXVIII.

Lettre de l'official de Tournay au sujet du testament de Michel Reyniers.

Officialis Tornacensis omnibus presbiteris et capellanis in dyocesi Tornacensi constitutis ad quos istae litterae pervenerint, salutem in Domino. Querimoniam gravem recepimus ex parte executorum testamenti seu ultimae voluntatis quondam Michaelis Reiniers, continentem quod licet dictus quondam Michael in extremis laborans, compos suae mentis et capax rationis, sciens nil certius morte ac incertius hora mortis, cupiens saluti animae suae providere, pie cogitans ac de suis bonis disponens, suum condiderit testamentum seu ultimam ordinavit voluntatem, in qua ordinatione plures elemosinas et legata piis locis et miserabilibus personis contulit et legavit, et male acquisita ab eodem restitui voluit et mandavit, dictosque conquerentes dicti sui testamenti seu ultimae voluntatis suae elegerit ac instituerit executores, in quorum manibus bona sua et credita omnia posuit et reliquit, volens quod ipsi executores bona et credita praedicta caperent, perciperent et haberent ac de eisdem disponerent, eaque in executionem dicti testamenti converterent secundum ordinationem ipsius testatoris, sua eis in praemissis cedens et demandans competenter

jura et actiones, ipsique executores ejus dictae executioni in se susceperint, et hiis factis dictus testator decesserit; nihilominus tamen Elyzabeth, relicta dicti quondam Michaelis testatoris, minus juste et contra dictorum executorum voluntatem, bona praedicta ad dictum testamentum spectantia sibi attraxit et occupavit, eaque detinuit et adhuc detinet et possidet, seu dolo desiit detinere, impeditque et perturbat dictos executores et facit quominus executores dicti parati ad executionem praedictam procedere, eaque adimplere, bona et credita praedicta apprehendere, capere et habere, de eis disponere, eaque in executionem praedictam convertere possint secundum voluntatem testatoris, ipsos executores circa executionem praedictam graviter opprimendo et fatigando in detrimentum animae suae et scandalum plurimorum, dicti testamenti detrimentum et dictorum executorum dampnum et gravamen, dicto testamento se opponendo et ipsum annullare intendendo. Unde, cum, hujusmodi testamento et bona ad ea spectantia in dyocesi Tornacensi, quaestio et decisio eorumdem ad forum nostrum ecclesiasticum spectare noscantur, et per nos provideri debeat ut universa secundum voluntatem defunctorum recte fiant, cum nichil magis debeatur hominibus quam quod eorum ultimae voluntatis eis liber sit stilus, dictique executores parati sint et paratos se offerant coram nobis stare juri adversus omnes de ipsis conquerentes, et nos parati sumus omnibus de ipsis conquerentibus justitiae plenitudinem exhibere, et praemissa notoria sint et manifesta, ut dicitur: vobis omnibus et singulis in virtute sanctae obedientiae et sub poena canonica firmiter praecipiendo mandamus quominus praedictam relictam diligenter moneatis coram testimonio competenti ut indilate post monitionem sibi factam a praemissis bonis ab ea occupatis et detentis, et possessione, impedimento, perturbatione, oppressione, fatigatione, oppositione, visu, eorumque procuratione cesset et penitus desistat, dictaque bona dictis executoribus tradat et deliberet, ipsosque eadem capere, percipere, habere, de eis disponere, eaque in executionem praedictam convertere secundum voluntatem testatoris permittat pacifice et quiete sine custu et dampno eorumdem, ipsamque, si necesse sit, ad id agendum per censuram ecclesiasticam firmiter compellatis, nisi causam coram vobis praetenderit efficacem quare id facere non teneatur. Qua praesenti citetis ipsam peremptorie Tornaci coram nobis ad feriam quintam post Conversionem Sancti Pauli contra dictos

executores dictam causam ostensuram et processuram super praemissis et ea tangentibus, prout de jure fuerit procedendum. inhibentes dictae citatae, judici, ballivo, laycali justitiario et partitoribus bonorum dictis *deelmannen* villae Brugensis ac aliis omnibus et singulis de quibus fueris requisitus, ne sub poena excommunicationis, monitis, citationis die, inhibitionibus, lite et causa pendentibus, coram nobis aliquid contra dictos executores testamenti et bona praedicta innovent, immutent, statuant, judicent, determinent, in aliquo procedant, et specialiter dictae relictae sub poena LX librarum Parisiensium curiae Tornacensi reddendarum, ne dicta bona distrahat, alienet seu in manus alienas tradat aut deliberet, aut ea dividat seu diminuat, quodque faciat seu attemptare praesumat quod sit in praejudicium aut contemptum nostrae jurisdictionis, dicti testamenti detrimentum, dictorumque executorum dampnum seu gravamen. Et quid inde factum fuerit nobis, liquide rescribatis, ita quod in hiis exequendis unus vestrum alium vel alios statim visis praesentibus non exspectet. Datum anno Domini M° CC°, etc.

CCCLXIX.

Donation faite par Siger d'Audenarde aux pauvres de Moerkerke.

Universis, etc. Noverit Universitas vestra quod cum dilectus noster dominus Sygerus de Aldenardo, in ecclesia de Moerkerke perpetuus capellanus, ad caritatis opera quae pietatem redolent et salutem respiciunt animarum, totis desideriis anhelaret, cupiens et satagens pro viribus pauperum sublevare inopiam, praecipue in parrochia de Moerkerke, in qua ampliora dinoscitur beneficia percepisse, instanter postulavit a nobis quominus ejus desiderium promovendo ad opus pauperum parrochiae supradictae pannos aliquos, unde possent annis singulis in perpetuum de consilio presbiterorum de Moerkerke hujusmodi vestiri pauperes, venderemus eidem, ita quod quibus uno anno provisum foret, nil obtinerent anno proximo sub-

67

sequente, nosque et nostros successores ad solutionem seu praestationem pannorum hujusmodi absque difficultate seu defectu vellemus perpetuis temporibus obligare, et quod noster portarius qui esset pro tempore post ejus decessum, vice et ipsius nomine distributor perpetuus existeret elemosinae praenotatae. Nos igitur considerantes dicti capellani pium et sincerum desiderium erga Christi pauperes supradictos, ac hujusmodi elemosinam quantum possumus promovere volentes, vendidimus eidem de communi consilio ad opus et succursum pauperum praedictorum duos pannos et dimidium quales pro porta seu elemosina nostra in nostro monasterio parari et fieri solent seu consuetum est, pro certa pecuniae de qua inter nos convenit summa et de qua contenti sumus, nobis ab ipso capellano plenarie persoluta, promittentes apud Moerkerke in domo sua, singulis annis quoad vivet, dictos pannos deliberare circa festum Omnium Sanctorum, per ipsum, prout oportere viderit, toto vitae suae tempore distribuendos, et post ejus obitum nostro portario qui erit pro tempore, quem idem jus habere volumus in eisdem, per ipsum conferendos et distribuendos integre pauperibus infra limites dictae parrochiae morantibus, de consilio dictorum presbiterorum modo superius jam expresso, prius tamen eorumdem pauperum necessitatibus indagatis diligentius singulis annis per nostrum portarium supradictum, nec in praemissis ipsorum presbiterorum consilium idem portarius aliter sequi tenebitur quam suae conscientiae viderit convenire. In cujus rei testimonium et memoriam futurorum praesentibus litteris nostrum sigillum duximus apponendum.

Actum anno Domini M° CCC° primo, die lunae post festum Beati Mathiae apostoli.

CCCLXX.

Vente à la porte de Thosan de terres près de Saeftinghe.

Universis praesentibus et futuris praesentem paginam inspecturis frater Willelmus dictus abbas, totusque conventus de Thosan, salutem in Domino sempiternam.

Noverit Universitas vestra quod cum post varios labores et instantias nobilis princeps et dominus Guido, comes Flandriae, pro rebus et bonis sibi ac suo mandato retroactis temporibus a monasterio nostro traditis et deliberatis, morum apud T'Savetinghe satisfactionis et solutionis nomine tradi nobis et deliberari fecisset per dilectum filium suum dominum Philippum, Thietiae et Laureti comitem, nosque in consecutione hujusmodi mori cum fundo expendere plurima convenisset, nec haberemus commode unde praemissa prosequi aut quod pro eisdem prosequendis et assequendis exponere poteramus, timentes plurimum ne tantae utilitatis negotium ob defectum hujusmodi impediri contingeret vel differri, in tam urgenti necessitate constituti et artati, cum tunc nobis verisimiliter subveniri nequibat utilius, ad dilectum portarium nostrum ex consueta recurrimus fiducia, si forsan de pensionibus vel fidelium elemosinis quicquam receperat vel alias collegerat quod debebat aut volebat ad opus et usum pauperum acquirendis terris vel redditibus applicare. offerentes eidem ad opus et usum praedictum et cum effectu tradere volentes partem in eodem moro cum fundo quantum summa per ipsum ascenderet exponenda. Qui portarius, ad consilium reverendi patris domini abbatis de Dunis, venerabilis patris abbatis nostri, cui necessitatem nostram arduam et utilitatem quam exinde dependere non modicam monstraveramus, affectuose considerans, quadringentas et septem libras Flandrenses pagamenti, nomine dictae portae, in numerata pecunia quam totam in acquisitionem et consecutionem praedicti mori cum fundo convertimus, nobis tradidit et deliberavit, ac partem mori hujusmodi et fundi quam sibi obtuleramus utpote remotam, et cui retinendae utiliter non valebat insistere, monasterio nostro reliquit in perpetuum recompensandam bonis aliis, ut decebat. Cupientes igitur quod nostra porta, cujus adjutorio sumus in hac parte profectum laudabilem consecuti, nos gratos, benignos et favorabiles recompensatores omnino se gaudeat repperisse, in recompensationem debitam et permutationem legitimam partis mori cum fundo eidem portae per nos, ut praetactum est, oblatae, de communi consilio et pari voluntate dedimus. tradidimus ac deliberavimus dicto portario, nomine dictae portae, ad opus et usum pauperum perpetuo confluentium ad eamdem, viginti et novem boneria et duas mensuras wastinae seu terrae incultae vel circiter, incipientis superius ad austrum a loco qui dicitur locus Johannis Miraels et

tendentis inferius versus Aquilonem usque ad viam positam in wastina seu terra quae dicitur: Boneriorum de novem libris, inter viam quae dicitur : Droem ab occidente et wastinas Hugonis Bruneels, Nicholai dicti Brunen, et aliorum ab oriente. Quam quidem wastinam sive terram incultam totam infra praedictos confines comprehensam vel alios, si qui forent, in ipsam portam nostram ad opus et usum praedictum cum omni jure et proprietate quod et quam in ea habuimus vel habere potuimus, legitime et debite recompensationis nomine transtulimus et transferimus cum effectu ad habendum, tenendum et possidendum eamdem totam in perpetuum, et quicquid sibi placuerit deinceps faciendum garandizaturi et liberaturi eamdem legitime contra omnes, reverendo patri domino abbati de Dunis. venerabili patri abbati nostro praedicto supplicantes quatenus praemissis assentiens ea laudet, approbet et confirmet ac corroborare una nobiscum sui sigilli munimine dignum ducat. Nos vero abbas de Dunis praedictus pater abbas monasterii supradicti, ad requisitionem et instantiam domini abbatis et conventus praedictorum, praemissis benivolum impartientes assensum, ea laudamus, corroboramus et approbamus ac auctoritate paterna confirmamus, sigillum nostrum una cum sigillo dictorum domini abbatis et conventus praesentibus litteris apponendo. Actum anno Domini M° CCC° quarto, mense mayo.

CCCLXXI.

Testament de Philippe, dit Warregaren, bourgeois de Bruges et croisé.

In nomine Patris et Filii et Spiritus Sancti amen. Ego Philippus dictus Warregaren, laycus, oppidanus Brugensis, crucesignatus ac terram sanctam Jherosolimitanam visitare paratus, in praesentia testium infrascriptorum ad hoc specialiter convocatorum, ob remedium peccatorum meorum meum testamentum seu meam ultimam voluntatem, quocunque nomine censeatur, condo et ordino in hunc modum. In primis ordino et dispono

ut quando jubente Domino me ab hac vita migrare contigerit, post obitus mei certam denuntiationem, si in exteris regionibus me mori contigerit, distribui volo ecclesiae de Versenare XX solidos, quos XX solidos distribuendos post obitum meum do, lego simpliciter, absolute et pure ecclesiae antedictae. Item do, lego XX solidos distribuendos pauperibus in ecclesia de Versenare ad eorum mensam, ut est moris. Item do, lego ad domum Sancti Spiritus in Brugis XX solidos distribuendos ibidem pauperibus qui dicuntur *Scamelhuusweke*, ut est moris. Item do, lego simpliciter, absolute et pure XX libras conventui de Thosan ad emendos redditus perpetuos distribuendos eidem conventui ad pitantiam, die quo occurrerit meum anniversarium observandum; sed in certa pecuniae quantitate omnia jam praetacta ut supra do lego simpliciter, absolute et pure. Item ordino, dispono et assigno XX libras ad restitutionem faciendam, si quis se laesum a me fuisse in aliquo detulerit. Item ordino et dispono quod omnia utensilia et suppellectilia domus quam ego cum uxore mea inhabito seu inhabitabo tempore quo decedam, si praemori me contingat, uxori meae Heilsoete quae supervixerit, boni viri arbitrio aestimanda pariter et utenda remaneant quoad vivet. Item do, lego, ordino et dispono quinquaginta libras Heilsoete, uxori meae, de medietate bonorum nostrorum communium me contingente, ita quod dictae quinquaginta librae dictae uxori meae utendae remaneant quoad vivet. Item do, lego uxori meae Heilsoete praedictae octavam partem mansionis sitae in villae Brugensi, in vico qui dicitur *Nortstrate,* quam Margareta, mater dictae Heilsoete, uxoris meae, inhabitat, quae nobis ex formortura patris dictae uxoris meae contingebat, dictam partem mansionis boni viri arbitrio aestimandam dictae uxori meae Heilsoete do, lego utendam quoad vivet. Post mortem autem ipsius utensilia et suppellectilia ac quinquaginta libras ac partem mansionis pro rata me contingentia, residuaque mobilia et immobilia quorum mentio superius non est facta, testamentariorum seu executorum meorum infrascriptorum dispositioni relinquo, ut inde nomine meo ordinent et disponant, prout, secundum Deum, saluti animae meae viderint expedire. In praemissis omnibus ut congruit exequendis ex quibus etiam ordinatio seu commissa dispositio facienda fuerit ordinandis, testamentarios meos et mei executores testamenti eligo fratrem Balduinum de Ghistella dictum priorem de Thosan, de voluntate et licentia abbatis sui, et dominum Lambertum dictum Over-

landre, laycum, oppidanum Brugensem. Si vero post obitum meum ex praemissis executoribus meis seu testamentariis aliquem meo nondum ad finem debitum testamento producto decedere vel ad statum hujusmodi in quo meam non possit exequi voluntatem, venire contigerit, qui dictorum executorum superfuerit, quae dictorum omnium exequenda fuerint vel etiam ordinanda exequatur seu ordinet et disponat. Si vero neuter eorum qui possit disponere supradicta et exequi sive facere quae superius sunt expressa, superfuerit, abbas de Thosan qui pro tempore fuerit, exequatur, ordinet et disponat, prout est expressum superius, quae disponenda ordinanda fuerint vel ut convenit exequenda. Si vero filium vel fortassis posthumum mihi nasci contigerit, illum mihi heredem restituo in legitima sibi debita portione, caeteris in testimonio seu mea ultima voluntate praesenti expressis in suo robore duraturis.

Haec autem volo et ordino et servari praecipio, quod si dicta mea dispositio seu ordinatio praedicta jure non valeat testamenti, valeat saltem jure codicillorum seu alterius cujuscunque ultimae voluntatis. Et rogo vos magistrum Gervasium canonicum ac scolasticum Beati Donatiani in Brugis, ac vos tales et tales quos in testes, ut tactum est superius, convocavi pariter et rogavi, ut in testimonium et robur praemissorum praesentem litteram testamentariam sive meae dispositionis et ultimae voluntatis comprehensivam vestrorum munimine sigillorum ad perpetuam rei memoriam roboretis. Et quoniam ego proprium cui fides valeat adhiberi, sigillum non habeo, rogo vos dominum abbatem de Echoute ut vestrum sigillum vice mei ducatis praesentibus apponendum. Unde ad preces et instantiam testatoris seu dispositoris praedicti nos abbas de Echoute praesentes litteras nostro sigillo fecimus roborari. Nos etiam testes praedicti ad preces et instantiam testatoris seu dispositoris praedicti, videlicet testes ab ipso vocati pariter et rogati, praemissis omnibus interfuimus, ea intelleximus et in omnium praemissorum testimonium praesentes litteras sigillis nostris duximus roborandas. Actum et datum anno Domini M° CC° LXIX° sabbato ante festum Beati Johannis Baptistae.

CCCLXXII.

Lettre de Jean, abbé de Clairvaux, à plusieurs abbés de l'ordre de Citeaux relativement à la levée de certaines taxes pour le payement des dettes de l'ordre.

—

Venerabilibus et in Christo karissimis coabbatibus suis de Tribus Fontibus, de Igniaco, de Fusniaco, de Longo Ponte, de Valle Clara, de Ursicampo, de Valcellis, de Claromarisco, de Dunis, de Laude, de Camberone, de Villari, de Alna, de Valle Dei et de Bullencuria, frater Johannes dictus abbas Clarevallensis, salutem et fructum obedientiae salutarem.

Licet, in Christo dilecti, quam pluribus vestris gravaminibus quae variis modis vos incurrisse cognovimus, pio fraternaliter affectu compati debeamus, quod quidem volumus pro quanto possumus et debemus, gravamina tamen quibus in expensis pro communi utilitate ordo noster afficitur attendentes, ordinationique generalis capituli rationabiliter ob hoc factae obtemperare volentes, ad contribuendum pro dicta communi utilitate ordinis juxta dicti generalis ordinationem capituli compellere nos cogimur vel inviti. Noveritis igitur quod in nuper praeterito generali capitulo, quod videlicet fuit anno Domini M° CCC° undecimo, facta fuit quaedam diffinitio cujus tenor sequitur in haec verba:

Cum ibi cautius agendum sit ubi majus periculum timeatur, domino Cysterciensi et IIIIor primis committit capitulum generale quatinus pro solvendis debitis jam contractis et in posterum certis de causis necessario contrahendis contributionem faciat prout relevationi et indemnitati ordinis viderint expedire. Et si abbates summas sibi impositas locis et terminis a patribus abbatibus statutis non solverint, omni sexta feria sint in pane et aqua, et quamdiu istam poenam facere distulerint, gradum altaris non ascendant, et nihilominus prior, subprior, cellarius et bursarius pro depositis habeantur. Vobis igitur supradictis omnibus et singulis coabbatibus nostris in virtute diffinitionis praemissae damus tenore praesentium firmiter in mandatis quatinus de parte contributionis in capitulo generali impositae nos et generationem nostram contingente summas infrascriptas

quas vobis de bonorum consilio ex nomine imponimus, infra instans generale capitulum nobis aut nostro certo mandato persolvere nullatenus omittatis: vos de Tribus Fontibus cum generatione vestra quadringentas triginta libras; vos de Ygnyaco cum generatione vestra quadringentas triginta libras Turonensium; vos de Fusniaco cum filia vestra centum octoginta libras Turonensium; vos de Longo Ponte nonaginta quinque libras Turonensium; vos de Valle Clara cum generatione vestra centum sexaginta libras Turonensium; vos de Ursicampo cum generatione vestra quingentas triginta libras; vos de Vaucellis centum decem libras Turonenses; vos de Claromarisco nonaginta quinque libras; vos de Dunis cum filia centum octoginta libras Turonenses; vos de Laude quadraginta libras Turonenses; vos de Camberone cum filia centum septuaginta libras; vos de Villari cum generatione vestra ducentas libras Turonenses; vos de Alna centum libras Turonenses; vos de Valle Dei quinquaginta libras Turonenses; vos de Bullencuria quinquaginta libras Turonenses. Quas quidem summas nisi infra dictum terminum solveritis, poenam dictae diffinitionis sine remissione aliqua vos noveritis incurrisse. Caeterum, cum propter defectum solutionis contributionum praeteritarum dictus ordo noster jacturam non modicam incurrerit et gravamen, noveritis aliam diffinitionem contra eos qui non solverint, de quorum numero plures vestrum fore scimus, factam esse in eodem nuper praeterito generali capitulo sub hac forma :

Cum crescente contumacia simul et crescere debeat et poena, cum plurimi abbates spreto mandato ordinis summas contributionum et decimarum sibi impositas terminis omnino non solverint, et quamplurimi incomplete, capitulum generale eis misericorditer parcens ista vice iterato eis praecipit et injungit quatinus abbates de regno Franciae summas sibi impositas infra quindenam Omnium Sanctorum apud Provinum domino Cysterciensi vel ejus certo mandato solvere integraliter nullatenus intermittant: alioquin abbates ingressum ecclesiae sibi noverint interdictum, bursarii vero et cellarii pro depositis habeantur non promovendi ad officia sine consensu capituli generalis. Caeteris autem remotioribus idem capitulum parcit usque ad sequens capitulum generale, et si tunc non solverint, pro depositis habeantur. Quocirca Discretionem vestram salubriter ammonemus, vobis auctoritate dicti capituli generalis et nostra nihilominus injungentes quatinus circa dictarum solutionem contributionum diligentiam

adhibere curetis omnimodam, alioquin post terminum in dicta diffinitione praetaxatum, si non solveritis, in praedictas poenas, quod vobis molestum valde foret, vos incunctanter noveritis incidisse, sigilla siquidem vestra una cum sigillo nostro in hujus signum receptionis mandati praesentibus apponentes.

Datum anno Domini M° CCC° XI° in vigilia Beati Mathaei.

CCCLXXIII.

Excommunication d'un moine rebelle.

Universis vobis significamus quod cum frater talis de tali loco domus nostrae conversus, famae suae prodigus, ex indecenti sua conversatione et actibus nephariis inter pravos et bonos plurimum diffamatus est, scandalizata vicinia praedecessoribus nostris et nobis dirae frequenter turbationis pocula ministrans, semper rebellis et inobediens exstitisset ac commissae sibi praedictae curtis N. bona in tantum dissipasset quod unde magnos proventus supra omnes expensas recipere solebamus, nunc dicta curtis inde nequeat sustentari, et unde a bonis nobis est crebrius improperatum quod sub spe emendationis exspectatus multo deterior ex hoc fuisset effectus : nos volentes salva conscientia et ecclesiae nostrae honore sub ulteriori dissimulatione hujusmodi pertransire, eidem cum omni mansuetudine suggeri fecimus et proponi ut pacifice cederet et ejus infamiam tegere ac paci suae paterno affectu consulere deberemus, quem induratum et obstinatum cum sic proficere non possemus, considerantes quod nil prodesset habilibus obedientia si inobedientibus non obesset, ipsum tandem sua exigente malitiosa rebellione a dicto curtis magisterio duximus amovendum, et cum a dicta curte nollet recedere, nobisque, ut debebat, obedire, contumaciterque diceret quod pro nobis nil faceret aut quicquam a nobis recognosceret se tenere, ipsum suae salutis . . . . ., ne tantae temeritatis ausus aliis, quod absit, transeat in exemplum, auctoritate totius ordinis nostri excommu-

nicamus et excommunicatum esse vobis tenore praesentium nuntiamus, obnixius deprecantes quatinus eumdem, ni forsitan citius ad cor rediens resipiscat, vitare velitis et ejus consortio abstinere, nullarum rerum ad ecclesiam seu curtes nostras spectantium commercium vel contractum cum ipso penitus ineuntes aut eidem aliquid mutuantes.

CCCLXXIV.

Procuration donnée par l'abbé et le couvent de Thosan au prieur et à quatre autres moines.

Universis, etc., frater Willelmus dictus abbas, totusque conventus de Thosan, salutem in Domino.

Noverit Universitas vestra quod nos dilectos commonachos nostros fratres Willelmum priorem, Winnocum confessorem, Nicholaum cellarium, Reinverdum bursarium domus nostrae et Willelmum magistrum curtis nostrae in abbatia conversum, praesentium exhibitores, aut duos ex ipsis simul in solidum, ita quod non sit melior conditio occupantium, nostros generales procuratores, negotiorum gestores et nuntios speciales constituimus ad omnia ecclesiae nostrae negotia gerenda et exercenda et ad agendum, petendum et respondendum pro nobis et ecclesia nostra, nosque et ecclesiam nostram defendendum, litem contestandum et adjurandum, et cujuslibet generis sacramentum praestandum in animas nostras et suas, et ad alium seu alios procuratorem vel procuratores loco sui substituendum et revocandum semel vel pluries, prout crediderint expedire, et ad mutuum a quocunque voluerint usque ad summam quam decreverint contrahendum et recipiendum hujusmodi mutuum, et quamcunque expedire viderint pecuniam de pensionibus, et ad vendendum et distrahendum terras ecclesiae nostrae de nostrorum superiorum licentia jam obtenta pro nostrae ecclesiae urgentibus debitis persolvendis, et ad promittendum et obligandum nos de mutuo restituendo quocunque tempore duxerint ordi-

nandum, et ad assecurandum quoslibet pensionum seu terrarum emptores per ypothecariam nostrorum bonorum omnium praesentium et futurorum seu fidejussoriam cautionem, vel qualitercunque alias melius potuerint vel viderint expedire, et generaliter ad omnia et singula quae nos faceremus vel facere possemus, si nos personaliter contingeret interesse, dantes eisdem procuratoribus nostris et quibuscunque duobus ex ipsis in solidum liberam et generalem amministrationem in omnibus et singulis supradictis, ratum et gratum perpetuo habituri quicquid per dictos procuratores nostros aut duobus ex ipsis simul vel substitutum aut substitutos ab ipsis vel duobus eorum simul factum fuerit in praemissis et quolibet praemissorum, promittentes pro dictis procuratoribus nostris vel substituto aut substitutis ab eis vel eorum duobus simul sub ypotheca rerum nostrorum, judicio sisti et judicatum solvi, quod omnibus quorum interfuerit praesentium litterarum testimonio intimamus, quas usque ad revocationem nostram valere volumus et nostro sigillo quo unico utimur, duximus muniendas.

Datum anno Domini M° CCC° decimo, die Beati Bartholomei.

CCCLXXV.

Jean Libaerd, moine de l'abbaye des Dunes, et Francon de Moerkerke, moine de l'abbaye de Thosan, sont chargés de défendre les intérêts de l'abbaye de Thosan contre l'abbé et le couvent de Saint-Bavon de Gand.

Universis praesentes litteras inspecturis frater R., dictus abbas Cisterciensis, salutem in Domino sempiternam.

Licet ex cura suscepti regiminis ad singulas ordinis nostri abbatias nostrae considerationis intuitum diffundere teneamur, specialius tamen de hiis cogitare nos convenit quibus contra privilegia et libertates nostri ordinis turbationes, molestiae et lites multiplices suscitantur. Sane cum religiosi viri .... abbas et conventus monasterii Sancti Bavonis Gandensis, ordinis Sancti Benedicti, Tornacensis dyocesis, occasione decimarum de

terris ante generale consilium acquisitis, necnon de nemoribus, virgultis et aliis habendarum, contra nostri ordinis privilegia, viros religiosos coabbatem nostrum et conventum de Thosan nostri ordinis impetant et molestant, Universitati vestrae significamus quod nos auctoritate et nomine totius ordinis causam seu causas praesentes et futuras contra dictos de Sancto Bavone gerendas et suscipiendas pro ipsis de Thosan, dilectis in Christo filiis fratribus Johanni dicto Libaerd, de Dunis, et Franconi dicto de Moerkerka, de Thosan, monachis duximus committendas, et ipsos et unumquemque ipsorum in solidum, ita quod non sit melior conditio occupantis, procuratores facimus, constituimus et ordinamus in praemissis omnibus et singulis ad agendum, defendendum, petendum et jurandum et omnia et singula faciendum quae causae exigunt merita et quae per veros procuratores et legitime constitutos fieri possunt, ratum habituri et gratum quicquid per ipsos vel eorum alterum super praemissis fuerit procuratum. Illis autem ad quos in Remensi provincia juxta nostri ordinis statuta pro defensione jurium seu privilegiorum nostri ordinis spectat contributio facienda seu fieri procuranda, damus tenore praesentium in mandatis ut cum inde a praedictis procuratoribus vel eorum altero fuerint requisiti, contributionem indicant et privilegia contra quae dicti de Thosan impetuntur, in communibus expensis ordinis monasteriorum praedictae Remensis provinciae defendere non omittant. In cujus rei testimonium praesentes litteras sigilli nostri munimine duximus roborandas.

Datum anno Domini M° CC° XCIIII°, tempore capituli generalis.

CCCLXXVI.

Charte qui règle les conditions auxquelles un médecin nommé Pierre de Somerghem, pourra se retirer au monastère de Thosan.

—

Universis praesentes litteras inspecturis frater N., dictus abbas et conventus de Thosan, salutem et rei gestae noscere veritatem.

Noveritis quod nos communi consensu et pari voluntate vendidimus magistro P. de Zomergheem, nomine praebendae ad vitam suam percipiendae, cotidie duos panes conventuales et tres panes hospitum et duos scopos servisiae conventualis et duas scutellas conventualium pulmentorum, necnon et cespites seu turbones ad usum suum, et solarium in nostro infirmitorio secularium eidem ad inhabitandum assignavimus et morandum.

Praescripta inquam deliberatione ac taxatione praehabitis vendidimus dicto P. in nostro monasterio ipsi tradenda et ministranda pro centum libris Flandrensibus de quibus nobis plenarie satisfecit idem P. in pecunia numerata quam in utilitatem ecclesiae nostrae conversam esse recognoscimus et fatemur.

Insuper deliberabimus ei annuatim dimidiam wagam butyri et dimidiam casei, quas solvet prout eas taxabunt dominus abbas noster, cellarius et mercator.

Post mortem vero dicti P. de memorata praebenda nemini tenebimur respondere, sed penes nos in meliorationem nostri perpetuo remanebit.

Notandum quoque quod si dictus P. in arte phisica in qua fertur esse peritus, voluerit practizare, neminem admittet intra nostrae ambitum abbatiae, sed foras curam apponet illis circa quos decreverit operari.

Renuntiamus insuper omni exceptioni non numeratae pecuniae, doli mali, laesionis, deceptionis, omnique juris auxilio seu beneficio vel privilegio per quae dicta venditio poterit infirmari, hoc uno tamen ad cautelam notato quod elapso primo anno si nobis dicti P. cohabitatio vel dicto Petro nostra displicuerit, solutis expensis ipsius anni ex parte dicti Petri, libere ab invicem poterimus separari, et praedictae conditiones erunt irritae et inanes.

In hujus rei testimonium praesenti scripto sigillum nostrum duximus apponendum. Actum, etc.

CCCLXXVII.

Bref d'Innocent IV au chancelier de Paris, relatif aux dîmes de l'église de Saint-Roch-sur-Seine.

—

Innocentius quartus cancellario Parisiensi et collegis suis. Venerabilium fratrum nostrorum Rothomagensis archiepiscopi et Lexoviensis episcopi procuratoribus in nostra praesentia constitutis, praefati archiepiscopi procurator libellum obtulit in hunc modum :

Petit Rothomagensis archiepiscopus ut cum ecclesia Sancti Rochi supra Secanam, tota parrochia et parrochia ejusdem ecclesiae infra fines suae dyocesis sint sita, et in ejusdem dispositione ac potestate de jure consistant, ac episcopus Lexoviensis in eisdem decimarum perceptionem et alia jura episcopalia de facto, quamvis de jure non possit, usurpet : quare eidem archiepiscopo et ejus successoribus in praedictis omnem dispositionem et ordinationem, institutionem et destitutionem et eas sibi lege dyochesana subjectas judicetis, et per sententiam declaretis et pronuntietis ad dictum episcopum et ejus successores in praedictis nullum jus de caetero pertinere, et quod idem episcopus Lexoviensis satisfaciat de perceptis ab eo in eisdem locis, occasione vel nomine jurium episcopalium omnia quae aestimat quingentas marchas argenti et una.

Procurator vero Lexoviensis episcopi, salvo quod nec Lexoviense capitulum, nec rectores, nec clericos ecclesiarum ipsarum in praedictis defendere, nec eorum jus in judicium deducere intendebat, litem contestando respondet quod dictae ecclesiae ac parrochiae decimae et omnia supradicta de quibus agitur, in dyocesi Rothomagensi consistunt, nec debent fieri quae a parte archiepiscopi ipsius petebantur, cum Lexoviensis episcopus et ejus ecclesia super praedictis et singulis praemissis praescriptione legitima muniatur, exceptis ecclesia et parrochia de . . . . . . super quibus dictus procurator liti cedit.

Cumque super hiis dilectum filium magistrum Sancti . . . . . . dyaconum cardinalem dederimus auditorem et in ejus praesentia procuratores ipsi aliquamdiu litigassent, tandem praefati archiepiscopi procurator contra

praescriptionem a parte altera propositam protestatus est quod si praescriptionem ipsam probari contingeret ab episcopo supradicto de interruptione ipsius loco et tempore congruis sibi salvum esse si vellet docere, verum cum de hiis quae tam coram nobis quam coram auditore praefato proposita fuerant, non potuerit fieri plena fides, eam de consensu procuratorum ipsorum vobis duximus committendam, mandantes quatenus partibus convocatis et titulo praescriptionis ipsius a praefato episcopo prius expresso et probato, causam ipsam, si partium processerit voluntate, fine canonico terminetis, alioquin ipsam ad nos remittatis sufficienter instructam, praefigentesque partibus, etc., proviso ne lite pendente ab aliqua partium, etc.

CCCLXXVIII.

Le pape Innocent IV réserve aux abbés le droit d'entendre la confession des religieuses de l'ordre de Citeaux.

Innocentius, etc., dilectis filiis abbati Cisterciensi, ejusque coabbatibus universis ordinis Cisterciensis, salutem et apostolicam benedictionem.

Petitio vestra nobis exhibita continebat quod cum correctionis jus non tam monachorum quam monialium vestri ordinis ad patres abbates secundum statuta dicti ordinis confirmata per Sedem Apostolicam pertinere noscatur, et in generali vestro capitulo deliberatione provida sit statutum ut moniales incorporatae ipsi ordini nulli alii confiteantur, nisi patri abbati solummodo vel cui dictus abbas in hoc commiserit vices suas, nonnulli religiosi et etiam seculares, non absque praesumptione dampnabili falcem in alienam messem mittentes, praedictarum monialium confessiones audire ac ipsas de facto absolvere non verentur, propter quod correctio vestra contempnitur, ipsoque moniales regularem effugiunt disciplinam in salutis animarum earum dispendium et praefati ordinis injuriam et contemptum, quare fuit ex parte vestra nobis humiliter supplicatum ut super hoc congruum adhibere remedium dignaremur: nos igitur statuta vestri ordinis

illibata servari et animarum profectui providere ne id de caetero fiat absque speciali mandato praedictae Sedis faciente plenam de statutis confirmatis et inhibitione hujusmodi mentionem, auctoritate praesentium districtius inhibemus. Nulli ergo, etc., hanc paginam nostrae confirmationis ac inhibitionis infringere, etc.

Datum Lugduni XII kalendas januarii pontificatus nostri anno tertio.

CCCLXXIX.

Le prévôt de Sainte-Walburge à Furnes invoque, dans un procès contre l'abbé de Saint-Pierre de Gand, les priviléges de l'ordre de Cîteaux.

W........, praepositus Sanctae Walburgis Furnensis et domini patris capellani conservator sive executor super privilegiis ac indulgentiis, abbati et conventui monachorum de Dunis, Cisterciensis ordinis, Morinensis dyocesis, contra injuriatores a Sede Apostolica eisdem indultis presbytero de ...., salutem in Domino.

Ex parte dictorum abbatis et conventus nobis est intimatum graviter conquerendo quod licet a Sede Apostolica eisdem sit indultum et ordini eorumdem quod passim et indifferenter non possint, nec debeant per litteras apostolicas conveniri, licet etiam in eisdem litteris de dicto ordine mentio habeatur, nisi de indulto alio eisdem ab eadem Sede concesso specialiter, in quo etiam fit mentio de exemptis et non exemptis, plena et expressa mentio similiter habeatur, decanus et cantor ecclesiae Insulensis virtute quarumdam litterarum papalium sibi pro ecclesia Sancti Petri Gandensis, ut dicitur, directarum, praefatos abbatem et conventum de Dunis, usurpando sibi jurisdictionem, ad instantiam praedictae ecclesiae Sancti Petri Gandensis coram se citare praesumunt, indebite et minus juste eosdem fatigando, quamvis praefatae litterae papales ad eos pro dicta ecclesia Sancti Petri destinatae nec plenam, nec expressam, nec competentem de dicto apostolico indulto ipsis abbati et conventui de Dunis concesso

faciant mentionem. Verum cum non solum nobis quoad indulgentias et privilegia, sed etiam quoad tuitionem bonorum et rerum pro dictis abbate et conventu de Dunis contra eorumdem injuriatores et molestatores sit conservatio, jurisdictio ac executio demandata, vobis mandamus et praecipimus, in virtute obligationis et sub poena suspensionis quam non immerito poteritis formidare, nisi viriliter feceritis quod mandamus, quatenus personaliter accedentes ad dictos decanum et cantorem eosdem diligenter uno contextu semel, secundo et tertio moneatis ut citationem quam de facto fieri mandaverunt contra dictos abbatem et conventum de Dunis ad instantiam dictae ecclesiae Sancti Petri, et etiam quicquid amplius fecerunt contra eos, si quid fecerint, virtute dictarum litterarum papalium ad eos pro ecclesia Gandensi directarum, annullent, revocent et denuntient non tenere, necnon et virtute ipsarum litterarum desistant ulterius procedere contra ipsos abbatem et conventum de Thosan et eos amplius molestare, alioquin, si hoc facere recusaverint seu distulerint indilate, necnon et si contra ipsos abbatem et conventum de Dunis in aliquo ulterius processerint aut aliquid attemptare praesumpserint, virtute dictarum litterarum ipsos quos exnunc, si hoc fecerint, in scriptis excommunicamus auctoritate qua fungimur, excommunicatos palam et publice nuntietis extunc, quandocunque hoc praesumpserint attemptare. Nos enim dictae ecclesiae Sancti Petri, si contra dictos abbatem et conventum de Dunis coram nobis in aliquo voluerint experiri, parati sumus et erimus super quibuscunque rebus et bonis exhibere justitiae complementum.

CCCLXXX.

Mandement de l'official de la Morinie au sujet de la propriété de quelques maisons à Nieuport.

Officialis Morinensis presbyteris, etc. Ex parte religiosorum virorum abbatis et conventus de . . . . nobis est graviter conquerendo monstra-

69

tum quod licet ipsi abbas et conventus nomine ecclesiae suae possideant quasdam domos sitas in villa Novi Portus, et sint in possessione vel quasi dictarum domorum pertinentium ad dictam ecclesiam juris dominii vel quasi, et licet parati sint super hiis stare juri adversus omnes de ipsis conquerentes, nichilominus tamen quidam dictae ecclesiae injuriantes ipsos abbatem et conventum super domibus praedictis et possessione earumdem vexant et molestant, per ballivum, scabinos et laycalem justitiam Novi Portus adjornando et adjornari procurando dictos abbatem et conventum in foro seculari dictorum ballivi, scabinorum et laycalis justitiae, et clamum de ipsis deponendo, sic et alias dictos conquerentes super possessione dictarum domorum perturbando et inquietando, et praemissa fieri procurando, et procedere nituntur et intendunt contra ipsos in foro seculari praedicto super praemissis, in praejudicium dictae ecclesiae dampnum et gravamen. Hinc est quod vobis mandamus, in virtute obligationis et sub poena suspensionis et excommunicationis, quatenus moneatis dictae ecclesiae injuriatores, molestatores, perturbatores et vexatores ut a dictis molestationibus, injuriis, perturbationibus et vexationibus desistant, et ipsos abbatem et conventum super dictis domibus et possessione earum in pace dimittant et dimitti faciant, et ne judicium seu scabinatum contra ipsos proferant se in aliquo ulterius procedant seu procedi faciant, alioquin ipsos excommunicetis si praemissa recognoverint esse vera, nisi causam contra praemissa praetenderint efficacem. Quam si praetenderint, citetis ipsos Teruanae coram nobis ad diem competentem dictam causam allegaturos et ostensuros et processuros super praemissis et aliis obiciendis, prout de jure fuerit procedendum, inhibentes sub poena excommunicationis praelibatis ballivo, scabinis, laycali justitiae et aliis omnibus de quibus ex parte dictorum abbatis et conventus fueritis requisiti, ne ipsi de lite citata et causa pendentibus coram nobis contra ipsos abbatem et conventum de Thosan aliquid attemptent, innovent vel immutent quod sit in praejudicio vestrae jurisdictionis et dictorum abbatis et conventus dampnum seu gravamen. Quid inde feceritis, etc.

CCCLXXXI.

Bref du pape Nicolas relatif au testament de Reingot, curé de l'église de Mere.

—

Nicholaus, etc. Conquesti sunt nobis Gosuinus, monachus de Thosan, Cisterciensis ordinis, Tornacensis dyocesis, et Nicholaus de Nova Terra, presbyter, executores testamenti quondam Reingoti, rectoris ecclesiae de Mera, quod Johannes de Everswerde, presbyter, Arnoldus dictus Hayon, etc., layci Trajectensis dyocesis, super quadam pecuniae summa, terris, possessionibus et rebus aliis quas dictus rector ad se ratione personae suae spectantes per manus dictorum executorum in pios usus erogari praecepit, injuriantur eisdem, propter quod ipsius testamenti executio, quam dictus monachus de mandato sui superioris suscepit et prosequitur, impeditur; ideoque Discretioni Tuae per apostolica scripta mandamus quatenus partibus convocatis audias causam, et appellatione remota, usuris cessantibus, debito fine decidas faciens quod decreveris per censuram ecclesiasticam firmiter observari. Testes autem qui fuerint nominati, si se gratia, odio vel timore substraxerint, censura simili, appellatione cessante, compellas veritati testimonium perhibere. Datum, etc.

CCCLXXXII.

Consultation des docteurs d'Orléans sur un fief du monastère des Dunes.

—

Universis praesentes litteras inspecturis officialis Aurelianensis salutem. Noveritis quod in praesentia magistri W., clerici nostrae curiae notarii jurati ad haec quae sequuntur audienda et in formam publicam redigenda

vocati specialiter et rogati, cui in hiis et majoribus fidem indubitatam plenius adhibemus, propositae sunt exceptiones quae sequuntur :

Ad praedictam respondet Ægidius praedictus et dicit quod fundum in quo manet Johannes, unde fit mentio in petitione praedicta, dominus Hugo pater suus et ipse possederunt XLV annis continue, et adhuc eumdem fundum idem Ægidius possidet, et tam ipse quam pater suus per dictum tempus absque legitima calumpnia possederunt.

Dicit etiam idem Ægidius quod ipse intellexit a probis et fide dignis quod dictus Hugo pater suus tenuit dictum fundum in feodum ab ecclesia Dunensi, et inde paratus est facere homagium dictae ecclesiae, quantum de jure debet.

Super quibus praemissis exceptionibus consulti viri venerabiles magistri tales et tales, doctores in decretis, actu regentes Aurelianenses, domini tales legum professores, ordinis Aurelianensis legentes, magistri tales et tales decretales Aurelianenses legentes, constituti in praesentia dicti notarii responderunt in hunc modum, scilicet quod prima exceptio prout proponitur non est admittenda, et probata in modum in quem proponitur non prodesset contra ecclesiam, cum solam nudam possessionem alleget sine titulo, de titulo et bona fide nullam faciens mentionem, cum secundum doctores nostros in praescriptione rei corporalis immobilis necesse sit titulum allegare et probare. Item, quod secunda exceptio prout proponitur non est admittenda propter contrarietatem quam habet ad praecedentes secundum intentionem proponentis, tum quia ex modo proponentis apparet quod ecclesia de novo dictum Hugonem infeodavit, tum quia dicit quod dictus Hugo pater suus, etc., de cujus facto extat et extare bene potest memoria, nec dicit quod antecessores sui tenuerunt, et sic non dicit, nec proponit quod infeodatio, si qua fuerit et processerit, quod fuerit antiqua, quare si probata esset in modum in quem proponitur, non prodesset dicto Ægidio, nec debet ecclesiae contra quam se defendit praejudicare. In cujus rei testimonium, etc.

CCCLXXXIII.

Autorisation de prêcher dans le diocèse d'Utrecht.

Noveritis quod nos tali, quandocunque in dyocesi nostra extiterit, auctoritate omnipotentis Dei et beatorum apostolorum . . . . . , licentiam concedimus verbum Christi libere praedicandi, devotioni ejus favorabiliter indulgentes ut omnibus vere contritis et confessis, ubicunque fuerint in Trajectensi dyocesi, ad praedicationem suam confluentibus, XL dies de injuncta sibi poenitentia possit misericorditer relaxare. Praeterea eidem concedimus et eadem auctoritate conferimus ut confessiones hominum quorumcunque Trajectensis dyocesis possit audire, et super peccatis manifestis ad dictam sedem spectantibus eis secundum discretionem sibi a Deo collatam de absolutionis beneficio et salutis poenitentia providere.

CCCLXXXIV.

Lettre du cardinal Simon de Brion relative aux secours à donner aux chrétiens de la Terre Sainte.

Venerabili in Christo patri, Dei gratia episcopo Tornacensi, S. ejusdem misericordia, etc., salutem et sinceram in Domino caritatem.

Etsi Romana Ecclesia, super afflicto compassionis viscera gestans, hactenus ad Terrae Sanctae liberationem plurimum suspirarit, tamen incumbens humeris ejus generalis cura fidelium et praecipue regni Ceciliae a praevaricatoribus fidei et libertatis ecclesiasticae pervasoribus proximo praeteritis temporibus occupati, ejusdem ecclesiae sollicitudinem in diversa distraxit et circa reformationem ipsius regni ac plurium orbis partium occupavit, sicque juxta votum suum et rei exigentiam ad curandum ipsius

terrae languores, reparandas ruinas, relevandumque pressuras sufficienter converti non poterat, dum in tot necessitates dividi cogebatur, nec eidem terrae plenum adhibere salutis juvamen, nisi causam morbi ejus praecipuam, turbationem videlicet dicti regni, contingeret submoveri : nunc autem, quoniam per ejusdem regni reformationem, aliqua, licet non plena, tranquillitate respirat, ad ipsius terrae subsidium attente vacare decrevit et ad illius liberationem tanto plenioribus studiis laborare quanto per litteras venerabilis in Christo patris Jherosolymitani patriarchae et religiosorum ac nobilium dictae terrae ac speciales eorum nuntios noviter intellexit quod terra ipsa periculosius solito continuis infidelium vexatur insultibus, direptionibus dilaceratur assiduis, et frequentatis depopulationibus desolatur, sauciatur stragibus, spoliatur castris, suarumque munitionum destructione quassatur, et quod, soldano Babiloniae cum exercitu mirae multitudinis se in castro Sapheti pro angustanda civitate Acconensi (sicut etiam illustri regi Francorum et nobis a fide dignis ejusdem terrae personis nuper scriptum esse dinoscitur) receptante, seque inde ad ipsius civitatis obsidionem in manu fortissima, prout vehementer creditur, praeparante, jam in tantum an ipsa civitas subsistere valeat dubitatur, quod multa milia ex Ytalicis qui ibidem morari solebant, tali, ut dicitur, timore perterriti, cum navibus et bonis suis omnibus subito recesserunt, sicque civitas ipsa sine magno et vicino auxilio diu spirare non poterit. Est obprobrioso casui proxima et totalis exterminii desolationi vicina, et per hoc tota terra praedicta quae per ipsam civitatem defensatur ut plurimum periculis manifestis exponitur et ad excidium irreparabile, nisi divina succurrat potentia, praeparatur. Cum itaque pro ipsius terrae subsidio dicta Sedes negotium crucis et alia ad hujus modi subsidium pertinentia in regno Franciae et quibusdam aliis circumjacentibus partibus nostrae duxerit sollicitudini committenda, nos attendentes quod tunc arduis negotiis felicior exitus consummationis additur, dum communicato cum illis quorum interest tractatu, consultius ineuntur, paterniter vos rogamus, monemus et hortamur, attente vobis nihilominus auctoritate qua fungimur in hac parte mandantes, quatenus ob dictae Sedis reverentiam, tertia die instantis novembris, apud Compendium, ubi tunc esse, Domino concedente, proponimus, ad nostram praesentiam, omni occasione ac difficultate postpositis, personaliter veniatis, universis abbatibus, prioribus, conventualibus sive Cisterciensis sive Cluniacensis ac

Praemonstratensis seu cujuscunque alterius ordinis vel conditionis existant, necnon capitulis cathedralibus ac aliarum secularium collegiatarum ecclesiarum vestrae civitatis et dyocesis exemptis et non exemptis, ex parte nostra, eadem auctoritate, sub districtione simili firmiter injungentes ut ipsi abbates et priores una vobiscum personaliter, dicta vero capitula per procuratores ydoneos ex seipsis non solum ad audiendum et referendum eis quae dicenda et ordinanda duxerimus constitutos, sed sufficiens ac plenum mandatum habentes ad recipiendum ac implendum apostolicum mandatum et nostrum, et ad consentiendum in ea quae pro utilitate terrae praedictae, fideique, communicatis vestris et eorum consiliis, duxerimus ordinanda, coram nobis die ac loco compareant supradictis, audituri et recepturi ac etiam impleturi ea quae secundum mandatum apostolicum super memoratis negotiis, habito vobiscum et cum eis qui praesentes fuerint competenti tractatu, ordinanda duxerimus ac etiam injungenda, ipsisque denuntietis expresse quod nos ad debitam executionem mandati apostolici, dilationibus, excusationibus frivolis, absentia et contumacia quorumlibet nequaquam obstantibus, donante Domino, procedemus cum res accelerationem multam exigat et dilatio intollerabiliter sit dampnosa. Quicquid autem super hoc duxeritis faciendum, nobis infra praedictam diem per vestras patentes litteras seriem praesentium continentes significare curetis.

CCCLXXXV.

Dimes accordées par le pape Clément IV pour la croisade de saint Louis.

—

Ut christianissimus rex Francorum votum crucis quod emisit pro subsidio Terrae Sanctae plenius posset et efficacius adimplere, et manum apostolicae potestatis sibi magis adjutricem esse sentiret, sanctissimus pater ac dominus noster Clemens, Dei providentia summus pontifex, decimam

proventuum ac reddituum ecclesiasticorum regni Franciae, illis redditibus ac proventibus qui ad loca quaevis Hospitalis Sancti Johannis ac domorum militum Templi Jherosolimitani et Sanctae Mariae Theutonicorum, sive ad ecclesiasticas personas, signo crucis assumpto, in primo generali passagio in praedictae terrae subsidium profecturas, quas idem summus pontifex ab hujusmodi praestatione decimae a tempore assumptae crucis ipsius habere voluit excusatas, pertinent, duntaxat exceptis, per triennium inchoandum immediate post finitum tempus ad solvendum in regno ipso decimam pro subsidio negotii regni Ceciliae deputatum, de fratrum suorum consilio per suas concessit litteras juxta ipsius providentiam in praedictae terrae subsidium convertendum. Per alias quoque suas litteras nobis injunxit ut decimam ipsam eidem regi juxta tenorem hujusmodi concessionis per nos vel alios faceremus integraliter exhiberi, plenae legationis nobis de hoc officio in supradicto regno commisso. Unde nos speciali venerabilium patrum archiepiscopi Remensis et suffraganeorum suorum, necnon abbatum et priorum conventualium ac capitulorum tam cathedralium quam aliarum collegiatarum ecclesiarum Remensium ac aliarum civitatum ac dyocesis Remensis provinciae, propter hoc apud Compendium concilio convocato, et supradictis litteris lectis et publicatis ibidem oblata praedictis omnibus copia earumdem tam archiepiscopo et suffraganeis ac aliis praedictis, cum caeteris ecclesiasticis earumdem civitatum et dyocesis, ibi publice decimam indiximus supradictam, eisque omnibus ad illius solutionem certos ac peremptorios terminos, primum videlicet singulis annis dicti triennii in festo Nativitatis Dominicae, et secundum in festo Nativitatis Beati Johannis Baptistae, duximus statuendos, eos publice ac generaliter monentes ibidem ut in eisdem terminis decimam ipsam collectoribus auctoritate nostra deputandis integraliter solvere procurarent, eodem termino Nativitatis Dominicae pro isto anno usque ad octavam instantis festi Purificationis Beatae Mariae Virginis, de praedicti regis beneplacito, quoad illos de ipsa Remensi provincia, per nos postmodum prorogato. Ne igitur per aliquorum malitiam operi tantae salutis valeat derogari, auctoritate qua fungimur in hac parte, in unamquamque personam ecclesiasticam civitatum et dyocesis praedictarum, cujuslibet conditionis, ordinis vel dignitatis existant, quae decimam ipsam sibi taliter indictam a nobis nullo modo vel non integre, scienter sive non in terminis constitutis et primo

taliter prorogato, aut non infra octo dies proximo subsequentes, solverint, sive in illius solutione fraudem vel malitiam adhibuerint, excommunicationis sententiam in ipsas, post dictos octo dies et postquam ad earum notitiam de illa pervenerit, vel cum in locis unde ad earum notitiam pervenisse debeat publicata fuerit, ligat et volumus auctoritate simili promulgari. Paternitati Vestrae, pater electe, in virtute obligationis, et vobis officiali, sub poena excommunicationis quam in vos ferimus, si mandatum nostrum in hac parte neglexeritis adimplere, districte praecipiendo mandamus quatenus eandem excommunicationis sententiam pro ipsa decima promulgatam in cathedrali et aliis ecclesiis ac monasteriis vestris civitatum et dyocesis, et ea parte dyocesis Cameracensis quae est de regno Franciae, sine omni morae dispendio publicari sollempniter faciatis, rescribentes nobis quando et in quibus ecclesiis et monasteriis publicationem hujusmodi fieri facietis.

CCCLXXXVI.

Lettre de Robert de Courtenay, archevêque de Reims, relative au concile provincial de Compiègne.

Ad perpetuam rei memoriam profuturam in perpetuum et tenendam.

Nos R., miseratione divina Remensis archiepiscopus, in nostro provinciali concilio quod apud Compendium nostrae Remensis provinciae anno Domini M° CCC° primo, die mercurii ante festum Beati Clementis, universis suffraganeis nostris ad haec, ut moris est, convocatis et praesentibus venerabilibus fratribus G. Suessionensi, G. Laudunensi, S. Belvacensi, J. Cathalanensi, G. Attrebatensi et G. Ambianensi episcopis, absentibus venerabilibus fratribus C. Cameracensi, G. Silvanectensi episcopis et G. Tornacensi electo confirmato per litteras eorumdem apertas sufficienter excusatis, Noviomensi et Morinensi ecclesiis tunc vacantibus extitit celebratum, nonnullis ecclesiarum et personarum ipsarum oppressionibus, injuriis et offensis ad nostram deductis notitiam et eidem concilio resera-

tis, deliberatione super hiis in ipso concilio habita pleniori, de totius concilii providentia unanimi et concordi juxta negotiorum ingruentium et temporis qualitatem, super eisdem injuriis pro defensione libertatis ecclesiasticae adhibere curavimus oportuna remedia quae sequuntur. In primis igitur statuimus et decrevimus auctoritate concilii ejusdem quod si in aliqua urbe vel in aliquo loco nostrae Remensis provinciae contingat quandoque clericum detineri per laycalem justitiam, postquam dictus clericus fuerit ab episcopo illius, vel officiali aut decano rurali, seu ex parte alicujus eorum legitime requisitus, cessetur a divinis in loco captionis et detentionis quousque competenter fuerit restitutus. Item, quod si clericus per justitiam laycalem capiatur in aliqua dyocesi et extrahatur ab ea et ad aliam ducatur, cessetur similiter ad minus in loco in quo fuit captus et in locis ipsius capientis per quae fuit deductus, quousque ad ipsam dyócesim fuerit reductus et sufficienter restitutus. Item cum per justitiam laycalem non debeant puniri excessus clericorum, nec ab eis levari emenda de eisdem, cum haec ad solos judices ecclesiasticos, non seculares, pertinere noscantur, monemus auctoritate praedicta omnes et singulos nostrae provinciae ne pro praedictis seu occasione eorumdem levent aliquid, recipiant seu exigant quoquomodo, alioquin contrarium facientes excommunicationis sententia auctoritate praedicta innodamus. Item, cum nonnulli scabini, rectores, gubernatores, judicatores, communitates locorum seu territoriorum nostrae Remensis provinciae, prout intelleximus, conspirationem seu conjurationem fecerint aut facere nitantur, quod si aliquis de sua communitate vel de suis subditis seu de suo territorio conveniatur in foro ecclesiastico, aut contra eum procedatur in casu in quo potest de jure vel consuetudine ibidem conveniri, quod eum ad sumptus communes defendent, propter quod jurisdictionem ecclesiasticam non est dubium impediri, mandamus omnes et singulos nostrae jamdictae provinciae quod si talia fecerint, ea revocent infra mensem, et quod de caetero a talibus se abstineant, nec talia committant et talibus non utantur, alioquin excommunicationi subjaceant ipso facto. Item, cum nonnulli temporales domini suis inhibeant subditis ne quis eorum alium trahat in foro ecclesiastico in casu a jure seu consuetudine permisso, quinimmo contra sic trahentes procedunt frequenter ad captionem personae trahentis et bonorum ejusdem amicorum trahentis ac bonorum ipsorum, nos ne talia fiant prohibentes

contra facientes excommunicationis vinculo innodamus et denuntiamus a canone excommunicatos. Item, cum nonnulli abbates hujusmodi provinciae inter se ordinaverint et conspirationem, ut fertur, fecerint quod si contingat aliquem episcopum contra abbatem aliquem velle procedere sibi subditum pro suis excessibus vel alias puniendum, quod ad defensionem ejusdem contribuent et ad sumptus communes omnium defendetur, quod non est dubium fore contrarium juri sui episcopi et contra juramentum suae professionis, per quam suo episcopo est astrictus, et contra ecclesiasticam libertatem, mandamus tales quod haec revocent infra mensem et a talibus se abstineant, alioquin excommunicationi subjaceant ipso facto. Item, quod si qui excommunicati publice sententias excommunicationis per biennium et amplius animo sustinuerint indurato, vocentur ad proximum concilium tanquam suspecti de haeresi, et in eodem concilio contra tales, ut justum fuerit, procedatur.

Quae omnia redigi fecimus in scriptis et in ipso concilio sollempniter promulgari, praecipientes dictrictius et mandantes auctoritate praedicti concilii universis et singulis provinciae Remensis quatenus quae taliter pro defensione libertatis ecclesiasticae et ipsarum ecclesiarum statu pacifico duximus ordinanda, prout superius continetur, servent et teneant illibata. In quorum testimonium et munimen sigillum nostrum una cum sigillis praesentium suffraganeorum nostrorum praesentibus duximus apponendum. Et nos G. Suessionensis, G. Laudunensis, S. Belvacensis, J. Cathalanensis, G. Attrebatensis et G. Ambianensis episcopi sigilla nostra una cum sigillo praedicti reverendi patris in testimonium praemissorum duximus apponenda. Datum anno et die mercurii supradictis.

CCCLXXXVII.

Philippe le Bel convoque à Tours les députés de toutes les villes pour vaquer à la répression de l'hérésie des Templiers.

—

Philippus, Dei gratia, Francorum rex, majoribus, scabinis, consulibus, juratis ac communitatibus locorum insignium regni nostri ad quos praesentes litterae pervenerint, salutem et dilectionem.

Semper nostri progenitores ad haereses et errores alios ab ecclesia Dei pellendos et specialiter a regno Franciae, prae caeteris principibus suorum temporum fuerunt solliciti, pretiossissimam fidei catholicae margaritam utpote thesaurum incomparabilem a furibus et latronibus egregie defendentes. Attendentes igitur ad petram ex qua sumus excisi, progenitorum ipsorum inhaerentes vestigiis, guerrarum temporalium quibus nos et vos Dominus visitavit, pacem eum nobis dedisse supponimus ut guerris contra fidem catholicam suscitatis, nedum ab hostibus patentibus sed potius ab occultis qui quanto nobis assistunt propinquius, quanto nocent latentius, tanto periculosiores existunt, totis viribus intendamus. Scitis quod fides catholica ex qua id quod sumus in Christo existimus, ex ea vivimus et ex ea sic, exiles et mortales, nobiles facti sumus in Domino Jhesu Christo ut, Dei vivi, patris aeterni, filii veri simus cum Christo, necnon regni coelestis haeredes. Haec nos spes fovet pulcherrima, haec est ergo tota nostra substantia. Si quis ergo hanc cathenam violare nititur, nos catholicos conatur occidere. Christus est nobis via, vita et veritas. Quis ergo potest Ipsum negare per quem et in quo subsistimus, quin nos destruere satagat? Cogitet unusquisque quod ipse nos tantum dilexit quod pro nobis carnem assumere, in carne quoque necem subire crudelissimam, non expavit. Diligamus ergo tantum nos Dominum salvatorem qui sic nos prius dilexit, quod qui sumus corpus unum, simul cum eo regnaturi, pariter ad ejus vindicandum injurias intendamus. Proch dolor! Templariorum error abhominabilis, tam amarus, tam flebilis, vos non latet. Jhesum Christum nedum in sua professione negabant, sed ingredientes suum prophanum

ordinem negare cogebant et ejus opera quae sunt vitae nostrae necessaria sacramenta, nec non omnia quaecunque quae sunt a Deo creata. Supra crucem ejus qua sumus redempti, spuebant, calcabant pedibus et in creaturae Dei contemptum loca vilia per osculum visitabant adinvicem. Ydola adorabant. Contra naturam quod animalia bruta recusant, ritu suo tam reprobro sibi licere dicebant. Coelum et terra moventur tanto flatu sceleris et elementa turbantur. Enormitates hujusmodi per partes regni nostri singulas commisisse probantur ac ex depositionibus majorum ejus ordinis (si sic appellari debeat) clare patent; nec est verisimile per tot et tantos communiter in regno nostro commissa, quinimmo etiam ultra mare fuisse commissa prolata, quin generaliter ubique terrarum sint eodem modo commissa. Contra tam sceleratam pestem debent insurgere leges et arma. pecudes et omnia quatuor elementa. Nos igitur ad extirpationem tantorum scelerum, tam gravium errorum, propter stabilitatem fidei, nec non honorem Sanctae Matris Ecclesiae promovendum, ad Sedem Apostolicam conferre nos personaliter proponimus in proximo, cujus operis sancti vos volumus esse participes qui participes et fidelissimi zelatores estis fidei christianae, vobisque praecipimus quatenus de singulis villis praedictis insignibus duos viros fidei fervore vigentes apud Turones ad tres septimanas instantis festi Paschatis, mittere non tardetis, qui nobis assistant in praemissis, communitatum vestrarum nomine, ad ea quae fuerint dictis negotiis oportuna.

Actum Melleduni, die xxvi[ta] martii, anno M° CCC° septimo.

CCCLXXXVIII.

Excommunication prononcée contre Guillaume de Juliers, Philippe et Gui de Flandre à la suite de l'incendie de l'église de Térouanne.

Dilecto filio decano Ambianensis ecclesiae, etc. Significarunt nobis venerabilis frater noster episcopus et dilecti filii capitulum Morinense quod

Wilhelmus de Juliaco, clericus, nobiles viri, Philippus de Flandria, Johannes et Guido de Namurco, ac Brugensis, Gandensis, Insulensis, Duacensis villarum universitates, Tornacensis, Atrebatensis et Leodiensis diocesium, ad ecclesiam Morinensem manu armata hostiliter accedentes, aliquibus personis vicariis ejusdem ecclesiae ibidem existentibus ausu sacrilego interfectis et aliquibus graviter vulneratis et alias injuriose tractatis, tandem ecclesiam et claustrum ac domos ejus et sanctorum reliquias in eadem ecclesia consistentes concremarunt, calices et alia bona ibidem inventa secum exinde nequiter asportando. Quocirca Discretioni Tuae per apostolica scripta mandamus quatenus statim de praemissis constiterit ita esse, sacrilegos ac illos de dictis universitatibus quos super hoc invenies magis culpabiles extitisse, tamdiu appellatione remota, excommunicatos publice nunties et facias ab omnibus arctius evitari, donec super hiis satisfecerint competenter, et cum tuarum testimonio litterarum ad Sedem veniant Apostolicam absolvendi. Datum Laterani, v kal. aprilis.

CCCLXXXIX.

Philippe le Bel déclare recevoir les Flamands en sa grâce pourvu qu'ils observent la paix.

Philippus, Dei gratia, Francorum rex.

Notum facimus universis tam praesentibus quam futuris quod cum nos teneremus ad manum nostram villas, castra, totamque terram Flandriae, necnon Guidonem de Dampna Petra, quondam comitem Flandriae, liberosque suos Robertum nunc comitem Flandriae et Guidonem fratrem ejus qui se, terrasque suas nostrae supposuerant voluntati, ratione guerrae quam nobis fecerant cum patria Flandriae praedicta, primo Brugenses, deinde terrarum et villarum homines cum nobilibus praecipuis, certisque personis tam nobilibus quam burgensibus dumtaxat exceptis qui nobis fideliter adhaeserunt, procurante discordiarum magistro, ausu temerario

contra nos insurgentes, guerram contra nos, gentemque nostram hostiliter suscitarunt, contra nos gravissimâ committentes. Cum autem nos tantam inobedientiam ulcisci vellemus prout justitia exigebat ac essemus in persecutione negotii hujusmodi, dicti Flandrenses, operante pacis auctore, sano ducti consilio reverti ad obedientiam cupientes, misericordiam per viam pacis et concordiae cum magna instantia petierunt. Nos autem attendentes quod misericordia superexaltat judicium, stragemque tantae multitudinis vitare volentes, tractatui pacis condescendimus ac certos tractatores concessimus qui una cum tractatoribus ex parte Flandriae deputatis, pacis et concordiae certos articulos per tractatores Flandriae eis oblatos acceptarunt et concordarunt, in litteris tractatorum ipsorum plenius comprehensos. Licet igitur dicti Brugenses ac caeteri nobiles et ignobiles aliarum villarum et locorum Flandriae, tam per se quam per procuratores ab eis sollempniter constitutos, omnes pacis tractatae et concordatae articulos dicti Flandrenses verbis expressis approbaverint ac aliqua ex eis complere coeperint, caetera omnia se completuros plenius asserentes, humiliter supplicarunt Majestati Nostrae ut dictam pacem approbare per litteras nostras ac indignationis nostrae motum quem ex praemissis contra eos contraxeramus, eis remittere, necnon eos gratiae nostrae restituere dignaremur: nos igitur advertentes nil proprius in principe quam ut vinci velit clementia, sequentes Domini Nostri vestigia cujus ubi superhabundavit delictum, superhabundavit et gratia, pacem praedictam approbamus ac completis per Flandrenses ipsos articulis pacis et ratione pacis ipsius postea per dictos tractatores plenius concordatis, omnem indignationis nostrae motum remittimus, gratiae Majestatis Nostrae restituentes eosdem, volentes et tenore praesentium concedentes eisdem, tanquam devotos nostros et fideles eos ubique tractari, dum tamen, ut supradictum est, praemissa compleant, firmiter teneant et observent. Quaecunque etiam obligationum vincula, tempore quo nos tenebamus seu tenuerimus terram Flandriae ad manum nostram, quibus villae, communitates, nobiles seu aliae singulares personae terrae Flandrensis nobis se obligaverint, quae praejudiciales seu contrariae dictae paci vel articulis in ea contentis quomodolibet possent esse, ea omnia, necnon et litteras vel instrumenta inde confectas, dum tamen dictae pacis articuli nobis et successoribus nostris teneantur, compleantur et inviolabiliter observentur, nullius exnunc volu-

mus esse firmitatis. Omnes obligationes hujusmodi nobis per eos factas tempore praefato quo ad manum nostram tenuimus terram praedictam ante pacem, in eum statum reponimus in quo erant antequam, ut supradictum est, guerra coepta fuerit, occasione cujus dictam terram ceperamus ad manum nostram una cum Guidone et Roberto praedictis. Quod ut ratum et stabile perseveret, praesentibus litteris nostrum fecimus apponi sigillum.

Actum apud Boloniam supra mare, M° CCC° VII°, mense ....

CCCXC.

Absolution du bailli de Furnes qui avait porté la main sur un prêtre.

Magister Rufinus de Ficeclo et Jacobus de Bolonia canonicus et officialis Remensis viris venerabilibus et discretis praeposito, decano et cappellano Furnensis ecclesiae, in Domino salutem.

Non est intentionis nostrae quod nos ballivum, praeconem villae Furnensis et eorum servientes absolverimus a sententiis latis a canone, si quas ex eis incurrerunt, cum de eis non debeamus nos intromittere, nec possimus, sed tantummodo a sententia lata in eos ab homine, videlicet ab officiali Morinensi vel ejus vices gerente, post appellationem ad nos legitime interjectam eosdem absolvimus ad cautelam et denuntiari ab eadem sententia volumus absolutos, sententia canonis, si quam incurrerint, ipso facto in suo robore duratura. Et propter hoc, si scrupulum conscientiae habeatis quod ipsi a canone sint ligati pro violenta manuum injectione in presbyterum vel captione ejusdem, et hoc sit notorium et manifestum, vel de hoc alias vobis constet, vel super hoc habeatis vestras conscientias informatas, vobis consulimus ut eos evitetis, nec ad divina admittatis eosdem, nec ad hoc intelligimus extendere litteras absolutorias eorumdem a nostra curia impetratas. Et hoc omnibus et praecipue executoribus nostris tenore praesentium volumus esse notum, districte praeci-

pientes eisdem quod si praedictos ballivum, praeconem villae Furnensis et servientes eorumdem ac etiam complices eorum evitatis propter excommunicationem latam a canone auctoritate alicujus mandati nostri se minime contra vos intromittant. Datum, etc.

CCCXCI.

Lettre de plusieurs abbés, relative à une réconciliation à la suite d'un meurtre commis à Bruges.

Omnibus Christi fidelibus praesentes litteras inspecturis et audituris universi abbates ordinis Sancti Benedicti, Cluniacensis ordinis, Praemonstratensis ordinis, Arruasiensis ordinis, Cisterciensis ordinis, priores Sancti Augustini ordinis, praepositi, decani ecclesiarum conventualium, abbatissae, priorissae, cujuscunque ordinis sint, priores ordinis fratrum praedicatorum, gardiani ordinis fratrum minorum, priores ordinis fratrum Sanctae Mariae de monte Carmeli, priores ordinis fratrum de poenitentia Jhesu Christi, priores ordinis servorum Sanctae Mariae, magistri tam Hospitalis quam militiae Templi, priores cujuscunque ordinis sint, ecclesia Sancti Basilii in Brugis, caeterique presbyteri, parrochiani et capellani et conventus talis, quorum sigilla hiis litteris sunt appensa, salutem in Domino sempiternam.

Noveritis quod nos intuitu Dei et pacis inter tales reformatae occasione mortis talis occisi, sicut intelleximus, recepimus animam ejus in omnibus bonis quae apud nos, Deo dante, fiunt et quae de caetero fient in ecclesiis nostris, videlicet in missis, vigiliis, orationibus, jejuniis, genuflexionibus, elemosinis, aliisque bonis omnibus ac piis operibus, tanquam nobismet ipsis participationem omnium praedictorum bonorum animae praedicti talis in perpetuum concedentes, et volumus ipsam animam esse participem et consortem; et has orationes ac missas acquiri per talem clericum praesentium portitorem procuravit talis pro bono pacis et concordiae refor-

matae inter parentes et amicos, ex una parte, et inter parentes et amicos talis occisi, ex altera, sub suis laboribus et expensis.

CCCXCII.

Enquête au sujet de la mort d'un clerc.

Noveritis quod cum in hyeme nuper praeterita, circa festum Purificationis Beatae Mariae, B., filius . . . . . ., clericus, in quemdam puteum delapsus et submersus fuisset in vico tali, cumque Laurentius talis super morte dicti B. et casu ipsius a quibusdam culpabilis diceretur, nos contra ipsum super hoc volentes inquirere, prout nostro officio incumbebat, ipsum super hoc fecimus coram nobis personaliter in judicium evocari, et ipsum de facto ipso et occasione ipsius facti interrogavimus diligenter. Qui personaliter constitutus in judicio coram nobis in praesentia plurium negavit, per suum super hoc praestitum juramentum, se esse super dicto facto diffamatum, et se super hujusmodi casu causam seu occasionem dedisse seu ipsum casum vel factum perpetrasse vel dari seu perpetrari fecisse et perpetrari per aliquem vel aliquos procurasse, asserens se nec esse, nec fuisse in hoc casu conscium vel nocivum.

Tandem diligenti examinatione et inquisitione super praedictis contra praedictum Laurentium facta, cum eumdem Laurentium super dicto facto culpabilem nullatenus invenissemus, licet plures testes immo major pars vicariae illius vici in quo casus ille evenerat, jurati fuissent et ex parte nostra examinati super hoc diligenter, quorum plures dicebant se modum et formam seu dictam dicti casus scivisse, nec novisse seu scivisse dictum Laurentium super hoc culpabilem vel nocivum, postmodum supradictus Laurentius comparens personaliter in judicio coram nobis et aliis pluribus fide dignis, petens a nobis humiliter et instanter ut super praedictis licentiaremus eumdem, obtulit se super praedictis ex habundanti legitime purgaturum. Qui juravit coram nobis ipsum ex habundanti ad purgationem

admittentibus se dictum factum nunquam perpetrasse seu fieri procurasse, nec super praedictis in aliquo culpabilem extitisse. Plures autem fidedigni et inter alios tales, tales et tales, asserentes se dicti Laurentii a longo tempore notitiam habuisse et conversationis ejusdem, cum eodem Thoma comparentes in judicio coram nobis asseruerunt per sua praestita super hoc juramenta se firmiter hoc credere dictum Laurentium dixisse per suum super hoc in purgatione sua juramentum praestitum veritatem. Propter quod ipsum Laurentium licentiavimus et absolvimus tanquam de dicto casu seu facto repertum inculpabilem penitus et immunem. In cujus rei memoriam, etc.

CCCXCIII.

Pénitence imposée au meurtrier d'un frère convers de Thosan.

Frater Hildebrandus, domini papae poenitentiarius, religioso viro abbati monasterii de Does in Flandria, salutem in Domino.

Symonem laicum, latorem praesentium, qui olim ausu sacrilego quemdam conversum vestri monasterii interfecit ab excommunicatione quam propter hoc incurrit ex hujusmodi homicidii reatu ad vos auctoritate domini papae remittimus juxta formam Ecclesiae absolutum, mandantes eidem inter alia sub debito praestiti juramenti ut, per omnes ecclesias majores illius loci in quo fuit facinus perpetratum, nudus et discalciatus, brachis dumtaxat retentis, virgam ferens in manibus et corrigiam circa collum, si secure poterit, incedat et a presbiteris illarum ecclesiarum psalmum poenitentialem dicentibus, ante fores earumdem, quando major in eis aderit populi multitudo, se faciat verberari, suum publice confitendo reatum, et monasterio vestro cui dictus serviebat conversus, satisfaciat competenter, et si aliquod feodum ab ipso monasterio teneat vel jus patronatus optineat in eodem, ipse ac ejus heredes illis perpetuo sint privati : vos autem, considerata culpa ipsius, injungatis ei poenitentiam

quae sibi sit ad salutem et aliis ad terrorem. Caeterum si quae mandamus satisfacere forte contempserit, ipsum in excommunicationis sententiam reducatis.

Datum Laterani, nono kalendas aprilis, pontificatus domini Bonifacii papae octavi anno sexto.

FIN.

NOTES.

X.

Le chapelain du comte de Flandre, chanoine de Furnes, est Michel As Clokettes, qui fut l'un des plus zélés et des plus habiles négociateurs envoyés par Gui de Dampierre en Italie.

XXVI.

Gilles de Beerst était l'un des clercs de Guy de Dampierre. Par une charte du mois de mars 1279, ce prince lui assigna une rente viagère de vingt livres sur l'espier de Dixmude.

XXXI.

Cette lettre de l'abbé de Cîteaux paraît se rapporter à la construction de l'église de Notre-Dame des Dunes. Voyez à ce sujet la Chronique des Dunes, publiée par les soins de la *Société d'Émulation* de Bruges.

LXIV.

Ce document n'est pas sans intérêt pour l'histoire de l'enseignement du droit en Italie. La date (1282) et le nom de Marsilius méritent de fixer l'attention.

LXXVII.

Cette bulle est de 1298.

LXXIX.

Ce document doit être antérieur aux fêtes de Pâques 1286.

LXXX.

Le légat du pape n'est pas nommé. Simon de Brion? Cette pièce est de 1264. Urbain IV mourut le 3 septembre 1264.

LXXXXVI.

Ce document paraît appartenir à l'époque de la bataille de Westcapelle.

LXXXXVII.

Voyez la chronique du monastère de Villers publiée par dom Martène, *Thesaurus anecdotorum*, t. III. Voy. aussi dans le même ouvrage, t. IV, col. 1458, les statuts de l'ordre de Citeaux de 1277.

LXXXXIV.

Cette bulle est de 1305.

CVII.

Ce document est de 1307.

CXII.

Jean, évêque de Tournay, occupa ce siége de 1262 à 1267, mais la fondation de la maison des Bons-Enfants remonte à Gauthier de Marvis, évêque de Tournay, mort en 1251. Voir son épitaphe citée par Tillemont, *Histoire de saint Louis*, t. II, p. 90.

CXVII.

On remarquera dans ce document la mention de Jean des Dunes, régent en théologie au collége Saint-Bernard à Paris.

CXXI.

Cette pièce est de 1294 et se rapporte à la dîme biennale.

CXXII.

Ce document concerne aussi la dîme biennale.

CXXVII.

Cette bulle d'Alexandre IV est de 1254.

CXXXIII.

Quel était ce maître Guillaume Le Lion, chez qui l'écrivain devait garder prison *in vinculis ferreis?* Était-ce un frère de Jean Le Lion, moine des Dunes, cité, en 1268, dans le Cartulaire du monastère des Dunes? Voyez aussi Saint-Genois, *Monuments anciens*, p. 618.

CXXXVIII.

Ce document est reproduit en partie dans le n° 614 de notre manuscrit.

CXLI.

La chronique du monastère des Dunes est fort obscure pour cette époque.

CXLV.

Cette lettre est peut-être de l'abbé de Baudeloo.

CXLVII.

Jean, abbé de Clairvaux, à qui cette lettre est adressée, occupa la dignité abbatiale de 1299 à 1304.

CXLIX.

Cette pièce est de 1306.

CLXXV.

La même bulle se trouve reproduite au n° 910 de notre manuscrit.

CLXXVI.

Cette pièce appartient à l'année 1305.

CLXXXV.

Jean de Warde ou Weerden fut l'un des docteurs les plus célèbres de l'ordre de Citeaux. Cf. le n° 117.

CLXXXIX.

Il faut placer après la fête de la Nativité Notre-Dame 1298 cette protestation contre les taxes imposées aux abbayes cisterciennes.

CLXXXXIII.

Jacques de Normandie ou plutôt Jacobo de Normanno est l'envoyé pontifical qui remplit un rôle si important dans le différend de Boniface VIII et de Philippe le Bel.

CLXXXXIV.

Cet acte d'appel était l'œuvre de Michel As Clokettes.

CCIV.

Ce document n'est-il pas de 1272? Voyez les statuts de l'ordre de Citeaux, Martène, *Thes. anecd.*, t. IV, col. 1437.

CCV.

Ce texte diffère par quelques variantes de celui que donne Du Boulay.

CCXIV.

Document de 1306 ou 1307?

CCXV.

Document de 1307.

CCXXII.

Il y a lieu de remarquer le passage relatif à Blanche de Castille.

CCXLIV.

La comtesse Marguerite de Flandre rappelle que des princes de sa maison ont fondé la prévôté de Douay. Il y aurait à ce sujet quelques recherches intéressantes à faire. Lettre écrite en 1257 ?

CCXLVII.

On voit par ce document que la comtesse de Flandre se proposait d'éteindre les haines et les divisions qui s'étaient élevées entre les plus puissants bourgeois de la ville d'Ypres. Deux chartes conservées aux Archives de Lille, l'une du mois de mars 1266, l'autre du mois d'octobre 1268, nous apprennent que Michel de Tréhout avait été assassiné par Marguerite Le Meide, sa femme, et que celle-ci avait été condamnée à être enfermée pendant toute sa vie. La comtesse de Flandre avait donné d'abord au monastère de Hemelsdale tous les biens confisqués à la suite de ce meurtre. Plus tard elle rendit diverses rentes à Henri de Trehout.

CCLIII.

Le 23 août 1268, le pape écrivait qu'il ignorait où se trouvait Conradin; le 18 octobre il annonçait qu'il était prisonnier. Cette lettre doit être placée entre ces deux dates. Voyez Raynaldi et la Chronique *De rebus in Italia gestis*, publiée par M. Huillard-Bréholles, p. 298.

CCLIV.

Voyez au sujet de cette lettre Saint-Genois, *Monuments anciens*, pp. 610 et 612.

CCLXIV.

Cf. notre texte et celui que donne Dupuy, *Différend de Philippe le Bel et de Boniface VIII*, p. 368.

CCLXVI.

Denis, prévôt de Thourout, est cité dans une charte de 1298, conservée aux Archives de Lille. Le même que Denis, écolâtre de Cassel, qui figure dans d'autres documents de la même époque.

CCLXVIII.

Document de 1295 ?

CCLXXI.

Le texte de ce document important diffère par plusieurs variantes de celui qui a été publié. Voyez Dlugoss, *Hist. de Pologne*, p. 945 et *Codex diplom. Poloniae*, n° 37.

CCLXXII.

Cette pièce est du 2 mai 1310.

CCLXXXIII.

Il faut placer à l'année 1309 la date de ce document.

CCCXI.

Sur l'élection de Nicolas de Lisseweghe, consultez la Chronique des Dunes.

CCCXIX.

Il s'agit ici du monastère de Clairvaux. Mars 1313 (v. st.).

CCCXXIII.

Une double élection avait eu lieu à Liége. Gui d'Avesnes avait pris possession du siége épiscopal. Adolphe de Nassau l'avait reconnu. Son concurrent était Guillaume Berthould de Malines. En 1296, Boniface VIII annula les deux élections.

CCCLII.

Cette bulle est du 15 mai 1297.

CCCLIII.

Cette bulle est du 28 février 1297.

CCCLIV.

Il y a lieu de comparer ce texte avec celui qui se trouve dans divers ouvrages relatifs au procès des Templiers.

CCCLV.

La fin de ce document relative à la publication à Bruges de la bulle pontificale sur le Saint-Sang est inédite.

CCCLVI.

Ce document est de 1296 (v. st.).

CCCLXII.

Comparez le texte publié par Rymer.

CCCLXV.

Cette lettre est du mois de février 1299 (v. st.).

CCCLXVI.

La succession des abbés de Thosan est fort confuse à cette époque, et nous manquons de sources pour l'établir avec netteté.

CCCLXXI.

Philippe Warregarren était l'un des croisés flamands qui suivirent saint Louis à Tunis.

CCCLXXII.

Document de 1311. L'ordre de Cîteaux était chargé de dettes nombreuses, résultant des charges que Philippe le Bel lui avait imposées.

CCCLXXXV.

Ce document relatif à la croisade de saint Louis est du 17 janvier 1267 (v. st.).

CCCLXXXVII.

Voyez sur cette pièce les documents inédits sur Philippe le Bel publiés en 1861 par M. Boutaric, p. 81.

CCCLXXXVIII.

Sur la prise et le sac de Térouanne, voyez les chroniques du XIV[e] siècle. Cette bulle est de 1304.

ERRATUM.

Page 381, *au lieu de :* où seront attendus, *lisez :* où seront entendus.

CONCORDANCE

des numéros d'ordre dans ce volume et dans le manuscrit.

NUMÉROS de cette PUBLICATION.	NUMÉROS du MANUSCRIT.	NUMÉROS de cette PUBLICATION.	NUMÉROS du MANUSCRIT.	NUMÉROS de cette PUBLICATION.	NUMÉROS du MANUSCRIT.	NUMÉROS de cette PUBLICATION.	NUMÉROS du MANUSCRIT.
1	1	28	110	55	223	82	293
2	40	29	111	56	225	83	296
3	43	30	112	57	226	84	300
4	44	31	113	58	227	85	303
5	47	32	114	59	231	86	307
6	48	33	115	60	232	87	310
7	49	[illegible]	120	61	233	88	311
8	50	35	120	62	234	89	314
9	51	36	123	63	240	[illegible]	315
10	52	37	124	64	241	91	316
11	53	[illegible]	129	65	241 bis	92	317
12	57	39	131	66	246	93	318
13	62	40	172	67	247	[illegible]	320
14	63	41	178	[illegible]	249	95	321
15	65	42	188	69	251	96	324
16	66	43	195	70	253	97	325
17	67	44	200	71	255	98	326
18	97	45	202	72	260	99	327
19	99	46	203	73	262	100	328
20	100	47	204	74	263	101	329
21	102	48	208, 209	75	265	102	330
22	104	49	210	76	266	103	331
23	105	50	212	77	277	104	332
24	106	51	214	78	278	[illegible]	333
25	107	52	215	79	279	106	336
26	108	53	220	80	281	107	337
27	109	54	222	81	282	108	[illegible]

NUMÉROS de cette PUBLICATION.	NUMÉROS du MANUSCRIT.	NUMÉROS de cette PUBLICATION.	NUMÉROS du MANUSCRIT.	NUMÉROS de cette PUBLICATION.	NUMÉROS du MANUSCRIT.	NUMÉROS de cette PUBLICATION.	NUMÉROS du MANUSCRIT.
109	339	139	618	170	509	201	585
109 bis	339 bis	140	218	171	510	202	586
110	345	141	614	172	511	203	589
111	346	142	313	173	512	204	590
112	347	143	219	174	513	205	591
113	348	144	724	175	514	206	593
114	355	145	782	176	515	207	595
115	356	146	221	177	516	208	596
116	357	147	217	178	519	209	597
117	359	148	728	179	521	210	599
118	363	149	819	180	524	211	600
119	364	150	619	181	533	212	602
120	365	151	751	182	540	213	605
121	366	152	752	183	551	214	609
122	367	153	753	184	555	215	612
123	369	154	703	185	556	216	613
124	372	155	762	186	557	217	615
125	374	156	403	187	559	218	617
126	375	157	407	188	560	219	620
127	376	158	412	189	568	220	623
128	377	159	415	190	569	221	624
129	379	160	422	191	569 bis	222	625
130	383	161	426	192	570	223	626
131	386	162	428	193	574	224	627
132	388	163	444	194	576	225	628
133	390	164	448	195	577	226	629
134	391	165	449	196	578	227	635
135	393	166	450	197	579	228	636
136	394	167	482	198	581	229	638
137	397	168	506	199	582	230	639
138	216	169	508	200	584	231	640

NUMÉROS de cette PUBLICATION.	NUMÉROS du MANUSCRIT.	NUMÉROS de cette PUBLICATION.	NUMÉROS du MANUSCRIT.	NUMÉROS de cette PUBLICATION.	NUMÉROS du MANUSCRIT.	NUMÉROS de cette PUBLICATION.	NUMÉROS du MANUSCRIT.
232	644	263	699	294	823	325	880
233	647	264	704	295	824	326	882
234	648	265	705	296	825	327	883
235	650	266	706	297	826	328	885
236	652	267	713	298	827	329	886
237	653	268	723	299	828	330	887
238	654	269	745	[illegible]	831	331	888
239	655	270	747	301	833	332	889
240	656	271	748	302	834	333	890
241	657	272	749	303	835	334	892 bis
242	658	273	763	304	837	335	893
243	659	274	765	305	847	336	894
244	660	275	766	306	849	337	894 bis.
245	661	276	767	307	852	338	895
246	662	277	774	[illegible]	853	339	896
247	663	278	779	309	854	340	897
248	664	279	797	310	855	341	898
249	665	280	798	311	856	342	[illegible]
250	666	281	799	312	857	343	900
251	667	282	800	313	858	344	901
252	669	283	802	314	860	345	902
253	670	284	803	315	862	346	903
254	671	285	804	316	863	347	904
255	672	286	805	317	865	348	905
256	673	287	807	318	866	349	906
257	674	288	808	319	868	350	907
258	675	289	810	320	870	351	908
259	679	290	818	321	875	352	911
260	680	291	820	322	877	353	913
261	683	292	821	323	878	354	729
262	698	293	822	324	879	355	838

NUMÉROS de cette PUBLICATION.	NUMÉROS du MANUSCRIT.	NUMÉROS de cette PUBLICATION.	NUMÉROS du MANUSCRIT.	NUMÉROS de cette PUBLICATION.	NUMÉROS du MANUSCRIT.	NUMÉROS de cette PUBLICATION.	NUMÉROS du MANUSCRIT.
356	914	366	927	376	940	386	398
357	916	367	929	377	201	387	708
358	918	368	930	378	224	388	59
359	919	369	931	379	119	389	801
360	921	370	932	380	104	390	917
361	922	371	933	381	241 bis	391	180
362	923	372	934	382	130	392	755
363	924	373	936	383	175	393	928
364	925	374	937	384	594		
365	926	375	939	385	143		

TABLE DES MATIÈRES.

Pages

L'abbé de Saint-Bertin promet un bénéfice ecclésiastique à Jean de Palude. 1

L'official d'Orléans fait connaître l'avis de plusieurs docteurs de cette ville sur diverses questions relatives aux dîmes 3

Marguerite, comtesse de Flandre et de Hainaut, réclame des prières pour le repos de l'âme de sa nièce Blanche d'Anjou, première femme de Robert de Béthune 4

Le monastère des Dunes s'engage, conformément à un bref du pape Clément V, à fournir à un recteur nommé Nicolas, les moyens d'étudier la théologie 5

Plaintes dirigées contre l'abbé de Saint-Pierre 6

Suite de la même plainte. On demande la déposition de l'abbé de Saint-Pierre 7

Suite de la plainte dirigée contre l'abbé de Saint-Pierre 9

Réplique du procureur de l'abbé de Saint-Pierre . . . . *ib.*

Décision provisionnelle de l'official de Tournay 10

Le monastère des Dunes reconnait avoir reçu quarante livres de gros tournois de Nicolas, chanoine de Furnes, chapelain du comte de Flandre 11

Lettre relative aux désastres et aux malheurs de la Terre Sainte . . 14

Élection de Guillaume de Hulst comme abbé des Dunes 16

Mandement de l'évêque Jean de Châlons contre l'abbesse de Vitry et l'abbé de Saint-Nicolas, à Furnes 18

Pages

Lettre de Guillaume, évêque d'Amiens, à Gillon, archevêque de Sens, relative aux conflits des prélats et des Frères mineurs 23
Jean de Hollaing s'engage à restituer ce qu'il a emprunté à Arnould de Maldeghem, chanoine de Tournay. 25
L'abbé de Saint-Aubert de Cambray ordonne de payer à un chanoine de Bruges ce qui lui est dû 26
Réponse au mandement précédent 27
Mandement de l'évêque de Tournay relatif à la délimitation des paroisses . . . . ib.
L'official d'Arras mande au doyen de la chrétienté de Lens de veiller aux intérêts d'une pauvre femme nommée Burge Leslet et de sa fille. 28
L'évêque de Tournay fait connaître qu'il a reçu de l'abbé de Saint-Bavon des lettres relatives à la construction hors de Gand d'un monastère de filles de l'ordre de Citeaux, etc. 29
Guillaume Haderic, clerc, procureur des couvents des Dunes, de Thosan, de Baudeloo, etc., proteste que les moines convers des fermes des Quatre-Métiers sont exempts de tout payement de dîmes . . . 31
Choix des collecteurs dans le diocèse de Reims. 34
Mandement relatif aux collectes dans le diocèse de Tournay . . . . ib.
Pouvoir donné aux prieurs d'absoudre des sentences d'excommunication portées contre les moines et les frères convers coupables de voies de fait 35
Lettre relative à la détresse de la Flandre 36
Testament d'Égide de Beerst . . . . ib.
La comtesse Marguerite et le comte Gui, son fils, confirment les biens de l'abbaye de Thosan et la prennent sous leur protection 37
L'abbé des Dunes reconnaît avoir reçu de Gilles de Gand la somme de deux cents livres 39
Déclaration de Jacques, dit Alverdoe, de sa femme Virginie et de Sohier de Boneem qu'ils n'ont rien à réclamer des abbés des Dunes et de Thosan. 40
Lettre de l'abbé de Citeaux relative à la construction d'une infirmerie dans ce monastère 42
Lettre de l'évêque de Tournay par laquelle il engage le clergé du diocèse

Pages

de Tournay à réclamer des aumônes pour l'achèvement de l'église d'un monastère de l'ordre de Citeaux 43
Permission d'acquérir une rente annuelle de quarante livres pour les pauvres 44
Gheila Porede fonde une chapellenie dans l'église de Saint-Bavon à Ardenbourg 45
Autorisation de se retirer dans un monastère 46
Recommandation en faveur de deux courriers du pape 47
Il est permis aux religieux de Thosan d'accorder quarante jours d'indulgences . . . . ib.
Bref de Boniface VIII en faveur du croisé Jean Huard 48
Procuration pour l'exécution d'un testament . . . . ib.
L'abbé des Dunes se plaint du receveur du roi de France qui lui a enlevé la possession d'une pêcherie 52
Sentence d'excommunication fulminée par Martin IV contre l'empereur Michel Paléologue . . . . ib
Investiture d'un fief 53
Lettre du sire de Vorne, châtelain de Zélande, à la comtesse de Flandre, relativement à l'achat de certaines rentes en Flandre . . 54
Autorisation donnée à un prêtre qui a pris la croix pour se rendre à Jérusalem, de se faire remplacer pendant trois ans par un vicaire . 55
Examen de la demande d'une abbesse qui, à cause des périls de la mer, désire établir ailleurs son monastère 56
Délimitation de la paroisse de Saint-Nicolas et de Belcele . . . . . ib.
Approbation de cette délimitation 57
Mesures à prendre pour forcer un chanoine de Cambray à payer les frais d'un procès . . . . ib.
Différend judiciaire entre les échevins de Damme et Marthe, veuve, béguine et croisée 58
Le pape Martin IV confère un canonicat à Bruges et la prévôté de la même ville à un archidiacre d'Amiens 61
Les religieux de l'ordre de Citeaux réclament l'exemption des tailles levées en Flandre 63
Obligation de payer une rente de vingt livres 64

Pages :

Autorisation accordée aux religieux des Dunes de se servir des écluses de Grode 66
Plaintes relatives à la levée des tailles sur les biens ecclésiastiques dans la châtellenie de Bruges à l'époque du siége de Zierickzee . . . . ib.
C nsultation d'un docteur de Tournay sur les règles à observer en Flandre par les religieux de l'ordre de Cîteaux en temps d'interdit 68
Confirmation du privilége d'exemption de dîmes accordé à l'ordre de Cîteaux 76
Pouvoir donné aux abbés de l'ordre de Cîteaux de terminer les différends soulevés dans leurs monastères 77
Les monastères de l'ordre de Cîteaux ne peuvent être frappés de sentences d'interdit qu'en vertu d'un mandement spécial du pape . . ib.
Les monastères de l'ordre de Cîteaux ne sont point soumis, en matière d'interdit et d'excommunication, à l'autorité épiscopale. 78
Le pape Clément V permet au comte de Flandre de lever des subsides sur les biens du clergé pour payer ce qui est dû au roi de France Philippe le Bel 80
Clément V annonce à l'archevêque de Reims son élévation au trône pontifical 81
Robert de Courtenay, archevêque de Reims, annonce que le concile provincial de Senlis a ordonné des prières à l'occasion de l'avénement de Clément V. 84
Enquête sur le testament de Pierre Bonin 85
Emprunt fait à Rome par l'abbé des Dunes à des marchands de Sienne. 87
Enquête sur les études faites à Bologne sous le docteur Marsilius par Bonaventure de Rome, chanoine de Bruges. 89
Mandement adressé aux doyens d'Assenede et d'Axel relativement à des actes de violence commis dans le domaine de Lepe 91
Mandement du doyen du chapitre de Tournay relatif aux dîmes levées pour combattre Frédéric d'Aragon 93
Lettre de l'évêque de Metz sur les secours à donner aux sœurs d'une maison religieuse 96
Bref du pape Boniface VIII à l'abbé de Thosan et au doyen de l'église

Pages

de Termonde au sujet de l'interdit lancé contre les habitants de la ville d'Ardenbourg 97
Mandement du cardinal Matthieu Orsini sur les discordes qui avaient éclaté à Ypres dans le monastère de l'ordre de Sainte-Claire. . . . 100
Bulle d'Innocent V annonçant son élection par le suffrage unanime des cardinaux après la mort de Grégoire X 102
Répartition des taxes ecclésiastiques dans le diocèse de Tournay . . 105
Plaintes contre un clerc nommé Jean Broder 107
Usufruit de livres légués à un étudiant en théologie 108
Bref d'Urbain IV relatif à la réforme de l'ordre de Citeaux en France 109
Levée d'un subside accordé aux rois de France et de Sicile 110
Mandement de l'écolâtre de Saint-Donat relatif à un croisé. 111
Bulle de Boniface VIII relative aux différends du roi de France et du comte de Flandre. 112
Appel adressé au pape Boniface VIII contre Philippe le Bel . . *ib.*
Mandement de l'abbé de Clairvaux sur les taxes ecclésiastiques accordées au roi de France 114
Appel de Charles d'Anjou contre ceux qui oppriment l'Église . . . 116
Mandement de Brictius, prévôt de Notre-Dame à Bruges, en faveur des religieux du monastère de Thosan 117
Appel au Saint-Siége adressé par le procureur de l'abbaye de Thosan contre les collecteurs des taxes ecclésiastiques. 120
Lettre des échevins et bourgmestres de Dixmude à l'official de la Morinie 121
Appel au pape à propos des taxes réclamées des monastères de l'ordre de Citeaux 122
Concession de quarante jours d'indulgences aux bienfaiteurs de l'église de Saint-Nicolas à Damme 125
Le cardinal de Sainte-Prudentienne réclame les prières de l'ordre de Citeaux 127
L'abbé de Thosan demande l'autorisation de vendre certaines terres pour remédier à l'état de détresse de ce monastère 128
Protestation contre la prétention de certains voyageurs qui se disent

Pages :

marchands du pape, de se faire délivrer des chevaux à l'abbaye des Dunes . . . 129
Le bourgmestre et les échevins d'Ardenbourg supplient le pape de lever l'interdit lancé contre cette ville par l'évêque de Tournay . . 130
Lettre de Guillaume, évêque d'Amiens, à Gilles, archevêque de Sens, sur les discordes des Frères mineurs . . . 131
De la distribution des aumônes à la porte du monastère de Thosan. . 133
Bulle d'Alexandre IV en faveur des Frères mineurs . . . 134
Lettre de convocation au concile provincial de Senlis . . . 135
Guillaume, abbé des Dunes, approuve l'aliénation de certains biens de l'abbaye de Thosan pour payer les dettes de ce monastère . . . 137
Documents relatifs aux dîmes de Lokeren . . . 139
L'abbé de Thosan demande l'autorisation d'aliéner quelques biens de ce monastère . . . 143
Mandement de l'official de Laon relatif à un différend entre l'abbé de Villers et l'official de Liége . . . 144
Élection de Marie de Popenrode comme abbesse . . . 148
Clément V autorise le comte de Flandre à réclamer un subside ecclésiastique pour payer ce qu'il doit au roi de France. . . . 149
Mandement des abbés de Trois-Fontaines, de Foigny et d'Igny, relatif au différend qui s'était élevé entre l'abbé de Thosan et l'abbé de Saint-Bavon . . . 152
Lettre de l'abbé de Thosan adressée à l'un des fils de Gui de Dampierre, relative à la même contestation . . . 153
Lettre relative aux priviléges accordés aux terres novales . . . *ib.*
Lettre en faveur de Thomas qui a été réduit à la misère par la guerre. 154
Bref du pape Clément à propos des dissensions qui s'étaient manifestées dans l'ordre de Cîteaux . . . 155
Formule de la reconnaissance d'une dette par la commune de .... *ib.*
Protestation adressée au Saint-Siége par le procureur des religieux de l'ordre de Cîteaux contre les taxes réclamées par Robert, comte de Flandre . . . 157
Acte d'appel des religieux de Thosan au sujet de la dîme biennale accordée par le pape au roi de France . . . 159

Pages.

Documents relatifs à la dime biennale levée par Philippe le Bel, roi de France 161
Mandement de l'official de la Morinie relative à la levée de la dime biennale accordée au roi de France 167
Protestation des religieux des Dunes contre la dime biennale, levée par le roi de France 169
Aumônes à faire à des Juifs convertis 175
Donation d'une rente de quatre livres faite par la dame de Vorne à l'abbaye de Thosan et ratifiée par le comte Florent de Hollande . . ib.
Lettre de Jean, évêque de Tournay, en faveur de l'école des Bons-Enfants fondée dans cette ville par Gauthier de Marvis 177
Mandement de l'official de Tournay relatif au testament de Gherwin Werd, bourgeois de Bruges 178
Le cardinal Simon de Brion, légat du Saint-Siége, promet une prébende à Bruges à Jean de Lille, chanoine de Condé et chapelain de Saint-Basile à Bruges 181
Mandement relatif à l'exécution de la promesse faite à Jean de Lille par le cardinal Simon de Brion 182
Le prévôt d'Harlebeke ordonne de mettre Jean de Lille en possession de la prébende qui lui a été donnée 184
Acte d'appel au Saint-Siége interjeté par Nicolas des Rosiers, procureur des monastères de Citeaux et de Clairvaux 186
L'orde de Citeaux accorde une dime triennale au roi Philippe le Bel. 192
Requête présentée à l'archevêque de Reims afin que les biens ecclésiastiques ne soient point grevés d'autres charges que de la subvention accordée au roi de France 194
Les monastères des Dunes et de Thosan demandent à être exemptés de la subvention réclamée par le comte de Flandre 195
Lettre de l'abbé de Citeaux recommandant aux abbés de cet ordre de ne rien payer au delà de la subvention qui a été accordée . . . 196
La dime biennale accordée au roi de France sera payée en deux termes . . . . ib
Don de livres au monastère de Thosan 198
Le cardinal Jean Cholet charge l'évêque de Tournay de déterminer

Pages.

ce qu'il y a lieu de faire à l'égard d'un maître d'école qui a involontairement blessé un enfant 199
Les abbés des monastères de l'ordre de Citeaux situés en Flandre exposent que le comte de Flandre réclame d'eux une subvention pour la défense du pays. 200
Le pape Innocent IV ou Innocent V excommunie un chanoine de Térouanne coupable de violences envers un clerc 201
Le pape Alexandre IV annonce son élévation au trône pontifical . . 203
Mandement du cardinal Jean Cholet relatif à la levée des taxes ecclésiastiques 206
Appel du procureur du monastère de Zoetendale au Saint-Siége contre la levée de la subvention accordée au roi de France . . . 209
Le procureur des religieuses du monastère de la Nouvelle-Jérusalem (Spermaillie) réclame les priviléges accordés à l'ordre de Citeaux . 211
Avis du jurisconsulte Bassianus sur les droits du comte de Flandre en ce qui touche les donations testamentaires de biens situés en terre ennemie 214
Lettre relative à un dépôt au sujet duquel les troubles et les guerres donnent lieu de concevoir des inquiétudes 215
Un écrivain anglais, établi à Orléans, s'engage à transcrire le commentaire du pape Innocent IV sur les décrétales 216
Le même copiste s'engage à transcrire un commentaire sur le Code. 217
Le maître et les frères de la maison des lépreux de Bruges déclarent que Nicolas d'Ardenbourg n'est point atteint de cette maladie . . 218
Indulgences accordées par l'évêque de Térouanne à ceux qui contribueront, par leurs aumônes, à la construction de l'église des Dunes. . . . . ib.
Déclaration des professeurs de droit d'Orléans en faveur d'un jurisconsulte qu'ils reconnaissent capable d'enseigner. 220
Abdication de Guillaume de Damme, abbé de Thosan. 221
Mandement relatif à l'élection d'un abbé au monastère de Thosan . . 222
Déclaration que Guillaume Cordewaeghen n'a point pris part aux actes de rébellion dirigées contre son prédécesseur Guillaume de Damme 223

Pages

Élection de Guillaume Cordewaeghen comme abbé de Thosan, après l'abdication de Guillaume de Damme 224
Mandement relatif aux discordes qui règnent dans le monastère de Thosan 227
Justification de l'abbé de Thosan. 228
Lettre relative à certains frères convers qui répandent le trouble dans le monastère de Thosan. 229
Autre mandement ayant le même objet. 230
Mémoire présenté par plusieurs religieux de Thosan 231
Guillaume, abbé de Thosan, expose à l'abbé de Clairvaux les actes de rébellion de certains moines et de certains frères convers contre l'abbé des Dunes . . . . ib.
Lettre adressée à l'évêque de Tournay (?) *relative à certains frères convers du monastère de Thosan que l'on a été réduit à mettre en prison* 233
Mandement du cardinal Berenger Fredoli à l'abbé de Clairvaux, relatif aux violences exercées par certains religieux et par certains frères convers . . . . ib.
Lettre adressée à un abbé de l'ordre de Citeaux pour qu'il fasse punir l'attentat dirigé contre l'abbé de Thosan 235
Excommunication de Guillaume de Saeftingen 236
L'official de Tournay invite le clergé de divers diocèses à défendre toute relation avec Guillaume de Saeftingen et ses complices frappés d'excommunication 239
Défense de communiquer avec certains frères convers de Thosan frappés d'excommunication 240
Absolution de Guillaume de Saeftingen 241
Le doyen de . . . . *déclare révoquer une sentence d'absolution accordée à Guillaume de Saeftingen.* 243
Quittance donnée au nom des écoliers de Bruges 244
Maître C. de Beerst fonde une chapellenie dans le monastère de Thosan 245
Déclaration des chanoines de Bruges qu'ils n'entendent point être responsables du produit de certaines prébendes dont les titulaires

Pages :

se sont éloignés à cause de la guerre du roi de France et du roi d'Angleterre 246
Le cardinal Simon de Brion réclame de nouvelles provisions pécuniaires 248
Absolution d'un moine qui avait changé une lettre dans un document émané du Saint-Siége 249
Le pape Innocent IV offre le sceptre impérial à Guillaume de Hollande 250
L'abbé de Thosan est autorisé à créer des rentes viagères. 251
Nomination du recteur de l'église de Saint-Sauveur à Bruges . . . 252
Appel du clergé de France au pape Boniface VIII contre Philippe le Bel 253
Mandement de l'official de Tournay contre ceux qui usurpent les biens ecclésiastiques 255
Concession d'un bénéfice à un pauvre clerc nommé Gauthier Debboud. 258
Le chapitre de Saint-Donat repousse l'appel interjeté par un chanoine. 260
Un croisé réclame le privilége d'être jugé par l'official. 261
Mesures à prendre pour forcer Gui de Dampierre, comte de Flandre, à reconnaître Léon de Fiesque comme prévôt de Saint-Donat . . 262
Bref du pape Boniface VIII relatif au même objet. 265
Un prieur accorde le secours des prières de son monastère 266
L'abbé des Dunes vend à Égide Dop deux rentes l'une perpétuelle, l'autre viagère, à prendre sur la cense de Hem située sur l'Yser. 267
Philippe le Bel ordonne de saisir les biens de Jacques Louchard . . 269
Interdit prononcé contre le comte de Flandre qui s'oppose à la prise de possession de la prévôté de Saint-Donat par Léon de Fiesque. . 270
Le pape Boniface VIII accorde au roi de France Philippe le Bel une année de revenu des bénéfices vacants 275
Levée de la dime sur les revenus ecclésiastiques au profit du roi Philippe le Bel 275
Lettre des échevins de Termonde aux magistrats de la ville de Stralsund 276
Procuration donnée à Marro, marchand et citoyen de Rome . . . 277
Fondation d'un hospice pour les pèlerins et les pauvres 278

Pages

Aumônes à donner aux Juifs convertis 279
Plaintes adressées au nom du chapitre de Saint-Donat sur l'absence de Jean de Dampierre, prévôt de Bruges 280
Bulle de Nicolas III accordant l'absolution à trois chapelains de la comtesse Marguerite, qui n'avaient pas strictement observé les règles relatives à la célébration des offices dans les localités frappées d'interdit 282
Les religieux de l'ordre de Citeaux s'adressent au pape afin qu'il les recommande à la protection de leurs supérieurs diocésains . . . 284
Appel adressé au pape par les religieux de l'ordre de Citeaux contre l'archevêque de Reims 285
Priviléges accordés à Jean de Weerden, docteur de l'Université de Paris 286
L'archevêque de Reims ordonne la levée de certaines taxes ecclésiastiques pour faire face aux dépenses qui résulteront du procès soutenu à Rome contre les Frères mineurs 287
Le pape Honorius IV annonce qu'il a confié à l'archevêque de Ravenne le soin de le représenter dans des affaires qui intéressent l'Église 290
Élection de Nicolas d'Amiens comme doyen de l'église de Saint-Donat à Bruges 292
Protestation de l'abbaye des Dunes contre la levée de la dîme sur les biens ecclésiastiques au profit de Philippe le Bel 294
Levée de la sentence d'excommunication qui avait frappé l'abbé des Dunes 296
Délégation donnée par Gilles de Gand, chanoine de Tournay, pour recevoir la rente due par le monastère de Thosan 297
Le cardinal Simon de Brion prescrit la levée de certaines taxes ecclésiastiques dans les provinces de Reims, de Sens et de Rouen . . . 299
Lettres relatives aux frais de la mission de Jacques de Normanni envoyé par Boniface VIII vers Philippe le Bel 301
Acte d'appel interjeté par-devant le pape au nom de la commune de Bruges contre l'évêque de Tournay 303
Acte d'appel au pape interjeté au nom de l'abbaye des Dunes . . . 308

Pages :

Gui et Jean de Namur promettent de restituer les biens ecclésiastiques qui, depuis le commencement de la guerre, sont tombés en leur pouvoir. 310

Gui de Namur, au moment de combattre les Français, réclame les prières du clergé et des monastères de Flandre . . . . *ib.*

Réclamations du procureur de l'abbé et du monastère de Thosan contre l'abbé et le monastère de Saint-Bavon à Gand, relativement à des terres situées dans les paroisses d'Ardenbourg et de Sainte-Croix. 311

Mandement du prévôt de Sainte-Walburge à Furnes, au sujet des terres de l'abbaye de Thosan à Pulsebroec près d'Ardenbourg . . 313

Bref du pape Innocent à maître Gervais de Bruges, clerc, au sujet de certaines violences que le chantre Henri avait exercées sur lui. 315

Bref du pape Nicolas IV autorisant la levée d'un subside ecclésiastique pour la croisade de Gui de Dampierre 318

Lettre du cardinal Simon de Brion, légat du Saint-Siége, aux collecteurs des subsides ecclésiastiques 322

Lettre du cardinal Simon de Brion relative aux subsides ecclésiastiques levés en faveur de Charles d'Anjou 323

Le cardinal Simon de Brion, légat du Saint-Siége, convoque un concile provincial à Bourges à l'occasion des dîmes accordées à Charles d'Anjou 325

Bulle d'Alexandre IV adressée aux docteurs et aux écoliers de l'université de Paris 327

Lettre d'Albert, notaire du pape, à l'évêque de Tournay, au sujet des dépenses de sa mission en France 331

Réclamation du portier du monastère de Thosan contre la veuve et le fils de Lampsin Foiters 332

Réclamation présentée contre l'admission d'une religieuse dans le monastère de 333

Requête présentée au roi de France par les abbés des Dunes et de Thosan, comme exécuteurs testamentaires d'un clerc 335

Bulle de Nicolas IV contre certains moines ou frères convers coupables de rébellion. 336

Pages

Plaintes de l'abbé de Thosan contre quelques moines et frères convers coupables de rébellion 336
Lettre relative à un conseiller du comte de Flandre dont il importe de se concilier l'appui 338
Lettre de l'official de Tournay au doyen de Bruges, au sujet du testament de Guillaume et de Pierre de Spoya . . . . ib.
Mandement relatif à la dime biennale accordée au roi de France par le pape 340
Lettre de Philippe le Bel, roi de France, au sujet du subside accordé par le pape pour l'amélioration des monnaies. 341
L'official d'Utrecht excommunie des frères convers du diocèse d'Utrecht qui avaient maltraité deux frères de l'abbaye de Thosan 342
Fondation d'un hôpital et d'une chapelle 343
Guillaume, comte de Hainaut et de Hollande, confirme les priviléges accordés à l'abbé et au couvent de Thosan 344
Lettre relative aux plaintes formées par quelques moines de Clairmarais 345
Remerciments au sujet de la protection accordée par un abbé pendant une coupe d'arbres à Maele . . . . ib.
Lettre adressée à Gui de Dampierre, comte de Flandre, au sujet des réclamations de l'abbé et du couvent de ...., qui prétendaient jouir de la dime des forêts appartenant aux religieux de 346
Lettre adressée au comte Charles d'Anjou en faveur d'un frère .... chargé auprès de lui des affaires du monastère 347
Recommandation en faveur d'une jeune fille qui désire être admise dans un monastère 348
Autre lettre de recommandation . . . . ib.
Impossibilité de payer les subventions à raison de l'interception des communications par suite de la guerre 349
Réclamation au sujet du payement de la subvention au roi de France. ib.
Lettre relative à un moine qui se rend à Paris pour y faire ses études. 350
Lettres de paix et de réconciliation 351
Lettres de fraternité et d'association de prières accordées aux chanoines de .... ib.

Pages :
Lettre de créance 352
Lettre de recommandation pour un messager chargé de chercher des harengs 353
Lettre d'amitié . . . . ib.
Nomination de députés chargés de traiter avec le roi de France . . 355
Pouvoirs donnés par l'abbé de Thosan pour traiter de la paix avec le roi de France 358
Mandement relatif au payement de ce qui est dû au roi de France. . 360
La comtesse Marguerite de Flandre ordonne des prières à l'occasion de l'avénement de Grégoire X. 361
Lettre de la comtesse de Flandre au pape pour le féliciter de son avénement au trône pontifical 363
Lettre de la comtesse de Flandre au pape en faveur de Guillaume de Licques, chanoine de Térouanne . . . . ib.
La comtesse de Flandre remercie le pape Grégoire X de ce qu'il a fait en faveur de ses petits-fils, Robert, comte de Nevers, et Jean, prévôt de Bruges. 364
La comtesse de Flandre accorde une pension de cent livres à Ysembard, notaire du pape 365
Marguerite, comtesse de Flandre, et son fils Gui remercient le pape Grégoire X d'avoir donné la cure de Cassel à leur chapelain Guillaume de Vertaing . . . . ib.
Lettre de consolation. 366
Pouvoirs donnés à des ambassadeurs envoyés en Allemagne . . . 367
Lettre de la comtesse de Flandre au pape en faveur de l'abbé de Clairvaux . . . . ib.
Lettre de Pierre, évêque d'Arras, au pape en faveur de Jean de Flandre, prévôt de Bruges, qui demandait la prévôté de Saint-Amat de Douay 368
Lettre de la comtesse de Flandre à un cardinal en faveur de Guillaume, chanoine de Térouanne 369
Lettre de la comtesse Marguerite au doyen et au chapitre de Térouanne, au sujet d'un différend entre Marie d'Ypres et Guillaume de Heule, chevalier . . . . ib.

Pages
Lettre de la comtesse de Flandre à l'évêque de Cambray en faveur d'un clerc 370
Lettre de la comtesse de Flandre à un abbé 371
La comtesse de Flandre autorise ses envoyés à Rome à y emprunter une somme de cent livres . . . . ib.
Lettres de sauf-conduit données par la comtesse Marguerite à un de ses envoyés 372
La comtesse Marguerite exprime le désir de recevoir des nouvelles de la Terre Sainte . . . . ib.
Lettre relative à la prise de Lucera 373
Lettre de la comtesse de Flandre à l'abbé de Mont-Saint-Éloi sur le retour de Gui de Dampierre de la croisade 374
Lettre de l'évêque de Cambray à la comtesse de Flandre sur la défense faite à un prêtre d'entendre la confession des béguines 375
Lettre adressée à la comtesse Marguerite pour lui exposer la triste situation de l'église de Saint-Ghislain . . . . ib.
Révocation de l'autorisation donnée aux religieuses d'Axel de s'établir ailleurs 376
Lettre de recommandation pour Guillaume d'Haveskerke, trésorier de Lille 377
Lettre de recommandation donnée à des moines chargés de recueillir des aumônes 378
Pouvoirs donnés à la suite de pertes éprouvées pendant la guerre . . 379
Par suite des malheurs de la guerre, on ne peut plus admettre de nouveaux moines dans le couvent de .... ib.
Lettre de recommandation 380
Lettre de Robert de Béthune, comte de Flandre, relative à des contestations avec le monastère de .... ib.
Bulle de Clément V fixant le jour où seront entendus ceux qui accusent Boniface VIII d'hérésie 381
Le procureur de Thosan expose les droits et les priviléges attachés à la porte de ce monastère 384
Don d'une pension à Denis, chanoine de Cassel et prévôt de Thourout, professeur de droit civil 386

Pages.

Appel interjeté par Jean de Risinghe par-devant l'archevêque de Reims contre une sentence prononcée par l'official de Tournay . . 387
Protestation adressée à l'évêque de Tournay contre le payement d'une dime extraordinaire 390
Demande de pouvoir aliéner des immeubles pour faire face à des besoins pressants 392
Vente de neuf arpents de terre dans le métier d'Ardenbourg . . . 393
Bulle de Clément V, adressée à l'archevêque de Brême et à Albert, chanoine de Ravenne, au sujet des crimes et des trahisons des chevaliers de l'ordre Teutonique 394
Protestation des monastères de Flandre contre la levée de la dime extraordinaire accordée par le pape à Philippe le Bel 401
Réclamation de l'église de Baudeloo relativement aux dimes de Molendyc 403
Absolution d'un frère convers qui, en défendant une ferme de l'abbaye, a tué l'un des agresseurs 404
Demande de prières pour des frères convers qui sont morts après avoir reçu l'absolution de leurs péchés 405
Autre lettre demandant des prières . . . . *ib.*
Jean dit Tobin, chevalier, vend un domaine à Ruddervoorde . . . 406
Vente d'une terre nommée Onlant, située près de Damme 408
Lettre de recommandation pour un moine et un frère convers . . 411
Bref du pape Clément en faveur de l'abbé et du couvent de .... *ib.*
Le procureur de l'église des Dunes réclame la possession de certaines terres situées dans la paroisse d'Ossenisse 412
Lettre de l'évêque de Cambray en faveur de Jean de Weerde, moine des Dunes 413
Lettre de Philippe le Bel relative à la conclusion de la paix avec la Flandre . . . . *ib.*
Autre lettre de Philippe le Bel sur le même sujet 415
Autre lettre de Philippe le Bel relative à la paix conclue avec la Flandre 416
Autre lettre de Philippe le Bel relative à la paix avec la Flandre . . *ib.*
Protestation contre le subside réclamé par le comte de Flandre . . . 417

Pages

Mandement de l'official de Tournay au sujet du testament de deux bourgeois de Damme, Guillaume et Pierre de Spoy. 418
Lettre du curé de Notre-Dame de Lille afin de demander des prières. 420
Bulle de Clément V adressée au roi d'Angleterre afin qu'il permette aux abbés cisterciens anglais de se rendre au chapitre annuel qui se tient en France. 421
L'official de Tournay autorise deux époux à embrasser la vie religieuse. 422
Lettre de Robert, comte de Flandre, relative à la propriété de quelques terres 423
Lettre de l'official de Tournay aux prêtres et chapelains de son diocèse au sujet du testament de Daniel de Bokerem 424
Plainte de certains religieux à l'abbé de ...... au sujet des tentatives qui sont faites pour s'emparer de leurs biens 426
Absolution accordée au prévôt de l'église de Watten 428
Des subsides ecclésiastiques 429
Concession à la bienfaitrice d'un monastère du droit d'être ensevelie dans le cimetière de l'abbaye 430
Vente d'une rente au profit de l'église de 431
Mandement de l'official de la Morinie adressé à l'abbé de .... ib.
Autre mandement de l'official de la Morinie 432
Mandement du doyen de l'église de Notre-Dame à Tournay, relatif aux priviléges du monastère de Baudeloo 433
Demande de prières pour des frères défunts. 434
Bulle de Clément V sur le procès des Templiers. 436
Mandement de l'abbé de ...... pour la sécurité des biens ecclésiastiques. 443
L'archevêque de Reims convoque un concile provincial à Senlis afin de s'occuper du procès des Templiers 446
Lettre des abbés de Citeaux et de Clairvaux relatives à deux frères qui s'étaient fait rendre certains honneurs épiscopaux. 448
Philippe le Bel annonce son avénement au trône et réclame les prières de l'ordre de Citeaux. 449
La reine de Navarre annonce son avénement au trône et réclame les prières de l'ordre de Citeaux 450

Pages :

Lettre relative à l'abdication de Guillaume, abbé de Thosan . . . 450
Don d'un demi-lot de vin à un scribe du monastère de Thosan . . 451
Lettre relative à la bénédiction épiscopale à donner à l'abbé de Thosan Nicolas de Lisseweghe 452
Participation aux bonnes œuvres et aux prières du monastère de ...... ib.
Lettre du cardinal Nicolas de Frauville relative à une assemblée convoquée à Arras pour les affaires de la Terre Sainte 453
Lettre aux abbés de Clairvaux et des Dunes relative à la compétence des juges ecclésiastiques 454
Bulle de Clément V adressée au cardinal Arnould Novelli à propos de certains abbés anglais qui refusent de se rendre au chapitre général de l'ordre de Citeaux 456
Vente de terres situées à Douvres par l'abbé des Dunes 459
Lettre relative à la dispersion des religieux et religieuses des monastères de Flandre détruits par la guerre 460
Donation à la porte de Thosan 461
Lettre de Philippe le Bel relative à la détresse des religieux de Clairvaux 462
Mandement d'un chanoine de Notre-Dame d'Anvers contre ceux qui usurpent les biens du monastère de Thosan 464
Lettre relative à l'opposition faite au mariage de Pierre Thoroud avec Élisabeth de Heke 466
Lettre de l'archevêque de Reims pour la réunion d'un concile provincial 467
Lettre de Gui de Dampierre, comte de Flandre, au cardinal Benoît Caïetan au sujet du siége épiscopal de Liége 468
Vente d'une habitation et de plusieurs arpents de terre à la porte du monastère des Dunes 470
Lettre relative à la saisie par le comte de Flandre des arbres abattus par l'ordre de l'abbé de 472
Lettre relative au vol d'un martyrologe 473
Lettre à l'abbé de Citeaux sur les obstacles qui, par suite de la guerre, empêchent les abbés de Flandre de se rendre au chapitre général de l'ordre de Citeaux . . . . ib.

Pages

Le comte Robert de Flandre autorise la vente de certaines terres par le monastère de Thosan 474
Lettre de l'official de Tournay au sujet de la plainte de l'abbé de .... contre les vexations des échevins et des juges laïques du Franc de Bruges 475
Le pape Jean XXII engage les communes flamandes à prendre part à des négociations pour la paix 477
Vente à la porte de l'abbaye de Thosan de terres situées au métier de Hulst 478
Lettre relative à l'adhésion donnée par l'abbé des Dunes au comte de Flandre dans son appel contre le roi de France 480
Lettre de Nicolas, abbé de ..... à l'abbé de Clairvaux au sujet du payement de la dîme 481
Lettre d'un étudiant de Paris 482
Lettre de l'abbesse de .... Elle demande que son monastère soit uni à l'ordre de Cîteaux 483
Lettre des abbés de Thosan et de Baudeloo sur les malheurs de la Flandre 484
Mandement de Jean, abbé d'Eeckhout à Bruges, contre les usurpateurs des biens du monastère de Thosan 485
Mandement relatif à l'entree des femmes dans les fermes de l'ordre de Cîteaux 486
Lettre du légat du Saint-Siége relative à une plainte des religieux de Thosan contre le doyen de Courtray 487
Lettre relative à la détresse d'un monastère 488
Lettre relative à un religieux envoyé dans un autre monastère . . . *ib.*
Lettre de recommandation pour un religieux 489
Lettre relative à la dispersion des religieux d'un monastère, à cause de la disette résultant des guerres . . . . *ib.*
Lettre relative aux fonctions abbatiales dans le monastère de la Nouvelle-Jérusalem 490
Lettre relative à la résignation par un doyen accablé de vieillesse, des fonctions qui lui sont confiées 491

Pages :

Lettre de Guillaume, évêque d'Amiens, exécuteur du testament de l'évêque de Térouanne 492
Différend entre l'abbesse de Ravensberghe et Jean, dit Rikelcat, au sujet d'une chapellenie . . . . ib.
L'abbé des Dunes reconnaît devoir deux mille livres parisis à Jean de Paris, bourgeois d'Arras 494
Lettre de l'abbé de Thosan à l'abbé de Cîteaux au sujet de la nomination d'une abbesse 495
Promesse de payer fidèlement une aumône léguée à la porte du monastère 496
Approbation d'un testament 497
Bulle du pape Boniface VIII aux archevêques et évêques, au sujet des subsides accordés au roi de France 498
Autre bulle du pape Boniface VIII, relative aux mêmes subsides . . 501
Bulle de Clément V adressée aux Templiers du royaume de Chypre. 503
Bulle de Clément V sur la relique du Saint-Sang conservée dans la chapelle de Saint-Basile, à Bruges 507
Protestation des monastères de Flandre contre la concession de subsides ecclésiastiques au roi de France 510
Appel au pape interjeté par le curé de Sainte-Marie à Damme . . . 511
Acte d'Arnould, abbé de Thosan, relatif à certains biens appartenant à la porte de l'abbaye 512
Donation de terres faite par le doyen de l'église de Courtray à l'abbé et au couvent de Thosan 514
Lettres de dispense accordées à un moine 516
Jean, évêque de Tournay, donne à un évêque de Norwége le pouvoir de conférer les ordres ecclésiastiques dans son diocèse 517
Sentence d'arbitrage de Boniface VIII entre le roi de France et le roi d'Angleterre . . . . ib.
Absolution d'un moine de l'abbaye de Thosan qui avait blessé un écolier 522
Lettre de recommandation pour un moine 523
Lettre de l'abbé de Clairvaux sur les malheurs de la guerre et sur la dîme à payer au roi de France 524

Pages:

Lettre de l'abbé des Dunes relative aux dettes du monastère de Thosan 526

Quittance d'une somme de deux cents livres de Flandre, due par le monastère de. . . . . *ib.*

Lettre de l'official de Tournay au sujet du testament de Michel Reyniers. 527

Donation faite par Siger d'Audenarde aux pauvres de Moerkerke. 529

Vente à la porte de Thosan de terres près de Saeftinghe. 530

Testament de Philippe, dit Warregaren, bourgeois de Bruges et croisé. 532

Lettre de Jean, abbé de Clairvaux, à plusieurs abbés de l'ordre de Cîteaux relativement à la levée de certaines taxes pour le payement des dettes de l'ordre. 535

Excommunication d'un moine rebelle 537

Procuration donnée par l'abbé et le couvent de Thosan au prieur et à quatre autres moines 538

Jean Libaerd, moine de l'abbaye des Dunes, et Francon de Moerkerke, moine de l'abbaye de Thosan, sont chargés de défendre les intérêts de l'abbaye de Thosan contre l'abbé et le couvent de Saint-Bavon de Gand. 539

Charte qui règle les conditions auxquelles un médecin nommé Pierre de Somerghem pourra se retirer au monastère de Thosan . . 540

Bref d'Innocent IV au chancelier de Paris, relatif aux dîmes de l'église de Saint-Roch-sur-Seine 542

Le pape Innocent IV réserve aux abbés le droit d'entendre la confession des religieuses de l'ordre de Cîteaux 543

Le prévôt de Sainte-Walburge à Furnes invoque, dans un procès contre l'abbé de Saint-Pierre de Gand, les priviléges de l'ordre de Cîteaux 544

Mandement de l'official de la Morinie au sujet de la propriété de quelques maisons à Nieuport 545

Bref du pape Nicolas relatif au testament de Reingot, curé de l'église de Mere 547

Consultation des docteurs d'Orléans sur un fief du monastère des Dunes. . . . . *ib.*

pages :
Autorisation de prêcher dans le diocèse d'Utrecht 549
Lettre du cardinal Simon de Brion relative aux secours à donner aux chrétiens de la Terre Sainte . . . . *ib.*
Dîmes accordées par le pape Clément IV pour la croisade de saint Louis 551
Lettre de Robert de Courtenay, archevêque de Reims, relative au concile provincial de Compiègne 553
Philippe le Bel convoque à Tours les députés de toutes les villes pour vaquer à la répression de l'hérésie des Templiers 556
Excommunication prononcée contre Guillaume de Juliers, Philippe et Gui de Flandre à la suite de l'incendie de l'église de Térouanne. 557
Philippe le Bel déclare recevoir les Flamands en sa grâce pourvu qu'ils observent la paix 558
Absolution du bailli de Furnes qui avait porté la main sur un prêtre. 560
Lettre de plusieurs abbés, relative à une réconciliation à la suite d'un meurtre commis à Bruges 561
Enquête au sujet de la mort d'un clerc 562
Pénitence imposée au meurtrier d'un frère convers de Thosan . . . 563
Notes 565
Concordance des numéros d'ordre dans ce volume et dans le manuscrit 571